

Institut d'études politiques de Paris
ÉCOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO
Programme doctoral Russie et CEI
CERI

Doctorat en science politique

La morale à l'épreuve de la politique :

*la pensée politique de l'intelligentsia libérale soviétique
de l'époque de la perestroïka*

Guillaume Sauvé

Thèse dirigée par Kathy Rousselet, Directrice de recherche, Sciences Po

Soutenue le 13 décembre 2016

Jury :

M. Dominique Arel, Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Mme Françoise Daucé, Directrice d'études, École des hautes études en sciences sociales
(rapporteuse)

M. Alexandre Escudier, Chargé de recherche, Sciences Po - CEVIPOF

M. Gilles Labelle, Professeur titulaire, Université d'Ottawa (rapporteur)

Mme Kathy Rousselet, Directrice de recherche, Sciences Po - CERI
(directrice de la thèse)

M. Paul Zawadzki, Maître de conférences HDR, Université Paris I Panthéon Sorbonne

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de thèse, Kathy Rousselet, pour son soutien généreux et attentionné, ainsi que pour ses commentaires judicieux et pour sa lecture minutieuse de mes chapitres. C'est un privilège d'avoir pu travailler sous sa direction.

Mes remerciements vont également à Yves Couture et à Gilles Favarel-Garrigues, qui m'ont prodigué de précieux conseils et encouragements tout au long de la thèse.

Je tiens à remercier les membres du jury, qui ont pris le temps de lire et de commenter mon travail.

Cette thèse a été rendue possible grâce au soutien financier du Conseil de recherche en science humaines du Canada (CRSH), ainsi que de l'École doctorale de Sciences Po Paris. J'en profite pour adresser un remerciement particulier à Annie Marcilloux, pour m'avoir aidé à naviguer dans la mer de paperasse du doctorat.

J'ai eu la chance de bénéficier du soutien logistique et scientifique de plusieurs institutions. Je remercie tout d'abord les administrateurs et responsables du CERI, mais aussi de la Faculté de science politique et de sociologie de l'Université européenne de Saint-Petersbourg, du Centre d'études franco-russe du Moscou, du Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les groupes minoritaires de l'Université d'Ottawa, de l'École d'été internationale de sciences sociales en Ukraine, de l'Institut d'études internationales de Montréal de l'Université du Québec à Montréal et du Département de science politique de l'Université de Princeton.

Mes recherches en Russie sur la Tribune de Moscou ont été grandement facilitées par la collaboration de Léonide Batkine, Bela Koval et Victor Cheïnis, que je remercie sincèrement.

Merci aux professeurs qui ont discuté ou relu les différentes étapes de cette recherche : Myriam Désert, Dominique Colas, Georges Mink, Carole Sigman, Nadège Ragaru, Alexandre Escudier, Janie Pélabay, Gilles Labelle, Stéphane Vibert, Jacques

Lévesque, Dominique Arel, Sophie Bourgault, Alexeï Yourchak, Oleg Kharkhordine, Artemy Magun, Olessia Kirtchik, Victoria Smolkin-Rothrock, Sergueï Oushakine, Jochen Hellbeck, Mark Beissinger, Jan-Werner Müller et les évaluateurs anonymes de la revue *Raison politique*.

Un merci tout spécial à Courtney Doucette, pour sa fructueuse collaboration sur la base de notre intérêt commun pour la morale pendant la perestroïka. Et merci à Alissa Klotz de nous avoir mis en contact.

Une pensée reconnaissante à ces amis qui ont eu la patience de discuter longuement des idées que j'élabore dans cette thèse : René de Nicolay, mon premier lecteur, Sophie Marcotte-Chénard pour nos discussions et ses constants encouragements, Till Greite pour sa curiosité sans borne, Andréane Gagnon et Mariève Forest pour leur générosité.

J'en profite pour saluer aussi les amis doctorants (ou jeunes docteurs) de Paris, Montréal et Princeton, pour leur bonne humeur : Tim, Shoshana, Adrien, Amélie, Clémentine, Tania, Samuel, Benjamin, Wolfgang, Houle, Anzou, Virginie, Yann, Jean-Sébastien, Isabelle, Julian, Matt et bien d'autres.

Et finalement, je m'incline avec gratitude devant ceux qui ont tout fait pour moi : mon père et ma mère, et surtout Geneviève.

À Raymonde

Table des matières

Remerciements	1
Table des matières	4
Translittération	6
Introduction	7
A - La victoire à la Pyrrhus de l'intelligentsia libérale	10
B - Études de la pensée politique de l'intelligentsia libérale : du triomphalisme à la désillusion	17
C - Arguments.....	31
D - Méthode de sélection et d'analyse des textes	33
E - Structure de la thèse	52
Première partie	56
Chapitre 1 : L'intelligentsia libérale et l'enjeu moral de la perestroïka	57
A - La morale comme conscience cognitive.....	64
B - La morale comme conscience personnelle.....	84
C - La morale comme valeurs universelles.....	92
D - Conclusion	113
Chapitre 2 : Pluralisme des opinions et monisme moral	117
A - La vérité comme critère suprême du discours public	120
B - Vérité et glasnost : la purification de la conscience sociale.....	128
C - Conclusion	145
Chapitre 3 : L'idéal de la personnalité harmonieuse et la critique de la duplicité	149
A - L'idéal romantique de la ličnost'	154
B - Personnalité harmonieuse et duplicité pendant la perestroïka	163
C - Conclusion	178
Seconde partie	180
Chapitre 4 : La radicalisation paradoxale de 1989 : opposition au système et consolidation du pouvoir	181
A - La question du pouvoir avant les élections de 1989	186
B - La Tribune de Moscou : un « germe d'opposition » à vocation consultative... ..	197
C - La radicalisation de 1989.....	202
D - Conclusion : opposition au système et opposition au pouvoir	232

Chapitre 5 : Modernisation et main de fer : propositions pour dissocier la politique de la morale	239
A - Kliamkine : la vie contre les idéaux.....	243
B - Migranian et la technocratie à l'occidentale	260
C - Conclusion : la fabrication politique et la libération de la vie	278
Chapitre 6 : Consolidation ou autonomie : le dilemme du mouvement démocratique (1990-1993)	284
A - 1990-1991 : La radicalisation dans le mouvement démocratique	289
B - Le débat de l'automne 1991 sur les deux formes de perdition	300
C - Dénouement : l'intelligentsia libérale et la main de fer d'Eltsine.....	308
D - Conclusion : consolidation et marginalisation.....	320
Chapitre 7 : Opposition démocratique : entre idéalisme et pragmatisme. Propositions oubliées	325
A - Bourtine et l'opposition morale	329
B - Batkine et l'opposition pragmatique.....	337
C - Conclusion : au-delà de la dichotomie pragmatisme-idéalisme.....	350
<i>Conclusion</i>.....	353
A - Rappel de l'interrogation initiale	354
B - La perspective morale de l'intelligentsia libérale à l'épreuve de la vie politique	355
C - Conclusions et pistes de réflexion.....	364
Bibliographie	378
Annexe : Principaux auteurs cités	415
Table des matières.....	419

Translittération

Pour les références bibliographiques, nous avons utilisé le système de translittération ISO 9, dont l'usage tend à s'imposer.

Le tableau suivant indique la translittération des lettres qui n'ont pas la même prononciation qu'en français.

Translittération	Prononciation	Alphabet russe
'	-	Ь
''	-	Ъ
â	ya	Я
c	ts	Ц
č	tch	Ч
è	è	Э
ë	yo	Ё
h	kh	Х
g	gu-	Г
j	y-	Й
š	ch	Ш
ŝ	chtch	Щ
u	ou	У
û	you	Ю
ž	j	Ж

Pour plus de lisibilité, nous avons cependant choisi d'utiliser, pour les noms propres dans le corps du texte, la transcription française habituelle. Par exemple, nous écrivons « Andreï Sakharov » dans le texte et « Andrej Saharov » dans les références bibliographiques lorsque la source est en russe.

Introduction

Nous avons subi la victoire.

Otto Latsis, 1992¹

La perestroïka lancée par Mikhaïl Gorbatchev est à l'origine d'un tourbillon d'événements qui a définitivement relégué l'Union soviétique aux manuels d'histoire. Le système soviétique ne pouvait résister aux multiples tensions provoquées par la réforme simultanée de son idéologie, de son organisation politique, de son économie et de sa structure multinationale. Cet effondrement spectaculaire², une fois ouverte la boîte de Pandore de la perestroïka, ne doit cependant pas faire oublier que la *manière* dont il s'est déroulé était hautement contingente et que, conséquemment, la *forme* et le *caractère* du régime politique qui a émergé en Russie des ruines de l'URSS ne peuvent être compris qu'à la lumière de la conjoncture de cette époque. En ces temps révolutionnaires, il n'est pas rare que l'action d'un groupe ou d'une personne imprime une marque décisive sur le cours des événements, parfois même dans un sens opposé à leurs volontés. Ainsi, il est bien connu que les organisateurs du coup d'État conservateur d'août 1991 contre Gorbatchev ont précipité la dissolution de l'Union soviétique qu'ils souhaitaient pourtant sauvegarder. Tout aussi paradoxal, mais moins souvent relevé, est le rôle de l'intelligentsia libérale russe, dont le soutien à la concentration du pouvoir dans les mains d'un réformateur « éclairé » a contribué à l'épuisement de la jeune démocratie que ces intellectuels cherchaient à consolider. Ce dernier phénomène, intrigant à bien des égards, constitue l'inspiration de départ de cette recherche.

La décision de fonder une démocratie sur la concentration des pouvoirs mérite en elle-même réflexion. Certes, l'idée d'un pouvoir personnel éclairé est vieille comme le monde, mais elle a plus rarement été invoquée au nom des principes de la démocratie et du libéralisme - droits de la personne, pluralisme, liberté, État de droit -, soit ceux-là

¹ Journaliste spécialisé en économie. L'un des plus célèbres intellectuels libéraux de la perestroïka. Nommé en 1986 rédacteur en chef de *Kommunist*, la revue théorique du Comité central du Parti communiste. Cité par Viktor ŠEJNIS, « Uroki avgusta » [Les leçons d'août], 2006.

² Stephen KOTKIN, *Armageddon Averted. The Soviet Collapse 1970-2000*, 2008.

mêmes qui constituent aujourd'hui le standard de la bonne politique dans les manuels de gouvernance et dans le discours des organisations internationales. À moins de verser dans les théories du soupçon et d'imputer des motifs cachés à l'intelligentsia libérale soviétique, il faut reconnaître que son expérience de l'époque de la perestroïka soulève une question importante : comment fonder une démocratie ? La libération, en effet, n'est pas la liberté : il ne suffit pas d'émanciper la société du joug autoritaire pour qu'elle devienne une démocratie. Ainsi que le souligne Hannah Arendt, la liberté politique doit être *fondée*, c'est-à-dire qu'elle doit s'appuyer sur un pouvoir et une autorité, soit sur un principe qui légitime ce pouvoir sans recourir à la contrainte ou à la persuasion¹. Dans la plupart des républiques soviétiques et des pays du bloc socialiste, le nouveau pouvoir « démocratique » qui émerge à l'époque de la perestroïka appuie son autorité sur un projet relativement consensuel d'affirmation nationale contre l'impérialisme russo-soviétique². En Russie³, au contraire, le relâchement du pouvoir soviétique a donné lieu à une fragmentation sociale et politique croissante. Quelle peut être, dans ce contexte, l'attitude des partisans de la démocratie libérale à l'égard de leurs adversaires communistes orthodoxes et nationalistes⁴ ? Le pluralisme n'est-il pas une porte ouverte à la ruine de la démocratie ? Que faire si la population se montre réticente à l'égard de mesures jugées essentielles par les libéraux au fonctionnement de ce régime, comme la privatisation rapide de l'économie ? L'expérience de pensée et d'action de l'intelligentsia libérale de la perestroïka met à l'épreuve, dans un contexte contemporain, la tâche hautement paradoxale de création des conditions d'une démocratie. Cette expérience est aussi riche d'enseignements quant aux causes de la rapide marginalisation politique de

¹ Hannah ARENDT, *De la révolution*, 2013.

² Ainsi que sur le projet d'un rattachement à l'Union européenne, dans le cas des pays d'Europe centrale et orientale.

³ Pour ne pas alourdir la lecture, nous utilisons le terme « Russie » pour désigner la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) et l'actuelle Fédération de Russie.

⁴ Nous suivons l'usage commun pour désigner les principales tendances intellectuelles et politiques de la perestroïka, qui opposent les libéraux, les nationalistes et les communistes. Ces étiquettes, cela dit, ne correspondent pas nécessairement aux identités politiques revendiquées par les protagonistes, une question sur laquelle nous revenons en détail plus loin au sujet des libéraux. Par ailleurs, nous suivons l'exemple de l'historien Alexandre Choubine et désignons les communistes défenseurs du marxisme-léninisme comme des « communistes orthodoxes », pour bien les distinguer des partisans d'un socialisme réformé, qui sont nombreux chez les libéraux. Aleksandr ŠUBIN, *Dissidenty, neformaly i svoboda v SSSR* [Dissidents, informels et liberté en URSS], 2008.

l'intelligentsia libérale, beaucoup plus marquée en Russie postsoviétique que dans les pays européens de l'ancien bloc socialiste. De fait, non seulement les intellectuels libéraux qui ont participé au mouvement démocratique sont rapidement écartés de la vie politique, mais leur retour en grâce est largement compromis par le discrédit dans lequel sont tombés leurs idéaux depuis les années 1990. Pour comprendre à quel point il s'agit là d'un basculement capital dans l'histoire politique contemporaine de la Russie, il faut brièvement rappeler le rôle central joué par l'intelligentsia libérale pendant et immédiatement après la perestroïka.

A - *La victoire à la Pyrrhus de l'intelligentsia libérale*

L'intelligentsia libérale¹ joue un rôle central dans la perestroïka. À la faveur de la glasnost², elle domine le champ médiatique à partir de 1987, c'est-à-dire qu'elle parvient à donner le ton des débats au détriment de ses rivaux idéologiques que sont les nationalistes et les communistes orthodoxes³. Il faut dire que c'est une période faste pour l'intelligentsia en général. Dans les journaux, les revues et les émissions télévisées, les intellectuels sont omniprésents. George Nivat, observateur de longue date de la société

¹ Nous revenons un peu plus loin sur la signification de l'étiquette « libérale » dans le contexte de la perestroïka. Quant à la notion d'intelligentsia en général, nous ne la définissons pas en termes de catégories sociales. Elle ne correspond pas à l'ensemble des « travailleurs de l'esprit » tels que définis par les catégories administratives soviétiques et qui représentent 28% de la population active en 1989 (Marc GARCELON, «The estate of change», p.44). Nous suivons plutôt le sens usuel du terme russe *intelligenciâ*, qui désigne ce que l'on appelle communément en français les « intellectuels ». Nous suivons la définition des historiens Pascal Ory et Jean-François Sirinelli de l'intellectuel comme « un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie ». *Les intellectuels en France*, p.10. En Russie comme en France, ce concept est chargé d'une forte connotation normative et fait l'objet d'un constant débat sur son sens et sur ses limites. Qui mérite vraiment le titre d'intellectuel ? Est-ce une qualité ou une tare ? La longévité et la vivacité de ces débats constituent en eux-mêmes la preuve de l'importance du concept. Il existe une littérature très abondante sur ce sujet, notamment : Jutta SCHERRER, « L'intelligentsia dans l'historiographie », 2008.

² La glasnost est une politique officielle de réduction de la censure et de promotion de certaines idées jugées utiles aux réformes de la perestroïka. Plus largement, la glasnost vise à la transparence de la vie publique soviétique. Dans le cadre de cette politique, l'intelligentsia libérale profite d'un soutien constant de l'équipe de réformateurs autour de Gorbatchev, qui placent des libéraux à la tête de médias influents et les soutiennent contre la censure.

³ Cette prédominance est évidemment difficile à mesurer, mais elle est confirmée par plusieurs signes. En plus de l'immense popularité des intellectuels libéraux et des périodiques libéraux, que l'on peut mesurer par les palmarès et les statistiques de tirages, cette prédominance est confirmée par leurs adversaires communistes orthodoxes et nationalistes, qui se plaignent de l'hégémonie du discours libéral.

russe, en témoigne : « L'intelligentsia avait trouvé dans la perestroïka son régime idéal (...) les écrans de télévision et les grosses revues se disputaient [ses] faveurs. C'était l'époque où tous les jours je reconnaissais à l'écran des amis de l'intelligentsia moscovite »¹. Pour plusieurs, c'est une gloire soudaine : des auteurs parfaitement inconnus du grand public sont propulsés en quelques mois au sommet des palmarès de popularité et sont invités à prononcer des conférences dans tout le pays ainsi qu'à l'étranger. Leurs idées connaissent une diffusion à l'échelle du gigantesque réseau de communication soviétique : de Kaliningrad à Vladivostok, l'on discute désormais des crimes de Staline, de la démocratisation, de l'introduction de l'économie de marché, puis bientôt des crimes de Lénine et du monopole du Parti communiste. Il n'est pas exagéré d'affirmer que l'intelligentsia libérale emporte la bataille de la glasnost, c'est-à-dire la bataille des idées. À la fin de la perestroïka, son projet universaliste de retour à la « civilisation » - lire : le monde occidental – jouit d'un large soutien au sein de la population², ainsi que de l'élite politique soviétique, qui rivalise de zèle pour critiquer le système communiste³. Mais l'intelligentsia libérale n'occupe pas que le champ médiatique. Dès les premières élections au printemps 1989, de nombreux intellectuels s'engagent dans le nouveau champ politique. La célébrité médiatique acquise lors des années précédentes permet à certains d'entre eux de prendre la direction des forces démocratiques, d'abord au sein du Groupe interrégional de députés, puis au sein de la coalition Russie démocratique (DR), qui se place en opposition au Parti communiste. Les analystes qui, aujourd'hui, dénoncent l'apathie prétendument atavique du peuple russe⁴ feraient bien de se rappeler les succès spectaculaires de la mobilisation mise en œuvre par cette coalition, qui organise à la fin de la perestroïka les plus grandes manifestations de l'histoire du pays. Cette large mobilisation populaire, inspirée et dirigée par l'intelligentsia libérale, rend possible la conquête du pouvoir par un nouveau réformateur,

¹ Georges NIVAT « De la Russie libérée à la Russie libre », p.97, 1996.

² Aux élections présidentielles de juin 1991, Boris Eltsine emporte 57,30 % des voix, soit plus du double de son plus proche concurrent.

³ En témoigne le vote unanime à l'automne 1991 au Congrès des députés du peuple de Russie (la chambre basse du parlement russe) de l'octroi de pouvoirs extraordinaires au président pour qu'il réalise une transition rapide vers l'économie de marché. Ce Congrès, pourtant, ne compte qu'une minorité de députés libéraux.

⁴ Par exemple : Richard PIPES, « Flight From Freedom: What Russians Think and Want », 2004.

jugé plus démocrate et libéral que Gorbatchev : Boris Eltsine¹. Le soutien de DR s'avère aussi décisif dans l'issue du bras de fer que ce dernier engage contre le Parti communiste d'URSS et qui se conclut par la mise en échec du putsch conservateur d'août 1991² et l'effondrement subséquent des institutions du pouvoir soviétique. À l'automne 1991, l'intelligentsia libérale est au faîte de sa gloire et de son influence. Des libéraux sont à la tête des principaux médias ainsi que de DR, qui est la plus importante organisation politique du pays depuis la dissolution du Parti communiste d'URSS.

Et pourtant, comme l'observent les politologues Peter Reddaway et Dmitri Glinski, il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus pour le mouvement démocratique, c'est-à-dire une victoire accomplie de telle manière qu'elle conduit à la défaite³. Cette manière, en l'occurrence, est le soutien inconditionnel accordé par de nombreux intellectuels libéraux, à la fois dans les médias et à la tête de DR, à son nouveau « champion », Boris Eltsine. Et ce, bien que ce dernier soit issu de la nomenklatura soviétique et qu'il en perpétue manifestement les traditions politiques, préférant les ententes de coulisses entre élites aux procédures démocratiques de concertation avec la société civile naissante. Une part importante de l'intelligentsia libérale accepte ainsi l'établissement d'un rapport asymétrique entre les forces démocratiques et le nouveau pouvoir russe, les premières soutenant les secondes sans que ces dernières n'engagent leur responsabilité en retour. Certes, plusieurs voix s'élèvent au sein de l'intelligentsia libérale pour dénoncer cette stratégie et pour appeler à la création d'un mouvement démocratique autonome qui établirait un rapport de force avec le pouvoir. Les tenants de cette stratégie contestatrice ne parviennent cependant pas à faire vaciller le large soutien de l'intelligentsia libérale à Eltsine et à ses réformes, qui apparaît justifié par les impératifs de la lutte binaire des démocrates contre leurs adversaires politiques, assimilés à une menace de restauration totalitaire. Une attitude que Larissa Bogoraz, vétéran de la dissidence au régime

¹ DR joue un rôle de premier plan dans la victoire d'Eltsine aux élections législatives de 1990, puis aux élections présidentielles de 1991.

² Avant même le putsch, DR était parvenu à empêcher la destitution d'Eltsine par le Congrès de Russie en organisant, le 28 mars 1991, une immense manifestation de soutien sous les murs du Kremlin.

³ Peter REDDAWAY et Dmitri GLINSKI, *The Tragedy of Russian Reforms*, p.222.

soviétique, exprime avec regret en 1997 : « C'est entièrement de notre faute. Nous étions si profondément dégoûtés du régime soviétique que nous avons pensé qu'il devait être détruit à n'importe quel prix. Nous avons donc soutenu Eltsine, lui faisant croire qu'il pouvait faire ce qu'il pouvait. »¹ Dans les deux années mouvementées qui suivent la dissolution de l'URSS et le lancement de la « thérapie de choc »², le soutien inconditionnel apporté par de nombreux médias libéraux et par la direction de DR aux réformateurs « éclairés » contribue de manière décisive à créer les conditions *institutionnelles* et *symboliques* de l'épuisement de la jeune démocratie russe.

Le soutien inconditionnel apporté à Eltsine par de nombreux intellectuels libéraux favorise tout d'abord l'institutionnalisation d'un régime « superprésidentiel » où l'exercice des pouvoirs est concentré dans les mains du président et ne subit l'opposition d'aucun contre-pouvoir sérieux³. Ce régime est formalisé par la Constitution adoptée en décembre 1993 lors d'un référendum entaché d'irrégularités et qui fait lui-même suite à la répression sanglante du soulèvement de députés contre la dissolution illégale du Parlement quelques mois plus tôt. Les événements tragiques de l'automne 1993 marquent le dénouement d'un conflit de près de deux ans entre la Présidence et le Parlement au sujet du partage des pouvoirs et du déroulement des réformes. Dans ce contexte tendu, la plupart des médias libéraux et la direction de DR apportent systématiquement leur soutien à Eltsine⁴, l'appelant même parfois à faire preuve de plus de vigueur contre ses adversaires politiques, en sortant du cadre de la loi s'il le faut⁵. Ce soutien apporte à

¹ En entretien avec la journaliste Masha Gessen. *Dead Again : The Russian Intelligentsia After Communism*, 1997, p.4.

² L'URSS est dissoute le 12 décembre 1991 et la « thérapie de choc » est lancée le 1^{er} janvier 1992. On entend communément par « thérapie de choc » les réformes économiques radicales lancées par le gouvernement d'Egor Gaïdar, lui-même nommé par Eltsine. Ces réformes comprennent une libéralisation immédiate des prix sur la plupart des biens de consommation et la fin du monopole de l'État sur le commerce international. Elles prévoient aussi la privatisation de la plus grande part de la propriété d'État, ce qui sera réalisé en deux grandes vagues, en 1992 et 1994.

³ Sur le caractère « superprésidentiel » du régime politique établi par la Constitution de 1993, voir Steven FISH, *Democracy Derailed in Russia. The Failure of Open Politics*, 2005, chapitre 7.

⁴ Notamment lors du référendum d'avril 1993 et lors de la crise d'octobre 1993, ainsi que lors des élections législatives et du référendum sur la Constitution, en décembre 1993.

⁵ Nous analysons ces appels à la « main de fer » au chapitre 6.

Eltsine une aura de légitimité démocratique qui influence l'attitude de plusieurs autres forces politiques à son égard, notamment la communauté internationale¹. La fin abrupte de la courte expérience de démocratie parlementaire en Russie² réserve toutefois des lendemains amers aux intellectuels libéraux qui étaient engagés dans le mouvement démocratique. Ils mesurent toute l'étendue de leur impuissance politique l'année suivante, alors que l'opposition de plusieurs d'entre eux à la Première Guerre de Tchétchénie est tout simplement ignorée par le pouvoir³. Nous suivons ici les conclusions des analystes du régime russe contemporain qui voient les fondements de son caractère autoritaire non pas seulement dans la « dictature de la loi » instaurée par le président Vladimir Poutine à partir de l'an 2000, mais dans la concentration des pouvoirs et l'isolement social de la nouvelle élite politique russe dès le milieu des années 1990⁴. Le « tournant illibéral »⁵ engagé par Poutine et le départ définitif des partis libéraux du Parlement à la suite de leur défaite cinglante de 2003, dans cette perspective, constituent

¹ La communauté internationale aurait sans doute soutenu les manœuvres autoritaires d'Eltsine avec moins d'empressement si celui-ci n'avait pu se présenter comme le champion incontesté du camp démocratique.

² Viktor ŠEJNIS, *Vzlět i padenie parlamenta : Perelomnye gody v rossijskoj politike (1985–1993)* [Essor et déclin du parlement : des années critiques de la politique russe (1985-1993)], 2005.

³ Un témoignage rapporté par les sociologues Alexis Berelowitch et Michel Wieviorka illustre l'état de désorientation et de désespoir dans lequel se retrouvent les militants démocrates lorsqu'ils réalisent leur impuissance face au pouvoir eltsinien. Les sociologues racontent : « lors d'une des séances de la recherche, une militante avait souligné le rôle de Russie démocratique, en montrant que, grâce à son existence, les gens savaient à qui téléphoner, chez qui aller en cas de nécessité politique. Le hasard a voulu qu'un des auteurs de ce livre la rencontre en janvier 1995 dans un théâtre de Moscou. Après quelques phrases de politesse, on discuta de la Tchétchénie. Et cette militante exemplaire qui avait été de toutes les actions démocratiques depuis le début de la Perestroïka, qui n'avait pas hésité à sacrifier temps et travail aux luttes des années 1988-1991, eut cette réflexion : "Je regarde ce qui se passe en Tchétchénie à la télévision et je pleure. Mais je ne sais pas quoi faire ni où aller." » Alexis BERELOWITCH, Michel WIEVIORKA, *Les Russes d'en bas*, 1996, p. 95-96.

⁴ Pour une formulation récente de cette interprétation : Vladimir GEL'MAN, *Authoritarian Russia*, 2015. Sur l'isolement sociale des élites politiques russes, le politologue Stephen Holmes écrit : « Dans la Russie d'Eltsine et dans celle de Poutine, la société et l'État se sont mutuellement tourné le dos, en jouant à cache-cache chaque fois que c'était possible. (...) Quelques-uns se livrent au pillage, la plupart des autres restent sur la touche. La corruption des élites irresponsables s'est perpétuée d'un président à l'autre. C'est pourquoi la transition d'Eltsine à Poutine ne peut être présentée comme un démantèlement de la démocratie ni comme un retour à l'autoritarisme. (...) Résumons : la continuité entre l'eltsinisme et le poutinisme repose sur le fait que, sous ces deux présidents, les élites du pays ont été coupées des citoyens en général. (...) L'État reste coupé de la société. Il restera une 'organisation' qui, même si elle est déchirée par des luttes internes, s'occupe fondamentalement d'elle-même. Le fait que l'État russe n'ait pas de comptes à rendre à la société russe est le trait commun qui parcourt les années écoulées après le communisme. » Stephen HOLMES, « Eltsine et Poutine : deux incarnations d'un même système », 2011, p.7-9.

⁵ Françoise DAUCÉ, *La Russie postsoviétique*, 2008, chapitre 5.

l'aboutissement d'un processus de marginalisation politique initié beaucoup plus tôt¹. Si la société civile jouit tout de même d'une relative liberté pendant l'ère Eltsine, elle dépend avant tout de la bienveillance - ou de la faiblesse - de l'élite politique et ne repose pas sur un rapport de force qui lui permettrait de faire valoir ses droits². Elle se trouve donc fort démunie face au programme de renforcement de l'État lancé par Poutine³.

Le penchant de l'intelligentsia libérale pour le soutien inconditionnel à un réformateur « éclairé » a aussi une conséquence symbolique, peut-être plus importante encore que la concentration du pouvoir : la compromission de ses idéaux aux yeux de la majorité de la population. Leur réputation a avant tout pâti de l'idée, constamment nourrie par des intellectuels libéraux dans les champs médiatiques et politiques, selon laquelle Eltsine et son entourage constituaient la meilleure incarnation de leurs idéaux démocratiques. Or, les pratiques corrompues et autoritaires des nouveaux dirigeants russes ont rapidement discrédité les idéaux qu'ils étaient censés incarner, ce qui a renforcé la vraisemblance des accusations portées à l'endroit des libéraux par les nationalistes et les communistes orthodoxes⁴. Depuis le début des années 1990, en Russie, les termes « démocrate » et « libéral » sont souvent ceints de prudents guillemets ou sont transformés en insultes. Les efforts déployés par une partie de l'intelligentsia libérale pour briser le lien d'évidence qui s'est instauré entre leurs idéaux et le

¹ Cette marginalisation politique s'accompagne d'une marginalisation économique qui, elle aussi, résulte de mesures adoptées par Eltsine avec le soutien d'une part importante de l'intelligentsia libérale. En plus de subir, comme l'ensemble de la population, une baisse importante de son niveau de vie à la suite de la libéralisation des prix et de l'hyperinflation qui en découle, l'intelligentsia libérale est durement touchée par les coupes draconiennes dans les subventions à la culture et à l'éducation. En 1997, le budget de l'éducation supérieure est douze fois moins élevé qu'à l'époque soviétique. Le nombre de scientifiques a chuté de près des deux tiers pendant cette même période et de nombreux journaux, revues et maisons d'éditions ont fermé, faute de rentabilité (Perry ANDERSON, « Russia's Managed Democracy », 2007). Cette saignée se traduit notamment par l'émigration de dizaines de milliers d'intellectuels vers des pays où il y a une demande pour leur formation spécialisée, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne ou Israël.

² Une situation que le politologue Lucan Way qualifie de « pluralisme par défaut ». Lucan WAY, *Pluralism By Default : Weak Autocrats and the Rise of Competitive Politics*, 2015.

³ Sur les vicissitudes de la société civile en Russie postsoviétique, voir Françoise DAUCÉ, *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*, 2013.

⁴ Ce qui explique d'ailleurs en grande partie la popularité de Vladimir Poutine, qui prétend restaurer l'ordre après le chaos des années 1990. Kathy ROUSSELET, Gilles FAVAREL-GARRIGUES, *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?*, 2004.

comportement de la nouvelle élite politique sont demeurés vains. C'est notamment ce que tente le parti libéral Yabloko¹, fondé en 1993 comme le véritable représentant de la démocratie et du libéralisme contre l'usurpation de ces concepts par le gouvernement russe. Son impact sur la société russe se révèle cependant si réduit que l'oligarque libéral Mikhaïl Khordorkovski peut candidement écrire en 2004 que l'une des erreurs des libéraux fut de ne pas critiquer les réformes d'Eltsine², exactement comme si Yabloko n'avait pas soutenu cette position depuis plus de dix ans. Sous Poutine, le stigmate de la responsabilité pour le chaos des années 1990 s'est étendu à toute la période qui fut l'âge d'or de l'intelligentsia libérale : la perestroïka. Lors des séjours que nous avons effectués en Russie entre 2010 et 2014, nous avons ainsi pu observer que la seule mention du mot « perestroïka » provoque souvent chez nos interlocuteurs une grimace de répulsion accompagnée de remarques qui rivalisent de cynisme³. Interrogés à ce sujet, nos interlocuteurs donnent des explications qui révèlent un amalgame implicite entre la perestroïka et les réformes des années 1990⁴. Bien qu'il ne soit pas dénué de fondement, cet amalgame fait perdre de vue plusieurs des phénomènes propres à la perestroïka, dont l'extraordinaire bouillonnement intellectuel et la spectaculaire mobilisation politique du mouvement démocratique. Ces phénomènes, malheureusement, semblent dépourvus d'héritage dans la Russie d'aujourd'hui. Il est frappant, par exemple, de voir que les manifestants qui ont envahi les rues de Moscou à l'hiver 2011-2012 pour scander des slogans démocratiques ne se réclament pas de l'expérience ou des idéaux de 1990-1991⁵. Pour conclure sur ce point, signalons que le signe le plus clair du déclin des idéaux

¹ Fondé en décembre 1993 par Grigori Yavlinski, Vladimir Loukine et Youri Boldyrev. Le nom « Yabloko » - qui signifie « la pomme » en russe - est formé de la combinaison du nom de ses trois fondateurs. Sur ce parti, voir David WHITE, *The Russian Democratic Party Yabloko: Opposition in a Managed Democracy*, 2006.

² Mihajl HODORKOVSKIJ, « Krizis liberalizma v Rossii » [La crise du libéralisme en Russie], 29 mars 2004.

³ À l'inverse, une minorité de nos interlocuteurs - des intellectuels libéraux, pour l'essentiel - racontent avec émotion comment cette période d'espoir fut la plus heureuse de leur vie.

⁴ Il n'est pas rare, en Russie contemporaine, que la perestroïka soit surnommée *lihie devânosti* (« les folles années 1990 »), une expression qui, en fait, désigne l'ère Eltsine..

⁵ Selon les observations de l'anthropologue Agnès Blais, qui participe à ces manifestations, la perestroïka n'y était jamais évoquée, sauf pour s'y opposer. Les modèles qui inspirent la pensée et l'action des organisateurs sont plutôt des expériences occidentales de contestation politique et sociale, telles que celles d'Occupy, des indignés, etc. Nous remercions Agnès Blais d'avoir partagé ses observations avec nous.

démocratiques et libéraux en Russie postsoviétique est l'empressement de la nouvelle élite politique à mobiliser le vocabulaire de plus en plus populaire du nationalisme. Ici encore, la politique bruyamment patriotique de Poutine poursuit et amplifie la politique d'Eltsine. Déçu des résultats électoraux des forces libérales aux élections de décembre 1993, ce dernier abandonne alors complètement DR et la condamne à une dissolution inévitable. En quête d'une nouvelle légitimité, il exalte « l'idée nationale »¹.

Ce rapide survol historique montre le poids historique du choix, de la part de nombreux intellectuels libéraux, de soutenir inconditionnellement la concentration des pouvoirs dans les mains d'Eltsine au sortir de la perestroïka². Dans cette thèse, nous cherchons à comprendre les motifs et les arguments qui expliquent ce choix décisif. Plus largement, nous étudions la pensée politique de l'intelligentsia libérale pendant la perestroïka en tant qu'expérience particulièrement marquante de réflexion et d'action politiques en vue de la fondation d'une démocratie dans un contexte de polarisation sociale. Nous espérons aussi, par le fait même, contribuer à tirer de l'oubli l'esprit révolutionnaire de cette époque fascinante, dans toute sa complexité.

B - Études de la pensée politique de l'intelligentsia libérale : du triomphalisme à la désillusion

Il peut parfois sembler, aujourd'hui, que la Guerre froide et l'Union soviétique appartiennent à une époque depuis longtemps révolue. La perestroïka, pourtant, est un événement récent, comme le démontre le fait que la plupart des chercheurs qui ont écrit à son sujet en sont soit des protagonistes, soit des observateurs directs. Faute de cet apaisement qu'apporte le renouvellement des générations, le ton et les conclusions des

¹ Michel NIQUEUX, « Discours essentialistes dans la Russie d'aujourd'hui, ou le retour de l'âme russe », 2007.

² Ce qui ne signifie pas, contrairement à ce qu'affirme Larissa Bogoraz dans le passage cité précédemment, que « tout soit entièrement de la faute » de l'intelligentsia libérale. Notre insistance sur l'importance décisive de l'action (ou de l'inaction) politique de l'intelligentsia libérale pendant et juste après la perestroïka n'empêche pas le fait qu'une multitude d'autres facteurs - institutionnels, économiques, culturels, géopolitiques - aient concouru à la consolidation d'un régime autoritaire en Russie postsoviétique.

analyses qui portent sur cette époque sont donc très contrastés. Ils ont aussi grandement varié depuis trente ans, alors que la perspective d'une transition de la Russie vers la démocratie apparaît de moins en moins probable. En ce qui a trait au rôle historique du mouvement démocratique et de l'intelligentsia libérale en particulier¹, nous distinguons deux grandes interprétations²: le *triomphalisme*, d'une part, qui célèbre la conversion de ces intellectuels aux idéaux libéraux occidentaux, et la *désillusion*, d'autre part, qui dénonce leurs erreurs et aveuglements³.

1) Le triomphalisme

Les travaux que nous réunissons dans cette catégorie ont en commun leur vif enthousiasme à l'égard de l'intelligentsia libérale, dont ils célèbrent la liberté d'esprit vis-à-vis de l'idéologie soviétique. Le rejet des canons du marxisme-léninisme et la critique des symboles sacrés du régime soviétique sont interprétés comme autant de signes de sa *conversion* aux idées du camp adverse de la Guerre froide, les démocraties libérales occidentales.

Les travaux pionniers de cette interprétation paraissent dès les premières années de la perestroïka. Contre les sceptiques qui n'y voient qu'une énième campagne de

¹ Étant donné le rôle central exercé par l'intelligentsia libérale au sein du mouvement démocratique, rares sont les analyses qui distinguent ces deux acteurs collectifs : les « démocrates » sont aussi appelés « libéraux » et vice-versa. Ce raccourci ne tient pas compte du fait que tous les démocrates n'étaient pas libéraux. La plupart des libéraux, par contre, se considèrent démocrates - du moins à l'époque de la perestroïka - ce qui n'implique pas, toutefois, qu'ils agissent nécessairement comme tels.

² Nous présentons les écrits sur ce sujet selon leurs interprétations et arguments typiques, plutôt que selon les champs ou sous-champs disciplinaires - histoire, relations internationales, transition démocratique, sociologie de la révolution. Cette manière de procéder met en lumière les arguments et postulats qui transcendent les frontières disciplinaires.

³ Nous reprenons ces termes de l'anthropologue Janine Wedel, qui désigne par là les étapes de la relation d'aide apportée par les pays occidentaux à l'Europe de l'Est, y compris la Russie. Elle suggère par ailleurs qu'elles sont suivies d'une troisième phase, dite « phase d'ajustement » qui, écrit-elle en 2001, n'aurait pas encore eu lieu en Russie. Janine WEDEL, *Collision and Collusion*, p.7. Pour notre part, nous ne considérons pas que les approches du triomphalisme et de la désillusion correspondent à des périodes clairement délimitées dans le temps. S'il est vrai qu'elles se succèdent assez rapidement en Russie - le triomphalisme s'y fait très rare dès le milieu des années 1990 - le monde universitaire occidental a sa dynamique propre, ce qui explique pourquoi certains chercheurs occidentaux expriment des idées que les acteurs russes qu'ils étudient ont déjà rejeté comme des illusions.

propagande, certains observateurs de l'URSS saluent dans la perestroïka l'expression enfin libérée des aspirations de liberté individuelle et de démocratie d'une part ascendante de la population soviétique qui jouit des bienfaits de l'urbanisation et d'une éducation supérieure. L'émergence d'idéaux démocratiques et libéraux parmi les Soviétiques éduqués est interprétée comme le résultat d'une modernisation semblable à celle qu'ont déjà connue les pays occidentaux¹. L'intelligentsia libérale apparaît ainsi comme l'avant-garde du « rattrapage » de la société soviétique sur la modernité occidentale². Les intellectuels libéraux soviétiques sont alors la coqueluche des chercheurs occidentaux, qui publient de nombreux livres d'entretiens avec eux et encouragent la traduction de leurs articles³. L'image d'Épinal de la perestroïka qui s'impose alors en Occident présente l'intelligentsia libérale comme l'étendard d'une pensée moderne, occidentaliste, progressiste et unanime dans son soutien à Gorbatchev. Cette représentation idyllique est alimentée par les discours d'intellectuels libéraux comme Dmitri Likhatchev et Léonide Zhukhovitski, qui sont dûment autorisés par l'État soviétique à servir d'ambassadeurs de la perestroïka à l'étranger, participant à des conférences partout dans le monde et accompagnant parfois le Secrétaire général dans ses visites officielles auprès des chefs d'État occidentaux⁴.

Cette vision triomphaliste est si profondément ancrée chez certains chercheurs qu'elle demeure intacte plusieurs années après que l'intelligentsia libérale ait déçu la

¹ Les historiens Moshe Lewin et Marc Ferro soutiennent tous deux cette thèse dans des livres qui paraissent pendant la perestroïka. Moshe LEWIN, *La grande mutation soviétique*, 1989 ; Marc FERRO, *Les origines de la perestroïka*, 1990.

² Jürgen HABERMAS, « What Does Socialism Mean Today ? The Rectifying Revolution and the Need for New Thinking on the Left », 1990. Ce postulat modernisateur est si fort que le politologue Steven Fish, qui étudie pourtant en détail l'ascension du mouvement démocratique, ne juge pas nécessaire de justifier empiriquement l'affirmation selon laquelle ce mouvement « recherche un changement dans la direction de la démocratie libérale ou sociale, au sens où ces termes sont généralement compris en Occident », Steven FISH, *Democracy From Scratch : Opposition and Regime in the New Russian Revolution*, 1995, p.28.

³ Pour n'en citer que quelques-uns parus en français et en anglais: Eléna JOLY, *La troisième mort de Staline : entretiens avec des intellectuels gorbatchéviens*, 1988 ; Stephen COHEN, Katrina VAN DEN HEUVEL (éd.), *Voices of Glasnost: Interviews with Gorbachev's Reformers*, 1989 ; Youri AFANASSIEV (éd.), *La seule issue*, 1989 ; Andrei MELVILLE, Gail LAPIDUS (éd.), *The Glasnost Papers : Voices of Reform from Moscow*, 1990.

⁴ Sur les voyages officiels de Dmitri Likhatchev, voir Vladislav ZUBOK, *D. S. Lihatchev v obšestvennoj žizni Rossii konca XX veka* [D.S. Likhatchev dans la vie publique de la Russie de la fin du XX^e siècle], 2011. Sur les voyages officiels de Léonide Zhukhovitski, voir Masha GESSEN, *Op.cit.*

plupart des pronostics optimistes. Dans son livre *Russia's Liberal Project*, paru en 2000, la politologue Marcia Weigle présente ainsi la politique d'Eltsine comme l'accomplissement des idéaux libéraux de la perestroïka à la suite de leur victoire définitive sur l'idéologie soviétique. Le politologue Robert English, dans son livre *Russia and the Idea of the West*¹, paru la même année, formule un argument similaire. Soucieux d'affirmer le rôle des idées dans le changement politique, l'auteur explique l'avènement de la perestroïka par l'intervention de la « nouvelle pensée », qu'il définit comme « libérale » par opposition à l'idéologie « hostile-isolationniste » qui caractérisait précédemment le régime soviétique. Cette nouvelle pensée, affirme-t-il, émerge en URSS dans les années 1960, s'affirme dans les années 1970 et est mise en application dans les années 1980 suite à la « conversion » de Gorbatchev. Cette même « nouvelle pensée », toujours identique à elle-même et inébranlable dans son opposition catégorique à l'idéologie soviétique, se déploie ensuite dans la politique de Gorbatchev, d'Eltsine et même de Poutine. À lire Robert English, la conversion des élites intellectuelles et politiques russes aux principes libéraux est un succès, puisqu'ils ont définitivement abandonné la « vieille pensée ».

La thèse d'une conversion des élites intellectuelles soviétiques à la modernité libérale occidentale a mal vieilli, ne serait-ce qu'en raison de l'inadéquation manifeste entre les principes professés et les politiques adoptées par les dirigeants de la Russie postsoviétique. Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la plupart de ceux qui soutiennent cette interprétation prennent à tout le moins la peine d'expliquer pourquoi les idées libérales occidentales, malgré leur prétendu triomphe pendant la perestroïka, se traduisent de manière aussi ambiguë dans la politique russe postsoviétique. Dans l'hommage foisonnant, mais superficiel, que le politologue Leon Aron consacre en 2012 aux libéraux de la perestroïka - qu'il désigne comme les « troubadours de la glasnost » et les « défenseurs de la liberté » - il explique la défaite de leurs vertueuses idées par

¹ Pour une réitération plus récente de cet argument par le même auteur, Robert ENGLISH, « The Sociology of New Thinking: Elites, Identity Change, and the End of the Cold War », 2005.

l'incompréhension d'une société moralement corrompue.¹ L'historien Igor Timofeyev présente pour sa part une version richement argumentée de l'interprétation « triomphaliste » dans un long article paru en 2004², basé sur la thèse de doctorat qu'il a soutenue aux États-Unis quelques années plus tôt.³ Pour lui, l'évolution rapide de l'intelligentsia libérale vers un libéralisme de plus en plus « mature », c'est-à-dire conforme à sa définition occidentale, ne serait pas encore complétée. Le libéralisme russe hérité de la perestroïka demeurerait marqué par certains atavismes typiquement russes, tels qu'un souci pour la justice sociale et une attitude anti-idéologique qui fait obstacle à sa pleine élaboration doctrinale.

2) La désillusion

Dans les années 1990, alors que la Russie s'embourbe dans la récession économique et que le régime démocratique accuse des traits de plus en plus autoritaires, la vision optimiste de l'intelligentsia libérale comme avant-garde de la modernité occidentale est bientôt rejetée comme une illusion. Plusieurs chercheurs font le procès de cette intelligentsia, à laquelle ils attribuent la persistance dans la nouvelle Russie de traits politiques que l'on croyait disparus avec l'idéologie soviétique, comme l'autoritarisme, la corruption et l'impérialisme. Ces écrits critiques avancent le plus souvent deux types d'arguments, que nous désignons respectivement comme la « thèse de la négativité » et la « thèse de l'inversion »⁴.

¹ Leon ARON, *Roads to the Temple: Truth, Memory, Ideas and Ideals in the Making of the Russian Revolution, 1987-1991*, 2012.

² Igor TIMOFEYEV, « The Development of Russian Liberal Thought since 1985 », 2004.

³ Il ne faut pas confondre Igor Timofeyev, un historien basé aux États-Unis, et Lev Timofeyev, intellectuel libéral et protagoniste de premier plan du mouvement démocratique pendant la perestroïka.

⁴ Ces deux thèses sont parfois avancées conjointement. Il faut donc garder à l'esprit que nous proposons ici une distinction analytique et non pas une classification de courants de pensée pleinement constitués.

a) La thèse de la négativité

La thèse de la négativité pose que l'intelligentsia libérale, et *a fortiori* le mouvement démocratique, ne proposait ni idéaux ni projet politique si ce n'est le refus du *statu quo*. La lutte contre le système communiste n'aurait été motivée que par une sorte de protestation morale diffuse et inarticulée. Plutôt que de parler d'une conversion aux idées libérales occidentales, il serait donc plus exact de parler simplement d'un abandon de l'idéologie soviétique ou même de l'idéologie en général. De nombreux aspects du comportement politique de l'intelligentsia libérale confortent cette thèse. Plusieurs observateurs de la politique russe constatent ainsi avec déception que le mouvement démocratique, contrairement aux partis politiques occidentaux, ne formule que peu de propositions concrètes, se contentant d'énoncer des positions vagues au sujet de principes abstraits. C'est le cas non seulement de la coalition Russie démocratique, qui choisit de ne pas se doter d'une plateforme substantielle afin de faire la plus large mobilisation possible, mais aussi des différents partis démocrates qui se multiplient à partir du printemps 1990 et dont les programmes sont à peu près identiques, malgré leurs différentes étiquettes politiques¹. Si la pensée politique des intellectuels libéraux est si faible en propositions positives, ce n'est cependant pas paresse ou défaut de pensée, mais par choix. Ainsi que le souligne Igor Timofeyev dans l'article cité précédemment, l'intelligentsia libérale adopte généralement pendant la perestroïka une attitude anti-idéologique qui rejette non seulement le marxisme-léninisme, mais le principe même de l'idéologie comme guide à l'action politique². Dans son livre extrêmement détaillé sur la vie politique de la perestroïka, qu'il écrit avec la collaboration de deux activistes démocrates russes, le politologue Michael Urban fait ainsi de la négativité le moteur de la pensée et de l'action de l'intelligentsia libérale. Son orientation de base, affirme-t-il, « était moins substantielle que relationnelle » puisqu'elle se définissait avant tout par son opposition viscérale au système communiste. C'est de là que découlerait la radicalisation

¹Michael URBAN avec Viatcheslav IGRUNOV, Sergei MITROKHIN, *The Rebirth of Politics in Russia*, 1997, p.167, 201; Steven FISH, *Democracy From Scratch*, 1995, p.110-112.

² Igor TIMOFEYEV, *Op. cit.*, p. 81-84.

de son discours - du socialisme vers le libéralisme - et celle de son positionnement politique - d'un soutien vers une opposition à Gorbatchev¹.

Pour le philosophe et politologue Artemy Magun, cette orientation fondamentalement négative est émancipatrice, car elle dégage une part d'autonomie et suspend les rapports d'autorité². Pour la plupart des chercheurs, cependant, elle est surtout le signe de l'immaturation de l'intelligentsia libérale et la principale cause de la fragilité de ses idéaux qui, faute d'offrir une nouvelle vision positive du monde, sont rapidement balayés au profit d'un retour nostalgique à un passé soviétique largement fantasmé³. Le politologue Stephen Hanson affirme que la faiblesse du parlementarisme russe s'explique par son manque d'idéologie, ce par quoi il entend une définition claire et cohérente des principes d'appartenance à une communauté politique. S'appuyant sur les observations de Fish et d'Urban que nous avons citées, Hanson suggère que la faillite de l'activisme démocratique découle de la compréhension « informelle, floue et incohérente » qu'ont les libéraux de leur affiliation politique, ce qui les conduit à prendre des décisions pragmatiques qui favorisent leurs intérêts à court terme, mais qui minent leur capacité de mobilisation⁴. Hanson attribue cette attitude, qu'il observe aussi chez les communistes et les nationalistes, mais qui serait particulièrement marquée chez les libéraux, à l'« allergie » de la société soviétique à toute forme d'idéologie après sept décennies d'« endoctrinement idéologique raté »⁵.

Pour d'autres chercheurs, l'intelligentsia libérale n'était pas seulement réticente à l'idéologie, mais à la politique en général. Pour le sociologue Alexis Berelowitch, le cantonnement de l'intelligentsia libérale dans un rejet moral du régime soviétique

¹ Michael URBAN, *Op.cit.*, p.160-161.

² Artemy MAGUN, *La révolution négative. Déconstruction du sujet politique*, 2009.

³ L'anthropologue Serguei Oushakine diagnostique un vide symbolique résultant de l'épuisement du projet de renouvellement de la perestroïka. Serguei OUSHAKINE, « In the State of Post-Soviet Aphasia: Symbolic Development in Contemporary Russia », 2000, p.1003.

⁴ Steven HANSON, *Post-Imperial Democracies. Ideology and Party Formation in Third Republic France, Weimar Germany and Post-Soviet Russia*, 2010, p.xix, 211.

⁵ *Ibid.*, p.185-186.

s'appuie sur une attitude antipolitique déjà présente dans le système soviétique. Croyant à tort que l'Union soviétique était caractérisée par la toute-puissance de la politique, ces intellectuels ont cru trouver la liberté en refusant ses compromis et ses contraintes, laissant le pouvoir à des individus aux principes moins délicats¹. La réflexion la plus poussée en faveur de la thèse de la négativité est sans conteste la thèse de doctorat que l'historien Timour Atnachev a soutenue à Florence en 2010 sur la transformation du discours politique de la perestroïka². Inédite à ce jour³, elle s'appuie sur l'analyse de plus de sept cents articles - aussi bien du camp libéral que nationaliste - à partir des outils méthodologiques de l'histoire intellectuelle de John G.A. Pocock. En écho aux écrits de ce dernier sur le « moment machiavélien » qui aurait marqué la naissance de la pensée politique moderne en Occident⁴, Atnachev qualifie la fin de la perestroïka de moment « anti-machiavélien », caractérisé par le rejet de la légitimité de l'action humaine au profit d'une foi aveugle en la *fortuna* historique. Selon Atnachev, cette « incompétence subjective » contribue à expliquer le déroulement pacifique du changement de régime, mais aussi la faiblesse de la société politique qui en a résulté, foncièrement conservatrice dans sa méfiance à l'égard de tout projet conscient et volontaire de transformation politique⁵. Atnachev brosse ainsi le portrait hautement paradoxal d'une pensée politique qui refuse de se considérer comme telle, car fondée sur le refus de l'intervention artificielle de l'homme dans l'évolution naturelle et intrinsèquement positive de l'histoire.

¹ Aleksi BERELOVIČ, « Intellektualy i perestrojka » [Intellectuels et perestroïka], 2008, p.55; Alexis BERELOWITCH et Michel WIEVIORKA, *Les Russes d'en bas*, 1996, en particulier aux chapitres 1 et 8.

² Timur ATNASHEV, *Transformation of the Political Speech under Perestroika*, 2010. Nous remercions Estelle Lézéan et Oleg Kharkhordine de nous avoir informé de l'existence de cette thèse et tout particulièrement Timour Atnachev d'avoir bien voulu nous en envoyer le manuscrit.

³ À notre connaissance, seuls quelques extraits de la thèse ont été publiés, sous une forme retravaillée, en russe : Timur ATNAŠEV, « Idealy naučnoj ob"ektivnosti i čestnosti kak obosnovanie politiki glasnosti v perestrojku » [Les idéaux d'objectivité scientifique et d'honnêteté comme fondements de la glasnost pendant la perestroïka], 2013.

⁴ John G. A. POCKOCK, *Le moment machiavélien*, 1997.

⁵ Timur ATNASHEV, *Transformation of the Political Speech...*, p.459.

b) La thèse de l'inversion

La thèse de l'inversion est une réplique directe au postulat principal de l'interprétation « triomphaliste », à savoir l'abandon par les intellectuels du marxisme-léninisme officiel au profit des idéaux libéraux occidentaux. Les tenants de cette thèse affirment qu'il y aurait, en fait, plus de continuité que de contraste entre ces deux pôles. L'intelligentsia libérale aurait ainsi hérité de l'idéologie soviétique d'un maximalisme politique volontariste et intransigeant qui lui interdit les compromis nécessaires à la pratique de la démocratie et justifie tous les abus au nom des impératifs de la modernisation. Les politologues Peter Reddaway et Dmitri Glinski, par exemple, désignent comme du « bolchevisme de marché » l'attitude des réformateurs démocrates, indiquant par là qu'ils héritent de la culture politique de leurs prédécesseurs soviétiques, marquée par l'assurance presque messianique de former une élite éclairée autorisée à imposer le « progrès » à une majorité « arriérée »¹. Cette attitude résulterait d'une « révolution cognitive » chez de nombreux hauts gradés du Parti, qui auraient tout simplement « inversé leurs valeurs » suite à la découverte de l'avancement des sociétés occidentales lors de leurs voyages à l'étranger. Ils auraient alors rejeté le marxisme-léninisme tout en conservant leur mépris à l'égard du peuple et de ses idéaux égalitaristes². Les deux politologues prennent cependant bien soin de distinguer le bolchevisme des nouvelles élites postsoviétiques de l'attitude « populiste » - terme auquel ils donnent un sens positif - de la majorité des activistes démocrates. D'autres chercheurs, cependant, observent que la pensée politique de ces activistes comporte elle aussi plusieurs éléments de continuité avec l'idéologie soviétique. Dans un court article, le sociologue Alexis Berelowitch, que nous avons aussi évoqué comme l'un des défenseurs de la thèse de la négativité, souligne que le nouveau système de valeurs qui émerge au terme de la perestroïka reprend plusieurs éléments de l'idéologie soviétique : à la fois des éléments « modernes », tels que la foi dans le progrès, et des éléments « archaïques », tels

¹ Peter REDDAWAY, Dmitri GLINSKI, *Op. cit.*, p.630

² *Ibid.*, p.166.

que la priorité des relations personnelles sur les lois formelles¹. Dans tous les cas, la radicalité de la transformation des valeurs dissimulerait une continuité dans les pratiques réelles, en vertu d'un trait typiquement soviétique qui consiste à agir différemment de ce que l'on professe en public². Dans une étude de l'évolution de la pensée économique à l'époque de la perestroïka, l'économiste et politologue Joachim Zweynert conclut pour sa part au remplacement du *telos* soviétique par un *telos* libéral tout aussi utopique que le précédent, dédié à l'avènement d'une société bonne et harmonieuse³. Mais c'est chez le politologue Alexandre Loukine⁴ que l'on retrouve la version la plus poussée et la mieux documentée de la « thèse de l'inversion ». Dans un ouvrage paru en 2000 sur la base de la thèse de doctorat qu'il a soutenue à Oxford⁵, Loukine affirme que la culture politique des « démocrates » russes - son usage systématique des guillemets est en soi révélateur - reprend essentiellement l'idéologie soviétique, dont elle inverse les signes : l'Occident impérialiste devient le « monde civilisé » tandis que le camp socialiste devient le « monde totalitaire » impérialiste; l'URSS n'est plus en avance sur le monde capitaliste, mais en retard; ce n'est plus l'État soviétique qui incarne la plus haute moralité et la véritable démocratie, mais les États occidentaux, etc. Cette dette à l'égard de l'idéologie soviétique et le manque de culture démocratique des « démocrates » russes, conclut Loukine, expliquent pourquoi ils se sont montrés incapables de fonder une démocratie libérale ou même de faire fonctionner l'État⁶.

¹ C'est ce qui fait dire à Berelowitch que « le régime a été la victime de son hypocrisie, car c'est au nom des valeurs qu'il professait qu'il a été détruit » Alexis BERELOWITCH, « Crise ou permanence du système de valeurs en Russie », 1995, p. 144.

² *Ibid.* Alexis Berelowitch reprend la thèse de la dissociation des valeurs et du comportement chez l'homme soviétique formulée par son ami le sociologue russe Youri Levada, dont il a d'ailleurs traduit un ouvrage en français : Youri LEVADA, *Entre le passé et l'avenir: L'homme soviétique ordinaire*, 1993. Nous nous penchons sur cette théorie de Levada au chapitre 3.

³ Joachim ZWEYNERT, « Economic Ideas and Institutional Change: Evidence from Soviet Economic Discourse 1987-1991 », 2006, p.191-192.

⁴ À ne pas confondre avec Vladimir Loukine, ancien ambassadeur, cofondateur du parti libéral Yabloko et ancien ombudsman de la Fédération de Russie.

⁵ Alexander LUKIN, *The Political Culture of Russian "Democrats"*, 2000.

⁶ *Ibid.*, p. 298.

3) Sortir de la Guerre froide

Chacune de ces interprétations éclaire un aspect différent de la pensée politique de l'intelligentsia libérale. D'une part, les écrits « triomphalistes » ont noté la transformation idéologique majeure de l'intelligentsia libérale à cette époque, passant d'un socialisme réformiste à un libéralisme révolutionnaire. Ce qu'ont montré les travaux inspirés par les désillusions des années 1990, d'autre part, c'est que ce renversement n'implique pas nécessairement une conversion au libéralisme occidental. Ces travaux critiques invitent à s'interroger sur la signification réelle, pour les protagonistes du mouvement démocratique, des nouveaux concepts qu'ils importent d'Occident. Les tenants de la thèse de la négativité soulignent le caractère foncièrement anti-idéologique de l'intelligentsia libérale, dont le rejet moral du système communiste ne s'accompagne d'aucune nouvelle doctrine positive en remplacement de l'idéologie marxiste-léniniste, ce qui expliquerait le désarroi idéologique de la société russe postsoviétique. Les tenants de la thèse de l'inversion soulignent le maximalisme et la prétention civilisatrice des démocrates, qui perpétueraient une mentalité d'avant-garde éclairée. Ces différentes interprétations composent un portrait fort contrasté de l'intelligentsia libérale: pluraliste dans sa défense du multipartisme et moniste dans sa promotion d'une voie unique vers le progrès; trop peu idéologique aux yeux d'Atnachev et de Hanson, elle est trop messianique aux yeux de Loukine; libérale en apparence, elle serait bolchevique ou bien hors de toute idéologie.

Pour y voir plus clair, il faut dépasser le cadre interprétatif de la Guerre froide qui, en Russie comme dans les pays occidentaux, aborde la pensée politique soviétique de la seconde moitié du XX^e siècle à travers le prisme d'oppositions idéologiques binaires¹. Cette perspective est évidemment à l'œuvre dans la thèse de la conversion des travaux « triomphalistes », mais aussi dans la thèse de l'inversion, selon laquelle l'inadéquation au libéralisme occidental révèle un attachement inconscient à l'idéologie adverse. La thèse de la négativité dépasse cette alternative binaire, mais reste dépendante de ses

¹ Pour une critique des catégories binaires de la Guerre froide, voir Alexei YURCHAK, *Everything Was Forever, Until It Was No More: The Last Soviet Generation*, 2006, p.7.

concepts : là où l'idéologie n'est pas formalisée en doctrine politique et revendiquée comme telle, à l'instar du marxisme-léninisme et du libéralisme, elle serait apolitique ou pragmatique. Certes, le cadre interprétatif de la Guerre froide n'est pas dépourvu de fondement ; il correspond à l'esprit de polarisation de son époque. Sa faiblesse est cependant manifeste dès lors qu'il s'agit d'étudier des cas d'étude situés à ses limites. C'est typiquement vrai de la perestroïka, qui marque la limite temporelle de la Guerre froide. Et c'est encore plus vrai de l'intelligentsia libérale soviétique, qui se trouve à sa limite idéologique, soit au point de convergence des deux grandes idéologies réputées opposées. La perestroïka constitue ce moment charnière où l'expérience soviétique devient à la fois trop similaire à la nôtre pour être étudiée comme un objet exceptionnel et trop différente pour qu'on y applique directement des schémas universels. Dans les études sur la société soviétique, ce statut ambigu cause un malaise méthodologique évident. Les études les plus fines de la société poststalinienne s'arrêtent prudemment à l'aube de la perestroïka, comme si cette dernière mettait subitement fin à la spécificité soviétique¹. À l'inverse, les études qui abordent la perestroïka dans la perspective de processus réputés universels comme la modernisation, la démocratisation ou la création de systèmes de parti tendent à expliquer le comportement de ses protagonistes en les plaçant dans des catégories idéologiques établies, avec les conclusions paradoxales que nous avons vues.

4) La morale comme problème politique

La complexité de ce moment intellectuel foisonnant, qui chevauche les époques et les idéologies, invite à une étude approfondie de la pensée politique de l'intelligentsia libérale qui procède de ses propres concepts et enjeux. Une voie prometteuse qui a été ouverte dans cette direction est celle qui se penche sur le rôle singulier de la morale, car elle permet de faire la synthèse des éléments contradictoires relevés par les autres approches. Le thème de la morale est omniprésent dans le discours de l'époque, notamment dans le discours politique de l'intelligentsia libérale. La perestroïka,

¹ Par exemple Oleg KHARKHORDIN, *The Collective and the Individual in Russia: a Study of Practices*, 1999; Alexei YUCHAK, *Op.cit.*

répète-t-on alors souvent, est une réforme inspirée par un sentiment de déclin moral. À ce titre, les réformes portent aussi bien sur la politique et sur l'économie que sur la conscience, les valeurs et les mœurs. La dimension morale de la perestroïka, curieusement, a longtemps été ignorée. La plus grande part des interprétations « triomphalistes » contemporaines de la perestroïka en font abstraction, probablement parce que le caractère vaguement archaïque et conservateur du vocabulaire moral ne correspond pas à l'idée que l'on se fait habituellement d'intellectuels progressistes et ne correspond pas très bien non plus aux schémas positivistes de bien des politologues et historiens. Quelle importance peuvent avoir tous ces propos sur la morale, en effet, si la lutte politique est déterminée par un calcul d'intérêts et la saisie d'« opportunités politiques » ?

Quelques chercheurs ont tenté de combler cette lacune dans l'historiographie de la perestroïka, mais leurs travaux pèchent bien souvent par une vision simpliste de la morale, considérée comme une essence éternelle dont on pourrait mesurer l'importance relative d'une époque à l'autre. Dans un livre paru en 2005, l'historien Philip Boobbyer montre que la morale a constamment fait l'objet de réflexions et de débats dans la société soviétique depuis la mort de Staline jusqu'à la perestroïka, que l'auteur qualifie d'ailleurs de « révolution morale »¹. Mais que signifie cette révolution morale si, comme le montre l'auteur, la morale était une préoccupation commune aux dirigeants soviétiques, aux dissidents défenseurs des droits de l'homme, aux intellectuels libéraux semi-dissidents, aux nationalistes anti-libéraux, etc ? Qu'est-ce que cette inquiétude morale nous apprend sur la pensée politique de ces gens aux idées si différentes ? Philip Boobbyer n'apporte pas de réponse à cette question. Pour le politologue Leon Aron, au contraire, le rôle de la morale pendant la perestroïka est clair : il dénote la profonde sagesse politique de l'intelligentsia russe, qui comprend que la démocratie ne peut être instaurée sans une rédemption spirituelle. Dans son ouvrage de 2012², évoqué précédemment, il compile un nombre impressionnant de citations témoignant de l'intérêt porté par ces intellectuels aux

¹ Philip BOOBYER, *Conscience, Dissent and Reform in Soviet Russia*, 2005, p. 228.

² Leon ARON, *Op. cit.*

questions morales. Ce faisant, il agglomère leurs visions politiques en un tout homogène qui ne rend pas justice à leur pensée. Au sein de l'intelligentsia, le néolibéral Seliounine, l'humaniste Sakharov et le nationaliste panslave Soljénitsyne ne tirent certainement pas les mêmes conclusions politiques de leurs préoccupations morales, ainsi que la juxtaposition de leurs citations le laisse penser.

Aux yeux des tenants de la thèse de la négativité, l'omniprésence de la morale dans le discours de l'intelligentsia libérale se présente plutôt, ainsi que nous l'avons vu, comme le signe d'une immaturité politique. Pour Hanson comme pour Atnachev, le caractère moral de l'engagement politique des intellectuels libéraux aurait certes été très efficace pour renverser le système communiste, mais expliquerait aussi l'anémie de la société civile postsoviétique. Dans le discours politique de la perestroïka, pourtant, la question de la morale ne se limite pas au rejet du pouvoir totalitaire. Les réformes politiques et économiques de la perestroïka, en effet, sont couramment décrites par les intellectuels libéraux comme les outils d'une « révolution spirituelle » visant à redresser la moralité publique et à faire triompher une vision du monde fondée sur des idéaux substantiels : l'intégrité de la personne, la sincérité, l'honnêteté. Il semble que le projet moral de la perestroïka ait été perdu de vue dans les analyses rétrospectives¹. Mais comment comprendre ce projet moral sans tomber dans la vision idyllique d'un Leon Aron, qui fait des intellectuels libéraux des paladins de la vertu ?

À la fois messianiste et anti-idéologique, à la fois réticente à l'engagement politique et politiquement très active, l'intelligentsia libérale résiste aux jugements univoques et aux catégorisations binaires. Dans cette thèse, nous cherchons à comprendre l'articulation de ces dimensions apparemment contradictoires par une étude de l'usage des concepts moraux dans son discours politique de l'époque de la perestroïka. Ce faisant, nous n'abordons pas la morale comme une idée unique, mais comme un enjeu

¹ C'est la lacune historiographique que cherche aussi à combler l'historienne Courtney Doucette dans sa thèse de doctorat, présentement en rédaction, dont le titre temporaire est « Perestroïka : The Last Attempt to Create the New Soviet Person, 1985-1991 ».

contesté par une diversité de protagonistes dans le cadre de débats intellectuels et politiques.

C - Arguments

Nous partons de l'hypothèse selon laquelle l'action politique des intellectuels libéraux de la perestroïka peut être mieux comprise lorsque l'on tient compte de la perspective morale qui conditionne leur interprétation de la vie politique. Sur la base de cette hypothèse, nous formulons trois arguments.

Premièrement, nous observons à partir de 1987 la cristallisation dans le discours des intellectuels libéraux d'une perspective morale qui forme l'arrière-plan des jugements qu'ils portent sur la politique. Bien qu'elle ne fasse pas l'objet d'une élaboration doctrinale, cette perspective repose sur un ensemble relativement cohérent de concepts, de postulats implicites et d'arguments explicites hérités de divers courants réformistes de la vie intellectuelle poststalinienne. Nous disons qu'il s'agit d'une perspective *morale*, car elle conçoit la politique avant tout en termes d'idéaux et de valeurs, plutôt que d'intérêts, de pouvoir ou d'institutions. Tout au long de la perestroïka, cette perspective morale se révèle plus stable que les affiliations idéologiques et les sympathies politiques. Nous affirmons en effet que la plupart des intellectuels libéraux conservent cette perspective morale au-delà des bouleversements qui les conduisent à rejeter le socialisme, le Parti communiste et, finalement, Gorbatchev et l'État soviétique. Ce faisant, nous cherchons à relativiser l'importance accordée habituellement à la rupture idéologique qui résulterait de l'adoption de concepts libéraux occidentaux. L'usage de ces derniers, avançons-nous, est profondément marqué par leurs conditions de réception en URSS.

Deuxièmement, nous considérons que cette perspective morale sur la politique, loin d'être univoque, est marquée par une tension entre deux ordres d'idéaux: l'expression de la conscience personnelle, d'une part, qui motive le rejet de l'orthodoxie idéologique et

du monopole sur le pouvoir ; le projet de redressement moral, d'autre part, qui cherche à consolider la personnalité individuelle et la société sur la base d'un ensemble de valeurs dites universelles. Nous nous accordons avec les tenants de la « thèse de la négativité » sur le fait que la défense de l'expression morale personnelle conduit les intellectuels libéraux à rejeter toute idéologie et toute « expérimentation » artificielle sur la société. Pour autant, nous soutenons que la dimension morale de leur pensée politique ne se limite pas au rejet d'un système communiste jugé odieux, mais comprend aussi la promotion, par le biais des réformes, d'un ensemble unique de valeurs substantielles. Pour s'exprimer dans les termes de la philosophie politique occidentale, la perspective morale de l'intelligentsia libérale est donc marquée par une tension entre un pluralisme politique et un monisme moral. Aux yeux des libéraux, ces éléments ne sont pas en contradiction : dans une société « normale », l'expression sincère de la conscience personnelle devrait conduire à la consolidation de la société, puisqu'elle donne voix à des valeurs universelles que partagent naturellement tous les êtres humains. Cette perspective moniste implique cependant que l'intelligentsia libérale interprète souvent le conflit social et politique comme une lutte morale binaire entre ceux qui expriment sincèrement la vérité et ceux qui, par égoïsme ou aveuglement, défendent de faux principes.

Troisièmement, nous soutenons que cette perspective morale conditionne l'interprétation que font les intellectuels libéraux de l'expérience conflictuelle du pluralisme politique, lorsque celui-ci devient une réalité à partir de 1989. Contrairement aux attentes de plusieurs, le relâchement du contrôle de l'État ne conduit pas à la consolidation de la société autour de valeurs universelles, mais à la polarisation croissante des opinions et des intérêts. Troublés par le chaos de la vie politique, la plupart des intellectuels libéraux optent pour une stratégie de soutien à la concentration des pouvoirs dans les mains d'un réformateur réputé éclairé - d'abord Gorbatchev, puis Eltsine - afin de l'aider à mener à bien les réformes qui doivent créer les conditions morales du fonctionnement de la démocratie et du marché.

D - *Méthode de sélection et d'analyse des textes*

Dans cette thèse, nous étudions la pensée politique dans un contexte historique bien précis, celui de l'engagement de l'intelligentsia libérale pendant la perestroïka. Ce genre de recherche exige une combinaison méthodologique dont le dosage est complexe, ainsi que le remarquait Tocqueville dans sa correspondance, alors qu'il s'apprêtait à écrire son étude sur la Révolution française :

(...) les difficultés sont immenses. L'une de celles qui me troublent le plus l'esprit vient du mélange d'histoire proprement dite avec la philosophie historique. Je n'aperçois pas encore comment mêler des deux choses (et il faut pourtant qu'elles le soient, car on pourrait dire que la première est la toile, et la seconde la couleur, et qu'il est nécessaire d'avoir à la fois les deux pour faire le tableau)¹.

Notre recherche comporte donc à la fois une dimension herméneutique et historique. La dimension herméneutique, d'une part, vise à comprendre la signification des idées pour les auteurs qui les avance, plutôt qu'à répertorier celles qui sont les plus courantes à une époque donnée. C'est ce qui distingue notre approche de celle d'Atnachev et de Loukine, qui étudient un très grand nombre de sources de manière à identifier la structure du discours, ce qu'Atnachev désigne comme les « règles langagières » et Loukine comme la « culture politique ». Ce genre de recherche revêt un intérêt certain et nous ne manquons pas d'y faire référence dans cette thèse afin de décrire l'arrière-plan discursif des propos des auteurs étudiés. Ce que cette méthode ne permet pas de voir, cependant, c'est la pensée politique, soit l'articulation réflexive opérée par les auteurs entre leurs idées, ainsi que l'incessant conflit entre les auteurs quant à la signification et à la portée politique de ces idées². La dimension historique de notre méthode, d'autre part, vise à éclairer le lien entre la pensée politique et son contexte d'expression. Les éléments de contexte comprennent des facteurs linguistiques tels que les concepts les plus courants, mais aussi des facteurs pratiques comme les contraintes à

¹ Alexis de TOCQUEVILLE, « Au Comte Louis de Kergolay », 1850. Cité par Jan-Werner MÜLLER, *Contesting Democracy : Political Ideas in Twentieth-Century Europe*, 2013, p.1.

² Sur ce point, Atnachev se montre beaucoup plus sensible aux débats que Loukine. Mais comme Atnachev s'intéresse tout autant aux intellectuels libéraux qu'aux nationalistes et aux communistes orthodoxes, son travail ne donne qu'un aperçu des désaccords des libéraux *entre eux*.

l'expression publique, des facteurs sociaux comme la situation professionnelle de l'auteur et des facteurs politiques comme le positionnement de l'auteur par rapport aux forces politiques du moment. Afin de concilier les dimensions herméneutique et historique de cette recherche, nous optons pour une méthode d'histoire intellectuelle contextualiste¹. Notre méthode vise à restituer la pensée politique d'un groupe d'intellectuels libéraux particulièrement influents en replaçant leurs écrits dans le contexte des débats qu'ils ont entretenus avec leurs contemporains libéraux ainsi qu'avec leurs adversaires dans le camp des nationalistes et parmi les défenseurs de l'orthodoxie marxiste-léniniste.

L'histoire intellectuelle se voit souvent reprocher, en particulier en France où elle demeure mal vue², de se limiter à l'étude d'un corpus canonique de grands auteurs, confrontés de manière anachronique à un ensemble de questions philosophiques que l'on présume éternelles³. Cette critique, fort légitime en elle-même, fait souvent peu de cas du renouvellement de la pratique et de la méthode de l'histoire intellectuelle initié il y a plusieurs décennies dans les mondes universitaires anglo-américain et germanique⁴. Parmi ces « nouvelles » approches, nous nous appuyons tout particulièrement sur celle élaborée par l'historien Quentin Skinner⁵, car elle vise à éclaircir, par la prise en compte du contexte synchronique des débats et polémiques, la signification des concepts mobilisés par la pensée politique de certains auteurs à une époque charnière, plutôt que de chercher à restituer la transformation diachronique des paradigmes⁶ ou des concepts¹

¹Pour une introduction, elle-même historiquement contextualisée, de cette approche : Mark BEVIR, « Contextualism : From Modernist Method to Post-Analytic Historicism », 2009.

² Constat que dressent à l'unanimité François Dosse (*La marche des idées*, 2003) et Marc Angenot (*L'histoire des idées*, 2014).

³ C'est notamment le reproche qui lui est adressé par les tenants de l'histoire sociale des idées. Par exemple, Bernard PUDAL, « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques », 2006.

⁴ À ce sujet, voir le récent livre d'Arnault Skornicki et de Jérôme Tournadre, qui cherchent à introduire le public francophone à ces « nouvelles » approches : Arnault SKORNICKI et Jérôme TOURNADRE, *La nouvelle histoire des idées politiques*, 2015.

⁵ Quentin SKINNER, *Visions of Politics. Volume I: Regarding Methods*, 2002. James TULLY, *Meaning and Context: Quentin Skinner and His Critics*, 1989.

⁶ Comme le fait l'historien J. A. Pocock, souvent rattaché avec Quentin Skinner à la dite « école de Cambridge » en histoire intellectuelle, mais dont la perspective diachronique est foncièrement différente. John G. A. POCKOCK, *Political Thought and History: Essays on Theory and Method*, 2009. Rappelons que

sur le long terme. Cela implique, concrètement, que nous étudions les écrits des libéraux soviétiques comme autant d'interventions – répliques, nuances, marques de soutien, ironies, etc. - dans un contexte politique et intellectuel conflictuel où la signification et la portée politique des concepts sont étroitement liées au cours des événements et fait l'objet d'une contestation entre différents groupes. Pour cette raison, la plupart des chapitres sont structurés autour de débats, qui opposent les libéraux à leurs adversaires – aux chapitres 1 et 2 – ou qui divisent les libéraux entre eux – aux chapitres 4, 5 et 6. Cette approche axée sur les débats est complétée par l'étude de l'histoire sur le plus long terme de l'usage de certains concepts centraux², ainsi que par un examen plus substantiel de la pensée de certains auteurs, dont la réflexion est une contribution ou une illustration significative de la transformation de la pensée politique de cette époque³.

Nous abordons la pensée politique d'un milieu intellectuel à partir des écrits d'un certain nombre d'auteurs qui, bien que très célèbres pendant la perestroïka, risquent fort d'être totalement inconnus à toute personne qui n'a pas vécu en Russie à cette époque. Ce mode de sélection, en plus d'avoir le mérite d'élargir l'étude de l'histoire de la pensée politique au-delà des « grands auteurs », découle d'une circonstance propre à la perestroïka, soit l'absence d'un corpus reconnu d'auteurs canoniques. Si le chercheur qui travaille sur les idées de la Révolution française ne peut ignorer Condorcet, Robespierre et Saint-Just, si les noms de Lénine et de Trotski viennent spontanément à l'esprit de celui qui travaille sur la Révolution russe d'octobre 1917, qui donc sont les grands esprits de la perestroïka ? Le problème, bien évidemment, ne réside pas dans l'absence de brillants penseurs, mais dans le fait qu'aucun ne ressort du lot avec suffisamment

Timour Atnachev aborde le discours politique de la perestroïka avec une approche basée sur le modèle des travaux de Pocock.

¹ À l'instar de l'école d'histoire des concepts (*Begriffsgeschichte*) menée par l'historien Reinhart Koselleck. Voir Reinhart KOSELLECK, *L'expérience de l'histoire*, 2011.

² C'est le cas du chapitre 3, qui porte sur l'idéal de la personnalité harmonieuse, et d'une partie du chapitre 1 dans laquelle nous faisons une brève histoire des politiques soviétiques ayant la morale pour objet.

³ C'est le cas du chapitre 7, qui porte sur les contributions de Youri Bourtine et Léonide Batkine à la réflexion en faveur d'un mouvement démocratique autonome, mais aussi en partie des chapitres 3, 4 et 5, où sont étudiés des aspects importants de la pensée de Youri Levada, Andreï Sakharov, Igor Kliamkine et Andranik Migranian. Pour plus de détails, voir la structure de la thèse, exposée un peu plus loin.

d'évidence pour justifier que l'on écarte les autres¹. Une solution consiste à tenter de traiter de tous ces intellectuels à la fois. C'est ce qu'a tenté de faire Leon Aron, qui conclut son hommage à l'« étalon d'or de la prose politique russe établi pendant la glasnost »² par une annexe biographique qui compte pas moins de 43 auteurs. Le danger de cette approche, cependant, consiste à se disperser au point de perdre de vue le rapport du discours aux événements, ce qui donne l'impression que la pensée flotte au-dessus de la conjoncture politique. C'est pourquoi nous avons choisi de nous pencher sur un groupe réduit d'auteurs particulièrement actifs dans la presse et la vie politique de cette époque.

1) Ce que nous entendons par « libéral »

Avant d'indiquer plus précisément comment nous avons sélectionné les auteurs étudiés, il nous paraît important d'apporter une précision terminologique. Cette thèse a pour objet la pensée politique de l'intelligentsia libérale de l'époque de la perestroïka. Mais qu'entend-on par « libéral » ? Ce terme est utilisé aujourd'hui dans des sens si variés et contradictoires qu'il est essentiel d'indiquer d'emblée les critères qui nous conduisent à désigner ainsi les auteurs que nous étudions. L'usage que nous faisons de cette étiquette ne repose pas sur la correspondance avec une définition théorique substantielle de la doctrine libérale, telle qu'elle se dégagerait des textes canoniques du libéralisme occidental ou telle qu'elle serait élaborée par les théoriciens contemporains du libéralisme. Il ne faut donc pas s'étonner, à la lecture de cette thèse, de ce que les libéraux soviétiques divergent sur plusieurs points importants de ce que l'on entend communément par libéralisme en Occident. Nous ne manquerons pas de souligner ces

¹ Certes, Andreï Sakharov et Alexandre Soljenitsyne jouissent d'une renommée supérieure à celle de leurs contemporains intellectuels. Mais tous deux doivent cette célébrité à des accomplissements et des écrits qui *précèdent* largement la perestroïka. Et tous deux ont une implication relativement limitée dans les débats de cette époque : Sakharov en raison de son décès précoce en décembre 1989 et Soljenitsyne en raison de son exil aux États-Unis, auquel il ne met fin qu'après la fin de la perestroïka. Une étude de la pensée politique de cette période ne peut faire l'économie de l'étude de ces figures incontournables, mais ne peut non plus s'y limiter. C'est ce qui fait la faiblesse du livre que Robert Horvath consacre à quatre figures de la dissidence soviétique - Sakharov, Soljenitsyne, Chafarévitch et Kovalev - dont il cherche à démontrer l'influence sur la perestroïka. Robert HORVATH, *The Legacy of Soviet Dissent: Dissidents, Democratization and Radical Nationalism in Russia*, 2005.

² Leon ARON, *Op.cit.*, p.4.

différences, car c'est l'un de nos objectifs que de remettre en question la présomption de similarité entre la pensée politique libérale occidentale et celle de l'intelligentsia libérale soviétique, ainsi que nous l'avons mentionné précédemment. Ce faisant, notre propos n'est pas de dénoncer l'immaturation intellectuelle des libéraux soviétiques ou encore de démontrer que ce ne sont pas de « vrais » libéraux, mais au contraire de contribuer à enrichir la compréhension de la tradition libérale par la prise en compte des formes singulières qu'elle prend en URSS, notamment à l'époque de la perestroïka. En vertu de notre méthode contextualiste, nous considérons la tradition libérale comme l'ensemble multiforme et contradictoire des arguments libéraux exprimés en différents lieux et à différentes époques¹. Plus précisément, nous reprenons le critère proposé par l'historien des idées Duncan Bell, pour qui la tradition libérale comprend tous les arguments qui sont désignés comme libéraux et reconnus comme tels par ceux qui se disent libéraux². Si cette approche ne peut servir de base à une définition univoque du libéralisme, elle présente l'avantage d'aborder ce courant de pensée dans toute sa complexité historique. Cette approche, en effet, met en lumière des éléments de la tradition libérale qui divergent des définitions établies à partir des textes canoniques occidentaux, comme c'est le cas de la pensée politique des libéraux soviétiques. Ces derniers remplissent pleinement le critère que nous avons énoncé, puisque les arguments qu'ils défendent - la démocratie représentative, le marché, la dignité inaliénable de la personne, la séparation des pouvoirs, etc. - sont largement reconnus comme libéraux par des gens qui se considèrent eux-mêmes libéraux. De fait, l'étiquette « libérale » est de très loin la plus courante pour désigner ces auteurs dans les ouvrages universitaires sur la perestroïka, qui affichent généralement une sympathie marquée pour les idées libérales³.

¹ Une méthode aussi employée par le politologue Michael Freeden : *Liberal Languages: Ideological Imaginations and Twentieth-Century Progressive Thought*, 2005.

² Duncan BELL, « What is Liberalism ? », 2014. Ce critère est formulé de manière à exclure les applications de l'étiquette libérale à n'importe quel argument par les adversaires du libéralisme.

³ La liste de ces ouvrages comprend à peu près tous ceux qui ont été cités précédemment. Notons que dans l'immense majorité des cas, l'étiquette « libérale » est utilisée sans justification. Le sociologue Vladimir Shlapentokh, qui a lui-même appartenu à cette intelligentsia, est plus explicite sur le lien d'identification qui le lie à son objet d'étude. Il écrit en préface d'un livre sur l'histoire des intellectuels soviétiques : « Je ne souhaite pas cacher à mes lecteurs (et ce serait quasiment impossible) que mes sympathies vont vers les intellectuels libéraux soviétiques, dont je faisais partie. Depuis les années 1960 jusqu'à mon émigration [aux États-Unis] en 1979, j'étais considéré comme un membre de ce groupe non seulement par mes

Cette approche contextualiste inclut dans la tradition libérale des arguments qui, à une certaine époque, ont pu être associés à des identités politiques différentes. Ainsi, c'est sous la bannière de la réforme du socialisme que les libéraux soviétiques de la perestroïka avancent le plus souvent leurs arguments, à tout le moins jusqu'à l'abandon massif du socialisme vers 1990¹. Deux types de motivations expliquent ce phénomène. Pour certains, cela correspond à leurs convictions : la démocratie, l'épanouissement de la personne et même le marché sont à leurs yeux des idéaux socialistes². Parmi les auteurs que nous étudions, Len Karpinski et Youri Afanassiev s'expriment résolument en ce sens. Ils défendent un socialisme dépourvu de toute référence à la lutte des classes et défini de telle manière qu'il devient parfois difficile de le distinguer du libéralisme³. Pour d'autres, la référence au socialisme est tout simplement un moyen de présenter sous un jour plus acceptable des idées libérales qu'ils jugent supérieures à celles du socialisme. Parmi les auteurs étudiés dans cette thèse, c'est le cas d'Andreï Sakharov et de Youri Bourtine, qui ont renoncé au socialisme bien des années plus tôt⁴, mais qui n'hésitent pas à y faire référence pendant la perestroïka afin de se conformer aux codes soviétiques de la

collègues et les lecteurs soviétiques, mais aussi par les autorités soviétiques ». Vladimir SHLAPENTOKH, *Soviet Intellectuals and Political Power*, 1990, p.xiii.

¹ Nous nous penchons sur ce renversement idéologique au chapitre 6.

² Étonnante à première vue, cette proximité du libéralisme et du socialisme est compréhensible si l'on considère que ces deux courants partagent une même origine, soit la révolte du début du XIX^e siècle contre les autorités traditionnelles au nom de la raison humaine. Cette proximité a été souvent perdue de vue depuis le début de la Guerre froide, lorsque s'est cristallisée leur opposition dichotomique.

³ Pour Karpinski, le socialisme est pleinement compatible avec le marché et la propriété privée, dans la mesure où cette dernière n'est pas accaparée par un petit nombre: « Le socialiste se distingue du libéral non pas son rapport au marché, mais par son rapport à la personne : la personne doit devenir le propriétaire de tout le potentiel social, chaque personne et non pas quelques uns. Nous repoussons le modèle occidental parce qu'un groupe s'accapare le travail du plus grand nombre. Ce qui ne veut pas dire que la propriété doit être partagée de manière égale. Nous et les pays d'Europe de l'Est pensons que la propriété ne doit pas être monolithique et impersonnelle. » Len KARPINSKI, « Socializm – èto prosto normal'naâ žizn' » [Le socialisme, c'est simplement une vie normale], juillet 1987. À ce compte, il devient très difficile de distinguer le socialisme de Karpinski d'un système économique libéral doté de mécanismes de redistribution. Sur le rapport d'Afanassiev au socialisme, voir le chapitre 6.

⁴ Sakharov déclare dès 1972 qu'il renonce au socialisme et se considère libéral. Andreï SAKHAROV, « Voice Out of Russia », cité par Jay BERGMAN, *Meeting the Demands of Reason: The Life and Thought of Andreï Sakharov*, p.184. Bourtine écrit en secret à partir de 1975 un long article dans lequel il rejette la théorie historique de Marx et Engels et défend la démocratie telle que défendue « par les libéraux et les modérés ». L'article paraît en octobre 1989 : Ūrij BURTIN, « Ahillesova pàta istoričeskoj teorii Marksa ».

rectitude politique¹. Cette stratégie est facilement compréhensible, puisque le terme « libéral » fait l'objet d'un puissant stigmatisme dans le discours public soviétique². Se revendiquer du libéralisme avant 1990 équivaut à s'afficher comme un dangereux extrémiste, tandis qu'afficher l'étiquette de socialiste signifie que l'on est prêt à discuter raisonnablement avec le pouvoir soviétique³. Or, à moins de réaliser une étude détaillée de documents inédits comme les journaux intimes ou la correspondance privée, il est souvent très difficile de savoir si un auteur croit ou non au socialisme dont il se revendique⁴. Mais à vrai dire, cela n'a que peu d'importance pour notre propos, car notre approche porte sur les arguments et non pas sur les identités politiques. Les arguments constituent un matériau beaucoup plus fiable pour l'étude de la pensée politique, car il appert qu'ils sont relativement stables tout au long de la période étudiée, *malgré* l'extrême fluidité des identités politiques. En somme, nous désignons les libéraux soviétiques comme tels parce qu'ils défendent des arguments largement reconnus comme libéraux par des penseurs qui se réclament du libéralisme, indépendamment du fait que les libéraux soviétiques aient choisi, à un moment ou un autre, de s'afficher comme socialistes, libéraux ou autrement. Rappelons, pour conclure sur ce point, que cette

¹ Dans son programme électoral de février 1989, Sakharov désigne comme « léniniste » le modèle d'Union soviétique réformée auquel il aspire. À l'été 1989, il prononce au Congrès des députés du peuple d'URSS un « Décret sur le pouvoir » reprenant le vocabulaire et les slogans de la Révolution d'octobre. Andrej SAHAROV, « Predvybornaâ programma » ; « Vsâ vlast' sovetam ! ». De manière similaire, Youri Bourdine déclare lors d'une table ronde en 1988 que le socialisme présente une alternative entre une tendance démocratique et une tendance bureaucratique-autoritaire. Contrairement à ce qu'il affirme par ailleurs dans ses essais théoriques, il présente l'époque stalinienne comme un « thermidor bureaucratique » qui renverse le potentiel démocratique de la révolution. Ūrij BURTIN et al. « Istoriâ - process ? Istoriâ - drama ? » [L'histoire comme processus ou comme drame ?], juillet 1988.

² À titre d'illustration, les termes les plus durs que la communiste orthodoxe Nina Andreïeva ait pu trouver pour stigmatiser les socialistes réformistes en 1988 sont « socialiste libéral de gauche » et « néolibéral », qu'elle utilise d'ailleurs indistinctement. Nina ANDREEVA, « Ne mogu postupať sâ principami ».

³ Ainsi que l'explique Carole Sigman, ces normes relatives à la légitimité des identités « libérale » et « socialiste » s'inversent à la toute fin de la perestroïka : « L'adoption de l'étiquette "libérale" comme marqueur identitaire du mouvement [informel] s'amorce avant l'accession d'El'cin à la présidence de la Russie. (...) Cette étiquette idéologique joue un peu le même rôle que le "socialisme" dans la phase initiale de la perestroïka: elle agit comme une barrière à l'entrée du jeu d'appui mutuel avec le pouvoir exécutif russe, comme l'étiquette "socialiste" avait été l'un des éléments indispensables aux informels pour entrer dans une collusion avec le pouvoir soviétique ». Carole SIGMAN, *Les mutations de l'espace politique en Russie pendant la perestroïka (1986-1991)*, 2007, p.385.

⁴ Les témoignages rétrospectifs ne nous aident pas vraiment sur ce point, en raison de la forte propension des auteurs à donner à leur vie une cohérence qu'elle n'avait pas nécessairement. Nous revenons plus loin sur cette question.

désignation « libérale » n'implique pas la conformité avec une certaine définition substantielle du libéralisme, mais vise au contraire à élargir l'étude de la tradition libérale à des formes qui divergent substantiellement du canon occidental.

2) Les fondateurs de la Tribune de Moscou : un groupe d'auteurs au cœur de l'intelligentsia libérale moscovite

Dans le but de faire ressortir la manière dont le discours s'élabore à travers les discussions et les débats, nous avons sélectionné des auteurs qui entretiennent entre eux des rapports réguliers pendant la période étudiée et qui interviennent de façon remarquée dans la sphère publique. Dans le but de pouvoir tirer un certain nombre de conclusions au sujet du positionnement politique de l'intelligentsia libérale, nous avons aussi été soucieux de sélectionner des auteurs qui ont joué un rôle visible dans la vie politique du pays et dans le mouvement démocratique en particulier. Nous avons donc choisi d'aborder notre objet d'étude à partir des écrits d'un groupe d'auteurs qui forment le noyau fondateur de la Tribune de Moscou, le plus prestigieux club intellectuel de l'intelligentsia libérale moscovite, qui constitue elle-même la part la plus active et la plus influente de l'intelligentsia libérale de Russie à l'époque de la perestroïka.

Force est de reconnaître que le présent travail ne fait rien pour remettre en question l'attention presque exclusive accordée à Moscou - et dans une moindre mesure, à Leningrad - dans les études sur les intellectuels de la perestroïka ou sur le mouvement démocratique. Le fait est, cela dit, que ce choix est pleinement justifié. C'est dans la capitale que vivent les intellectuels les plus actifs dans les débats de la perestroïka, car c'est dans cette ville que sont concentrés la plupart des centres de recherche, des maisons d'édition, des médias nationaux, des cercles informels et des clubs politiques¹. C'est aussi à partir de cette ville que s'organise la coalition Russie démocratique, dont les membres

¹ Comme l'explique Carole Sigman, l'importance disproportionnée de Moscou dans la vie intellectuelle et politique russe s'explique à la fois par la très grande centralisation du système soviétique, qui incite les plus brillants élèves à faire leurs études dans la capitale, et par la relative liberté qui y règne par rapport aux villes de province, ce qui conduit des intellectuels contestataires à y déménager. Carole SIGMAN, *Clubs politiques et perestroïka en Russie: subversion sans dissidence*, 2009, p.40-41.

issus des provinces n'ont d'ailleurs de cesse de critiquer le caractère centralisé des prises de décision dans la capitale. Mais avant même la création de la coalition en 1990, Moscou bouillonne déjà depuis plusieurs années de l'activité de nombreux clubs politiques dits « informels ». Le plus prestigieux d'entre eux est sans conteste la Tribune de Moscou, le club de l'élite autoproclamée de l'intelligentsia. Fondé à l'automne 1988, il est conçu non seulement comme un espace de discussion, mais aussi comme un instrument d'influence sur le pouvoir. De fait, ce club est l'incubateur idéologique du Groupe interrégional des députés du peuple, le germe de la première opposition légale d'URSS, dont les dirigeants se retrouvent ensuite parmi les dirigeants de la coalition Russie démocratique. En parallèle, et jusqu'au moment de son abandon par ses fondateurs en 1992, la Tribune de Moscou demeure le plus important club de discussion de l'intelligentsia libérale.

Dans cette recherche, nous avons donc choisi de nous pencher avant tout sur les écrits politiques d'un groupe d'intellectuels qui, à l'automne 1988, fondent la Tribune de Moscou : l'historien Youri Afanassiev, l'historien Léonide Batkine, le critique littéraire Youri Bourtine, le critique littéraire Youri Kariakine, le journaliste Len Karpinski, le sociologue Youri Levada et le physicien Andreï Sakharov¹. Ces sept intellectuels ne sont pas l'objet exclusif de cette thèse, pas plus que la Tribune de Moscou elle-même; ils constituent le point focal à partir duquel nous abordons les principaux axes de débat de l'intelligentsia libérale moscovite engagée dans le mouvement démocratique pendant la perestroïka. Suivant la dynamique de ces échanges, notre étude donne ainsi la parole à de nombreux autres intellectuels libéraux importants fréquentant ou non la Tribune de Moscou, ainsi qu'à des intellectuels nationalistes et des défenseurs de l'orthodoxie marxiste-léniniste. Nous mesurons l'« importance » relative des débats et des auteurs suivant les observations des analystes et protagonistes de la vie publique de la

¹ La liste des membres fondateurs comprend aussi les physiciens Roald Sagdeïev et Arkadi Migdal, invités à l'initiative de Sakharov, mais leur participation dans les débats de la perestroïka est beaucoup plus réduite que celle des neuf autres.

perestroïka¹, que nous avons validées à partir d'une étude des recensions de la littérature politique écrites pendant la perestroïka, en particulier dans les revues *Literaturnoe obozrenie* et *Znamâ*, qui tenaient des chroniques régulières à ce sujet,² ainsi qu'à partir des palmarès de popularité réalisés par des journaux et des centres de recherche³. Cette sélection laisse sciemment de côté des intellectuels que d'aucuns jugeraient plus importants du fait de leur participation directe à l'élaboration et à la mise en œuvre des réformes, mais qui ne sont pas des protagonistes du mouvement démocratique. C'est le cas des équipes de réformateurs autour de Gorbatchev⁴ et d'Eltsine⁵. Notre sélection, par ailleurs, ne retient pas les nombreux activistes qui prennent en charge l'organisation du mouvement démocratique, mais dont les idées sont moins diffusées dans les médias nationaux⁶.

¹ Timur ATNASHEV, *Op. cit.*; Leon ARON, *Op. cit.*; Philip BOOBYER, *Op. cit.*; Boris KAGARLITSKI, *Les intellectuels et l'État soviétique: de 1917 à nos jours*, 1993; Peter REDDAWAY, Dmitri GLINSKI, *Op. cit.*; Vladimir SHLAPENTOKH, *Soviet intellectuals and political power : the post-Stalin era*, 1990; Vladimir SOGRIN, *Političeskaâ istoriâ sovremennoj Rossii 1985-2001 : ot Gorbačeva do Putina*, 2001; Michael URBAN, *Op. cit.*, Josephine WOLL, « Glasnost and Soviet Culture », 1989.

² En particulier la chronique « Žurnaly v fokuse mnenij » dans la *Literaturnoe obozrenie*, la chronique de critique littéraire de Sergueï Tchouprinine dans *Znamâ* et les articles des sociologues de la littérature Boris Doubine et Lev Goudkov, dont certains paraissent dans la *Literaturnoe obozrenie*. Ces derniers écrivent aussi des articles rétrospectifs sur la littérature politique de la perestroïka, qui sont réunis dans un recueil: Boris DUBIN, Lev GUDKOV, *Intelligenciâ: zametki o literaturno-političeskikh illûziâh* [Intelligentsia : remarques sur des illusions littéraires et politiques], 2009.

³ S. KLIGER, « Publicistika-88 kak ob'ekt issledovaniâ » [La publicistika de 1988 comme objet de recherche], 1989. Ūrij LEVADA (éd.), *Est' mnenie ! Itogi sociologičeskogo oprosa* [L'opinion existe ! Bilans d'un sondage sociologique], 1990.

⁴ Il existe une abondante littérature sur les conseillers de Gorbatchev. Pour un bon tour d'horizon : Archie BROWN, *The Gorbachev Factor*, p.89-129, 1996. Au sujet des conseillers économiques, voir Anders ASLUND, « 'Gorbachev's Economic Advisors' », 1987 ; Natalia CHMATKO, « Les économistes russes entre orthodoxie marxiste et radicalisme libéral », 2002.

⁵ Voir le récent livre de témoignage des principaux protagonistes de l'équipe économique d'Eltsine : Peter AVEN et Alfred KOKH, *Gaidar's Revolution : The Inside Account of the Economic Transformation of Russia*. Il faut dire un mot sur les raisons qui nous motivent à ne pas nous pencher en détail sur la figure de Grigori Yavlinski, bien qu'il participe à la fondation du parti Yabloko en 1993 et s'impose à partir de ce moment comme le meneur de l'intelligentsia libérale opposée à Eltsine. Le fait est qu'avant de se lancer ainsi dans la politique, il a n'a pas joué de rôle significatif dans le mouvement démocratique : il était un expert prodiguant des conseils aux réformistes, d'abord à Eltsine puis au jeune gouverneur de Nijni-Novgorod, Boris Nemtsov.

⁶ Sur ces activistes, voir Carole SIGMAN, *Clubs politiques et perestroïka en Russie*.

Les affiliations professionnelles et disciplinaires des intellectuels ne constituent pas un critère de notre sélection. Cela fait écho à la réalité de cette époque. Les débats politiques opposent des intellectuels aux professions fort diverses, qui s'expriment d'ailleurs sur des sujets qui débordent largement leur domaine de spécialisation. Cette attitude est tout à fait caractéristique de l'approche généraliste traditionnelle de l'intelligentsia russe, dont l'intervention dans la vie publique est généralement étrangère aux notions de division et de spécialisation des savoirs¹. Au sein de cette intelligentsia, les figures les plus influentes dans les médias sont typiquement les écrivains et les chercheurs en sciences sociales, ce qu'illustre bien notre sélection d'auteurs².

Les auteurs sélectionnés, à l'instar de la plupart des publicistes de la perestroïka, appartiennent à la génération dite des « soixantards » (*šestidesjatniki*) en raison de sa politisation dans les années 1960, dans le contexte de la déstalinisation et de la démocratisation³. Bien qu'ils soient nés pour la plupart dans les années 1930⁴, les soixantards forment surtout une génération sociologique au sens de Karl Mannheim, soit une génération fondée sur le partage de certaines valeurs ainsi que d'une identité propre revendiquée par ses représentants et reconnue par ses contemporains⁵. En l'occurrence, cette communauté générationnelle repose sur l'expérience fondatrice du XX^e congrès du Parti, qui lance la déstalinisation en 1956, ce pour quoi ils sont aussi appelés les « enfants

¹ Jutta SCHERRER, *Op. cit.*

². À condition de considérer l'économie comme une science sociale. Nous traitons du statut particulier des économistes au chapitre 2.

³ Les soixantards ont fait l'objet de nombreuses études. Parmi elles, citons Ludmila ALEXEYEVA & Paul GOLDBERG, *The Thaw Generation*, 1990; Donald RALEIGH, *Russia's Sputnik generation*, 2006; Viktor VORONKOV, « Projekt šestkidesjatnikov: dviženie protesta v SSSR » [Projet soixantards: un mouvement de protestation en URSS], 2005.

⁴ C'est le cas de la plupart auteurs qui sont au cœur de cette thèse : Youri Afanassiev est né en 1934, Léonide Batkine en 1932, Youri Bourtine en 1932, Youri Kariakine en 1930, Len Karpinski en 1929, Youri Levada en 1930. Andreï Sakharov est légèrement plus vieux : il est né en 1921.

⁵Le sociologue Viktor Voronkov affirme que la génération sociologique des soixantards se distingue nettement de la génération biologiquement plus vieille, dite « génération de la guerre », mais qu'elle englobe la génération biologique suivante, née pendant la guerre. En ce sens, la Détente marque véritablement un moment de rupture dans la transmission des valeurs : les premiers soixantards refusent les valeurs de leurs parents, mais lèguent les leurs aux soixantards « tardifs ». Viktor VORONKOV, « Projekt šestkidesjatnikov », p.178.

du XX^e congrès ». Les idéaux portés par cette génération sont ceux de la grande idéologie réformatrice de cette époque: le socialisme démocratique. Notre étude, centrée sur la pensée de soixantards influents, aborde aussi celle de ceux avec qui ils entrent en débat : des adversaires communistes et nationalistes, mais aussi une nouvelle génération de libéraux soviétiques qui ne conçoit pas de la même manière le rapport de la morale et de la politique. Nous restituons ainsi, à partir du groupe des fondateurs de la Tribune de Moscou, une mosaïque d’auteurs liés à différentes idéologies et générations.

3) Description et origine des sources

Les textes que nous avons étudiés sont principalement des articles, parfois courts lorsqu’ils paraissent dans des journaux¹, parfois beaucoup plus longs lorsqu’ils paraissent dans des revues littéraires² ou des recueils d’articles³. Plus rarement, nous avons aussi retenu des articles tirés de revues de vulgarisation scientifique, de revues universitaires et de transcriptions des débats à la Tribune de Moscou. Les auteurs que nous étudions, happés par le déroulement rapide des événements, n’ont pas écrit de monographies dans

¹ En particulier les hebdomadaires libéraux *Ogoniok*, *Moskovskie novosti* et *Literaturnaïa gazeta*.

² Les revues littéraires, aussi appelées les « grosses revues » (*tol'stye žurnaly*) s’inscrivent dans une vieille tradition intellectuelle russe qui combine la création littéraire, la critique littéraire et l’essai sociopolitique. Depuis l’abolition des groupements littéraires en 1932, les revues littéraires sont presque toutes affiliées à l’Union des écrivains, mais certaines parviennent néanmoins à conserver un certain degré d’autonomie et à nourrir les débats de la vie publique. C’est notamment le cas de *Novyj mir*, qui défend la démocratisation à l’époque de Khrouchtchev. Avec *Znamâ*, *Kommunist* et dans une moindre mesure *Vek XX i mir*, *Novij mir* compte parmi les plus importantes revues littéraires de la perestroïka. Voir à ce sujet Alexis BERELOWITCH, « Revues littéraires russes »; Riitta PITTMAN, « Perestroïka and Soviet Cultural Politics : The Case of the Major Literary Journals ».

³ Les recueils d’articles constituent la principale forme d’édition d’essais politiques (hors des périodiques) pendant la perestroïka. D’une composition plus rapide que les monographies, ils rassemblent des reprises d’articles remarquables dans la presse ou des articles inédits. Les recueils sont aussi un reflet du caractère dialogique de la pensée politique de cette époque, puisqu’ils rassemblent les textes d’une variété d’auteurs qui, bien souvent, se connaissent et entretiennent déjà des discussions informelles. C’est le cas notamment du plus célèbre de ces recueils, *Inogo ne dano* (littéralement : « Il n’y a pas d’autre voie », traduit en français sous le titre *La seule issue*), paru en 1988 sous la direction de Youri Afanassiev et qui rassemble notamment les écrits de tous ceux qui, quelques mois plus tard, vont fonder la Tribune de Moscou. Ce recueil, tiré en 100 000 exemplaires et traduit dans plusieurs langues étrangères, est le premier d’une série de recueils - 13 titres au total entre 1988 et 1991 - de la collection « Perestroïka : glasnost’, demokratiâ, socializm » aux éditions *Progress*.

lesquelles ils auraient synthétisé leurs idées politiques¹. La majorité d'entre eux ont cependant eu l'occasion de publier des recueils de leurs propres articles. Nous avons consulté ces sources dans des bibliothèques qui possèdent de bonnes collections d'ouvrages et de périodiques soviétiques : la Bibliothèque d'État de Russie à Moscou et la Bibliothèque nationale de Russie à Saint-Pétersbourg, mais aussi la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations, rattachée à l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris², et la bibliothèque de l'Université de Princeton, où nous avons séjourné pendant la dernière année de rédaction de cette thèse. Pour certains auteurs, la recherche de leurs articles a été facilitée par la consultation de leurs sites Internet personnels³, qui proposent notamment des bibliographies ainsi que la possibilité de télécharger la version numérique de leurs articles les plus importants⁴. Dans la plupart des cas, cependant, nous avons nous-mêmes numérisé les articles à partir des revues ou journaux originaux. Les sources premières ainsi rassemblées s'élèvent à plus de 200 documents, dont une très grande majorité d'articles.

Le genre auquel appartiennent la plupart des articles étudiés est la *publicistika*, l'essai socio-politique⁵. Les sociologues Lev Gudkov et Boris Dubin observent que la *publicistika* s'est imposée pendant la perestroïka comme « le genre dominant du travail

¹ Plusieurs d'entre eux publiés des ouvrages dans leur domaine de spécialité. C'est le cas par exemple des écrits de Batkine sur la Renaissance italienne ou ceux de Kariakine sur Dostoïevski.

² Dans la région parisienne, nous avons aussi consulté la bibliothèque de Sciences Po Paris, la bibliothèque de Paris Ouest Nanterre La Défense et la bibliothèque Malesherbes de l'Université Paris-Sorbonne.

³ C'est le cas de Youri Afanassiev (<http://www.yuri-afanasiev.ru/>), Youri Kariakine (<http://www.karyakinyury.com>) et Youri Bourtine (<http://www.burtin.ru>).

⁴ Les articles dont la référence ne comporte pas de numéros de page sont ceux dont nous avons utilisé une version numérique, ainsi que l'on peut s'en rendre compte dans la bibliographie.

⁵ Le *Grand dictionnaire russe-français* n'en donne pas d'équivalent français et propose la périphrase « articles sur la vie politique et sociale ». ŠERBA, L., MATUSEVIČ, M et NIKITINA, S. et al., *Bol'šoj russko-francuzskij slovar'* [Grand dictionnaire russe-français], 2002, p.395. Les auteurs de *publicistika* sont appelés des *publicisty*, ce qui laisse deviner l'étymologie française du terme. Ce sens du mot « publiciste », courant au XIX^e siècle, est cependant supplanté aujourd'hui en français par le calque d'un mot anglais qui désigne un spécialiste de la publicité. Alain REY (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, t.3, p.2858.

intellectuel »¹. Contrairement au reportage, la *publicistika* est ouvertement engagée ; contrairement à la littérature engagée, elle ne relève généralement pas de la fiction et contrairement à l'analyse scientifique, elle ne repose pas sur un savoir spécialisé et ne mobilise pas toujours un appareil formel de références des citations et des idées. Les auteurs disent clairement à qui ils répliquent, mais pas toujours d'où ils tirent leurs idées², ce qui complique le travail de généalogie intellectuelle. Par contraste, ces articles foisonnent de références littéraires – le plus souvent aux classiques de la littérature russe : Pouchkine, Gogol, Dostoïevski, Tchekhov, etc. -, ce qui reflète bien la culture de l'intelligentsia soviétique. Dans les journaux, la *publicistika* prend la forme d'articles ponctuels d'une ou deux pages, ou encore d'une chronique régulière. Elle y a vocation de réagir aux rebondissements de l'actualité. Dans les revues littéraires mensuelles, la *publicistika* se fait plus élaborée et développe une argumentation sur plusieurs dizaines de pages. La plupart des revues littéraires de la perestroïka possèdent une section consacrée à ce genre, où paraissent en moyenne deux articles par numéro.

Dans un souci de restituer le contexte discursif de la parution de ces textes, nous avons mobilisé une variété d'autres sources d'époque, telles que des dictionnaires et encyclopédies, des manuels d'éducation politique et des discours de dirigeants politiques. Nous avons aussi consulté les témoignages rétrospectifs des auteurs étudiés, dont quelques-uns ont écrit des mémoires³. Finalement, nous avons réalisé des entretiens semi-directifs avec des intellectuels libéraux de l'époque de la perestroïka⁴ lors de quatre

¹ Lev GUDKOV et Boris DUBIN, « Parallel'nye literatury: popytka sociologičeskogo opisaniâ » [Littératures parallèles : tentative de description sociologique], 1989, p.97.

² Dans la *publicistika* soviétique, la note de bas de page a habituellement pour fonction de parer le texte de marques d'autorité – des références à Marx, Engels, Lénine ou le Secrétaire général en poste – et ne sert de référence que de manière secondaire, comme le prouve la propension à citer l'énième tome de l'une des nombreuses éditions des œuvres complètes d'un auteur, sans préciser de quel texte il s'agit, ce qui rend la référence très difficile à retracer. Avec l'effacement graduel du marxisme-léninisme et de ce genre de marques d'autorités, les notes de bas de page se font de plus en plus rares dans la *publicistika*. Précisons que la situation est tout à fait différente dans les articles parus dans des revues universitaires.

³ C'est le cas de Léonide Batkine, Youri Bourtine, Youri Kariakine et Andreï Sakharov. La plupart des autres ont par ailleurs témoigné de leur expérience intellectuelle et politique de la perestroïka dans de nombreuses entrevues.

⁴ Il s'agit de Youri Afanassiev (banlieue de Moscou, 24 octobre 2013), de Léonide Batkine (par téléphone le 21 janvier 2013, puis par courriels), d'Alexandre Beliaev (Saint-Petersbourg, 28 septembre 2010),

séjours en Russie entre 2010 et 2014, d'une durée cumulée d'un peu plus de six mois. Nous avons aussi réalisé quelques entretiens du même type avec des proches d'auteurs importants déjà décédés¹.

4) 1987-1993 : l'Âge d'or de l'intelligentsia libérale

La perestroïka débute officiellement en mars 1985 avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev et prend fin en décembre 1991 avec la dissolution de l'URSS. Cette périodisation classique ne rend pas exactement compte de l'engagement politique de l'intelligentsia libérale. Pour la présente recherche, nous avons choisi de nous concentrer sur les écrits parus entre janvier 1987 et décembre 1993, ce qui correspond selon nous à l'âge d'or de l'intelligentsia libérale, soit la période pendant laquelle les intellectuels libéraux ont donné le ton de la vie publique grâce à leur position dominante dans les médias et, à partir de 1989, au sein du camp démocratique. Nous verrons au chapitre 1 que cet âge d'or a été rendu possible par la nomination de plusieurs libéraux à la tête d'importants médias nationaux dans le courant de l'année 1986 et qu'il a pour catalyseur le plénum du Comité central de janvier 1987, qui lance la perestroïka sur la voie de la démocratisation. Bien que l'influence médiatique et politique de l'intelligentsia libérale décroisse dès 1991, nous avons choisi de clore notre étude en décembre 1993, au moment du dénouement violent de la crise constitutionnelle entre les pouvoirs exécutif et

d'Alexandra Chaïkevitch (Oakland, CA, via Skype, 11 juin 2014), de Victor Cheïnis (Moscou, 8 novembre 2013), de Boris Doubine (Moscou, 17 janvier 2013), d'Alexandre Douka (12 décembre 2012), de Boris Firsov (Saint-Pétersbourg, 2 novembre 2013), de Vladimir Gel'man (Helsinki, 27 novembre 2012), d'Abdousalam Gousseïnov (Moscou, 16 octobre 2013), d'Igor Kliamkine (Moscou, 14 décembre 2012), de Vladimir Kostiouchev (Saint-Pétersbourg, 15 janvier 2013), de Galina Kozlova (Moscou, 29 octobre 2013), de Ruslan Linkov (Saint-Pétersbourg, le 14 septembre 2010), de Viatcheslav Igrounov (Moscou, 21 octobre 2013), d'Andranik Migranian (New York, 23 avril 2013), d'Arkadi Mourachov (Moscou, 31 octobre 2013), de Marietta Tchoudakova (Moscou, 20 avril 2014), d'Aleksandre Tsipko (Moscou, 9 novembre 2013), de Grigorij Vodolazov (Moscou, 6 novembre 2013), de Viktor Voronkov (Saint-Pétersbourg, 7 juillet 2012) et d'Elena Zdravomyslova (Saint-Pétersbourg, 11 décembre 2012). Depuis, nous avons eu le regret d'apprendre le décès de Boris Doubine et de Youri Afanassiev.

¹ Valentin Gefter, fils de Mikhaïl Gefter (Moscou, 9 novembre 2013), Elena Bourtina, fille de Youri Bourtine (18 avril 2014), Faïna Yablokova, veuve de Youri Bourtine (21 avril 2014), Anatoli Akhoutine et Irina Berliand, disciples de Vladimir Bibler et auteurs d'un site Internet qui lui est consacré (Moscou, 17 avril 2014)

législatif, car cette crise constitue véritablement l'épilogue du processus de marginalisation politique de l'intelligentsia libérale.

5) Le problème des jugements rétrospectifs

Dès les premiers entretiens avec des protagonistes de la perestroïka, nous avons été confrontés au problème de la contradiction entre les témoignages rétrospectifs et les propos tenus dans le passé. Fatalement, le témoignage rétrospectif traite du passé à partir du présent, ce qu'illustre le fait que nos interlocuteurs, en réponse à des questions sur la perestroïka, étaient souvent plus enclins à parler de Poutine que de Gorbatchev. Ils tendaient aussi à donner à leur pensée une cohérence qu'elle pouvait difficilement avoir en ces temps de grande désorientation. Ce phénomène de reconstruction *a posteriori* prenait typiquement deux formes qui ne sont pas sans rappeler les approches historiographiques que nous avons identifiées précédemment dans la littérature universitaire sur l'intelligentsia libérale de la perestroïka. Pour certains de nos interlocuteurs, la perestroïka aurait été l'occasion d'exprimer des convictions anticomunistes déjà solidement acquises. À l'instar de l'historiographie triomphaliste, ces intellectuels font le récit de leur rupture définitive avec l'idéologie soviétique et expliquent l'usage régulier qu'ils font de concepts communistes dans leurs écrits de la perestroïka comme des concessions aux contraintes de la censure¹. Pour d'autres, plus amers, la perestroïka fut une période de vaines illusions dont ils déplorent aujourd'hui l'infinie naïveté. Leurs écrits de cette époque leur semblent témoigner de l'emprise persistante de l'idéologie soviétique². Si le danger de l'« illusion biographique », pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu³, est propre à l'analyse des récits de vie, il constitue un obstacle particulièrement important pour l'étude des périodes de transformation révolutionnaire. Comme le souligne l'historienne Sheila Fitzpatrick, les

¹ Une interprétation illustrée par ailleurs par les mémoires de Youri Kariakine, intitulées *Changement de convictions : de l'aveuglement à l'illumination*. Ūrij KARÂKIN, *Peremena ubeždenij : ot otslepleniâ k prozreniû*, 2007.

² Une interprétation illustrée par les témoignages de Youri Afanassiev. Ūrij AFANAS'EV, « Šestidesâtники: itogi bezdumnoĝo puti » [Soixantards : bilan d'un parcours insensé], 2011.

³ Pierre BOURDIEU, « L'illusion biographique », 1986.

années qui suivent la perestroïka sont marquées - à l'instar de celles qui ont suivi la révolution de 1917 - par un vaste phénomène de « réinvention personnelle », les Russes cherchant à donner un sens à leur passé à partir des nouvelles identités politiques et culturelles en vigueur¹. Cette réinterprétation a d'ailleurs donné lieu à des retournements spectaculaires, comme celui d'Alexandre Yakovlev, ancien bras droit de Gorbatchev et responsable de l'idéologie au Comité central, qui affirme ne jamais avoir cru à la plupart des idéaux qu'il défendait corps et âme quelques années plus tôt, à commencer par la réforme du socialisme². Confronté à ce genre de phénomène, l'historien Timour Atnachev a décidé de ne pas inclure d'entretiens et de mémoires - « trop peu fiables » et trop portés à « l'autojustification »³ - dans son étude du discours politique de la perestroïka. Notre position est plus conciliante : nous avons mené des entretiens afin de faire la connaissance d'intellectuels qui ont fréquenté le milieu que nous étudions, mais nous avons décidé d'orienter nos questions – après quelques premières expériences d'ajustement – de manière à obtenir des informations sur le contexte de leur engagement intellectuel et politique, plutôt que sur leurs idées ou croyances passées. Nous les avons interrogés, en particulier, au sujet de leurs relations avec les autres penseurs de l'intelligentsia libérale, de leur fréquentation des cercles et clubs de discussion ainsi que des cas de censure. Nous avons procédé de la même manière avec les témoignages publiés et les mémoires. Au moment de leur analyse, nous traitons avec beaucoup de circonspection tous les jugements qui sont portés *a posteriori* sur la perestroïka et qui, au-delà de l'exposition des événements, cherchent à en définir la signification. Nous appliquons d'ailleurs cette règle méthodologique à l'ensemble des sources mobilisées, y compris celles qui sont contemporaines de la période étudiée, car le problème de l'anachronisme peut aussi se poser *pendant* la perestroïka, puisque celle-ci est marquée par une transformation radicale des conditions de l'expression publique. Le ton, les concepts et le mode d'argumentation changent en effet si rapidement à partir de 1985 qu'il est essentiel de considérer l'année et même le mois de parution d'un article pour

¹ Sheila FITZPATRICK, *Tear Off The Masks !*, p.304. Une intuition confirmée par la comparaison des mémoires et des journaux intimes, les premiers se révélant généralement plus critiques que les seconds. Kirill ROGOV, « O proekte "Rossiia/Russia" – 1970-e gody », cité par Alexei YURCHAK, *Op.cit.*, p.6.

² Voir ses mémoires : Aleksandr ÂKOVLEV, *Sumerki* [Crépuscule], 2005.

³ Timur ATNASHEV, *Op.cit.*, p.8.

comprendre sa signification. Une idée scandaleuse en 1988, comme le fait de se placer en opposition à Gorbatchev, est devenue un lieu commun à la fin de 1989¹. Les intellectuels que nous étudions en sont d'ailleurs bien conscients et prennent souvent le soin de préciser dans leurs recueils la date d'écriture de chacun des textes. Ce n'est pas sans étonnement qu'ils relisent alors leurs écrits des années précédentes. Dans la préface à un recueil de ses textes qui paraît en 1991, Youri Afanassiev déclare que son article « Le passé et nous », qui avait provoqué un si grand scandale en 1985, est aussi loin de ce qu'il écrit désormais « que le ciel de la terre »².

6) Censure et autocensure

La sévérité de la censure en URSS a longtemps incité les chercheurs occidentaux à la plus grande méfiance à l'égard des sources soviétiques, leur préférant les témoignages d'émigrés³ ou même des sources littéraires⁴. L'émergence d'un discours soviétique relativement critique à l'époque de la Détente, puis pendant la perestroïka, a ébranlé cette méfiance sans pour autant y mettre fin. De fait, la glasnost n'implique pas la liberté d'expression. Si elle donne effectivement lieu à un relâchement de la censure, elle préserve la capacité de l'État de sévir contre les écrits qui seraient contraires à l'« esprit de la perestroïka », ce qui entretient un grand flou au sujet des limites exactes de ce qui est permis. Dans ce contexte d'incertitude, les auteurs adoptent dans leurs textes des « stratégies obliques », pour reprendre l'expression de Quentin Skinner⁵, exprimant leurs idées de manière plus ou moins voilée, par un subtil jeu de références et de détournements des canons officiels. En URSS, le terme le plus courant pour désigner ces stratégies est la « langue d'Ésope ». Une telle pratique semble appeler à une

¹ C'est pourquoi nous indiquons toujours, dans les références en notes de bas de page, le moment de parution des sources d'époque.

² Ūrij AFANAS'EV, *Â dolžnen èto skazat'* [Je dois le dire], 1991.

³ L'exemple le plus célèbre est la vaste étude sur le système social soviétique menée à Harvard de 1951 à 1953 à partir d'entretiens avec 2000 émigrés soviétiques.

⁴ Au sujet de l'influence déterminante d'œuvres comme celle d'Arthur Koestler ou de George Orwell dans la littérature universitaire portant sur l'URSS, voir Anna KRYLOVA, « The Tenacious Liberal Self in Soviet Studies », 2000.

⁵ Quentin SKINNER, « Meaning and Understanding in the History of Ideas », 1969.

interprétation comme celle que propose le philosophe Leo Strauss, pour qui les textes écrits dans un contexte autoritaire ne peuvent dévoiler leur enseignement « ésotérique » – c'est-à-dire implicite – qu'aux rares esprits capables de « lire entre les lignes »¹. La compréhension de la pensée d'un auteur, dans cette perspective, ne résiderait pas tant dans ce qu'il affirme, que dans ce qu'il laisse entendre. Or, une telle approche ne s'avère pas nécessaire pour la présente recherche. L'usage de la langue d'Ésope pendant la perestroïka ne justifie pas que l'on accorde une importance prépondérante au propos « implicite » des textes pour en saisir le sens, et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, les effets manifestes produits par le discours de l'intelligentsia libérale démontrent que ce discours était très bien compris non seulement par une poignée d'esprits plus malins que les censeurs, mais par aussi par la plus grande part de la population soviétique, qu'elle soit ou non favorable aux idées exprimées. Il serait absurde de supposer que ces effets soient le produit d'un malentendu. Des centaines de milliers de personnes auraient-elles pris le risque de descendre dans la rue sur la base d'un malentendu ? Les adversaires nationalistes de l'intelligentsia libérale qui l'accusaient de vouloir imiter les pays occidentaux étaient-ils eux aussi victimes d'un malentendu ? De toute évidence, le discours de l'intelligentsia libérale ne s'adressait pas à une élite d'exégètes chevronnés et pouvait être facilement compris à partir de son contenu explicite.

Ensuite, les témoignages des auteurs de cette époque au sujet de leurs démêlés avec la censure démontrent que celle-ci ne visait pas tant l'expression d'idées hétérodoxes, que la remise en cause de certaines institutions ou personnes. Ainsi, lors de la publication en 1988 du célèbre recueil *Inogo ne dano*, un seul des trente-quatre articles est refusé par le *Glavlit* - l'institution responsable de la censure dans le monde de l'édition. Il s'agit de l'article du philosophe Grigori Vodolazov, qui s'attaque directement à une figure haut placée du monde universitaire soviétique pour son implication dans l'écrasement de la

¹ Leo STRAUSS, *La persécution et l'art d'écrire*, 2009.

pensée critique dans les années 1970. L'article de Vodolazov, par ailleurs, est loin d'être le plus révolutionnaire du lot, puisque son auteur y défend une position marxiste en vue du renouvellement du socialisme. Par contraste, l'historien Léonide Batkine propose quelques pages plus loin de dissocier le Parti communiste de l'État et de le soumettre à des élections lors desquelles il entrerait en concurrence avec d'autres organisations sociales. Nul besoin d'exceptionnels talents d'analyse pour comprendre que la position de Batkine au sujet du « rôle dirigeant » du Parti inscrit n'est pas conforme à la Constitution soviétique et encore moins à la tradition politique bolchevique. Pourtant c'est contre l'article de Vodolazov que s'insurge le censeur. Sans succès, d'ailleurs. Face à la menace du directeur du recueil, Youri Afanassiev, d'abandonner le projet en entier si un article en était retiré ou modifié, le *Glavlit* renonce à ses prétentions et le recueil paraît tel quel avec un très grand tirage¹. Ce genre de scénario, où un éditeur de livre ou de revue parvient à passer outre la décision du *Glavlit* - souvent en faisant directement intervenir des réformateurs haut placés au Comité central - est courant lors de la perestroïka². Cela nous enseigne à ne pas mésinterpréter l'objet de la censure, qui porte bien plus sur la remise en cause de personnes concrètes que sur l'expression d'idées. En fait, il s'avère relativement facile, à l'époque de la perestroïka, d'avancer des propositions politiques originales si elles sont accompagnées de signes de loyauté à l'égard des représentants du pouvoir et de ses principaux symboles. Avec un minimum de précaution, le chercheur peut donc décoder ce type relativement bénin de « stratégie oblique ».

E - *Structure de la thèse*

Dans la première partie de cette thèse, nous présentons la genèse et les caractéristiques de la perspective morale de la politique de l'intelligentsia libérale de la perestroïka. Au chapitre 1, nous montrons comment cette perspective morale se cristallise dans le contexte des débats de la glasnost au sujet des causes et des solutions à ce qui est

¹ Pour le détail des événements entourant la publication d'*Inogo ne dano*, nous nous appuyons sur les propos que nous ont tenu Afanassiev (entretien du 24 octobre 2013) et Vodolazov (6 novembre 2013), ainsi que sur le récit qu'en fait Vodolazov dans son livre *Idealy i idoly*, 2006, p.521-523.

² Ioulia ZARETSKAÏA-BALSENTE, « La censure à l'époque de la perestroïka : le passé surmonté ? De la symbiose forcée à la scission inévitable », 2002.

largement perçu comme le déclin moral de la société soviétique. Aux conceptions matérialistes et mécanistes de la morale précédemment en vigueur, les intellectuels libéraux opposent l'exigence d'expression de la conscience personnelle et le projet de consolidation de la société sur la base de « valeurs universelles ». À l'encontre de la politique de renforcement du contrôle de l'État mise en œuvre par Gorbatchev pendant les deux premières années de la perestroïka, les libéraux soviétiques prônent le démantèlement du système de contrôle et son idéologie, dont le joug artificiel aliénerait les forces morales vitales de la société.

Dans le chapitre 2, nous soutenons que la défense de la démocratisation par les intellectuels libéraux repose sur un monisme moral implicite, soit l'existence d'un ensemble cohérent de valeurs universelles qui correspondent à la vérité scientifique et morale. Sur la base de ce monisme moral, les intellectuels portent des jugements binaires intransigeants qui départagent la complexité sociale et politique entre ceux qui expriment sincèrement leur conscience et ceux qui, par égoïsme ou par aveuglement, défendent de « faux principes ». Nous montrons ainsi comment la promotion du pluralisme politique s'accompagne chez les intellectuels libéraux d'une quête de consolidation morale qui admet potentiellement la censure des idées de leurs adversaires politiques.

Dans le chapitre 3, nous nous penchons sur le type humain qui, aux yeux des libéraux soviétiques, constitue à la fois la condition et la finalité des réformes, à savoir l'idéal romantique de la personnalité harmonieuse. Nous affirmons que la critique récurrente de la duplicité illustre la prégnance, parmi les intellectuels libéraux, du postulat selon lequel la division de la personnalité est le principal symptôme d'une déliquescence morale produite par la répression artificielle de la conscience personnelle. Plutôt que le triomphe de l'individualisme calculateur, la perestroïka se présente pour bien des intellectuels libéraux comme une révolte contre les attitudes d'adaptation individuelle qui fleurissent dans la société soviétique.

Dans la seconde partie de la thèse, nous montrons comment la perspective morale de l'intelligentsia libérale conditionne son interprétation de la vie politique pluraliste qui émerge graduellement à partir du printemps 1989. Au chapitre 4, nous examinons le processus de radicalisation de l'intelligentsia libérale dans le courant de l'année 1989. Notre étude met en lumière le caractère paradoxal de cette radicalisation : une opposition de plus en plus ouverte au système communiste s'accompagne pour la majorité des intellectuels libéraux d'une quête constante de consolidation des forces progressistes derrière le réformateur, ce qui les conduit à adopter une stratégie de soutien à Gorbatchev, au détriment d'une stratégie de mobilisation oppositionnelle semblable à celle utilisée par Solidarnosc en Pologne.

Pour certains intellectuels libéraux, la consolidation du pouvoir du réformateur implique la restriction de la démocratie. Au chapitre 5, nous nous penchons sur un débat de l'automne 1989 autour de la proposition d'Andranik Migranian et d'Igor Kliamkine de confier la démocratisation à un réformateur doté d'une « main de fer ». Nous soutenons cependant que la dissociation explicite qu'ils posent entre la morale et la politique explique pourquoi cette option politique est alors rejetée avec véhémence par la majorité des intellectuels libéraux, pour qui la consolidation sociale ne peut se faire aux dépens des conditions d'expression de leur conscience personnelle.

Au chapitre 6, nous étudions le positionnement politique de l'intelligentsia libérale engagée dans le mouvement démocratique, de 1990 à 1993. Nous nous penchons tout particulièrement sur un débat de l'automne 1991 au sujet du rapport entre le mouvement démocratique et le président Eltsine. Ce débat soulève des questions fondamentales sur le rôle du conflit en démocratie, mais – signe des temps – il est formulé en termes moraux comme une alternative entre deux formes de « perte ». Quelques mois plus tard, la victoire définitive, dans les médias et à la tête de la coalition Russie démocratique, des libéraux partisans d'un soutien à la concentration des pouvoirs du réformateur contribue de manière décisive à la polarisation de la vie politique postsoviétique, qui se présente à ces libéraux comme une lutte morale binaire entre les gens honnêtes et les défenseurs du

système communiste. Plusieurs d'entre eux en viennent alors à considérer la « main de fer », qu'ils avaient refusée quelques années plus tôt, comme un expédient nécessaire pour permettre au réformateur de surmonter la corruption de la société, dont ils voient l'expression dans l'opposition parlementaire des nationalistes et des communistes.

Bien qu'un grand nombre de libéraux soviétiques aient soutenu la consolidation du pouvoir d'un réformateur « éclairé », il nous paraît important de souligner que ce n'était pas la seule option politique exprimée au sein de l'intelligentsia libérale à cette époque. Au chapitre 7, nous présentons donc les propositions oubliées de Youri Bourtine et de Léonide Batkine en faveur d'un mouvement démocratique autonome. Cette analyse montre que le conflit politique qui divise l'intelligentsia libérale au sortir de la perestroïka ne peut se résumer à une opposition entre l'« idéalisme » des uns et le « pragmatisme » des autres, comme on le dit souvent à l'époque, mais illustre la tension inhérente à la perspective morale des intellectuels libéraux entre une exigence d'expression de la conscience personnelle et le désir de consolider la société sur la base des « valeurs universelles »; entre le refus d'un joug artificiel et la purification de la conscience sociale du mensonge et des dogmes.

Première partie

Chapitre 1 : L'intelligentsia libérale et l'enjeu moral de la perestroïka

Notre principale tâche aujourd'hui est d'élever la morale de l'homme tout en respectant son monde intérieur

Mikhaïl Gorbatchev, 1987¹

Un autre aspect de l'époque du pouvoir de la bureaucratie, non moins tragique et étroitement lié aux anomalies économiques, est la dégradation morale de la société. (...)

Le peuple a passé des décennies dans une « anti-école » perverse qui lui a appris à ne pas travailler, mais à faire semblant, qui lui a appris l'hypocrisie, le mensonge, l'égoïsme et l'adaptation. Le peuple (et quand je dis le « peuple », j'entends aussi l'intelligentsia) a-t-il conservé suffisamment de forces morales ?

Andreï Sakharov, 1988²

La morale³ est un thème omniprésent dans le discours politique de l'époque de la perestroïka. Dirigeants soviétiques comme dissidents, communistes orthodoxes comme nationalistes ou libéraux⁴, tous dénoncent le déclin moral de la société soviétique et

¹ Mihajl GORBAČEV, *Perestrojka i novoe myšlenie dlâ našej strany i dkâ vsego mira*, 1987, p.25. Traduit en français la même année sous le titre *Perestroïka: de nouvelles vues pour notre pays et pour le monde*.

² Andrej SAHAROV, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka], 1988, p.126.

³ En russe, la morale est désignée par les termes *npravstvennost'* et *moral'* (formés respectivement à partir de racines slave et latine). *La Grande encyclopédie soviétique* les désigne comme des synonymes. Le terme *duhovnost'* – spiritualité – n'a pas nécessairement de connotation religieuse en URSS et son usage se confond si étroitement avec celui des termes précédents que nous considérons qu'il appartient au même concept, que nous désignons ci-après, sauf exception, par le terme « morale ». Le terme *ètika* (éthique), pour sa part, a une signification distincte et renvoie à une branche de la philosophie. À titre d'illustration, dans le livre de Gorbatchev cité précédemment, les termes *npravstvennost'*, *moral'* et *duhovnost'* - ainsi que leurs formes adjectivées - apparaissent respectivement 31, 18 et 25 fois. Le terme *ètika*, pour sa part, n'apparaît qu'une seule fois.

⁴ Nous utilisons ci-après les termes « communistes », « nationalistes » et « libéraux » suivant l'usage commun pour distinguer les principaux camps idéologiques en URSS poststalinienne. Précisons que ces étiquettes ne correspondent pas nécessairement aux identités politiques revendiquées par les principaux intéressés (les nationalistes préfèrent se désigner comme des « patriotes », par exemple, et les libéraux se

souhaitent que les réformes se traduisent par un assainissement moral. Ainsi que le montre l'historien Philip Boobbyer, la perestroïka est largement perçue en URSS comme une tentative de réponse à un sentiment puissant et diffus de crise morale¹. Or, précisément parce qu'il est diffus, ce phénomène pose d'importants problèmes d'analyses. Pendant la perestroïka, la morale est un thème qui traverse les frontières idéologiques et qui renvoie à des notions apparemment consensuelles et faussement évidentes telles que l'honnêteté, la vérité, la justice, etc. Quelle est la portée politique de ce phénomène ? Le discours politique sur la morale est-il conservateur, réformiste, révolutionnaire ? Tout cela à la fois ? Face à un phénomène aussi flou que contradictoire, il est tentant de conclure que le concept de « morale » est tout simplement dépourvu de contenu substantiel. Le discours sur la morale serait donc le masque des « véritables » enjeux économiques, politiques, géopolitiques, etc.² Or, en plus d'oblitérer tout un pan du discours de l'époque de la perestroïka, cette approche fait perdre de vue l'un des éléments qui font sa spécificité. Depuis la naissance de l'URSS, en effet, jamais le thème de la morale n'a occupé une place aussi importante dans la vie publique soviétique que sous l'ère Gorbatchev, y compris dans les documents officiels du Parti³. Pour notre part, nous partons de l'hypothèse qu'un discours politique qui traite régulièrement de la morale exprime une certaine *perspective morale* et nous cherchons à l'identifier.

D'emblée, il faut préciser qu'il n'y a pas *une*, mais *plusieurs* perspectives morales concurrentes à l'époque de la perestroïka. Il est vain, à notre avis, de tenter d'identifier le

définissent longtemps comme des « socialistes »). Elles ne correspondent pas non plus forcément à la définition donnée à ces termes dans les sciences sociales occidentales.

¹ Philip BOOBYER, *Conscience, Dissent and Reform in Soviet Russia*, 2005.

² La dimension morale de la perestroïka est souvent oblitérée par les analystes occidentaux, peut-être parce qu'elle semble archaïque par rapport au vocabulaire politique contemporain. Une anecdote de traduction l'illustre bien. Dans son livre cité précédemment, Gorbatchev insiste constamment sur le fait que la perestroïka a des dimensions politique, économique et morale. Or, dans le texte de présentation qui apparaît en quatrième de couverture de la version française parue chez Flammarion, il est dit : « Mikhaïl Gorbatchev (...) annonce dans tous les domaines – sociaux, économiques, judiciaires – des changements radicaux ». Où donc est passée la morale ?

³ Le philosophe soviétique Abdoussalam Gousseïnov observe que le terme « morale » apparaît plus souvent dans le programme du Parti de 1986 que dans celui de 1961, où il apparaissait déjà vingt fois plus souvent que dans celui de 1919. Abdusalam GUSEJNOV, « Bol'še morali, no ne moralizatorstva » [Plus de morale, pas de moralisation], 1988, p.24.

sens fondamental de la morale, comme s'il agissait d'une idée unique dont on pourrait retracer l'histoire à travers ses manifestations contradictoires¹. À notre avis, il est plus fructueux de considérer la morale comme un enjeu de la lutte entre divers groupes sociaux qui cherchent à en définir le contenu et la portée politique. Notre démarche, dans ce chapitre, consiste à caractériser et distinguer les principales perspectives morales concurrentes dans le discours politique de l'époque de la perestroïka, à partir de ce qui constitue leur enjeu commun. Cet enjeu est la perception d'un déclin moral de la société soviétique et la quête concomitante d'un redressement moral. Comme nous l'avons mentionné, il s'agit là d'un enjeu qui fait à peu près l'unanimité, toutes tendances idéologiques confondues. Dans le vocabulaire de l'époque, il s'agit de dénoncer la « dégradation » (*degradaciâ*), la « corruption » (*razvrašenie*), le « dépérissement » (*razloženie*) de la morale, et de présenter les réformes comme le moyen de son « renouvellement » (*obnovlenie*), de sa « purification » (*očišenie*), de son « assainissement » (*ozdorovlenie*). Dans le vocabulaire de la philosophie politique contemporaine, il s'agit de « perfectionnisme politique »², soit l'idée selon laquelle les réformes doivent créer les conditions de l'épanouissement moral des citoyens. Les protagonistes des débats, à partir de là, divergent quant à la définition de la morale, les causes de son déclin et les moyens qui doivent être mis en œuvre pour la redresser. Dans ce chapitre, nous identifions dans le discours politique de l'époque de la perestroïka trois conceptions idéales-typiques de la morale³, qui chacune fonde une perspective morale différente sur la société soviétique. La première est la conception de la morale comme

¹ C'est ce que semblent postuler l'historien Philip Boobbyer et le politologue Leon Aron, qui compilent dans leurs ouvrages respectifs un nombre impressionnant d'énoncés relatifs à la morale de l'époque de la perestroïka, mais qui n'en distinguent pas les usages. Philip BOOBYER, *Op.cit.*; Leon ARON, *Roads to the Temple*, 2012.

² Le perfectionnisme politique ne doit pas être confondu avec le perfectionnisme moral, qui relève de la philosophie morale et qui traite des conditions de l'épanouissement individuel (voir à ce sujet Sandra LAUGIER (dir.), *La voix et la vertu. Variétés du perfectionnisme moral*), et encore moins avec le sens courant du terme, qui désigne une « tendance excessive à rechercher la perfection » (*Le Robert*, 2002, p.1902). Le terme « perfectionnisme » désigne ci-après le perfectionnisme politique. Pour une introduction à ce sujet : Steven WALL, « Perfectionism in Moral and Political Philosophy », 2012.

³ Les idéaux-types, suivant Marx Weber, soulignent les caractéristiques des cas les plus communs d'un certain phénomène. Ils doivent être considérés comme des outils de comparaison plutôt que des représentations exactes et exhaustives de ces phénomènes. Dans le cas présent, les différentes conceptions de la morale à l'époque de la perestroïka, bien que distinctes dans leur principe, sont parfois combinées dans le discours politique.

« conscience cognitive » (*soznanie*), qui est la plus courante dans les discours et documents officiels. La deuxième est la conception de la morale comme « conscience personnelle » (*sovest'*)¹, qui est surtout portée par les intellectuels nationalistes, mais que l'on retrouve aussi beaucoup chez les libéraux. La troisième est la conception de la morale comme « valeurs universelles » (*obšečlovečeskie cennosti*), qui devient dominante dans la vie publique soviétique à partir de 1987 en raison de son usage par l'intelligentsia libérale. Dans ce chapitre, nous présentons les caractéristiques propres à chacune de ces conceptions de la morale, les circonstances de leur émergence et leur portée politique.

Dans l'architecture générale de la présente thèse, cette typologie vise à éclairer la spécificité de la perspective morale de l'intelligentsia libérale, telle qu'elle se définit par rapport aux deux autres principales perspectives morales en vigueur dans la société soviétique de cette époque. Ce faisant, nous sommes à même d'apprécier qualitativement, dans le contexte plus large de l'histoire intellectuelle contemporaine, la transformation décisive qui se produit lorsque la perspective morale fondée sur les « valeurs universelles » devient dominante en URSS. Nous interprétons cette transformation comme la marque d'une *exacerbation des aspects romantiques* des idéaux associés au socialisme. Ce qui se présente dans le discours politique des libéraux comme une rupture fondamentale avec l'« idéologie soviétique » mobilise en fait les idéaux romantiques de cette dernière pour mieux rejeter ses prétentions doctrinaires et technocratiques, tout en conservant par ailleurs son universalisme et sa foi dans le progrès, la raison et la modernité.

Précisons d'emblée, pour éviter tout malentendu, que nous n'utilisons pas le concept de « romantisme » dans son sens péjoratif, qui désigne communément une

¹ En français, les termes *soznanie* et *sovest'* sont tous deux traduits par « conscience », ce qui nous oblige à les distinguer dans ce chapitre à l'aide d'un qualificatif : « conscience cognitive » et « conscience personnelle ». Le problème ne se pose pas dans d'autres langues, par exemple en anglais, où *soznanie* se dit *consciousness* et *sovest'* se dit *conscience*.

attitude politique idéaliste, superficielle et passive¹. Nous nous appuyons plutôt sur la définition du romantisme qu'en proposent le philosophe Michael Löwy et le sociologue Robert Sayre dans leur ouvrage sur le rapport entre le romantisme et la modernité². Pour eux, le romantisme est une vision du monde marquée par la révolte et la mélancolie : la révolte, d'une part, à l'encontre des effets corrupteurs de la modernité capitaliste - l'esprit de calcul, le désenchantement du monde, la quantification, la réification, la dissolution des liens sociaux, la domination bureaucratique -; la mélancolie, d'autre part, à l'endroit d'un passé perdu et, forcément, idéalisé. Le romantisme est donc marqué par « l'expérience de la perte » : « dans le réel moderne quelque chose de précieux a été perdu, à la fois au niveau de l'individu et de l'humanité. La vision romantique se caractérise par la conviction douloureuse et mélancolique que le présent manque de certaines valeurs humaines essentielles qui ont été aliénées »³. Pour Löwy et Sayre, cette vision n'est pas strictement réactionnaire, puisqu'elle défend deux grandes valeurs positives. La première est l'expression de la subjectivité de l'individu, de la richesse du moi. En cela, le romantisme est lui-même un produit de la modernité industrielle qui a miné les communautés traditionnelles et a individualisé les hommes par la division et la spécialisation du travail. La seconde grande valeur du romantisme est l'intégration du moi dans la totalité sociale et universelle. Contre la fragmentation des sociétés modernes, les romantiques cherchent à retrouver la plénitude d'une communauté organique entre les hommes ainsi qu'avec la nature. De là découle la critique typiquement romantique du politique moderne en tant que système mécanique, artificiel, sans vie et sans âme⁴.

¹ On trouve un exemple de ce genre d'interprétation chez Carl Schmitt, qui définit le romantisme politique comme un « occasionnalisme subjectivé », dont la complexité prend sa source dans « les insuffisances morales d'un lyrisme auquel n'importe quel prétexte peut servir de contenu ». La nature « essentiellement esthétique » du romantisme, ajoute-t-il, le rend inapte à n'importe quelle activité politique, aussi bien à la technique de la conquête qu'à toute décision qui engage le droit ou la morale ». Le romantisme politique, conclut-il, « finit là où commence l'activité politique réelle ». Carl SCHMITT, *Romantisme politique*, 1928, p.151, 145, 148.

² Michael LÖWY, Robert SAYRE, *Révolte et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*, 1992.

³ *Ibid.*, p.36.

⁴ *Ibid.*, p.41, 58

Le romantisme est généralement opposé à l'héritage des Lumières, qui célèbre le progrès universel de la Raison¹. Dans l'histoire intellectuelle européenne, cependant, cette opposition n'est pas toujours aussi tranchée. Jean-Jacques Rousseau, après tout, est une figure fondatrice du romantisme *et* des Lumières. Après lui, nombreux sont ceux qui héritent des deux visions du monde à la fois, depuis les romantiques du XIX^e siècle qui étaient favorables aux idéaux progressistes de la Révolution française, comme Victor Hugo et Herder, jusqu'aux marxistes du XX^e siècle qui sont fortement marqués par le romantisme, comme le jeune Georg Lukács. S'il est vrai que la plupart des romantiques des deux derniers siècles sont des conservateurs qui cherchent à restituer les traditions du passé ou qui se désespèrent avec résignation de leur disparition², il est tout aussi vrai que de nombreux révolutionnaires de différentes couleurs idéologiques témoignent d'une forte sensibilité romantique et conçoivent le progrès dans la perspective de l'avènement d'une société organique dans laquelle la subjectivité se développerait de manière harmonieuse, par contraste explicite avec les tendances jugées aliénantes de la modernité capitaliste. Ce phénomène est illustré, de manière fort pertinente pour notre propos, par une tendance récente de l'historiographie de l'URSS, qui montre que le régime soviétique a activement fait la promotion d'idéaux romantiques, comme la réalisation harmonieuse de la personne, alors même qu'il était pleinement engagé, à l'époque stalinienne, dans une entreprise de modernisation accélérée³. Cette redécouverte des dimensions romantiques de l'idéologie soviétique renouvelle la vision usuelle de la construction du communisme, souvent présentée comme un projet strictement technocratique⁴, et permet de mieux comprendre comment des intellectuels formés dans la culture stalinienne ont pu

¹ Isaiah BERLIN, « The Counter-Enlightenment », 1997.

² On pense ici en particulier aux romantiques allemands qui idéalisent le Moyen-Âge, comme Schelling (en littérature), les frères Schlegel (en philosophie) et Adam Müller (en théorie politique).

³ Le texte fondateur de ce courant historiographique est celui d'Igal HALFIN et de Jochen HELLBECK, « Rethinking the Stalinist Subject: Stephen Kotkin's 'Magnetic Mountain' and the State of Soviet Historical Studies », 1996. Le principal ouvrage sur le « néo-romantisme stalinien » : Jochen HELLBECK, *Revolution on My Mind*, 2006.

⁴ Voir par exemple Michel HELLER, *La machine et les rouages*, 1985.

opposer à l'arbitraire du pouvoir soviétique, après la mort de Staline, une critique pétrie d'idéaux romantiques¹.

L'interprétation de la perspective morale de l'intelligentsia libérale que nous proposons dans ce chapitre s'appuie sur ces travaux récents traitant des dimensions romantiques de la politique et de la culture soviétiques, ainsi que sur la conceptualisation de Löwy et de Sayre, qui permet de rendre compte de formes non conservatrices de romantisme. Nous verrons ainsi que les libéraux soviétiques de la perestroïka, tout en poursuivant l'esprit des Lumières, expriment une perspective morale essentiellement romantique. D'une part, ils chantent les louanges du progrès, de la science, de la modernité et de la civilisation. Bien plus, ils font l'apologie plus ou moins voilée du système économique et politique des sociétés capitalistes occidentales, par rapport auxquelles la société soviétique accuserait un retard. D'autre part, leur perspective morale exprime la révolte à l'égard d'un système artificiel qui brime l'expression harmonieuse de la conscience personnelle, ainsi qu'une mélancolie à l'égard des valeurs universelles oubliées qui permettent à la société de se développer de manière naturelle². Cette perspective morale, avançons-nous, résulte de l'exacerbation des idéaux romantiques communément associés au socialisme dans le discours public soviétique. Cet héritage intellectuel est cependant masqué par la critique virulente que font les libéraux soviétiques de la perspective morale marxiste-léniniste. Nous verrons aussi que les débats

¹ Le déploiement d'une sensibilité romantique en URSS poststalinienne a fait l'objet d'un colloque à Princeton en 2014 : *SotsRomantizm. Romantic Subversions of Soviet Enlightenment: Questioning Socialism's Reason*. À cette occasion, l'historienne Courtney Doucette a prononcé une conférence intitulée « Sotsromantizm in the Age of Perestroika », dans laquelle elle observe comment l'impulsion romantique résonne dans le discours des réformistes autour de Gorbatchev à partir de l'étude de la controverse entourant la publication d'un article de la sociologue Tatiana Zaslavskaïa. Le *sotsromantizm* (romantisme socialiste) dont il est question dans ces travaux est toutefois défini à partir de ses applications au domaine de l'art, comme une évocation des aspirations émancipatrices de l'humanité, par opposition au réalisme. Nous tâchons pour notre part d'enrichir et de préciser la compréhension théorique du romantisme soviétique à partir des concepts de Löwy et de Sayre, qui présentent l'avantage de situer cette tendance dans un contexte intellectuel plus large, en tension avec la modernité.

² Dans le présent chapitre, nous nous penchons tout particulièrement sur la dimension sociale et politique de leur perspective morale. Nous traitons plus précisément de la question de l'harmonie de la conscience personnelle au chapitre 3. Nous verrons alors qu'elle se traduit par la condamnation dans la société soviétique des traits généralement associés à la modernité capitaliste et à la bourgeoisie: l'esprit d'adaptation, l'hypocrisie et le conformisme.

de cette époque sur le sens et la portée politique de la crise morale sont complexifiés par l'intervention des intellectuels nationalistes, dont la perspective morale est marquée par un romantisme conservateur.

Nous débutons ce chapitre par la présentation de la perspective morale fondée sur le concept de conscience cognitive, telle qu'elle est inscrite dans les documents officiels du Parti et mise en pratique par Gorbatchev dans les premières années de la perestroïka. Puis nous nous penchons sur la perspective morale défendue par les intellectuels nationalistes, fondée sur le concept de conscience personnelle. La dernière section porte sur la perspective morale de l'intelligentsia libérale, fondée sur les « valeurs universelles ».

A - La morale comme conscience cognitive

Pour identifier la conception officielle de la morale à l'aube de la perestroïka, nous nous appuyons sur deux sources qui font autorité à cette époque : la dernière version de la *Grande encyclopédie soviétique*, parue entre 1969 et 1978¹, et la dernière version du manuel de communisme scientifique des éditions *Politizdat*², parue en 1983. L'*Encyclopédie* énonce la définition officielle de la morale, tandis que le manuel explique sa place et son rôle dans la « société socialiste développée ». Nous proposons ensuite une courte histoire de la politique soviétique à l'égard de la morale, puis

¹ La *Grande encyclopédie soviétique* (*Bol'shaâ sovetskaâ ênciklopediâ*) est un ouvrage d'une envergure et d'une ambition exceptionnelles. À partir de 1926, elle connaît trois éditions, qui comptent chacune des dizaines de volumes et dont la parution s'étend sur plusieurs années. La dernière édition compte 30 tomes qui paraissent entre 1969 et 1978. Ainsi que l'écrit un historien des sciences, cette encyclopédie joue un rôle très important dans la société soviétique : « À l'instar de l'Encyclopédie dans la France du XVIII^e siècle, la *Grande encyclopédie soviétique* avait non seulement une fonction descriptive, mais aussi une fonction normative dans le projet des 'Lumières' soviétiques : elle définissait les frontières du savoir, certifiait les théories scientifiques incluses dans ses volumes... ». Slava GEROVITCH, *From Newspeak to Cyberspeak*, 2002, p.103.

² *Politizdat* est le principal éditeur de littérature politique du Parti communiste d'URSS. La discipline du communisme scientifique a été introduite à partir de 1963 comme objet d'une formation obligatoire pour toutes les études supérieures en URSS. Le communisme scientifique était considéré comme l'une des trois branches du marxisme-léninisme, avec la philosophie marxiste-léniniste et l'économie politique.

montrons comment cette politique s'est déployée pendant les deux premières années de la perestroïka.

1) Intériorisation et réalisation de soi

La morale, selon la *Grande encyclopédie soviétique*, est « l'un des moyens de régulation normative de l'action de l'homme en société »¹. Contrairement au droit et à la coutume - que l'*Encyclopédie* identifie comme les autres moyens de régulation normative - la morale ne s'exerce pas sur la base d'institutions ou de l'habitude, mais par l'« intériorisation » (*prinâtie vnutrenne*) consciente de normes par lesquelles l'homme « oriente son comportement », et ce, dans « toutes les sphères de la vie sociale sans exception : au travail, dans la vie quotidienne, en politique, dans la science, dans les rapports familiaux et personnels, ainsi que dans les rapports entre groupes, classes et nations »². Sont ainsi posés d'emblée le caractère total - non pas uniquement privé - de la morale et le fait qu'elle vient à l'homme *de l'extérieur*. Le manuel de communisme scientifique détaille son contenu et la manière par laquelle se produit cette « intériorisation ». Deux aspects essentiels s'en dégagent : la détermination sociale du contenu de la morale et son statut d'*objet* de la politique du Parti-État.

Selon la perspective soviétique officielle, la morale est socialement conditionnée, c'est-à-dire que son contenu est déterminé par les rapports de production. Chaque classe sociale a sa propre morale et, par extension, la morale d'une société est déterminée par la classe sociale au pouvoir. Les philosophes bourgeois, affirment les auteurs du manuel, tentent de définir la morale de manière abstraite, comme une propriété intrinsèque de l'esprit. Or, leur morale est nécessairement bourgeoise, car elle justifie l'exploitation de la majorité par la minorité qui détient les moyens de production. La morale prolétarienne, au contraire, est portée par la classe qui a vocation à devenir universelle dans la société sans classe. Elle constitue donc, ainsi que l'affirme l'*Encyclopédie*, « la pierre angulaire

¹ « Moral' » [Morale], *Bol'shâ sovetskaâ ènciklopediâ* [Grande encyclopédie soviétique], 3e éd., p.559.

² *Ibid.*, p.560.

de la morale socialiste et communiste, qui concentre en elle-même l'expression la plus complète des normes de la morale universelle »¹. La détermination de classe de la morale communiste, dans cette perspective, est au fondement de son caractère universel, que les auteurs de l'*Encyclopédie* et du manuel désignent comme un humanisme.

Le communisme scientifique pose que la morale joue un rôle central dans la société soviétique. Elle constitue l'un des éléments essentiels, avec l'économie et la politique, de la « totalité organique du système social ». Le « socialisme mature », est-il dit, « se présente comme une totalité, dans laquelle l'économie, la structure de classe de la société, la vie politique, la culture morale sont en concordance. »². Cela signifie que l'intériorisation de la morale est à la fois une condition et une finalité du développement sociopolitique : « la formation d'un nouvel homme n'est pas seulement l'objectif le plus important, mais aussi une condition nécessaire à la construction du communisme »³.

Au-delà de cette idée d'interdépendance entre toutes les sphères du social, il est clair que la morale est avant tout considérée par le communisme scientifique comme un *objet* de la politique d'État. Plus précisément, un objet de fabrication. Conformément aux thèses du matérialisme historique, la morale est avant tout façonnée par la transformation des rapports de production. Le manuel pose cette thèse comme une évidence : « La transformation des rapports sociaux lors du processus de construction du socialisme et du communisme mène inévitablement à des changements dans la situation et le comportement des gens en société, dans leur aspect moral. Une nouvelle formation sociale crée un nouveau type social de personnalité »⁴. C'est ce que le communisme

¹ *Ibid.* L'*Encyclopédie* n'explique pas en quoi la morale socialiste diffère de la morale communiste. La seconde est mentionnée plus souvent que la première dans les documents soviétiques officiels. Nous suivons cet usage.

² Pëtr FEDOSEEV et al., *Naučnyj kommunizm : učebnik* [Communisme scientifique : manuel], 1983, p.256.

³ *Ibid.*, p.411.

⁴ *Ibid.*, p.402. Pour être exact, il est écrit dans le manuel « dans leur aspect spirituel-moral », mais nous disons simplement « aspect moral », suivant la règle terminologique que nous avons posée au début de ce chapitre.

scientifique désigne comme les « facteurs objectifs » du développement de la morale. Ces facteurs sont jugés nécessaires, mais non suffisants :

*Le socialisme crée des conditions favorables à la pleine satisfaction des besoins matériels et moraux de l'homme. Cependant, le communisme scientifique considère qu'il serait erroné de compter sur l'influence automatiquement positive des facteurs objectifs. Afin que ce processus ne conduise pas à une rechute dans la psychologie philistine et petite-bourgeoise, il faut constamment augmenter le niveau idéal-moral et culturel des gens.*¹

C'est ici qu'intervient la mission pédagogique du Parti, désignée comme une « éducation communiste » (*kommunističeskoe vospitanie*), une « éducation de la personnalité » (*vospitanie ličnosti*) ou un « travail éducatif-idéologique » (*vospitatel'no-ideologičeskâ rabota*). Cette tâche pédagogique, qui est loin de se limiter au cadre scolaire et qui prend aussi pour objet les adultes, consiste à inculquer « la vision du monde marxiste-léniniste » ainsi que les « principes fondamentaux et normes de la morale communiste », tels qu'ils sont énoncés dans le *Code moral du constructeur du communisme* joint au programme du Parti². En principe, la morale communiste sera si bien intériorisée au moment de l'avènement du communisme qu'elle relèvera des habitudes. Déjà, les auteurs du manuel de communisme scientifique se félicitent de ce que, « grâce à la construction du socialisme et au travail d'éducation du parti », les Soviétiques ont intériorisé les valeurs de patriotisme et d'internationalisme³. En somme, la morale est considérée comme la faculté cognitive d'intériorisation des normes prescrites, ce qu'expriment les concepts de *soznatel'nost'* et surtout de *soznanie* (conscience cognitive) qui lui sont fréquemment associés. Ceux-ci sont aussi déclinés en diverses variantes : conscience socialiste, conscience sociale, conscience politique, etc. Cette faculté cognitive, de surcroît, peut être quantifiée : le communisme scientifique

¹ *Ibid.*, p.418.

² *Ibid.*, p.417. Nous verrons plus loin dans quelles circonstances le *Code moral* a été adopté.

³ *Ibid.*, p.415.

mesure la morale d'une société selon son « niveau de conscience », dont on peut observer l'augmentation ou le déclin¹.

L'idée selon laquelle l'intériorisation de la morale doit se transformer en habitude vient contredire un élément de la définition de l'*Encyclopédie* que nous avons citée précédemment, posant que la morale, contrairement à la coutume, s'appuie sur des actions pleinement conscientes. De fait, le manuel de communisme scientifique insiste lui aussi sur le caractère dynamique de l'intériorisation de la morale : « L'élaboration de la morale communiste n'est pas un processus unilatéral, dans lequel l'homme ne serait que l'objet passif de l'éducation. Le succès de l'éducation communiste de la personnalité dépend non seulement de facteurs objectifs et du travail idéologique, mais aussi de la personnalité elle-même, de son aspiration au perfectionnement. »² Cela signifie que l'enseignement prodigué par le Parti ne doit pas rester lettre morte, mais doit être mis en pratique : « Cependant les connaissances ne suffisent pas à former une vision du monde. Il faut qu'elles deviennent les convictions profondes et intérieures de l'homme et qu'elles s'expriment dans son rapport pratique et actif avec son environnement. »³. Le concept d'« activité » (*aktivnost'*) désigne communément l'esprit d'initiative dont font preuve les Soviétiques pour mettre en pratique les principes de la morale socialiste. Pour en souligner l'importance, le manuel cite le plénum du Comité central de juin 1983, où il est dit que « le perfectionnement du socialisme dépend du niveau de conscience (*soznatel'nost'*) et d'activité (*aktivnost'*) »⁴. Cet accent sur l'expression pratique des convictions intérieures s'accompagne d'un appel typiquement romantique à la réalisation de soi : « Le communisme, c'est le régime où s'épanouissent le plus pleinement les capacités et talents, les meilleures qualités morales de l'homme libre »⁵. Le Parti se donne ainsi pour objectif de garantir le « développement total de la personnalité » (*vsestoronnee*

¹ *Ibid.*, p.418.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p.415.

⁴ *Ibid.*, p.411.

⁵ *Ibid.*, p.261.

razvitiie ličnosti), défini comme « l'éducation de l'homme qui combine harmonieusement en soi la richesse de l'esprit, la pureté morale et le perfectionnement physique »¹.

Le communisme scientifique prône donc à la fois l'intériorisation des normes prescrites et la réalisation des convictions profondes. Selon la perspective soviétique officielle sur la morale, il n'y a pas là source de tension : contrôle et expression des convictions sont deux facettes d'une même vision fonctionnaliste et artificialiste de la morale qui prend pour objet la faculté cognitive à intérioriser et à réaliser les normes édictées et inculquées par le Parti-État. Ce n'est certainement pas un hasard si, dans le manuel de communisme scientifique, ces deux aspects de la politique sur la morale sont traités dans un même chapitre, qui a pour titre : « Le développement total de la personnalité. L'éducation communiste des travailleurs »². Le projet perfectionniste qui consiste à créer et inculquer une nouvelle morale grâce à laquelle les gens pourraient se réaliser pleinement est promu par l'État soviétique depuis ses origines. D'une époque à l'autre, cependant, les moyens employés ont grandement varié, alors que l'accent s'est déplacé de la discipline et du contrôle extérieur vers la mobilisation et l'expression de soi. Nous en proposons ici un bref tour d'horizon historique.

2) Courte histoire de la morale comme objet de la politique soviétique

Le philosophe Claude Lefort a écrit au sujet du régime soviétique que la logique du pouvoir totalitaire repose sur deux principes apparemment contradictoires : l'organicisme et l'artificialisme³. D'un côté, la société se présente « comme un grand corps dont les organes et les membres fonctionneraient d'une seule pièce »⁴. C'est ce qui fonde l'idée de

¹ *Ibid.*, p.422.

² *Ibid.*, p.402.

³ Claude LEFORT, *Un homme en trop. Réflexions sur « L'Archipel du Goulag »*, 1976. Sur l'évolution de la réflexion de Lefort sur l'URSS, voir Cécile VAISSIÉ, « Claude Lefort et l'URSS : le 'principe de réalité' », 2015.

⁴ Claude LEFORT, *Op.cit.*, p.75.

la consubstantialité de l'État et de la société civile, qui a pour corollaire la négation de toute division sociale qui s'engendrerait de l'intérieur de la société. En vertu de ce principe, toute revendication spécifique qui contredirait l'unité sociale est rapportée à un extérieur : la bourgeoisie. D'un autre côté, les rapports sociaux résultent de l'action de l'État, qui produit l'unification. Lefort insiste sur le fait que ces deux principes vont de pair : « L'unité n'est censée s'instaurer qu'autant qu'elle est produite – conçue et fabriquée; et la créature n'est unie au créateur que parce qu'il est juché sur son dos et gouverne chacun de ses mouvements »¹. Cette dualité observée par Lefort est liée au rapport spécifique qu'entretient le régime soviétique avec la modernité : alors même qu'il se présente comme une utopie technocratique radicalisant les idéaux rationalistes et mécanistes des Lumières, il se donne pour but l'avènement d'une communauté organique harmonieuse délivrée de la division sociale et de l'aliénation provoquées par la modernité². Cette dualité est manifeste dans la politique soviétique officielle à l'égard de la morale, qui déploie les outils modernes de contrôle, d'éducation, de quantification et de rationalisation afin de réaliser l'idéal typiquement romantique de la réalisation de soi au sein d'une communauté organique. Au cours de l'histoire du régime soviétique, cependant, le rapport entre les dimensions artificialiste et organiciste de ce projet perfectionniste a varié de manière significative.

Lors de l'avènement de l'État soviétique, la société socialiste est conçue comme une machine, ou plus exactement, comme une usine mécanisée. Les bolcheviks suivent en cela la tendance dominante au sein du marxisme depuis la II^e Internationale, qui fait de cette doctrine une science de l'organisation rationnelle de la société. Le social-démocrate allemand Karl Kautsky, l'une des principales figures du « marxisme scientifique », écrit : « Dans la société socialiste, qui après tout n'est qu'une simple entreprise industrielle géante, la production et la planification doivent être exactement planifiées et organisées

¹ *Ibid.*

² C'est ce qu'affirme l'historien Stephen Kotkin au sujet du stalinisme : « Au final, la principale raison pour laquelle l'URSS doit être réintégrée à l'histoire européenne est que le stalinisme constitue la quintessence de l'utopie des Lumières, soit une tentative par les moyens de l'État d'imposer à la société un ordre rationnel, et en même temps dépasser la déchirante division de classes provoquée par l'industrialisation au XIX^e siècle. » Stephen KOTKIN, *Magnetic Mountain*, 1995, p.364.

comme elles le sont dans une grande entreprise industrielle moderne. »¹ En Russie, cette vision du socialisme, marquée par l'évolutionnisme, le positivisme et le fordisme, est notamment défendue par Gueorgui Plekhanov, puis par Lénine. En soi, cette perspective est fort lointaine de l'idéal romantique de la communauté organique fondée sur des valeurs humaines aliénées par la modernité. Lénine écrit d'ailleurs en 1897 un violent pamphlet dans lequel il attaque le « romantisme économique » des *narodniki*² et leur idée d'introduire la technologie moderne tout en préservant la communauté organique traditionnelle³. Après la Révolution d'octobre 1917, la construction de l'État soviétique se présente comme une vaste utopie modernisatrice artificialiste qui, par les outils de la science et du progrès industriel, vise à créer une société et un homme nouveaux. Certes, cette entreprise est inspirée par plusieurs impulsions morales : la critique des vices du monde bourgeois et, à l'inverse, la promotion de l'éthique ascétique des révolutionnaires professionnels. Mais en ce qui concerne la morale de la société dans son ensemble, les bolcheviks sont fidèles à la doctrine marxiste classique : la morale relève de la superstructure et est donc déterminée par les rapports de production. Lénine déclare dans son discours « Sur la morale communiste », prononcé en 1920 au III^e Congrès du komsomol : la morale universelle est une invention bourgeoise; est moral pour un communiste ce qui sert la cause du communisme. C'est encore la position officielle exprimée trente ans plus tard dans la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* : « Le marxisme-léninisme (...) a démontré que les principes moraux et les normes de comportement, tout comme la signification du bien et du mal, ne sont pas éternels et immuables, mais dépendants des rapports économiques d'une société donnée »⁴.

¹ Cité par Pekka SUTELA, *Economic Thought and Economic Reform in the Soviet Union*, 1991, p.7.

² Au XIX^e siècle, les *narodniki* (en français, les « populistes ») défendaient une version du socialisme visant à combiner le collectivisme de la commune paysanne traditionnelle et les technologies de la modernité industrielle afin de faire progresser la société vers la modernité sans passer par les affres du capitalisme.

³ Vladimir LÉNINE, *Pour caractériser le romantisme économique. Sismondi et nos sismondistes nationaux*, 1897.

⁴ « Nравственность » [Morale], *Bol'shaâ sovetskaâ ènciclopediâ* [Grande encyclopédie soviétique], 2e éd., 1954, p.205.

Ce refus d'une morale formelle n'empêche pas les dirigeants soviétiques de l'État soviétique, ainsi que le montre l'historien David Hoffmann¹, de s'intéresser de près aux mœurs de leurs sujets, comme d'ailleurs la plupart des États occidentaux pendant l'entre-deux-guerres. Le Parti mène de vastes campagnes visant à inculquer au peuple les mesures d'hygiène, de politesse, de discipline au travail et de bien parler jugées nécessaires au fonctionnement d'une société moderne. En URSS, cette tâche est jugée d'autant plus urgente qu'une très large proportion de la population migre alors des campagnes vers les villes dans le contexte d'une industrialisation à marche forcée, ce qui soumet la culture urbaine à la pression de traditions rurales jugées archaïques. Par rapport aux pays capitalistes, la spécificité du contenu du programme soviétique d'instruction du peuple est son accent sur le collectivisme : c'est par la dévotion à la cause collective que l'homme doit se libérer de l'égoïsme individuel et apprendre à se conduire de manière civilisée². Une autre spécificité de l'entreprise « civilisatrice » soviétique est qu'il n'est quasiment jamais fait mention de la morale. Les campagnes d'éducation des jeunes et des adultes, de même que les manuels de bonne conduite pour les membres du Parti, le « mouvement des épouses »³ et les autres programmes de redressement des mœurs sont menés au nom de la *kul'turnost'* – la civilité⁴. Dans son usage officiel de l'époque stalinienne, la *kul'turnost'* est conçue comme un ensemble unique et cohérent de qualités auxquelles les Soviétiques doivent adhérer pour être dits civilisés, cultivés. Lorsqu'il est question de culture, la question n'est donc pas de savoir à quelle culture chacun s'identifie, mais si l'on est ou non *kul'turnyi* (cultivé). « Êtes-vous une personne cultivée ? », c'est la question que pose l'hebdomadaire *Ogonëk* dans tous les numéros de l'année 1936, sous la forme d'un questionnaire comprenant notamment des questions de

¹ David HOFFMANN, *Stalinist Values : the Cultural Norms of Soviet Modernity, 1917-1941*, 2003.

² *Ibid.*, p.47.

³ Le « mouvement des épouses » (*obšestvenica*), fondé en 1936, mobilise les femmes au foyer de hauts fonctionnaires et d'ingénieurs. Leur activisme consiste à visiter les usines pour y former les ouvriers à un mode de vie cultivé.

⁴ Au sujet de ce concept, voir Vadim VOLKOV, « The Concept of Kul'turnost' », 2000.

géographie, de culture politique ou de littérature. À la suite de quoi, le journal invite tout lecteur qui obtient au moins une mauvaise réponse à « travailler sur lui-même »¹.

La situation est quelque peu différente à l'intérieur du Parti, qui prétend à un rôle de leadership moral au sein de la société. Sur la pochette de chaque carte de membre du Parti est inscrite la phrase de Lénine : « Le Parti est l'esprit, l'honneur et la conscience (*sovest'*) de notre époque ». Les écarts de conduite des membres conduisent la direction du Parti à créer en 1920 des commissions de contrôle dont la mission est entre autres de lutter contre les comportements « petit-bourgeois » et les atteintes à la « morale prolétarienne »². Malgré les demandes formulées par des membres du Parti, aucun code de conduite explicite n'est cependant produit pour guider leur comportement³. Le directeur de la Commission centrale de contrôle, Emelian Yaroslavski, préfère évoquer « notre code non écrit de la morale communiste »⁴.

Pendant les premières années de la construction du régime soviétique, l'activisme bolchevik cherche donc avant tout à éveiller les masses incultes par la mobilisation et la contrainte disciplinaire, c'est-à-dire par l'intervention directe du Parti-État. Dans cette perspective, la conscience devait être apportée aux individus *de l'extérieur*. La déviance morale est alors attribuée à des facteurs environnementaux et plus particulièrement à l'appartenance de classe et aux « survivances » (*perežitki*) du capitalisme. Or, selon l'historien Jochen Hellbeck⁵, le début des années 1930 est marqué par une « seconde

¹ *Ibid.*, p.224.

² David HOFFMANN, *Op.cit*, p.61.

³ *Ibid.*, p.71.

⁴ *Ibid.*, p.59, 71. Au-delà du caractère historiquement relatif de la morale selon la doctrine marxiste classique, la raison du refus de l'État soviétique de formaliser la morale communiste à l'époque stalinienne pourrait être d'éviter de concurrencer la raison d'État comme fondement normatif de jugements légitimes, ce qui exposerait les conduites des agents du Parti-État à une critique morale de la part de ses sujets ou de pays étrangers. À l'époque des grandes purges, les fautes morales personnelles sont présentées dans les procès et les campagnes de dénigrement public comme les signes de crimes politiques, mais le Parti-État demeure quant à lui imperméable à toute critique morale, y compris celle d'avoir rendu ces crimes possibles.

⁵ Jochen HELLBECK, *Revolution On My Mind*, 2006.

révolution » qui engage le pays dans un « virage historique vers une sensibilité romantique »¹. Le « néo-romantisme stalinien » conçoit l'expression de la conscience personnelle - c'est-à-dire un mouvement *de l'intérieur vers l'extérieur* - comme un moteur du développement sociopolitique, plutôt qu'un simple objet de façonnement. Dans une société soviétique « développée », les facteurs environnementaux ne peuvent plus être considérés comme les seules sources de la morale, qui doit aussi résulter de l'initiative personnelle. La propagande officielle chante les exploits de ses héros : travailleurs, militaires, artistes et scientifiques s'étant distingués par leur apport exceptionnel à la cause commune. La célébration des stakhanovistes, à cet égard, constitue un cas de figure. Les journaux intimes étudiés par Hellbeck montrent que l'idéal romantique de réalisation de soi par l'intériorisation des valeurs communes est largement adopté par de nombreux Soviétiques, qui y voient un moyen privilégié de mener une vie libre et moralement juste. Le « néo-romantisme stalinien » observé par Hellbeck demeure cependant marqué par plusieurs aspects essentiels de l'utopie artificialiste soviétique, à commencer par une foi inébranlable dans la science et le progrès. Plus important encore, l'interprétation et la diffusion des normes demeurent l'apanage du Parti-État, qui se réserve le pouvoir de sévir contre ceux dont l'action jugée subversive trahit une déviance morale.

À l'issue de la période stalinienne, la définition soviétique officielle de la morale a déjà la plupart des traits de celle qui est en vigueur à la veille de la perestroïka. Dans la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique*, qui paraît au milieu des années 1950, la morale est définie comme « l'une des formes de la conscience (*soznanie*) sociale. Elle représente l'ensemble des principes et normes de comportement qui concernent les rapports des gens entre eux ainsi qu'avec la société »². L'*Encyclopédie* condamne la morale abstraite comme une morale bourgeoise et décrit la « morale prolétarienne et communiste » comme la nouvelle morale « réellement humaine ». Dans l'article sur la

¹ *Ibid*, p.28.

² « Nравственность' »[Morale], *Bol'shaâ sovetskaâ enciklopediâ* [Grande encyclopédie soviétique], 2e éd., p.205-207.

« morale communiste » de la même encyclopédie, cette morale est dite « pénétrée d'humanisme socialiste, qui oblige à respecter la dignité de l'homme, à se soucier de l'homme et à détester toutes les formes d'humiliation et d'asservissement de l'homme ». Elle exige l'honnêteté, la simplicité, la modestie, la sincérité et le respect dans les relations entre camarades, entre époux, entre parents et enfants. L'article se conclut sur la question de l'éducation à la morale communiste. Cette dernière est confiée au Parti, qui utilise à cette fin « l'opinion publique, l'école, la presse, la littérature et d'autres types d'art. Le travail idéologique du Parti joue un rôle immense dans l'assainissement de la conscience des gens des survivances du capitalisme »¹. Au terme du virage « néo-romantique stalinien », les documents officiels posent déjà la logique complexe de la réalisation de soi par l'intériorisation de normes édictées et inculquées par le Parti. Une logique que l'on retrouve encore, comme nous l'avons vu, dans les documents officiels parus quelques décennies plus tard.

La nouveauté de l'époque de Khrouchtchev, en ce qui concerne la morale comme objet de politique, ne réside pas tant dans un changement de perspective que dans une formalisation des normes morales en vue de l'universalisation des pratiques de réalisation de soi par l'intériorisation. En 1956, le fameux « discours secret » de Khrouchtchev au XX^e Congrès du Parti lance officiellement la politique de déstalinisation. Le nouveau Secrétaire général s'y moque de la propension de Staline à voir des ennemis chez tous ceux qui ne pensent pas comme lui. Par contraste, il vante la capacité de Lénine à reconnaître les fautes des honnêtes communistes comme des erreurs qui peuvent être corrigées sans recourir à la répression. En mai 1959, Khrouchtchev déclare dans un discours prononcé au III^e Congrès des écrivains, puis publié à la une de la *Pravda* : « Nous pensons qu'il n'y a personne qui ne puisse être rééduqué » et il précise que cela concerne « aussi bien les opposants politiques que les criminels »². C'est le début d'une nouvelle stratégie politique qui repose sur une importante réduction de la répression – y compris une amnistie rétroactive pour des milliers de prisonniers du

¹ « *Navstvennost' kommunističeskaâ* » [Morale communiste], *Op.cit.*, p.208.

² Cité par Miriam DOSBON, *Khrushchev's Cold Summer*, 2009, p.146.

goulag –, mais aussi une large extension du contrôle moral¹. Le nouveau programme du Parti adopté en 1961 proclame en grande pompe la mission perfectionniste du Parti-État dans la phase finale de la construction du communisme, dont l'échéance est désignée pour l'année 1980. À l'aube de la fin de l'histoire, est-il écrit dans ce programme, l'exercice de la contrainte doit laisser la place au pouvoir régulateur de la morale: « Au cours de la transition vers le communisme, les principes moraux de la société deviennent de plus en plus importants; la sphère d'action du facteur moral s'étend, tandis que l'importance du contrôle administratif des relations humaines décroît proportionnellement. »² Afin de guider la société dans la voie du contrôle moral, le Parti adjoint au nouveau programme un document sans précédent en URSS: le *Code moral du constructeur du communisme*, une sorte de petit catéchisme stipulant les douze vertus attendues de chacun. Le contenu de ce document, en lui-même, n'a rien de foncièrement nouveau. Ses auteurs réitèrent l'idée léniniste selon laquelle la morale doit avant tout servir la cause du communisme : l'article 1 du *Code moral* est « la dévotion à la cause communiste et l'amour de la patrie socialiste ». Les autres articles concernent des valeurs typiquement soviétiques comme le collectivisme (article 5), ou des valeurs traditionnelles déjà véhiculées dans les campagnes pour la discipline et la civilité, comme le « travail consciencieux pour le bien de la société » (article 2), le « respect mutuel » (article 6), « l'honnêteté » (article 8) et « le respect de la famille » (article 9)³. La réelle nouveauté du *Code moral* réside surtout dans le fait même de sa formalisation qui permet son utilisation par le plus grand nombre. Contrairement au « code non écrit de la morale communiste » en vigueur sous Staline, dont les organes dûment autorisés avaient le

¹ Évidemment, l'État soviétique ne renonce pas à l'usage de la contrainte légale, mais la contrainte est désormais considérée comme une mesure de dernier recours, lorsque le contrôle moral se montre inefficace. Khrouchtchev déclare: « Nous devons promouvoir en chacun de grandes qualités morales (...). Mais tant que ces qualités n'ont pas été inculquées au peuple entier, il faut bien faire face à la réalité. (...) Si la moralité d'un travailleur n'est pas aussi élevée qu'elle devrait l'être, alors la loi exige qu'il agisse comme il le doit. » Cité par Miriam Dobson. *Op.cit.*, p.154.

² Cité par Richard DE GEORGE, *Soviet Ethics and Morality*, 1969, p.106.

³ Pour une analyse détaillée du contenu du *Code moral*, voir Richard DE GEORGE, *Op.cit.*, chapitre 5. Fedor Bourlatski, qui a participé à la rédaction du Code moral en 1961, raconte que le Code moral a été composé en trois heures à la demande de Khrouchtchev et que son contenu est inspiré des impératifs chrétiens afin qu'il soit bien reçu par la population. R. ZVÁGEL'SKIJ, « Fedor Burlackij: "Sud'ba dala mne šans" » [Fedor Bourlatski : "Le destin m'a donné une chance"], 2007.

monopole de l'interprétation légitime, le *Code Moral* de 1961 est conçu dans la perspective d'un contrôle moral de la société sur elle-même.

Dans son discours au Congrès du Parti où est adopté le nouveau programme, Khrouchtchev déclare : « Il faut relever l'attention et les attentes du public à l'égard du comportement des gens (...) Nous devons utiliser plus activement le poids moral et l'autorité du public pour combattre ceux qui violent les normes et règles de la vie commune socialiste. »¹ Cela implique, d'une part, que le régime élève ses attentes quant au comportement des citoyens ordinaires. Les campagnes lancées à cette époque contre les « parasites » pénalisent des actes autrefois tolérés, comme l'ivrognerie, la rudesse et le manque de respect. Cela implique, d'autre part, une vaste mobilisation de la société. Le Parti cherche tout d'abord à mobiliser l'opinion publique, qui s'exprime dans les organes officiels du Parti, des « syndicats » (*profsoûzy*), du komsomol, des Unions créatives² et des organisations qui leur sont affiliées, y compris les journaux et revues. Le Parti mobilise aussi les sciences sociales. Les philosophes se voient confier la tâche de développer et défendre le *Code moral*, tandis que le perfectionnement des méthodes de redressement moral est confié aux sociologues, aux psychologues et aux pédagogues. Ces derniers acceptent cette nouvelle responsabilité avec enthousiasme : le philosophe Richard De George estime huit ans plus tard que le volume de la littérature scientifique consacrée en URSS à la morale et aux moyens de son inculcation dépasse de loin tout ce qui s'est écrit à ce sujet en Occident³. De manière plus ambitieuse encore, le Parti-État cherche à mobiliser la population en général afin qu'elle mette en pratique les normes de la morale communiste au quotidien. Dans les mois qui suivent l'adoption du nouveau programme et du *Code moral*, des réunions du Parti se tiennent dans les lieux de travail pour en propager le contenu. Des activistes sont aussi envoyés pour faire du porte-à-porte auprès des Soviétiques qui ne sont pas membres du Parti et pour évaluer leurs réactions.

¹ Cité par Oleg KHARKHORDIN, *The Collective and the Individual in Russia*, 1999, p.298.

² Les Unions créatives (*tvorčeskie soûzy*) rassemblent les représentants reconnus de chaque profession artistique sous le patronage du Parti. Sur l'une des plus importantes d'entre elles, voir Alexis BERELOWITCH, « Union des écrivains soviétiques ».

³ Richard DE GEORGE, *Op.cit.*, p. 111.

Dans la seule ville de Moscou, plus de 400 000 propagandistes et agitateurs sont ainsi mobilisés¹. Dans son ouvrage sur la formation de la subjectivité soviétique, le sociologue Oleg Kharkhordine a montré que les pratiques de contrôle fondées sur la surveillance par les pairs s'étendent et gagnent en intensité à l'époque poststalinienne, afin d'inciter les Soviétiques à se perfectionner moralement à chacune des étapes de leur vie². Censée graduellement suppléer la contrainte d'État, la morale acquiert ainsi un domaine d'application beaucoup plus large que les règles de bien vivre destinées aux membres du Parti ou la civilité attendue d'une population jugée foncièrement archaïque. Ce sont des normes universelles que l'ensemble des citoyens soviétiques doivent pratiquer dans tous les aspects de leur existence.

L'élite bureaucratique, qui soutient le remplacement de Nikita Khrouchtchev par Léonide Brejnev en 1964, met un frein à l'ambitieux programme de redressement moral de la société. Le programme de 1961 est abandonné en 1965, mais le *Code moral* est conservé. Comme nous l'avons vu, il est mentionné dans l'article sur la morale de la troisième édition de la *Grande encyclopédie soviétique*, qui paraît entre 1969 et 1978. Sous Brejnev, la priorité n'est cependant plus le contrôle moral de la société sur elle-même, mais le respect de la hiérarchie et la « confiance dans les cadres ». Le thème de la morale demeure présent dans les discours officiels des années 1970, mais il perd sa dimension réformatrice et critique. Soumise à une censure plus sévère, la presse soviétique se borne désormais à la célébration rituelle de la haute moralité du « mode de vie » soviétique.

¹ Miriam DOBSON, *Op.cit.*, p.210.

² Citons par exemple le « Passage Lénine », une procédure par laquelle chaque étudiant de l'école secondaire voit chaque année sa personnalité discutée et jugée par une commission formée de représentants du collectif étudiant, en présence de professeurs. Oleg KHARKHORDIN, *The Collective and the Individual in Russia : A Study of Background Practices*, 1999.

3) La perestroïka et le regain du contrôle moral (1985-1986)

Ce n'est pas à Gorbatchev que revient la responsabilité d'avoir mis fin au conservatisme brejnévien et d'avoir relancé le projet de redressement moral de la société. C'est plutôt l'œuvre d'un ancien directeur du KGB, Youri Andropov, qui succède à Brejnev à la tête du pays en 1982. Pour redresser le niveau moral de la société, il propose un renforcement de la discipline, à la fois contre les bureaucrates et contre la population en général. Concrètement, il encourage notamment des raids policiers dans les restaurants, les bains publics et les cinémas pour y débusquer ceux qui s'y trouvent pendant les heures de travail. Andropov ne cherche cependant pas à impliquer la société dans ce travail de régulation morale.

Si la presse n'est pas autorisée à jouer un véritable rôle critique, les sciences sociales sont appelées, pour leur part, à retrouver leur rôle d'expertise auprès des dirigeants, afin de les aider à comprendre et à gérer la société. Andropov fait à ce sujet un aveu devenu célèbre : « Nous ne savons pas où nous en sommes. Nous ne connaissons pas la société dans laquelle nous vivons ». ¹ Cette déclaration est largement interprétée comme un encouragement à la production d'études critiques de la société soviétique qui, à défaut d'être rendues publiques, pourraient orienter la politique du Parti.

Gravement malade, Andropov meurt après quinze mois au poste de Secrétaire général. Son successeur, Konstantin Tchernenko, demeure moins de temps encore au pouvoir. Le Politburo, las des cérémonies funéraires sur la Place rouge, élit le 11 mars 1985 un jeune Secrétaire général d'à peine 54 ans : Mikhaïl Gorbatchev. Dès son premier discours, lors du plénum du Comité central d'avril 1985, celui-ci exprime son intention de s'engager dans une voie résolument réformiste. Les nouveaux slogans sont la perestroïka (la reconstruction), la glasnost² (la transparence) et l'*uskorenie*

¹ Ūrij ANDROPOV, «Učenie Karla Marksa i nekotorye voprosy kommunističeskogo stroitel'stva v SSSR » [L'enseignement de Karl Marx et quelques questions relatives à la construction du communisme en URSS], 1983, p.299.

² Pour alléger la lecture, nous utilisons les formes francisées des termes *perestrojka* et *glasnost*'.

(l'accélération). Tout doit être accéléré: la production, l'activité du Parti, le progrès scientifique et technique. Il s'agit donc d'optimiser le fonctionnement des mécanismes existants, à commencer par les organes du Parti, pour surmonter la « stagnation » de la société. Au tout début de la perestroïka, Gorbatchev s'inscrit dans la filiation de la perspective soviétique officielle qui fait dépendre le renouvellement moral de l'intériorisation des normes édictées par le Parti.

Cette filiation idéologique apparaît clairement dans le nouveau programme du Parti qui est adopté au début de 1986¹, où les passages sur la morale sont conformes aux thèses du communisme scientifique. Le nouveau programme identifie « les tâches du PCUS pour le perfectionnement du socialisme et le passage graduel au communisme » dans quatre domaines : économique, social, politique et moral². Dans ce dernier domaine, la tâche du Parti est « une plus grande consolidation de l'idéologie socialiste dans la conscience (*soznanie*) des gens soviétiques; la pleine affirmation des principes moraux du socialisme, l'esprit du collectivisme et l'entraide entre camarades; l'accession des larges masses de la population aux accomplissements de la science et aux valeurs de la culture; la formation d'une personnalité complètement développée »³. Détaillant plus loin les tâches concrètes du « travail idéal-éducatif » du Parti, le programme affirme que la morale communiste est une morale collectiviste, humaniste et active - car elle incite les gens à s'intéresser à participer à la vie du pays⁴. Dans un passage qui semble littéralement copié du manuel de communisme scientifique, il est dit que l'objectif du travail d'éducation morale des citoyens est de « développer une personnalité harmonieuse et

¹ Lors du XXVII^e Congrès du Parti communiste d'URSS, qui se tient à Moscou du 25 février au 6 mars 1986, comme Khrouchtchev en 1961, Gorbatchev cherche à marquer le début d'une ère nouvelle par l'adoption d'un nouveau programme, ce qui en fait le troisième depuis la création de l'URSS.

² COMPLÉTER « SPIRITUEL »

³ XXVII S'ezd Kommunističeskoj Partii Sovetskogo soûza. Stenografičeskij otčet [XXVII^e Congrès du Parti communiste d'URSS. Rapport sténographique], 1986, p.574.

⁴ *Ibid.*, p.598.

socialement active, qui combine la richesse de l'esprit, la pureté morale et le perfectionnement physique. »¹

Pendant les deux premières années de la perestroïka (1985-1986), le renforcement du contrôle va de pair avec les efforts pour mobiliser la population. À cette époque, l'un des maîtres-mots du projet gorbatchévien de redressement moral est la *discipline*, un terme hérité de la vision bolchévique de la société-usine. Le terme apparaît d'ailleurs plus souvent que celui de « glasnost » dans le discours d'avril 1985 de Gorbatchev². Le Secrétaire général est soutenu dans cette voie réformiste autoritaire par l'apparatchik Egor Ligachev, qu'il a nommé la même année au poste de secrétaire du Comité central à l'idéologie, ce qui en fait le deuxième personnage le plus important du Parti-État. La plus célèbre des mesures préparées par le tandem Gorbatchev-Ligachev est la campagne de prohibition lancée en mai 1985 et conçue pour améliorer la productivité des travailleurs. Les diverses restrictions introduites - augmentation de l'âge légal de consommation à 21 ans, réduction draconienne de la production d'alcool - sont accompagnées par une vaste campagne de mobilisation encourageant la population à faire preuve d'initiative pour raviver les normes de la morale communiste³. La même année, Gorbatchev participe activement à la célébration du 50^e anniversaire du mouvement stakhanoviste, dont il célèbre l'héritage pour « l'émulation socialiste » et les « stimuli moraux »⁴.

Une autre importante mesure qui doit contribuer au redressement moral est la glasnost. Le Parti incite les Soviétiques à critiquer publiquement les comportements

¹ *Ibid.*, p.597. Tout ce passage est en gras dans le texte original.

² Vladimir SOGRIN, *Političeskaâ istoriâ sovremennoj Rossii 1985-2001* [Histoire politique de la Russie contemporaine 1985-2001], 2001, p.19.

³ Courtney DOUCETTE, « Remaking the Self to Remake Society: The Moral Foundations of Reform under Gorbachev », Conférence prononcée à l'ASEEES, 20 novembre 2015. La campagne de prohibition prive l'État des importants revenus dégagés par son monopole sur la vente d'alcool. Elle grève ainsi sévèrement le budget de l'État, qui y met fin en 1987.

⁴ Tel qu'indiqué dans la *Pravda* du 22 sept 1985, citée par Vladimir SHLAPENTOKH, *Soviet Ideologies in the Period of Glasnost*, 1988, p.131.

déviant et intervient à plusieurs reprises pour annuler les décisions du censeur¹. Les observateurs occidentaux notent à l'unanimité que la glasnost ne correspond pas à une véritable liberté d'expression, dans la mesure où le relâchement de la censure demeure partiel, ambigu et que son application dépend au final du bon vouloir des dirigeants du Parti². Mais dans la perspective qui est celle de Gorbatchev et de ses collègues, la glasnost est *bien plus* que la liberté d'expression : plus qu'un droit individuel abstrait et formel, c'est un puissant moyen de transformation sociale qui a la morale communiste comme arme. Elle vise à purifier les mœurs de la société par la mobilisation de l'esprit critique de la population sur la base des normes morales édictées et inculquées par le Parti. Dans son livre programmatique paru en 1987, Gorbatchev se félicite du succès de la glasnost:

*Les gens ont pris goût à la glasnost. Pas seulement à cause du désir bien naturel de savoir ce qui se passe, ou qui travaille comment. Les citoyens sont de plus en plus convaincus que la glasnost est une forme de contrôle public qui s'exerce sur les activités de tous les organismes gouvernementaux sans exception, et un puissant moyen d'en corriger les insuffisances. La conséquence est que le potentiel moral de notre société a été mis en mouvement. Raison et conscience commencent à gagner du terrain sur la passivité et l'indifférence qui usaient les cœurs. Bien sûr, il n'est pas suffisant de connaître la vérité et de la dire. L'important est d'agir sur la base de cette connaissance et de cette compréhension.*³

Dans le même ouvrage, les grands médias sont désignés comme la « tribune la plus représentative et la plus importante de la glasnost »⁴. Si l'on se fie aux paroles de l'éditeur

¹ En janvier 1986, le comité central du PCUS adopte une résolution qui condamne la censure opérée par deux journaux, car elle ne correspond pas aux indications du plénum d'avril 1985 au sujet de la glasnost. Deux semaines plus tard, la *Pravda* publie un article qui critique les privilèges de la nomenklatura, ce qui constitue un message très clair à l'endroit des responsables des médias : désormais, la critique est non seulement permise, mais encouragée. En juin 1986, le *Glavlit*, l'institution responsable de la censure dans la presse et l'édition, voit ses fonctions réduites de manière importante. Michael URBAN, *The Rebirth of Politic in Russia.*, p.78.

² Ioulia ZARETSKAÏA-BARSENTE, « La censure à l'époque de la perestroïka », 2002.

³ Mihajl GORBAČEV, *Perestrojka i novoe myšlenie dlâ našej strany i dkâ vsego mira* [Perestroïka: de nouvelles vues pour notre pays et pour le monde], 1987, p.73.

⁴ *Ibid.*, p.74.

en chef du grand journal *Izvestia*, il semble que les dirigeants de ces médias aient adopté cette conception de la glasnost, qui va bien au-delà du relâchement de la censure :

*Je suis absolument convaincu que la glasnost ne se résume pas simplement à la communication d'information ni même simplement à l'expression d'une position ou d'une autre. La glasnost est une forme d'autogouvernement public et d'autocontrôle. Sa tâche, dans les mots de Lénine, est d'avoir un public informé qui peut porter des jugements sur tout et peut prendre des décisions conscientes. C'est pourquoi il ne faut pas seulement penser au type d'information qui circule, mais aussi au type d'effet que cela produira sur la conscience des gens et dans quels buts cela va les motiver.*¹

À l'instar de Khrouchtchev qui lançait des campagnes contre les « parasites » au moment où il incitait le public à utiliser son « poids moral », Gorbatchev accompagne la glasnost de mesures répressives à l'endroit des individus jugés corrompus, à commencer par les « spéculateurs » (*spekulânty*), qui s'enrichissent sur le marché noir, et les bureaucrates, qui abusent de leur pouvoir. Contre les premiers, il lance en mai 1986 une campagne de lutte contre les revenus illégaux (*netrudovye dohody*). Contre les seconds, il lance la même année une vaste purge de la bureaucratie, une mesure désignée par l'euphémisme de « politique des cadres » (*kadrovaâ politika*)². L'administration du Parti pour la ville de Moscou, par exemple, est purgée de la quasi-totalité de ses membres dirigeants, y compris le secrétaire régional, qui est remplacé par un apparatchik de province connu pour ses positions antibureaucratiques et destiné à jouer un rôle déterminant dans les années suivantes, Boris Eltsine.

Pendant les deux premières années de la perestroïka, la politique de renouvellement moral déployée par Gorbatchev s'inscrit donc en continuité avec la perspective officielle héritée de l'époque stalinienne, puis formalisée et universalisée à l'époque de

¹ Publié dans *Ogonëk* en 1987 et cité par Andrei MELVILLE et Gail LAPIDUS, *The Glasnost Papers*, p.30.

² Selon les calculs du *Washington Post*, cette purge des cadres avait touché, au début 1987, 70% des membres du *Politburo*, 60% des secrétaires régionaux du Parti et 40 % des membres du Comité central admis à l'époque de Brejnev. Cité par Vladimir SOGRIN, *Op.cit.*, p.21. Précisons que depuis la mort de Staline les purges de la bureaucratie se traduisent par le licenciement et non pas l'élimination physique des personnes visées.

Khrouchtchev, qui consiste à mobiliser la population sur la base de normes morales édictées et inculquées par le Parti. Bien qu'elle soit associée à l'idéal romantique de réalisation de soi, la morale est essentiellement conçue comme l'*objet* d'un façonnement social et politique intériorisé par la conscience cognitive (*soznanie*).

B - *La morale comme conscience personnelle*

Tandis que le Parti cherche à inculquer les normes de la morale communiste, de nombreux intellectuels soviétiques mettent en avant une conception de la morale qu'ils jugent moins artificielle: la morale comme conscience personnelle (*sovest'*)¹. Contrairement à la conscience cognitive, la conscience personnelle ne repose pas sur l'intériorisation de normes sociales, mais jaillit des profondeurs de l'âme². À ce titre, elle n'est pas relative à l'appartenance de classe ou aux rapports de production; c'est un attribut intrinsèque de l'esprit humain. La conception de la morale comme conscience personnelle part du principe que les vertus - l'honnêteté, la bonté, la sincérité, etc. - sont objectives et connues de tous. La faute morale, dans cette perspective, ne résulte ni d'un manque de contrôle ou d'éducation, mais de la décision de chacun, en son for intérieur, de suivre ou non sa conscience. Ce choix est souvent présenté comme celui qui oppose la vérité et le mensonge. Suivre sa conscience, c'est dire la vérité de son âme; dire la vérité, c'est obéir à sa conscience. Pour cette raison, et contrairement à la conscience cognitive, la conscience personnelle n'est pas quantifiable. On ne peut « relever le niveau » de la conscience personnelle. On ne peut qu'exprimer ou non, à chaque moment donné, la vérité de la conscience. Dès les années 1950, cette conception de la morale est défendue par des intellectuels soviétiques révoltés par les conséquences funestes de la modernisation communiste à marche forcée. Leur critique de la dégradation morale prend

¹ Rappelons que « conscience cognitive » et « conscience personnelle » correspondent à deux termes russes distincts, *soznanie* et *sovest'*, pour lesquels la langue française n'offre malheureusement qu'une seule et même traduction, la « conscience », ce qui nous oblige à les distinguer par l'ajout d'épithètes.

² En Russie, cette conception de la conscience a de profondes racines dans la pensée religieuse, qu'elle soit ou non associée à l'Église orthodoxe. Les auteurs les plus fréquemment cités sont Dostoïevski, Tolstoï, Gogol, ainsi que les auteurs du recueil *Jalons* (1909), en particulier Nicolas Berdiaev, Simon Frank et Sergueï Boulgakov.

le plus souvent une couleur nationaliste¹ qui se manifeste par une nostalgie pour le mode de vie et les valeurs traditionnelles de la paysannerie russe, sacrifiée par Staline sur l'autel de l'industrialisation. À l'époque, les écrivains et essayistes qui défendent cette position forment un mouvement désigné comme celui des « écrivains de village » (*derevenšiki*), qui publient essentiellement dans la revue *Novyj mir*².

Avant la perestroïka, l'appel le plus célèbre au réveil de la conscience personnelle est le manifeste « Vivre sans mensonge » d'Alexandre Soljenitsyne, paru en samizdat au lendemain de son arrestation par le KGB en 1974³. Dans ce texte virulent, Soljenitsyne dénonce la « déshumanisation » de ses concitoyens qui condamnent en privé le régime soviétique, mais qui sont prêts à toutes les compromissions pour un peu de confort et de sécurité. Il souhaite tout particulièrement répondre à ceux qui justifient leur inaction en arguant de leur impuissance sous prétexte que la politique serait déterminée par l'« environnement » et les « conditions sociales ». Ces gens, affirme Soljenitsyne, pensent que « la matière détermine la conscience (*soznanie*) », alors que rien n'est plus faux. Chacun a en soi la force de résister au mal : « Nous pouvons tout ! Mais nous nous mentons à nous-mêmes pour nous consoler. Nous sommes les seuls coupables, nous et seulement nous ! » La solution qu'il propose passe par la préservation de l'« indépendance spirituelle »⁴, dont Soljenitsyne voit la garantie dans le refus de participer au « mensonge ». Il exhorte ses concitoyens à ne prononcer aucune phrase qui

¹ Le terme nationaliste doit ici être entendu dans le sens de la priorité donnée aux intérêts de la communauté nationale (russe ou slave), avant l'appartenance de classe ou l'appartenance à l'humanité. En russe, le terme *nacionalist* a une forte connotation négative. La plupart des nationalistes russes se disent donc plutôt « patriotes ». Ce dernier terme étant peu précis, la plupart des travaux sur le sujet optent plutôt pour le mot « nationaliste ».

² Jusqu'à la purge de la revue en 1970, les principaux « écrivains de village » sont les écrivains Fedor Abramov, Viktor Astafiev, Vassili Belov, Efim Doroch, Boris Mojaev, Viktor Likhonossov, Evgueni Nossov, Vassili Chouchkine, Alexandre Soljenitsyne, Alexandre Yachine et Sergueï Zalyguine. À leur sujet, voir Yitzak BRUDNY, *Reinventing Russia: Russian nationalism and the Soviet state, 1953-1991*, 1998, chapitres 2 et 3.

³ Aleksandr SOLŽENICYN, « Žit' ne po lži », 1974. Ce texte paraît légalement pour la première fois en URSS dans le numéro de février 1989 de la revue *Vek XX i mir*.

⁴ Nous utilisons le terme « spirituel » plutôt que « moral » pour traduire le terme *duhovnyj* lorsqu'il est employé par les auteurs nationalistes, car il a chez eux une connotation religieuse qui est absente chez la plupart des autres auteurs soviétiques..

ne déforme la vérité, quitte à s'exclure de la société : « Que le mensonge couvre tout et qu'il règne sur tous, mais nous tiendrons à tout le moins à ce qu'il ne repose pas sur nous ! » Pour Soljenitsyne, chaque homme a naturellement la faculté de distinguer le mensonge de la vérité. Il revient donc à chacun de choisir son camp.

L'intelligentsia nationaliste soviétique avance rarement le concept de conscience personnelle dans la perspective d'une subversion radicale du système communiste, ainsi que le fait Soljenitsyne. Dans la presse qui paraît légalement en URSS, ce genre de discours sur la morale est foncièrement conservateur : il exprime habituellement une nostalgie résignée pour les valeurs perdues de la paysannerie et vise à la préservation de cet héritage. Dans la mesure où ils ne remettent pas en cause l'ordre établi, les intellectuels nationalistes sont encouragés par le Parti à intervenir dans la vie publique de la perestroïka. Leur influence est particulièrement importante en 1985 et 1986, soit avant que l'intelligentsia libérale n'acquière la position dominante qu'elle conservera jusqu'au début des années 1990. Les intellectuels nationalistes, cela dit, ne forment pas un bloc homogène et n'ont pas tous la même vision de la perestroïka.

1) Nationalistes conservateurs et nationalistes libéraux

Le mouvement des « écrivains de village » se divise à partir du milieu des années 1960 en deux camps que nous désignons, suivant la terminologie du politologue Yitzhak Brudny, comme les « nationalistes conservateurs » et les « nationalistes libéraux »¹. Les premiers sont plus critiques à l'égard de la modernité. Ils dénoncent non seulement la brutalité de la collectivisation, mais aussi la vie urbaine et les intellectuels, qu'ils accusent d'être responsables de l'oubli des valeurs paysannes traditionnelles. Dans les années 1970, les écrivains nationalistes conservateurs sont activement soutenus par le Parti, qui garantit à leurs œuvres de très grands tirages et qui les récompense de

¹ Distinction qu'il propose dans son article de 1988 « Between Liberalism and Nationalism: The Case of Sergueï Zalygin » et qu'il reprend dans ses travaux ultérieurs. Le terme est adopté par l'historien Igor Timofeyev, qui consacre sa thèse de doctorat au « nationalisme libéral » : Igor TIMOFEYEV, *Russian Liberal Nationalism, 1985-1990*.

nombreux prix officiels. Bien que leur vision du monde ne soit pas conforme à la doctrine marxiste-léniniste, elle présente l'avantage de conforter la légitimité patriotique que le Parti cherche alors à se donner, fondée sur la préservation des traditions russes contre l'influence corruptrice d'un Occident décadent¹. Forts de la popularité qu'ils ont acquise dans les années 1970, les nationalistes conservateurs sont très influents au début de la perestroïka. Les écrivains Victor Astafiev, Alexandre Astrakhantsev, Vassili Belov, Youri Bondarev, Piotr Proskourine, Valentin Raspoutine et Vladimir Solooukhine mettent alors en avant leurs thèmes de prédilection : la protection de l'environnement contre les excès de la technologie² et la corruption morale de la société soviétique. La perestroïka, affirment-ils, ne peut réussir sans un retour aux valeurs traditionnelles russes, qui ont été perverties par le Parti communiste, l'intelligentsia des villes, les femmes émancipées et les minorités nationales, en particulier les Juifs et les Géorgiens³. Les nationalistes conservateurs prennent aussi position contre l'influence occidentale jugée décadente, incarnée notamment à leurs yeux par la musique rock et les concours de beauté.

Les nationalistes libéraux, pour leur part, déplorent la dégradation de la nature et des valeurs traditionnelles, mais ne sont pas foncièrement hostiles à l'égard de la modernité et de l'Occident. La plupart d'entre eux sont des « écrivains de village », comme Fedor Abramov, Boris Mojaev et Sergueï Zalyguine, ou des journalistes qui partagent leur préoccupation pour le sort des campagnes, comme Vassili Seliounine et Youri Tchernitchenko. Le plus célèbre des nationalistes libéraux, cependant, vient d'un tout autre milieu : c'est un spécialiste de la littérature russe médiévale, l'académicien

¹Sur le rapport entre la littérature nationaliste et la consolidation d'une idéologie conservatrice et patriotique au sein du Parti, voir Nikolaj MITROHIN, *Russkaâ partiâ* [Le Parti russe], 2003; Anna RAZUVALOVA, *Pisateli-«derevenšiki»: literatura i konservativnaâ ideologiâ 1970-h godov* [Les écrivains de village: la littérature et l'idéologie conservatrice des années 1970], 2015.

² En 1985, ces intellectuels s'engagent dans une campagne de protestation contre le détournement de rivières sibériennes pour irriguer l'Asie centrale. Nous revenons plus loin sur l'impact de cette campagne.

³ Yitzhak BRUDNY, « The Heralds of Opposition to Perestroyka », p.158.

Dmitri Likhatchev¹. Pour lui, la Russie doit préserver sa culture non pas parce qu'elle aurait une voie qui lui serait propre, mais pour mieux participer au concert européen. Pour autant, il n'est pas favorable à la perspective résolument universaliste et modernisatrice des intellectuels libéraux - dont il sera question plus loin -, dans laquelle il décèle une note de mépris à l'égard du peuple russe².

Likhatchev accorde une importance considérable à la morale. Pour lui, elle constitue le fondement de la culture, qu'il conçoit dans un sens large : la richesse spirituelle et esthétique d'un peuple. C'est-à-dire une « grande culture » par opposition à la culture de masse, qu'il désigne comme une « anti-culture »³. Bien loin de la perspective du communisme scientifique, qui fait de la morale le reflet des rapports de production dans une société donnée, Likhatchev considère que « la morale est dans la nature humaine. Ses normes sont fixes et éternelles »⁴. La morale et la culture forment à ses yeux l'univers spirituel qui rend possibles les relations harmonieuses entre les hommes, ainsi qu'avec la nature. Likhatchev compare cet univers spirituel à un écosystème⁵ et propose de le désigner par le concept d'« homosphère », qui comprend :

(...) l'ensemble des concepts liés au monde intérieur de l'homme, à son développement, aux systèmes subtils et complexes de contacts entre les gens, ainsi qu'entre l'humanité et toute la nature de la planète, l'Univers. Quelque chose

¹ Sur la vie et l'œuvre de Dmitri Likhatchev, voir Vladislav Zubok : *D. S. Lihačev v obščestvennoj žizni Rossii konca XX veka* [D.S. Likhatchev dans la vie publique de la Russie de la fin du XX^e siècle], 2011. Une autre figure nationaliste libérale importante qui ne vient pas du courant des « écrivains de village » est le spécialiste de la littérature antique Sergueï Averintsev.

² Dmitri LIHAČĚV, « O Russkom » [De la russitude], mars 1980. Cet article lui attire de nombreuses critiques de la part de l'intelligentsia libérale moscovite, qui l'accuse de tomber dans un patriotisme étroit qui ne voit que les aspects positifs de la culture russe.

³ Dmitri LIHAČĚV, « Gomosfera - termin naših dneĭ » [L'homosphère, un concept d'aujourd'hui], 1984, p.521.

⁴ Dmitri LIHAČĚV, « Ot pokaâniâ - k dejstviû ! » [Du repentir à l'action !], 9 septembre 1987.

⁵ Dmitri LIHAČĚV, « Èkologiâ kul'tury » [Écologie de la culture], juin 1982.

*d'universellement englobant (...) comme la biosphère, mais qui est fondée sur l'humanité de l'homme, sur sa spiritualité créatrice.*¹

Le manque de morale et le cynisme sont pour Likhatchev de graves menaces pour l'homosphère. Il approuve la glasnost et la démocratie que prône Gorbatchev comme les conditions d'épanouissement de cet idéal d'harmonie de l'homme dans une totalité sociale et naturelle. La démocratie, pour Likhatchev, n'est pas un arrangement institutionnel ou une procédure formelle, mais « la norme de la vie, l'état naturel et permanent de la société, sa respiration »².

Pour lutter contre la dégradation morale de la société et contribuer à créer cette atmosphère spirituelle propre à la démocratie, Likhatchev prône avant tout l'éveil de la conscience personnelle. C'est l'argument principal d'un article qu'il publie en 1987 sous le titre « Les inquiétudes de la conscience personnelle »³ et qui est largement discuté à l'époque. L'académicien y décrit la conscience personnelle, « qui vient du fond de l'âme » comme le principal foyer de la « purification » morale. La conscience personnelle, affirme-t-il, n'est jamais mensongère et c'est pourquoi elle peut aider les Soviétiques à surmonter leur « daltonisme moral », qui leur a désappris à « distinguer les couleurs et plus précisément à distinguer le noir du blanc »⁴. Les « inquiétudes de la conscience personnelle », affirme-t-il, « enseignent et aident à ne pas contrevenir aux normes morales, à conserver sa dignité, la dignité d'un être humain moralement vivant »⁵. À la lumière de la conscience, les actes malhonnêtes n'ont aucune justification : un vol est un vol, un mensonge est un mensonge. Faisant écho au manifeste de Soljenitsyne que nous citons précédemment, mais sans le citer, Likhatchev dénonce l'omniprésence du

¹ Dmitri LIHAČĚV, « Gomosfera - termin naših dneĭ » [L'homosphère, un concept d'aujourd'hui], 1984, p.521.

² Dmitri LIHAČĚV, « Ot pokaĭniâ - k dejstviû ! » [Du repentir à l'action !], 9 septembre 1987.

³ Dmitri LIHAČĚV, « I probil čas » [L'heure a sonné], 1er janvier 1987. Repris la même année sous le titre « Trevogi sovesti » [L'inquiétude de la conscience] dans le recueil *Zavisit ot nas : perestrojka v zerkale pressy* [Cela dépend de nous : la perestroïka dans le miroir de la presse].

⁴ *Ibid.*, p.39.

⁵ *Ibid.*, p.50.

mensonge et appelle ses concitoyens à agir moralement, quelles que soient les circonstances: « Qu'est-ce qui est important pour l'être humain ? Comment vivre sa vie ? Avant tout, ne poser aucun geste qui porterait atteinte à sa dignité. On peut faire bien peu de choses dans sa vie, mais si l'on ne contrevient pas à sa conscience personnelle, même de la manière la plus anodine, alors on apporte un bien colossal. »¹ Certes, reconnaît-il, suivre sa conscience peut avoir de funestes conséquences dans une société moralement dégradée, mais il soutient que « l'homme doit savoir se sacrifier »². Le programme moral de Likhatchev, en somme, consiste à purifier la société par l'éveil de la conscience personnelle de chacun, où les normes morales sont inscrites. Un programme que résume un slogan fort populaire parmi les intellectuels nationalistes libéraux : « Commencer par soi ! »³.

2) Les intellectuels nationalistes et la perestroïka

En portant sur la conscience personnelle, le discours moral de la plupart des intellectuels nationalistes tend à attribuer la responsabilité des « phénomènes négatifs » de la société soviétique à des fautes morales subjectives, sans remettre en cause le système social et politique dans lequel elles s'inscrivent. Leurs critiques de l'arbitraire bureaucratique et leur dénonciation de la dégradation morale sont d'ailleurs encouragées par les dirigeants réformistes du Parti, car elles ébranlent les apparatchiks conservateurs qui résistent aux réformes. En 1985 et 1986, la mobilisation de plusieurs intellectuels nationalistes pour la défense de l'environnement et du patrimoine architectural bénéficie d'un soutien manifeste de la part du pouvoir. La plus importante de ces mobilisations, qui réunit des nationalistes conservateurs et des nationalistes libéraux, est lancée dès 1985 dans la revue nationaliste *Naš sovremennik* contre un projet de détournement de rivières

¹ *Ibid.*, p.49.

² *Ibid.*, p.50. Cet argument est celui qui attire à Likhatchev le plus de critiques, si l'on se fie aux lettres de lecteurs qu'il reçoit à la suite de la publication de cet article. Il en discute dans un article ultérieur : Dmitri LIHACĚV, « Ot pokaâniâ - k dejstviû ! » [Du repentir à l'action !], 9 septembre 1987.

³ Likhatchev utilise lui-même cette phrase dans la huitième lettre des *Pis'ma o dobrom i prekrasnom* [Lettres sur le bon et le beau], un recueil de réflexions paru en 1985 et composé, selon la préface, de conseils pour « apprendre à vivre ». Nous traitons plus loin de la réplique de certains intellectuels libéraux à l'idée de « commencer par soi ».

en Sibérie visant à irriguer les zones agricoles d'Asie centrale. Même si le projet avait initialement été lancé par un ministère peu important, c'est des plus hauts échelons du Parti que provient son ordre d'annulation en août 1986, ce qui envoie un signal clair du soutien des dirigeants aux écrivains mobilisés. Cette victoire est suivie par la nomination de Sergueï Zalyguine au poste de directeur de *Novyj Mir* et par la remise d'un prix prestigieux à l'écrivain Valentin Raspoutine. Un autre cheval de bataille des intellectuels nationalistes est la défense et la promotion de la culture. Sous le patronage direct de Gorbatchev et de sa femme, la Fondation soviétique de la culture est créée à cette fin en novembre 1987 et sa direction est confiée à Dmitri Likhatchev. La mission de la Fondation ne se résume pas à la protection du patrimoine, mais aussi au redressement moral du pays. Likhatchev déclare lors d'une rencontre de la direction, en juillet 1987 :

Il nous semble que le but de la Fondation est la lutte pour l'assainissement de la morale et l'augmentation du rôle de la spiritualité dans les affaires et les pensées du peuple, dans ses intérêts. C'est l'élévation de valeurs du monde intérieur de l'homme, auxquelles l'on a accordé bien trop peu d'attention ces derniers temps, soit les concepts de bien, de justice, d'honnêteté, d'honneur, d'amour actif pour la nature et de fierté pour la Patrie. La spiritualité doit être au cœur des idées et des plans de la Fondation. Il faut mener les affaires de la Fondation de telle manière qu'il attire à lui le plus de gens possible, pour que ce rapprochement soit une école de civisme pour des milliers et des millions de personnes.¹

Dans la perspective de Likhatchev, la Fondation de la culture reprend en quelque sorte le flambeau de l'éducation morale du Parti. Mais plutôt que de s'appuyer sur les normes morales énoncées par une doctrine politique et qui doivent être intériorisées par les citoyens, l'éducation morale envisagée par Likhatchev vise à éveiller les normes éternelles et naturelles qui sommeillent en chacun, sans recourir à un renforcement du contrôle. Pour plusieurs nationalistes conservateurs, le redressement moral exige au contraire de redoubler de vigilance à l'égard des comportements déviants. Pour eux, on ne peut se contenter de promouvoir les valeurs traditionnelles; il faut aussi les défendre contre les influences étrangères corruptrices. À l'instar des dirigeants soviétiques, ils ne

¹ Cité par Vladislav ZUBOK, *Op. cit.*, p.74.

voient pas de contradiction entre l'appel à l'expression de la conscience et le renforcement du contrôle. Ce point de divergence entre nationalistes conservateurs et nationalistes libéraux crée une tension croissante qui les conduit, à partir de la fin de 1986, à emprunter des trajectoires politiques divergentes¹. Les premiers se rapprochent des slavophiles radicaux² et voient dans la libéralisation de l'URSS une soumission à l'Occident, tandis que les seconds se rapprochent de l'intelligentsia libérale, qui émerge au même moment comme la branche la plus influente de l'intelligentsia.

C - *La morale comme valeurs universelles*

L'ascension médiatique de l'intelligentsia libérale³ dans la vie publique de la perestroïka est favorisée par le soutien de figures influentes de l'entourage immédiat de Gorbatchev⁴. À partir de 1986, ces derniers procèdent à la nomination de libéraux à la tête d'importants organes de presse, dont ils autorisent ensuite l'augmentation du tirage. Ils interviennent aussi à plusieurs reprises en faveur de ces médias libéraux contre les décisions du censeur, ce qui permet la parution d'essais aux idées inédites et d'œuvres littéraires depuis longtemps interdites⁵. À partir de 1987, la presse libérale fait l'objet de la part du public soviétique d'un formidable engouement⁶ qui concerne aussi bien la

¹ À cette époque, les nationalistes libéraux comme Likhatchev et Abramov cessent de collaborer à la revue *Naš Sovremennik*, qui adopte alors une ligne politique nationaliste exclusivement conservatrice.

² Moins influents dans la sphère publique que les nationalistes conservateurs qui collaborent à *Naš Sovremennik*, les slavophiles radicaux comme Mikhaïl Lobanov et Vadim Kojinov font preuve d'un virulent anti-occidentalisme, anti-intellectualisme et antisémitisme, et font l'apologie de la Russie tsariste. Ils collaborent à la revue *Molodaâ gvardiâ*.

³ Précisons à nouveau que le terme « libéral » dans ce contexte n'implique pas nécessairement l'adéquation avec une définition substantielle de la doctrine du libéralisme, mais constitue simplement la désignation la plus courante de cette part de l'intelligentsia qui favorise, entre autres choses, un rapprochement avec l'Occident et l'introduction dans la société soviétique de la démocratie représentative et de l'économie de marché.

⁴ Sur les « libéraux du Parti » de l'équipe de Gorbatchev, comme Alexandre Yakovlev et Anatoli Tchernaïev, voir Archie Brown, *The Gorbachev Factor*, chapitre 4.

⁵ Sur la nouvelle politique culturelle favorable aux libéraux, voir Alexis BERELOWITCH. « Glasnost, presse et quotidiens », 1993; Yitzhak BRUDNY, « The Zenith of Politics by Culture, 1985-1989 », dans *Reinventing Russia*, p.192-221; John DUNLOP, « Soviet Cultural Politics »; Yves HAMANT, « Réforme et culture », 1987; Josephine WOLL, « Glasnost and Soviet Culture ».

⁶ De 1985 à 1989, le tirage de *Ogonëk* grimpe de 1 500 000 à 3 350 000, celui de *Znamâ*, de 1 750 000 à 1 980 000, celui de *Novyj mir* de 425 000 à 1 573 000. Par contraste, le tirage de la revue nationaliste *Naš*

fiction que les essais. Très rapidement, les libéraux s'imposent parmi les penseurs politiques les plus populaires du pays¹. Dans les années qui suivent, l'intelligentsia libérale donne le ton des principaux débats de la vie publique soviétique : la lutte contre l'héritage stalinien, le retour à la « civilisation mondiale » - c'est-à-dire aux standards occidentaux -, la démocratisation, l'introduction du marché, etc. La question de la morale occupe aussi une place importante dans le discours politique des intellectuels libéraux, qui dénoncent le déclin de la morale et appellent la perestroïka à un redressement moral. Ce faisant, ils ne prônent ni la mobilisation de la morale communiste ni le retour aux traditions russes, mais proposent un retour aux « valeurs universelles ».

La perspective morale de l'intelligentsia libérale, cela dit, ne repose pas sur le rejet du socialisme. À vrai dire, la plupart des libéraux soviétiques se réclament du socialisme, à tout le moins jusqu'en 1990. Si la sincérité de leur attachement à ce modèle de société est souvent difficile à évaluer, étant donné la pratique fréquente de l'autocensure, plusieurs des idéaux et arguments qu'ils invoquent s'inscrivent dans la filiation directe du socialisme humaniste qu'ils prônaient déjà dans les années 1950 et 1960, à l'époque de la déstalinisation : la foi dans le progrès de l'humanité par la raison et la science, mais aussi l'idéal romantique de réalisation harmonieuse de la personne et celui du fonctionnement organique de la société. Dans le discours politique des libéraux soviétiques, ces idéaux sont dirigés contre le système hérité du stalinisme, auquel ils reprochent ce que l'idéologie stalinienne reprochait aux sociétés capitalistes : l'aliénation de la personne par un système bureaucratique artificiel, la généralisation de l'hypocrisie et du cynisme. La

Sovremennik ne progresse pour la même période que de 220 000 à 250 000. Yitzhak BRUDNY, « The Heralds of Opposition to Perestroyka », p.162.

¹ Un sondage réalisé entre mars 1988 et janvier 1989 auprès des lecteurs de la revue *Kniznoe obozrenie*, des téléspectateurs du programme télévisé d'affaires publiques *Vzglâd*, des étudiants de l'Université d'État de Moscou et de Moscovites contactés au hasard par téléphone, dresse une liste des 50 essayistes les plus populaires (la question est « Qui devrait-on publier en 1989 ? »). Parmi les 20 premiers figurent 14 intellectuels libéraux (Nikolaï Chmeliou, Andreï Nouïkine, Gavriil Popov, Youri Kariakine, Fedor Bourlatski, Otto Latsis, Andreï Streliaïni, Arkadi Vaksberg, Gennadi Lissitchkine, Igor Kliamkine, Youri Afanassiev, Evgueni Evtouchenko, Vitali Korotich, Youri Bourtine), deux nationalistes libéraux (Vassili Selionine, Youri Tchernitchenko) et un nationaliste conservateur (Valentin Raspoutine, en 18^e position). Par contraste, Gorbatchev se place en 39^e position. S. Kliger, « Publicistika-88 kak ob"ekt issledovaniâ » [La publicistika de 1988 comme objet de recherche], 1989, p.242.

sensibilité romantique des intellectuels libéraux se manifeste aussi par une mélancolie à l'égard des « valeurs universelles » aliénées par ce système et qui garantissent le développement naturel de la société. Certes, le principe de l'universalité des normes morales était déjà revendiqué par le marxisme-léninisme. Comme nous l'avons vu, la *Grande encyclopédie soviétique* pose dans les années 1970 que « la morale socialiste et communiste concentre en elle-même l'expression la plus complète des normes de la morale universelle »¹. Les libéraux soviétiques, cependant, rejettent l'« approche de classe » (*klassovyj podhod*) du marxisme-léninisme et se réclament de valeurs qu'ils disent « universelles » dans la mesure où elles seraient communes à toute l'humanité, indépendamment du modèle de société ou de la nation à laquelle ils appartiennent. Parmi ces valeurs, ils comptent des vertus comme l'honnêteté et la sincérité, mais aussi des valeurs qui correspondent à une forme particulière d'organisation de la société, comme la démocratie et le marché. Cette conception des valeurs universelles implique une nouvelle interprétation des causes du déclin moral de la société et des moyens de son redressement. Pour les libéraux soviétiques, le retour à ces valeurs perdues passe par l'émancipation de la société du joug artificiel du système de contrôle issu du stalinisme. Nous nous penchons dans cette section sur les différentes dimensions de cette sensibilité romantique : d'abord la mélancolie, puis la révolte.

1) La mélancolie du progrès naturel

Les intellectuels libéraux insistent sur le caractère progressiste de la perestroïka, qui doit faire avancer l'URSS sur la voie du progrès en rattrapant son retard sur le « monde civilisé », à savoir les pays occidentaux. L'historien Youri Afanassiev appelle ainsi à cesser de « diaboliser le capitalisme » et à mobiliser son héritage, le physicien Andreï Sakharov envisage la « convergence » future du socialisme et du capitalisme par l'adaptation du premier au second, et l'historien Léonide Batkine souhaite que la société soviétique « devienne l'Europe »². Ils souhaitent poursuivre une modernité que le modèle

¹ « Moral' » [Morale], *Bol'shaâ sovetskaâ ènciklopediâ* [Grande encyclopédie soviétique], 3e éd., p.561.

² Ūrij AFANAS'EV, « Perestrojka i istoričeskoe znanie » [La perestroïka et la connaissance historique], juin 1988; Ūrij BURTIN, « Ahillesova pâta istoričeskoj teorij Marksa » [Le talon d'Achille de la théorie

soviétique n'a pas su mener à terme et dont la voie leur paraît tracée par la raison et la science. Le passage à la démocratie et au marché, à leurs yeux, répond aux exigences objectives d'une société moderne, rationnelle et efficace. Cela dit, ces intellectuels témoignent aussi d'une forte mélancolie romantique à l'égard du développement naturel de la société qui aurait été interrompu en URSS par une expérimentation sociale artificielle et sans âme. Leur usage récurrent de métaphores naturelles en donne de frappantes illustrations. Afanassiev compare ainsi la perte de conscience historique de la société soviétique à une catastrophe écologique:

De ce point de vue, nous pouvons et devons constater que l'écologie historique, sociologique et psychologique d'une portion importante de la société soviétique est aujourd'hui substantiellement déformée et qu'il faut sonner l'alarme à ce sujet avec autant de force que dans le cas du détournement des rivières du nord. À cette différence près que, dans ce cas-ci, les rivières sont presque déjà détournées et que, par conséquent, on ne peut se contenter de prévention et de mises en garde, mais d'un rétablissement du milieu de vie.¹

Dans le même ordre d'idée, Sakharov dénonce la propagation du mensonge comme une perversion du « climat » moral de la société :

Un autre aspect de l'époque de la domination bureaucratique étroitement lié aux difformités économiques et non moins tragique est la dégradation morale de la société. L'hypocrisie et le mensonge fleurissent dans la presse, à la radio et à la télévision, à l'école, au komsomol, dans les études supérieures et dans la famille (...) Quelle est donc ma pensée, qu'est-ce que j'attends de la perestroïka ? Avant tout, la glasnost. C'est précisément la glasnost qui doit instaurer dans le pays un nouveau climat moral ! (...) Le mensonge corrompteur, l'omission et l'hypocrisie doivent quitter notre vie pour toujours.

historique de Marx], novembre-décembre 1989; Andrej SAHAROV, « Plûralizm – èto konvergenciâ » [Le pluralisme, c'est la convergence], 1989; Leonid BATKIN, « Stat' Evropoï » [Devenir l'Europe], mai 1988.

¹ Ūrij AFANAS'EV, « Social'naâ pamât' čelovečestva » [La mémoire sociale de l'humanité], septembre 1987. Cette comparaison est inspirée des luttes écologiques de cette époque et en particulier de la mobilisation de 1985 contre le détournement de rivières sibériennes, que nous avons évoquée précédemment.

*Seul l'homme intérieurement libre peut faire preuve de l'initiative qui est nécessaire à la société.*¹

Pour Sakharov, ce n'est ni l'éducation ni le renforcement du contrôle qui peuvent enrayer la dégradation morale, mais la libre expression des « forces morales »² immanentes à la société. Léonide Batkine défend lui aussi une vision du progrès opposant la construction artificielle à la croissance naturelle. En août 1989, il conclut un article contre le monopole du Parti communiste en affirmant : « Maintenant nous n'allons plus 'vivre selon les indications', mais simplement vivre : travailler, penser, nous confronter au parlement et lutter aux élections. La société ne sera pas construite, mais va pousser et mûrir comme pousse une forêt et mûrit la moisson selon des lois partiellement secrètes. »³

Pour ces intellectuels libéraux, le progrès de la raison et le triomphe de la vérité scientifique ne visent donc pas à *créer* un monde nouveau, mais à *renouer* avec le cours naturel du développement historique de la société sur la base de ses dispositions morales intrinsèques, dont les pays occidentaux leur semblent donner l'exemple. Ils sont loin d'ailleurs d'être les seuls à penser ainsi. Sur ce point, nous nous appuyons sur les conclusions de la vaste étude menée par l'historien Timour Atnachev sur le discours politique de cette époque et tout particulièrement sur le rapport à l'histoire⁴. Selon Atnachev, la vaste majorité des intellectuels de l'époque, peu importe leur orientation idéologique, partage « le postulat téléologique du caractère foncièrement sain (*wholesome*) du processus historique »⁵. Les protagonistes des débats qui font rage sur

¹ Andrej SAHAROV, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka], p.127.

² *Ibid.*, p.126.

³ Leonid BATKIN, « Ostanetsiâ li vlast' u partii ? » [Le Parti conservera-t-il le pouvoir ?], 1989, p.141.

⁴ Timur Atnashev, *Transformation of the Political Speech under Perestroika*, Thèse de doctorat soutenue en 2011 à l'Institut universitaire européen de Florence.

⁵ *Ibid.*, p. 456. En cela, Atnachev confirme sur une vaste base empirique les conclusions de Joachim Zweynert dans son étude sur la pensée économique de la perestroïka. Zweynert écrit : « Dans les dernières années de l'Union soviétique, le noyau solide de l'idéologie soviétique - l'idée que le pays était sur la voie sacrée vers une société harmonieuse - a été remplacé par la conviction que le pays avançait au contraire vers un cul-de-sac. Ce qui n'a pas changé, cependant, c'est la conception de l'histoire comme un processus

l'histoire du pays sont tous en quête du moment historique fatal à partir duquel la société aurait bifurqué de sa voie naturelle de développement. Libéraux, nationalistes et communistes, bien sûr, ne s'entendent pas sur le moment de cette déviation - au moment de la Terreur stalinienne, de l'abolition de la NEP, de la révolution d'Octobre ou même plus tôt ? -, mais ils partagent l'idée que la société ne peut progresser sans d'abord renouer avec sa situation à la veille de cette bifurcation¹. Le progrès, dans cette perspective, ne vise pas au détachement de l'homme de la nature, comme dans la perspective rationaliste et mécaniste des Lumières et que poursuit le marxisme-léninisme, mais à une réconciliation romantique avec le cours du « développement naturel-historique », comme le veut l'expression de l'époque². Certes, les intellectuels libéraux n'expriment pas de mélancolie au sujet d'un passé figé dans la tradition, comme c'est le cas pour les nationalistes conservateurs. Ils souhaitent renouer avec le progrès, mais ils conçoivent ce dernier comme un processus naturel conduisant à une vie harmonieuse et civilisée sur la base de valeurs universelles, et qui a été interrompu par un projet artificiel. Au sein de l'intelligentsia libérale, cette articulation de la foi dans le progrès et de l'idéal romantique du développement naturel prend différentes formes, au gré des trajectoires intellectuelles particulières. Nous présentons brièvement, à titre d'illustration, celles de quatre influents intellectuels libéraux : les publicistes Youri Bourtine et Youri Kariakine, le journaliste Len Karpinski et l'écrivain Ales Adamovitch. Cela nous conduit à formuler une hypothèse quant à la logique générale du virage des libéraux soviétiques vers le vocabulaire de la nature et de la vie pour interpréter le progrès dans l'histoire.

téléologique. Le telos soviétique a été remplacé par un telos libéral ». Joachim Zweynert, « Economic Ideas and Institutional Change : Evidence from Soviet Economic Discourse, 1987-1991 », p.191.

¹ Atnachev mentionne certaines exceptions à cette attitude générale, notamment les réflexions de l'historien Mikhaïl Geftter et du philosophe Igor Kliamkine, qui avancent une conception plus « tragique » de l'histoire, soulignant l'irréversibilité du passé et les alternatives du présent. *Ibid.*, p.455.

² Atnachev relève que les libéraux tendent à utiliser l'expression « développement naturel-historique », tandis que les nationalistes parlent plutôt d'« évolution organique ». *Ibid.*, p.325.

Pour Bourtine et Karpinski la mélancolie à l'égard d'un progrès naturel vers une société harmonieuse est inspirée d'une perspective *narodnik*¹, qui partage l'ethos révolutionnaire et égalitariste du marxisme-léninisme, mais qui reporte son idéal d'harmonie sociale dans un état naturel qui préexisterait à l'intervention de l'État : une société basée sur la coopération horizontale de propriétaires autonomes et de coopératives autogérées. Un trait caractéristique de la vision *narodnik* est l'opposition entre l'activité autonome du peuple et la domination artificielle de la bureaucratie². Cette théorie reproche à la société socialiste ce que les partisans du socialisme reprochent généralement au capitalisme : la division de classe, l'exploitation, l'aliénation et la domination bureaucratique, avec l'hypocrisie en plus. C'est sans doute ce qui rend cette théorie si attrayante aux yeux des socialistes réformistes désenchantés du marxisme-léninisme, qui retrouvent dans la vision *narodnik* la condamnation des vices « petits-bourgeois » que leur éducation socialiste leur a appris à mépriser et dont ils constatent l'omniprésence dans leur propre société.

Youri Bourtine, de son propre aveu, est dans sa jeunesse un fervent staliniste³. Petit-fils d'un paysan éduqué et lui-même élevé à la campagne, il se passionne pour le sort tragique de la paysannerie russe. Cette préoccupation s'exprime dans ses goûts et ses vues littéraires⁴, dont l'expression publique lui vaut des mesures disciplinaires à l'université et une mauvaise réputation qui ruine ses chances d'entrer au Parti. Après une série de désenchantements qui mine sa foi dans le marxisme-léninisme, il rejette finalement le socialisme au début des années 1960 sous l'influence de Soljenitsyne, dont

¹ Ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, les *narodniki* (en français, les « populistes ») défendaient, à la fin du XIX^e siècle, une version du socialisme visant à combiner le collectivisme de la commune paysanne traditionnelle et les technologies de la modernité industrielle afin de faire progresser la société vers la modernité sans passer par les affres du capitalisme.

² Cette vision est appliquée à l'analyse des sociétés socialistes par la « théorie de la nomenklatura », formulée par le Yougoslave Milovan Djilas et le Soviétique Mikhaïl Voslenski, qui affirment que ces sociétés sont dirigées par une nouvelle classe exploitante : la nomenklatura du Parti-État.

³ Ūrij BURTIN, « Ispoved' šestidesâtnika » [Confessions d'un soixantard], 2003.

⁴ À la toute fin de sa vie, Bourtine raconte que sa « conscience de lecteur », à l'époque de ses études en littérature à l'Université de Leningrad au début des années 1950, était avant tout formée par Mikhaïl Cholokhov (pour son roman *Le Don tranquille*) et Alexandre Tvardovski (pour son roman *Vassili Terkine* et pour ses poèmes), qu'il désigne rétrospectivement comme ses deux « maîtres ». *Ibid.*

il reprend l'intransigeance morale à l'égard du pouvoir soviétique. Bourtine ne partage toutefois pas la condamnation que fait Soljenitsyne du capitalisme occidental. Projetant sur ce dernier les idéaux des *narodniki*, Bourtine y voit la réalisation de l'idéal d'une communauté organique sans division de classe, tandis que le socialisme lui apparaît comme le régime par excellence de la domination arbitraire d'une minorité de privilégiés, ainsi que l'affirme la théorie de la nomenklatura. Le caractère romantique de sa révolte contre l'artificialité du système soviétique apparaît clairement dans son principal article théorique, sur lequel il travaille en secret à partir de 1975 et qui est finalement publié en 1989¹. Bourtine y dénonce ce qu'il considère comme « l'erreur » de Marx, soit de ne pas avoir vu que le capitalisme recelait des éléments universels qui lui permettent d'évoluer de manière naturelle, à savoir le marché et la démocratie. La révolution socialiste, à ses yeux, « n'a pas tant éliminé ce qui était dépassé (...) que *tranché dans le vif*, 'dynamité' et piétiné tout ce que la perspective historique conservait de vivant et de viable. Ce fut une rupture violente de l'évolution naturelle et historique de la société capitaliste, qui en a écarté toute la structure sociale viable qui s'y développait »². Bourtine insiste sur le caractère artificiel de cet acte, qui rompt avec les forces dynamiques naturelles de la société capitaliste. Contrairement à la révolution bourgeoise qui, dit-il, n'a été que l'« accoucheuse » d'un être entier - le capitalisme - « avec sa tête ses bras, ses jambes et tout ce qui lui faut pour vivre », la révolution socialiste a « créé une structure sociale qui n'avait jamais existé dans la nature »³. La perestroïka, selon lui, doit donc renouer avec les valeurs universelles que sont la démocratie et le marché, qui correspondent au développement naturel de la société et qui ont été aliénées par le système communiste.

Comme Bourtine, le journaliste Len Karpinski considère que la société soviétique est marquée par une division de classe entre le peuple et une minorité de privilégiés qui assoit sa domination sur le pouvoir d'un État bureaucratique. Karpinski critique le

¹ Ūrij BURTIN, « Ahillesova pāta istoričeskoj teorij Marksa » [Le talon d'Achille de la théorie historique de Marx], novembre-décembre 1989.

² *Ibid.* L'accent est de l'auteur.

³ *Ibid.*

pouvoir de la nomenklatura à partir de sa propre expérience, puisqu'il est lui-même issu de ce milieu d'élite¹. Mais contrairement à Bourdine, Karpinski demeure fidèle au socialisme, qu'il conçoit toutefois dans une perspective fortement inspirée de l'idéal *narodnik* : une société de propriétaires libres qui se gouvernent de manière démocratique et régulent horizontalement la production sur la base du marché. Pour Karpinski, le marché est un « accomplissement universel de la civilisation humaine » qui a été « découvert » bien avant le capitalisme, ce pour quoi il considère tout à fait normal qu'il puisse mieux se réaliser dans le socialisme². Par opposition au capitalisme, qui se caractérise selon lui par la concentration de la propriété dans les mains de quelques-uns, il conçoit le socialisme comme le type de formation sociale qui permet à « chacun de réaliser ses forces et ses possibilités, de réaliser sa pleine mesure morale ». Pour lui, cet idéal romantique de réalisation de soi ne nécessite aucune intervention de l'État, car il correspond à l'état naturel de la société. Le socialisme, déclare-t-il, permet « à chacun de vivre comme il le souhaite, le socialisme correspond à une vie pleinement humaine et normale, une vie avec les autres et non pas au détriment des autres »³. Pour Bourdine comme pour Karpinski, en somme, les idéaux romantiques de réalisation de soi et d'organicité sociale ne peuvent être accomplis par le Parti et l'État, comme le pose la doctrine marxiste-léniniste, mais *contre* l'État. Le progrès de la société, pour eux, passe avant tout par la restauration des valeurs universelles qui garantissent le développement naturel de la société, à commencer par la démocratie et le marché, qui ont été aliénés par le système communiste.

¹ Son père, Viatcheslav Karpinski, était un bolchevique de la première heure et le secrétaire personnel de Lénine lors de son exil en Suisse. Len Karpinski - dont le prénom est choisi en honneur de Lénine - est élevé dans la fameuse Maison sur le Quai, un grand édifice de Moscou où réside la crème de l'élite soviétique. Destiné aux plus hautes fonctions du Parti, il fait une brillante carrière au komsomol pendant ses études, ce qui lui vaut une réputation de carriériste. Selon son témoignage, c'est la persécution d'un ami juif dans le cadre de la campagne contre le cosmopolitisme et la découverte des difficultés de la vie rurale alors qu'il est envoyé comme propagandiste au komsomol de Gorki qui le font douter pour la première fois du marxisme-léninisme. Il devient un partisan du socialisme réformiste dans les cercles de l'intelligentsia de Moscou, où il fréquente notamment Bourdine et Kariakine. Sur la vie de Karpinski, voir : David REMNICK, *Lenin's Tomb*, chapitre 11 : « The Double Thinkers », 1994; Valerij PISIGIN, « Graždanskoe soprotivlenie Lena Karpinskogo » [La résistance citoyenne de Len Karpinski], 1996; Mihajl ŠEVELEV, « Len Karpinskij: ot nomenklatury do svobody » [Len Karpinski: de la nomenklatura à la liberté], 2009.

² Len KARPINSKIJ, « Socializm – èto prosto normal'naâ žizn'... » [Le socialisme, c'est simplement une vie normale], 1987.

³ *Ibid.*

Pour Youri Kariakine et Ales Adamovitch, la mélancolie à l'égard d'un progrès naturel fondé sur des valeurs universelles résulte de l'intériorisation de la notion de pureté morale prônée par le Parti communiste, qu'ils interprètent cependant comme une conscience (*sovest'*) naturelle, qui prend une dimension universaliste dans le contexte de la lutte pour la paix et pour le désarmement nucléaire. Élevé dans l'idéal socialiste de l'intransigeance morale et le refus des compromis sur les questions de principe, Kariakine est de plus en plus troublé, dans les années 1960, par l'immoralité des dirigeants soviétiques¹. Délaissant le marxisme-léninisme – mais non pas encore le socialisme –, il trouve en Dostoïevski et Soljenitsyne ses maîtres à penser, qui lui enseignent à juger le monde selon le critère de la conscience personnelle, fondée sur une exigence absolue d'honnêteté, de vérité et de sincérité. Il ne considère pas, cependant, que la conscience s'appuie sur des valeurs traditionnelles, mais sur l'idée d'une commune humanité soudée par la menace de son anéantissement nucléaire. Avec son ami, l'écrivain Ales Adamovitch, il s'engage au début des années 1980 dans le mouvement pour la paix et le désarmement nucléaire². Dans un article paru au tout début de la perestroïka³, il affirme que la possibilité d'une guerre nucléaire place l'humanité dans une situation où elle doit absolument surmonter ses divisions et fonder la politique sur la morale. La menace nucléaire démontre, selon lui, le danger mortel que représente toute transgression des « normes morales objectives » qui, à ses yeux, se comparent dans leur absolue nécessité aux lois de la physique. Kariakine semble fortement marqué par les écrits de Likhatchev, qu'il cite d'ailleurs avec approbation, lorsqu'il décrit la sphère morale comme un écosystème qui doit être restauré afin de « rassembler toutes les forces vives et sources de

¹ Dans ses mémoires, Kariakine dit de lui-même que, jusque dans les années 1960, il était « idéaliste (jusqu'à l'idiotie) » et considérait que « le Parti devait être construit selon le principe d'une pyramide : plus haut sont les gens et plus ils sont honnêtes et consciencieux ». Rétrospectivement, il affirme que son expérience personnelle lui a appris que c'est plutôt le contraire qui est vrai. Ūrij KARĀKIN, *Peremena ubeždenij: ot oslepleniâ k prozreniû* [Changement de convictions : de l'aveuglement à l'illumination], 2007.

² Dans une autobiographie écrite en 1985, Adamovitch décrit les « trois épices » de sa vie comme la Guerre patriotique, le XX^e Congrès et le désarmement nucléaire. Ales ADAMOVIČ, « Dodumyvat' do konca. Avtobiografiâ -1985 » [Penser jusqu'au bout. Autobiographie-85], p.238.

³ Ūrij KARĀKIN, « Ne opozdat' ! (Zametki publicista) » [Avant qu'il ne soit trop tard ! (Remarques d'un publiciste)], 1985 L'article paraît à nouveau l'année suivante dans une version remaniée et allongée.; Ūrij KARĀKIN, « Ne opozdat' ! (Odna posylka – beskonečnost' sledstvij) » [Avant qu'il ne soit trop tard ! (Une prémisse et des conséquences infinies)], 1986.

vie pour lutter contre la mort »¹. Comme Adamovitch à la même époque, il dénonce avec indignation la « mentalité du bunker » qui incite de nombreuses personnes à se soucier de leur survie personnelle plutôt que de travailler à sauver l'humanité entière². Ce faisant, Kariakine et Adamovitch condamnent l'individualisme égoïste avec autant de force que dans leur jeunesse staliniste, mais ils affirment désormais que la morale dépend de la conscience, qui n'est pas portée par une doctrine ou un Parti, mais qui serait un attribut intrinsèque de l'humanité auquel la menace d'anéantissement nucléaire donnerait une urgente actualité. Le progrès de l'humanité, pour eux, passe donc par la restauration des valeurs universelles qui garantissent le fonctionnement de l'écosystème moral.

Les remarques que nous venons de formuler sur ces quatre auteurs ne font qu'esquisser les pistes d'une recherche plus large sur les origines de la sensibilité romantique de l'intelligentsia libérale de la perestroïka. À défaut d'élaborer une généalogie détaillée qui nous écarterait de notre propos, nous soulevons ici, à partir de ces quelques trajectoires intellectuelles, une hypothèse qui mériterait d'être vérifiée empiriquement : au-delà de l'irréductible diversité des cas particuliers une tendance générale à la naturalisation des idéaux originellement associés au socialisme serait à l'œuvre. Nous empruntons le concept de naturalisation à l'historienne Sheila Fitzpatrick, qui l'utilise pour désigner le processus, selon elle déjà bien achevé au milieu des années 1960, par lequel l'homme soviétique cesse d'être une notion problématique qu'il s'agit de construire, mais apparaît dorénavant comme une donnée réelle avec laquelle il faut compter³. Alors que s'estompe le pathos révolutionnaire de la construction de l'homme nouveau, les traits de la société soviétique sont plus fréquemment présentés comme des attributs universels dont la validité dépasse le contexte historique de la lutte des classes. Nous avons ainsi vu que, dès les années 1950, la morale communiste est désignée dans les documents officiels comme la meilleure incarnation de la morale universelle. Cette

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*; Ales ADAMOVIČ, *Vyberi – žizn'* [Choisis la vie], 1986.

³ Sheila FITZPATRICK, *Tear Off the Masks !: Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia*, 2005, p.25.

ouverture de la doctrine trouve un fort écho parmi les intellectuels soviétiques favorables à la déstalinisation, qui insistent beaucoup sur la dimension universelle du socialisme¹. Cette génération d'intellectuels, communément désignés comme les « soixantards » en référence à leur engagement politique dans les années 1960², forme la part la plus importante de l'intelligentsia libérale de l'époque de la perestroïka³. Or, à l'époque de Khrouchtchev, ces mêmes soixantards ne se distinguent pas par une forte sensibilité romantique. Formés dans la croyance absolue au projet de construction du communisme, puis horrifiés par les crimes de Staline, ils défendent un socialisme qui se veut plus progressiste, souvent inspiré de la lecture du jeune Marx et du Lénine tardif⁴. Ils croient en l'avancement de la société par sa rationalisation, ce qui nourrit l'immense popularité à cette époque de la cybernétique, comme science du contrôle et de la planification⁵. Nous avançons que leur désillusion croissante à l'égard du socialisme à partir du milieu des années 1960⁶, de même que la fréquentation d'intellectuels nationalistes profondément romantiques comme Soljenitsyne et Likhatchev, les conduit à approfondir la naturalisation de leurs idéaux, qu'ils associent non plus à l'universalité du projet de construction du communisme, mais aux valeurs qui fondent le développement naturel de la société. Alors même que s'effrite le relatif consensus autour du socialisme

¹ Vladimir Shlapentokh, *Soviet Intellectuals and Political Power*, 1990, p.162-164.

² Le sociologue Viktor Voronkov propose de considérer les soixantards comme une « génération sociologique » au sens de Karl Mannheim, soit une génération unie par son identité. Ceux qui se réclament de cette génération appartiennent en effet à deux générations biologiques : ceux qui sont nés dans les années 1930 et pour qui la déstalinisation est véritablement une période formatrice et ceux qui sont nés pendant la guerre (donc au début des années 1940) et qui, à défaut d'avoir été engagés dans la déstalinisation, héritent des valeurs des premiers soixantards. Viktor VORONKOV, « Proekt "šestidesâtnikov": dviženie protesta v SSSR » [Projet soixantards: un mouvement de protestation en URSS], p.178.

³ Pour cette raison, la perestroïka est souvent interprétée par ses défenseurs comme une seconde tentative de déstalinisation. Un film documentaire soviétique de 1988, intitulé *Les enfants du XX^e congrès*, présente l'expérience acquise par les soixantards sous Khrouchtchev comme un enseignement précieux pour la perestroïka. Le film donne la parole à Alexandre Bovine, Youri Bourtine, Evgueni Evtouchenko, Youri Kariakine et Len Karpinski.

⁴ Sur la pensée politique des intellectuels de cette époque, voir Aleksandr ŠUBIN, *Dissidenty, neformaly i svoboda v SSSR* [Dissidents, informels et liberté en URSS], 2008; Vladislav ZUBOK, *Zhivago's Children*, 2011.

⁵ Slava GEROVITCH, *From Newspeak to Cyberspeak: A History of Soviet Cybernetics*. 2002.

⁶ Désillusion provoquée par les procès intentés à plusieurs intellectuels dans les années 1960 pour leurs écrits hétérodoxes (Pasternak, Dudintsev, Brodski, Daniel', Siniavski) et surtout par l'écrasement du Printemps de Prague en 1968 et, avec lui, de l'espoir d'un « socialisme à visage humain ».

démocratique et que les soixantards élaborent de nouvelles visions politiques inspirées de sources idéologiques variées - les sciences sociales occidentales, les philosophes religieux de l'émigration russe, l'idéologie des droits de la personne, la théorie néo marxiste de la nomenklatura comme classe dominante, etc. - les idéaux de réalisation de soi et d'intégration dans une société organique sont préservés, mais leur dimension romantique est exacerbée, si bien qu'elle devient un objet de mélancolie : ces valeurs semblent avoir été *perdues* sur la voie de la construction du communisme. Cette mélancolie, à son tour, inspire une révolte typiquement romantique contre le système mécanique qui aliène ces valeurs.

2) La révolte contre le système artificiel

Rappelons que pour ceux qui, suivant les documents soviétiques officiels, conçoivent la morale en termes de « conscience cognitive », le déclin moral s'explique avant tout par la déviance ponctuelle des éléments corrompus de la société, soit en particulier les bureaucrates et les spéculateurs du marché noir, mais aussi, de manière générale, les paresseux, les menteurs, les hypocrites, etc. Le discours sur la morale, dans cette perspective, est essentiellement réformiste, puisqu'il repose sur l'activation des valeurs fondamentales de la société, en l'occurrence les normes de la morale communiste. La perspective morale fondée sur la mélancolie à l'égard de valeurs universelles, par contraste, fait le procès de la société soviétique à partir d'un point qui lui est absolument extérieur : l'humanité, la civilisation, la nature, la vie. Ce discours moral est foncièrement *révolutionnaire*, puisqu'il vise au démantèlement du système qui crée les conditions des déviances morales individuelles. Dans le vocabulaire de l'époque, cette approche de la réalité sociale est dite « systémique » - nous dirions aujourd'hui « structurelle » - et, à ce titre, elle est jugée plus réelle par les intellectuels libéraux que les approches qui se contentent de dénoncer les « phénomènes négatifs » de la société soviétique.

Pour présenter l'approche systémique de l'intelligentsia libérale, nous nous appuyons ici sur les articles de Youri Bourtine, qui ont ceci de précieux pour notre propos

qu'ils constituent des exercices de réflexion sur ce que doit être la critique sociale et sur ses conditions de possibilité. Pour la plupart des libéraux, ce genre de question relève de l'évidence et donc de l'implicite : leur critique est virulente, mais elle est rarement réflexive. Bourtine, pour sa part, a le souci d'explicitier son mode de réflexion, car il est préoccupé par l'importance de transmettre l'héritage des soixantards aux plus jeunes générations qui n'ont connu que le marasme bréjnévien. « Mais que savent de ce temps, de nos années 1960, la plupart des lecteurs contemporains, qui ont aujourd'hui 30-35 ans, et d'autant plus ceux de 20 ans ? Nous nous risquons à affirmer : presque rien. »¹ Pour remédier à cette ignorance, il publie à partir de 1987 une série d'articles² dans lesquels il ne se contente pas seulement de critiquer la réalité soviétique, comme nombre de ses collègues et amis, mais explique aussi *comment* cela doit être fait. Ce faisant, il ne prétend pas proposer une nouvelle méthode qui lui serait propre, mais simplement enseigner aux jeunes Soviétiques ce que signifie une « véritable critique » pour les soixantards.

a) Le sens du système

Bourtine reconnaît d'emblée que la presse soviétique ne manque pas de critiques. Au contraire, nombre de journaux et revues dénoncent volontiers des problèmes de tous genres, qu'il s'agisse de l'attitude du dirigeant local du Parti, de l'alcoolisme d'un travailleur ou du piteux état de l'environnement. Pour autant, affirme-t-il, la plupart de ces critiques demeurent partielles, car elles s'attaquent à des problèmes ponctuels sans voir les rapports secrets qui les lient. La véritable critique doit être « systémique »³, c'est-à-dire qu'elle doit dévoiler la cause structurelle du mal qui se cache derrière tous les problèmes ponctuels et spécifiques. Bourtine nomme cette attitude le « sens du système »

¹ Ūrij BURTIN, « Vam iz drugogo pokoleniâ » [À vous d'une autre génération], octobre 1987.

² Il s'agit de « Vam iz drugogo pokoleniâ » [À vous d'une autre génération], octobre 1987; « Real'naâ kritika – včera i segodniâ » [La critique réelle, d'hier à aujourd'hui], juin 1987; « Izžit' Stalina » [Pour en finir avec Staline], 1989.

³ Les termes de Bourtine pour désigner cette qualité holiste sont *sistemnost'* et *krupnoproblemnost'*, que l'on pourrait traduire respectivement par « systématicité » et « large problématique ».

et en donne pour modèle Nikolai Dobrolioubov, l'initiateur de la « critique réelle » au XIX^e siècle¹ :

La supériorité de Dobrolioubov résidait, en un mot, dans la systématisme de sa compréhension de la réalité (...) Là où d'autres ne voyaient qu'une masse de petits et grands cas réunis par hasard, un conglomérat disparate de phénomènes, processus, groupes et forces sociaux séparés, il voyait quelque chose d'intérieurement homogène obéissant à des lois communes. Autrement dit, il voyait un système. (...) Grâce à ce « sens du système », Dobrolioubov interprète les thèmes littéraires apparemment singuliers comme des phénomènes caractéristiques et significatifs de la totalité sociale et, ce faisant, les « élève » à ce niveau de totalité et les conçoit dans toute leur signification socio-morale.²

Si Bourdieu traite plus spécifiquement dans ce passage de critique littéraire, son évocation du « sens du système » correspond tout à fait à la manière avec laquelle lui et ses collègues libéraux critiquent la société soviétique, dont le déclin moral ne s'explique pas uniquement à leurs yeux par des causes subjectives comme les erreurs ou les vices de certains individus. Le caractère « systémique » de leur approche est particulièrement manifeste dans leurs réflexions sur Staline et son héritage. Cherchant à dépasser la critique khrouchtchévienne du « culte de la personnalité », ils insistent pour dénoncer non pas uniquement Staline, mais le système qu'il a créé, le stalinisme. Une fois de plus, Bourdieu explicite les enjeux épistémologiques et éthiques de cette application de la critique systémique. Dans un article de 1989, il affirme que ce genre de critique est indispensable afin d'établir un jugement définitif et « objectif »³. À partir du XX^e congrès et jusqu'à nos jours, rappelle-t-il, la réflexion sur Staline était principalement consacrée à sa personnalité. Cela donnait lieu à des débats sans fin entre ceux qui, à l'instar d'Anatoli

¹ Ūrij BURTIN, « Real'naâ kritika – včera i segodniâ » [La critique réelle, d'hier à aujourd'hui]. Nikolai Dobrolioubov (1836-1861) était un critique littéraire et un publiciste démocrate révolutionnaire. La « critique réelle » est un genre engagé de critique littéraire qui fait le procès du monde contemporain à travers la littérature.

² Ūrij BURTIN, « Real'naâ kritika – včera i segodniâ » [La critique réelle, d'hier à aujourd'hui].

³ Ūrij BURTIN, « Izžit' Stalina » [Pour en finir avec Staline], 1989.

Rybakov¹, dépeignent Staline comme un être vil et machiavélique, et ceux qui, comme Konstantin Simonov², présentent Staline comme un sage et fin stratège. Bourtine dénonce la faiblesse de ces arguments subjectifs : « Comment concilier ces deux vérités entre elles, comment les conduire à un dénominateur commun ? La tâche est de toute évidence impossible dans le cadre d'une approche par la personnalité »³. Le « sens du système » permet de dépasser cette image duale de Staline. Pour Bourtine, cette approche systémique du stalinisme est enseignée par l'expérience historique :

*Il a fallu voir la dimension stalinienne de Khrouchtchev lui-même, dans sa manière de diriger la perestroïka économique et politique de cette époque, et il a surtout fallu vivre tout ce qui a suivi sous Brejnev et ses successeurs, lorsque même cette perestroïka limitée était piétinée et que s'est instaurée une longue et sourde « période de stagnation » - il a fallu vivre tout cela pour se rendre définitivement compte que l'essentiel n'était pas dans les individus ni même dans les formes concrètes que peut prendre le système de dictature bureaucratique forgé par Staline, mais que l'essentiel est dans le système lui-même.*⁴

La connaissance de cette cause néfaste et unique, selon Bourtine, apporte à la critique de Staline l'objectivité qui lui faisait défaut : « Ainsi devient possible un regard tout à fait différent sur l'objet de cet interminable débat : le jugement du rôle historique de Staline sur la base d'un critère décisif et pleinement objectif tel que le type de système social créé sous sa direction. (...) Et si de ce point de vue nous regardons Staline, alors en toute objectivité il ne reste aucune place pour les jugements dualistes »⁵. Pour Bourtine et les autres intellectuels libéraux, la critique de Staline n'est pas qu'une question historique. Le « sens du système » canalise la révolte inspirée par les divers problèmes sociaux contre les institutions soviétiques, qui formeraient un système stalinien. Pour le journaliste Len Karpinski, il s'agit là d'une évidence : « Un coup d'œil même rapide

¹ Auteur du roman *Les enfants de l'Arbat*, longtemps interdit et qui paraît finalement en 1987.

² Ancien directeur de *Novyj mir* et auteur de mémoires sur ses rencontres avec Staline, publiés en 1988.

³ Ūrij BURTIN, « Izžit' Stalina » [Pour en finir avec Staline], 1989.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.* L'accent est de l'auteur.

montre que les racines donnant littéralement naissance à toutes les variétés de freinage de la perestroïka dans n'importe quel domaine de la vie et dans tous ses détours sont étonnamment identiques : il s'agit en fait d'une seule racine ramifiée qui s'incarne dans le stalinisme. »¹

b) De l'insuffisance de « commencer par soi »

L'approche systémique des intellectuels libéraux les éloigne d'une forme de réformisme que nous avons évoquée précédemment et qui est particulièrement courante dans les écrits des intellectuels nationalistes, à savoir l'idée que la dégradation morale de la société découle de la lâcheté individuelle de ceux qui refusent de suivre leur conscience. Certes, les intellectuels libéraux s'entendent avec les intellectuels nationalistes sur l'importance primordiale de suivre sa conscience personnelle (*sovest'*) – un concept qu'ils utilisent abondamment –, mais ils considèrent que son expression sincère ne se traduit pas par l'activation des traditions propres à la Russie, mais des valeurs universelles, communes à l'ensemble de l'humanité². Ils considèrent, de plus, que la lâcheté individuelle n'est pas l'explication première du déclin moral, mais qu'elle est elle-même conditionnée par un système artificiel et oppressif. Il n'est donc pas nécessairement vrai, à leurs yeux, qu'il faut avant tout « commencer par soi ». Ainsi, dans un article de 1987, Bourtine cherche à corriger le portrait de la corruption morale dépeint dans *L'incendie*, un récent roman du nationaliste Valentin Raspoutine. Dans ce livre, le feu qui dévaste un village sibérien est nourri par l'indifférence, l'égoïsme et la vénalité de ses habitants, qui ont oublié les anciennes traditions d'entraide. L'ouvrage est un cri d'alarme devant la déliquescence des campagnes russes, perverties par les valeurs consuméristes modernes. À ce titre, il est largement célébré par la critique littéraire et les dirigeants soviétiques pour sa critique morale de la réalité soviétique. Pour Bourtine,

¹ Len KARPINSKY, « Pourquoi le stalinisme ne quitte-t-il pas la scène ? », 1988, p.512. Nous avons révisé la traduction.

² Nous nous penchons aux chapitres 2 et 3 sur les implications politiques du postulat selon lequel l'expression sincère de la conscience correspond nécessairement aux « valeurs universelles ».

cependant, les lamentations de Raspoutine et de ses commentateurs sur le déclin moral ne vont pas au fond des choses :

L'idée la plus répandue parmi les critiques semble cependant unilatérale, posant qu'il ne faut « se demander qu'à soi-même » et que « nous demandons trop de la société, oubliant notre responsabilité personnelle ». Il est évident qu'il faut procéder « à partir de soi », autrement la discussion sur les problèmes contemporains perdrait tout son sens moral. Mais pourquoi donc procéder seulement à partir de soi (...) lorsqu'il est question du « peuple », de profonds bouleversements dans la physionomie morale des masses humaines ? (...) L'écrivain [Raspoutine] – et il n'est pas le seul – semble se représenter les choses comme si les exigences de la personnalité envers elle-même et envers la société s'excluaient les unes les autres.¹

Cette distinction entre la morale personnelle et la société, selon Bourtine, est une illusion. Tout d'abord, parce que chaque personne n'est pas seulement ce qu'elle choisit d'être, mais est aussi la somme de rapports sociaux. Ensuite, et surtout, parce que la qualité morale de la conscience personnelle ne peut à son sens se mesurer indépendamment de son engagement pour la société. Bourtine poursuit :

Au contraire, plus les véritables exigences démocratiques de la personnalité à l'égard de la société sont élevées (et seulement une personnalité démocratiquement développée a affaire dans la société, les gredins et les philistins ne s'intéressent pas à de telles « abstractions »), plus cette personnalité élève ses exigences envers elle-même. Et à l'inverse, il est très douteux que l'homme qui est prêt à accepter n'importe quelle situation sociale ait la capacité de sérieusement « exiger de lui-même », d'avoir une conscience personnelle, de s'autoperfectionner intérieurement.²

Le redressement de la conscience personnelle, en somme, est certes nécessaire, mais insuffisant, puisqu'il n'entame pas le système néfaste qui rend possibles les compromissions individuelles. Des fautes subjectives, il faut étendre la critique morale aux causes structurelles. Léonide Batkine va dans le même sens :

¹ Ūrij BURTIN, « Real'naâ kritika – včera i segodniâ » [La critique réelle, d'hier à aujourd'hui].

² *Ibid.*.

(...) *quoi que l'on dise, le principal problème n'est pas « l'inertie en nous », ce n'est pas le fait que chacun doit commencer la perestroïka « à partir de soi ». Il y a dans ces clichés, bien sûr, de justes observations psychologiques, mais nous ne sommes pas idiots au point de remplacer la politique par la psychologie et espérer emporter la bataille contre la puissante machine bureaucratique par un travail sur soi.*¹

Pour Bourtine et Batkine, comme pour la plupart des intellectuels libéraux, le redressement de la morale nécessite d'abord et avant tout le renversement de la source structurelle des perversions ponctuelles. Cette idée d'un système artificiel déformant la conscience de ses sujets est exprimée par un concept qui devient extrêmement populaire à partir de 1987, celui de « système administratif de commandement ».

c) La critique du « système administratif de commandement »

Le concept de « système administratif de commandement » (*komandno-administrativnaâ sistema*) est créé au printemps 1987 par l'économiste Gavriil Popov². Le concept connaît une fortune immédiate et s'impose rapidement comme la désignation - et par là, l'interprétation - la plus répandue du système que la perestroïka a pour tâche de démanteler. Popov utilise le portrait de l'administrateur stalinien typique brossé par Alexandre Bek dans son roman *Une nouvelle affectation*³ pour analyser le système administratif soviétique contemporain. Ce système, affirme-t-il, est à la source du déclin moral de la société :

Bien des gens pensent que nous n'avons qu'à revenir aux méthodes staliniennes de commandement pour nous débarrasser de problèmes tels que l'indiscipline au travail, l'échec de la planification, la petite comptabilité sans vision, l'avarice et la dépendance à la drogue. (...) Mais certains [dont Popov] considèrent que les véritables racines de tous ces phénomènes résident précisément dans le Système administratif, et qu'ils se sont

¹ Leonid BATKIN, « Vozobnovlenie istorii » [Le renouvellement de l'histoire], 1988, p.190.

² Gavriil POPOV, « S točki zreniâ êkonomista » [Du point de vue d'un économiste], avril 1987.

³ Le roman, écrit en 1964, venait d'être publié pour la première fois en 1986 dans la revue littéraire *Znamâ*.

développés précisément pendant les années d'installation et de consolidation de ce Système.¹

Ce système, affirme Popov, est fondé sur la centralisation des décisions et sur leur application aveugle par les échelons inférieurs, réduits au rang de simples exécutants soumis et cyniques. Ce faisant, l'économiste s'écarte de la vision du bureaucrate corrompu par la jouissance du pouvoir qui est typique de la perspective soviétique officielle sur la morale. Pour Popov, le bureaucrate est une *victime* du système. L'exigence d'obéissance aveugle provoque une dissonance cognitive structurelle entre les actions et les convictions de ses exécutants, ce que Popov appelle les « chocs » :

Le plus grand danger pour le Système administratif réside dans les “chocs”. Le problème des “chocs”, c'est la contradiction entre les convictions intérieures et les croyances des dirigeants du Système, d'une part, et leurs décisions officielles, d'autre part. Les “chocs” sont produits par la dissonance entre la pensée et l'action, entre les sentiments et leurs expressions. Les “chocs” sont la maladie du Système.²

Le terme « chocs » (*sšibki*) avait été proposé par Aleksandr Bek dans le roman *Une nouvelle affectation*, sur lequel s'appuie Popov pour élaborer sa théorie. Sous la plume de ce dernier, ce problème moral prend un aspect rigoureusement scientifique :

Les « chocs », selon I.P. Pavlov, résultent de la collision de deux stimuli opposés dans le cortex cérébral. Les convictions internes ordonnent d'agir d'une certaine manière, mais l'individu se contraint à agir de manière contraire afin de répondre aux exigences de la logique administrative et par habitude d'obéissance aveugle.³

Selon Popov, la première génération de gestionnaires du système, formée de bolcheviks sincères, a grandement souffert de cette duplicité forcée. Cette génération est incarnée par le protagoniste principal du roman de Bek, Aleksandr Onissimov. Mais les successeurs d'Onissimov, pour leur part, ont si bien intériorisé la duplicité qu'ils s'en accommodent sans même qu'elle ne trouble leur conscience. Ce cynisme structurel, à son

¹ *Ibid.*, p.65.

² *Ibid.*, p.58.

³ *Ibid.* Ivan Pavlov (1849-1936) est un médecin et physiologiste célèbre pour ses travaux sur les réflexes conditionnés.

tour, démoralise la société entière, où il provoque les « calamités contemporaines » comme « le ralentissement du progrès économique et technique, les innombrables pertes morales, le nihilisme de la jeunesse ».¹ Tandis que les dirigeants du Parti et les nationalistes conservateurs appellent à un renforcement de la discipline et à l'adoption de nouvelles mesures restrictives – sur la consommation d'alcool, par exemple – Popov appelle au « dépassement » du système administratif et à l'introduction de « méthodes démocratiques et économiques »².

Le concept de « système administratif de commandement » s'appuie sur l'opposition, courante chez les économistes soviétiques réformistes depuis les années 1960, entre l'inefficacité des « mécanismes administratifs » déployés par la bureaucratie et l'efficacité des « mécanismes économiques » intrinsèques aux rapports d'échange, que sont les « leviers de motivation matérielle et morale »³. Mais contrairement aux économistes réformistes qui cherchaient à rationaliser le système de planification en s'appuyant sur l'économie mathématique, Popov présente la quête d'objectivité scientifique comme un retour aux lois de la nature, par contraste avec l'artificialité toute mécanique de l'État bureaucratique. Il décrit le système administratif comme une « machine parfaitement exacte » qui transforme les gens en « petits rouages de l'immense mécanisme de l'État », contrevenant ainsi à la « vérité de la vie »⁴.

Le concept de *système administratif de commandement* connaît un succès immédiat au sein de l'intelligentsia libérale, qui l'adopte comme la principale désignation « scientifique » du stalinisme, dont le dépassement serait la condition *sine qua non* à l'établissement de la démocratie et du marché. Plusieurs auteurs, tels que Bourtine et

¹ *Ibid.*, p.59

² *Ibid.*, p.63, 65

³ Olesâ KIRČIK, « Istorîâ kak èkonomnika, ili Putešestvie iz 1921-go v 1906-j čerez 1990-oj » [L'histoire comme économie, ou un voyage de 1921 en 1906 en passant par 1990], 2007.

⁴ Gavriil POPOV, « S točki zreniâ èkonomista » [Du point de vue d'un économiste], p.56, 59, 64.

Afanassiev citent explicitement Popov avec approbation¹, mais la plupart reprennent son concept sans même en justifier l'usage, ce qui illustre le caractère d'évidence qu'il présente désormais². Le succès du concept de Popov s'explique par le fait qu'il reflète et conforte l'idée largement répandue au sein de l'intelligentsia libérale selon laquelle la société soviétique souffre - notamment dans la sphère morale - d'un *excès* de contrôle de la part de l'État, et non pas d'une mauvaise utilisation de ce pouvoir ou d'un contrôle inadéquat. La finalité de la perestroïka, par conséquent, ne consiste pas tant à construire un meilleur système, mais à démanteler celui qui existe afin de renouer avec le cours du développement « naturel-historique » de la société sur la base de valeurs universelles comme la démocratie et le marché.

D - *Conclusion*

Au début de l'année 1987, Gorbatchev et son équipe entament un virage politique majeur inspiré des idées de l'intelligentsia libérale³. D'une stratégie d'accélération du développement de la société soviétique par le renforcement du contrôle et la mobilisation des normes de la morale communiste, la perestroïka devient une stratégie de démantèlement du « système administratif de commandement » par la démocratisation et

¹ Youri Afanassiev déclare à l'automne 1987, lors d'un discours d'ouverture à une série de lectures publiques organisées à son institut : « À mon avis, le moment de l'agonie du Système administratif est arrivé, pour reprendre la terminologie de G.H.Popov »; la même année, Youri Bourtine déclare au sujet du système communiste tel qu'il existe en URSS « Il est évident que ce système (que G.Popov a appelé avec justesse le Système administratif dans le numéro d'avril de *Nauka i žizn'*) n'est pas intéressé à la perestroïka ». Lûdmila SARASKINA, Boris MOŽAEV, Ūrij AFANAS'EV, Leonid BATKIN, Len KARPINSKIJ, Grigorij PEL'MAN, Ūrij BURTIN, Andrej NUJKIN, Georgij KUNICYN, Anatolij ARSEN'EV « Barrikady perestrojki » [Les barricades de la perestroïka], table ronde, février 1988, p.23.

² C'est le cas notamment d'Andreï Sakharov, qui écrit que la bureaucratie « s'accompagne à divers degrés de phénomènes négatifs : une structure de gestion administrative de commandement (*administrativno-komandnaâ struktura upravleniâ*) avec une subordination mécanique des maillons intermédiaires aux instances supérieures et un mépris du contrôle démocratique exercé par le bas ». Andrej SAHAROV, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka], 1988, p.122.

³ Il est difficile d'établir le sens du rapport de causalité entre le changement d'orientation de la perestroïka au début de 1987 et l'ascension médiatique de l'intelligentsia libérale au même moment. Si la nouvelle politique s'inspire d'arguments avancés de manière informelle par des libéraux soviétiques depuis des décennies, elle en encourage aussi l'expression publique. Les deux phénomènes, sans doute, se nourrissent l'un l'autre.

par l'introduction de « mécanismes économiques » - lire : une certaine forme de marché¹. Cette nouvelle stratégie, d'abord énoncée lors du plénum du Comité central de janvier 1987², est ensuite confirmée lors du plénum de juin de la même année, puis pleinement exprimée dans le livre *Perestroïka*, préparé à l'été 1987 et paru la même année³. La nouvelle stratégie politique s'incarne finalement dans les décisions de la XIX^e Conférence du Parti, en juin 1988, qui prévoit la démocratisation du système politique⁴. Dans le discours de Gorbatchev et de ses collaborateurs, le concept de « valeurs universelles » ne désigne plus seulement ce qui unit l'humanité face à des menaces globales comme la guerre nucléaire, mais des principes économiques et politiques enracinés dans la civilisation occidentale, comme la concurrence économique, la propriété privée et la démocratie⁵.

La typologie des perspectives morales que nous avons avancée dans ce chapitre éclaire la signification du discours politique sur la morale à l'époque de la perestroïka. Il en ressort que ce discours était réformiste pour certains, conservateur pour d'autres et révolutionnaire pour d'autres encore. Dans la perspective sur la morale énoncée dans les documents soviétiques officiels et mise en pratique par les dirigeants du Parti pendant les deux premières années de la perestroïka, le discours sur la morale est essentiellement

¹ Ce virage politique s'explique par de nombreux facteurs, dont l'échec des premières réformes économiques et la volonté de rapprochement avec les États-Unis afin de négocier des accords de désarmement. Mais le principal facteur est sans doute le constat de l'incapacité du Parti-État à redresser le niveau de productivité par un renforcement du contrôle. D'une part, parce que la contrainte se montre souvent inefficace et même contre-productive, comme ce fut le cas avec la campagne de prohibition, mais aussi parce qu'une grande partie de la résistance aux réformes vient précisément des rangs du Parti-État.

² Gorbatchev y déclare : « Il faut directement et honnêtement reconnaître que le style de travail technocratique, basé sur la pression administrative, a causé beaucoup de tort à la cause du Parti, en particulier dans son travail avec les gens, ce qui constitue la principale tâche du Parti ». Mihajl GORBAČEV, « O perestrojke i kadrovoj politike partii » [Sur la perestroïka et la politique des cadres du Parti], discours prononcé au plénum du CC du PCUS le 27 janvier 1987, dans *Izbrannye reči i stat'i* [Discours et articles choisis], t.4, p.334.

³ Pour un récit de la préparation de ce livre, voir Anatolij ČERNÂEV, *Šest' let s Gorbačevym* [Six années avec Gorbatchev], 1993, p.166-170.

⁴ Nous nous penchons sur cette réforme au chapitre 4.

⁵ Ainsi que l'observe rétrospectivement le politologue Vladimir SOGRIN, *Političeskâ istoriâ sovremennoj Rossii 1985-2001* [Histoire politique de la Russie contemporaine 1985-2001 : de Gorbatchev à Poutine], 2001, p.40.

réformiste. Il s'agit d'accélérer le développement de la société par la mobilisation de ses normes fondamentales incarnées par la morale communiste. L'intériorisation de ces normes est vue comme une condition essentielle à la réalisation de soi. Les mesures de redressement moral - l'éducation, le contrôle et la mobilisation - visent par conséquent à favoriser cette intériorisation. Une conception *conservatrice* de la morale est aussi présente dans le discours politique de la perestroïka. Elle vise à la restitution ou à la préservation des valeurs russes traditionnelles aliénées par la modernisation de l'URSS. Les intellectuels nationalistes expriment une profonde mélancolie romantique à l'égard d'une vision idéalisée du passé de la Russie où l'homme aurait été spirituellement intégré à la totalité sociale. Au-delà de l'appel à l'éveil spirituel - « Commencer par soi ! » -, les nationalistes ont des propositions politiques divergentes : les nationalistes conservateurs exigent le bannissement des influences occidentales tandis que les nationalistes libéraux mettent l'accent sur la promotion et la préservation de la culture nationale. Il y a aussi, finalement, une conception de la morale que l'on peut dire *révolutionnaire* puisqu'elle vise le démantèlement du système communiste tel qu'il existe au nom des valeurs universelles de l'humanité. Les intellectuels libéraux qui promeuvent cette conception de la morale croient fermement dans le progrès et dans la modernité, dont ils voient le modèle dans les pays capitalistes occidentaux. En même temps, ils témoignent d'une forte sensibilité romantique marquée par la mélancolie à l'égard d'une société « normale » dont le développement « naturel – historique » aurait été interrompu par un projet artificiel d'ingénierie sociale. Leur défense de la démocratie et du marché, dans cette perspective, est inspirée par une révolte contre les perversions - le cynisme, l'égoïsme, le carriérisme - provoquées par un système mécanique qui, à leurs yeux, fait obstacle à la pleine réalisation de soi.

La perspective révolutionnaire sur la morale devient prédominante à partir de 1987 au détriment des perspectives réformiste et conservatrice dans le discours public de la perestroïka. Le principal effet de ce changement est de canaliser *contre* le système communiste le sentiment puissant et diffus de crise morale. Ce phénomène conforte une vision de la politique axée non pas sur la construction de nouvelles structures et sur

l'élaboration d'une nouvelle idéologie, mais sur le démantèlement des structures et l'abandon de l'idéologie afin de permettre l'expression des dispositions morales naturelles de la personne et de la société. Au prochain chapitre, nous verrons que le monisme moral implicite sur lequel repose cette vision de la politique incite les intellectuels libéraux à porter des jugements binaires intransigeants qui départagent la complexité sociale et politique entre ceux qui expriment sincèrement leur conscience et ceux qui, par égoïsme ou par aveuglement, défendent de « faux principes ». L'idéal de la réalisation de soi par l'expression personnelle entre alors en tension avec le projet perfectionniste de consolidation de la société sur la base des valeurs universelles.

Chapitre 2 : Pluralisme des opinions et monisme moral

Nous avons vu au chapitre précédent que la morale constitue un enjeu central du discours politique de la perestroïka. C'est un lieu commun de l'époque que de dénoncer le déclin moral de la société soviétique et d'appeler à son redressement par le biais de réformes. Ce sentiment de crise morale alimente de vifs débats quant à ses causes et ses remèdes. En 1985 et 1986, la ligne officielle du Parti prône le renforcement du contrôle et la mobilisation des normes de la morale communiste. Cette stratégie de réforme est cependant contestée dans la presse, notamment par de nombreux intellectuels libéraux, dont la sensibilité romantique s'exprime par une mélancolie à l'égard des valeurs universelles qui permettent le développement organique de la société, ainsi que par une révolte contre le système artificiel qui empêche l'expression pleine et sincère de la conscience personnelle¹. En vertu de cette perspective morale, dont Gorbatchev et son équipe s'inspirent fortement à partir de 1987, la perestroïka doit avant tout démanteler le « système administratif de commandement » afin que s'expriment les forces morales de la société dans la glasnost, la démocratie et le marché.

Cette perspective morale est cependant marquée par une tension interne. D'une part, l'idéal d'expression pleine et sincère de la conscience personnelle implique la reconnaissance dans la sphère publique d'une pluralité d'opinions valables. Pour la plupart des intellectuels libéraux, cet idéal se traduit par le rejet catégorique de la censure et du monopole du Parti sur la vérité, au profit d'une revalorisation de l'opinion personnelle (*ličnoe mnenie*) et des convictions (*ubeždeniâ*) comme objets légitimes du discours et du débat publics. D'autre part, ces libéraux considèrent que la perestroïka doit être fondée sur un ensemble unique et cohérent de valeurs, dites universelles, qui seules permettent le développement naturel de la société. Pour s'exprimer dans les termes de la

¹ Ainsi que nous l'avons indiqué au chapitre précédent, le terme qu'utilisent généralement les libéraux pour désigner la conscience personnelle est *sovest'*. Pour alléger la lecture, nous disons parfois simplement « conscience » dans ce chapitre et les suivants pour désigner, sauf mention contraire, la « conscience personnelle ».

philosophie politique contemporaine, l'on pourrait dire que leur perfectionnisme¹ repose sur un monisme moral. Nous parlons de monisme non pas au sens où il n'y aurait pour eux qu'un seul bien suprême, mais au sens où les différentes valeurs défendues par les libéraux soviétiques forment à leurs yeux une vision totale et cohérente du monde - la « civilisation » - qui doit être l'unique fondement des principes politiques, au détriment des visions du monde concurrentes. Certes, plusieurs des valeurs défendues par les libéraux soviétiques sont des dispositions abstraites de l'esprit, comme l'honnêteté et la sincérité, qui pourraient faire l'objet d'un consensus entre des citoyens aux vues idéologiques opposées². Mais d'autres valeurs qu'ils défendent impliquent une définition substantielle de la vie morale et de l'ordre sociopolitique qui la rend possible : l'expression sincère de la conscience personnelle et l'appartenance première à l'humanité, par exemple, telle qu'elles se réalisent dans la démocratie représentative et l'économie de marché. Or, ces valeurs sont hautement controversées dans la société soviétique, où elles entrent en conflit avec les valeurs de patriotisme, ou encore d'appartenance de classe, de loyauté au parti (*partijnost'*) et de conformité doctrinale au marxisme-léninisme. Dans cette société, en somme, les « valeurs universelles » sont donc bien loin d'être universelles; en réalité, ce n'est que l'un des ensembles de valeurs qui s'entrechoquent sur la place publique. Les libéraux soviétiques, cependant, tendent à considérer ces « valeurs universelles » comme les seuls véritables principes de la vie en société, destinés à supplanter ceux que défendent leurs adversaires politiques. Ces derniers, d'ailleurs, le leur rendent bien, considérant pour leur part que la perestroïka devrait être exclusivement fondée sur la morale communiste ou les traditions nationales, selon le cas. Si le monisme moral est donc un trait relativement commun de la pensée politique de cette époque, il est nettement plus problématique dans la pensée politique des intellectuels libéraux, dans la mesure où il entre directement en tension avec leur idéal d'expression pleine et entière de la conscience. Cette tension se manifeste dans leur

¹ Au chapitre précédent, nous avons défini le « perfectionnisme politique » comme l'idée voulant que l'ordre sociopolitique soit directement responsable des conditions de l'épanouissement moral de la population. La perestroïka envisagée par les intellectuels libéraux, dans la mesure où elle vise notamment à un redressement moral par la promotion de certaines valeurs substantielles, est un projet perfectionniste.

² Selon John Rawls, ce « consensus par recoupement » est à la base d'un « désaccord raisonnable » entre les citoyens d'une société libérale où l'État demeure neutre quant aux valeurs morales substantielles. John RAWLS, *Political Liberalism*, 1993.

attitude ambiguë à l'égard des opinions de leurs adversaires, qui est tiraillée entre la reconnaissance du pluralisme des opinions et l'intransigeance du monisme moral.

Dans ce chapitre, nous nous penchons sur le rapport des intellectuels libéraux aux opinions de leurs adversaires dans les débats de la glasnost entre 1987 et 1989¹. À cette époque, la sphère publique soviétique devient le lieu de conflits sur des questions de principe qui vont bien plus loin que les discussions prudentes et souvent scolastiques qui étaient autorisées lors des décennies précédentes. Dans une société habituée aux expressions rituelles d'unanimité et où les divergences de convictions sont habituellement réservées aux conversations privées, le conflit public des valeurs suscite l'inquiétude : la société n'est-elle pas en train de se diviser, alors qu'elle devrait se rassembler autour de valeurs favorables aux réformes ? Jusqu'à quel point ces débats, en fin de compte, sont-ils constructifs ? Les opinions contraires, pour reprendre les termes du journaliste Len Karpinski dans un débat avec des intellectuels nationalistes, constituent-elles des « variantes de la perestroïka » ou « des variantes sans la perestroïka »² ? Cela revient à s'interroger sur l'étendue du pluralisme légitime dans la glasnost : s'agit-il seulement de confronter une pluralité d'opinions à l'intérieur du cadre général des valeurs universelles guidant la perestroïka ou peut-on confronter une pluralité de valeurs, quitte à potentiellement remettre en cause les principes mêmes de la perestroïka ?

Dans ce chapitre, nous verrons que, pour bien des libéraux soviétiques, la reconnaissance du pluralisme des opinions va de pair avec la visée d'une *purification* de

¹ C'est-à-dire avant que les conflits de valeurs ne prennent la forme d'un conflit politique ouvert dans la foulée de la renaissance de la vie politique en 1989. Nous traitons de cette période dans les chapitres de la seconde partie de la thèse.

² AMBARCUMOV Evgenij, Len KARPINSKIJ, Vadim KOŽINOV, Mihail LOBANOV, Igor' ŠAFAREVIČ, « Revolūciā : bolezni ili iscelenie ? » [La révolution : une maladie ou un remède ?], table ronde, 17 décembre 1989, p.13. Un an plus tard, Karpinski affirme, de manière similaire : « Le pluralisme politique n'a maintenant de sens que comme un foyer de développement à l'intérieur de la démocratie, dans son propre 'bateau'. Ceux qui sont par dessus bord, ce n'est pas l'aile conservatrice de la perestroïka, mais ses adversaires directs : des réactionnaires qui doivent simplement disparaître de la scène politique » Len KARPINSKIJ, Ūrij AFANAS'EV, « Sozdat's porādok iz haosa » [Créer de l'ordre à partir du chaos], septembre 1990.

la conscience sociale. Nous verrons tout d'abord que cette purification a pour critère la « vérité », qui est élevée au statut de critère absolu de légitimité de la parole publique, transposant ainsi dans le domaine politique une notion issue de la science et de la morale. Nous observerons ensuite, à partir d'exemples tirés des débats des années 1987-1989, comment cette exigence de vérité absolue conduit de nombreux libéraux à disqualifier les opinions contraires aux leurs comme des mensonges indignes de discussion.

A - *La vérité comme critère suprême du discours public*

À l'encontre des formes conventionnelles du discours public en URSS, qui fait découler la validité d'un propos dans la sphère publique de sa conformité aux doctrines et symboles indiqués par la ligne du Parti¹, la vérité est élevée à l'époque de la perestroïka au statut de critère suprême du discours public². La glasnost, dans cette perspective, vise à faire triompher la vérité et à chasser le mensonge sous toutes ses formes : le dogmatisme, le formalisme, la déformation des faits, l'omission d'informations, etc. Cette vérité absolue est présentée comme la clé du succès des réformes et, par là, de l'avenir de la société. Andreï Sakharov écrit en 1988 : « Je suis convaincu que les intérêts supérieurs du pays exigent que toute la vérité soit dite sur le passé et sur le présent, aussi pénible soit-elle. Il ne doit pas y avoir dans notre vie de coins inaccessibles à la lumière. C'est bien plus important que les considérations relatives à la soi-disant 'sécurité d'État' »³. Gorbatchev insiste lui aussi sur l'importance de dire la vérité et d'agir en concordance avec elle. Dans son livre *Perestroïka*, publié en 1987, il écrit au sujet de la glasnost :

L'essentiel, c'est la vérité. Lénine disait : « Davantage de lumière ! » Que le Parti soit au courant de tout ! Moins que jamais, nous avons besoin de coins sombres où

¹ Voir à ce sujet Françoise THOM, *La langue de bois*, 1987.

² La prétention d'exprimer la vérité, bien évidemment, n'est pas nouvelle dans le discours public soviétique. Ce qui est nouveau, c'est que cette exigence soit placée au-dessus des considérations de loyauté et de respect à l'égard des représentants du pouvoir et des symboles de l'État.

³ Andrej SAHAROV, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka], 1988, p.125. Nous avons révisé la traduction proposée dans Youri AFANASSIEV (dir.), *La seule issue*, p.396.

*pourraient se loger les moisissures, et où tout ce contre quoi nous avons commencé à lutter avec résolution pourrait subrepticement s'accumuler. C'est pourquoi il nous faut davantage de lumière. Aujourd'hui, la glasnost est l'exemple éloquent d'une atmosphère spirituelle et morale normale qui, dans une société, rend les gens aptes à comprendre plus profondément ce qui nous est arrivé par le passé, ce qui se passe actuellement, ce pour quoi nous luttons, quels sont nos plans, et, sur la base de cette compréhension, à participer consciemment à l'effort de la perestroïka.*¹

Ce nouvel accent sur la vérité se traduit par des changements réels dans la sphère publique : la censure est effectivement - bien que partiellement - réduite, ce qui donne lieu à un déluge de publications portant sur des aspects autrefois tus ou falsifiés du passé et du présent soviétiques². Or, comme l'affirment Sakharov et Gorbatchev, la révélation de la vérité ne vise pas uniquement à dévoiler les zones d'ombre, mais doit aussi guider l'action politique. La question du mode de connaissance de la vérité, dans ce contexte, a donc une portée explicitement politique.

Dans sa vaste étude du discours politique de l'époque de la perestroïka, l'historien Timour Atnachev montre que la conception de la vérité généralement mise de l'avant par l'intelligentsia soviétique³ résulte de la transposition dans le domaine politique de postulats normatifs issus de domaines qui lui sont *a priori* étrangers : la vérité

¹ Mihajl GORBAČEV, *Perestrojka i novoe myšlenie dlâ našej strany i dkâ vsego mira*, 1987, p.72. Nous avons légèrement révisé la traduction proposée dans la version française : Mikhaïl GORBATCHEV, *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde*, 1987, p.103. La référence à Lénine est paradoxale, car l'exigence de vérité absolue implique inévitablement, à terme, la remise en cause des enseignements de Lénine, ce qui va effectivement se produire quelques années plus tard.

² Dans des domaines aussi variés que l'état de l'environnement, la dépendance aux drogues, la prostitution, la corruption des dirigeants (locaux) du Parti, les répressions du passé, etc. Pour un aperçu du « journalisme de vérité » typique de cette époque, voir le recueil d'articles tirés de l'hebdomadaire *Ogonëk* : Vitalii KOROTICH, Cathy PORTER (dir.), *The New Soviet journalism. The best of the Soviet weekly Ogonyok*, 1990.

³ Timur Atnashev, *Transformation of the Political Speech under Perestroïka*, chapitre 3. L'argument que nous présentons ici fait aussi l'objet de l'unique publication - à notre connaissance - qu'Atnachev ait directement tirée de sa thèse : Timur ATNAŠEV, « Idealy naučnoj ob"ektivnosti i čestnosti kak obosnovanie politiki glasnosti v perestrojke » [Les idéaux d'objectivité scientifique et d'honnêteté comme fondements de la glasnost pendant la perestroïka], 2013.

scientifique et la vérité morale¹. Les réformes, dans cette perspective, doivent être guidées par les lumières supposément convergentes de la science et des convictions sincères. Nous observons que cette conclusion s'applique tout à fait au discours des intellectuels libéraux. Dans cette section, nous verrons que cette conception de la vérité les conduit souvent à entretenir une certaine illusion d'objectivité à l'égard de la réalité sociale. Une objectivité qui, à leurs yeux, est d'autant plus fondée qu'elle s'appuie sur l'expression sincère de la conscience.

1) La vérité scientifique et l'illusion d'objectivité

Comme le souligne Atnachev, la transposition de la notion de vérité scientifique² dans le domaine des affaires humaines implique qu'il existe une seule et unique analyse objective de la société et que cette analyse est en mesure d'indiquer avec exactitude le programme des réformes nécessaires. Cela correspond à ce que Vladimir Mau et Pekka Sutela, dans un article sur la pensée économique de la perestroïka, ont désigné comme une « illusion d'objectivité »³ fort répandue à l'époque. Alexandre Yakovlev, bras droit de Gorbatchev, en témoigne quelques années plus tard: « L'illusion s'était créée qu'il suffisait de rassembler l'information la plus fiable et la plus complète possible et d'agir en conséquence pour que tout aille dans la direction nécessaire et que cela donne naissance à une politique honnête et raisonnable. C'est une illusion que je partageais. »⁴ En vertu de cette illusion, il semble possible de porter sur les affaires humaines un

¹ Atnachev désigne la première comme l'*istina* et la seconde comme la *pravda*, distinguant ainsi les deux termes russes désignant la vérité. Cette distinction ne correspond cependant pas à l'usage de l'époque, où le terme *pravda* - beaucoup plus fréquent - désigne à la fois la vérité scientifique et la vérité morale. Cela correspond à la sémantique complexe du terme *pravda* lui-même, qu'un important dictionnaire définit à la fois comme « ce qui existe effectivement, ce qui correspond à l'ordre des choses » et comme « la justice, l'honnêteté, la juste cause ». (S. OŽEGOV N. ŠVEDOVA, *Tolkovyj slovar' russkogo âzyka* [Dictionnaire interprétatif de la langue russe], 2005, p.576). Pour une étude historique et politique du double sens du terme *pravda*, voir Stéphane VIBERT, « Pravda: vérité et justice », 2004.

² Nous entendons par « vérité scientifique » la vérité qui repose sur la correspondance factuelle à la réalité, établie sur la base d'une méthode objective, à l'instar de ce qui se fait dans le domaine des sciences naturelles, et non pas la vérité rationnelle propre aux mathématiques ou à la philosophie.

³ Vladimir MAU et Pekka SUTELA, « Economics Under Socialism : The Russian Case », 1998.

⁴ Aleksandr ÂKOVLEV, *Gorkaâ čaša*, 1994, p.205. Cité par Vladimir MAU et Pekka SUTELA, *Op.cit.*, p.35-36.

discours aussi objectif que celui que porte la science sur la nature, à condition toutefois de se débarrasser des « mythes », « stéréotypes » et autres déformations « idéologiques ».

Au sein de l'intelligentsia libérale, cette vision scientiste se manifeste notamment par la confiance unanime qui est accordée aux « lois objectives de l'économie » identifiées par certains économistes soviétiques de l'époque. Le plus célèbre d'entre eux est certainement Nikolaï Chmeliiov, dont l'article « Avances et dettes », paru en 1987, connaît un immense retentissement¹. Dans cet article, Chmeliiov présente le marché comme le mode objectif et naturel de régulation de l'économie. Les « lois objectives » de la vie économique, affirme Chmeliiov, comprennent « des motivations au travail qui se sont formées sur plusieurs siècles et qui répondent à la nature humaine »². Leur validité, pour lui, est tout aussi objective que celle des lois de la physique:

Qui fera entendre à tous nos cadres économiques du sommet à la base, que le temps des méthodes administratives de gestion de la vie économique est dépassé, que l'économie possède des lois dont la transgression est tout aussi inadmissible et effrayante que celle des lois du réacteur nucléaire de Tchernobyl, que le dirigeant moderne doit connaître ces lois et fonder ses décisions en accord avec elles et non pas malgré elles ?³

Comme l'illustre ce passage, Chmeliiov partage pleinement la sensibilité romantique de l'intelligentsia libérale dont il a été question au chapitre précédent, selon laquelle le développement de la société obéit à des lois organiques qui ont été perverties par un système artificiel⁴. Chmeliiov associe les « lois objectives du marché » à la

¹ Nikolaj ŠMELĚV, « Avansy i dolgi » [Avances et dettes], juin 1987. Chmeliiov arrive en première place d'un palmarès des cinquante publicistes les plus populaires de l'année 1988. S. KLIGER, « Publicistika-88 kak ob"ekt issledovaniâ » [La publicistika de 1988 comme objet de recherche], 1989, p.242.

² Nikolaj ŠMELĚV, *Op.cit.*, p.144.

³ *Ibid.*, p. 157.

⁴ Nous avons aussi vu au chapitre précédent que la comparaison entre la crise morale et les catastrophes naturelles provoquées par l'homme est une métaphore fort répandue de la rhétorique des intellectuels libéraux.

« normalité et la santé » ainsi qu’au « bon sens »¹, leur opposant ainsi l’artificialité de toute idéologie d’organisation économique. Il dénonce « un système de gestion de l’économie volontariste, parfois simplement inventé dans des bureaux », où les prix sont « construits dans des bureaux, selon des concepts encore détachés de la vie »². Signe révélateur de cet accent sur la spontanéité organique, le terme « vie » apparaît 26 fois dans l’article « Avances et dettes », qui compte 17 pages.

L’aura d’objectivité qui entoure l’économie aux yeux des libéraux soviétiques explique sans doute pourquoi ils adoptent avec autant d’empressement l’idée que le marché correspond aux lois de la vie, transformant une notion hautement polémique - en URSS, à tout le moins - en vérité scientifique. Léonide Batkine, qui reconnaît par ailleurs ne pas être compétent dans le domaine de l’économie³, n’hésite pas à affirmer que « l’esprit d’entreprise et le système de marché apparaissent sur le fondement naturel de la nature humaine et du niveau technique et économique contemporain, et non pas malgré eux, comme le socialisme de caserne. Créer une nouvelle économie est difficile, mais tout de même plus facile que ne le pensent certains, car elle n’exige pas tant d’être ‘créée’ qu’autorisée. »⁴ La naturalité du marché se présente avec une telle évidence qu’elle trouve même d’ardents défenseurs parmi les intellectuels libéraux qui se réclament du socialisme léninien. C’est le cas du journaliste Len Karpinski, qui considère que le

¹ Le bon sens revient quatre fois dans cet article et davantage dans ses articles ultérieurs. Voir par exemple : Nikolaj ŠMELĚV, « Ėkonomika i zdavyij smysl » [L’économie et le bon sens], ainsi que dans une interview publiée l’année suivante en anglais : Nikolay SHMELYOV, « The Rebirth of Common Sense ».

² Nikolaj ŠMELĚV, « Avansy i dolgi » [Avances et dettes], p.144, 151.

³ Dans un article-fleuve où il n’est pourtant pas avare de digressions érudites, Batkine écrit : « N’étant pas économiste, je n’aborderai presque pas la sphère déterminante, celle de la restructuration des rapports de production. » Leonid BATKIN, « Vozobnovlenie istorii » [Le renouvellement de l’histoire], 1988, p.156. Bien des années plus tard, Youri Afanassiev affirme regretter la confiance que lui et ses collègues ont alors accordée aux économistes : « je pensais, avec raison, que je n’étais pas un économiste. Et je pensais, eh bien... mieux vaut que les économistes réfléchissent à ce sujet [les réformes économiques] et y participent plus activement. Maintenant je comprends que je me suis trompé sur ce point. (...) Mon erreur a été de penser que ce qui se passait dans le domaine de l’économie était l’affaire des économistes et, peut-être, des juristes. C’était en réalité une erreur profondément soviétique qui moi non plus ne m’a pas épargné, malheureusement. » Centre Eltsine, « Interv’û s Ūriem Afanas’evym » [Interview avec Afanassiev], 2011. Comme nous le verrons plus loin et contrairement à ce qu’affirme Afanassiev, il ne s’agit pas d’une erreur typiquement soviétique.

⁴ Leonid BATKIN, « Mertvyj hvataet živogo » [Le mort saisit le vif], septembre 1989, p.124.

marché est une « géniale invention de l'humanité » et, à ce titre, qu'il doit d'être incorporé au socialisme¹. Il déclare : « Opposer le marché au socialisme, c'est opposer de manière nihiliste le socialisme à toute l'histoire, aux formes humaines fondamentales de relations et de vie en commun. »²

Certes, l'idée de la naturalité du marché et l'illusion d'objectivité des lois de l'économie ne sont pas des phénomènes proprement soviétiques. Mais si ces idées ont acquis une certaine validité en Occident - où elles demeurent fortement contestées - au terme d'un long « désencastrement » de l'économie par rapport aux relations sociales³, elles font pendant la perestroïka l'objet d'une adhésion aussi rapide qu'unanime de la part des économistes soviétiques⁴ et de l'intelligentsia libérale, et ce, alors même que ces idées demeurent hautement controversées dans l'ensemble de la société soviétique. Ce phénomène illustre la disposition singulière des intellectuels libéraux à considérer comme des vérités absolues certaines propositions politiques et économiques dès lors qu'elles semblent établies sur une correspondance directe - sans l'intermédiaire d'une doctrine - à la réalité de la vie. Dans les termes de Chmeliov, c'est une vérité scientifique qui relève du « bon sens » et de la « vie », et non pas des « concepts ». Le caractère objectif de cette vérité scientifique est aussi conforté par une autre forme de vérité qui émergerait naturellement de l'esprit humain et dont la validité est jugée supérieure à toute doctrine sociale ou politique : la vérité morale dictée par la conscience personnelle.

¹ Len KARPINSKIJ, « Zdravij smysl perestrojki » [Le bon sens de la perestroïka], janvier 1989, p.16.

² Lûdmila SARASKINA, Boris MOŽAEV, Ūrij AFANAS'EV, Leonid BATKIN, Len KARPINSKIJ, Grigorij PEL'MAN, Ūrij BURTIN, Andrej NUJKIN, Georgij KUNICYN, Anatolij ARSEN'EV « Barrikady perestrojki » [Les barricades de la perestroïka], table ronde, février 1988, p.22.

³ Karl POLANYI, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, 2011.

⁴ Un sondage réalisé auprès des économistes soviétiques et britanniques en 1990 montre que les premiers approuvent dans une bien plus grande proportion que les seconds (95 % contre 66 %) l'affirmation selon laquelle « le marché est le meilleur mécanisme pour réguler la vie économique ». Vincent BARNETT, « Conceptions of the Market Among Russian Economists: A Survey », p.1093, cité par Joachim ZWEYNERT, « Economic Ideas and Institutional Change », p.190.

2) La vérité morale

Pendant la perestroïka, l'académicien Dmitri Likhatchev¹ a grandement contribué à populariser l'idée selon laquelle la conscience personnelle est source de vérité. Dans un célèbre article de 1987, il écrit : « La conscience (*sovest'*) vient toujours des profondeurs de l'âme et, grâce à elle, l'homme se purifie d'une manière ou d'une autre. La conscience 'ronge'. La conscience ne peut être mensongère. »² De nombreux intellectuels libéraux partagent cette conception de la conscience purificatrice et considèrent, pour cette raison, qu'elle constitue un complément essentiel à la vérité scientifique. Le journaliste Alexandre Bovine écrit dans le recueil *Inogo ne dano* en 1988 que le problème de la vérité n'est pas seulement un problème personnel de conscience (*sovest'*), mais aussi un problème décisif « pour les sciences sociales, pour la théorie sociale, sans lesquelles la perestroïka est condamnée à l'échec », concluant : « En science, la vérité c'est l'objectivité »³. Dans le même recueil, le journaliste Len Karpinski associe lui aussi la vérité scientifique à la vérité morale. Il utilise un vocabulaire scientiste pour dénoncer le stalinisme, qu'il présente comme un « système de croyances » formé de « dogmes, mythes et stéréotypes », par contraste avec le système des « preuves positives »⁴. Karpinski est cependant soucieux de ne pas donner l'impression que la critique des dogmes mène au relativisme : « Mais si toute cette mythologie est arrachée, balayée des âmes humaines grâce à la glasnost, à quoi ces âmes vont-elles pouvoir s'adosser, se retenir ? La réponse est claire : à la vérité et à ce qui s'appelle la loi morale intérieure ou la conscience (*sovest'*), c'est-à-dire le jugement tacite de chaque personnalité par les ancêtres, les contemporains, les descendants. Un tel tribunal est déjà en cours à l'échelle gigantesque de tout le pays. »⁵ Ce passage illustre le rapport étroit entre la vérité et la

¹ Au sujet de son engagement dans la perestroïka, voir le chapitre précédent.

² Dmitri LIHAČĚV, « I probil čas » [L'heure a sonné], 1er janvier 1987, p.43.

³ Aleksandr BOVIN, « Perestrojka: pravda o socializme i sud'ba socializma », cité par Timur ATNAŠEV, *Op.cit.* Pour une raison qui nous est inconnue, le texte de Bovine n'apparaît pas dans la version française du recueil.

⁴ Len KARPINSKIJ, « Počemu stalinizm ne shodit so sceny ? » [Pourquoi le stalinisme ne quitte-t-il pas la scène ?], 1988, p.653. Nous suivons la traduction française proposée dans Youri AFANASSIEV (dir.), *La seule issue*, p.517-518.

⁵ *Ibid.*, p.660. Nous suivons la traduction française : *Op.cit.*, p.528.

morale. La conscience qui rend possible l'objectivité scientifique, pour Karpinski, ne se limite pas à l'honnêteté comme disposition déontologique à ne pas déformer la réalité, c'est un jugement moral fondé sur une loi intérieure. Ce jugement, de plus, vise à une véritable purification du discours public. Karpinski poursuit :

Et pour que le tribunal de la vérité et de la conscience soit juste et vrai, il fallait d'abord 'labourer' le champ de la connaissance, le débarrasser des clichés idéologiques encroûtés, délivrer la pensée inquisitoriale de la cage des prescriptions dogmatiques et sûres d'elles-mêmes, qui prétendent servir de modèles intangibles à notre mémoire historique. Il faut ouvrir les portes des archives, autoriser l'accès aux documents et aux faits, exprimer dans les médias de masse les éléments émancipés de la vie populaire et des idées populaires sur cette vie. (...) Les fruits de la connaissance stimulée par la glasnost sont déjà importants : la nouvelle pensée emporte chaque jour de grandes et petites victoires. La perestroïka affirme son rôle d'instruction du peuple. Sous l'influence de la glasnost et de la vérité qu'elle apporte, les gens renoncent à leurs errements staliniens.¹

La révélation des faits, tout comme la promotion des idées « populaires »², participent ainsi à la lutte contre les dogmes du stalinisme. Pour Karpinski comme pour de nombreux autres intellectuels libéraux, la glasnost n'est donc pas seulement une extension des possibilités d'expression : c'est une vaste entreprise de purification de la conscience sociale à la lumière éclatante de la vérité scientifique et morale. Cette vision de la glasnost n'est pas sans effet sur la manière dont ces libéraux considèrent les opinions de leurs adversaires politiques.

¹ *Ibid.*, p.660-661. L'accent est de nous.

² Karpinski décrit les idées qu'il valorise - en l'occurrence le socialisme de marché - comme « populaires ». Il s'agit d'un vœu pieux, car en réalité ces idées ne sont pas populaires à cette époque - la majorité de la population désapprouve l'introduction du marché.

B - Vérité et glasnost : la purification de la conscience sociale

Il est à propos d'évoquer ici la réflexion de Hannah Arendt sur le rôle de la vérité en politique¹. La vérité², soutient-elle, est une condition primordiale de l'existence du domaine politique, car nulle discussion n'est possible sans la présomption initiale qu'il existe un monde factuel permanent sur lequel on peut tenir un discours vrai et qui constitue le point de départ de l'action humaine. « Conceptuellement, affirme-t-elle, nous pouvons appeler la vérité ce que l'on ne peut pas changer; métaphoriquement, elle est le sol sur lequel nous nous tenons et le ciel qui s'étend au-dessus de nous »³. Arendt, pour cette raison, est fortement préoccupée par la menace d'extinction complète de la vérité que posent à ses yeux les politiques modernes du « mensonge organisé ». Les régimes totalitaires, en particulier, diffusent le mensonge avec une telle efficacité qu'ils brouillent la distinction catégorielle entre le vrai et le faux :

*On a fréquemment remarqué que le résultat à long terme le plus sûr du lavage de cerveau est un genre particulier de cynisme - un refus absolu de croire en la vérité d'aucune chose, si bien établie que puisse être cette vérité. En d'autres termes, le résultat d'une substitution cohérente et totale de mensonges à la vérité de fait [est] que le sens par lequel nous nous orientons dans le monde réel - et la catégorie de la vérité relativement à la fausseté compte parmi les moyens mentaux de cette fin - se trouve détruit.*⁴

En cela, le mensonge organisé « dérobe le sol sous nos pieds sans fournir d'autre sol sur lequel se tenir »⁵. Dans cette situation extrême, celui qui s'obstine à dire la vérité fait véritablement un geste politique :

¹ Hannah ARENDT, « Vérité et politique », 2006.

² À la suite de Leibniz, Arendt distingue la vérité de raison (mathématique, philosophique) de la vérité de fait. Dans les passages que nous citons ci-après, la vérité est entendue au sens de la vérité de fait, qui est le principal objet de l'article d'Arendt : « En outre, puisque les faits et les événements - qui sont toujours engendrés par des hommes vivant et agissant ensemble - constituent la texture même du domaine politique, c'est naturellement la vérité de fait qui nous intéresse le plus ici. » *Ibid.*, p.294.

³ *Ibid.*, p.336.

⁴ *Ibid.*, p.327-328.

⁵ *Ibid.*, p.328.

[...] là ou une communauté s'est lancée dans le mensonge organisé principalement, et non uniquement sur des détails, [la] bonne foi (truthfulness) comme telle peut, non soutenue qu'elle est par les forces dénaturantes du pouvoir et de l'intérêt, devenir un facteur politique de premier ordre. Où tout le monde ment sur tout ce qui est important, le diseur de vérité, qu'il le sache ou non, a commencé d'agir; lui aussi s'est engagé dans le travail politique, car, dans le cas improbable où il survit, il a fait un premier pas vers le changement du monde¹.

De fait, le discours de vérité est l'arme politique de prédilection des dissidents soviétiques face au mensonge systémique du régime soviétique². Avec la glasnost et le relâchement de la censure, il devient possible en URSS de dire publiquement la vérité sur un nombre croissant de questions. Mais pour que cette vérité puisse servir de base à une action transformatrice, encore faut-il qu'elle surmonte le cynisme engendré par des décennies de mensonge. Pour Sakharov comme pour bien d'autres partisans des réformes, le changement démocratique exige nécessairement la restauration d'une confiance dans la véracité du discours public : « Il faut que chacun ait un intérêt moral et matériel dans le succès de la perestroïka ! (...) Le peuple doit pouvoir croire qu'on lui dit la vérité et pour cela il faut lui dire seulement la vérité et toute la vérité, et toujours agir conformément »³. Le discours de vérité de l'intelligentsia libérale, dans ce contexte, participe d'un effort pour restaurer la distinction entre le vrai et le faux, et ainsi créer les conditions de la vie politique.

L'importance de la préservation de la vérité n'empêche pas, selon Arendt, que la vérité et la politique font rarement bon ménage. Lorsque transposée directement dans le domaine politique, la vérité est apolitique et même potentiellement antipolitique⁴. Car la vérité, contrairement à l'opinion, ne vise pas à la persuasion et n'entretient pas le débat.

¹ *Ibid.*, p.320.

² Alexandre Soljenitsyne, par exemple, exhortait en 1974 ses compatriotes à subvertir le régime soviétique en refusant de participer au mensonge. Aleksandr SOLŽENICYN, « Žit' ne po lži » [Vivre sans mensonge],

³ Andrej SAHAROV, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka], 1988, p.127.

⁴ Hannah ARENDT, *Op.cit.*, p.331.

Dans la mesure où elle puise sa source de validité à l'extérieur du domaine politique, elle est « aussi indépendante des vœux et des désirs des citoyens que la volonté du pire des tyrans »¹. La vérité, en cela, a « un caractère despotique » qui se manifeste notamment par les « tendances fréquemment tyranniques » des « diseurs de vérité professionnels »².

À l'époque de la perestroïka, il n'est pas rare que le discours de vérité ait un caractère despotique. L'écrivain Daniil Granine, qui par ailleurs approuve l'impulsion à vivre selon la vérité, observe en 1987 à partir des débats dans la presse soviétique que les « fanatiques possédés de la vérité » peuvent être cruels « dans leur exigence de vérité absolue »³. Les intellectuels libéraux n'échappent pas à ce phénomène. Leur élévation de la vérité scientifique et morale au statut de critère absolu du discours public, bien que motivée par le désir de restaurer la distinction fondamentale entre vérité et mensonge, les conduit bien souvent à porter des jugements intransigeants sur une réalité sociale complexe et à disqualifier d'emblée les positions de leurs adversaires comme des aberrations indignes de participer au débat public. Cela ne veut pas dire que les libéraux soviétiques refusent toute discussion, bien au contraire. La critique du « monopole de la vérité » et la promotion de « la discussion critique et ouverte », de « la vérité qui jaillit des débats », du « pluralisme des opinions » et du « dialogue » sont des lieux communs des revues intellectuelles libérales en 1988⁴. Les intellectuels libéraux encouragent bel et bien les débats et discussions, mais seulement jusqu'à un certain point. Ils se montrent tout à fait disposés à confronter leurs opinions quant aux meilleurs moyens de réaliser la perestroïka, mais ils sont cependant enclins à considérer comme foncièrement inadmissibles les positions qui diffèrent des leurs *sur le plan des valeurs* ou, pour reprendre le mot de l'époque, des principes. Les arguments des communistes et des nationalistes, en particulier, sont vigoureusement dénoncés, et ce, non pas seulement

¹ *Ibid.*, p.306.

² *Ibid.*, p.305.

³ Cette remarque lui vaut de nombreuses lettres de protestation de la part de lecteurs, qui affirment qu'aucun compromis n'est acceptable avec la vérité. Philip BOOBYER, *Conscience, Dissent and Reform in Soviet Russia*, p.200.

⁴ Comme l'observe Timour Atnachev dans la revue *Kommunist* et, dans une moindre mesure, dans les revues *Voprosy istorii* et *Novyj mir*. Timur ATNASHEV, *Op.cit.*, p.179.

parce qu'ils seraient erronés - ce qui est le propre de tout débat -, mais parce qu'elles seraient contraires à l'exigence de vérité absolue et, à ce titre, indignes d'être exprimées dans la sphère publique. L'extension du pluralisme des opinions s'accompagne donc d'une quête de *purification de la conscience sociale* guidée par la vérité scientifique et morale.

Dans cette section, nous verrons d'abord, à partir du débat qui a entouré la parution de la célèbre lettre de la communiste Nina Andreïeva au printemps 1988, comment chaque camp idéologique cherche à fonder la glasnost sur des « principes » uniques réputés les seuls valables, en rejetant les principes de ses adversaires comme des falsifications. Nous montrerons ensuite une série d'exemples illustrant la propension des intellectuels libéraux, au nom de la vérité scientifique et morale, à disqualifier les positions politiques de leurs adversaires comme des mensonges. Ce faisant, nous nous pencherons tout particulièrement sur les discussions portant sur le stalinisme. Ce thème est d'une brûlante actualité à cette époque, car comme le résume Afanassiev : « Nous parlons du passé, mais ce qui se décide est l'avenir du socialisme »¹.

1) Ne jamais transiger sur les principes : l'affaire Andreïeva

À partir de 1987, les « valeurs universelles » prônées par l'intelligentsia libérale sont peu à peu intégrées au canon officiel de la perestroïka. Dans les discours de Gorbatchev comme dans la presse libérale, l'appartenance première à l'humanité et l'universelle validité de la démocratie et des « mécanismes de marché » se présentent de plus en plus comme des évidences, au détriment de notions promues par le Parti pendant les décennies précédentes, comme la lutte des classes et le patriotisme. Ce changement de valeurs suscite de la résistance dans les cercles intellectuels, l'appareil bureaucratique et au sein de la population en général, où de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer ce qui est perçu comme une critique excessive du passé. La plus célèbre défense publique

¹ Ūrij AFANAS'EV, « Govorim o prošlom, no rešaetsâ budušece socializma » [Nous parlons du passé, mais ce qui se décide est l'avenir du socialisme], 10 mai 1987.

des principes communistes orthodoxes est une lettre publiée en mars 1988 dans le journal *Sovetskaïa Rossia* par une professeure de chimie de Leningrad inconnue jusqu'alors, Nina Andreïeva. Grâce au soutien de membres du Politburo hostiles à la nouvelle stratégie de Gorbatchev pour la perestroïka, la lettre est immédiatement reprise par de nombreux journaux locaux à l'échelle du pays, provoquant l'effet d'une bombe. Les Soviétiques, en effet, savent par expérience que de telles lettres sont les signes précurseurs d'un changement politique radical. Ceux qui ont connu le renversement de Khrouchtchev en 1964 s'attendent à ce que Gorbatchev connaisse bientôt le même sort.

En substance, la lettre d'Andreïeva est une défense des principes communistes de l'époque bréjnévienne contre les valeurs émergent dans le contexte de la glasnost. Intitulée « Je ne peux transiger sur les principes »¹, la lettre exprime l'inquiétude d'une communiste orthodoxe à l'égard des critiques excessives (*razoblačenie*) de la société soviétique, qui sèmeraient la confusion et le nihilisme dans l'esprit de la jeunesse. Andreïeva est particulièrement sévère à l'endroit de ceux qu'elle appelle les « socialistes libéraux de gauche » ou les « néolibéraux »², qui prétendent exprimer un humanisme « pur » libéré des notions de classes sociales et qui rejettent le collectivisme prolétarien au nom de « la valeur intrinsèque de la personne ». Prétendant à une « vérité historique complète », ils « remplacent les critères sociopolitiques du développement de la société par la scolastique des catégories éthiques »³. En réalité, ils falsifient l'histoire du socialisme : « Ils tentent de nous persuader que seuls les erreurs et les crimes sont réels dans le passé de notre pays, taisant ainsi les grands accomplissements du passé et du présent »⁴. Elle conclut : « Sous couvert de 'purification' morale et spirituelle, [les libéraux] érodent les frontières et critères de l'idéologie scientifique, manipulent la

¹ Nina ANDREEVA, « Ne mogu postupat'sâ principami » [Je ne peux transiger sur les principes], 13 mars 1988. Une version abrégée est présentée dans la version française du recueil *Inogo ne dano* : Youri AFANASSIEV (dir.), *La seule issue*, p.544-547.

² Ces étiquettes, qui semblent contradictoires à un lecteur occidental, illustrent le flou entourant à l'époque la désignation de l'intelligentsia libérale.

³ *Ibid.* Andreïeva dénonce aussi, mais avec moins d'insistance, les « néoslavophiles » qui cherchent à « revenir aux formes sociales de la Russie présocialiste ».

⁴ *Ibid*

glasnost et implantent un pluralisme non socialiste qui constitue un frein objectif à la perestroïka dans la conscience sociale. »¹

Après 24 jours de suspense, pendant lesquels presque personne n'ose répliquer à Nina Andreïeva, dans l'appréhension d'une répression que l'on croit imminente, un démenti officiel paraît finalement dans la *Pravda*². Cette réponse, rédigée par Aleksandr Yakovlev – bras droit de Gorbatchev et proche de l'intelligentsia libérale –, pose clairement les limites de la glasnost, soit le seuil qui sépare la « véritable discussion » d'une volonté improductive « de retourner la démocratisation et la glasnost (...) contre la perestroïka ». Malgré le soutien affiché par Andreïeva à la perestroïka - le titre de sa lettre est tiré d'un discours de Gorbatchev - Yakovlev affirme que la professeure de chimie outrepassa le cadre acceptable du débat public, car ses positions sont « entièrement incompatibles et opposées » avec les « directions fondamentales de la perestroïka ». Si ses positions sont inacceptables, c'est parce qu'elles s'écartent de la « voie dictée par la vie et nécessaire à la perestroïka », fondée sur les « principes léniniens » que sont la démocratie, la justice sociale, l'autonomie financière, le respect de l'honneur, de la vie et de la dignité personnelle. En ce qui concerne l'interprétation du passé, Yakovlev reproche à Andreïeva de tenter de « séparer le socialisme de la morale » et de ne pas contribuer aux efforts pour « rétablir la Vérité ». Il lui reproche, finalement, de créer une « division artificielle » entre les Soviétiques « au moment même où l'unité des efforts créatifs - malgré toutes les nuances d'opinions - est plus nécessaire que jamais ». Yakovlev, par ailleurs, en profite pour rappeler les véritables principes de la perestroïka et pour féliciter l'intelligentsia qui les soutient: « Notre intelligentsia n'a pas peu fait pour préparer la conscience sociale à comprendre la nécessité de changements profonds et cardinaux. Elle s'est elle-même engagée dans la perestroïka. Elle s'arme des meilleures traditions forgées par nos prédécesseurs, invoque la conscience, la morale,

¹ *Ibid.*

² [Aleksandr ÂKOVLEV] « Principy perestrojki: revolûcionnost' myšleniâ i dejstvij » [Les principes de la perestroïka : une pensée et une action révolutionnaire], 5 avril 1988.

l'honnêteté, défend les principes humanistes et les normes de vie socialistes.»¹ Yakovlev, en somme, considère que les limites d'une discussion « constructive » dans le cadre de la glasnost sont dictées par la ligne officielle de la perestroïka et condamne Andreïeva pour en avoir dévié. En d'autres termes, il réplique à une communiste qui se réclame de l'orthodoxie marxiste-léniniste en l'accusant de s'écarter de la nouvelle orthodoxie. Ce faisant, il envoie un signal clair : les principes contraires à la conception officielle de la perestroïka ne sont pas seulement erronés, mais indignes du débat public. À bien des égards, il s'agit là d'une réaction typique de la part d'un haut dirigeant d'un Parti qui prétend éclairer la société sur son propre bien². Ce qui est plus étonnant, c'est la réplique des intellectuels libéraux aux positions d'Andreïeva - une fois qu'ils sont rassurés pour leur sécurité par l'article dans la *Pravda* -, qui considèrent eux aussi que la remise en cause des valeurs de la perestroïka dépasse le cadre acceptable de la glasnost et, ce faisant, se portent eux aussi à la défense d'une nouvelle orthodoxie.

Comme dans un jeu de miroirs, les libéraux considèrent les atteintes à leurs valeurs de la même manière que la communiste orthodoxe Andreïeva, c'est-à-dire comme d'inacceptables atteintes aux seuls véritables « principes ». Cette similarité d'attitude, malgré l'opposition idéologique, apparaît clairement dans un célèbre article du critique littéraire Youri Kariakine³. Inspiré par l'affaire Andreïeva, Kariakine y fait plus largement le procès de tous ceux qui veulent empêcher la publication d'œuvres critiques, sous prétexte qu'elles dénigrent (*očernit'*) la réalité. Il en prend pour archétype

¹ *Ibid.*

² En URSS, il est tout à fait commun pour les dirigeants soviétiques de condamner comme une « déviation » toute position qui s'écarte de la ligne du Parti, même si cette position correspond à une version précédente de cette ligne. Cette condamnation, typiquement, s'accompagne de mesures répressives. À la suite de ces événements, la professeure de chimie et son mari perdent leur emploi à l'institut où ils enseignaient et se voient refuser leur pension de retraite. À ce sujet, voir Courtney DOUCETTE, « The Soviet Past and the Path to Ethical Socialism: The Nina Andreeva Affair Reconsidered », conférence prononcée à l'Université Rutgers le 22 mars 2016.

³ Ūrij KARÂKIN, « "Ždanovskaâ židkost'", ili protiv očernitel'stva » [L'eau de Jdanov, ou contre le dénigrement]. D'abord publié dans *Ogonëk* en mai 1988, l'article fait sensation. Il est repris dans les recueils *Inogo ne dano* [La seule issue] et *Esli po sovesti* [Selon sa conscience : recueil d'écrivains], qui paraissent tous deux en 1988, puis dans un autre recueil paru en 1989 : *V svoem otečestve proroki ?* [Prophètes en leur pays ?]. Ci-après, nos références renvoient à la version d'*Inogo ne dano*.

l'apparatchik stalinien Andreï Jdanov, responsable en son temps de la persécution de plusieurs grands artistes, comme l'écrivain Zochtchenko et la poétesse Akhmatova. Or, l'argument de Kariakine consiste à retourner l'accusation de dénigrement contre ceux qui la professent. Ce sont les staliniens, affirme-t-il, qui dénigrent le socialisme¹ et la culture, tandis que leurs victimes expriment la vérité, qui par définition ne peut être un dénigrement : « Le dénigrement est mensonge. La vérité ne peut pas être dénigrement. Elle peut seulement être une purification »². Pour Kariakine, le débat contre Andreïeva et Jdanov n'est pas un débat d'opinions, mais une lutte binaire entre le stalinisme, fondé sur « la peur du peuple, de la vérité et de la conscience », et les principes dictés par la conscience et incarnés par la perestroïka³. Il déclare, en conclusion : « Mais hors des valeurs aussi pures, nobles, élevées, sans les valeurs d'une nouvelle façon de penser, il nous sera tout bonnement impossible de survivre. Pour ce qui est des valeurs haineuses et viles, méchantes, envieuses et vindicatives du jdanovisme-stalinisme, elles sont aujourd'hui littéralement suicidaires »⁴. On imagine difficilement quel genre de discussion une telle alternative rend possible dans le contexte de la glasnost.

Une idée répandue parmi les libéraux veut que les principes d'Andreïeva, en fait, ne méritent pas même le nom de principes - ce qui impliquerait qu'ils reposent sur des convictions exprimées par la conscience -, car ce ne sont que des dogmes⁵. Or, les

¹ Comme de nombreux autres libéraux soviétiques à cette époque, Kariakine se présente comme un défenseur du « véritable socialisme », qu'il conçoit cependant dans une perspective humaniste qui ne laisse aucune place à la lutte des classes. Il demeure fidèle à cette vision politique, mais cesse de la désigner comme « socialiste » deux ans plus tard.

² *Ibid.*, p.417. Pour la version française : Youri AFANASSIEV (dir.), *La seule issue*, p.123.

³ Notons que Kariakine, comme la plupart des pourfendeurs libéraux d'Andreïeva, adopte la conclusion de Yakovlev voulant que la professeure de chimie s'oppose à la perestroïka. Il serait plus exact de dire qu'elle a une conception de la perestroïka qui correspond essentiellement à celle de Gorbatchev en 1985 et 1986.

⁴ *Ibid.*, 422-423. Nous avons révisé la traduction française proposée dans Youri AFANASSIEV (dir.), *La seule issue*, p.131.

⁵ Youri Bourtine, dans un article paru quelques années plus tard et dans lequel il appelle à fonder la politique sur des principes, décoche en passant une flèche contre Andreïeva : « son 'je ne peux transiger avec les principes', d'ailleurs, ne concernait pas du tout des principes, mais n'importe quel dogme officiel » Ūrij BURTIN, « Principy važnee programm » [Les principes sont plus importants que les programmes], juillet 1993.

dogmes ne méritent pas d'être inclus dans les débats de la glasnost, puisqu'ils remettent en cause la perestroïka, ainsi que l'affirme Len Karpinski en 1988 :

N'importe quel point de vue, bien sûr, peut être exprimé. (...) La diversité des vues et des propositions est précisément l'un des acquis du renouvellement de notre société. (...) Le problème est ailleurs : l'article dans Sovetskaïa Rossia [l'article d'Andreïeva], prétentieux et intolérant par son esprit et sa langue, reflétait la position de la pensée dogmatique dans son ensemble et, ainsi, avait un caractère général-programmatique qui servait en quelque sorte de plateforme pour le rassemblement des gens aux orientations conservatrices (...) La question de savoir si la perestroïka doit avoir lieu ou non n'est plus maintenant un objet de discussion - le peuple a dit oui ! La perestroïka n'a pas d'alternative, elle ne peut être renversée. Et c'est précisément cela qui a été attaqué. La 'lettre' de Nina Andreïeva n'a pas simplement critiqué la perestroïka, elle a mis en doute la nouvelle image du socialisme à laquelle nous aspirons et a appelé à revenir en arrière, au stalinisme.¹

Cette nouvelle image du socialisme, fondée sur la démocratie représentative et le marché, est pourtant loin de faire l'unanimité à l'époque. Le refus de soumettre ces questions politiques et économiques à la discussion implique nécessairement une sévère restriction du pluralisme des opinions.

2) Tout ce qui n'est pas blanc est noir : le refus des demi-vérités

Dans son article paru dans le recueil *Inogo ne dano* à l'été 1988, soit quelques mois après les faits que nous avons rapportés, Youri Afanassiev dénonce lui aussi la lettre d'Andreïeva, qu'il désigne comme « un véritable manifeste politique contre la perestroïka, fondé à la fois sur la falsification et la dogmatisation de l'histoire »². Les

¹ Len KARPINSKIJ, « Počemu stalinizm ne shodit so sceny ? » [Pourquoi le stalinisme ne quitte-t-il pas la scène ?], 1988, p.668-669. Notons qu'au moment où Karpinski écrit ces lignes, aucune élection n'a encore eu lieu qui permette d'affirmer avec une telle assurance que la perestroïka bénéficie du soutien de la majorité de la population.

² Ūrij AFANAS'EV, « Perestrojka i istoričeskoe znanie » [La perestroïka et la connaissance historique], 1988

adversaires de la perestroïka, ajoute-t-il, ont cependant une autre arme moins « grossière » et plus « effilée » : la pratique de la demi-vérité (*polupravda*). L'année précédente, Dmitri Likhatchev écrivait à ce sujet : « Nous avons perdu l'habitude de dire la vérité - l'entière vérité -, mais la demi-vérité est la pire forme de mensonge : dans la demi-vérité, le mensonge prend les apparences de la vérité, il se cache sous le bouclier d'une vérité partielle. »¹ Rapidement, l'idée selon laquelle la demi-vérité est la pire forme de mensonge devient un lieu commun du discours de l'intelligentsia libérale². Selon cette logique, un mensonge devient plus condamnable au fur et à mesure où il se rapproche de la vérité, car il lui ressemble de plus en plus sans pour autant lui correspondre. Cette conclusion découle de la présomption que le domaine politique, tout comme le domaine de la morale, forme une totalité universelle et cohérente sur laquelle il est possible de tenir un discours absolument vrai³. Tout comme la vérité morale, la vérité au sujet de la société ne peut donc être quantifiée par une certaine proportion de vrai et de faux. Soit elle est entière, et donc vraie, soit elle est partielle, et donc fausse. Pour reprendre les mots de Likhatchev, l'expression de la vérité consiste à « distinguer le noir du blanc »⁴. Or, dans le domaine politique, il est souvent difficile - sinon impossible - d'établir une vérité univoque. La dénonciation par de nombreux libéraux soviétiques de toute « demi-vérité » témoigne de leur refus catégorique de transiger avec leur propre conception du vrai, aussi controversée soit-elle.

¹ *Ibid.*, p.39.

² Il semble bien que Likhatchev soit responsable de la popularisation de la critique des demi-vérités pendant la perestroïka. Quelques mois plus tard, l'économiste Larissa Piachtcheva écrit : « J'ai lu le premier jour de janvier 1987 dans la '*Literaturka*' [le journal *Literaturnaiia gazeta*] que 'la demi-vérité est la pire forme de mensonge'. Il m'est difficile d'être en accord avec ces mots, car la vie m'a enseigné plus d'une fois la valeur de la vérité, mais l'académicien [Likhatchev] semble avoir identifié avec exactitude l'une des spécificités de notre époque ». A. POPKOVA [pseudonyme de Piachtcheva], « Gde pyšnee pirogi » [Où les gateaux sont les plus gros], mai 1987.

³ Une présomption qu'exprime clairement le critique littéraire Igor Vinogradov dans son article du recueil *Inogo ne dano* : « la vérité est aussi indivisible et intégrale que la réalité elle-même. Et une vérité par 'portions' ou par 'étapes' sur cette réalité, ce n'est dans le meilleur des cas qu'une demi-vérité, un quart ou un dixième de vérité, c'est-à-dire la vérité unie à un mensonge qui la complète. Or, excusez-moi, mais la vérité *assaisonnée de mensonge* c'est tout ce que vous voulez, mais pas la *vérité*. » Igor VINOGRADOV, « Možet li pravda byt' poëtapnoj ? » [La vérité peut-elle procéder par étapes ?], 1988, p.279. Nous suivons la traduction française proposée dans Youri AFANASSIEV (dir.), *La seule issue*, p.36.

⁴ Dmitri LIHAČĚV, « Trevogi sovesti » [Les inquiétudes de la conscience], 1987.

Dans l'article que nous citions précédemment, Afanassiev condamne deux types de demi-vérité. Le premier pêche par omission. Afanassiev en donne pour exemples certaines publications récentes qui donnent une image plus exacte du passé tout en continuant à taire certains faits importants, ce qui brosse au final un « tableau mensonger »¹. C'est le cas des travaux sur Trotsky, Zinoviev et Kamenev, à qui l'on reconnaît désormais un certain rôle lors de la Révolution et de la guerre civile, mais dont on ne mentionne pas les accomplissements et qui sont toujours dépeints comme des ennemis du peuple. Le second type de demi-vérité, selon Afanassiev, consiste à « créer dans la conscience sociale des Soviétiques une sorte d'image hybride »² par un équilibre d'aspects positifs et négatifs. C'est typiquement le cas des interprétations de l'époque stalinienne : « d'une part les répressions et les crimes en masse, de l'autre, la joie quotidienne et les records »³. Or, selon Afanassiev, ce genre d'hybride est nécessairement stérile:

*L'opération arithmétique du type « d'une part, d'autre part », évidemment, ne contribuera jamais à une appréhension synthétique du passé. Il faut bien davantage pour y parvenir. Surmonter le passé, c'est le comprendre, le faire sien, le passer à travers soi, engager un dialogue d'égal à égal avec tous nos ancêtres sans exception, qu'ils soient « bons » ou « mauvais ». Cela signifie accomplir une sorte de purification morale collective. Bien évidemment, nous ne pourrions avancer si, à la place des tentatives rampantes, graduelles et comme en secret - à la manière brejnévienne -, de réhabiliter Staline, en réanimant par là même le stalinisme, nous essayons à présent, comme certains, de faire reposer uniquement sur Staline toute la responsabilité du malheur ayant frappé notre peuple.*⁴

Pour Afanassiev, les jugements « équilibrés » sur l'époque stalinienne n'ont d'autre but que de sacrifier Staline pour sauver le stalinisme. Notons que les raisons mentionnées dans ce passage pour condamner cette approche illustrent la complémentarité de la vérité

¹ Ūrij AFANAS'EV, « Perestroïka i istoričeskoe znanie » [La perestroïka et la connaissance historique].

² *Ibid.* Nous suivons la version française parue dans *La seule issue*, *Op.cit.*, p.165.

³ *Ibid.* Les « records » en question sont les exploits chantés par la propagande stalinienne, notamment dans le cadre de la campagne stakhanoviste.

⁴ *Ibid.* Nous avons révisé la traduction française, p.165-166.

scientifique et de la vérité morale. Afanassiev, en effet, condamne d'abord cette approche pour des raisons épistémologiques, soit l'impossibilité de synthétiser les aspects positifs et négatifs en une totalité cohérente. Mais comment parvenir à la synthèse de faits contradictoires, où se confrontent les « bons » et les « mauvais » ? Pour Afanassiev, l'appréhension de la totalité est garantie par l'intervention de la conscience personnelle. Il ne dit pas comment y parvenir, mais son évocation d'une « purification morale » laisse entendre que la synthèse ne repose pas sur la réconciliation des faits et jugements opposés, mais sur l'éradication des éléments qui contaminent la compréhension du passé.

Une telle critique des demi-vérités est courante chez les intellectuels libéraux à cette époque, tout particulièrement lorsqu'il est question du rôle de Staline, un sujet très sensible sur lequel la population soviétique porte souvent des jugements ambigus¹. Pour Youri Bourtine, cette image hybride de Staline résulte d'un long effort de réhabilitation morale initié sous Brejnev. Plutôt que de chercher à renverser entièrement les acquis de la déstalinisation, cette réhabilitation a consisté « en une combinaison de demi-vérités et d'omissions. Les demi-vérités concernaient le rôle de Staline dans la Grande Guerre patriotique, le seul moment de sa biographie où il peut être moralement gagnant aux yeux de la société. L'omission concernait tout le reste. »² Contrairement à Afanassiev, Bourtine distingue donc les omissions des demi-vérités, qu'il associe uniquement à la création d'une image hybride. Pour lui, la demi-vérité se manifeste par la recherche d'un « équilibre » entre les aspects positifs et négatifs. Il se moque volontiers du genre d'écriture auquel cette approche mesurée donne lieu :

Pour un roman, une pièce ou un récit, une fin heureuse (ou à tout le moins indiquer la possibilité d'une telle fin); un « équilibre » finement calibré entre l'ombre et la lumière; des petits mots du genre « parfois », « par-ci par-là », etc. alors qu'il est question de phénomènes massifs et généralisés; la recherche de citations d'autorité qui

¹ Ainsi que le montre la vaste étude de l'opinion publique menée par l'équipe de sociologues du Centre pansoviétique d'étude de l'opinion publique (VTsIOM) à partir de 1988 : Ūrij LEVADA (dir.), *Est' mnenie ! Itogi sociologičeskogo oprosa* [L'opinion existe ! Bilans d'un sondage sociologique], 1990.

² Ūrij BURTIN, « Vam iz drugogo pokoleniâ » [À vous, d'une autre génération], octobre 1987.

*peuvent servir de couverture si nécessaire; d'autres manifestations de circonspection peureuse à l'égard des stéréotypes idéologiques et autres concessions au réviseur intérieur, à la demi-vérité, au mensonge.*¹

Dans un documentaire présenté l'année suivante, Bourtine désigne comme l'« impératif moral du moment » le fait de cesser de dire des demi-vérités et de s'exprimer avec sincérité et honnêteté². Pour lui, cela signifie de dépasser les critiques partielles afin de condamner l'ensemble du système sur la base d'un jugement vrai et objectif³. De manière similaire, le journaliste Len Karpinski dénonce l'« éclectisme » du discours de ses adversaires :

*La principale méthode [des forces de freinage et de réversibilité de la perestroïka], qui a été utilisée plus d'une fois depuis la destitution de N. Khrouchtchev, consiste à tenter d'établir dans la conscience sociale une image éclectique de l'histoire. Préserver les réalités politiques et idéologiques décrédibilisées, les cacher, les sauver, prôner le droit à leur existence à l'intérieur de la nouvelle pensée et, dès que c'est possible, passer à l'attaque. Je ne parle pas de « demi-vérité », mais de cette vérité entière formelle construite sur le principe du mélange des moitiés : d'un côté, de l'autre côté... D'un côté, il y avait la corruption, la dégradation morale, l'écrasement de l'initiative et la stagnation, il y avait des tragédies sans précédent, mais d'un autre côté il y avait la joie, l'enthousiasme et les grandes réalisations... Admettons, mais comment peut-on comprendre la totalité ? Où est la logique du système ? (...) L'éclectisme est la forme peureuse du dogmatisme.*⁴

1 Ūrij BURTIN, « Real'naâ kritika – včera i segodniâ » [La critique réelle, d'hier à aujourd'hui], juin 1987.

2 Andrej RAZBAŠ, *Deti XX s'ezda* [Les enfants du XX^e Congrès], film documentaire, 1988.

3 Voir le chapitre précédent pour plus de détails sur l'approche structurelle prônée par Bourtine, ce qu'il appelle le « sens du système ».

4 Lûdmila SARASKINA, Boris MOŽAEV, Ūrij AFANAS'EV, Leonid BATKIN, Len KARPINSKIJ, Grigorij PEL'MAN, Ūrij BURTIN, Andrej NUJKIN, Georgij KUNICYN, Anatolij ARSEN'EV « Barrikady perestrojki » [Les barricades de la perestroïka], table ronde, février 1988, p.22. L'accent est de l'auteur.

Même si Karpinski, pour une raison qui nous échappe, prend la peine de préciser que les jugements éclectiques ne sont pas des demi-vérités¹, il exprime par ailleurs une position tout à fait typique de la critique des demi-vérités : la proposition qui combine des éléments de fausseté et de vérité est la forme la plus dangereuse du mensonge et elle doit laisser place à une vérité totale fondée sur un jugement entier et absolu. Dans ce passage, Karpinski affirme aussi que l'éclectisme est rendu possible par le droit d'existence accordé aux idées dépassées. Comme il n'apporte pas de précision à ce sujet, on ne peut que conjecturer sur ce qu'impliquerait concrètement le déni de ce droit pour l'expression publique de ses adversaires politiques.

Dans les débats de la glasnost, les libéraux se voient souvent reprocher par leurs adversaires de porter sur le passé et le présent des jugements unilatéraux. Nina Andreïeva proteste ainsi, dans sa célèbre lettre, contre la « coloration monochrome » qui est faite dans la presse des événements contradictoires du passé². Cela dit, Andreïeva ne défend pas une approche plus « équilibrée ». Elle pense elle aussi qu'il est essentiel d'établir un jugement « objectif et univoque ». Elle précise :

Univoque, non pas dans le sens d'unilatéral, qui blanchisse ou qui fasse la somme éclectique de phénomènes contradictoires, ce qui permet avec quelques réserves de justifier n'importe quel subjectivisme historique, du genre « pardonner ou ne pas pardonner », « conserver ou jeter ». Le jugement univoque est avant tout un jugement concret et historique, au-dessus de la conjoncture, dans lequel se manifeste - comme résultat historique ! - la dialectique de la correspondance entre l'action personnelle et les principales lois du développement de la société. (...) Si l'on suit la méthodologie marxiste-léniniste de la recherche historique, alors il faut avant tout montrer (...) comment étaient unis les victoires et les défaites, les découvertes et les erreurs, la lumière

¹ Son argument est pour le moins curieux, puisque les jugements « hybrides » que les libéraux dénoncent comme des demi-vérités ne se présentent jamais comme tels, mais toujours comme des vérités entières. On ne voit pas très bien, dans cette perspective, ce que serait une demi-vérité aux yeux de Karpinski.

² Nina ANDREEVA, « Ne mogu postupat' sâ principami » [Je ne peux transiger sur les principes], 13 mars 1988.

*et la tragédie, l'enthousiasme révolutionnaire et les transgressions de la légalité socialiste et, parfois, les crimes.*¹

Si la communiste Andreïeva partage avec les libéraux comme Afanassiev, Bourtine et Karpinski une quête de vérité absolue qui lui fait repousser les jugements « éclectiques », elle conçoit cette vérité de manière bien différente : pour Andreïeva, la vérité doit être fondée sur la méthode marxiste-léniniste, tandis que pour les libéraux elle doit être fondée sur l'observation objective de la vie et sur la conscience personnelle. Entre les « principes » des uns et les autres, ce qui est en jeu est avant tout un conflit de valeurs, mais qui n'est pas reconnu comme tel : chacune des parties est absolument convaincue de dire la vérité et que son adversaire, ne pouvant ignorer cette vérité, est non seulement dans l'erreur, mais dans le mensonge. Pour chacune des parties, le discours de vérité ne vise donc pas à la persuasion ou à la prise en compte de la position adverse pour se rapprocher de la vérité, mais au déni catégorique des opinions contraires dans le but de purifier la conscience sociale. Chacun reconnaît l'importance de la discussion, mais refuse d'y inclure ceux qui, de toute manière, ne disent pas ce qu'ils pensent. D'où un soupçon permanent de l'hypocrisie de l'adversaire.

3) Le soupçon d'hypocrisie

Le recueil *Inogo ne dano*, dirigé par Youri Afanassiev, est préparé en un temps record de quatre mois au printemps 1988 et paraît juste à temps pour la XIX^e Conférence du Parti. Le critique A. Egorov, dans sa recension du recueil², souligne la diversité des textes qui y sont rassemblés : 34 auteurs y traitent de sujets extrêmement variés. Le critique souligne cependant que cette diversité a une limite : tous les auteurs appartiennent au même camp politique. Par souci d'objectivité, s'interroge-t-il, n'aurait-il pas fallu inclure Nina Andreïeva ou un auteur de la revue nationaliste conservatrice

¹ *Ibid.*

² A. EGOROV, « Esli po sovesti - Inogo ne dano. O dvuh knigah publicistiki » [Selon sa conscience - La seule issue. Au sujet de deux recueils de publicistika], octobre 1988.

*Molodaïa gvardia*¹ ? Le critique conclut néanmoins qu'il est parfaitement légitime, pour un recueil polémique, de choisir d'exprimer une position politique claire et univoque. Cela dit, les raisons que donne Afanassiev, dans la préface du recueil, pour justifier la sélection des textes sont fort révélatrices de sa conception du débat public :

*Nous avons invité au débat, pour des raisons compréhensibles, ceux qui considèrent réellement la politique de la perestroïka comme une grande chance historique que nous sommes tenus de saisir. Hors de ce livre sont restés, en premier lieu, les adversaires de la perestroïka. Nous aurions voulu obtenir leur participation au recueil, mais nous étions d'avance persuadés qu'ils ne répondraient pas, refuseraient d'exposer franchement leurs idées. Deuxièmement, cet ouvrage ne reflète pas les opinions des intellectuels, assez nombreux, pour qui la perestroïka est un dégel réjouissant, mais voué à une brève existence et devant être inévitablement suivi par de nouveaux froids. Autrement dit, ce livre ne recueille pas les vues négatives, franchement rétrogrades ou carrément sceptiques, à l'égard des changements en cours dans notre pays.*²

D'emblée, deux catégories de positions sont écartées du débat : les hypocrites et les sceptiques. La seconde catégorie désigne ceux qui, fidèles à l'héritage de la dissidence soviétique, entretiennent une profonde méfiance à l'égard de toute politique initiée par le Parti, aussi vertueuse soit-elle dans ses principes³. Dans la vie publique soviétique, ces sceptiques sont cependant beaucoup moins influents que tous ceux qu'Afanassiev regroupe dans la première catégorie, celle des « adversaires de la perestroïka ». En

¹ Il semble que cette critique ait été entendue. Comme nous le mentionnions précédemment, la version française d'*Inogo ne dano*, contrairement à la soviétique originale, inclut en annexe une version abrégée de la lettre d'Andreïeva, « présenté[e] au lecteur français à titre de document ». (Youri AFANASSIEV (dir.), *La seule issue*, p.543.) Dans un court paragraphe d'introduction, il est dit que le rédacteur russe du recueil avait offert à ceux qui ne partagent pas ses points de vue de participer au recueil, mais qu'ils ont refusé. Nous verrons que ce n'est pas le cas.

² Ūrij AFANAS'EV, *Inogo ne dano*, p.6. Nous avons légèrement révisé la traduction française proposée dans Youri AFANASSIEV (dir.), *La seule issue*, p.31-32. L'accent est dans le texte original.

³ Un exemple d'une telle position sceptique paraît au printemps 1987, dans l'hebdomadaire *Moskovskie novosti* sous la forme d'une lettre ouverte signée par dix dissidents émigrés, parmi lesquels Zinoviev et Bukovski, qui demandent à Gorbatchev de donner des preuves concrètes de ses engagements. La rédaction du journal - l'un des étendards de l'intelligentsia libérale - publie une réplique dépeignant ces sceptiques comme des gens complètement déconnectés de la réalité soviétique. « Pust' Gorbačev predostavit nam dokazatel'stva », 29 mars 1987.

l'occurrence, ce sont les communistes comme Nina Andreïeva et les nationalistes conservateurs comme Youri Bondarev, Valentin Raspoutine et Vassili Belov¹. Or, il s'y a un débat public en URSS à cette époque, c'est précisément entre ces derniers et les libéraux. En 1988, les échanges d'arguments - et d'insultes - entre la presse libérale et la presse nationaliste sont si fréquents et prennent une tournure si agressive que Gorbatchev ressent le besoin d'intervenir à plusieurs reprises pour demander à ce que la discussion demeure « constructive »². Dans le contexte de ces débats houleux, il est significatif qu'Afanassiev écarte les positions de ses principaux adversaires non pas seulement parce qu'il les désapprouve et qu'ils n'ont pas leur place dans le recueil *Inogo ne dano*, mais parce qu'il présume que, de toute manière, ce sont foncièrement des hypocrites. C'est là une attitude tout à fait typique de cette époque. Si les nationalistes et les communistes laissent souvent entendre que les libéraux ne font qu'obéir aux ordres de la CIA ou d'un complot judéo-maçonnique, les libéraux tendent à considérer que leurs adversaires sont des pions manipulés par la nomenklatura pour préserver ses privilèges égoïstes³. Dans un cas comme dans l'autre, la polémique se structure sur une base morale qui ne vise pas les idées des adversaires, mais les forces secrètes qu'ils représentent. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette attitude n'est pas favorable à la discussion et à la formation des compromis nécessaires à la pratique de la démocratie.

Nous souhaitons conclure sur cette question en rapportant le cri du cœur de T. Momotova, adjointe de l'ingénieur principal de l'usine de fourrure artificielle de la région de Jobine, en Biélorussie. À l'été 1989, elle est députée au Congrès des députés

¹ À leur sujet, voir la section sur les nationalistes conservateurs, au premier chapitre.

² Notamment lors des rencontres régulières qu'il organise avec les dirigeants des médias nationaux. À partir de 1988, il insiste de plus en plus sur l'importance pour la glasnost de consolider le soutien de la société soviétique à la perestroïka. Sur la politique gorbatchévienne de « consolidation », voir le chapitre 4.

³ De manière similaire, Karpinski attribue la défense de l'époque stalinienne formulée par un invalide de guerre, dans une lettre à un journal, à l'expression d'un intérêt égoïste: « On voit se manifester ici l'intérêt pécuniaire propre à la mythologie stalinienne, qui, disons-le, n'est pas un simple égarement, mais une conscience (*soznanie*) franchement égoïste, fondée non pas sur la vérité ou sur le désir de connaître la vérité, aussi amère soit-elle, mais au contraire sur le profit personnel que le tenant des mythes recherche afin d'assurer son propre confort ». *Op.cit.*, p.658. Nous avons révisé la traduction française proposée dans Youri AFANASSIEV (dir.), *La seule issue*, p.524.

du peuple¹, où elle déclare à la tribune : « J'aimerais que la délégation moscovite, ainsi que les camarades [Youri] Afanassiev et [Gavriil] Popov, que je respecte beaucoup, comprennent que nous [la majorité des députés] n'exprimons pas l'opinion d'un quelconque appareil, que nous avons notre opinion propre, notre position, qui diffère de leur position. »² S'il est permis de douter de la capacité de la majorité des députés du Congrès à librement exprimer leur opinion personnelle étant donné le contrôle qu'y exerce encore le Parti, il est néanmoins révélateur de la teneur des débats de l'époque que l'un de ces députés ait jugé nécessaire de prendre la parole à la tribune pour rappeler qu'il existe une pluralité de positions légitimes et qu'il est bel et bien possible d'être en désaccord avec les libéraux sans nécessairement être un pion de la nomenklatura.

C - *Conclusion*

L'attitude des intellectuels libéraux à l'égard de leurs adversaires communistes et nationalistes dans les débats publics entre 1987 et 1989 manifeste la tension propre à leur perspective morale entre l'idéal d'expression de la conscience personnelle et l'idéal de développement organique de la société sur la base de valeurs universelles. D'une part, ces intellectuels pourfendent la censure et défendent l'expression d'une pluralité d'opinions dans la glasnost. D'autre part, ils considèrent que cette même glasnost vise à la purification de la conscience sociale sur la base d'un critère de vérité absolue fondé sur une exacte correspondance aux faits et guidée par les convictions personnelles. Ils espèrent, grâce à ce discours de vérité, surmonter le cynisme hérité de décennies de mensonge institutionnalisé. Or, la lutte scientifique et morale contre les dogmes et les mensonges est difficilement transposable dans le domaine politique, tout particulièrement dans une société en proie à un profond conflit de valeurs. Dans la mesure où les libéraux

¹ Il s'agit de l'organe législatif pansoviétique élu sur une base relativement démocratique. Nous traitons au chapitre 4 des importantes conséquences politiques de ses deux premières sessions, en mai et décembre 1989.

² *Pervyj s'ezd narodnyh deputatov SSSR. Stenografičeskij otčet* [Premier Congrès des députés du peuple de l'URSS. Rapport sténographique], 1989, t.1, p.242. Youri Afanassiev, tout comme l'économiste Gavriil Popov - dont il a été question au chapitre précédent - sont deux des figures de proue d'une proto-opposition démocratique à Gorbatchev à la première session du Congrès des députés du peuple.

considèrent que la vérité absolue repose sur des convictions personnelles qui correspondent nécessairement aux « valeurs universelles », ils tendent à disqualifier les convictions de leurs adversaires comme des mensonges motivés par l'hypocrisie. Cette attitude, que partagent d'ailleurs les adversaires des libéraux, mine la possibilité d'une discussion sur les principes politiques de la perestroïka, alors que le débat prend bien souvent la forme d'un échange d'accusations de mensonges et d'indignations de part et d'autre face au dénigrement des seuls véritables « principes ».

De manière générale, les intellectuels libéraux demeurent évasifs quant à la manière par laquelle devrait concrètement se produire la purification de la conscience sociale, c'est-à-dire comment abolir - ou à tout le moins marginaliser - le mensonge dans la sphère publique. Une chose est claire : en vertu de leur idéal d'expression de la conscience personnelle, ils écartent d'emblée le recours à la censure d'État. Dans un célèbre article de 1987, par exemple, Youri Kariakine réplique à l'auteur d'une lettre de dénonciation d'un écrivain : « Quel rapport entretenez-vous avec la glasnost ? Parlons concrètement. Moi, par exemple, je voterais pour la publication de votre lettre. Et vous, voteriez-vous pour qu'on publie la mienne ? »¹ Pour Kariakine, c'est précisément ce rapport à la glasnost qui le distingue de son adversaire :

Je suis profondément convaincu que si mon [adversaire] était au pouvoir aujourd'hui, avec encore toutes ses « brûlantes » convictions, il publierait sa lettre, mais à aucun prix il ne publierait la mienne. Mais j'ose avancer qu'à sa place je n'aurais pas refusé la publication de la sienne, car je sais déjà trop bien ce que signifie ce pouvoir et pour la culture, pour le pouvoir et pour notre société.²

Mais comment purifier la conscience sociale sans recourir à la censure ? Kariakine semble fonder ses espoirs sur l'autorité morale de la vérité : la diffusion du vrai et la dénonciation du faux devraient, à terme, inciter les menteurs à se taire. En l'occurrence, Kariakine espère que sa prise de parole, qui a déjà conduit son adversaire à retirer sa

¹ Ūrij KARĀKIN, « Stoit' li nastupat' na grabli ? » [Faut-il marcher sur le radeau ?], septembre 1987.

² *Ibid.*

lettre avant même qu'elle ne soit publiée, encourage de tels gestes de retenue à l'échelle de la société :

J'ai décidé, finalement, de tout faire pour aider à ce que cette initiative [le retrait par son adversaire de sa lettre] s'étende et se transforme en véritable mouvement de masse en plusieurs étapes. Première étape : retirer sans tarder toutes les lettres déjà envoyées. Deuxième étape (intermédiaire) : ne plus écrire ni envoyer de telles lettres, afin de ne pas avoir à y renoncer. Troisième étape (pour l'instant fort utopique) : ne plus jamais imaginer de saleté à l'égard de son prochain.¹

Pour Kariakine, en somme, le discours de vérité doit idéalement conduire à un vaste mouvement d'autocensure de la part de tous ceux qui imaginent des « saletés » à l'égard de leur prochain. Karpinski exprime une idée semblable en mai 1989 dans un article intitulé « Morale et glasnost ». Outré par les propos d'un participant à un débat télévisé, qui affirme que la perestroïka a appauvri les travailleurs et que la glasnost a sali leur réputation, Karpinski rappelle que « tout le monde s'est entendu », depuis l'affaire Andreïeva, sur le fait que « la glasnost est un bien absolu pour les gens honnêtes »². Si la critique est souhaitable, ajoute-t-il, elle ne doit pas pour autant être prétexte à la calomnie (*napraslina*). Mais comment distinguer l'une de l'autre ? Pour Karpinski, cela ne relève pas du travail de l'État, mais de la conscience morale de chacun, qui dicte les limites de ce qu'il est acceptable de dire en public :

La glasnost ne relève pas du contrôle administratif sauf dans les cas spécifiés par la loi, et c'est pourquoi le rôle des régulateurs moraux est d'autant plus important. Au final, c'est précisément l'impératif moral qui possède le pouvoir suprême à l'intérieur de la liberté. Ainsi donc, chacun de nous doit agir dans la sphère de la glasnost selon la célèbre loi « Il faut tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler ».³

¹ *Ibid.*

² Len KARPINSKIJ, « Nravstvennost' i glasnost' » [Morale et glasnost], 21 mai 1989.

³ *Ibid.* L'expression russe est « Mesure sept fois, coupe une fois », ce que Karpinski nomme la « loi du tailleur ».

Ici encore, il semble que la purification de la conscience sociale repose sur la diffusion de l'autocensure morale¹. Or, l'espoir de voir la conscience sociale se purifier grâce à la diffusion de la vérité et la lutte contre le mensonge est amèrement déçu dans les années qui suivent, alors que l'ouverture de la scène politique donne encore plus de voix aux idées contradictoires. Sans doute l'échec de la purification rêvée par les libéraux était-il inévitable, ne serait-ce que parce que de nombreux communistes et nationalistes sont convaincus de suivre leur conscience et dire la plus stricte vérité lorsqu'ils dénoncent la libéralisation de la perestroïka. Dans une société divisée, l'exigence de vérité et de sincérité se traduit par l'expression publique du conflit.

L'intransigeance des libéraux à l'égard du pluralisme des opinions dans les débats de la glasnost préfigure leur rapport tout aussi ambigu à l'égard du pluralisme politique. Dans la seconde partie de la thèse, nous verrons que l'émergence d'une opposition communiste et nationaliste incite de nombreux libéraux à soutenir la concentration des pouvoirs dans les mains d'un réformateur qui, à défaut d'agir de manière démocratique, défend les valeurs universelles et leur paraît sincère. Dans cette situation de polarisation politique croissante, l'impératif moral de purification prend ainsi le dessus sur l'idéal de pluralisme des opinions. La censure, comme nous le verrons, retrouve alors certaines lettres de noblesse.

¹ Notons que cette idée ne fait pas l'unanimité parmi les intellectuels libéraux. Mentionnons ainsi la position, à notre connaissance tout à fait hétérodoxe, de Léonide Batkine : « Et donc vive la glasnost. Mais quelle glasnost et pour quoi faire ? Les réponses ne sont pas si simples qu'il n'y paraît. C'est devenu un lieu commun que de considérer que la demi-vérité est la pire forme de mensonge. On comprend qu'une vérité déformée, ne serait-ce qu'à « seulement » 1/100 ou 1/1000, demeure un mensonge, aussi bien en politique qu'en science. C'est le principe même d'une déformation. Mais en politique, il est possible que le problème ne réside pas dans le caractère immoral de ce principe, mais dans son institutionnalisation. (...) Car si les autorités interdisent de déformer la vérité, cela demeure terriblement dangereux pour la vérité, car cela implique que quelqu'un est chargé de déterminer les critères qui permettent de distinguer la vérité de ses déformations. Non, mieux vaut que chacun puisse mentir et que chacun puisse dénoncer le mensonge. » Leonid BATKIN, « Vozobnovlenie istorii » [Le renouvellement de l'histoire], 1988, p.163. L'accent est de l'auteur. Nous suivons la traduction proposée dans Youri Afanassiev (dir.), *La seule issue*, p.471-472. Nous examinons plus en détail la pensée de Léonide Batkine au chapitre 7.

Chapitre 3 : L'idéal de la personnalité harmonieuse et la critique de la duplicité

La situation est compliquée par le fait que le système « pénètre » secrètement dans la personne qui, en s'adaptant au système, devient son soutien et son tenace défenseur. Maintenant, des millions de gens se trouvent confrontés à une tâche difficile : se libérer du bloc pétrifié des structures administratives, « arracher » leur personnalité du corps social de la bureaucratie.

Len Karpinski, 1989¹

Nous avons vu au premier chapitre que la perspective morale des libéraux soviétiques sur la politique, à l'époque de la perestroïka, témoigne d'une sensibilité romantique, marquée par une révolte contre un système artificiel et corrompueur qui brime l'expression des convictions personnelles, ainsi qu'une mélancolie à l'égard des valeurs universelles aliénées par ce système et qui garantissent le développement naturel de la société. Au chapitre suivant, nous avons montré que cette perspective morale comporte une tension interne entre la reconnaissance du pluralisme des opinions, qui signifie qu'il ne peut y avoir de monopole sur la vérité, et un monisme moral, qui implique qu'il existe une seule et unique vérité dans le domaine politique, celle qu'incarnent lesdites valeurs universelles. Cette tension se manifeste dans l'attitude ambiguë des libéraux soviétiques à l'égard de la glasnost, qu'ils envisagent à la fois comme une garantie de l'expression personnelle et une entreprise de purification de la conscience sociale, afin de la débarrasser définitivement des « dogmes », des « faux principes » et des « mensonges », ce qui inclut les opinions de leurs adversaires communistes et nationalistes. Il faut souligner, cependant, que cette tension n'existe pas aux yeux de la plupart des libéraux soviétiques, qui considèrent que l'expression sincère des opinions personnelles favorise la consolidation de la société. Cette présomption peut paraître étonnante à un citoyen

¹ Len KARPINSKIJ, « Konsolidaciâ čerez konflikt » [La consolidation par le conflit], juillet 1989.

d'une société libérale occidentale où, depuis l'époque des Guerres de religion, les institutions politiques cherchent tant bien que mal à arbitrer un conflit des valeurs jugé irréductible. La situation est cependant fort différente en URSS, où la très grande majorité des acteurs politiques, y compris les libéraux, associent étroitement l'harmonie sociale à la sincérité personnelle, et la division au mensonge.

Dans ce chapitre, nous nous penchons sur une autre dimension de cette adéquation entre l'harmonie et la sincérité, soit celle qui se manifeste dans la définition que les libéraux soviétiques donnent du type humain idéal que le projet perfectionniste de la perestroïka doit faire advenir. Cet idéal, c'est celui de la personne dont l'intégrité morale se réalise dans l'harmonie de ses pensées, de ses paroles et de ses actes. En fait, il s'agit à la fois de la finalité et de la condition du succès de la perestroïka : le passage à la démocratie et au marché serait condamné à l'échec s'il ne pouvait s'appuyer sur l'intégrité morale d'une part substantielle de la société. Par conséquent, les libéraux soviétiques condamnent avec virulence le vice qui leur paraît le plus dangereux pour l'avenir des réformes : la *duplicité*, comme division intérieure de l'être en lui-même et dans son rapport à la société.

La duplicité des Soviétiques est un phénomène bien connu. Vers le milieu des années 1950, le relâchement de la censure en URSS, la publication de dissidents et les travaux d'une nouvelle génération de soviétologues¹ font éclater l'image du citoyen soviétique totalement idéologisé que présentaient – pour des raisons opposées – la propagande stalinienne et les théories du totalitarisme. Depuis, c'est devenu un lieu commun que de considérer que les Soviétiques ne croyaient pas aux principes qu'ils soutenaient en public et que leurs discours et leurs actions étaient fort différents dans la cuisine de l'appartement familial, au travail ou au comité du Parti². En URSS, ce

¹ Nous faisons référence au courant dit révisionniste, dont les figures les plus connues sont Sheila Fitzpatrick, Moshe Lewin, Vera Dunham et Jerry Hough.

² L'idée d'une contradiction entre les valeurs privées et le discours public en URSS a depuis été remise en question. L'anthropologue Alexeï Yourchak a montré qu'une part importante de la dernière génération soviétique combinait de manière symbiotique des éléments discursifs hétérogènes, tel que le goût de la

150

phénomène est ouvertement reconnu depuis la perestroïka. L'historien Léonide Batkine écrit ainsi en 1989, au sujet des décennies précédentes : « le peuple entier, avouons-le, pensait une chose, en disait une deuxième et faisait une troisième »¹. Les mémoires parus en Russie depuis cette époque regorgent de témoignages qui confortent cette vision : certains y révèlent une âme dissidente longtemps dissimulée sous un comportement conformiste, tandis que d'autres se repentent pour les compromis qu'ils ont faits avec leur conscience². Ce phénomène de dissociation de la pensée, des paroles et des gestes a été maintes fois étudié par les observateurs et analystes occidentaux de l'URSS, le plus souvent pour célébrer la capacité des individus à s'adapter et à résister aux contraintes sociales et politiques les plus sévères³. Cette vision de la duplicité comme une forme de résistance s'appuie plus ou moins implicitement sur une conception de l'individu fort répandue en sciences sociales, et notamment en sciences politiques⁴, qui postule que son intégrité précède ses rapports avec la société et avec le pouvoir, avec lesquels il entretient des relations de résistance ou d'obéissance. Winston, le héros du roman *1984*, de George Orwell, constitue la figure paradigmatique de cette aptitude à préserver son intégrité individuelle par des stratégies rationnelles de résistance à la domination totalitaire. Mais contrairement à Winston, dont le destin tragique trahit le pessimisme d'Orwell face à l'apogée du régime stalinien, il semble que les Soviétiques aient été victorieux dans la défense de leur intégrité individuelle. La perestroïka, en effet, est souvent interprétée

musique rock et le soutien au communisme, sans pour autant les considérer comme contradictoires. Yourchak s'inspire du concept de rhizome, introduit par Gilles Deleuze et Félix Guattari pour décrire ce type de relation horizontale. Alexei YURCHAK, *Everything Was Forever, Until It Was No More*, p.115 note 50, 2006.

¹ Leonid BATKIN, « Dissident », novembre 1989, p.45. Batkine reprend ici une phrase célèbre du dissident Andreï Amalrik.

² Sur les mémoires soviétiques, voir Irina PAPERNO, *Stories of the Soviet Experience : Memoirs, Diaries, Dreams*, 2009. Comme nous l'indiquons en introduction, l'analyse de ces témoignages rétrospectifs pose d'importants problèmes méthodologiques dans la mesure où ils sont produits pendant une période de « réinvention individuelle » généralisée lors de laquelle les Russes entreprennent de réinterpréter leur passé à la lumière des nouvelles catégories du présent. À ce sujet, voir Sheila FITZPATRICK, *Tear Off the Masks !*, 2005, p.304.

³ Sur ce penchant interprétatif, voir Anna KRYLOVA, « The Tenacious Liberal Subject in Soviet Studies », 2000. Pour une éminente étude des modes de résistance des Soviétiques, voir Stephen KOTKIN, *Magnetic Mountain : Stalinism as a Civilization*, 1995.

⁴ Dans le célèbre ouvrage *Domination and the Art of Resistance*, le politologue James Scott considère les pratiques non conformes à l'ordre dominant comme des signes de résistance, publique ou dissimulée.

comme le moment où s'exprime finalement au grand jour l'individualisme des Soviétiques, longtemps dissimulé sous les apparences du conformisme et des démonstrations rituelles de loyauté¹. L'hypothèse d'un tel individualisme caché expliquerait à son tour la facilité avec laquelle les Soviétiques auraient adopté à cette époque les principes fondamentaux de l'individualisme occidental, y compris l'idée de l'inaliénable dignité individuelle².

Dans ce chapitre, nous remettons en question cette interprétation de la perestroïka comme le triomphe de la résistance et des capacités adaptatives de l'individu. S'il ne fait pas de doute que le relâchement du contrôle du Parti-État a laissé plus d'espace à l'épanouissement de l'individualisme, cette notion demeure marginale dans le discours public de cette époque³. En fait, l'idéal de réalisation de soi qui inspire la grande majorité des initiateurs et des défenseurs de la perestroïka, y compris au sein de l'intelligentsia libérale, est celui de la *personnalité*, dont l'intégrité se réalise dans la société et non pas celui de l'*individu* comme être privé. Bien plus, la promotion de l'idéal de la personnalité est généralement motivée par une révolte romantique *contre* les vices qui, depuis la Révolution industrielle, sont attachés à l'individualisme : l'esprit basement calculateur, le cynisme, l'égoïsme, le carriérisme, etc⁴. Ainsi, dans un article de 1988, le journaliste

¹ Voir par exemple Vladimir SHLAPENTOKH, *Public and private life of the Soviet people*, 1989.

² Oleg KHARKHORDIN, *The Collective and the Individual in Russia*, 1999, p.358.

³ L'individualisme fleurit, notamment dans le domaine économique, ce dont témoigne l'enrichissement de certaines personnes dans le contexte de la privatisation souterraine, mais le point essentiel est que cet individualisme ne peut s'épanouir qu'en demeurant relativement caché, car il s'attire l'opprobre quasiment unanime de la population. Même au sein de l'intelligentsia libérale, pourtant généralement bien disposée à l'égard de la notion d'intérêt personnel, seules quelques voix solitaires le défendent pour sa valeur intrinsèque, sans le rattacher à un idéal moral jugé plus élevé (voir chapitre 5). Ce n'est qu'à partir de l'automne 1991 que la promotion décomplexée de l'individualisme devient courante dans la vie publique russe, quand il est alors ouvertement promu par le gouvernement d'Egor Gaïdar. Dans ce contexte, l'idée que la perestroïka marque le triomphe de l'individualisme relève d'une projection anachronique des années 1990 sur les années 1980.

⁴ Cette révolte contre les visions du monde centrées sur l'individu et la promotion du concept concurrent de « personne » n'est pas propre au seul romantisme. Elle est aussi caractéristique du personnalisme, un courant philosophique chrétien qui se développe dans l'entre-deux-guerres, en particulier en France, comme une solution à ce qui se présente comme les excès de l'individualisme libéral et du collectivisme communiste. À notre connaissance, il n'existe cependant pas de filiation intellectuelle avérée entre le personnalisme et la pensée politique des libéraux soviétiques.

Len Karpinski oppose clairement les aspirations de la perestroïka, qu'il exprime dans un vocabulaire typiquement romantique, à la mesquinerie égoïste de l'intérêt individuel :

Cette grandiose bataille sociale qu'est la révolution (...) est toujours aussi un combat moral gigantesque, une confrontation du désintéressement et de l'intérêt, de l'altruisme et de l'égoïsme, des hautes vertus révolutionnaires et de l'amoralisme qui tire sa force du cynisme. Et par suite d'une série de raisons, les « démons » l'emportent souvent, fut-ce de façon temporaire, sur les « anges » : les intrigants prennent le dessus sur les enthousiastes, les impitoyables ont l'avantage sur les désintéressés, le calcul pragmatique triomphe de la rêverie, l'ambition terrasse l'humanisme, la « mort au rat » des empoisonneurs a raison de l'épée chevaleresque des honnêtes bretteurs.¹

La perestroïka que défendent Karpinski et la plupart des autres libéraux soviétiques ne vise donc pas au triomphe de l'intérêt individuel, mais à son harmonisation avec des valeurs morales supérieures. Dans ce contexte, la duplicité des Soviétiques n'apparaît pas comme le signe de fines stratégies rationnelles, mais comme le symptôme d'un détachement pathologique de l'individu à l'égard des normes morales universelles qui sont censées garantir la consolidation de la société. La duplicité, en somme, mine les conditions morales du succès des réformes².

Dans ce chapitre, nous examinons tout d'abord les origines de l'idéal de la personnalité harmonieuse, désignée en russe par le terme *ličnost'*, ainsi que de la critique

¹ Len KARPINSKY, « Pourquoi le stalinisme ne quitte-t-il pas la scène ? », 1988, p.534-535.

² La réflexion exposée dans ce chapitre s'inscrit dans la lignée des travaux sur la subjectivité soviétique, comme mode historiquement spécifique de construction et de conception de soi. Les études pionnières sur ce sujet sont celles du sociologue Oleg Kharkhordin (*The Collective and the Individual in Russia*, 1999) et des historiens Jochen Hellbeck (*Revolution On My Mind*, 2006) et Igal Halfin (*From Darkness to Light*, 2000 ; *Terror in My Soul*, 2003). Depuis, la subjectivité soviétique a fait l'objet de plusieurs conférences qui ont donné lieu à des publications collectives : Jochen HELLBECK et Nikolaj MIXAJLOV, (dir.) *Čelovek i ličnost' v istorii Rossii. Konec XIX- XX vek* [La personne et la personnalité dans l'histoire de la Russie. Fin du XIX^e-début du XX^e siècles], 2012; Anatoly PINSKIJ (dir.), *Posle Stalina: Pozdnesovetskaâ sub"ektivnost', 1953-1985* [Après Staline : subjectivité soviétique tardive], à paraître en 2017. Plusieurs articles proposent une synthèse de cette nouvelle tendance historiographique : Choi CHATTERJEE et Karen PETRONE, « Models of Selfhood and Subjectivity : The Soviet Case in Historical Perspective », 2008; Anna KRYLOVA, « The Tenacious Liberal Subject in Soviet Studies », 2000, Katharina UHL, « Oppressed and Brainwashed Soviet Subject' [1]or 'Prisoners of the Soviet Self' [2] ?Recent Conceptions of Soviet Subjectivity », 2013.

concomitante de la duplicité¹. Ce détour par le passé vise à bien faire saisir les profondes racines de ces concepts dans l'histoire intellectuelle russe. Le concept de *ličnost'*, inspiré du romantisme allemand, occupe déjà une place centrale dans le discours de l'intelligentsia russe de la seconde moitié du XIX^e siècle. À l'époque stalinienne, ce concept est élevé au rang de norme sociale par l'idéologie officielle, qui contribue ainsi à en faire l'un des fondements de la culture soviétique. Or, cet idéal comporte un fort potentiel critique et, après la mort de Staline, il sert de fondement moral à la critique du stalinisme. Dans la seconde partie du chapitre, nous nous penchons sur l'usage de cet idéal dans le discours public de l'époque de la perestroïka. Il prend d'abord la forme d'une critique de la duplicité de certains éléments corrompus de la société. Des libéraux soviétiques formulent cependant une critique plus fondamentale : celle de la duplicité systémique, qui découlerait non pas seulement de l'égoïsme individuel, mais des distorsions de la conscience infligées par le contrôle de la vie sociale par un système artificiel. Le cas de la théorie de l'« homme soviétique ordinaire », élaborée par le sociologue Youri Levada, montre que certaines des critiques les plus radicales et les plus réfléchies du système soviétique s'appuient précisément sur l'idéal de la personnalité harmonieuse et sur la critique de la duplicité.

A - *L'idéal romantique de la ličnost'*

La personnalité est désignée en russe par le terme *ličnost'*. À partir du milieu du XIX^e siècle, ce terme devient central dans le discours de l'intelligentsia russe. Depuis lors, il est associé à des projets politiques fort contrastés, certains démocratiques, d'autres autocratiques, certains révolutionnaires, d'autres conservateurs. Parfois dévalorisé, ce concept est le plus souvent au cœur même du discours politique et inspire une critique

¹ Depuis le XIX^e siècle, la critique de la duplicité a été formulée par l'intelligentsia russe en différents termes. Le terme le plus neutre est *razdvoennost'*, mais plusieurs autres termes équivalents sont aussi construits à partir de la racine « dv- » (de *dva* - deux) : *dvulichie* (littéralement : avoir deux visages) et *dvuručničestvo* (qui prend des deux mains à la fois). En plus de ces termes, nous étendons l'étude du concept de duplicité à une variété de syntagmes propres à certains auteurs ou époques, souvent construits à partir du préfixe « raz- », qui implique la dissociation, tels que le *razryv meždu slovom i delom* (écart entre les mots et les gestes) ou le *razlad v duše* (discordance dans l'âme). Cette étude nous conduit aussi à considérer les termes qui expriment le plus couramment la dissociation des convictions et des actions, soit *licemerie* (hypocrisie), *lukavost'* (ruse, malice) et *prisposoblenčestvo* (adaptation).

inlassable de l'attitude adaptative, par laquelle l'individu détache ses convictions de ses actions afin d'établir entre elles un rapport instrumental au service de ses intérêts particuliers.

1) L'intelligentsia russe et le concept de *ličnost'*

Le philosophe Nikolai Plotnikov, qui a récemment dirigé un projet de recherche sur la sémantique russo-allemande de la personnalité¹, propose de mettre le concept de *ličnost'* en perspective par rapport aux trois principales manières de comprendre la personne à l'époque moderne. Le premier modèle, associé à Emmanuel Kant, met l'accent sur l'autonomie de l'homme et désigne sa propriété abstraite à être le sujet de ses actes. La personne, en ce sens, n'est pas une spécificité individuelle, mais une propriété commune à tous les êtres rationnels. Le contraire de la personne, selon ce modèle, est l'objet, la chose. Le deuxième modèle, attribué à John Locke, met l'accent sur l'identité de la personne à elle-même à travers le temps, grâce à la mémoire. Selon ce modèle, le contraire de la personne est le corps. Le troisième modèle, qui remonte à la monadologie de Gottfried Wilhelm Leibniz et qui est popularisé par le romantisme allemand, met l'accent sur la singularité unique et créatrice de chaque individu - la personnalité. Le contraire de la personne, selon ce modèle, est l'impersonnalité, soit l'absence de caractéristiques créatrices propres. Ce troisième type de conception de la personne, affirme Plotnikov, domine sans partage le paysage intellectuel russe². Le mot russe qui y

¹ Projet de recherche qui a donné naissance à l'ouvrage collectif russo-allemand qu'il dirige avec Alexander Haardt (*Personal'nost'. Āzik filosofii v rusko-nemeckom dialoge* [La personnalité. Vocabulaire philosophique en dialogue russo-allemand]), au numéro spécial d'août 2009 de la revue *Studies in East European Thought* sur le thème « The Discourse of Personality in the Russian Intellectual Tradition » et à plusieurs articles : « Ot 'individual'nosti' k 'identičnosti' : istoriâ ponâtij personal'nosti v ruskoj kul'ture » [De l'individualité à l'identité: histoire du concept de personnalité dans la culture russe], 2008 ; « La 'personne' et le 'sujet'. La sémantique de la personnalité/personaltät dans l'histoire intellectuelle russe », 2011 ; « Ponâtiâ 'gosudarstva' i 'ličnosti' v ruskoj intellektual'noj istorii » [Les concepts d'État et de personne dans l'histoire intellectuelle russe], 2012.

² Nikolai PLOTNIKOV, « La 'personne' et le 'sujet'. La sémantique de la personnalité/personaltät dans l'histoire intellectuelle russe », p.234.

correspond - *ličnost'* - désigne à la fois la personne, comme être générique, et la personnalité, comme attribut idéal que cet être devrait réaliser¹.

Plotnikov qualifie la *ličnost'* de « concept de projection », entendant par là qu'il est intrinsèquement normatif. Contrairement au modèle kantien, qui a servi de base à l'élaboration d'une philosophie de droits abstraits qui s'applique universellement à tous les hommes en tant qu'hommes, la *ličnost'* n'est pas donnée à chacun. C'est une qualité qui est acquise par l'effort de la conscience. D'où la profusion d'impératifs, dans le discours politique russe, à « développer », « former », « trouver en soi-même » ou « éduquer » la *ličnost'*. Ce concept, souligne Plotnikov, est par le fait même élitiste, puisqu'il implique une hiérarchie qui distingue les individus selon le degré de leur développement moral, habituellement mesuré à l'aune des « grands héros de la culture humaine et de l'histoire »². La *ličnost'* correspond ainsi à ce que le sociologue et philosophe Georg Simmel nomme l'« individualisme qualitatif », par opposition avec l'« individualisme numérique » que défendent Kant et Rousseau, pour qui l'homme se réalise lorsqu'il laisse dominer en lui-même le germe par lequel tous les hommes sont identiques. « Il ne s'agit plus qu'on soit un être particulier libre, écrit-il, mais qu'on soit cet être déterminé et non pas un être interchangeable »³. De manière significative, Simmel souligne que le romantisme est le principal canal d'expression de l'individualisme qualitatif dans la conscience du XIX^e siècle.

L'usage du concept de *ličnost'* par l'intelligentsia russe remonte au milieu du XIX^e siècle, au moment de la genèse même de ce groupe social. L'échec du putsch des décembristes vient alors de porter un coup dur aux concepts rationalistes et mécanistes

¹ En russe, les désignations de l'être et de l'attribut qui lui est associé sont donc toutes deux comprises dans le terme *ličnost'*. En français, par contraste l'usage contemporain distingue la « personne », comme être, de la « personnalité », comme attribut. Ce dernier sens de la personnalité est relativement récent (il est attesté vers 1935). Alain REY, *Dictionnaire historique de la langue française*, p.2543. Dans ce chapitre, nous traduisons le terme *ličnost'* par « personne » ou « personnalité », selon que l'accent est porté sur l'être ou son attribut.

² Nikolaï PLOTNIKOV, *Op.cit.*, p.238

³ Georg SIMMEL, *Philosophie de la modernité*, 1989, p.300.

hérités de la Révolution française. Très sensible à l'influence germanique – notamment en raison d'une interdiction de séjour dans une France jugée trop subversive –, la jeune intelligentsia russe absorbe avec avidité les idées des penseurs romantiques allemands tels que Schelling, qui exacerbent l'héroïsme de ceux dont la conscience s'élève au-dessus des considérations quotidiennes pour s'inscrire dans un « esprit » supérieur – l'esprit de l'époque, l'esprit de l'univers. L'historien des idées Isaiah Berlin écrit que, pour l'intelligentsia russe de cette époque :

[la vérité] n'est pas pour les neutres, les indifférents, les prudents, mais pour ceux qui sont moralement engagés, pour ceux qui sont préparés à sacrifier tout ce qu'ils possèdent afin de découvrir et de revendiquer la vérité, à se libérer et à libérer les autres des illusions, des conventions et des tromperies qui rendent les hommes aveugles au monde et au devoir qu'ils doivent y remplir¹.

Cette profession de foi est suivie par les intellectuels occidentalistes comme Vissarion Belinski et Alexandre Herzen, qui reprochent à l'autocratie tsariste de brimer l'épanouissement de la *ličnost'*, mais aussi par leurs adversaires slavophiles, qui considèrent que cet épanouissement est entravé par l'imposition du mode de vie occidental. Dans les débats qui les opposent, les deux camps insistent sur la réalisation de la *ličnost'* par son inscription dans un principe supérieur et totalisant, par opposition avec le milieu conformiste, mesquin et trivial de la bourgeoisie². En Russie, l'affirmation de la personnalité s'accompagne donc généralement d'une méfiance à l'égard des excès auxquels sa réalisation aurait donné lieu en Occident, ce que Plotnikov décrit comme la composante « anti-individualiste » de la *ličnost'*³. Ce mépris pour l'individualisme s'explique aussi par le contexte social de l'époque. La *ličnost'*, en effet, constitue la principale marque de distinction sociale de l'intelligentsia russe. Éduquée, mais sans pouvoir politique ni moyens financiers, elle consacre beaucoup d'énergie à se distinguer de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, ces classes moyennes montantes qui

¹ Isaiah BERLIN, « Une décennie remarquable », p.205.

² Nikolai PLOTNIKOV, *Op.cit.*, p.236

³ Nikolaj PLOTNIKOV, Aleksandr GAARDT, *Personal'nost'. Āzik filosofii v russko-nemeckom dialoge*, p.10.

pourraient lui contester son rôle de classe intermédiaire entre la masse paysanne et l'aristocratie dirigeante. La littérature russe dresse de nombreux portraits acerbes du « philistinisme » bourgeois¹, auquel sont attribués les traits inverses de ceux de la *ličnost'*, à savoir le calcul, l'opportunisme, le conformisme, l'amour des choses banales et quotidiennes.

2) *Ličnost'* et socialisme

En dignes membres de l'intelligentsia, les socialistes russes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle adoptent le concept de *ličnost'*, qui inspire chez eux l'image du révolutionnaire qui, par son engagement pour la cause du prolétariat, s'élève au-dessus de l'esprit aliéné de son époque. Marqués par les écrits de Hegel, puis de Marx, les socialistes russes identifient cette cause à l'accomplissement de l'histoire. À l'instar de Rakhmetov, le héros du roman de Tchernychevski qui inspire Lénine², le révolutionnaire idéal cultive en lui-même une conscience claire et cohérente de son rôle dans l'histoire, qu'il réalise sans faire de compromis avec les intérêts matériels et mesquins. La *ličnost'*, dans cette perspective, demeure l'apanage d'une avant-garde éclairée au sein d'un monde aliéné. La construction du communisme prévoit la généralisation de cet attribut élitiste : pour la première fois dans l'histoire, la *ličnost'* doit s'épanouir à l'échelle de la société entière.

L'État soviétique, après une première décennie essentiellement consacrée à lutter pour sa survie par la liquidation des classes jugées hostiles - de la guerre civile à la collectivisation -, effectue vers le milieu des années 1930 un important virage en faveur

¹ Par exemple la pièce de Maxime Gorki *Les petits bourgeois*, datée de 1902. Le terme russe le plus commun pour désigner ce philistinisme est *mešanstvo*. Selon la slaviste Svetlana Boym, le mot est construit à partir du mot *mesto* (lieu) et vient de la Pologne et de l'Ukraine du XVII^e siècle, par référence à la petitebourgeoisie urbaine qui s'y développe. La personne philistine est dite *mešannik*. Ou encore *obyvatel'*, l'homme du quotidien (*byt*). Svetlana BOYM, « Meshchanstvo : Middle Class, Middlebrow », dans *Common Places*, p.66-73. Sur la persistance du philistinisme en URSS, voir Vera DUNHAM, *In Stalin's Time: Middleclass Values in Soviet Fiction*, 1976.

² Nikolai TCHERNYCHEVSKI, *Que faire ?*, 1987 [1863].

d'une politique axée sur le développement de la personnalité¹. Dans l'idéologie officielle de l'époque, l'appartenance de classe devient alors moins centrale, tandis que la *ličnost'* prend une importance croissante : chaque Soviétique est incité à travailler sur sa personnalité et sur celles de son entourage. Cette transformation correspond, comme nous l'avons évoqué au premier chapitre, à ce que l'historien Jochen Hellbeck désigne comme un virage vers une sensibilité romantique².

L'article sur la *ličnost'* de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique*, publiée en 1954, mais rédigée du vivant de Staline, indique les traits essentiels de la ligne officielle à ce propos, qui valorise l'autonomie et l'expression des opinions personnelles : « Au cours de la formation de la *ličnost'*, le développement de son autonomie fait augmenter l'importance de l'auto-éducation, c'est-à-dire du travail conscient de la personne (*čelovek*) sur ses caractéristiques psychologiques. (...) La vision du monde, c'est-à-dire le système d'opinions de la personne sur les phénomènes de son environnement naturel et social a une importance exceptionnelle pour la formation de la *ličnost'*. »³ Cet idéal de perfectionnement personnel est opposé à l'individualisme, qui serait typique des sociétés capitalistes :

Dans les conditions du capitalisme, où règne la domination de l'homme par l'homme, la violence de la minorité sur la majorité, il existe une contradiction profonde entre la liberté de la ličnost' des capitalistes et la dépendance, l'arbitraire et l'accablement de la ličnost' des travailleurs. Chez les représentants des classes

¹ Oleg KHARKHORDIN, *Op.cit.*, p.164 et sq.

² Jochen HELLBECK, *Revolution On My Mind*, 2006.

³ « *Ličnost'* » [Personne], *Bol'shaâ sovetskaâ ênciclopendiâ* [Grande encyclopédie soviétique], t.25, 1954, p.304. Le concept de *čelovek* désigne aussi une personne. La distinction avec le concept de *ličnost'* n'est pas évidente. À première vue, le *čelovek* désigne un être humain générique (en tant qu'il appartient à l'humanité – *čelovečestvo*) et en cela se rapproche de l'usage français du terme « homme ». Ainsi, ce que l'on appelle en français les « droits de l'homme » ou « droits de la personne » se disent en russe *prava čeloveka*. En cela, *čelovek* n'aurait pas la connotation élitiste de *ličnost'*, qui désigne un être qui se distingue de l'individu générique. Mais les choses ne sont pas si simples, puisque *čelovek* est aussi utilisé pour désigner un être doté de certaines dispositions morales. Ce sens normatif est exprimé par une phrase célèbre d'un personnage de la pièce *Les bas fonds* (1902), de Maxime Gorki : « L'homme (*čelovek*) ! C'est magnifique ! Cela sonne... fier ! » À notre connaissance, il n'y a pas de différence tranchée entre l'usage des termes *ličnost'* et *čelovek* dans le discours politique soviétique, mais cela mériterait une plus ample investigation terminologique et historique.

exploiteuses, le capitalisme fait naître l'individualisme, le calcul égoïste, l'utilitarisme, le mépris à l'égard des gens simples, l'amoralisme, le culte de la force et la misanthropie ; il tend à écraser et à déformer le développement des travailleurs par son action négative non seulement par un travail physique épuisant, mais aussi par la propagande d'une idéologie bourgeoise dépravée, qui bloque les perspectives de développement des forces créatives et des potentialités de la ličnost'. Seul le socialisme libère pour la première fois les possibilités, jusqu'alors inconnues dans l'histoire, d'épanouissement des forces physiques et spirituelles. Aucune époque dans l'histoire des sociétés humaines n'a connu comme l'époque socialiste une telle croissance des talents et des dons, une telle apparition massive d'initiatives créatrices dans les domaines d'activité les plus variés. La dignité et l'honneur de la ličnost' sont élevés en URSS et dans les démocraties populaires à une hauteur jusqu'alors inconnue grâce à la création de toutes les conditions nécessaires à une véritable liberté de la ličnost' et à son développement harmonieux.¹

Les journaux intimes étudiés par Hellbeck montrent que cet idéal romantique de réalisation de soi, ainsi que l'impératif concomitant de lutte contre la duplicité, sont largement intégrés par la population soviétique, qui y voit une manière de mener une vie libre et spirituellement riche².

La nouvelle intelligentsia soviétique, qui remplace l'ancienne intelligentsia largement minée par l'exil, les purges et la guerre, est baignée à partir des années 1930 dans la culture de la ličnost', qui lui est inspirée à la fois par l'idéologie officielle et par la lecture des classiques de la littérature russe du XIX^e siècle³. La portée politique de cet idéal, cependant, est loin d'être univoque. L'historien Anatoly Pinsky suggère⁴, à partir

¹ *Ibid.*, p.305.

² Jochen HELLBECK, *Op.cit.*, p.28.

³ Sur l'influence de la tradition de l'intelligentsia russe du XIX^e siècle sur l'intelligentsia soviétique poststalinienne, voir Vladislav ZUBOK, *Zhivago's Children* 2009.

⁴ Anatoly PINSKY, « The Origins of Post-Stalin Individuality: Aleksandr Tvardovskii and the Evolution of 1930s Soviet Romanticism », à paraître dans *Russian Review*.

d'une étude détaillée des écrits personnels d'Alexandre Tvardovski¹, que l'idéal romantique d'harmonie des convictions et des actions inculqué à l'époque de Staline constitue précisément le fondement moral de la critique subséquente de Staline et de sa politique. Car si l'injonction d'harmonie des convictions et des actions doit conduire, selon l'idéologie stalinienne, à travailler sur soi afin de se consacrer sincèrement et entièrement à la cause révolutionnaire telle que définie par le Parti-État, elle implique aussi, en contrepartie, de constamment mesurer la réalité soviétique à l'aune de ses convictions profondes, ce qui fonde un impératif moral de critique de cette réalité.

À la fin des années 1950 et pendant les années 1960, le mouvement réformiste antistalinien mobilise le potentiel contestataire de l'idéal de la *ličnost'* contre l'orthodoxie doctrinale et l'arbitraire du pouvoir². En cette époque où le camp socialiste semble en voie d'emporter la bataille contre le capitalisme, la plupart des réformistes soviétiques placent leurs espoirs dans la capacité de l'État soviétique à bâtir le communisme. Mais pour y arriver, ils considèrent que cet État doit miser sur le plein épanouissement des potentialités de ses citoyens et, surtout, cesser d'y faire obstacle par l'application dogmatique et autoritaire de canons idéologiques. C'est notamment la position qu'exprime l'écrivain Vladimir Pomerantsev dans l'un des premiers et des plus célèbres articles critiques de l'époque de la Détente, intitulé « Sur la sincérité en littérature » et publié dans le numéro de décembre 1953 de la revue *Novyj Mir*. Le propos est littéraire, mais, comme bien souvent en Russie, il est prétexte à une réflexion morale plus vaste, en l'occurrence sur le rapport entre les sentiments personnels et l'engagement dans la société. L'auteur y dénonce le « vernissage de la réalité » (*lakirovka dejstvitel'nosti*) auquel se livre la littérature soviétique, qui ruine tout son intérêt et son impact social.

¹ Poète, il devient directeur de la revue intellectuelle *Novyj mir* et, à ce titre, est considéré comme l'une des figures centrales de la déstalinisation des années 1950 et 1960.

² La critique de l'arbitraire stalinien est aussi l'occasion d'une réhabilitation de la « légalité socialiste », ainsi que de la science, comme source de connaissance objective. Cette critique inspire la dénonciation d'une interprétation jugée abusive du rôle de la *ličnost'* dans l'histoire. C'est le sens de la fameuse dénonciation, par Khrouchtchev, du « culte de la personnalité » sous Staline. Bien qu'apparemment contradictoire, cette critique du « subjectivisme » et du « volontarisme » de la *ličnost'* historique ne contrevient aucunement, dans le discours de l'époque, à l'appel à l'élimination des entraves répressives à la pleine réalisation de la *ličnost'* des Soviétiques.

Contre une littérature que l'on dirait aujourd'hui « politiquement correcte », reproduisant un cliché (*šablon*), Pomerantsev appelle à une littérature nourrie des sentiments et des convictions sincères de l'auteur. Pour lui, la littérature tire sa valeur et sa signification de la sincérité, soit le lien étroit entre le ressenti et l'écrit. Dans un dialogue qu'il met en scène entre un écrivain qui pratique l'écriture « standardisée » et lui-même, il accuse son adversaire d'être insincère parce que, plutôt que d'exprimer ce qu'il pense, il s'adapte aux circonstances: « Vous êtes un mauvais écrivain, car vous vous adaptez constamment à tout »¹. L'auteur assimile cette attitude adaptative à la poursuite cachée d'un intérêt égoïste : « Ce n'est pas votre âme qui a guidé votre main, mais la vanité »; « On s'appuie sur des modèles lorsque l'on n'a pas de pensée ou de sentiment, mais uniquement le désir de devenir un auteur »². On retrouve ici la critique romantique de l'individualisme calculateur, qui est dépourvu d'impulsion vitale personnelle: « Vous n'avez pas de haine envers le mal, et je n'ai pas découvert [en vous lisant] comment le combattre. Vous n'avez pas de perspective (...) Vous n'avez pas de pouls, et c'est pourquoi la vie ne bat pas dans votre livre. En un mot, vous n'avez rien à l'intérieur »³. Le retentissement de l'article de Pomerantsev⁴ montre à quel point l'idéal d'harmonie des convictions et des actions, de même que la critique de l'attitude d'adaptation individuelle aux circonstances, sont des valeurs essentielles pour l'intelligentsia soviétique poststaliniennne⁵.

La fin de la déstalinisation dans la seconde moitié des années 1960 conduit à un resserrement des possibilités d'expression d'une critique morale de la duplicité, même lorsqu'elle vise, à la manière de Pomerantsev, à défendre le socialisme. Dans le samizdat et le tamizdat⁶ apparaît de plus en plus souvent l'idée que la duplicité n'est pas seulement

¹ Vladimir POMERANCEV, « Ob iskrennosti v literature » [De la sincérité en littérature], 1953.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ L'article donne lieu à de vifs débats. Violamment critiqué dans *Znamâ* et dans la *Literaturnaâ gazeta*, l'article sert de prétexte à une campagne contre la revue *Novyj Mir*, qui conduit au renvoi de son directeur, Aleksandr Tvardovski, en juillet 1954.

⁵ À ce sujet, voir Denis KOZLOV, *The Readers of Novyi mir*, 2013, chapitre 2.

⁶ Le samizdat désigne les publications illégales en URSS. Le tamizdat désigne les ouvrages parus à l'étranger qui circulent en URSS.

un phénomène ponctuel attribuable à l'égoïsme de quelques-uns, mais le produit structurel du système communiste¹. Il faut cependant attendre la perestroïka pour que ces différentes interprétations de la duplicité soient discutées publiquement en URSS.

B - *Personnalité harmonieuse et duplicité pendant la perestroïka*

La perestroïka se présente comme une vaste entreprise de réalisation et de promotion de la *ličnost'*. Un petit livre² paru en 1988, énième titre d'une longue série d'ouvrages sur « la *ličnost'*, la morale et l'éducation » parus sous l'égide du Comité central du Parti³, illustre très bien l'usage de cet idéal romantique dans les efforts pour mobiliser les Soviétiques. L'ouvrage, rédigé par « des savants, des journalistes, des travailleurs du Parti et du komsomol » est principalement destiné à la jeune génération et plusieurs sections semblent tout particulièrement destinées aux « leaders » du komsomol, une organisation désignée comme « l'âme de la création sociale de la jeunesse »⁴. D'emblée, les auteurs évoquent l'impératif typiquement romantique de la « réalisation de soi » (*proâvit' sebâ*) et évoquent l'image pathétique d'une vie qui en serait dépourvue: « Qu'il est triste le récit du décès d'un homme d'âge vénérable dont la tragédie ne réside pas dans la mort elle-même, mais dans le fait qu'il n'a pas pu et n'a pas su, au cours de sa vie, se découvrir lui-même, ses possibilités et ses capacités »⁵. Plus loin, les auteurs citent les propos du sénateur américain James Fulbright, affirmant que le problème du communisme réside dans ses exigences excessives à l'égard de la nature humaine. Cette citation est prétexte à une bravade contre le défaitisme moral du capitalisme :

¹ Voir par exemple la réflexion à ce sujet du poète polonais Czeslaw Milosz, écrite en exil au début des années 1950: Czeslaw MILOSZ, *The Captive Mind*, 1990.

² I. BESTUŽEV-LADA, N. BLINOV, V. ŽITENEV, O. KARPUHIN, V. LIISOVSKIJ, È. MAKAREVIČ, N. SLEPCOV, *Naš molodoj sovremennik, dialogi i razmyšleniâ* [Notre jeune contemporain, dialogues et réflexions], 1988. Le livre bénéficie d'un tirage impressionnant : 200 000 exemplaires.

³ Aux éditions *Politizdat*, qui relève directement du Comité central du Parti.

⁴ *Ibid.*, p.267.

⁵ *Ibid.*, p.14. Un impératif que les auteurs inscrivent dans la tradition des classiques de la littérature russe, citant Tolstoï sur la priorité de la réalisation de soi sur le fait même de se nourrir.

*Le socialisme implique effectivement de plus hautes exigences à l'égard de l'homme (čelovek), car le progrès de notre société, de par sa nature sociale, dépend dans toutes les sphères du niveau de développement de la personnalité. Et que dire de l'homme lui-même ? En effet, de plus hautes exigences permettent d'acquérir un caractère, une individualité riche, de réaliser ses possibilités et capacités, d'élever en soi-même les qualités qui permettraient de ressentir la plénitude du bonheur humain : le bonheur du travail, de la création, de la connaissance, du dialogue et de l'amour.*¹

Dans le discours politique de cette époque, la promotion de la *ličnost'* s'accompagne infailliblement d'une critique de l'attitude adaptative et duplice qui consiste à faire valoir son intérêt particulier tout en prétendant servir le bien commun. Or, de fortes divergences se font entendre dans la sphère publique quant aux causes de cette duplicité. S'agit-il d'un phénomène ponctuel attribuable à des minorités corrompues ou s'agit-il d'un symptôme de la faillite morale du système en entier ?

1) La duplicité des minorités corrompues

Dans la filiation directe du réformisme khrouchtchévien, la perestroïka vise à l'accélération du progrès par un renouvellement de l'engagement volontaire et conscient des Soviétiques pour la construction du communisme. Le concept préféré de Gorbatchev pour désigner ce rôle accru assigné à chaque personne est celui du « facteur humain »². Ce levier personnel du développement social repose sur une conscience solide et harmonieuse. Lors d'une réunion en février 1987 au Comité central avec des dirigeants de grands médias et organes de propagande soviétiques, Gorbatchev les enjoint de consolider la conscience des citoyens, dont la duplicité constitue un obstacle sérieux à l'activation du facteur humain :

¹ *Ibid.*, p.145. Comme nous le mentionnions précédemment, les termes *čelovek* et *ličnost'* ont un usage très similaire dans le discours soviétique.

² Concept qu'il emprunte à la sociologue Tatiana Zaslavskáia, qui fait partie de son équipe de conseillers. Voir par exemple : Tat'ána ZASLAVSKAĀ, « Čelovečeskij faktor razvitiâ èkonomiki i social'naâ spravedlivost' » [Le facteur humain de développement de l'économie et la justice sociale], 1986.

Le rôle du facteur humain est ici beaucoup plus grand. Nous nous entendons sur l'essentiel : il faut renforcer la personne (čelovek), son esprit, ses convictions. La personne dont la conscience est divisée peut difficilement vivre et travailler. Elle perd ses repères et n'est pas disposée à la perestroïka. Il ne faut pas détruire le monde spirituel de la personne. Il faut le soutenir et le solidifier. Si la conscience n'est pas abîmée, alors tout est possible.¹

Gorbatchev est optimiste, car il est convaincu que les Soviétiques sont pour la plupart attachés aux valeurs socialistes et que, pour cette raison, il peut s'appuyer sur eux pour réaliser ses réformes. C'est d'ailleurs le but de la démocratisation et de la *glasnost'*, qu'il proclame au plénum du Comité central de janvier 1987. Ces mesures, espère-t-il, doivent permettre de « liquider les zones fermées à la critique et les "oasis" de double morale et d'arbitraire, ainsi que de surmonter l'écart entre les mots et les gestes »². La morale saine du peuple est ainsi opposée à la duplicité de minorités isolées, mais florissantes – les « oasis » - qui font obstacle aux réformes dans le but de préserver leurs privilèges.

Dans ses discours, Gorbatchev mentionne très souvent la nécessité de surmonter « l'écart entre les mots et les gestes »³. Ce faisant, il s'attaque plus spécifiquement à la duplicité des dirigeants qui affirment une chose et qui en font autre chose. Cette critique, depuis longtemps associée aux pays capitalistes dans le discours officiel soviétique, Gorbatchev en reconnaît la pertinence en URSS et y voit un obstacle aux réformes. Le cynisme de certains dirigeants du Parti ou de certains bureaucrates, explique-t-il, est d'autant plus condamnable qu'il a pour effet de démoraliser la population, et en particulier les jeunes. Gorbatchev emploie ainsi un schéma très commun à l'époque pour décrire le déclin moral, qui s'effectue, pourrait-on dire, par « contagion » : la duplicité active d'une minorité motivée par son intérêt personnel au détriment du bien commun,

¹ Mihajl GORBAČĚV, « Ubeždennost' – opora perestrojki » [La conviction est la base de la perestroïka], dans *Izbrannye reči i stat'i* [Discours et articles choisis], vol 4, p.369.

² Mihajl GORBAČĚV, « Interv'û žurnalu Špigel' (FRG) » [Interview au journal *Der Spiegel*], dans *Izbrannye reči i stat'i* [Discours et articles choisis], vol 4, p.59.

³ Habituellement *razryv meždu slovom i delom*, ou plus rarement *razhoždenie meždu slovom i delom*.

entraîne par son exemple la duplicité passive de la population, qui perd confiance et se désintéresse des valeurs prônées dans le discours officiel¹. Bien plus que le cynisme d'une minorité, la désaffection du grand nombre est la menace la plus sérieuse au projet mobilisateur de Gorbatchev. Aussi, s'adressant à des cadres politiques et économiques lors d'un passage en Lettonie en février 1987, il déclare :

*Il est maintenant très important qu'il n'y ait pas d'écart entre ce que nous déclarons, entre notre politique et les affaires concrètes. Ce serait un malheur. Nous devons constamment avoir en vue le problème de l'unité des mots et des gestes, d'autant plus que les gens ont accumulé beaucoup de rancœur à ce sujet. On écrivait et on disait certaines choses et dans la vie se produisait autre chose. Une dualité (razdvoenie) s'est établie. Cela, comme vous le savez, a corrompu notre morale et s'est répercuté sur l'attitude des gens, sur leur rapport aux activités sociales et au travail. Et cela, camarades, a eu un très grand effet négatif sur la formation des positions civiques de la jeune génération.*²

Gorbatchev utilise des formules assez vagues pour désigner les représentants des minorités duplices. D'autres que lui sont plus précis dans leur critique des castes privilégiées qui se détachent du peuple pour mieux protéger leurs intérêts particuliers. Pour le sociologue Andreï Zdravomyslov³, par exemple, ce sont d'une part les bureaucrates, corrompus par le pouvoir, et les profiteurs qui s'enrichissent sur le marché noir, corrompus par l'argent. Dans un article de 1988, l'auteur associe les « phénomènes négatifs » de la société soviétique – il mentionne l'insensibilité, le formalisme, le bureaucratisme, l'irresponsabilité au travail, l'alcoolisme, la criminalité et la corruption –

¹ La distinction entre duplicité passive et duplicité active nous est inspirée par les travaux du sociologue Youri Levada sur « l'homme soviétique ordinaire », dont il est question plus bas.

² Mihajl GORBAČEV, « Tverdo idti dorogoj perestrojki i uglubleniâ demokratii » [Avancer de manière décidée sur la voie de la perestroïka et de l'approfondissement de la démocratie], dans *Izbrannye reči i stat'i* [Discours et articles choisis], vol 4, p.398.

³ Sociologue né en 1928 à Leningrad, pionnier du renouveau de la sociologie soviétique dans les années 1960. Au moment de la publication de l'article, il travaille pour l'Institut marxiste-léniniste, qui est lié au Comité central du PCUS et donc très proche des centres de décision du pouvoir.

à l'affaiblissement des « normes morales régulant le comportement individuel »¹. Il les attribue à la diffusion de l'hypocrisie (*licemerie*), qu'il définit comme « la pratique qui consiste à s'adapter aux normes officielles tout en les ignorant ou les piétinant » ou encore, « pour reprendre la formule simple des documents du Parti », comme « l'écart entre les mots et les gestes »². Cette hypocrisie, explique le sociologue, résulte d'une adhésion « strictement externe » aux idéaux socialistes, tandis que la réelle priorité est en fait donnée aux « intérêts matériels personnels et immédiats »³. Il repousse comme simpliste l'idée, précédemment répandue « dans la littérature théorique », selon laquelle cette attitude découle des « survivances du passé » bourgeois, et qu'elle doit donc disparaître avec l'avènement d'une société socialiste. Au contraire, l'augmentation du niveau de vie aurait contribué à la diffusion d'une mentalité « petite-bourgeoise » de « petit propriétaire », d'un « amour des biens matériels »⁴ et d'un « mercantilisme »⁵, où la consommation démonstrative prend le pas sur les « demandes culturelles »⁶. Dans la société socialiste, explique-t-il, cette attitude tire ses racines de l'amour de l'argent, qu'il associe à l'« économie de l'ombre », et de la jouissance du pouvoir, caractéristique des bureaucrates. Les vices de ces minorités causent à leur tour le déclin des valeurs morales de la population, et ce, tout particulièrement au sein des groupes soustraits au regard de l'opinion publique⁷. Ils donnent naissance « au scepticisme et au cynisme dans l'esprit des jeunes, qui à leur tour perdent foi dans les principes et les idées du socialisme, perdent leurs repères moraux dans leur comportement personnel et tombent dans l'alcoolisme, la prostitution et la drogue »⁸. La perestroïka se présente donc comme un

¹ Andrej ZDRAVOMYSLOV, « O pričinah negativnyh âvlenij v usloviâh socializma » [Sur les causes des phénomènes négatifs du socialisme], 1988, p.116.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p.117.

⁴ *Vešizm*, du mot *veš* - chose. La traduction littérale serait « chosisme ».

⁵ *Torgašestvo*. Le terme désigne une propension répréhensible au commerce et au profit, et non pas la théorie économique mercantiliste.

⁶ *Ibid.*, p.118.

⁷ Détail révélateur de certains préjugés de l'époque, Zdravomyslov illustre ce point par l'exemple de groupes criminels créés à partir de liens homosexuels clandestins. *Ibid.*, p.119.

⁸ *Ibid.*

« renouveau moral du socialisme »¹ par la dénonciation publique – dans la glasnost – de la duplicité des minorités corrompues.

2) La duplicité systémique

Une autre interprétation de la duplicité, que les libéraux soviétiques expriment de plus en plus souvent à partir de 1987, en attribue la cause non pas seulement à des fautes individuelles, mais à la distorsion morale induite par un système artificiel et pervers. Politiquement, cela signifie que la réalisation de la *ličnost'* ne repose pas sur le renforcement du contrôle, mais est rendue possible par le démantèlement du système de contrôle, ce qui par ailleurs n'implique pas nécessairement l'abandon du socialisme. Les premières critiques de la duplicité systémique formulées par les libéraux soviétiques à cette époque visent plutôt à réformer le socialisme soviétique. C'est le cas de la théorie du « système administratif de commandement » de l'économiste Gavriil Popov qui, comme nous l'avons vu au premier chapitre, fait des administrateurs duplices les victimes du système dont ils sont les rouages. Lorsqu'il expose pour la première fois cette théorie, au printemps 1987, Popov prend bien soin de préciser que la duplicité des administrateurs du système « contredit l'idée socialiste elle-même, au centre de laquelle se trouve la personne (*čelovek*), son monde spirituel et sa physionomie morale »².

Pour ses pourfendeurs, la duplicité systémique pose un problème sérieux pour la perestroïka : la corruption morale généralisée ne condamne-t-elle pas à l'échec toute possibilité de réforme ? Pour Andreï Sakharov, c'est une question décisive : « Le peuple a passé des décennies dans une 'anti-école' perverse qui lui a appris à ne pas travailler, mais à faire semblant, qui lui a appris l'hypocrisie, le mensonge, l'égoïsme et l'adaptation. Le peuple (et quand je dis le « peuple », j'entends aussi l'intelligentsia) a-t-il

¹ *Ibid.*, p.120

² Gavriil POPOV, « S točki zreniâ èkonomista » [Du point de vue d'un économiste], avril 1987, p.59. Quelques années plus tard, vers 1989 ou 1990, Popov abandonne complètement le socialisme.

conservé suffisamment de forces morales ? »¹ Sakharov ne donne pas de réponse à cette question, mais son engagement politique des années subséquentes et sa confiance dans la démocratie montrent qu'il croyait le peuple soviétique moralement disposé à participer aux réformes². Il existe cependant une tendance pessimiste au sein de l'intelligentsia libérale qui considère que la duplicité est si profondément enracinée dans la société soviétique qu'elle empêche toute participation rationnelle du peuple en politique. Pour la même raison, l'échec des réformes à entraîner des changements substantiels s'expliquerait par la corruption morale des Soviétiques, dont la *ličnost'* ne serait pas à la hauteur des institutions « civilisées » telles que la démocratie et le marché. Les écrits du sociologue Youri Levada sur l'« homme soviétique ordinaire » constituent un exemple éminent de cette interprétation pessimiste de la duplicité généralisée. Levada, l'un des sociologues les plus réputés de sa génération³, n'est pas un partisan du socialisme réformiste. Critique du marxisme au moins depuis la fin des années 1960⁴, il critique le système communiste au nom d'un idéal de société rationnelle dont il voit le modèle dans les sociétés occidentales contemporaines. Le cas de Levada montre que l'idéal romantique de la personnalité et la critique concomitante de la duplicité, longtemps associés au socialisme, peuvent être mobilisés dans le discours des libéraux soviétiques *pour critiquer le système communiste*, révélant ainsi l'importance que conserve le projet moral d'harmonisation des convictions et des actions de chaque personne, au-delà du déclin de l'idéologie marxiste-léniniste.

¹ Andrej SAHAROV, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka], 1988, p.126.

² Au printemps 1989, pendant la campagne électorale du Congrès des députés du peuple d'URSS, Sakharov se dit d'ailleurs agréablement surpris par la disposition du peuple à soutenir la perestroïka, comme nous le verrons au prochain chapitre.

³ Youri Levada doit sa renommée aussi bien à ses qualités intellectuelles qu'à sa droiture morale. En exergue d'un livre qu'il dirige, ses collègues lui rendent hommage pour son apport théorique à la sociologie, mais aussi pour sa « morale absolue de savant », inébranlable même pendant les années les plus difficiles. Ūrij LEVADA (dir.) *Est' mnenie !* [L'opinion existe !], 1989.

⁴ En 1969, Levada est mis à la porte de l'Institut des recherches sociales concrètes (IKSI) à la suite d'une conférence dans laquelle il opposait ouvertement le marxisme et le structuro-fonctionnalisme comme les deux paradigmes concurrents de la sociologie, remettant implicitement en question le monopole du marxisme sur la scientificité.

En 1988, Levada est promu à la tête du département de recherches théoriques du nouveau Centre pansoviétique pour l'étude de l'opinion publique (le VCIOM), que dirige Tatiana Zaslavskaïa. La possibilité de réaliser des sondages, alors en grande demande en URSS, détermine les nouvelles orientations des recherches de Levada. Sous son impulsion et celle de son équipe – en grande partie formée des participants du séminaire informel qu'il menait depuis de nombreuses années – le VCIOM s'impose comme la source la plus fiable d'études sur l'opinion publique en URSS¹. En 1989, Levada dirige la publication d'une monographie rassemblant les premiers résultats de cette étude de l'opinion publique, qui se présente comme une sorte d'introspection du corps social : « Le projet de cette recherche, dans une perspective d'ensemble, consiste à faire voir, à l'aide de sondages réalisés à l'échelle de l'Union, les principaux traits de la connaissance de soi, du sentiment de soi et du jugement sur soi de la société à la fin 1988 – début 1989 »². Dans cet ouvrage, Levada et ses collègues se montrent optimistes : la « conscience politique » dont témoigne la population soviétique – qu'il décrit alors comme une « conscience populiste »³ – serait une « forme transitoire de conscience de masse », typique d'une « phase particulière de l'activation des masses » et à laquelle doivent succéder « tôt ou tard » des formes politiques mieux déterminées⁴. Levada considère à ce moment la société soviétique dans la perspective d'une transition typique de l'autoritarisme vers la démocratie, via le populisme, tel que cela s'est déjà produit ailleurs dans le monde⁵. La même année, Levada et son équipe lancent la première vague

¹ Le VCIOM, dont Levada prend la direction en 1992, porte aujourd'hui le nom de Centre Levada et conserve cette même réputation.

² Ūrij LEVADA (éd.) *Est' mnenie !* [L'opinion existe !], p.5. Notons que l'adéquation que pose Levada entre l'opinion publique et la conscience (*soznanie*) de la société pose d'importants problèmes méthodologiques. Peut-on vraiment déduire de la somme des opinions individuelles un portrait de la conscience de la société, comme s'il s'agissait d'un corps unique doté de propriétés réflexives ? Le sociologue Pierre Bourdieu mettait en garde contre ce genre de conclusion, affirmant que l'opinion publique « est un artefact pur et simple dont la fonction est de dissimuler que l'état de l'opinion à un moment donné du temps est un système de forces et de tensions ». Pierre BOURDIEU, « L'opinion publique n'existe pas », 1972.

³ Levada ne donne pas davantage d'indication sur ce qu'il entend par là, mais le fait qu'il utilise le terme *populist* indique qu'il fait référence au concept occidental, plutôt qu'au mouvement « populiste » russe, désigné par le terme *narodnik*.

⁴ Ūrij LEVADA (éd.) *Est' mnenie !* [L'opinion existe !], p.168-171.

⁵ Levada mentionne l'expérience historique du « Tiers monde », ainsi que celle des revendications de juin 1989 en Chine. *Ibid.*, p. 173

d'un ambitieux projet de recherche consacré au portrait de l'« homme soviétique ordinaire » (*sovetskij prostoj čelovek*)¹ à partir d'études statistiques de l'opinion publique. Leurs conclusions, exposées dans les années qui suivent dans de nombreux articles, ainsi que dans une monographie,² sont pessimistes : elles désignent la *duplicité* comme l'un des traits fondamentaux de l'homme soviétique, qui empêche le développement « normal » de la société. L'homme soviétique, écrit Levada, « n'est ni une bête ni un ange, mais un humain doté de valeurs ambivalentes, à double sens (*dvoemyslenoe*) »³. Et puisqu'il a intériorisé ces valeurs doubles, il est réputé avoir une double conscience (*dvojnoe soznanie*)⁴; il est un « homo praevaricatus » (*čelovek lukavij*)⁵, un homme qui ruse avec les autres et avec lui-même. Levada, en somme, fait de la *lukavost'* - l'attitude adaptative et duplice - le trait principal d'un type humain moralement atrophié par le système communiste⁶, qui empêche la société de se moderniser par un passage résolu vers la démocratie et le marché.

¹ Il s'agit d'une référence ironique à une expression stalinienne pour faire la louange du bon citoyen soviétique.

² La monographie *Sovetskij prostoj čelovek*, publiée en russe en 1993, paraît en français deux ans plus tard aux Presses de Sciences Po sous le titre *L'homme soviétique ordinaire*. Nous suivons cette traduction pour les citations. Les articles de Levada sur le même thème sont regroupés dans l'ouvrage posthume *Sočineniâ: Problema čeloveka* [Oeuvres : Le problème de la personne], 2011.

³ Youri LEVADA, *L'homme soviétique ordinaire*, p.350.

⁴ *Ibid.*, p.162.

⁵ L'expression latine « homo praevaricatus » est proposée par Levada, dans un article tardif, pour traduire en anglais le concept de *čelovek lukavij*, par lequel il désigne le type de l'homme soviétique ordinaire. Il refuse donc la traduction habituelle de l'adjectif *lukavij* - « cunning » en anglais - que proposaient les éditeurs de l'article. L'adjectif français « prévaricateur » ayant un sens différent, nous utilisons ci-après le terme *lukavost'*. Voir Yury LEVADA, « Homo Praevaricatus: Russian Doublethink », 2001, version anglaise de Ūrij LEVADA, « Čelovek lukavyj: dvoemyslie po-rossijski » [L'homme rusé: la double-pensée à la russe], 2000.

⁶ Levada entretient un certain flou sur l'importance relative de ce type humain dans la société soviétique. Il insiste, d'une part, sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un « type particulier d'individu », mais d'une « distribution spécifique de types humains. » (Youri LEVADA, *L'homme soviétique ordinaire*, p.350). À ce titre, il ne doit pas être rattaché « à un territoire ou un État ». (*Ibid.*, p.27) L'homme soviétique est parfois présenté comme un potentiellement type minoritaire parmi la population soviétique, tout en étant le plus marquant : « Ces derniers ne constituent pas la majorité à l'heure actuelle. Mais ils constituent l'assaisonnement du plat : ce sont eux qui donnent son goût et son odeur à notre pays ». (*Ibid.*, p.315.) De ce point de vue, la démarche de Levada rappelle celle des *Études sur la personnalité autoritaire* de Theodor Adorno et de ses collègues, qui identifient les caractéristiques et origines d'un certain état d'esprit présent dans la société moderne. Levada, pour sa part, compare ce concept à celui d'*homo aeconomicus* ou d'« homme de la Renaissance ». (*Ibid.*, p.27.) Mais d'autre part, l'homme soviétique ordinaire est aussi désigné comme le « type social dominant » de la société soviétique (*Ibid.*, p.26) et même présenté comme « l'"homme ordinaire" de la société soviétique » (*Ibid.*, p.50). L'adéquation plus ou moins implicite entre la

L'argument principal de Levada, similaire à la théorie de Popov au sujet des gestionnaires du système administratif de commandement, fait de la duplicité le résultat structurel des contraintes imposées par l'État :

La violence absolue produit une acceptabilité absolue à s'adapter au système par lukavost'. Dépourvus de toute possibilité de protestation, les gens acceptent triomphalement ou tacitement les ordres impératifs, tout en cherchant constamment des moyens de les contourner. La plupart du temps, il s'agit tout simplement d'un moyen pour survivre (la dimension passive du comportement lukavyj). Plus rarement, cette attitude sert à exploiter les ambivalences du système au bénéfice de la carrière ou de l'avancement social (la dimension active du comportement lukavyj, caractéristique des héros du jour).¹

L'homme soviétique s'engage dans une série de « jeux » avec les autorités, soutenant publiquement la cause commune pour mieux préserver ses valeurs privées. En cela, affirme Levada, l'homme soviétique est très proche de la double pensée évoquée par George Orwell dans sa dystopie classique du totalitarisme². Cette stratégie de protection des valeurs privées décrite par Levada pourrait laisser penser que, comme les soviétologues occidentaux cités au début de ce chapitre, il fait l'apologie de l'attitude d'adaptation rationnelle de l'homme soviétique. Ce serait mal comprendre son propos. Si Levada mentionne rapidement que l'attitude de *lukavost'* permet effectivement aux Soviétiques de survivre dans une situation de contrainte absolue, il la condamne de manière catégorique comme le principal obstacle à la modernisation de la société. Par contraste avec le portrait héroïque dressé par Orwell de l'homme qui préserve son intégrité individuelle en résistant à l'État, l'homme soviétique décrit par Levada est la

société soviétique et l'homme soviétique ordinaire, quoi qu'en dise Levada, est souvent à l'œuvre dans l'interprétation qu'il fait des sondages, où l'opinion publique soviétique est interprétée comme la voix de l'homme soviétique. Constatant de profondes différences de valeurs avec l'Occident, par exemple, Levada affirme : « La société soviétique offre un tableau radicalement différent. Il faut donc parler d'une autre nature de l'homme soviétique (...) en utilisant les données des sondages effectués au cours des années 1989-1991, nous avons devant nous les résultats du processus de dislocation et de transformation de la société et de l'homme soviétiques qui est allé assez loin » (*Ibid.*, p.74).

¹ Ūrij LEVADA, « Čelovek lukavyj: dvoemyslie po-rossijski » [L'homme rusé: la double-pensée à la russe], 2000, p.200.

² Youri LEVADA, *L'homme soviétique ordinaire*, 1995, p.52.

première victime de sa propre duplicité, qui a irréversiblement corrompu sa personnalité : « ce pacte avec le diable [avec le pouvoir] a un autre effet : la destruction de la structure de la personnalité elle-même. (...) Les compromis moraux ont toujours été néfastes aux personnalités en voie de constitution »¹. Les jeux sans fin dans lesquels l'homme soviétique s'engage avec les normes officielles et informelles ne sont pas décrits comme de brillantes stratégies d'adaptation, mais comme les symptômes d'une incapacité fondamentale à s'engager rationnellement d'une quelconque manière, perpétuant simultanément une relation superficielle avec plusieurs valeurs totalement contradictoires, croyant à l'une ou à l'autre selon les besoins du moment². À proprement parler, l'homme soviétique ne ment donc pas uniquement aux autorités, mais se ment continuellement à lui-même³ au sujet de sa propre sincérité :

L'homme lukavyj – à tous les niveaux et sous toutes ses déclinaisons – non seulement tolère la tromperie, mais l'accepte et, bien plus, recherche constamment à se tromper soi-même pour mieux se préserver (y compris psychologiquement) et pour mieux surmonter la fracture de sa propre personnalité et justifier sa propre lukavost'.⁴

Pour Levada, cette attitude irrationnelle est à la source de l'incapacité de l'homme soviétique – et plus tard de l'homme postsoviétique – à s'engager résolument pour la modernisation de la société, le maintenant dans une ambivalence perpétuelle entre un désir de liberté démocratique et une aspiration à la tranquillité que garantit l'autoritarisme. En ce sens, la duplicité de l'homme soviétique ne constitue pas pour lui la faiblesse cachée du système soviétique, mais son plus solide soutien, et ce, même après l'effondrement de l'État soviétique.

Parmi les partisans d'un ordre démocratique, jusqu'à ces derniers temps, l'idée suivante était largement répandue : notre société, qui aspirait naturellement (ou

¹ *Ibid.*

² Dans un article tardif, Levada reproche aussi à Orwell d'avoir clairement distingué le cynisme des dominants de la soumission des dominés. En réalité, affirme-t-il, l'élite et le peuple vivent selon les « mêmes règles de double pensée *lukavye* » et se trompent eux-mêmes. Ūrij LEVADA, « Čelovek lukavyj: dvoemyslie po-rossijski » [L'homme rusé: la double-pensée à la russe], p.200-201.

³ Le terme russe pour le mensonge à soi-même est *samoobman*, soit littéralement « autotromperie ».

⁴ Ūrij LEVADA, « Čelovek lukavyj: dvoemyslie po-rossijski » [L'homme rusé: la double-pensée à la russe], p.200.

*potentiellement) à une organisation démocratique, était solidement tenue par les chaînes de l'État totalitaire (système de commandement, stalinisme, structures répressives, etc.); il suffirait donc de les briser pour que la liberté renaisse. La réalité s'est révélée plus complexe. Les chaînes ne sont pas totalement étrangères à la société elle-même. Elles se sont enracinées en elle, en font partie intégrante.*¹

La théorie de Levada de « l'homme soviétique ordinaire » reprend implicitement la plupart des traits de l'idéal romantique de la personnalité harmonieuse. Tout d'abord, la personnalité n'est pas considérée comme une disposition humaine abstraite propre à tous les hommes, mais comme un attribut acquis – Levada parle de « formation de la personnalité », de « personnalité en constitution », etc. Il s'agit donc d'un concept normatif². Ensuite, la réalisation de la personnalité ne relève pas de la préservation de l'indépendance individuelle par des stratégies de résistance, mais de l'engagement conscient et rationnel de la personne dans la société. Il s'agit donc d'un concept relationnel. Finalement, et surtout, la personnalité ne peut se réaliser que dans l'harmonie de la pensée, du discours et des actes. Cet idéal s'accompagne, typiquement, d'une virulente critique de ce qui est perçu comme son opposé : l'attitude d'adaptation individuelle, assimilée à de la duplicité, comme détachement pathologique de l'individu à l'égard des normes sociales.

Il est d'autant plus frappant d'observer la prégnance de ces idéaux romantiques dans la réflexion de Levada que sa théorie sociologique est élaborée dans un vocabulaire très technique qui n'a rien à voir avec les élans passionnés du romantisme. Levada, de plus, se montre très critique de l'élitisme moral de l'intelligentsia soviétique, qui prétend incarner et transmettre les grandes valeurs dans lesquelles tout homme doit chercher à se

¹ Youri LEVADA, *L'homme soviétique ordinaire*, p.163.

² Levada fait du concept de *čelovek* un usage qui le rapproche du concept de *ličnost'*, ainsi que cela se fait couramment en Russie.

réaliser¹. Les valeurs qui permettent la réalisation de la personnalité harmonieuse, pour lui, ne sont pas dictées par une « grande culture » fondée sur la connaissance des « classiques » ni par la connaissance des lois de l'histoire, mais sont produites par la structure même de la société. En cela, son approche est fortement marquée par l'école sociologique américaine du structuro-fonctionnalisme² menée par Talcott Parsons³. Tout comme le marxisme, le structuro-fonctionnalisme repose sur une philosophie positive de l'histoire, qui porte un jugement sur les sociétés à l'aune de leur aptitude relative à se moderniser. Le principal point de divergence entre ces paradigmes réside dans la « détermination culturelle » que le structuro-fonctionnalisme oppose à la « détermination sociale » du marxisme⁴. Préoccupé par l'impératif de modernisation et confronté au phénomène de l'inadéquation manifeste des pensées, des paroles et des gestes chez les Soviétiques, Levada interprète ce phénomène comme un problème d'anomie. Ce concept, que Parsons emprunte lui-même à Durkheim⁵, désigne l'état d'une société dont les normes ne parviennent pas à garantir l'intégration des individus, ce qui provoque leur aliénation. Dans les analyses de Levada, la société soviétique est considérée comme le contre-modèle par excellence de la société modernisée et fonctionnelle, conçue à l'image

¹ Voir son article sur l'intelligentsia dans l'ouvrage collectif franco-soviétique *50 idées qui ébranlent le monde. Dictionnaire de la glasnost*, paru en URSS sous le titre *50/50 : opyt slovarâ novogo myšleniâ [50/50 : tentative de dictionnaire de la nouvelle pensée]*.

² Levada demeure très discret sur ses filiations intellectuelles, mais ses disciples, qui ont suivi sa réflexion pendant des décennies, désignent sans hésitation le structuro-fonctionnalisme parsonien comme sa principale inspiration. De fait, Levada collabore activement à la discussion, la traduction et la publication des théories structuro-fonctionnalistes à la fin des années 1960, alors qu'il travaille à l'Institut des recherches sociales concrètes (IKSI). Lev GUDKOV, « Sociologiâ Ūriâ Levady » [La sociologie de Youri Levada], 2007 ; Boris DUBIN, « Ot tradicii k igre : kul'tura v sociologičeskom proekte Ūriâ Levady » [De la tradition au jeu : la culture dans le projet sociologique de Youri Levada], 2010.

³ Les principes du structuro-fonctionnalisme remontent à Auguste Comte, mais Talcott Parsons en est le représentant le plus influent en URSS. Sur la diffusion du structuro-fonctionnalisme en URSS, voir le témoignage du sociologue Andreï Zdravomyslov, qui souligne l'importance décisive de l'ouvrage d'introduction préparé au sein du département dirigé par Levada à l'IKSI et publié en 1968. Cité par Boris FIRSOV, *Istoriâ sovetskoj sociologii. 1950-1980-e gody* [Histoire de la sociologie soviétique, des années 1950 aux années 1980], 2012, p.259-265.

⁴ Talcott Parsons écrit : « Je tends à croire à une détermination culturelle plutôt qu'à une détermination sociale. De même, je crois qu'au sein du système social les mêmes éléments normatifs sont plus importants que les intérêts matériels des groupes en présence pour expliquer le changement social ». *Sociétés. Essai sur leur évolution comparée*, 1973, p.147.

⁵ On peut d'ailleurs raisonnablement supposer que l'intérêt de Levada pour Parsons s'explique notamment par son intérêt préalable pour Durkheim et son analyse structuraliste de la religion, à laquelle Levada consacre sa thèse de doctorat.

de la société américaine décrite par Parsons, où l'intégration sociale serait garantie par la préservation d'un ensemble cohérent de normes sociales. Certes, Levada ne dit pas que les sociétés occidentales, qu'il qualifie de « normales » et « civilisées »¹, sont absolument cohérentes et consensuelles, mais il postule néanmoins que les diverses normes de comportement qui y coexistent s'harmonisent de manière claire et cohérente, ce qui permet aux individus de s'y engager de manière pleinement rationnelle. Dans un article tardif, il écrit :

*La coexistence et l'interaction de divers champs normatifs, avec leurs critères du permissible et du légitime, est caractéristique de différents systèmes sociaux dans lesquels il y a une division claire entre le travail et le loisir, entre ce qui est mien et ce qui est tien, entre le privé et l'officiel, etc. La spécificité du système soviétique (entièrement préservée à ce jour) consiste en ce que ces divisions sont floues ou effacées. L'esprit lukavyj surmonte facilement les barrières formelles et trouve une multitude de failles dans les prescriptions données – en un mot, il joue à un jeu « sans règles » (ou « joue avec les règles elles-mêmes »).*²

La spécificité de la société soviétique et postsoviétique, en somme, réside dans la duplicité de l'« homme soviétique ordinaire », qui s'adapte aux normes de telle manière qu'il les subvertit et mine sa propre personnalité. En cela, Levada s'éloigne du structuro-fonctionnalisme et de Parsons, qui considère que l'adaptation de l'individu à son environnement social est l'une des principales fonctions du système social³. Pourquoi l'adaptation individuelle, qui jouerait un rôle utile dans la société américaine, est-elle néfaste à la société soviétique aux yeux de Levada ? Pourquoi, selon lui, une stratégie jugée rationnelle dans les sociétés occidentales conduit à la ruine de la personnalité dans la société soviétique ? Parce que la théorie de l'« homme soviétique ordinaire » repose

¹ Pour Levada, cela résulte de l'entrée de l'Occident « dans l'âge adulte ». Il faut donc conclure que l'homme caractéristique de la société soviétique est fondamentalement immature. Youri LEVADA, *L'homme soviétique ordinaire*, p.190. Cette vision paternaliste est d'autant plus curieuse que Levada s'emploie par ailleurs à déconstruire le concept d'Occident dans la culture russe.

² Ūrij LEVADA, « Čelovek lukavyj: dvoemyslie po-rossijski » [L'homme rusé: la double-pensée à la russe], p.201.

³ Talcott PARSONS, *The Social System*, 1964. Ce système repose sur une théorie générale de l'action que Parsons désigne par l'acronyme AGIL, pour « adaptation », « goal attainment », « integration » et « latency ».

implicitement sur l'idéal romantique de la personnalité harmonieuse, poursuivant ainsi l'un des thèmes centraux de la culture de l'intelligentsia russe et soviétique. Levada lui-même peut difficilement être qualifié de penseur romantique, compte tenu de son approche rationaliste, modernisatrice et structuraliste de la société, mais c'est précisément pour cette raison que sa reprise implicite de cet idéal romantique mérite d'être soulignée. La théorie de l'« homme soviétique ordinaire » illustre de manière remarquable le fait que certaines des critiques les plus poussées du système communiste et de ses idéaux reposent sur l'idéal de la personnalité harmonieuse et sur la critique concomitante de la duplicité. Loin de s'effacer avec le marxisme-léninisme, cet idéal constitue donc un élément important de la critique libérale du régime soviétique. Depuis la perestroïka, l'idée d'une opposition entre la duplicité de la société soviétique et la « normalité » des sociétés occidentales est d'ailleurs devenue une sorte de lieu commun, auquel se rapportent régulièrement des observateurs de la politique russe contemporaine pour décrire l'état mental particulier hérité de l'URSS¹. L'argument qui consiste à expliquer l'état déplorable de la Russie postsoviétique par la perversion morale infligée par le système communiste perd cependant de la force d'année en année, alors que l'URSS s'enfonce dans un passé qui, déjà, n'a aucune actualité pour la jeune génération russe².

¹ Par exemple: Alena LEDENEVA, « “Werewolves in epaulets”: from doublethink to doubledeed », dans *Can Russia Modernise ?*, 2013, p.179-210.

² Les analyses réalisées par Levada tout au long des années 1990 insistent sur l'actualité du phénomène de la duplicité de l'« homme soviétique ordinaire », qui se manifesterait dans l'ambiguïté de l'attitude des Russes postsoviétiques à propos des réformes et de leur passé soviétique. Or, si la duplicité résulte, comme l'affirme Levada, de la contrainte totalitaire, comme expliquer qu'elle persiste après l'effondrement de l'URSS ? La réponse, selon Levada, réside dans l'inertie du renouvellement générationnel. Quelques années plus tard, cet argument doit lui aussi être révisé, alors que la jeune génération qui n'a pas connu l'URSS montre à son tour des signes d'ambivalence. Dans un livre publié l'année même de son décès, Levada reconnaît que le type de l'homme soviétique s'étend beaucoup plus largement au sein des différentes générations que ce qu'il avait considéré au début des années 1990. (Ūrij LEVADA, « Pokoleniâ XX veka » [Les générations du XX^e siècle], 2001). Malgré cela, le concept d'homme soviétique est toujours utilisé par l'équipe du Centre Levada. Lev Gudkov, son nouveau directeur, interprète un récent sondage sur la montée de l'indifférence à l'égard de la figure de Staline, en particulier chez les jeunes, comme le « produit du mécanisme de 'double pensée' qui définit la pensée totalitaire et, dans une moindre mesure, post-totalitaire » (Lev GUDKOV, « The Archetype of the Leader », 2013, p.37). Mais à vrai dire, la duplicité de l'« homme soviétique ordinaire » semble de moins en moins soviétique et de plus en plus ordinaire.

C - *Conclusion*

Il n'est pas rare que le terme *ličnost'* soit traduit par celui d'individu. Dans le contexte du discours public de la perestroïka, cependant, cette traduction pourrait cependant donner lieu à un malentendu, dans la mesure où la vaste promotion qui est faite de l'idéal de la *ličnost'* vise précisément à surmonter les vices généralement associés à l'individualisme, à savoir l'égoïsme, l'esprit calculateur, le cynisme, etc. Plus fondamentalement, cet idéal implique que l'intégrité de l'individu ne précède pas son rapport à la société, à laquelle il lui faudrait par conséquent résister pour se préserver, mais se réalise dans son rapport avec la société, dans l'harmonie des pensées, des paroles et des gestes. Pour les libéraux soviétiques, c'est commettre le vice de la duplicité que de détacher l'intérêt personnel - qui en lui-même ne leur paraît pas condamnable - des valeurs morales universelles qui permettent le développement naturel de la société. L'harmonie de la personnalité est considérée comme non seulement possible, mais souhaitable et même essentielle au succès des réformes, tandis que la duplicité, surtout quand elle est généralisée, est considérée comme un réel danger pour la perestroïka.

En URSS, cet idéal de la personnalité harmonieuse a été proclamé haut et fort par l'idéologie officielle à l'époque stalinienne, qui le décrit comme un trait spécifique de la société socialiste. Depuis, la plupart des Soviétiques qui défendent la *ličnost'* contre l'empiétement de l'État l'ont fait au nom du socialisme, à tout le moins jusqu'en 1990¹. Pour autant, il ne s'agit pas d'un idéal proprement socialiste. Nous avons vu, dans ce chapitre, qu'il a aussi été porté par des libéraux et des nationalistes conservateurs au XIX^e siècle et que, à l'époque de la perestroïka, il est prôné à la fois par des libéraux soviétiques qui prônent la réforme du socialisme - comme Popov en 1987 - et d'autres qui rejettent le socialisme - comme Levada². Ce que les uns et les autres ont en commun,

¹ Sur l'année 1990 comme moment d'une large désillusion à l'égard du socialisme au sein de l'intelligentsia libérale. Voir à ce sujet le chapitre 6.

² Pour cette raison, nous ne pensons pas qu'il soit fructueux, pour comprendre la pensée politique de la perestroïka, d'opposer la subjectivité soviétique à la subjectivité libérale, comme le font plusieurs historiens sur lesquels nous nous appuyons dans ce chapitre (Hellbeck, Pinsky, Krylova). Cela revient à accepter et à reproduire l'opposition dichotomique entre libéralisme et socialisme qui s'est cristallisée, pour des raisons politiques, à l'époque de la Guerre froide. Une tendance exprimée de manière célèbre par Friedrich Hayek

178

c'est un refus du système artificiel qui, selon eux, fait obstacle à la réalisation de soi, ainsi qu'une aspiration à une totalité harmonieuse qui transcende la pluralité des phénomènes particuliers qu'elle englobe. L'harmonie de la personnalité, qui donne sa cohérence aux différents aspects de la vie individuelle, fait ainsi miroir à l'harmonie de la société, où le progrès repose sur la consolidation d'une pluralité de points de vue sur la base de « valeurs universelles ». À l'échelle de la personne comme à l'échelle de la société, cette idée de totalité harmonieuse ne repose pas sur l'univocité ou sur le consensus, mais sur un monisme moral qui postule la possibilité et la nécessité d'une consolidation de la pluralité. Cette consolidation, pour autant, n'équivaut pas à une négation de la pluralité. La nuance est importante, mais parfois difficile à mettre en pratique lorsque, comme nous le verrons dans la seconde partie de cette thèse, les réformes semblent compromises par la conflictualité croissante de la vie politique. La concentration des pouvoirs dans les mains d'une élite éclairée peut alors apparaître comme le meilleur moyen de surmonter la division sociale afin de créer les bases politiques et économiques de l'harmonisation morale, soit la démocratie et le marché.

(*La route de la servitude*) et Isaiah Berlin (« Two Concepts of Liberty »). Or, cette dichotomie ne rend pas justice à l'histoire complexe de la pensée politique moderne. Comme le montre l'historien des idées Duncan Bell, l'invention au milieu du XX^e siècle d'une « tradition libérale » fondée sur la figure canonique de John Locke et sur l'antagonisme avec le socialisme s'est faite au détriment des conceptions précédentes du libéralisme, qui en faisaient l'un des éléments d'un groupe d'innovations théoriques qui comprenait aussi le socialisme et qui avaient en commun de remettre en question les ordres politiques traditionnels. Duncan BELL, « What is Liberalism ? », 2014.

Seconde partie

Chapitre 4 : La radicalisation paradoxale de 1989 : opposition au système et consolidation du pouvoir

On reconnaît volontiers maintenant que chacun de nos maux et de nos malheurs, qui croissent de semaine en semaine, repose sur la « question du pouvoir ». C'est-à-dire comment en pratique réaliser la sélection des dirigeants à tous les niveaux, qui va prendre les décisions et, par conséquent, quelles seront ces décisions. Voilà le problème le plus important, si ce n'est le seul.

Léonide Batkine, août 1989¹

Dans les chapitres précédents, nous avons vu que les libéraux soviétiques tendent à considérer la perestroïka à travers le prisme d'une perspective morale visant à la réalisation de la personne dans une société qui se développe de manière naturelle sur la base de valeurs dites universelles. Les réformes, à leurs yeux, ne visent donc pas seulement à établir un nouvel arrangement institutionnel, mais à émanciper les forces morales de la société par le démantèlement d'un système artificiel qui en aliène l'expression harmonieuse. Cet idéal d'harmonie implique le dépassement de la division de la société, de même que la division intérieure de la personne, entre les pensées, les paroles et les gestes. Dans la seconde partie de la thèse, nous examinons comment cette perspective morale conditionne l'interprétation que font ces libéraux soviétiques du pluralisme politique qui émerge *de facto* en URSS dans la foulée des premières élections compétitives en 1989, alors que plusieurs forces politiques entrent en conflit ouvert au sujet de la nature et du rythme des réformes. Nous verrons que cette perspective morale éclaire aussi les choix de stratégie politique que font les libéraux soviétiques dans leur rapport au pouvoir soviétique réformateur.

¹ Leonid BATKIN, « Ostanetsâ li vlast' u partii ? » [Le Parti conservera-t-il le pouvoir ?], août 1989, p.127. L'accent est de l'auteur.

Le pluralisme politique repose sur l'institutionnalisation du conflit. Or, la légitimité du conflit politique n'est en rien évidente dans un régime à parti unique comme l'URSS, habitué aux déclarations rituelles d'unanimité depuis l'interdiction des factions au début des années 1920. Dans ce contexte, il n'est pas facile d'accepter le fait que le relâchement de la censure ne conduit pas à l'expression de la volonté populaire émancipée, mais à l'affrontement de visions concurrentes des réformes. Quel sens faut-il alors donner aux conflits souvent acrimonieux qui déchirent la société, au moment où elle semble surtout avoir besoin d'unité pour aller de l'avant ? Pour les libéraux soviétiques, typiquement, le conflit politique ne se présente pas tant comme la confrontation entre des groupes aux intérêts divergents ou comme l'objet d'une procédure de médiation institutionnelle, mais comme une lutte morale binaire entre ceux qui défendent les « valeurs universelles », d'une part, et ceux qui défendent égoïstement leurs privilèges ou qui sont trop moralement corrompus pour se libérer des dogmes staliniens, d'autre part. Dans le contexte des débats de la glasnost de 1987-1989 que nous avons étudiés au deuxième chapitre, nous avons vu que cette lutte binaire prenait la forme d'une opposition dichotomique entre les « défenseurs » et les « adversaires » de la perestroïka. Concrètement, cela signifiait que tous ceux qui, comme Nina Andreïeva, exprimaient une divergence de principe quant à l'orientation de la perestroïka étaient exclus du débat public sous prétexte qu'ils le contaminaient par leurs mensonges. Conformément à cette vision binaire, tous ceux qui ne soutenaient pas Gorbatchev et son programme étaient contre la perestroïka. La stratégie politique des libéraux, par conséquent, consistait essentiellement à soutenir Gorbatchev et à le défendre de toute critique sérieuse¹, tout en cherchant à l'influencer par des conseils ou par la critique d'éléments ponctuels de son programme. Cette stratégie était aussi conditionnée par le système politique soviétique en place à cette époque, caractérisé par le monopole du pouvoir du Parti communiste. Quels que soient les désaccords que les libéraux soviétiques aient pu avoir avec le dirigeant réformateur, ce dernier apparaissait alors pour la plupart d'entre eux comme la seule force politique en mesure de réaliser les réformes espérées. C'est précisément ce qui

¹ Non seulement contre les critiques émanant des communistes orthodoxes comme Andreïeva, mais aussi des dissidents sceptiques de la politique de Gorbatchev. Voir l'épisode de la lettre des dix dissidents émigrés, mentionné au chapitre 2.

change en 1989, alors que Gorbatchev introduit involontairement un pluralisme politique *de facto* en autorisant l'élection d'un nouveau parlement sur la base d'élections compétitives¹. Le fait que des députés élus, pour la première fois depuis des décennies, puissent défendre des programmes différents de celui du Parti fait éclater l'opposition binaire entre les « défenseurs » et les « adversaires » de la perestroïka. Désormais, il devient possible d'envisager plusieurs variantes de la perestroïka, parmi lesquelles celle de Gorbatchev n'est pas nécessairement considérée comme la meilleure. En cela, 1989 est l'année charnière de la perestroïka. Non pas seulement parce que les régimes communistes s'effondrent en Europe de l'Est et minent durement l'espoir d'une réforme du socialisme, mais parce que cette année marque en URSS l'entrée en scène d'une aile réformiste radicale qui brise le monopole de Gorbatchev sur la perestroïka. Par le fait même, la *question du pouvoir* se retrouve au cœur des débats. Il ne s'agit plus seulement de se dire pour ou contre la perestroïka, mais de déterminer *qui* doit mener la perestroïka, *et comment*.

Les libéraux soviétiques jouent un rôle de premier plan dans l'émergence de cette aile réformiste radicale et dans la pluralisation de la scène politique qui en résulte. Ces intellectuels, bien sûr, ne sont pas seuls dans ce combat. Ils s'appuient en grande partie sur les organisations informelles qui s'étaient multipliées depuis 1987 et qui font l'essentiel du travail de mobilisation, ainsi que sur les mineurs qui déclenchent un puissant mouvement de grève dans les régions charbonnières. Mais c'est l'élite de l'intelligentsia libérale de Moscou qui s'impose comme la figure de proue des radicaux. À travers des organisations comme le Groupe interrégional de députés, ces intellectuels façonnent un nouveau programme politique et une nouvelle stratégie à l'égard du pouvoir réformateur. Les auteurs que nous suivons dans cette thèse - les fondateurs de la Tribune de Moscou - figurent parmi les principaux acteurs de cette mouvance politique².

¹ Le pluralisme politique est reconnu *de jure* l'année suivante, en mars 1990, par l'abolition de l'article 6 de la Constitution soviétique qui pose le « rôle dirigeant » du Parti communiste.

² Parmi eux, Ales Adamovitch, Youri Afanassiev, Youri Kariakine, Roald Sagdeïev et Andreï Sakharov sont élus députés. Afanassiev et Sakharov sont élus coprésidents du Groupe interrégional de députés. Les

1989 est donc aussi l'année de la radicalisation d'une grande partie de l'intelligentsia libérale, qui dépasse Gorbatchev sur sa « gauche », comme on le disait à l'époque¹. Mais que faut-il entendre par « radicalisation » ? Ce concept est aujourd'hui si galvaudé qu'on oublie parfois de s'interroger sur sa signification. Conformément à son étymologie, il implique un retour à la racine, à l'essence d'une chose ou d'une idée. La radicalisation d'un groupe politique impliquerait donc son passage d'une critique partielle ou nuancée vers une dénonciation plus fondamentale et plus cohérente, donc plus contestatrice. C'est généralement ainsi qu'est dépeinte la radicalisation de l'intelligentsia libérale, qui profiterait des nouvelles possibilités politiques ouvertes en URSS par les élections de 1989 pour exprimer plus fortement son rejet du système communiste et, par conséquent, pour prendre ses distances à l'égard de Gorbatchev². Cette idée d'une expression de plus en plus radicale d'une pensée oppositionnelle mérite cependant d'être nuancée, car elle entretient une certaine confusion sur la nature et la portée de l'opposition en cause. Il est utile, en effet, de se demander : *par rapport à qui et à quoi* l'opposition est-elle dirigée ? De ce point de vue, la radicalisation de l'intelligentsia libérale en 1989 est hautement paradoxale : malgré un rejet de plus en plus décidé du système communiste et de son idéologie, la majorité des libéraux soviétiques se refusent à former une opposition à Gorbatchev et poursuivent une stratégie de coopération visant à la consolidation de son pouvoir contre les forces « conservatrices ». L'intransigeance des libéraux à l'égard des positions des nationalistes et des communistes orthodoxes contraste avec leur quête souvent désespérée de collaboration avec le pouvoir soviétique réformateur, ce qui les incite à accepter de nombreux compromis. L'opposition morale au

autres contribuent régulièrement à la Tribune de Moscou, qui constitue en quelque sorte l'antichambre du Groupe interrégional de députés.

¹ En vertu du spectre politique propre à l'époque de la perestroïka, la gauche est représentée par les réformistes et la droite par les conservateurs, ce qui a pour curieux effet de placer les partisans du marché à gauche et les communistes à droite. Pour une réflexion critique à ce sujet, voir Boris KAGARLITSKY, « A Step to the Left, a Step to the Right », 1993.

² Carole Sigman dénonce elle aussi l'usage du concept de « radicalité » dans les études sur la perestroïka : « La radicalité a été interprétée comme un phénomène 'naturel' dans un système politique jugé 'pathologique'. Influencés par la 'théorie' du totalitarisme, certains spécialistes ont vu dans ce mouvement un embryon de 'société civile' composé d'acteurs par essence radicaux et d'emblée opposés de façon frontale à un régime 'irréformable' phagocytant tout ce qui lui était extérieur. » Carole SIGMAN, « Les clubs politiques "informels", acteurs du basculement de la perestroïka ? », 2008, p.618. Un exemple de cette approche, que cite Sigman, est l'ouvrage du politologue Steven FISH, *Democracy from Scratch*.

système communiste, en somme, ne conduit pas nécessairement à l'opposition au pouvoir soviétique. Si l'idée de prendre ses distances à l'égard de Gorbatchev fait tout de même son chemin cette année-là, nous verrons dans ce chapitre qu'il s'agit d'un processus hésitant et précaire, sans cesse confronté à l'impératif d'une consolidation des forces progressistes dans la perspective d'une lutte morale binaire contre les « adversaires » des réformes. Les événements mouvementés de 1989 *bousculent* les députés radicaux issus de l'intelligentsia libérale et les poussent à adopter une stratégie oppositionnelle envers le pouvoir soviétique à laquelle ils sont, à vrai dire, peu disposés.

Dans ce chapitre, nous examinons cette radicalisation paradoxale à partir des débats de l'intelligentsia libérale moscovite au sujet de sa stratégie politique à l'égard du pouvoir soviétique dans le courant de l'année 1989, avec pour fil d'Ariane la trajectoire intellectuelle et politique d'Andreï Sakharov. Le choix de se concentrer sur le célèbre physicien s'impose d'emblée. Premièrement, Sakharov est indiscutablement la figure de proue de l'intelligentsia libérale en cette année charnière et le principal artisan de sa radicalisation. Deuxièmement, le fait que quelqu'un comme lui, qui a longtemps lutté dans la dissidence et que l'on ne peut soupçonner de sympathie secrète pour le système communiste, ait résisté aussi longtemps à l'idée de former une opposition à Gorbatchev démontre que cette attitude ne peut être simplement attribuée à de la mollesse d'esprit ou à des compromissions intéressées avec le pouvoir établi. Il y a dans la déconsidération de l'opposition par les intellectuels libéraux un motif constant et singulier qui est en soi fort révélateur des présomptions sur lesquelles repose leur pensée politique, à savoir une perspective morale qui pose comme priorité le démantèlement d'un système artificiel et l'expression de la conscience personnelle, bien devant la question du mode d'institutionnalisation d'un pouvoir démocratique.

Nous commençons ce chapitre par une présentation de la pensée politique de Sakharov avant les élections de 1989, afin de souligner le peu d'intérêt qu'il portait alors à la question du pouvoir. À la suite de quoi, nous nous penchons sur le programme gorbatchévien visant à la consolidation de son pouvoir personnel par la démocratisation

du système politique. La création d'un parlement, en effet, visait avant tout à rassembler la société derrière le Secrétaire général par un plébiscite de son programme, afin de lui donner une plus grande marge de manœuvre à l'égard du pouvoir collégial du Parti communiste. Nous verrons que cette politique gorbatchévienne est d'abord largement soutenue par l'élite de l'intelligentsia libérale moscovite, ainsi que l'illustre la fondation de la Tribune de Moscou à l'automne 1988 comme un groupe de conseil et d'expertise en soutien au pouvoir soviétique. Dans la seconde partie du chapitre, nous suivons les débats de stratégie politique de l'intelligentsia libérale dans le courant de l'année 1989. L'attention que nous portons au fil des événements vise à mettre en lumière le caractère réactif, hésitant et précaire de la radicalisation qui conduit Sakharov et plusieurs des députés radicaux à graduellement s'éloigner de leur stratégie initiale de soutien à la consolidation du pouvoir réformateur au profit d'une stratégie d'opposition à ce pouvoir. Nous verrons que cette radicalisation graduelle résulte certes de l'expression de plus en plus radicale d'une pensée contestatrice à l'égard du système communiste, mais témoigne aussi et surtout d'une constante *résistance* des libéraux soviétique à l'idée d'une opposition au pouvoir soviétique, malgré le refus obstiné de ce pouvoir à collaborer avec ses alliés et malgré le mécontentement croissant de la population qui, au plus grand étonnement des libéraux, se révèle politiquement active.

A - *La question du pouvoir avant les élections de 1989*

1) Sakharov et la question du pouvoir

Dès l'autorisation de son retour à Moscou en décembre 1986, après sept années de confinement en résidence surveillée dans la ville fermée de Gorky¹, Andreï Sakharov se jette corps et âme dans le bouillonnement politique de la perestroïka. Ce faisant, il poursuit son combat pour les deux grandes causes qui le préoccupent depuis des années. La première est la défense des droits de la personne. Pendant la perestroïka, il se porte tout particulièrement à la défense des droits des prisonniers politiques, des Tatars de

¹ Aujourd'hui Nijni-Novgorod. Sakharov y est assigné en résidence surveillée en 1980, à la suite de sa condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan.

Crimée et des Arméniens du Nagorno-Karabakh. Il prône aussi une réforme Code criminel pour mettre fin aux manipulations arbitraires de la loi. La seconde cause qui le préoccupe se situe à une échelle globale : il s'agit de la lutte pour la survie de l'humanité, par un engagement pour la cause écologique, pour le désarmement nucléaire et, plus largement, pour une nouvelle politique internationale basée sur la confiance et la coopération. Toutes ces revendications figurent dans son premier article politique de la perestroïka¹, paru en 1988 dans le recueil *Inogo ne dano* dirigé par son ami Youri Afanassiev². L'article de Sakharov, qui se veut moins poète ou philosophe que bien des contributeurs du recueil, se distingue par sa brièveté, par sa clarté et par son nombre impressionnant de revendications concrètes. Cependant, par contraste avec les enjeux fondamentaux que sont pour lui la défense des droits de l'homme et la survie de l'humanité, Sakharov ne dit que bien peu de choses sur la question du pouvoir. En ce qui a trait à l'organisation du système politique, Sakharov se dit favorable à la démocratie, sans donner beaucoup plus de détails. Pour comprendre sa vision sur cette question, nous examinons ici deux concepts centraux de sa pensée politique, soit celui de « société ouverte » et celui de « pluralisme ». Sakharov utilise ces deux concepts bien avant la perestroïka. Déjà en 1980, il décrit son « idéal », comme une « société ouverte et pluraliste ».³ Or, l'examen du sens qu'il donne à ces concepts montre que la question du pouvoir occupe une place somme toute secondaire dans cet idéal, par rapport aux enjeux prioritaires que sont pour lui la défense des droits de la personne et le destin de l'humanité.

Le concept de « société ouverte », tel qu'il est utilisé par Sakharov, ne doit pas être confondu avec la définition classique qu'en a donnée le philosophe Karl Popper⁴. Dans les deux cas, certes, la société ouverte est présentée comme l'inverse de la société

¹ Andrej SAHAROV, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka], 1988.

² Sur ce recueil de texte, sans doute le plus célèbre de la perestroïka, voir nos remarques au deuxième chapitre.

³ Andrej SAHAROV, « Otkrytoe pis'mo Prezidentu Akademii nauk SSSR A. P. Aleksandrovu » [Lettre ouverte au Président de l'Académie des sciences de l'URSS A. P. Alexandrov], octobre 1980.

⁴ Karl POPPER, *La société ouverte et ses ennemis*, 1990-1991.

soviétique, dite totalitaire et fermée, mais le sens de l'ouverture n'est pas le même. Pour Popper, l'ouverture de la société implique des procédures démocratiques de sélection des dirigeants. Pour Sakharov, elle implique, plus modestement, la libre circulation des idées et des personnes. Sakharov, qui ne mentionne pas Popper dans ses écrits, adopte probablement le concept de société ouverte en s'inspirant de celui de « monde ouvert », qu'il emprunte à des penseurs tels qu'Albert Einstein, Bertrand Russel, Niels Bohr¹ et René Cassin². Ces derniers, écrit-il en 1975, « appelaient à la défense des droits de la personne dans le monde entier, à l'altruisme national et à la réalisation d'un 'monde ouvert' »³. Ce dernier concept, précise Sakharov, aurait été explicité par Niels Bohr, qui « a souligné que personne ne doit faire obstacle à l'échange d'information et à la libre circulation des personnes »⁴. Pour Sakharov, ce parallèle entre le « monde ouvert » et la « société ouverte » est tout naturel, puisqu'il considère que l'état du monde est étroitement lié à celui de chaque société. Cette « ouverture » ne dit cependant que peu de choses sur l'organisation du pouvoir. Dans son article de 1988, il ajoute un élément à la définition de la société ouverte, soit une certaine forme de contrôle social :

*La perestroïka doit permettre « l'ouverture de la société » comme l'une des conditions de la santé morale et économique du pays, de la confiance internationale et de la sécurité. La notion d'ouverture comprend le contrôle de la société (obšestvennost') sur la prise de décisions-clés (l'erreur de l'invasion en Afghanistan ne doit pas pouvoir se répéter), la liberté de conviction, la liberté de consultation et de diffusion d'information, la liberté de choix du lieu de résidence à l'intérieur du pays.*⁵

¹ Physicien danois, l'un des théoriciens de la mécanique quantique. Après la Seconde guerre mondiale, il milite pour une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

² Représentant de la France à l'ONU, l'un des auteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Lauréat du prix Nobel de la paix.

³ Andrej SAHAROV, « O strane i o mire » [Sur le pays et sur le monde], 1975, p.86-87.

⁴ *Ibid.* Selon Efrem Yankelevitch, qui fut le représentant de Sakharov à l'étranger, Sakharov aurait été mis en contact avec les idées de ces penseurs occidentaux dès les années 1950 par son maître et ami, l'académicien Igor Tamm. Efrem ÂNKELEVIČ, « Al'ternativy Saharova » [Les alternatives de Sakharov], 2011.

⁵ Andrej SAHAROV, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka]. Le terme *obšestvennost* n'a pas d'équivalent exact en français. Selon le sociologue Vadim Volkov, ce terme comporte deux significations principales : la « socialité » comme qualité abstraite et un groupe social agissant. Sakharov semble ici faire référence à cette seconde signification. Vadim VOLKOV, 188

Cette idée d'un contrôle social demeure cependant bien vague. Tout d'abord, Sakharov n'en précise pas les modalités politiques. Ensuite, il laisse entendre que ce contrôle social ne s'appliquerait que sur les « décisions-clés ». Faut-il en conclure que, dans une société ouverte, la population n'interviendrait dans la prise de décision politique que sur des questions de guerre et de paix ou lorsque des libertés individuelles sont bafouées ? Mais alors comment doivent se prendre les décisions politiques ordinaires ? Sur ce point, les vues de Sakharov sont marquées depuis l'époque de sa dissidence par une attitude élitiste, que son biographe Jay Bergman décrit comme « un aspect fondamental de sa pensée politique »¹. Si Sakharov est depuis toujours favorable à la démocratisation - ce par quoi il entend la participation du peuple à la vie sociale - il demeure longtemps réticent à l'égard de la démocratie. Dans ses essais des années 1960 et 1970, il met en garde contre les dangers de l'introduction de ce régime en URSS, où le peuple pourrait succomber aux attraits des « démagogues » et des « partisans de la main de fer » et ainsi faire basculer la société dans l'anarchie ou dans une nouvelle tyrannie². Et même lorsqu'il prend explicitement la défense de la démocratie, comme lors de son débat contre Soljenitsyne en 1973, il en prend pour exemple les réformes du tsar Alexandre II au XIX^e siècle, soit des réformes progressistes imposées de manière autoritaire³. Sakharov, en fait, est convaincu que les décisions politiques doivent être guidées par la raison. Il lui paraît donc essentiel que le pouvoir soit conseillé par des experts. L'idée de donner plus de place aux experts dans la gestion de l'État apparaît à plusieurs reprises dans ses écrits politiques, y compris dans son programme électoral de 1989⁴. Quant au « contrôle social » de la part de la population, il est associé aux

« Obščestvennost': zabytaâ praktika graždanskogo obščestva » [L'Obščestvennost' : une pratique oubliée de la société civile], 1997.

¹ Jay BERGMAN, *Meeting the Demands of Reason: The Life and Thought of Andrei Sakharov*, 2009, p.222.

² Par exemple: Andrej SAHAROV, « Razmyšleniâ o progresse, mirnom sosuščestvovanii i intellektual'noj svobode » [Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle], 1968.

³ Andrej SAHAROV, « O pis'me Aleksandra Solženicyna "Voždâm Sovetskogo Soûza" » [Sur la lettre d'Alexandre Soljenitsyne "Aux dirigeants de l'Union soviétique"], 1974.

⁴ Andrej SAHAROV, « Razmyšleniâ o progresse, mirnom sosuščestvovanii i intellektual'noj svobode » [Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle], 1968; « Pamâtnaâ zapiska » [Memorandum], 1972; « O pis'me Aleksandra Solženicyna "Voždâm Sovetskogo Soûza" » [Sur la lettre d'Alexandre Soljenitsyne "Aux dirigeants de l'Union soviétique"], 1974; « Predvybornaâ platforma »

élections, mais surtout à la glasnost, que Sakharov définit justement comme une mesure qui « favorise le contrôle social de la légalité, de la justice et de la cohérence des mesures adoptées »¹. La société ouverte que défend Sakharov, en somme, n'implique pas nécessairement la démocratie, mais une forme plus ou moins institutionnalisée de contrôle social et, surtout, la libre circulation des idées et des personnes.

Le concept de « pluralisme », sur lequel Sakharov insiste régulièrement, doit lui aussi être distingué du sens communément accordé à ce concept dans la théorie politique occidentale. Un théoricien libéral comme Isaiah Berlin, par exemple, considère que la liberté individuelle est garantie par le pluralisme, c'est-à-dire par l'expression d'une diversité d'intérêts, de convictions et de modes de vie². Sakharov fait du concept un usage différent, qui consiste avant tout à attaquer la prétention du marxisme-léninisme à identifier le seul et unique modèle socio-économique valable, ce qu'il dénonce comme du « monisme idéologique »³. Sakharov défend pour sa part une vision binaire de la politique mondiale où les deux grands modèles socio-économiques de la Guerre froide pourraient coexister pacifiquement, dans la perspective d'un rapprochement graduel, mais irrésistible qu'il appelle la *convergence*⁴. Le pluralisme prôné par Sakharov, dans cette perspective, n'a rien à voir avec la reconnaissance institutionnelle de la diversité des intérêts particuliers et des visions du monde : non seulement la pluralité qu'il reconnaît se résume à la dualité socialiste-capitaliste, mais le but ultime de ce pluralisme dual *est*

[Plateforme électorale], 1989. En 1974, Sakharov se prête au jeu de la futurologie à la demande d'un journal américain et imagine la société de l'an 2024. Il décrit une société idéale divisée entre les dirigeants, élus démocratiquement, une élite technique qui conseille les dirigeants et le peuple, qui accepte les politiques adoptées par les dirigeants, car elles manifestent la rationalité supérieure des experts de l'élite technique. Andrei D. Sakharov, « Tomorrow: The View from Red Square », 1974, cité par Jay BERGMAN, *Op.cit.*, p.222.

¹ Andrej SAHAROV, « Pamâtnââ zapiska » [Memorandum], 1972, p.53.

² Isaiah BERLIN, « The Pursuit of the Ideal », 1997.

³ Andrej SAHAROV, « Predvybornââ platforma » [Plateforme électorale], 1989.

⁴ L'opinion de Sakharov sur la valeur relative du socialisme et du capitalisme évolue au fil des ans. Dans un essai de 1968 (« Razmyšleniâ o progresse... » [Réflexions sur le progrès...]), il place les deux systèmes au même niveau et fait de la convergence la quête d'une voie mitoyenne. Dans un essai de 1975 (« O strane i mire » [Sur le pays et sur le monde]), la convergence se présente plutôt comme l'importation dans les sociétés socialistes d'éléments capitalistes qui, à terme, devraient l'emporter. C'est aussi la vision qu'il a de la convergence en 1989.

d'être dépassé dans la convergence sur la base d'un monisme plus fondamental, celui des valeurs universelles, qui doivent primer sur toutes les valeurs ou intérêts particuliers. Sakharov exprime cela clairement dans un article qui paraît en janvier 1989 et qui s'intitule, justement, « Le pluralisme, c'est la convergence » :

*La convergence est étroitement liée au pluralisme économique, culturel, politique et idéologique. Si nous reconnaissons que ce pluralisme est nécessaire et possible, nous reconnaissons par le fait même la nécessité et la possibilité de la convergence. La convergence implique le refus du dogmatisme capitaliste ou socialiste dans les sphères économiques et politiques. L'idée de la convergence s'appuie sur les fondements d'une nouvelle pensée (novoe myšlenie), dont le principe est la priorité de l'objectif de survie de l'humanité sur tous les intérêts d'État, nationaux, de classe, idéologiques, de département, de groupe ou personnels.*¹

À la lumière de cette apologie des intérêts suprêmes de l'humanité, la condamnation par Sakharov du « monisme idéologique » du marxisme-léninisme prend une nouvelle couleur. La doctrine officielle soviétique pêche à ses yeux par son particularisme étroit - qui ignore les acquis du capitalisme - et non pas par son universalisme impérial. C'est pourquoi la solution que propose Sakharov n'est pas la reconnaissance d'une irréductible pluralité, mais son remplacement par un universalisme supérieur qui ne serait pas fondé sur un fondement « idéologique », donc doctrinal, mais sur des valeurs universelles. Sakharov partage en cela une conviction commune à de nombreux libéraux soviétiques, ainsi que nous l'avons vu au deuxième chapitre, à savoir qu'il existe des principes universellement valables auxquels toute personne sincère et saine d'esprit peut parvenir par l'exercice de la raison et de la conscience. Le pluralisme que défend Sakharov, en somme, s'appuie et se réalise dans un monisme moral².

¹ Andrej SAHAROV, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka]. La « nouvelle pensée » est le nom donné par Gorbatchev à son approche de la politique, et en particulier de la politique étrangère.

² Notre interprétation fait écho à celle d'un biographe de Sakharov : « Philosophiquement, Sakharov était un moniste (...) qui croyait en un nombre réduit de principe universels - Sakharov les appelait les 'droits humains' - qui sont toujours valables indistinctement des personnes auxquels ils s'appliquent » Jay BERGMAN, *Op.cit.*, p.215-216.

Qu'est-ce qu'implique concrètement la convergence globale du socialisme et du capitalisme pour la question du pouvoir ? Dans le passage cité précédemment, nous avons vu que Sakharov distingue l'aspect politique du pluralisme de ses aspects économique, culturel et idéologique¹. Cela dit, Sakharov n'accorde de toute évidence pas la même importance à tous les aspects du pluralisme. Avant la campagne électorale de 1989, c'est la dimension économique qui fait l'objet dans ses écrits de la plus grande insistance, quitte à complètement éclipser les autres aspects. Ainsi, dans un article paru l'année précédente, Sakharov traite de la « base du développement pluraliste de la société » en des termes strictement économiques. De même, son programme de campagne aux élections débute par la revendication d'une « concurrence pluraliste »², mais la demande du pluralisme politique y brille par son absence. Que signifie ce silence, lorsque l'on sait que Sakharov s'est déjà prononcé en faveur de l'introduction du multipartisme dans le passé³ et qu'il a réitéré sa préférence pour ce système dans une entrevue à la fin de 1988⁴ ? La réponse relève sans doute de considérations stratégiques. Depuis son retour d'exil jusqu'à la campagne électorale de 1989, Sakharov choisit de ne pas revendiquer le pluralisme politique parce qu'il ne veut pas remettre en cause le pouvoir de Gorbatchev. Dans ses mémoires écrites à l'été 1989, il souligne la constance de sa position à cet égard depuis le début de la perestroïka:

Je pensais (et je continue de penser) qu'il n'y a pas d'autre choix que Gorbatchev au poste de dirigeant du pays en cette période importante de son histoire. C'est précisément Gorbatchev qui est à l'origine de plusieurs des décisions qui depuis quatre ans ont complètement changé la situation dans le pays et dans la psychologie des gens. Cela dit, je n'idéalise absolument pas la personnalité de M. S. Gorbatchev. Je ne pense pas qu'il fait tout ce qui est nécessaire. (...) Je pense qu'il est très dangereux de concentrer un pouvoir illimité dans les mains d'une seule personne. Mais cela n'empêche

¹ C'est là une distinction qu'il utilise couramment, mais la liste des différentes sphères est parfois plus courte. Il écrit ainsi, au sujet des « mécanismes internes » de la « stagnation » : « C'est en premier lieu l'absence de pluralisme dans la structure du pouvoir, dans l'économie (...), dans l'idéologie. » Andrej SAHAROV, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka], 1988.

² Andrej SAKHAROV, « Predvybornâ programma » [Plateforme électorale], 1989.

³ Dans son essai « O strane i mire » [Sur le pays et sur le monde], écrit en 1975.

⁴ En entrevue avec la journaliste Zora Safir, citée par Jay BERGMAN, *Op.cit.*, p.359.

*pas le fait qu'il n'y a pas d'autre choix que Gorbatchev. C'est ce que j'ai dit à maintes reprises lors de nombreuses assemblées.*¹

Il peut sembler étonnant que Sakharov choisisse de ne pas remettre en cause le pouvoir de Gorbatchev, alors même qu'il reconnaît avoir des désaccords avec lui et qu'il redoute les dangers de la centralisation du pouvoir. Sakharov affirme à deux reprises dans ce passage qu'il n'y a pas d'autre choix que Gorbatchev pour diriger le pays. Pourtant la question n'est pas de savoir si quelqu'un d'autre ferait mieux que Gorbatchev, mais plutôt si ce dernier doit gouverner seul ou en partageant le pouvoir. Notre étude des principaux concepts de la pensée politique de Sakharov indique une autre raison pour laquelle il choisit de ne pas revendiquer le pluralisme politique à ce moment : la question du pouvoir ne lui semble tout simplement pas prioritaire par rapport aux enjeux qui lui tiennent véritablement à cœur, à savoir la défense des droits de la personne et la survie de l'humanité. Or, la radicalisation de Sakharov au cours de l'année 1989 a pour principal effet de changer ses vues sur la priorité relative de la question du pouvoir. Nous verrons que les événements le conduisent à conclure qu'il est impossible d'atteindre ses objectifs premiers sans d'abord réformer le système politique. À partir de l'été 1989, ses principaux chevaux de bataille sont directement liés à cette question, absente de son programme de campagne quelques mois plus tôt : l'abolition du monopole du Parti communiste et l'adoption d'une nouvelle Constitution.

2) La réforme politique gorbatchévienne : la consolidation par la démocratisation

Tandis que Sakharov choisit de laisser la question du pouvoir au second plan parmi ses revendications, Gorbatchev prend lui-même cet enjeu à bras le corps. Son objectif, cela dit, ne consiste pas à introduire le pluralisme politique en URSS - à tout le moins pas de la manière dont cela se produit finalement -, mais à consolider son propre pouvoir au

¹ Andrej SAHAROV, *Gor'kij, Moskva, dalee vezde* [Gorky, Moscou, puis partout], 1989, p.397. Nous traduisons « sobranie » par « assemblée », bien qu'il ne soit pas clair dans le contexte s'il s'agit d'événements publics ou de rencontres privées. Nous citons les mémoires de Sakharov comme des sources contemporaines, car ils sont écrits à l'été 1989.

détriment du Parti communiste, afin de faciliter l'adoption et la réalisation des réformes. En janvier 1987, lors du plénum du Comité central du Parti, Gorbatchev avait fait de la démocratisation l'un des principaux slogans de la perestroïka. Écartant le principe du renforcement de la discipline qui avait inspiré les réformes des années précédentes, il s'engageait désormais à transformer la société en misant sur la participation des masses populaires et le démantèlement du « système administratif de commandement »¹. Lors de ce plénum, Gorbatchev s'était notamment engagé à instaurer des élections compétitives - c'est-à-dire avec plus d'un candidat - pour tous les postes de pouvoir. Après quelques tergiversations, cette nouvelle stratégie est formalisée un an et demi plus tard, en juin 1988, lors la XIX^e Conférence du Parti, qui adopte en grande pompe un programme de réformes du système politique soviétique. Ce programme comporte plusieurs nouvelles propositions, telles que l'introduction de la notion d'« État de droit » et une refonte des rapports entre les « nationalités » qui accorde plus d'autonomie aux républiques. En ce qui concerne l'organisation du pouvoir central, cette réforme prévoit la revalorisation des soviets, appelés à devenir les instruments de la souveraineté populaire (*narodovlastie*)². Dans son discours d'ouverture à la XIX^e Conférence, Gorbatchev déclare que la « réforme cardinale du système politique » vise notamment à « tout faire, pour que des millions et des millions de travailleurs soient réellement inclus dans la direction du pays »³, ainsi qu'à « ouvrir le plus grand espace possible aux processus d'autorégulation et d'autogestion de la société, à créer les conditions de la pleine réalisation des initiatives des citoyens, des représentants du pouvoir, des organisations du Parti, des organisations sociales et des collectivités de travail ».⁴ En plus des soviets locaux, qui sont appelés à jouer un rôle plus important dans les villes et régions, la réforme politique prévoit la création d'un gigantesque soviet pan-Union comptant pas moins de 2 250 députés, le

¹ Sur ce virage décisif dans la politique de la perestroïka, voir le chapitre 1.

² Rappelons que les soviets, qui étaient apparus en Russie lors des révolutions de 1905 et 1917 comme des instances locales de la démocratie directe, avaient été transformés par le régime qui porte leur nom en des instances d'approbation rituelle et unanime des décisions du Parti.

³ Mihail GORBAČĚV, « O hode realizacii rešenii XXVII s'ezda KPSS i zadačah po uglubleniû perestrojki » [Sur la voie de la réalisation des décisions du XXVII^e Congrès du PCUS et des tâches pour l'approfondissement de la perestroïka], juin 1988, dans *Izbrannye reči i stat'i* [Discours et articles choisis], t.6, p.353.

⁴ *Ibid.*

Congrès des députés du peuple de l'URSS¹, désigné comme le « nouvel organe représentatif suprême du pouvoir de l'État » et à qui revient la responsabilité de « résoudre les questions constitutionnelles, politiques et socio-économiques les plus importantes pour la vie du pays »². Mais surtout, les élections au Congrès s'effectuent sur une base compétitive. Ces élections sont prévues en mars 1989 et le Congrès doit se réunir pour sa première session en mai de la même année.

Bien entendu, Gorbatchev ne s'apprête pas à mettre fin au monopole du Parti communiste sur le pouvoir et encore moins à abdiquer sa propre position de chef d'orchestre de la perestroïka. La création d'un nouvel organe législatif élu vise plutôt à introduire un nouveau principe de légitimité, celui de la souveraineté populaire, qui vient ainsi faire concurrence au principe de la *partijnost'* - la loyauté envers le Parti communiste - afin de dégager pour le réformateur une marge de manœuvre à l'égard des conservateurs du Parti communiste. Les élections doivent donner lieu à un plébiscite populaire de la perestroïka et ainsi « consolider » la société derrière le réformateur et son programme. Ce concept de « consolidation » apparaît de plus en plus fréquemment dans le discours de Gorbatchev à partir de l'automne 1987, en réaction à la violence croissante des échanges entre les intellectuels libéraux et nationalistes dans la presse. Gorbatchev, dont la stratégie consiste à occuper le centre du spectre politique, cherche par la tenue d'élections à rassembler les factions belligérantes, ou à tout le moins à atténuer leur conflictualité, en rassemblant la société « sur la base de principes et de valeurs socialistes, sur la base du soutien à la perestroïka »³. En pratique, cela signifie que l'élection du Congrès d'URSS vise à affaiblir ou coopter les éléments radicaux au profit du

¹ Ci-après, « le Congrès d'URSS », afin le différencier du Congrès des députés du peuple de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, élu un an plus tard et que nous désignons comme le « Congrès de Russie ». Il en sera surtout question au chapitre 6.

² Mihail GORBAČEV, *Op.cit.*, p.363.

³ Ainsi que l'affirme Gorbatchev lors d'une réunion au Comité central avec des scientifiques et des artistes, le 6 janvier 1989. Mihajl GORBAČEV, « Narašivat' intelektual'nyj potencial perestrojki » [Cultiver le potentiel intellectuel de la perestroïka], dans *Izbrannye reči i stat'i* [Discours et articles choisis], t.7, p.246.

réformateur centriste¹. Elle vise aussi à renforcer ses pouvoirs personnels par la création sur mesure d'un nouveau poste de chef d'État, le Président du Soviet suprême. Ce dernier se voit confier des pouvoirs étendus : la nomination et la direction du pouvoir exécutif - le Conseil des ministres de l'URSS -, ainsi que la direction du pouvoir législatif entre les sessions du Congrès. Ce poste à la tête de l'État soviétique doit permettre à Gorbatchev de prendre une certaine distance à l'égard du Parti communiste, dont il demeure le dirigeant, mais où ses décisions demeurent soumises à l'approbation d'instances collégiales comme le Politburo et le Comité central. La réforme ne prévoit pas l'élection directe du nouveau chef d'État au vote populaire, ce qui aurait fait de l'URSS une démocratie plébiscitaire au sens wébérien du terme. Le président du Soviet suprême est plutôt élu au vote indirect des députés du Congrès d'URSS, dont seuls les deux tiers sont élus directement par la population, tandis que le dernier tiers est élu sur la base d'un vote corporatiste². Cette procédure complexe vise à assurer la loyauté du Congrès et, par là, l'élection de Gorbatchev. La démocratisation gorbatchévienne, en somme, avance le principe de légitimité populaire sans pour autant se départir de celui de la *partijnost'*, afin de s'assurer que les élections conduisent bel et bien à la consolidation de la société derrière le programme du réformateur.

Malgré ses limites, la réforme politique proposée par Gorbatchev apporte plusieurs éléments résolument nouveaux dans le paysage politique soviétique, notamment des élections à candidatures multiples qui, pour la première fois, offrent aux citoyens la possibilité d'exprimer leur mécontentement par les urnes. Gorbatchev présume que ce vote de protestation va se diriger contre les privilèges de la nomenklatura et donc en faveur du programme de réformes. Ce qu'il ne prévoit pas, cependant, c'est que le peuple puisse utiliser ces élections compétitives pour exercer un vote de protestation contre sa propre incapacité à réaliser les promesses de la perestroïka. Or, c'est précisément ce qui

¹ Nous suivons en cela l'interprétation de Richard Sakwa de la réforme politique gorbatchévienne. Richard SAKWA, *Gorbachev and his Reforms*, 1991, p.196 et sq.

² Un tiers des sièges au Congrès d'URSS sont réservés aux représentants des organisations sociales officielles, telles que le Parti communiste, le Komsomol, l'Académie des sciences, etc.

va se produire dans la foulée des élections au Congrès, qui ne conduisent pas à une consolidation de la société, mais plutôt à l'expression publique de sa division.

B - *La Tribune de Moscou : un « germe d'opposition » à vocation consultative*

La réforme politique adoptée lors de la XIX^e Conférence du Parti est accueillie avec grand enthousiasme en URSS. La cote de popularité de Gorbatchev, minée lors des derniers mois par l'échec des premières réformes économiques, connaît alors un puissant - et dernier - regain¹. Andreï Sakharov soutient lui aussi Gorbatchev, même s'il émet certaines réserves. À l'initiative de son ami l'historien Youri Afanassiev, il signe une lettre collective dénonçant les méthodes peu démocratiques de sélection des délégués autorisés à participer à la Conférence du Parti². Une préoccupation similaire conduit l'historien Léonide Batkine à proposer la création d'un club politique de discussion qui réunirait les plus importantes figures de l'intelligentsia libérale moscovite. Par l'intermédiaire d'Afanassiev, Batkine propose à Sakharov de participer à la création de ce club³. Il accepte et c'est d'ailleurs lui qui en trouve le nom : la Tribune de Moscou (ci-après, MT⁴). Jusqu'à la fin de la perestroïka, la MT s'impose comme le plus prestigieux, le plus durable et le plus important club politique de l'intelligentsia libérale. Nous nous penchons ici sur la stratégie politique adoptée par les membres de ce club à

¹ Vladimir SOGRIN, *Političeskaâ istoriâ sovremennoj Rossii 1985-2001* [Histoire politique de la Russie contemporaine 1985-2001], p.42.

² Andrej SAKHAROV, *Gor'kij, Moskva, dalee vezde*, [Gorky, Moscou, puis partout] 1989, p.328.

³ Deux rencontres préparatoires à la fondation du club ont lieu en août 1988, la première à l'appartement moscovite d'Elena Bonner, la conjointe de Sakharov, et la seconde à Protvino, dans la région de Moscou, où se repose le couple de dissidents. Parmi les membres fondateurs, sont présents Léonide Batkine, Youri Afanassiev, Andreï Sakharov, ainsi que les publicistes Len Karpinski et Youri Kariakine. Ils forment alors un « groupe d'initiative », auquel se joignent dans les semaines qui suivent l'écrivain Ales Adamovitch, le publiciste Youri Bourtine, l'historien Mikhaïl Gefter et les physiciens Arkadi Migdal et Roald Sagdeïev. Ce noyau initial de 10 membres est responsable de l'organisation de la séance de fondation, ce qui implique la sélection des intellectuels invités à devenir membres. Ce faisant, les organisateurs mobilisent des réseaux existants. À l'exception des deux physiciens, qui se rallient sur une proposition de Sakharov, tous les membres du noyau fondateur de la MT avaient contribué au recueil *Inogo ne dano*, paru quelques mois plus tôt. Lors de la première séance du 12 octobre 1988, tous les membres de ce noyau fondateur sont élus au « bureau de direction » de la MT, ainsi que deux nouveaux venus : l'ethnologue Galina Starovoïtova et le directeur de la revue *Vek XX i mir*, Anatoli Beliaev.

⁴ Suivant l'acronyme de son nom en russe : *Moskovskaâ tribuna*.

l'égard du pouvoir soviétique, qui constitue un bon indicateur de l'attitude générale de l'élite libérale soviétique. Or, il appert qu'avant les élections de 1989, cette stratégie consiste essentiellement à soutenir et conseiller le pouvoir soviétique.

Dans leurs mémoires respectifs, écrits à plus de vingt ans d'intervalles, Sakharov et Batkine justifient tous deux la création de la Tribune de Moscou par le désir de faire naître le « germe d'une opposition ». En 1989, Sakharov écrit : « L'appréciation du caractère très contradictoire de la situation politique de cette époque, marquée par de dangereux symptômes de poussées vers la 'droite', était le principal argument en faveur de la nécessité d'organiser un tel club comme l'un des germes d'une opposition légale »¹ En 2014, Batkine utilise une formule similaire. L'idée de fonder la MT, affirme-t-il, lui fut inspirée de la réflexion suivante : « N'est-il pas temps (...) de créer un club de discussion civique indépendant et influent en qualité de *premier germe d'une opposition politique* ? »². Or, si la MT devient effectivement l'incubateur intellectuel de l'opposition de l'aide réformiste radicale dans le courant de 1989 et 1990³, sa vocation initiale n'est pas du tout celle d'un groupe d'opposition.

Il suffit pour s'en convaincre de comparer le positionnement adopté par la Tribune de Moscou à ses origines avec les modèles de clubs politiques déjà existants à l'époque. Ces derniers s'étaient en effet multipliés depuis l'automne 1986, en particulier à Moscou, dans le cadre de ce qui a été appelé le « mouvement informel »⁴. Le plus important de ces clubs, au moment de la genèse de la MT, est le club *Perestroïka*. Fondé en mars 1987, il

¹ Andrej SAKHAROV, *Gor'kij, Moskva, dalee vezde* [Gorky, Moscou, puis partout], 1989, p.333.

² Leonid BATKIN, *Èpisody moej obšestvennoj žizni* [Épisodes de ma vie publique], 2013, p.123. L'accent est de l'auteur.

³ Par la participation active de ses membres dans le Groupe interrégional de députés, puis dans la coalition Russie démocratique, qui sera le principal véhicule politique du mouvement démocratique. À ce sujet, voir le chapitre 6.

⁴ À ce sujet, voir Carole SIGMAN, *Clubs politiques et perestroïka en Russie: subversion sans dissidence*, 2009. Cet ouvrage reprend les conclusions de sa thèse de doctorat : Carole SIGMAN, *Les mutations de l'espace politique en Russie pendant la perestroïka (1986-1991). Les clubs politiques informels de Moscou et leurs dirigeants*, 2007.

prend la forme d'« une sorte de think tank d'économistes et de juristes à l'usage des réformateurs du pouvoir »¹. En plus des débats scientifiques qu'il organise dans les locaux de deux instituts scientifiques prestigieux, soit l'Institut central d'économie et de mathématique (CEMI) et l'Institut d'économie du système socialiste mondial (IEMSS), le club *Perestroïka* publie régulièrement un bulletin pour diffuser ses idées et cherche activement à influencer le pouvoir. Il produit ainsi, à l'intention des délégués de la XIX^e Conférence du PCUS, un programme politique dont le titre – « Mandat de la société »² – en dit long sur le rôle d'intermédiaire que le club s'attribue entre le peuple et le pouvoir. Ce genre de stratégie politique, axée sur la collaboration avec le pouvoir par le biais de conseils, ne fait cependant pas l'unanimité. Par contraste, les membres d'un séminaire informel nommé *Démocratie et humanisme*, dirigé par la dissidente Valeria Novodvorskaïa, avaient provoqué un scandale en mai 1988 en se constituant en « parti d'opposition » sous le nom d'*Union démocratique*, alors même qu'aucune structure institutionnelle ne permettait encore la compétition politique, encore moins sur une base partisane. Aux yeux de nombreux informels, les membres d'*Union démocratique* sont des « radicaux » qui reprennent les méthodes simplistes et improductives de la dissidence. Ce parti ne trouve certainement pas plus de grâce aux yeux du pouvoir; contrairement aux manifestations organisées par les autres informels, celles d'*Union démocratique* sont réprimées par la police³. Entre le modèle de l'opposition incarné par l'Union démocratique et le modèle du « think tank » du club *Perestroïka*, les fondateurs de la MT optent manifestement pour le second. Dans la déclaration de fondation de la MT, rédigée par Batkine et adoptée lors de la première séance, le club revendique une distance au pouvoir qui lui permet d'effectuer des jugements « indépendants, lucides et critiques », mais entend établir avec lui des rapports « de respect mutuel et de dialogue raisonnable »⁴ afin de lui soumettre des recommandations :

¹ Selon Petr Filippov, l'un des fondateurs du club, en entrevue avec Carole Sigman, *Les mutations de l'espace politique...*, p.115.

² *Ibid.*, p.542-544.

³ *Ibid.*, p.150, 200.

⁴ « O sozdanii politiko-kul'turnogo obščestvenogo kluba 'Moskovskaâ Tribuna' » [Sur la création du club social, politique et culturel 'Tribune de Moscou'], *Bülleten' « Moskovskoj tribuny » no1*, 1989, p.4.

*Une opinion publique libre renaît dans le pays. Nous créons la Tribune de Moscou avant tout pour contribuer pleinement à ce processus et exprimer pleinement la conscience de l'intelligentsia. Nous considérons qu'une conscience spirituelle et politique mature n'est pas seulement l'instrument, mais aussi le résultat culturel et politique visé par les réformes sociales qui sont enfin lancées. (...) Le but direct de ces discussions est la pleine révélation et confrontation de différentes approches, ainsi que l'élaboration de jugements, diagnostics et surtout de recommandations positives communes en matière d'économie, de politique et de culture.*¹

De fait, la Tribune de Moscou prend soin de faire parvenir au pouvoir, et aussi de diffuser auprès du public, les résultats de ses discussions. Ainsi, la première séance de la MT, qui se déroule le 12 octobre 1988², est marquée par l'adoption de trois lettres ouvertes destinées à de hautes instances de l'État, l'une appelant à la libération de prisonniers politiques, une autre à l'amendement de la loi relative au contrôle des manifestations et une dernière à la résolution de la crise du Nagorno-Karabakh³. La séance suivante, qui se déroule un mois plus tard⁴, est consacrée aux modifications prévues à la Constitution et aux lois électorales dans le cadre de la réforme politique adoptée à la XIX^e conférence du Parti. Les conclusions de cette discussion font l'objet d'un « Appel ouvert du club de la Tribune de Moscou » adressé au présidium du Soviet suprême ainsi qu'aux médias⁵.

Comment comprendre, dans ce contexte, l'unanimité de Sakharov et de Batkine à expliquer rétrospectivement la création de la Tribune de Moscou par la volonté de créer

¹ *Ibid.*

² À l'Institut historique d'archives de Moscou, dont le recteur est Youri Afanassiev.

³ Les trois lettres sont publiées en ouverture du premier (et dernier) numéro du *Bulleten' « Moskovskoj tribuny »*, paru en 1989.

⁴ À la Maison de l'Artiste (*Dom Hudožnika*), qui abrite les locaux de l'Union des artistes d'URSS, ainsi qu'une partie des expositions de la Galerie Tretiakov.

⁵ Ūrij AFANAS'EV, Arkadij MIGDAL, Ūrij KARÂKIN, Ūrij ČERNIČENKO, Andrej SAHAROV, Ūrij BURTIN, Leonid BATKIN, Ūrij LEVADA, « Otkrytoe obrašenie kluba "Moskovskaâ tribuna" » [Lettre ouverte du club 'Tribune de Moscou']. L'appel est envoyé par les signataires « suivant le mandat accordé par les participants de la rencontre du 12 novembre 1988 ».

le « germe d'une opposition » ? Faut-il y voir une entreprise de sape du pouvoir réformateur sous couvert de propositions prétendument constructives ? Quels que soient les motifs profonds de ses protagonistes, les actions entreprises par la MT démontrent que son objectif prioritaire à l'époque est de conseiller le pouvoir réformateur, et non pas de le remettre en cause, ce que confirme le témoignage désabusé de Yakob Berger, un participant régulier de la MT, en entretien bien des années plus tard :

Nous espérions... Nous espérions que ce club moscovite de discussion de l'intelligentsia donnerait de la matière pour la prise de décisions. Nous avons ensuite compris qu'ils se foutaient éperdument de ce que nous disions, que c'est du verbiage d'intellectuels et rien de plus. Ces gens au pouvoir, ils gouvernaient selon des considérations bien différentes de la logique et de l'argumentation de ces intellectuels qui proposaient leurs connaissances, leurs visions, etc. Cela n'a pas fonctionné. Mais au début, il y avait cette idée, oui. Nous les invitions, à chaque fois nous les invitions, mais autant que je me souviens personne de haut rang n'est venu nous écouter. Ils étaient occupés à d'autres tâches. Non, aucun dialogue avec le pouvoir n'a fonctionné.¹

La Tribune de Moscou, à cet égard, est tout à fait caractéristique du positionnement qu'adopte généralement l'intelligentsia libérale à l'égard du pouvoir réformateur avant la campagne électorale du printemps 1989. Ces intellectuels formulent des critiques à l'égard de la politique de Gorbatchev, mais c'est pour mieux le soutenir, car ils considèrent que lui seul est en mesure de vaincre la résistance de l'appareil bureaucratique et de réaliser les réformes qui, espèrent-ils, conduiront à la démocratie et à l'économie de marché. Et c'est parce qu'ils misent entièrement sur Gorbatchev qu'ils expriment leur désaccord avec plusieurs aspects de son programme politique, qui leur paraissent contre-productifs. Dans la lettre collective évoquée précédemment, qui dresse un bilan de la séance du 12 novembre 1988 de la MT, consacrée aux réformes constitutionnelles, les membres du club dénoncent le futur Congrès des députés du peuple comme « un organe de façade et non pas de travail », qui ne se réunit que quelques jours par année dans le seul but de formaliser par le vote les décisions des dirigeants du Parti. Ils proposent plutôt d'introduire l'élection directe sur une base compétitive des députés

¹ Centre Eltsine, « Interv'û s Âkovom Bergerom » [Entrevue avec Yakov Berger], 2012.

du Soviet suprême et de son président. Cette réforme, suggèrent-ils finalement, devrait être approuvée par le peuple par le biais d'un « référendum constitutionnel »¹. Ces critiques, cependant, se présentent comme des amendements au programme gorbatchévien, et non pas comme un programme alternatif de l'organisation du pouvoir, ainsi que l'observe un politologue américain lors d'une table ronde organisée le même mois avec Sakharov et plusieurs autres intellectuels libéraux:

*Quel genre de rapport entre l'État la société est-ce que vous voulez créer, vous les partisans d'une perestroïka radicale (...) ? Quel est votre idéal, quel est votre modèle, quels sont ses institutions et ses mécanismes ? Je ne trouve pas de discussion satisfaisante de cette question ni dans la presse soviétique ni à cette table. Les discussions au sujet des coupes dans le budget des ministères d'État, au sujet des élections et des réformes légales, tout cela touche à cette question, mais n'y répond pas directement.*²

Pour les coordonnateurs de la MT comme pour Sakharov, la question du pouvoir n'apparaît pas - encore - comme un enjeu central de la démocratisation.

C - La radicalisation de 1989

La stratégie politique de l'intelligentsia libérale, et en particulier de son élite moscovite réunie dans la MT, évolue grandement dans le courant de l'année de 1989. D'une stratégie de soutien et de conseil au pouvoir soviétique réformateur, plusieurs des libéraux soviétiques les plus célèbres passent à une stratégie d'opposition au pouvoir soviétique, ce qui implique la constitution d'une organisation indépendante dotée d'un programme distinct et appuyée sur une mobilisation populaire. Andreï Sakharov est sans

¹ « Otkrytoe obrašenie kluba 'Moskovskaâ tribuna' » [Lettre ouverte du club 'Tribune de Moscou'], 1988.

² Stephen Cohen, dans Andrey SAKHAROV et al. « Interpretations and Perceptions of Perestrojka », 1991, p.142-143. Paru en russe dans la revue *Ogonëk* : HEWETT, Edward, Stephen COHEN, Gregory MASSEL, Peter REDDAWAY, Steven SHABAD, David SHIPLER, Andrej SAHAROV, Pavel BUNIČ, Ūrij AFANAS'EV, Nikolaj ŠMELËV, Igor' KLÂMKIN, Leonid BATKIN, Aleksandr GEL'MAN, Aleksandr AVELIČEV, Vitalij KOROTIČ, « Perestrojka : kto protiv ? : Vzglâd s dvuh beregov okeana : materialy 'kruglogo stola' » [La perestroïka : qui est contre ? Regard des deux rives de l'océan. Matériel d'une table ronde], décembre 1988. Détail révélateur, les participants soviétiques, contrairement à Cohen, ne se désignent pas comme des radicaux.

doute la principale figure de cette radicalisation, qui implique une soudaine priorisation de la question du pouvoir : d'un aspect accessoire des réformes, cette question se déplace vers le centre de l'agenda politique, dans la mesure où elle apparaît comme la condition de tous les autres enjeux. Dans cette section, nous expliquons en détail le fil des événements qui conduisent Sakharov et ses camarades à réviser leur stratégie politique à l'égard du pouvoir soviétique. Cette radicalisation se révèle un processus réactif, hésitant et précaire, inspiré par le refus du pouvoir soviétique à toute collaboration et par le mécontentement croissant de la population. Pour de nombreux libéraux, cependant, l'entrée en opposition implique une dangereuse division des forces progressistes, qui menace la mise en œuvre des réformes.

1) La campagne électorale et la première session du Congrès

De nombreux intellectuels libéraux de la Tribune de Moscou, dont Andreï Sakharov, se présentent comme candidats aux élections, dans l'espoir de pouvoir ainsi participer à l'élaboration et à l'adoption des réformes. La plupart d'entre eux sont élus¹. Ils s'engagent ainsi dans un combat politique qui, au terme de la campagne électorale et de la première session du Congrès d'URSS, va conduire à une radicalisation de leurs positions à l'égard de Gorbatchev. C'est notamment le cas de Sakharov. Lorsque débute la campagne électorale, en janvier 1989, le dissident présente le but premier de son programme dans un vocabulaire typiquement gorbatchévien : « approfondissement et élargissement de la perestroïka »². Dans son programme, ainsi que nous l'avons indiqué, les notions de « pluralisme » et d'« ouverture de la société » n'impliquent pas de transformation majeure de l'organisation du système politique. Et il n'est pas fait mention du multipartisme. Six mois plus tard, le pays entier assiste, en direct à la télévision, à la confrontation entre Gorbatchev et Sakharov au Congrès d'URSS, alors que le physicien lance un retentissant « Décret sur le pouvoir » appelant notamment à l'abolition du monopole du Parti communiste et au transfert de tout le pouvoir législatif aux soviets

¹ En plus d'Andreï Sakharov, sont élus Youri Kariakine, Ales Adamovitch, Roald Sagdeïev, Viktor Cheïnis, Youri Afanassiev et Sergueï Stankevitch.

² Andrej SAHAROV, « Za mir i progress » [Pour la paix et le progrès], février 1989, p.8.

comme conditions essentielles de toute perestroïka véritable. En six mois à peine, une bonne part de l'intelligentsia libérale, menée par Andreï Sakharov et par d'autres députés de Moscou, en vient à accepter l'idée que Gorbatchev ne détient pas le monopole de la perestroïka. La logique binaire de la scène politique se fissure. Révisant l'un des slogans les plus populaires des années précédentes, Bourtine écrit à l'été 1989 : « On dit qu'il n'y a pas d'autre option que la perestroïka. C'est vrai, mais il y a d'autres options que la perestroïka 'à la Gorbatchev'. Et il n'y en a pas qu'une seule. »¹ Cette rapide radicalisation est une conséquence directe de la lutte politique qui émerge au printemps 1989 et plus précisément de deux phénomènes décisifs : l'échec de la stratégie de conseil du pouvoir réformateur et la mobilisation populaire.

La cause la plus évidente de la radicalisation de l'année 1989 réside dans l'échec des efforts de l'intelligentsia libérale à influencer le pouvoir réformateur par sa seule autorité intellectuelle. À l'instar de Yakob Berger, que nous citions précédemment à ce sujet, Sakharov exprime sa déception à l'endroit de Gorbatchev, qui lui semble plus prompt à s'appuyer sur les forces conservatrices que sur les forces progressistes. Dressant à l'été 1989 un bilan de l'évolution de ses sentiments depuis la XIX^e Conférence du Parti, il écrit :

*Mon inquiétude à l'égard de la politique intérieure de Gorbatchev s'est accentuée dans le courant de l'année dernière. (...) Dans le domaine politique, je suis préoccupé par l'évidente ambition de Gorbatchev d'obtenir un pouvoir personnel sans limites. Je suis préoccupé par l'orientation permanente de Gorbatchev non pas vers les forces progressistes et favorables à la perestroïka, mais vers les forces « obéissantes » et maniables, même si elles sont réactionnaires.*²

De fait, Gorbatchev montre des signes de plus en plus manifestes d'agacement à l'égard des « conseils » qu'on lui prodigue de part et d'autre du spectre politique. Lors d'une rencontre en janvier 1989 avec des représentants de l'intelligentsia - rencontre à

¹ Dans une lettre datée du 27 juillet 1989, publiée l'année suivante dans un article intitulé « Na zlobu dnâ », p.447.

² Andrej SAKHAROV, *Gorkij, Moskva i dalee vezde* [Gorky, Moscou, puis partout], 1989, p.413-414.

laquelle Sakharov est convié pour la première fois - Gorbatchev déclare : « Aujourd'hui, alors que nous sommes chargés d'une masse de nouvelles tâches, il nous faut comme jamais une consolidation de nos forces, leur concentration maximale sur la résolution des problèmes de la perestroïka et, je le dirais une fois de plus, sur un travail constructif ».¹ Passant de la parole aux actes, il fait adopter le 8 avril 1989 un décret visant à garantir la stabilité de l'ordre social, qui stipule notamment que « l'offense publique » aux organes du pouvoir d'État et aux organisations sociales - ce qui comprend le Parti - seront punis d'un emprisonnement maximal de trois ans ou d'une amende jusqu'à 2000 roubles². Ce décret provoque une vague d'indignation. Le 3 mai 1989, lors d'une réunion des nouveaux députés de la région Moscou³ avec des représentants du Parti en présence de Gorbatchev, Sakharov réclame l'annulation du décret du 8 avril, arguant qu'il est inacceptable de condamner l'expression pacifique de convictions. À Gorbatchev qui lui explique que la démocratie doit pouvoir se défendre, Sakharov réplique : « Y compris en enfreignant la démocratie ? », ce qui déplaît fortement au Secrétaire général⁴.

La désillusion de Sakharov à l'égard de Gorbatchev est encore plus grande lors du Congrès d'URSS. Rappelons que ce dernier avait été présenté par Gorbatchev comme le lieu d'exercice de la souveraineté populaire. Les débats, de surcroît, sont retransmis en direct à la télévision, suscitant un engouement sans précédent historique pour l'activité parlementaire⁵. Au moment où il pénètre dans l'immense salle où se réunit le Congrès, dans l'enceinte du Kremlin, l'objectif premier de Sakharov est de proposer un projet d'ordre du jour qu'il a préparé lors des mois précédents avec un groupe de députés de la région de Moscou, parmi lesquels l'apparatchik réformiste Boris Eltsine et les

¹ Mihajl GORBAČĚV, « Narašivat' intelektual'nyj potencial perestrojki » [Cultiver le potentiel intellectuel de la perestroïka], dans *Izbrannye reči i stat'i* [Discours et articles choisis], t.7, p.246.

² Vladimir SOGRIN, *Op. cit.*, p.52.

³ Les députés ont été élus le 9 avril, soit près de deux mois avant la première séance du Congrès.

⁴ L'épisode est narré par Sakharov dans ses mémoires. Andrej SAKHAROV, *Gorkij, Moskva i dalee vezde* [Gorky, Moscou, puis partout], p.391.

⁵ Les retransmissions télévisées de la première session du Congrès d'URSS auraient été suivies, en totalité ou en partie, par 95% de la population adulte du pays. Michael URBAN, avec Vladimir IGRUNOV et Sergei MITROKHIN, *The Rebirth of Politics in Russia*, p.155.

économistes Gavriil Popov¹ et Nikolai Chmeliov². Or il apparaît rapidement que le fonctionnement de l'institution ne permet pas la discussion de projets autres que ceux proposés par les dirigeants du Parti communiste. Du haut de la tribune, Gorbatchev préside aux débats selon son bon plaisir, sans se soucier du protocole³. Le Congrès adopte sans discussion l'ordre du jour proposé par Gorbatchev, puis procède à l'élection du Soviet suprême sur la base d'une liste unique préparée par le Parti et dont le Secrétaire général constitue l'unique candidat au poste de Président du Soviet suprême. La proposition de Sakharov d'inclure à l'ordre du jour la discussion un « Décret sur le pouvoir » est platement ignorée. La majorité des députés présents approuvent systématiquement les décisions de Gorbatchev et chahutent les critiques formulées par les députés de la délégation moscovite. Outré, le député Youri Afanassiev immortalise cette attitude le lendemain en lançant aux députés du haut de la tribune qu'ils forment une « majorité agressivement obéissante »⁴. Sans pouvoir législatif ni possibilité de réelle discussion, le Congrès déçoit les espoirs de tous ceux, au sein de l'intelligentsia libérale comme dans la population en général, qui croyaient y trouver un espace de collaboration constructive avec le pouvoir. Un mois plus tard, Sakharov écrit :

*Pour tous les gens de notre pays, le Congrès a complètement détruit toutes les illusions dont on nous berçait et nous endormait, ainsi que le monde entier. (...) Les conséquences psychologiques et politiques sont énormes et elles auront des effets à long terme. Le Congrès a coupé toute voie de retour en arrière. Maintenant, il est clair pour tout le monde qu'il n'y a qu'une voie vers l'avant et une voie vers la ruine.*⁵

¹ Inventeur notamment du concept de « système administratif de commandement ». À ce sujet, voir le chapitre 1.

² L'un des publicistes les plus populaires de la perestroïka. Sur ces idées, voir le chapitre 2.

³ Notamment en ce qui concerne les temps de parole accordés, hautement variables, et la procédure du vote, qui se fait souvent à main levée alors qu'elle devait se faire par vote secret électronique. Michael URBAN, *Op.cit.*, p.150 et sq.

⁴ Dans le même esprit, l'écrivain Adamovič dénonce l'« enthousiasme à obéir » de la majorité des députés du Congrès. Cité par Viktor ŠEJNIS, *Vzlet i padenie parlamenta* [Essor et déclin du parlement], t.1, 2005, p.225.

⁵ Andrej SAKHAROV, *Gorkij, Moskva i dalee vezde* [Gorky, Moscou, puis partout], 1989, p.405

Cette désillusion implique un changement de stratégie politique : « Le Congrès a fait passer le moteur des changements à une vitesse supérieure (...) Seule la radicalisation de la perestroïka peut surmonter la crise sans un recul catastrophique vers l'arrière »¹.

En plus de cette désillusion à l'égard du pouvoir réformateur, la radicalisation de Sakharov et de l'intelligentsia libérale est aussi inspirée par la vaste mobilisation populaire qui se déploie lors de la campagne électorale du printemps 1989. La disposition du peuple à soutenir les réformes et la démocratie impressionne les libéraux soviétiques, qui bien souvent ne tenaient pas l'homme soviétique ordinaire en très haute estime. À l'été 1989, Sakharov raconte :

*Pour la première fois dans notre pays depuis de longues années, une vive lutte politique électorale s'est engagée. Et nous avons alors découvert ce que nous n'osions pas espérer, nous qui avons mené dans le passé une lutte solitaire et apparemment sans espoir avec des objectifs très restreints. Le peuple, qui a été maintes fois trompé et qui vit dans des conditions d'hypocrisie généralisée et d'avalissante corruption, s'est révélé vivant. La lumière des changements possibles commence tout juste à poindre et dans les âmes des gens est apparu l'espoir, la volonté d'être politiquement actif (aktivnost'). C'est précisément cette disposition du peuple à l'action qui a rendu possible l'élection des personnes nouvelles, courageuses et indépendantes que nous avons vues au Congrès.*²

La disposition du peuple à participer à la politique constitue une agréable surprise pour Sakharov qui, à maintes reprises, avait avoué son découragement face à l'apathie et au cynisme de la population soviétique³. L'année précédente encore, il avait exprimé des doutes quant aux capacités morales du peuple à réaliser la perestroïka. Or, pendant la campagne électorale de 1989, alors que les manifestations se succèdent, il se montre beaucoup plus optimiste : « le redressement de la société est uniquement possible sur une

¹ *Ibid.*, p.445.

² *Ibid.*, 377.

³ Dans son essai « O strane i mire » [Sur le pays et le monde], publié en 1975, il écrit que le monopole du Parti communiste a rendu le peuple « hypocrite, opportuniste, médiocre et stupidement prompt à se tromper lui-même ».

base morale. Notre peuple a connu de graves déformations à cause de la terreur et de nombreuses années de mensonge et d'hypocrisie. Mais je crois que le peuple a toujours conservé des forces morales. »¹

Cette conclusion est cependant loin de faire l'unanimité. Au sein de l'intelligentsia libérale, plusieurs se montrent sceptiques quant à la capacité du peuple d'intervenir de manière rationnelle en politique². Cette inquiétude s'exprimait avant même le déclenchement des élections. Ainsi, lors de la séance du 12 novembre 1988 de la Tribune de Moscou, consacrée à la réforme constitutionnelle, la proposition de Batkine d'introduire l'élection directe et universelle du chef de l'État est accueillie avec grande méfiance par les sociologues Vladimir Choubkine et Léonide Gordon, qui s'appuient sur l'autorité scientifique que leur confère leur profession pour mettre en garde leurs collègues au sujet de l'état réel du peuple. Gordon affirme :

*Pensez-y, qu'est-ce que notre société ? (...) les dernières statistiques indiquent que 5 millions de personnes en URSS sont enregistrées pour alcoolisme chronique ou psychose alcoolique. En RSFSR, c'est 2 % de la population (y compris les personnes âgées et les enfants). On dit que « les individus peu éduqués restent hors de la politique ». Et ceux qui boivent, sont-ils hors de la politique ? Et s'ils y entrent ? Je pense que le passage à la démocratie doit inévitablement être graduel. Et quant à notre niveau actuel de développement, alors je pense qu'il ne faut pas mélanger l'idéal et la réalité. Je crains que nous ne soyons pas mûrs pour le multipartisme.*³

Choubkine, pour sa part, invite ses collègues intellectuels à ne pas se bercer d'illusions au sujet du peuple, qui est après tout fort différent d'eux :

¹ Andrej SAHAROV, « V narode vseгда sohranâutsâ npravstvennye sily » [Le peuple conserve toujours des forces morales], avril 1989.

² C'est aussi, comme nous l'avons vu chapitre précédent, la position du sociologue Youri Levada.

³ « Stenogramma obsuždeniâ proektov Zakona CCCP ob izmeneniâh i dopolneniâh Konstitucii CCCP i Zakona o vyborah narodnyh deputatov CCCP » [Sténogramme de la discussion des projets de loi de l'URSS sur les modifications et amendements à la Constitution de l'URSS et à la Loi sur les élections des députés du peuple d'URSS], dans *Bûlleten' 'Moskovskoj tribuny'*, no1, 1989, p.92.

J'ai ici entendu plusieurs orateurs qui disent que si nous avons des élections directes, secrètes et universelles, alors Gorbatchev serait probablement le candidat élu. Or j'ai de grands doutes à ce sujet, car des générations se sont formées en l'absence de démocratie et de toute forme de compétition honnête en ce domaine. Elles n'ont jamais même senti ce que peut être une véritable démocratie (...) Et nous sommes soudainement convaincus, dans ces circonstances, qu'il suffit d'élections directes et notre bon peuple va immédiatement voter pour celui sur qui nous comptons. J'ai de grands doutes à ce sujet. Il me semble que si l'on considère non pas l'élite intellectuelle de Moscou qui lit des samizdat depuis déjà 20 ans (...), mais la masse principale du peuple qui était occupée à gagner son pain quotidien et qui n'a pas eu accès aux samizdat, on découvrira qu'il [le peuple] se trouve actuellement dans un état de grande anxiété et qu'il ne sait pas quoi faire ni où aller¹.

Ce sentiment d'isolement de l'intelligentsia est à l'arrière-plan de l'émerveillement dont témoigne Sakharov devant la diversité d'origines sociales des participants des mobilisations politiques du printemps 1989 :

C'étaient principalement des visages d'un type connu - ceux qui font aussi la file aux expositions de Chagall ou aux festivals de films : des gens honnêtes et intelligents, qui comprennent tout et qui sont des prolétaires du travail intellectuel aux moyens matériels limités. Mais il y avait aussi là, sans aucun doute, de nouveaux visages de la scène historique. (...) C'étaient des gens tirés du songe de la passivité par les espoirs de la perestroïka, des travailleurs et des employés, la masse la plus large de l'intelligentsia.²

La découverte d'un soutien populaire au-delà des cercles habituels de l'intelligentsia, de même que le refus du pouvoir soviétique d'écouter leurs conseils, conduit les membres de la Tribune de Moscou à adopter pendant la campagne électorale des modes d'actions politiques propres aux informels « radicaux », soit les manifestations

¹ *Ibid.*, p.88-89.

² Andrej SAHAROV, *Gorkij, Moskva i dalee vezde* [Gorky, Moscou, puis partout], p.378. Notons le double mouvement de l'argument de Sakharov, qui débute en soulignant la diversité d'origines sociales des manifestants par rapport à l'image habituelle du Moscovite cultivé - représentant par excellence de l'intelligentsia - puis conclue en subsumant cette diversité dans une définition très large de l'intelligentsia.

et les assemblées politiques. La MT organise ainsi une manifestation devant la délégation de la République de Géorgie pour protester contre la répression très violente par l'armée soviétique d'une manifestation pacifique le 9 avril 1989 à Tbilissi. Malgré leur célébrité, ces intellectuels ne sont pas des meneurs de foules. L'événement attire à peine quelques centaines de personnes et est rapidement dispersé par la police¹. D'une tout autre ampleur sont les assemblées organisées en soutien aux députés indépendants de Moscou au stade Loujniki à la veille de l'ouverture du Congrès et dont l'organisation est le fruit de la collaboration de la Tribune de Moscou et de plusieurs mouvements informels, dont le Front populaire de Moscou². La première de ces assemblées, qui se déroule le 21 mai 1989, attire plus de 150 000 personnes. Selon les observations d'un journaliste présent à l'événement, les orateurs les plus populaires auprès de la foule sont Telman Gdlian³ et Boris Eltsine, deux hommes de l'appareil qui se sont taillé une réputation de pourfendeurs de la corruption et des privilèges de la nomenklatura, puis les intellectuels libéraux Andreï Sakharov et Youri Kariakine⁴. La situation est pour le moins frappante : moins d'un an après avoir créé la Tribune de Moscou afin de conseiller le pouvoir, des intellectuels comme Sakharov, Batkine, Afanassiev et Kariakine se retrouvent au micro d'un tout autre type de tribune, haranguant la foule d'une immense assemblée politique en compagnie d'acteurs politiques plus « radicaux » qu'eux, qui réclament ouvertement l'abolition du monopole du Parti communiste sur le pouvoir.

¹ Ce qui attire les sarcasmes de Boris Kagarlitsky, un protagoniste du mouvement informel : « La popularité personnelle et les titres académiques des figures dirigeantes du club ne les ont pas aidés en cette occasion. La décision des membres de la Tribune de Moscou de tenir une manifestation était la preuve de leur complète indignation devant les actions des autorités. Les membres de cette respectable organisation préféraient se réunir dans la confortable salle de conférence de la Maison des savants. Même maintenant, la rue était toujours pour eux un lieu étranger et inconfortable qui appartenait aux extrémistes du MNF [Le Front populaire de Moscou, dirigé par des informels] et, à certains moments, aux 'éléments subversifs' de DS [Le "parti d'opposition" Union démocratique] ». Boris KAGARLITSKY, *Farewell, perestroika*, 1990, p.132-133.

² Le rôle de la Tribune dans cette organisation devait être important puisque, selon le témoignage de Sakharov, c'est Batkine qui avait établi la liste des orateurs. Andrej SAKHAROV, *Gorkij, Moskva i dalee vezde* [Gorky, Moscou, puis partout], p.399.

³ Juge d'instruction qui s'était rendu célèbre en 1988 par sa participation à une campagne contre la corruption de figures haut placées du Parti communiste en Ouzbékistan. En 1989, il est écarté de la Procuration et fait lui-même l'objet d'une poursuite pour avoir enfreint la loi lors de ses enquêtes, ce qui lui confère la réputation d'un justicier persécuté par le pouvoir.

⁴ Vladimir PRIBYLOVSKIJ, « Miting v Lužnikah » [Assemblée à Loujniki], mai 1989.

La radicalisation de l'intelligentsia libérale, provoquée par le désintérêt du pouvoir pour ses conseils et par la découverte de la politisation du peuple, s'exprime de manière éclatante au dernier jour du Congrès, le 9 juin 1989, par la confrontation, devant des millions de téléspectateurs soviétiques, de Gorbatchev et de Sakharov. Autorisé à prendre la parole alors que le rideau s'apprête à tomber sur les activités du Congrès, Sakharov se lance alors dans la lecture passionnée du « Décret sur le pouvoir » qu'il n'avait pas pu inclure à l'ordre du jour. L'atmosphère, rapidement, devient tendue. Gorbatchev, lassé de la longueur du discours et sans doute aussi de son contenu, interrompt à de nombreuses reprises Sakharov pour le prier d'aller se rasseoir, tandis que dans la salle les députés se font de plus en plus bruyants. De guerre lasse, Gorbatchev fait éteindre les microphones de la tribune, si bien que la voix de Sakharov ne parvient plus aux députés qui regardent, médusés et railleurs, le vieil homme s'époumoner à la tribune. Mais les microphones de la télévision sont demeurés en fonction et le discours de Sakharov parvient aux oreilles des téléspectateurs et fait grande impression dans la société soviétique. Encore aujourd'hui, nombreux sont les Russes qui s'en souviennent comme l'un des épisodes les plus marquants de la perestroïka.

Le « Décret sur le pouvoir » prononcé par Sakharov au Congrès est un appel à une réforme du système politique bien plus poussée que celle envisagée par Gorbatchev. Sa vocation révolutionnaire est clairement exprimée par le slogan « Tout le pouvoir aux soviets ! » et par le terme « décret », qui font tous deux directement référence au programme des bolcheviks au moment de la Révolution d'octobre¹. Sakharov se réclame ouvertement de cette filiation révolutionnaire : « Nous vivons une révolution. La perestroïka est une révolution et le mot 'décret' est le plus approprié dans le cas présent »². Le « Décret sur le pouvoir » prévoit, au nom du principe de la « souveraineté

¹ Au lendemain de la révolution, les bolchéviques adoptent le Décret sur la paix, le Décret sur la terre, le Décret sur le contrôle ouvrier et le Décret sur les nationalités.

² Extrait de sa première prise de parole au Congrès, le 25 mai.1989. cité dans Andrej SAHAROV, *Gorkij, Moskva i dalee vezde* [Gorky, Moscou, puis partout], p.402. Malgré cette référence positive à la révolution, Sakharov demeure favorable à une transformation « évolutive » et exclut catégoriquement l'usage de la violence.

du peuple » (*narodovlastie*)¹, de transformer l'URSS en un régime parlementaire. Le décret exige, premièrement, d'abolir le 6^e article de la Constitution soviétique qui établit le « rôle dirigeant » du Parti, ce qui mettrait fin à son monopole sur la vie politique et conduirait à l'adoption du multipartisme. Le « Décret » exige ensuite de transférer l'intégralité des pouvoirs législatifs au Congrès, ainsi que le pouvoir exclusif de nomination de tous les postes importants du pouvoir exécutif. Le « Décret » demande aussi d'« envisager à l'avenir » l'élection directe et concurrentielle du Président et du vice-président du Soviet suprême, ainsi que la modification de la loi électorale afin d'abolir le vote corporatiste des « organisations sociales »².

L'importance du « Décret sur le pouvoir » ne réside évidemment pas dans son efficacité législative. Dans les conditions où il a été prononcé, il ne pouvait qu'être ignoré par le Congrès. De plus, comme le reconnaît Sakharov dans ses mémoires, les propositions du Décret n'étaient pas particulièrement originales³. L'idée de faire du Congrès le principal organe législatif et de lui confier la responsabilité de l'adoption des réformes, de même que celle de faire élire le président au vote direct et concurrentiel et de modifier la loi électorale, figuraient déjà dans le projet d'ordre du jour préparé par la délégation de députés moscovites⁴. Quant à l'abolition du monopole du Parti communiste, que Sakharov affirme avoir ajouté à son discours la veille du Congrès sans en discuter avec qui que ce soit⁵, il figurait, comme nous l'avons vu, parmi les

¹ Soit le même principe que devait incarner le Congrès d'URSS selon le programme de réforme politique de Gorbatchev.

² Andrej SAHAROV, « Vsâ vlast' Sovetam ! » [Tout le pouvoir aux soviets !], 1989. Le décret sur le pouvoir contient aussi plusieurs recommandations qui ne sont pas directement liées à la structure du pouvoir et qui concernent notamment les tâches du KGB et la refonte de la structure de l'URSS sous la forme d'un système constitutionnel « fédéral (horizontal) ».

³ Andrej SAHAROV, *Gorkij, Moskva i dalee vezde* [Gorky, Moscou, puis partout], p.442

⁴ Elles figuraient aussi, comme nous l'avons vu, parmi les recommandations de la Tribune de Moscou quelques six mois plus tôt, qui proposait cependant d'abolir le Congrès et de faire du Soviet suprême le principal organe législatif. Cette dernière position était sans doute plus sensée que de confier tous les pouvoirs législatifs au Congrès, compte tenu de l'« obésité » de ce dernier - 2 250 députés -, mais elle apparaît moins intéressante d'un point de vue stratégique une fois que les députés radicaux ont réalisé le peu de chance qu'ils avaient d'être élus au Soviet suprême.

⁵ Andrej SAHAROV, *Gorkij, Moskva i dalee vezde* [Gorky, Moscou, puis partout], p.442.

revendications de certains informels lors de l'assemblée à laquelle il avait participé quelques jours plus tôt au stade de Loujniki. L'immense impact du « Décret sur le pouvoir », selon Sakharov, réside en fait dans sa « signification psychologique et politique », qui conclut le Congrès sur une note « plus radicale et plus constructive »¹. La lecture du « Décret sur le pouvoir », en effet, remet publiquement en cause l'alliance établie depuis 1987 entre le pouvoir réformateur et l'intelligentsia libérale moscovite qui, pour la première fois, envisage de prendre la tête d'une force politique autonome.

Ce revirement stratégique implique une revalorisation de la question du pouvoir, longtemps négligée par l'intelligentsia libérale au profit d'enjeux jugés plus pressants, tels que ceux liés à la garantie de l'expression personnelle et à la réforme du système économique. Pour la première fois, il paraît aussi important de se préoccuper de savoir *qui* doit réaliser les réformes que de se préoccuper de leur direction et de leur rythme. L'évolution de la pensée politique de Sakharov entre l'été 1988 et l'été 1989 illustre bien cette nouvelle priorisation de la question du pouvoir. Nous avons vu que cette question n'était auparavant abordée dans ses écrits que de manière accessoire, au détour d'une phrase portant sur les enjeux réellement importants que sont pour lui la protection des droits humains et la survie de l'humanité. Les concepts de démocratie, de société ouverte et de pluralisme qu'il met alors en avant sont en principe compatibles avec une variété de modèles politiques, y compris le programme gorbatchévien. Or, ses vues à ce sujet changent dans le contexte de la campagne électorale, si bien qu'au Congrès, Sakharov confronte Gorbatchev précisément sur la question du pouvoir. Signe révélateur de la nouveauté que constitue pour lui la priorisation de cette question, il prend alors la peine de justifier l'intérêt qu'il lui porte, comme pour s'excuser de négliger les enjeux réellement importants :

Le Congrès ne peut pas immédiatement nourrir le pays. Il ne peut pas immédiatement régler les problèmes nationaux. Il ne peut pas immédiatement liquider le déficit du budget. Il ne peut pas immédiatement nous rendre de l'air, de l'eau et des forêts propres. Mais ce que nous avons l'obligation de faire, c'est de créer les garanties

¹ *Ibid.*

*politiques de la résolution de ces problèmes. C'est précisément ce que le pays attend de nous ! Tout le pouvoir aux Soviëts !*¹

Poser la question du pouvoir, c'est remettre en cause ce qui se présentait jusqu'alors comme une évidence, à savoir que la perestroïka doit être menée par son initiateur, Gorbatchev, et que le soutien aux réformes implique nécessairement le soutien de sa politique. Cette vision des choses se traduisait au cours des années précédentes par des déclarations maintes fois réitérées voulant qu'« il n'y a pas d'autre voie que la perestroïka » et qu'« il n'y a pas d'autre option que Gorbatchev »². La pluralité des opinions était alors communément réduite à une opposition binaire entre les défenseurs et les adversaires de la perestroïka. Une dichotomie souvent présentée en termes moraux, comme un conflit entre ceux qui expriment sincèrement leur conscience et ceux qui, sous couvert de « faux principes », défendent égoïstement leurs privilèges. Cette vision binaire n'impliquait pas que le camp des défenseurs de la perestroïka était absolument consensuel, mais que les différentes opinions favorables à la perestroïka pouvaient être harmonisées dans le cadre d'un dialogue sincère et constructif. À cet égard, le Congrès se révèle une grande déception pour bien des libéraux soviétiques, dont les propositions sont platement ignorées par la majorité des députés qui adoptent sans discussion les propositions préparées par le Parti. Dans ce contexte, la confrontation de Sakharov et de Gorbatchev au dernier jour du Congrès consacre aux yeux de tous la nouvelle disposition de la scène politique soviétique, marquée par un pluralisme *de facto* entre des groupes qui défendent des visions différentes de la perestroïka. Ainsi, quelques mois plus tard, la rédaction du journal libéral *Moskovskie novosti* pose les termes d'un débat entre des intellectuels libéraux et nationalistes sur le ton de l'évidence : « Il est universellement admis qu'il n'y a pas d'autre option que la perestroïka, mais il y a bien sûr des variantes à

¹ Andrej SAHAROV, « Vsâ vlast' Sovetam ! » [Tout le pouvoir aux soviëts !], 1989, p.12.

² Un exemple parmi de nombreux autres, est le titre du célèbre recueil auquel Sakharov participe en 1988 : *Inogo ne dano* signifie « il n'y pas d'autre [voie, solution] ». Le titre français est *La seule issue*. Dans ce recueil, l'article de Sakharov s'intitule « L'inéluctabilité de la perestroïka ».

son mouvement. Quelles sont-elles ? »¹ Cette ouverture à l'existence d'une pluralité de perspectives sur la réforme, comme le fait bien comprendre la rédaction du journal, demeure limitée, puisqu'elle présuppose qu'elle n'est acceptable qu'à l'intérieur du cadre - mal défini - de la perestroïka, ce qui permet d'exclure d'emblée les opinions émises par les nationalistes et les communistes orthodoxes. Comme à l'époque du débat autour de Nina Andreïeva, la reconnaissance de la pluralité des opinions repose sur l'affirmation préalable d'un monisme moral : on ne peut transiger avec les principes. Aussi limitée soit-elle, l'affirmation à partir de l'été 1989 de l'existence d'une pluralité de « variantes de la perestroïka » implique un changement dans l'interprétation que font les libéraux soviétiques de la vie politique, où le conflit ouvert est peu à peu accepté comme un phénomène normal, plutôt que comme le symptôme de l'éclatement de la société et de l'échec de la perestroïka. Cette nouvelle vision de la politique fait cependant l'objet d'une forte résistance, non seulement de la part des bonzes du Parti qui crient au schisme et au factionnalisme, comme nous le verrons plus loin, mais aussi de la part des députés radicaux eux-mêmes. Malgré tous leurs désaccords avec le pouvoir soviétique, ces députés cherchent avant tout à surmonter le conflit et à soutenir le pouvoir réformateur, qu'ils espèrent encore éclairer de leurs conseils. L'opposition catégorique des libéraux soviétiques aux organisations nationalistes et communistes orthodoxes, qui s'organisent au même moment, de même que la crainte de l'instabilité provoquée par la mobilisation populaire, les incite à rechercher la consolidation du pouvoir. C'est pourquoi ils résistent fortement à l'idée de désigner leur divergence avec Gorbatchev comme une opposition, ce qui impliquerait l'abandon de leurs espoirs de collaboration et de conseil, au profit d'une confrontation ouverte. Cette résistance à la notion d'opposition est au cœur des débats de stratégie politique de la première fraction parlementaire qui s'organise à l'été 1989 autour des députés radicaux du Congrès d'URSS : le Groupe interrégional de députés.

¹ AMBARCUMOV Evgenij, Len KARPINSKIJ, Vadim KOŽINOV, Mihail LOBANOV, Igor' ŠAFAREVIČ, « Revolúciâ: bolezni ili iscelenie » [La révolution : une maladie ou un remède ?], table-ronde, décembre 1989, p.13.

2) Le Groupe interrégional de députés, ou comment marcher vers l'opposition à reculons

La rupture du camp des partisans de la perestroïka, dans la foulée de la première session du Congrès, donne naissance dans les mois qui suivent à une fraction parlementaire consacrée à la promotion d'un programme réformiste concurrent. L'initiative de sa création revient au député Gavriil Popov qui, le 27 mai 1989, surprend le Congrès par un appel à former un « groupe interrégional et indépendant de députés réunis par une communauté « d'intérêts et d'approches »¹. Ainsi naît le Groupe interrégional de députés (MDG)², qui rassemble près de quatre cents députés³ autour des figures célèbres de la délégation moscovite : Boris Eltsine, Gavriil Popov, Youri Afanassiev et Andreï Sakharov. Au cours des mois mouvementés de l'été et de l'automne 1989, le MDG s'impose rapidement comme l'étendard des forces réformistes « radicales » d'URSS, avant d'être abandonné par ses fondateurs au début de l'année 1990⁴. Malgré la brièveté de sa période d'existence active, le MDG joue un rôle décisif dans la vie politique soviétique, notamment par l'élaboration d'une plateforme politique concurrente à celle du Parti et de Gorbatchev. Non seulement la plupart des propositions contenues dans cette plateforme, à commencer par l'abolition du 6^e article de la Constitution, sont finalement adoptées par le pouvoir réformateur en 1989 ou 1990⁵, mais le fait même de son existence implique déjà que le Parti a perdu le monopole sur la direction et l'initiative des réformes.

¹ *Pervyj s'ezd narodnyh deputatov SSSR. Stenografičeskij otčet* [Premier Congrès des députés du peuple de l'URSS. Rapport sténographique], t.1, 1989, p.228.

² Selon son acronyme en russe : *Mežregional'naâ deputatskaâ gruppâ*.

³ Au 30 juillet 1989, le MDG compte 388 membres. Vladimir PRIBYLOVSKIJ, « Mežregional'naâ deputatskaâ gruppâ (MDG) », dans *Slovar' oppozicii: Novye političeskie partii i organizacii Rossii* [Dictionnaire de l'opposition : les nouveaux partis politiques et organisations de Russie], 1991.

⁴ Le MDG existe jusqu'en 1991, mais dès le printemps 1990 il n'est plus que l'ombre de lui-même. Ses membres les plus importants s'en désintéressent et s'engagent dans d'autres organisations, soit en particulier la Plateforme démocratique du PCUS et le bloc électoral Russie démocratique, dont il sera question au chapitre 6.

⁵ Autres éléments de la plateforme du MDG adoptés par le pouvoir soviétique : l'abolition des dispositions anti-démocratiques de la loi électorale et l'adoption d'une loi sur la presse qui abolit la censure.

Le MDG, pour toutes ces raisons, est généralement considéré comme la première opposition légale en URSS. Cette conclusion est exacte si l'on considère la position politique qu'adoptent plusieurs de ses dirigeants à la fin de l'automne 1989 et l'héritage qu'il lègue au mouvement démocratique qui prend forme l'année suivante, mais cela ne doit cependant pas faire perdre de vue que les dirigeants du MDG n'en sont venus à former une opposition que tardivement et, somme toute, *malgré eux*, à la suite de l'échec patent de leur stratégie de collaboration et de soutien au pouvoir réformateur. Leur constante réticence à utiliser le concept d'« opposition », alors même que des précédents existent à la même époque en Europe de l'Est et à plus petite échelle en URSS, est un signe clair de l'importance que revêtent à leurs yeux la consolidation de la société et la prévention de tout conflit ouvert entre les partisans des réformes. Sakharov, une fois de plus, est le principal protagoniste de la radicalisation qui conduit le MDG à adopter un programme concurrent à celui du Parti au milieu de l'automne et à envisager sérieusement la formation d'une opposition démocratique.

La vocation initiale du MDG est celle d'une fraction parlementaire destinée à faire entendre les idées des députés démocrates mis en minorité au Congrès. Rappelons qu'en l'absence de multipartisme, le programme gorbatchévien de démocratisation visait à réaliser, par le plébiscite du Congrès, la consolidation de tout le pays autour du programme de la perestroïka. Or, comme le dénonçait le député Gavriil Popov dès la première journée de session, le 25 mai 1989, le principe géographique d'organisation du Congrès conduit à la censure des positions minoritaires au sein de chacune des délégations régionales¹. Les députés aux idées plus radicales doivent donc se rassembler sur une base « interrégionale », un principe qui figure dans le nom du MDG. Au Congrès, Popov évite soigneusement de présenter un tel groupe comme une opposition ou même comme une fraction². Il présente son initiative, au contraire, comme un moyen

¹ Le droit de parole des députés et leur vote sur les questions importantes sont décidés au sein de chacune des délégations, ce qui conduit en pratique à la censure des positions minoritaires. Dans les délégations moscovite et balte, cependant, les députés réformistes radicaux sont majoritaires.

² Il s'en défend un peu plus tard le même jour: « Dans mon discours je n'ai même pas mentionné le mot 'fraction'. Je ne comprends pas pourquoi la tentative de créer un groupe de personnes pour travailler sur une question quelconque doit nécessairement faire conclure à la volonté de créer une fraction ». *Pervyj*

raisonnable de canaliser le mécontentement populaire et ainsi d'*éviter* la formation d'une opposition, ce qu'il formule d'une manière qui se veut inquiétante pour le pouvoir : « Nous pouvons attendre. Nous avons attendu pendant des décennies, alors que l'on ne tenait pas compte de nous. Nous pouvons nous passer d'une opposition. Mais tout ce qui m'inquiète, c'est combien de temps notre peuple va attendre ? »¹ La menace de création d'un groupe indépendant de députés a toutes les apparences d'une bravade destinée à effrayer le pouvoir afin d'obtenir son écoute. Il n'est pas même certain que Popov ait d'abord sérieusement considéré l'organisation de ce groupe. Tout comme Eltsine, il ne daigne pas même se présenter lors de la rencontre organisée le lendemain par des militants informels pour concrétiser le projet de fondation du groupe². Parmi les figures célèbres du groupe moscovite de députés, seul Sakharov montre d'emblée un véritable intérêt³.

Au Congrès, cependant, la « majorité agressive-obéissante » des députés prend très au sérieux l'annonce de la création d'un groupe parlementaire indépendant. Non seulement cela contrevient totalement à l'idée d'une « consolidation » de la société derrière le pouvoir, mais le terme « fraction » (*frakciâ*) est en lui-même connoté de manière extrêmement négative pour tous ceux qui ont été éduqués dans la tradition du Parti communiste, où les fractions sont interdites depuis 1921. La fraction est communément associée au « schisme » (*raskol*), soit la fracture d'une totalité qui devrait être unifiée. Pour Gorbatchev, la proposition de Popov « conduit au schisme du Congrès, aux fractions » et, poursuit-il, « je considérerais ma mission comme inutile si aujourd'hui

s"ezd narodnyh deputatov SSSR. Stenografičeskij otčet [Premier Congrès des députés du peuple de l'URSS. Rapport sténographique], t.1, p. 309.

¹ *Ibid.*, p.228.

² La veille encore, Popov et la délégation de députés moscovites avaient platement refusé l'idée d'une coordination interrégionale proposée par les députés baltes. Selon le témoignage de l'activiste Viatcheslav Igrunov, qui servait d'intermédiaire à cette tentative de rapprochement, Popov aurait décliné la proposition en affirmant que la délégation moscovite était en dialogue « avec Gorbatchev, pas avec les Baltes ». Cité par Michael URBAN, *Op.cit.*, p.159 note 55.

³ Parmi les députés vedettes de la délégation moscovite, il est le seul à participer activement à la rencontre de préparation en vue de la création du groupe. Youri Afanassiev et Tatiana Zaslavskaïa s'y présentent aussi, mais quittent avant la fin. *Ibid.*

ce Congrès, ce premier Congrès convoqué à l'issue d'une telle campagne électorale, était déchiré en morceaux et perdait la possibilité de travailler fructueusement au nom de ce qui fait avancer la perestroïka et le pays entier, en réglant les problèmes accumulés »¹. Plusieurs députés vont dans le même sens. L'un d'eux se scandalise : « Vous avez proposé au Congrès de créer une fraction, c'est une folie. Reprenez vos esprits et réalisez ce que vous vous apprêtez à faire. (...) Vous créez des désaccords dans les travaux du Congrès et vous le distrayez des problèmes essentiels »². Un autre entrevoit les conséquences sociales de ce geste : « Je vois dans cette série de discours des tentatives de simplement diviser le Congrès. Ce qui en pratique signifie diviser notre société »³.

En fait, c'est l'inverse qui se produit : c'est la division de la société qui entraîne la création du MDG et, par là, la rupture du camp réformiste. La menace de Popov, en effet, serait probablement demeurée sans suite si les événements des semaines suivantes n'étaient soudainement venus conforter la nécessité de créer le MDG. Tout d'abord, la confrontation entre Sakharov et le Secrétaire général à la dernière journée du Congrès, dont il a été question précédemment, vient détruire ce qui restait d'illusions au sujet du soutien unanime de la société à Gorbatchev. Puis, plus important encore, le déclenchement en juillet 1989 d'une vague de grèves dans les mines de charbon, en particulier dans la région du Kouzbass⁴, démontre que les revendications de Sakharov ont du soutien en dehors des cercles de l'intelligentsia et même au-delà de la population des grandes villes. La grève des mineurs, qui portait initialement sur leurs conditions de travail, prend en effet une tournure politique. À la télévision nationale, le mineur et député Vladimir Louchnikov soutient la revendication principale de Sakharov dans son « Décret sur le pouvoir », à savoir l'abolition de l'article 6 de la Constitution. La mobilisation politique des mineurs produit un véritable choc au pays de la dictature du

¹ *Pervyj s'ezd narodnyh deputatov SSSR. Stenografičeskij otčet* [Premier Congrès des députés du peuple de l'URSS. Rapport sténographique], t.1, p.229-230.

² Député V. N. Stepanov, directeur de sovkhoze en Carélie. *Ibid.*, p.229.

³ Député V.S. Obraz, retraité de la ville de Poltava, en Ukraine. *Ibid.*, p.284.

⁴ Région industrielle située dans l'oblast de Kemerovo, au sud de la Sibérie occidentale. Sur la grève des mineurs : voir Peter RUTLAND, « Labor Unrest and Movements in 1989 and 1990 », 1991.

prolétariat, d'autant plus que le mouvement Solidarnosc vient tout juste de forcer le Parti communiste polonais à partager le pouvoir au terme de plusieurs vagues de grève politiques¹.

Les mobilisations populaires spontanées sont cependant accueillies de manière ambiguë par les intellectuels libéraux, qui se réjouissent de se voir soutenus par la population hors des cercles habituels de l'intelligentsia, mais qui se montrent aussi préoccupés par le caractère irrationnel et désordonné que présente à leurs yeux la participation des masses en politique. Habitué à des décennies de relative passivité sociale, ces intellectuels sont fort troublés par l'aspect chaotique de la nouvelle vie politique, rythmée par les manifestations, les assemblées et les grèves. La professeure de littérature Marietta Tchoudakova témoigne, un an plus tard, du choc ressenti en 1989 : « Des visages, des voix, des cris, des discours expansifs – la réalité russe était si profondément nouvelle pour nombre d'entre nous qu'elle donnait une impression de troubles (*smuta*) et de confusion »². Un lieu commun du discours libéral de cette époque est de citer une célèbre phrase de Pouchkine sur le caractère « absurde et impitoyable » de « l'émeute russe »³, afin de mettre en garde contre le danger imminent d'un basculement dans la violence aveugle et la guerre civile.

Cette inquiétude à l'égard des mobilisations populaires spontanées se fait ressentir parmi les députés qui se réunissent pour fonder le MDG les 29 et 30 juillet 1989. Popov

¹ Voytek ZUBEK, « The Threshold of Poland's Transition: 1989 Electoral Campaign as the Last Act of a United Solidarity », 1991

² Marietta ČUDAKOVA « Natan Èjdel'man, istorik Rossii » [Natan Eidelman, historien de la Russie], décembre 1990, p.24.

³ Une tendance que Youri Bourtine dénonce avec virulence deux ans plus tard : « Notre public et tout particulièrement l'intelligentsia sont notoirement bien disposés à l'égard de compromis [avec Gorbatchev] en ce moment (Ils se disent : " Comment faire autrement ? En venir aux mains ? Comme en 1917 ? L'émeute russe, absurde et impitoyable ? " Ces arguments agissent irrésistiblement sur nous, jusqu'à complètement nous empêcher de réfléchir. » Ūrij BURTIN, « Gorbačev » 17 janvier 1991. Sur la méfiance de l'intelligentsia soviétique à l'égard de la participation du peuple en politique, voir Maria FERRETTI, « De l'engouement pour la liberté à l'apologie de l'autoritarisme: la métamorphose de l'intelligentsia démocratique russe », 1995; Aleksii BERELOVIČ « Upušennyj šans » [La chance ratée], 2009.

et Afanassiev, dont les discours donnent le ton des débats, s'empressent de souligner le caractère « constructif » du groupe ainsi créé, par contraste avec les forces populaires chaotiques et irrationnelles qui, avertissent-ils, menacent l'ordre social et la réalisation des réformes. Pour Popov, l'échec du Congrès et la grève des mineurs ont définitivement brisé le schéma binaire qui opposait les partisans et les adversaires de la perestroïka. Pour autant, s'empresse-t-il d'ajouter, la situation ne correspond pas à un choix entre une version « révolutionnaire-démocratique » de la perestroïka et la version mise en l'avant par l'appareil, car cette dernière a été définitivement écartée par les récents événements. Toute la question réside, conclut-il, à savoir si la perestroïka « révolutionnaire-démocratique » se fera de manière légale ou désordonnée. Citant la célèbre phrase de Pouchkine sur « l'émeute russe, absurde et impitoyable », il présente par contraste le MDG comme un partenaire raisonnable du pouvoir réformateur en ces temps incertains. Afanassiev, dans une intervention, considérée comme la plus radicale de la rencontre¹, met lui aussi en garde contre « l'émeute irrationnelle et horrible » et contre les forces destructrices qui se déploient dans le vide politique causé par les hésitations du pouvoir : « En fait nous n'avons pas de crise politique. Nous n'en sommes même pas encore là. Nous avons un vide politique. N'importe quel élément (*stihîâ*) destructeur va immédiatement le remplir, à moins que l'on ait quelque chose d'organisé, d'indépendant et de créateur »². Afanassiev considère que le MDG doit jouer un rôle « constructif », soit plus précisément apporter un complément intellectuel à la politique du pouvoir réformateur, reprenant ainsi l'ambition déçue de la Tribune de Moscou :

*Le groupe interrégional, ce n'est pas seulement un rassemblement extraterritorial de députés (...) c'est aussi une tentative de créer, non pas un Soviet suprême parallèle, mais un approvisionnement intellectuel et conceptuel supplémentaire et plus précis qui est absolument nécessaire au Soviet suprême et au Congrès des députés du peuple.*³

¹ Vera TOLZ, *The USSR's Emerging Multiparty System*, p.74 ; Viktor Šejnis, *Vzlet i padenie parlamenta* [Essor et déclin du parlement], p.227.

² Ūrij AFANAS'EV, « Socialističeskaâ ideâ ostaetsiâ putevodnoj » [L'idée socialiste nous guide toujours], juillet 1989. Le terme *stihîâ*, qui désigne communément un élément naturel, a une connotation de désordre et de chaos.

³ *Ibid.*

Le statut d'opposition est catégoriquement rejeté. Quant aux propositions politiques du groupe, elles ne sont pas très différentes de celles de Gorbatchev : démocratisation et introduction du marché au nom du retour à la civilisation et du triomphe des « valeurs universelles ». Un an plus tard, l'analyste politique Igor Kliamkine écrit au sujet de la fin de l'été 1989 :

(...) la majorité des intellectuels libéraux-démocrates considéraient la question du contenu et des buts des réformes de manière assez simple (sur le plan théorique). Ils considéraient que le pays devait simultanément passer à l'économie de marché et à la démocratie, car l'un était impossible sans l'autre. Ils pensaient que si les rapports de marché et la démocratie s'établissaient si lentement, c'était à cause des hésitations des initiateurs de la perestroïka et non pas à cause d'un quelconque problème complexe exigeant des réflexions théoriques plus poussées. C'est pourquoi la part de la société orientée de manière oppositionnelle (...) partait alors du principe que leur désaccord avec le groupe de Gorbatchev ne concernait que le rythme des réformes. Cette idée a persisté longtemps¹.

Le discours d'Afanassiev à l'époque de son engagement dans le MDG confirme cette observation. Il mentionne à de nombreuses reprises que ses désaccords avec le pouvoir réformateur ne relèvent pas d'une divergence de principes, mais de rythme : il diagnostique une « incompatibilité de tempo »², un « retard sur le tempo »³, une « arythmie des réformes »⁴, une « arythmie politique »⁵. Le pouvoir, affirme-t-il, « piétine »⁶, il mène une politique du « statu quo » et, pour cette raison, se retrouve

¹ Igor' KLÂMKIN, « Do i posle prezidentskih vyborov » [Avant et après les élections présidentielles], juin 1990, p.26.

² Ūrij AFANAS'EV, « Socialističeskaâ ideâ ostaetsiâ putevodnoj » [L'idée socialiste nous guide toujours], juillet 1989.

³ Ūrij AFANAS'EV, « Preobrazovaniâ otstaût ot tempov raspada » [L'effondrement est plus rapide que les changements], décembre 1989.

⁴ Ūrij AFANAS'EV, « Imperiâ govorit na âzyke himičeskogo oružiâ » [L'empire parle la langue de l'arme chimique], septembre 1989.

⁵ Ūrij AFANAS'EV, « Položenie v strane », septembre 1989.

⁶ Ūrij AFANAS'EV, « Socialističeskaâ ideâ ostaetsiâ putevodnoj » [L'idée socialiste nous guide toujours], juillet 1989, « Edinstvenno vernoe učenie, i KGB - garant ego » [La vérité unique et le KGB son gardien], octobre 1989.

« devancé »¹ par les événements. Sakharov voit les choses de manière similaire : il parle d'un « effet ciseau » entre « la conscience sociale qui se développe rapidement » et la « réalité politique, économique, sociale et nationale qui piétine »². Il déclare inlassablement, par ailleurs, que « la perestroïka est une nécessité objective » et qu'il soutient toujours Gorbatchev comme « la seule candidature réelle »³. Ce qu'il lui reproche, c'est sa « passivité » à réaliser son programme, ce qu'il désigne aussi comme un « écart entre les mots et les gestes »⁴. Sakharov ne se considère pas en opposition à Gorbatchev, mais la fermeté de ses positions sur la réforme politique en fait néanmoins l'une des figures les plus radicales parmi les membres du MDG. Lors de la rencontre de fondation de la fin juillet, seule la moitié des députés présents soutiennent entièrement sa proposition en vue de l'abolition de l'article 6 de la Constitution. Des cinq coprésidents du MDG élus à cette occasion, Sakharov est aussi celui qui obtient le moins de votes, soit 69, contre 144 pour Eltsine et 143 pour Afanassiev⁵. Au terme de longs débats, cette rencontre se conclut par l'adoption d'un certain nombre de « thèses pour un programme » que les membres du MDG souhaitent ajouter à l'ordre du jour de la prochaine session du Congrès. Elles reprennent les propositions préparées par la délégation moscovite au printemps. L'abolition de l'article 6 - donc le multipartisme - n'en fait pas partie.

Les espoirs de collaboration des membres du MDG avec le pouvoir réformateur sont cependant déçus, comme cela s'était produit avec la Tribune de Moscou auparavant. Cette fois encore, les dirigeants soviétiques refusent toute coopération avec un groupe politique autonome, même si ce dernier prétend poursuivre les mêmes objectifs et n'exprime aucune prétention à l'égard du pouvoir. La réaction la plus hostile vient sans surprise du sommet du Parti communiste, qui voit d'un très mauvais œil le défi posé à

¹ Le terme « devancé » apparaît trois fois dans le seul discours du 29 juillet au MDG et est repris dans le discours du 23 septembre. *Op.cit.*

² Andrej SAHAROV, *Gorkij, Moskva i dalee vezd* [Gorky, Moscou, puis partout]e, p.445.

³ Andrej SAHAROV, « Vystuplenie na vstreče s kollektivom Uralmašzavoda » [Discours lors d'une rencontre avec les employés d'Ouralmachzavod], septembre 1989, p.575, 579.

⁴ *Ibid.*, p.575.

⁵ Les autres coprésidents sont Gavriil Popov et le député estonien Viktor Palm', qui obtiennent légèrement plus de voix que Sakharov. Vladimir PRIBYLOVSKIJ, « Mežregional'naâ deputatskaâ gruppa (MDG) ».

son monopole sur la ligne directrice de la perestroïka. Le Comité central et le Politburo condamnent durement le MDG et la *Pravda* mène une campagne contre ses leaders les plus populaires, Eltsine et Afanassiev. Si l'hostilité de l'aile conservatrice du Parti était prévisible, beaucoup plus décevante pour le MDG est la réaction de l'aile réformatrice avec laquelle il souhaite faire alliance. Gorbatchev, se fiant aux informations du KGB sur le prétendu extrémisme du MDG, interdit à son collègue le plus libéral, Alexandre Yakovlev, d'assister aux réunions du groupe. Evgueni Primakov¹, qui est envoyé à sa place, déclare au MDG que l'activité des députés ne peut être utile qu'au sein des comités du Congrès et l'accuse de former un « groupe fermé sur lui-même » opposé au Soviet suprême².

L'automne 1989 est marqué par une autre circonstance préoccupante pour l'intelligentsia libérale. Des groupes nationalistes et communistes orthodoxes s'organisent à leur tour en force politique - le Front uni des travailleurs (OFT) - et opposent à Gorbatchev une critique radicale venue de l'autre côté du spectre politique. Les députés du MDG, inquiets de voir leurs adversaires recourir à la mobilisation de masse, échaudés par la fin de non-recevoir du pouvoir réformateur et déçus de la mollesse des réformes menées par le gouvernement, se réunissent pour leur deuxième rencontre générale les 23 et 24 septembre 1989. Ils adoptent une position plus tranchée, qui inclut notamment la demande d'abolition de l'article 6 de la Constitution. Afanassiev prononce cette fois encore le discours le plus radical, appelant le groupe à se considérer comme une opposition. Pour justifier cette position, il mobilise un argument typique de la perspective morale de l'intelligentsia libérale: l'impératif d'expression sincère de la vérité morale, dictée par la conscience. Dans son discours, la question du positionnement politique du MDG relève d'un choix binaire entre l'expression sincère et le silence :

[...] que faut-il faire lorsque tu entends dans ta conscience un reproche qui vient des profondeurs de l'âme qui te dit que pour la deuxième fois (d'abord sous Brejnev et

¹ Evgueni Primakov occupe alors la fonction de président du Conseil de l'Union, la chambre haute du Soviet suprême. Il sera brièvement Premier ministre de la Russie à la fin des années 1990.

² Cité par Viktor Šejnis, *Op.cit.*, p.56.

maintenant sous Gorbatchev) tu pourrais être complice et responsable de l'enterrement de la démocratie naissante, de la renaissance nationale, du salut possible, de ta Patrie, envers laquelle tu n'es pas indifférent, comme le sont les pouvoirs supérieurs. Dans ce cas, faut-il dire ou ne pas dire quels sont nos malheurs, nos fautes et nos erreurs, avec sincérité et de pleine voix, non seulement à soi-même, mais à eux [les pouvoirs supérieurs] ? Il n'y a pas de doute : il faut parler !¹

En vertu du monisme moral implicite dont nous avons traité au deuxième chapitre, l'impératif d'expression de la conscience n'est pas considéré comme la source d'une irréductible divergence d'opinions, mais comme la voie de leur rapprochement. Ainsi, Afanassiev insiste sur le fait que l'opposition que lui dicte sa conscience est foncièrement « constructive ». Plutôt qu'un simple soutien au réformateur, un MDG radicalisé formerait une « alliance » avec le réformateur :

[...] comme avant, je pense qu'il n'y a pas d'autre choix réel aujourd'hui que Gorbatchev en tant que leader (lider) de la perestroïka et les déclarations de soutien en sa faveur, à mon avis, font partie des tâches du Groupe interrégional. Nous nous présentons cependant - dans les conditions de la perestroïka, évidemment - non pas seulement comme ses partisans, mais comme ses alliés. Ce sont des notions différentes. Les partisans paradent en criant « hourra ! » sans généralement émettre de doute ou de critique à l'endroit de la parole du chef (vožd'). Les alliés ont leur propre vision de la perestroïka, une position politique indépendante et ils mènent avec le leader officiel un dialogue constructif. Naturellement, il y a dans un tel dialogue des points d'accord et des points de désaccord. Cela s'appelle une vie politique naturelle et, parfois, des relations entre une opposition constructive et un pouvoir d'État dominant.²

¹ Ūrij AFANAS'EV, « Položenie v strane » [La situation au pays], septembre 1989. Nous traduisons par « pouvoirs supérieurs » l'expression *vlasti prederžasie*, tirée de la version russe de l'Épître de Saint-Paul aux Romains : « Que toute âme soit soumise aux autorités supérieures; car il n'y a point d'autorité qui ne vienne de Dieu. » (chapitre 13, paragraphe 1). Cette expression est communément utilisée en russe pour désigner une quelconque forme d'autorité et n'implique pas nécessairement de référence religieuse.

² *Ibid.* On notera la connotation différente des termes utilisés pour désigner le dirigeant. Le terme *lider*, venu de l'anglais, désigne un dirigeant rassembleur tandis que le terme *vožd'*, d'origine slave et souvent associé à la figure de Staline, désigne un dirigeant autoritaire.

L'autonomie du MDG à élaborer sa propre position et à soutenir le pouvoir réformateur sous certaines conditions marque un pas réel vers une véritable opposition politique. Pour autant, Afanassiev insiste sur le fait que cette opposition vise la consolidation des forces politiques et de la société, et non pas le conflit :

Au sujet de la consolidation. Le Politburo nous en parle souvent et abondamment. Je pense que nous, ainsi que toute personne sensée, devons soutenir M.S. Gorbatchev. Il faut comprendre que le consensus et la consolidation ne consistent pas à approuver indistinctement tout ce qui vient du haut. Ils résident dans les compromis entre différents points de vue et dans la prise en compte sérieuse de toutes ces voix qui diffèrent - même celles qui diffèrent principalement - de la position officielle. C'est le strict minimum. (...) Ils cherchent actuellement à établir le consensus dans un mouvement unilatéral du haut vers le bas et c'est ce qui complique la situation politique. C'est précisément sur ce point que doit se fixer notre Groupe interrégional.¹

Pour surmonter la division de la société, qu'il désigne comme une « polarisation sociale », un « schisme spirituel » et une « division politique », Afanassiev appelle à la tenue d'une séance extraordinaire du Congrès pour discuter des idées « unificatrices » proposées par le MDG. Il propose même d'observer d'ici là « un armistice général, un moratoire national sur les grèves et sur toute forme de conflit, d'affrontement et de discorde »². L'opposition est « constructive », en somme, parce qu'elle consolide la société plutôt que de la mobiliser. Mais même sous cette forme consensualiste, l'idée de faire du MDG une opposition est loin de faire l'unanimité parmi ses membres. Le député Youri Boldyrev observe lors de cette même rencontre de septembre : « Il y a (...) deux visions différentes de la tactique du MDG au Congrès : une confrontation rigide ou la recherche de moyens d'influence sur la prise de décisions »³. Or, selon lui, l'échec de la collaboration avec le pouvoir vient précisément de l'attitude trop oppositionnelle du MDG : « Par nos déclarations tranchantes, nous repoussons les

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Propos rapportés dans Viktor ŠEJNIS, *Op.cit.*, p.235. L'auteur s'appuie sur les sténogrammes de la réunion, de même que sur les notes qu'il a prises à cette occasion.

indécis dans le camp des conservateurs. La discussion avec le pouvoir ne fonctionne pas par faute d'une pression excessive et en partie irréfléchie »¹. La même division entre modérés et radicaux se manifeste dans les débats de la Tribune de Moscou. Lors de la séance du 18 novembre 1989, le député Viktor Sheïnis, membre du MDG, déclare que le problème le plus sérieux pour la démocratisation ne réside pas dans la trop grande passivité de Gorbatchev, mais dans l'apparition de mouvements « populistes de droite » tels que l'OFT. Afin de s'assurer que le pouvoir réformateur ne préfère pas s'appuyer sur ces derniers, il incite les députés démocrates à abandonner leurs critiques excessives au profit de propositions constructives. Ainsi, espère-t-il, « la ligne de fracture passera à droite de Gorbatchev »². Ce n'est pas l'avis de Yakob Berger et de Léonide Batkine, qui répondent à Sheïnis que Gorbatchev et l'appareil sont de toute évidence incapables de prendre par eux-mêmes les décisions qui s'imposent, ce pour quoi il faut organiser un mouvement démocratique suffisamment puissant pour lui forcer la main. Le philosophe Vladimir Bibler propose même que la Tribune de Moscou prenne la tête de cette opposition démocratique, puisque le MDG semble incapable de jouer ce rôle³.

Sakharov fait partie du camp des plus radicaux au sein du MDG. Lors d'une rencontre avec des mineurs de l'Oural, en septembre, il exprimait déjà l'espoir de voir la pression de la classe ouvrière, notamment par des grèves, conduire le pouvoir réformateur à mener une politique plus « plus énergique et plus réelle »⁴. Mais comme il compte tout de même sur Gorbatchev pour réaliser ces réformes, il se refuse toujours à se considérer en opposition : « Le Groupe interrégional de députés n'est ni une opposition à la perestroïka ni une fraction, quoiqu'il ne faille pas avoir peur de ces mots. C'est un groupe d'actifs partisans de la perestroïka qui, comme nous le savons, jouit d'un large soutien

¹ *Ibid.*

² Cité par Aleksandr VERHOVSKIJ, « Na Moskovskoj tribune » [À la Tribune de Moscou], décembre 1989.

³ *Ibid.* Cette proposition demeurera sans suite. Cela dit, le mouvement démocratique sera bel et bien créé quelques mois plus tard par des figures de la Tribune de Moscou et du MDG. Voir à ce sujet le chapitre 6.

⁴ Andrej SAHAROV, « Vystuplenie na vstreče s kollektivom Uralmašzavoda » [Discours lors d'une rencontre avec les employés d'Ouralmachzavod], septembre 1989, p.579.

dans le pays »¹. Sakharov croit encore que la meilleure stratégie consiste à soutenir et conseiller le pouvoir. Le projet qui lui tient le plus à cœur à ce moment est la rédaction d'une nouvelle Constitution, qu'il souhaite soumettre au Comité constitutionnel du Soviet suprême. Sakharov est très heureux d'y avoir été nommé par Gorbatchev et considère avec grand sérieux sa collaboration au sein de ce comité qui, espère-t-il, devrait soumettre un nouveau projet de Constitution à la prochaine séance du Congrès².

3) L'opposition comme testament politique

Les événements d'octobre et novembre 1989 ébranlent cependant la confiance de Sakharov dans les possibilités de collaboration avec le pouvoir réformateur. Alors que la deuxième session du Congrès d'URSS arrive à grands pas³, il devient évident que les travaux du Comité constitutionnel ne mènent nulle part. Lors de sa première séance, qui n'a finalement lieu qu'à la fin novembre, Sakharov est le seul à présenter une proposition. Mais surtout, le Soviet suprême n'a pas inclus à l'ordre du jour du Congrès les propositions du MDG, à commencer par l'abolition de l'article 6 ainsi que plusieurs lois jugées décisives pour la réforme économique, telles que le transfert de la propriété de la terre aux paysans et la légalisation de la propriété privée pour les entreprises. Le blocage qui s'annonce au Congrès d'URSS, où les députés radicaux sont toujours minoritaires, est d'autant plus désespérant pour les membres du MDG que, depuis quelques semaines, l'URSS s'est retrouvée à la traîne du mouvement général de réformes, à la suite des révolutions qui ont balayé le pouvoir communiste dans plusieurs pays d'Europe de l'Est⁴. Sakharov, face à ce qu'il perçoit comme un virage conservateur de la perestroïka, propose alors d'exercer plus de pression sur Gorbatchev par le recours à une mesure

¹ *Ibid.*, p.581.

² Il ne partage pas le scepticisme de sa femme, Elena Bonner, qui lui déclare que la seule raison pour laquelle il a été nommé au comité est que personne ne se préoccupe réellement de modifier la Constitution. Cette remarque n'ébranle pas Sakharov, qui n'accepte une invitation de voyage à l'étranger à la fin de l'été 1989 qu'après s'être fait assurer que le Comité constitutionnel ne se réunira pas avant son retour. Elena BONNER-SAHAROVA, «Iz vospominanij » [Souvenirs], 1990, p.81-82.

³ La deuxième session du Congrès d'URSS doit débiter le 12 décembre 1989.

⁴ En Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie et en Roumanie. En Pologne, les libéraux avaient déjà formé le gouvernement à l'été 1989.

radicale jusqu'alors inusitée en URSS, mais dont l'expérience polonaise avait démontré l'efficacité : la grève politique générale. Pour une première tentative, Sakharov n'envisage qu'une grève générale de deux heures, qui doit servir d'avertissement à l'intention du pouvoir soviétique. Il signe l'appel à la grève le 1^{er} décembre 1989 avec cinq autres membres du MDG, dont Gavriil Popov, Youri Afanassiev et le publiciste Youri Tchernitchenko¹. La perspective d'une opposition ouverte appuyée sur une mobilisation populaire s'attire cependant un déluge de critiques de toutes parts du spectre politique, aussi bien de la presse nationaliste et du Comité central que de la presse libérale. La pression est si forte que Tchernitchenko retire sa signature quelques jours plus tard. Les membres du MDG, qui dans l'urgence n'avaient pas été consultés, attaquent durement Sakharov lors de la rencontre du groupe, les 9 et 10 décembre. Ils lui reprochent d'avoir agi de manière irresponsable, sans voir les conséquences néfastes de la grève pour le pays. Sur les centaines de députés présents, seulement trente joignent leur signature à l'appel initial². La grève elle-même, qui se tient le 11 décembre, obtient un résultat mitigé, mais néanmoins substantiel considérant le caractère improvisé de l'initiative³. Au moment même où elle a lieu, Sakharov prononce un discours à l'Institut de physique, où il dénonce le « ralentissement » des réformes et appelle à la défense de la perestroïka contre ceux qui l'ont initiée. Bien qu'il exprime l'espoir d'un développement « paisible et évolutif », il affirme sans ambages que « l'appareil doit comprendre qu'il doit suivre le cap de la perestroïka, ou alors il sera remplacé ». La grève, poursuit-il, est non seulement un moyen de pression sur le pouvoir, mais aussi « un facteur psychologique d'une importance colossale » puisqu'elle conduit les travailleurs à se sentir maîtres de leur destin et à comprendre qu'ils ont leur mot à dire dans l'histoire

¹ Les deux autres membres sont Arkadi Murachev et Vladimir Tikhonov. Afanassiev, qui était en France à ce moment, ne fait pas partie des signataires de départ, mais il se joint à l'appel peu de temps après.

² Selon le témoignage d'Elena Bonner, présente à la rencontre du MDG. Elena BONNER, « MDG i Sakharov » [Le MDG et Sakharov], 2008.

³ Un flou entoure le nombre de participants à cette grève ponctuelle. Michael Urban évoque le chiffre d'un million. *Op. cit.*, p. 361 note 109. Popov affirme dans ses mémoires que ce chiffre avait été gonflé par l'appareil du Parti afin d'effrayer Gorbatchev, et que « selon nos données », la réalité aurait plutôt été des centaines de milliers. Gavriil POPOV, *Snova v opposicii* [De nouveau dans l'opposition], 1994, p.77.

politique du pays¹. Sakharov poursuit cette idée dans le discours qu'il prononce à la rencontre du MDG du 14 décembre, soit quelques heures avant son décès. Il réplique alors à l'argument du député Vitali Goldanski, membre du MDG, qui avance l'argument habituel des partisans de la consolidation, à savoir que des actions oppositionnelles comme l'appel à la grève constituent des « cadeaux » pour les adversaires des réformes, qui cherchent à se rallier Gorbatchev et à marginaliser le MDG. Sakharov déclare en réponse :

Ce qui s'est passé cette semaine avec les débats autour de notre appel [à la grève], c'est une importante politisation du pays, c'est une discussion qui a gagné tout le pays. Combien il y a eu de grèves, cela n'a absolument aucune importance (...) Ce qui est important, c'est que le peuple a finalement trouvé un moyen d'exprimer sa volonté et qu'il est prêt à nous accorder un soutien politique. C'est ce que nous avons compris cette semaine. Et nous ne devons pas nous passer de ce soutien. Le seul cadeau que nous pouvons faire aux forces de droite est la passivité de notre critique. Ils n'ont besoin de rien d'autre que de cela.²

Prononçant, sans le savoir, son testament politique, Sakharov rompt finalement avec sa longue réticence à se considérer en opposition :

Je souhaite donner une formulation de l'opposition. Qu'est-ce qu'une opposition ? Nous ne pouvons pas prendre toute la responsabilité pour ce que font maintenant les dirigeants. Ils conduisent le pays à la catastrophe en faisant traîner le processus de la perestroïka sur de nombreuses années. Ils laissent pendant ce temps le pays dans un état où tout va s'effondrer, et s'effondrer d'une manière violente. Tous les plans de passage à une économie de marché intensive seront irréalisables et le désenchantement s'accroîtra encore. Et ce désenchantement rendra impossible une voie évolutive de développement

¹ Andrej SAHAROV, « Političeskaâ zabastovka » [La grève politique], décembre 1989, p.2. Le texte de ce discours est établi à partir de l'enregistrement sur magnétophone conservé par Elena Bonner. Nous citons la version établie à partir de cet enregistrement, publiée deux plus tard dans le journal *Demokratičeskaâ Rossiâ*.

² Andrej SAHAROV, « Poslednee vystuplenie » [Dernier discours], décembre 1989, p.590.

*du pays. La seule voie, la seule voie évolutive possible, c'est une radicalisation de la perestroïka.*¹

Dans son dernier discours, Sakharov avance contre la stratégie de la consolidation du pouvoir réformateur un argument important : les radicaux ne peuvent se contenter d'exprimer leur désaccord avec le réformateur tout en le soutenant politiquement, car ils engagent alors leur responsabilité pour des mesures qu'ils désapprouvent et compromettent ainsi leur cause auprès de la population. Il observe, de plus, que le pouvoir réformateur tend fatalement à se plier à la pression de la nomenklatura s'il n'est pas soumis à une pression populaire inverse. Pour Sakharov, désormais, le conflit politique n'apparaît plus comme une source de division et d'instabilité, mais comme la seule garantie d'une évolution pacifique. Et c'est pourquoi il choisit la voie de l'opposition. Son but, ce faisant, n'est pas de déclencher une révolution violente – une option qu'il rejette catégoriquement au nom d'une vision « évolutive » du changement politique² –, mais de négocier avec le pouvoir réformateur sur la base d'un nouveau rapport de force politique, ainsi que viennent de le faire les intellectuels libéraux polonais sur la base d'une alliance avec les syndicats indépendants, au sein de la coalition Solidarnosc³.

Le même soir, Sakharov décède d'une insuffisance cardiaque dans son appartement. Après son décès, il est unanimement célébré par l'intelligentsia libérale comme un modèle de conscience et de moralité, mais son testament politique suscite moins d'enthousiasme. La grève politique est largement oubliée. Menacés d'exclusion du Congrès d'URSS, les signataires de l'appel acceptent de renoncer à la grève pour pouvoir conserver leur titre de députés. Peu après, le MDG se scinde sur la question de former ou non une opposition et tombe en déliquescence. Ses dirigeants s'en désintéressent au profit

¹ *Ibid.* p.589.

² « Honnêtement, nos espoirs reposent encore dans un développement paisible et évolutif, or cela n'est possible que par l'expression de la volonté populaire. C'est précisément pourquoi nous avons décidé d'appeler à la grève politique ». Andrej SAHAROV, « Političeskaâ zabastovka » [La grève politique], décembre 1989.

³ Voytek ZUBEK, « Rise and Fall of Rule by Poland's Best and Brightest », 1992.

de deux nouvelles stratégies politiques : la conquête du pouvoir dans les institutions de la République russe et la création d'une fraction démocrate au sein du Parti communiste¹. Bien que la stratégie « à la polonaise » défendue par Sakharov à la fin de sa vie soit demeurée sans suite, sa radicalisation et celle du MDG marquent durablement la scène politique. Il est désormais tout à fait légitime de proposer des versions de la perestroïka distinctes de celle de Gorbatchev sans que cela soit décrié au sein de son propre camp comme une « provocation » qui rend service aux adversaires de la perestroïka. Le pluralisme politique, en somme, a été intériorisé comme une réalité effective. Si bien que lorsque Gorbatchev formalise ce pluralisme par l'annulation de l'article 6 de la Constitution soviétique au printemps 1990, ce changement constitutionnel majeur provoque finalement fort peu d'émotion. Pour bien des acteurs politiques, l'existence du pluralisme n'est déjà plus un enjeu : toute la question consiste à savoir ce qu'il faut en faire.

D - Conclusion : opposition au système et opposition au pouvoir

La contestation ouverte du pouvoir du réformateur sur la base d'une large mobilisation populaire, que Sakharov et quelques autres libéraux soviétiques prônent en décembre 1989, témoigne d'une forte radicalisation par rapport à la stratégie politique qu'ils défendaient un an plus tôt. Avant la campagne électorale, Sakharov se préoccupait avant tout de la défense des droits de l'homme et de la survie de l'humanité. Comme une grande part de l'élite libérale qui participe à la Tribune de Moscou, il considérait que le meilleur moyen de réaliser les réformes espérées était de soutenir et de conseiller le pouvoir de Gorbatchev. La radicalisation de 1989, comme nous l'avons vu, se traduit par une priorisation de la question du pouvoir. Plutôt qu'un aspect accessoire des réformes légales et économiques, cette question est désormais considérée comme une condition essentielle de leur succès. Le monopole du Parti communiste sur le pouvoir, dans cette perspective, est de plus en plus souvent considéré comme un obstacle à la réalisation des réformes. Même Gorbatchev, l'initiateur de la perestroïka, s'en voit contester le

¹ Nous revenons sur ces initiatives au chapitre 6.

monopole. À l'automne 1989, le MDG met de l'avant une plateforme réformiste concurrente, puis en décembre certains de ses dirigeants se placent très nettement en opposition à Gorbatchev. Ce revirement stratégique est rendu possible par différentes circonstances : le refus obstiné du pouvoir soviétique à toute forme de collaboration, l'insatisfaction populaire croissante à l'égard de la perestroïka et l'échec de la réforme des régimes communistes d'Europe de l'Est. Malgré la profonde crise politique qui ébranle le pays et malgré la chute de la popularité de Gorbatchev, la majorité des intellectuels libéraux résiste longuement à l'idée d'entrer en opposition au pouvoir soviétique. En vertu de leur perspective morale sur la politique, le conflit politique quant à l'organisation du pouvoir ne doit pas faire ombre à la lutte prioritaire entre les honnêtes partisans des « valeurs universelles » et les défenseurs hypocrites ou dogmatiques du « système administratif de commandement ». La division du camp réformiste tend à être interprétée comme un facteur de désordre ou comme un « cadeau » aux adversaires de la perestroïka. Si plusieurs députés libéraux basculent graduellement vers l'opposition à Gorbatchev dans le courant de l'année 1989, leur radicalisation est hautement paradoxale : provoquée par les événements autant qu'inspirée par un rejet du système communiste, elle est réactive et hésitante. Elle est aussi hautement précaire. Nous verrons en effet au chapitre 6 que des débats sur la pertinence de l'opposition vont à nouveau diviser le mouvement démocratique en 1990 et 1991 - cette fois sur la question de son rapport au nouveau dirigeant réformateur, Eltsine - et qu'une fois de plus, l'intelligentsia libérale va majoritairement préférer la consolidation du pouvoir, quitte à compromettre sa cause aux yeux de la population en acceptant la responsabilité de mesures autoritaires.

Si l'on tient compte de cette résistance tenace à l'idée de former une opposition au pouvoir réformateur, comment faut-il comprendre les nombreux témoignages des intellectuels libéraux qui affirment rétrospectivement que leur engagement politique était motivé dès le départ par le désir de créer une opposition ? Comme nous l'avons mentionné précédemment, c'est ce qu'affirment Sakharov et Batkine au sujet de la

création de la Tribune de Moscou à l'été 1988. C'est aussi ce que soutient Popov au sujet de la création du MDG à l'été 1989 :

*Tous les députés orientés démocratiquement, et pas seulement les députés de Moscou, ont rapidement réalisé à la suite du Congrès qu'il était nécessaire de créer un groupe d'opposition. (...) Le Groupe interrégional a élaboré la stratégie et la tactique de sa lutte. Nous sommes partis du principe que l'appareil [du Parti] serait encore longtemps au pouvoir. Et qu'il nous faudra apprendre à lutter en restant en minorité : requêtes, amendements, critiques, etc. En un mot, créer une opposition normale, même si tout le monde avait peur de ce mot à l'époque.*¹

Et pourtant, non seulement la MT ou le MDG ne se présentent pas comme des groupes d'opposition à Gorbatchev, mais ils n'agissent pas comme tels. À l'exception de l'épisode de la grève politique de décembre 1989, qui est d'ailleurs condamnée par la majorité des membres du MDG, ces deux organisations optent pour une stratégie de soutien et de conseil au pouvoir soviétique, même lorsque l'occasion se présente de capitaliser sur le mécontentement populaire pour établir un rapport de force et exiger le partage du pouvoir, comme cela s'est fait au même moment dans plusieurs pays communistes d'Europe de l'Est. Les témoignages rétrospectifs de Sakharov, Batkine et Popov, dans ce contexte, incitent à penser que leur stratégie conciliatrice aurait en fait caché des velléités oppositionnelles secrètes. En d'autres mots, la MT et le MDG auraient été des entreprises souterraines de sape du régime soviétique. C'est ce qu'affirme le politologue Michael Urban dans son remarquable ouvrage sur la renaissance de la politique en Russie : le MDG serait en fait « une association incarnant l'apogée du mouvement démocratique en URSS [c'est-à-dire de la dissidence], déguisée en faction législative »². Pour lui, l'opposition constitue la vocation fondamentale du MDG, quoique ses membres aient pu en dire à l'époque. Leurs prises de position pour l'annulation de l'article 6 et de l'autonomie des républiques soviétiques, affirme-t-il :

¹ Gavriil POPOV, *Snova v opposicii* [De nouveau dans l'opposition], p.67.

² Michael URBAN, *Op.cit.*, p.163. C'est aussi la vision de Carole Sigman, qui écrit des acteurs des clubs politiques informels des années 1987-1989, dont la Tribune de Moscou, que « leur 'modération' à l'égard des réformateurs dissimulait une subtile stratégie de sape », car elle a conduit à ébranler le système de l'intérieur. Carole SIGMAN, « Les clubs politiques "informels", acteurs du basculement de la perestroïka ? », 2008, p.621.

[...] ont d'emblée défini le Groupe interrégional de députés comme une opposition organisée contre le système communiste - même si la plupart de ses membres auraient eu de la difficulté à accepter ce fait - et ont défini l'orientation de base de son positionnement sur d'autres questions. Cette orientation était moins substantielle que relationnelle, c'est-à-dire que la position du MDG sur une question particulière était principalement déterminée par son importance pour le système communiste. Alors que le MDG étendait son répertoire programmatique pour inclure l'économie de marché et la propriété privée, il ajoutait de nouvelles briques à sa fondation oppositionnelle, multipliant le nombre de points sur lesquels il pourrait critiquer, discréditer et miner l'ordre communiste.¹

Ce portait d'un MDG foncièrement oppositionnel fait écho, chez Urban, à son interprétation de la pensée politique des libéraux soviétiques : « Les concepts d'opposition étaient au cœur de la vision du monde libérale: d'abord l'opposition à la stagnation, aux bureaucrates et aux conservateurs; puis lorsque la perestroïka s'avère décevante, opposition à tout ce qui est lié au système communiste, y compris la perestroïka et son principal promoteur »².

Le caractère paradoxal de la radicalisation des libéraux soviétiques, telle que nous l'avons décrite dans ce chapitre, nous incite à nuancer cette interprétation par une distinction quant à l'*objet* et à la *nature* de l'opposition à l'époque de la perestroïka. D'une part, il y a l'*opposition au système communiste*. Si l'on entend par là le rejet de l'idéologie soviétique officielle, de la politique totalitaire et du règne de la nomenklatura bureaucratifiée, en somme du « système administratif de commandement »³, alors l'intelligentsia libérale est effectivement en opposition avant 1989 et peut-être même bien avant le début de la perestroïka. Mais alors on pourrait aussi dire que Gorbatchev lui-même poursuit une « orientation de base », comme dirait Urban, fondamentalement

¹ *Ibid.*, p.160-161. L'accent est de l'auteur.

² *Ibid.*, p.92. De manière similaire, Carole Sigman écrit que les participants des clubs politiques informels avaient acquis dans les décennies précédentes « une culture politique oppositionnelle ». *Op.cit.*, p.628.

³ Sur le sens et l'origine de ce concept, extrêmement répandu dans le discours des libéraux soviétiques, voir le premier chapitre.

oppositionnelle. Son programme politique, en 1989, consiste en effet à réduire le pouvoir du Parti, à abandonner le marxisme-léninisme dogmatique et à démanteler le « système administratif de commandement », au profit d'une vision du socialisme qui s'inspire en grande partie de la social-démocratie occidentale¹. D'autre part, il y a l'*opposition au pouvoir soviétique*, qui implique la redistribution du pouvoir et donc la remise en cause du statut de Gorbatchev comme unique maître d'œuvre de la perestroïka. Or, contrairement à ce que l'on suppose habituellement, l'opposition au système communiste ne conduit pas nécessairement à une opposition au pouvoir soviétique. Bien au contraire, la majorité des intellectuels libéraux, sans parler de Gorbatchev lui-même, priorisent la consolidation du pouvoir réformateur comme le meilleur moyen de réaliser les réformes devant mettre fin au système communiste. C'est ce qui explique, par exemple, pourquoi Batkine et Sakharov disent de la MT qu'elle est un germe d'opposition - au système communiste - alors même que toutes ses actions visent à soutenir et conseiller le pouvoir soviétique². À la lumière de cette distinction conceptuelle, l'émergence du pluralisme politique en 1989 n'apparaît pas comme la conséquence naturelle de l'expression libérée d'une pensée contestatrice, mais comme le résultat involontaire de l'échec des projets de soutien et de conseil au pouvoir réformateur que poursuivaient la plupart des libéraux soviétiques *malgré* leur opposition au système communiste.

La distinction entre ces deux types d'oppositions peut paraître contre-intuitive : peut-on vraiment compter sur le pouvoir soviétique pour démanteler par lui-même le système communiste ? Un observateur occidental habitué aux jugements lapidaires au sujet de l'URSS ne manquerait pas de relever là une aporie qui trahirait l'héritage

¹ À ce sujet, voir Archie BROWN, « Did Gorbachev as General Secretary Become a Social Democrat ? », 2013.

² Cette distinction entre ces deux types d'opposition nous paraît confirmée par un passage d'un article de Youri Bourtine de 1987, qui affirme que la revue *Novij mir* était en opposition à l'époque de la déstalinisation tout en suivant la ligne du Parti : « Le *Novij mir* de la seconde moitié des années 1960 était objectivement une revue oppositionnelle. Et cela n'est absolument pas contradictoire avec le fait que Tvardovski [le directeur de la revue] considérait que sa revue était entièrement fidèle au Parti (*partinyj*) et elle l'est effectivement restée - fidèle au Parti dans l'esprit du XX^e Congrès, dans le sens d'une expression indépendante et conséquente de la tendance démocratique du socialisme. » L'opposition dont il est question se porte ici aussi contre le système autoritaire et artificiel hérité du stalinisme et non contre le pouvoir soviétique. Ūrij BURTIN, « Vam iz drugogo pokoleniâ » [À vous, d'une autre génération], 1987.

idéologique dogmatique des libéraux soviétiques¹. Il n'y a pourtant là aucune contradiction logique : il s'agit d'une stratégie politique tout à fait cohérente et par ailleurs assez courante qui consiste à miser sur les pouvoirs étendus d'un réformateur éclairé pour transformer en profondeur le système qu'il dirige. Avant les élections de 1989, c'était d'ailleurs sans doute la seule stratégie réformatrice possible en situation de monopole du Parti communiste sur le pouvoir. Mais le pluralisme *de facto* qui apparaît dans le courant de 1989 change profondément la situation. Désormais, la question du pouvoir est ouvertement posée : *qui* doit réaliser la perestroïka et *comment* ? Pour les députés radicaux, il y a une réelle possibilité, à l'automne 1989, de s'appuyer sur l'impopularité croissante de Gorbatchev et sur l'exemple des mouvements de contestation d'Europe de l'Est pour entrer en opposition au pouvoir soviétique en vue d'un partage du pouvoir. Les députés radicaux, pourtant, résistent à adopter la voie de la confrontation et préfèrent généralement s'en tenir à leur ancienne stratégie de soutien et de conseil au pouvoir soviétique. Ce choix est hautement révélateur de leur conception du conflit politique légitime : d'une part, ils se montrent absolument intransigeants à l'égard des nationalistes et des communistes orthodoxes, avec lesquels ils partagent pourtant la critique de la perestroïka gorbatchévienne; d'autre part, ils cherchent désespérément à collaborer avec le pouvoir soviétique et à éviter tout conflit ouvert avec lui. Si l'affrontement leur paraît inévitable et nécessaire lorsqu'il s'agit de lutter contre les mensonges et les dogmes, le conflit leur paraît peu constructif sur des questions comme celle du pouvoir. En vertu de la perspective morale de l'intelligentsia libérale, la question du pouvoir est donc moins prioritaire que la lutte pour le triomphe de la vérité contre le mensonge, et que le démantèlement du système artificiel qui aliène l'expression pleine et entière de la conscience personnelle. Cela ne signifie pas que la démocratie n'est pas importante, mais que la démocratie se réalise avant tout par l'émancipation personnelle avant de s'incarner dans des procédures formelles. Le caractère subsidiaire de l'enjeu de l'aménagement des institutions politiques explique l'attrait, dans les années qui suivent, des théories de la transition autoritaire qui promettent des réformes plus rapides, au prix

¹ Par exemple le journaliste David Remnick qui, pour cette raison, décrit Len Karpinski comme un « double thinker ». David REMNICK, *Lenin's Tomb*, p.162 et sq.

de certaines entorses temporaires aux principes démocratiques de l'exercice du pouvoir.
C'est là l'objet des prochains chapitres.

Chapitre 5 : Modernisation et main de fer : propositions pour dissocier la politique de la morale

*La position de Sakharov semble extrêmement attrayante.
Mais ce n'est qu'un certain repère moral pour la société, son idéal.*

Alors que nous parlons des voies de la transition.

Igor Kliamkine, août 1989¹

En novembre 1988, Andreï Sakharov participe à une table ronde organisée conjointement par la revue universitaire américaine *Soviet Economy* et par l'hebdomadaire soviétique *Ogonëk*. Invité à commenter la situation politique du moment, il distingue trois « voies politiques » pour la perestroïka :

La première est le stalinisme; la deuxième est, si vous voulez, la monarchie éclairée; et la troisième est la démocratie, qui vient du bas. Je pense que seule la troisième méthode est la véritable voie de la perestroïka. La deuxième voie, qui est très populaire au sein de l'intelligentsia soviétique et parmi nos amis en Occident, se résume au slogan « Ne gênez pas Gorbatchev ». (...) Il faut comprendre que la perestroïka connaît actuellement une période charnière très difficile qui exige de faire un choix entre la deuxième et la troisième voie.²

Les événements de l'année 1989 lui donnent raison. Les vagues de mobilisations populaires sont accueillies de manières très contrastées au sein de l'intelligentsia libérale. Tandis que Sakharov les applaudit, car il y voit un moyen d'exercer une pression démocratique sur Gorbatchev, d'autres s'en inquiètent et suggèrent au contraire de soutenir le Secrétaire général afin de consolider son pouvoir et l'aider à mener à bien les réformes. D'autres vont plus loin encore et proposent de restreindre les libertés politiques afin de stabiliser la situation et d'imposer les réformes. Ces derniers ne prônent certes pas

¹ Igor' KLÂMKIN, Andranik MIGRANÂN, & Georgij CELMS, « Nužna li železnaâ ruka ? » [Une main de fer est-elle nécessaire ?], 16 août 1989, p.10.

² Andrey SAKHAROV et al. « Interpretations and Perceptions of Perestroika » p.140, 145.

la « monarchie éclairée », comme le disait Sakharov, mais ils défendent un « dictateur démocrate ». Les plus célèbres défenseurs de cette stratégie sont Andranik Migranian et Igor Kliamkine, deux éminents intellectuels libéraux. Ils provoquent une grande émotion lorsqu'ils déclarent, dans une entrevue conjointe publiée en août 1989 dans l'hebdomadaire à grand tirage *Literaturnaïa gazeta*, que la perestroïka doit être confiée à une « main de fer »¹. Les deux auteurs, certes, n'ont pas exactement la même position sur la situation politique. Leurs avis divergent notamment quant au rôle du nouveau Congrès d'URSS et des députés radicaux qui s'y sont manifestés². Pour Kliamkine, ces députés doivent faire pression sur Gorbatchev afin de lui dégager une plus grande marge de manœuvre par rapport aux conservateurs et ainsi renforcer son pouvoir. Pour Migranian, au contraire, les députés du Congrès devraient eux-mêmes abdiquer leur pouvoir au profit de Gorbatchev. Mais les deux auteurs s'entendent sur l'essentiel : le passage vers la démocratie doit être mené sous la gouverne d'un réformateur autoritaire, ainsi que l'enseigne, selon eux, l'expérience mondiale. Le journaliste qui mène l'entrevue sait qu'il s'agit là d'une thèse explosive. Son mot de la fin est : « Je suis certain que vous trouverez des adversaires »³. De fait, l'article provoque un vif débat au sein de l'intelligentsia libérale, d'abord dans les pages de la *Literaturnaïa gazeta*⁴, puis au-delà⁵.

¹ Igor' KLÂMKIN, Andranik MIGRANÂN & Georgij CELMS, « Nužna li železnaâ ruka ? » [Une main de fer est-elle nécessaire ?], p.10.

² Ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, les députés vedettes de la délégation moscovite - notamment Boris Eltsine, Gavriil Popov, Youri Afanassiev, Andreï Sakharov et Youri Kariakine - critiquent la passivité du Congrès face à Gorbatchev. Ils cherchent à occuper une position indépendante, ce qui conduit à la création à la fin de l'été 1989 du Groupe interrégional de députés.

³ Igor' KLÂMKIN, Andranik MIGRANÂN, & Georgij CELMS, *Op. cit.*, p.10.

⁴ L'article s'attire une réponse argumentée de la part de l'historien Léonide Batkine, ainsi que des centaines de lettres de lecteurs, dont le journal publie des extraits. Leonid BATKIN, « Mërtvyj hvataet živovo » [Le mort saisit le vif]. 30 septembre 1989; Georgij CELMS « 'Doloj lûbogo diktatora!' » [À bas tout dictateur!], 27 septembre 1989. Kliamkine et Migranian se voient offrir un droit de réplique trois mois plus tard, accompagné d'une réponse d'Evgueni Ambartsoumov qui, de l'avis de la rédaction du journal, clôt le débat. Igor' KLÂMKIN, Andranik MIGRANÂN & Evgenij AMBARCUMOV, « Obojdemâ bez "železnoj ruki" » [Nous nous passerons de la 'main de fer'], 27 décembre 1989.

⁵ Le débat se poursuit à la Tribune de Moscou, où Migranian et Batkine croisent le fer lors de la séance du 18 novembre 1989. Il ne passe pas non plus inaperçu à l'étranger : il fait notamment l'objet d'articles dans le *New York Times* et *Les temps modernes* : Vladimir SHLAPENTOKH, « Who's Behind the Coup Talk in Moscow ? », 23 septembre 1989; Ewa BÉRARD-ZARZICKA, « Quelques propositions pour une perestroïka autoritaire », février 1990. Ce débat a aussi fait l'objet d'une étude rétrospective : Barry SAUTMAN, « The Devil to Pay. The 1989 Debate and the Intellectual Origins of Yeltsin's "Soft Authoritarianism" », 1995.

L'idée de recourir à un pouvoir autoritaire pour réaliser de vastes réformes n'est certes pas originale. De tout temps, ceux qui se préoccupent avant tout de la préservation de l'ordre social mettent en garde contre l'instabilité qui découle de la participation du peuple en politique. En Russie, où l'État a souvent été vu comme l'instrument par excellence de la modernisation d'une société prétendument arriérée, l'idée de la main de fer s'est présentée sous de multiples formes et couleurs idéologiques¹. L'idée du despote éclairé est toujours bien vivante à l'époque de la perestroïka, comme en font foi le succès d'ouvrages notoirement antidémocratiques comme ceux de Friedrich von Hayek ou de José Ortega y Gasset et la popularité de figures contemporaines reconnues pour leur poigne, comme Ronald Reagan et Margaret Thatcher².

Moins commune, par contre, est l'idée selon laquelle le pouvoir autoritaire est le plus apte à fonder une démocratie. Cette idée exige d'opérer une distinction étanche entre l'ordre de légitimité des buts - démocratiques - et celui des moyens - autoritaires. Or, la vision de la perestroïka promue par Gorbatchev depuis janvier 1987, à laquelle adhère encore largement l'intelligentsia libérale en 1989, repose précisément sur l'harmonie des moyens et des fins. Cette réforme se veut « systémique » dans la mesure où tous ses aspects - politique, économique et moral - sont censés se nourrir les uns les autres et doivent pour cette raison être menés de concert, contrairement par exemple à la réforme menée par le gouvernement chinois à la même époque³. Certes, il y a amplement matière à débat sur la manière dont les principes démocratiques doivent être mis en œuvre. Nous avons vu au chapitre précédent que le « Décret sur le pouvoir » proclamé à l'été 1989 par

¹ L'historien soviétique Natan Eidelman publie à cette époque une histoire de la « révolution par le haut » en Russie, qu'il présente sous un jour favorable. Natan ÈJDEL'MAN « Revolúciâ sverhu v Rossii » [La révolution par le haut en Russie], octobre 1988 - mars 1989. Dans un entretien avec un journaliste, il déclare que la perestroïka est elle-même une révolution par le haut, qui mobilise le peuple pour lutter contre l'appareil, mais seulement jusqu'à un certain point, afin d'éviter que l'« énergie des masses », avec leurs préjugés et leur « mentalité d'esclave », ne conduise à l'émeute. Il considère que c'est l'intelligentsia qui doit être la sphère la plus active de la perestroïka et qui doit « déterminer le ton de la conscience sociale ». Natan ÈJDEL'MAN « Optimizm istoričeskogo znaniâ » [L'optimisme du savoir historique], octobre 1988, p.29.

² Voir Ûrij LEVADA, *Est' mnenie !* [L'opinion existe!], 1989, chapitre 10.

³ Le gouvernement chinois entreprend de réformer l'économie tout en conservant un contrôle strict sur le pouvoir politique. Nous verrons que Migranian cite la Chine en exemple.

Sakharov diverge de l'interprétation que donne alors Gorbatchev du principe de la souveraineté populaire (*narodovlastie*): Sakharov l'interprète comme l'exercice du pouvoir par les représentants du peuple alors que Gorbatchev y voit le plébiscite du programme progressiste d'un réformateur éclairé. Ce débat entre les « radicaux » et ceux qui priorisent la consolidation du pouvoir réformateur ne met cependant pas en cause le principe même de la démocratie comme moyen et finalité des réformes. C'est précisément à ce consensus que s'attaquent Migranian et Kliamkine avec leur proposition d'un passage autoritaire vers la démocratie.

D'un point de vue théorique, les propositions de Migranian et de Kliamkine s'attaquent frontalement à l'une des idées les plus répandues au sein de l'intelligentsia libérale, soit le lien d'interdépendance entre la politique et la morale. Nous avons vu dans les chapitres de la première partie que la perestroïka se présente en effet comme un projet perfectionniste visant à créer les conditions de la réalisation harmonieuse de la personne et du triomphe de la vérité sur le mensonge. Pour de nombreux libéraux soviétiques, ce projet est considéré comme la marche du progrès et du retour à la civilisation. Pour Migranian et Kliamkine, au contraire, la modernisation de la société implique la dissociation de la politique des grands idéaux moraux. À rebours du moralisme de l'époque, ils proposent une méthode d'analyse qu'ils veulent « objective » et « réaliste » de la politique, visant à identifier les « modèles » et les « lois » qui régissent la transformation et le fonctionnement des systèmes politiques. Ils contribuent ainsi à poser les bases de ce que sera la science politique postsoviétique. Nous verrons cependant que Kliamkine et Migranian détachent la politique de la morale pour des raisons fort différentes. Kliamkine considère, comme plusieurs autres libéraux soviétiques, que les réformes doivent émanciper les forces vitales de l'homme de la structure artificielle qui les opprime, mais il considère que cette émancipation n'est possible que par l'épanouissement de l'intérêt personnel dans le marché, plutôt que la diffusion d'idéaux moraux et la démocratisation. Migranian, pour sa part, ignore presque entièrement le discours moral de l'époque et importe la logique technocratique d'une certaine science politique occidentale. Dans les deux cas, il s'agit d'une contestation directe du projet

perfectionniste de la perestroïka et de la démocratisation comme moyen de transition vers la modernité. C'est sans doute parce qu'elle heurte frontalement les idées morales de l'époque que leur proposition de la main de fer est rejetée aussi catégoriquement par les libéraux soviétiques en 1989, malgré le soutien d'un grand nombre d'entre eux au principe de la consolidation du pouvoir.

A - *Kliamkine : la vie contre les idéaux*

Igor Moiseevitch Kliamkine est un homme discret, posé et totalement inconnu du public soviétique avant la perestroïka. La glasnost le propulse, grâce à quelques articles remarquables, au sommet du palmarès intellectuel soviétique¹. Né en 1941, il appartient à la frange la plus jeune des « soixantards », ces intellectuels politisés dans le contexte de la déstalinisation². Dès le début de sa carrière, Kliamkine se consacre à la *publicistika*. Il termine en 1968 une formation par correspondance à la faculté de journalisme de l'Université de Moscou et travaille plusieurs années dans la presse, en particulier à la rédaction du journal *Molodoj Kommunist* (Jeune communiste). À cette époque, il fréquente régulièrement les milieux critiques de tendance socialiste réformiste, où il croise d'autres intellectuels appelés à devenir célèbres pendant la perestroïka, comme Len Karpinski, Otto Latsis, Alexandre Tsipko, Grigori Vodolazov, Youri Bourtine et Youri Kariakine. Après l'écrasement du Printemps de Prague et le resserrement de la censure en URSS, certains d'entre eux créent en samizdat un journal nommé *Soliaris* afin de faire circuler leurs idées désormais interdites. Ce journal ne connaît cependant qu'un seul numéro, car le petit réseau de collaborateurs est rapidement démantelé par le KGB. Cet épisode conduit notamment au renvoi de Kliamkine de son poste de journaliste. Écarté de la vie publique, il se plonge dans des recherches sur la pensée sociale et politique russe, profitant de l'accès que son statut de chercheur lui ouvre aux « réserves spéciales » de la Bibliothèque d'État V.I. Lénine d'URSS, où sont conservés les ouvrages mis à l'index. Il

¹ Une étude produite par l'Institut du livre de l'URSS à partir de sondages menés en 1988 et 1989 place Igor Kliamkine en 13^e position parmi les 50 auteurs les plus appréciés au pays, immédiatement devant Youri Afanassiev. S. KLIGER, « Publicistika-88 kak ob'ekt issledovaniâ » [La publicistika de 1988 comme objet de recherche], 1989.

² En introduction, nous avons évoqué cette génération et son rôle de premier plan dans la perestroïka.

présente les fruits de ses réflexions en juillet 1987 dans un article touffu qui paraît dans la revue *Novyj Mir* sous le titre « Quel chemin mène à l'église ? »¹. Cet article fait grand bruit. Sa parution constitue sans doute l'un des principaux événements intellectuels de la perestroïka. Dans cet article, Kliamkine traite des idées de nombreux penseurs russes au sujet de l'expérience politique soviétique, donnant la parole à des auteurs longtemps bannis de la presse soviétique, dont le libéral-conservateur Mikhaïl Katkov² et les auteurs émigrés des recueils *Jalons* et *Relève des Jalons*³. Mais cet article est surtout connu pour son argument historique provocateur, à savoir que le stalinisme était inévitable, car il correspondait à la mentalité collectiviste et utopiste qui prédominait en Russie après la guerre civile. Cette thèse fait scandale au sein de l'intelligentsia libérale, car elle s'oppose directement à l'interprétation téléologique dominante qui fait du stalinisme un accident historique sur la voie du développement « normal » du socialisme vers des formes plus démocratiques. Kliamkine est alors convié à de nombreux débats dans la presse⁴ et dans les clubs intellectuels libéraux, où il acquiert une réputation de redoutable polémiste⁵. Avec les autres membres de l'équipe de rédaction de *Novyj Mir*, il donne des conférences

¹ Igor' KLÂMKIN, « Kakaâ ulica vedët k hramu ? » [Quel chemin mène à l'église ?], novembre 1987.

² Mikhaïl Katkov (1818-1887), écrivain, éditeur et critique littéraire qui soutient fermement l'autocratie et la censure contre les révolutionnaires, mais aussi contre les revendications démocratiques. Le libéral-conservatisme est un courant du libéralisme russe du XIX^e siècle qui soutient le tsarisme afin de protéger l'ordre bourgeois de la menace révolutionnaire. Ce courant connaît une renaissance à l'époque de la perestroïka, qui se manifeste notamment par la célébration du réformateur autoritaire Stolypine, premier ministre de Nicolas II. Arkadi Mourachov, secrétaire du Groupe interrégional de députés, fonde en 1990 un think tank appelé le Centre de la pensée libérale-conservatrice. Entretien avec Arkadi Mourachov, 31 octobre 2013. Kliamkine n'est pas formellement lié à ce courant, ni aucun des principaux auteurs étudiés dans cette thèse.

³ Le recueil *Vehi* (Jalons) paraît en 1909 et comprend notamment des contributions de Nikolai Berdiaev, Piotr Struve, Simon Frank et Sergueï Boulgakov. Il s'agit d'une critique virulente de l'intelligentsia russe pour son culte du peuple et son rôle dans la révolution de 1905. violemment débattu en son temps, il s'agit aujourd'hui de l'un des plus célèbres ouvrages de la pensée philosophique et politique russe. Le recueil *Smena veh* (Relève des jalons), paru en 1921, est moins connu. Il est l'œuvre d'un groupe de libéraux russes émigrés à Prague, qui proposent de se réconcilier avec les bolchéviques dans la mesure où ils constituent la meilleure garantie de l'intégrité de l'État russe.

⁴ Comme cette table ronde organisée autour des arguments historiques de Kliamkine par la revue intellectuelle *Znanie-Sila* : Yakob BERGER, Ūrij BURTIN, Leonid VOLKOV, Renata GALCEVA, Aleksej ELYMANOV, Vladimir ILŪŠENKO, Igor' KLÂMKIN, Ūrij LEVADA, Nikolaj RAZUMOVIČ, Leonid SEDOV, Igor' ENGEL'GARDT, « Istorîâ - process ? Istorîâ - drama ? O mere svobody i mere neobhodimosti v politiĉeskoj istorii našej strany », juillet 1988.

⁵ Selon Andreï Fadine, qui assiste à l'intervention de Kliamkine au club Perestroïka. Cité par Carole Sigman, *Clubs politiques...*, *op.cit.*, p.136.

dans tout le pays¹. Tout en conservant une affiliation avec un institut de recherche², il mène pendant la perestroïka une carrière très active de publiciste : il écrit un autre grand article qui paraît en 1989, lui aussi dans *Novyj Mir*, puis à partir de l'été 1989 de nombreux articles plus courts d'analyse de la vie politique. En 1990, il est nommé, avec Youri Bourtine, codirecteur du journal hebdomadaire *Demokratitcheskaïa Rossia* (Russie démocratique).

Depuis son grand article de 1987 sur l'inévitabilité historique du stalinisme jusqu'à ses analyses politiques des années 1990 en passant par sa défense de la « main de fer » en 1989, les écrits de Kliamkine sont marqués par un souci constant de distinguer les « idéaux » de la « vie », à l'encontre du postulat largement répandu au sein de l'intelligentsia libérale qui fait des « valeurs universelles » l'expression naturelle de la conscience personnelle, lorsqu'elle n'est pas soumise ou déformée par un système artificiel. Cette distinction comprend chez lui une dimension *épistémologique* qui fonde une analyse de la réalité visant à dégager des lois objectives indépendantes des jugements moraux, ainsi qu'une dimension *politique* qui se traduit par la promotion d'un pouvoir autoritaire chargé de dissocier les sphères politique, économique et spirituelle.

1) Une épistémologie positiviste et déterministe

Dans ses premiers articles de la perestroïka, Kliamkine semble s'amuser à reprendre les clichés de la perspective morale de l'intelligentsia libérale pour mieux les subvertir. Le titre de son plus célèbre article - « Quel chemin mène à l'église ? » - fait ainsi référence au film *Le repentir*, une parabole mystique sur le poids moral de l'héritage stalinien³. La scène finale de ce film présente une dame âgée qui cherche en vain la route d'un temple et qui, dépitée, s'exclame sur un ton énigmatique : « À quoi bon un chemin

¹ Entretien avec Igor Kliamkine, 14 décembre 2012.

² D'abord à l'Institut d'économie du système socialiste mondial, puis à l'Institut de recherches économiques et politiques de l'Académie des sciences.

³ Après plusieurs années de censure, ce film du réalisateur Tengviz Abouladze venait finalement d'être projeté sur les écrans du pays suite à l'intervention d'Alexandre Yakovlev, bras droit de Gorbatchev au Comité central.

s'il ne mène pas à l'église ? » Kliamkine ouvre son article sur cette question, mais c'est pour mieux critiquer le genre de réflexions qu'elle suscite habituellement dans la presse soviétique. Pour lui, cette question ne doit pas mener à une réflexion normative sur la nature de la bonne voie, mais à une étude des raisons objectives qui ont conduit le pays à suivre une voie et non pas une autre. La question de la « voie qui mène à l'église », malgré ses tonalités religieuses, ne relève donc pas à ses yeux d'un jugement moral, mais d'un effort de compréhension rationnelle. Il s'attaque ainsi aux jugements binaires de ceux qui conçoivent l'histoire soviétique comme une « lutte ininterrompue entre la vérité et l'erreur, entre la loi et ceux qui l'enfreignent »¹. Si la vérité était déjà connue et qu'elle correspondait à la logique de l'histoire, s'interroge-t-il, comment expliquer qu'elle ait aussi lamentablement échoué ? Pourquoi les « erreurs » et les « accidents de l'histoire » se produisent-ils encore et toujours ? Kliamkine dénonce le « raisonnement monologique » propre à cette perspective, qu'il propose de remplacer par une « pensée dialogique » qui serait sensible au constant conflit des idées et à la pluralité des voies historiques. Une telle approche consisterait à « restaurer l'histoire de la culture spirituelle comme un dialogue hautement dramatique de différentes traditions et orientations »². Kliamkine, pour autant, se défend de tout relativisme. Son approche ne vise pas à renvoyer dos à dos les bourreaux et les victimes, mais à fonder le jugement moral sur une compréhension « lucide » des phénomènes passés. Pour lui, un « rapport sérieux à l'histoire »³ consiste à examiner les rôles et intérêts des forces sociales en présence à la lumière des « lois du développement social ». Son épistémologie de l'histoire et de la politique, en effet, est positiviste et technocratique : il considère que la réalité obéit à des lois sociales et qu'il est essentiel de les connaître pour mener à bien la perestroïka : « Pour parler de manière savante, la réalité a des lois de développement qui tracent leur chemin indépendamment de mes préférences et des vôtres (...) L'oubli de la notion de lois sociales est peut-être notre plus grande perte spirituelle et il sera difficile de

¹ Igor' KLÂMKIN, « Kakaâ ulica vedët k hramu ? » [Quel chemin mène à l'église ?], p.187.

² *Ibid.* p.186

³ *Ibid.* p.151

concevoir une nouvelle pensée sans corriger cela. »¹ Il renchérit : « Tous les ‘pourquoi ?’ s’appuient sur des lois objectives du développement social. (...) Cela signifie que l’étude des lois du socialisme réel n’est pas une tâche accessoire, secondaire ou spéculative qui nous écarte des affaires réelles de la perestroïka; c’est la tâche même de la perestroïka »². Les lois sociales objectives, pour Kliamkine, ont une vocation explicative et non pas normative. C’est ce qui les distingue à ses yeux des lois sociales enseignées aux Soviétiques dans les manuels de « communisme scientifique », qui traitent « non pas des raisons pour lesquelles les choses sont ainsi et pas autrement, mais plutôt comment elles devraient être »³.

Dans son article de 1987 sur le « chemin qui mène à l’église », il applique cette méthode positiviste à l’analyse du stalinisme. À rebours de ses collègues et amis libéraux qui incriminent Staline pour avoir interrompu la marche du socialisme vers la démocratie et le marché, Kliamkine explique le stalinisme par la configuration des rapports de force entre les groupes sociaux et par l’évolution de leurs mentalités respectives. Dans cette perspective, ce phénomène lui apparaît non pas comme une anomalie historique, mais comme le résultat inévitable de la prédominance en URSS à la fin des années 1920 d’une mentalité égalitariste et unanimiste, disposée à tous les sacrifices individuels au nom d’un bien collectif. Au moment de formuler cette conclusion qu’il sait provocatrice, il se défend bien de *justifier* le stalinisme :

Ce sont alors les plus forts qui ont gagné et personne sauf eux ne pouvait gagner, car il n’y avait pas d’autre ‘projet de construction’ de notre chemin qui pouvait alors concurrencer celui de la collectivisation. Reconnaître cela ne signifie pas condamner ceux qui pensaient autrement. De fait, la position de plusieurs d’entre eux semble aujourd’hui plus attirante que celle des vainqueurs. Mais notre propos est que le rapport

¹ *Ibid.* p.186. La « nouvelle pensée » (*novoe myšlenie*) était le nom donné par Gorbatchev à la nouvelle approche politique initiée par la perestroïka. Le terme est souvent associé à la nouvelle politique étrangère, mais Kliamkine fait ici référence, plus largement, à une nouvelle approche de la politique.

² *Ibid.* p.188. La référence au « socialisme réel » dans ce passage vise uniquement à se conformer aux canons idéologiques du moment. Kliamkine ne prend même pas la peine d’expliquer en quoi ces lois seraient socialistes et, dans ses articles ultérieurs, il n’utilise plus cette étiquette.

³ *Ibid.*

de forces historiques était favorable aux seconds et non pas aux premiers. Et rien de plus. Lorsque l'on sait le destin qui attendait notre paysannerie et notre agriculture, il est difficile de s'y résigner. C'est pourquoi, alors que la main suit la raison et trace une réponse positive, l'âme souffre encore et encore en s'interrogeant : aurait-il pu en être autrement ? Le raisonnement lucide est inflexible : non, ce n'était pas possible. Mais comme on aimerait se tromper !¹

La distinction entre l'« âme », associée au jugement moral, et la « raison », qui comprend les lois sociales objectives, est typique de son approche de la politique, qu'il emploie régulièrement au cours des années suivantes dans l'analyse des rapports de force sur la scène politique soviétique contemporaine.

En 1987, Kliamkine se montrait déjà sceptique à l'égard du programme gorbatchévien de consolidation de la société par la démocratisation : « La perestroïka ne va pas dépasser les contradictions, elle va au contraire les accentuer. »² Mais il ajoutait, rassurant : « Il n'y a rien à craindre : les contradictions, c'est bien connu, ne freinent pas, mais accélèrent le développement social. Mais pour que les contradictions ne nous prennent pas au dépourvu, il faudra y être prêts et l'on ne peut s'y préparer sans saisir les lois auxquelles obéit notre vie. »³ En ce qui concerne l'accentuation des contradictions, la prédiction de Kliamkine s'avère juste : la vie politique soviétique se fragmente à partir de l'été 1989, alors que plusieurs forces émergentes contestent à Gorbatchev le monopole de l'élaboration et de la direction de la perestroïka. Délaissant ses recherches érudites sur l'histoire intellectuelle et politique russe, Kliamkine écrit alors une série d'analyses politiques suivant un même schéma : exposition des forces en présence, analyse de leurs rôles dans les circonstances, évaluation de leurs chances respectives de succès en

¹ *Ibid.*, p.181.

² *Ibid.*, p.188.

³ *Ibid.* L'usage du vocabulaire hégélien, repris par le marxisme, est typique de la formation philosophique soviétique.

fonction des rapports de forces, puis prédictions et propositions d'action¹. Le premier de ces articles, publié en juillet 1989, peut être considéré comme un modèle du genre. Intitulé « Qu'est-ce qui nous attend ? »², il est accompagné d'un sous-titre qui en résume bien le programme : « Réflexions sur la manière dont les différentes forces politiques ont accompli leurs tâches au Congrès ». Kliamkine y expose les « tâches » des trois principales forces présentes sur la scène politique : le « réformateur » doit obtenir plus de pouvoir pour mener les réformes vers la démocratie et l'économie de marché sans perdre le soutien de l'appareil, l'« appareil » doit chercher à partager le pouvoir avec la société tout en conservant le contrôle sur les principaux leviers³ et les « radicaux » doivent faire pression sur le réformateur pour lui donner une marge de manœuvre à l'égard de l'appareil. Au final, Kliamkine exprime l'espoir que Gorbatchev s'appuie sur la mobilisation populaire, y compris hors du parlement, pour renforcer son pouvoir et ainsi surmonter la résistance des « conservateurs ».

Kliamkine insiste pour distinguer ses arguments analytiques de ses préférences personnelles. Cette distinction, cependant, semble difficile à saisir pour ses lecteurs si l'on en croit Kliamkine lui-même, qui se plaint d'être incompris. Dans le droit de réplique que lui accorde la *Literaturnaïa gazeta* en décembre 1989 dans la continuation du débat sur la « main de fer », Kliamkine déplore que personne n'ait accordé de réelle importance au fait que, contrairement à Migranian, il n'appelle pas à l'établissement d'un régime autoritaire, mais ne fait que constater son inévitabilité. Exaspéré, il se plaint de ce que ses contemporains ne distinguent pas les constats objectifs des jugements de valeur :

¹ Trois de ces articles, écrits « à chaud » entre l'été 1989 et le printemps 1990, sont réunis dans un petit recueil publié en 1990 : Igor' KLÂMKIN, *Trudnyj spusk s ziâûsîh vysot* [La descente difficile des hauteurs béantes].

² Igor' KLÂMKIN, « Čto nas ždet vperedi ? » [Qu'est-ce qui nous attend ?]. Daté par l'auteur de juin 1989, mais publié pour la première fois dans *Moskovskie novosti*, le 2 juillet 1989.

³ Les recommandations que formule Kliamkine à la fin de l'article s'adressent au réformateur et aux radicaux, mais le fait qu'il prenne aussi la peine de clarifier les différentes options qui se présentent à l'appareil pour l'emporter sur ses adversaires est tout de même fort révélateur de son approche « objective ».

« se pourrait-il (...) que l'on ne soupçonne pas que la nécessité historique n'est ni bonne ni mauvaise et que l'on n'est pas obligé de l'aimer ? »¹

L'incompréhension dont Kliamkine fait l'objet de la part de ses contemporains s'explique en partie par l'ambiguïté de sa propre position au sujet de la nécessité historique. Kliamkine, d'une part, se réclame, comme nous l'avons vu, d'une « pensée dialogique » visant à expliquer les événements par la prise en compte d'une multiplicité de facteurs. L'analyste, selon lui, ne doit pas étudier le passé à la lumière des idéaux du présent, à la recherche d'exemples remarquables, d'erreurs coupables ou encore d'alternatives ratées, mais expliquer les événements par la prise en compte des mécanismes complexes qui en déterminent le déroulement. Ce faisant, Kliamkine adopte une forme mineure de déterminisme - tout événement est déterminé par des causes qu'il faut étudier sans porter de jugements de valeur - qui l'éloigne de l'histoire sentencieuse des manuels soviétiques et qui le rapproche du principe wébérien de la neutralité axiologique. D'autre part, Kliamkine fait souvent preuve dans ses analyses d'un déterminisme plus exigeant, qui stipule que les événements *ne pouvaient se dérouler autrement*, rejetant implicitement l'hypothèse d'une capacité d'agir contre la nécessité historique². Ces deux formes de déterminisme cohabitent dans les travaux de Kliamkine, mais il opte généralement pour le déterminisme « fort » dans ses analyses d'événements spécifiques. Ainsi, lorsqu'il traite du phénomène du stalinisme, il ne se contente pas d'indiquer l'ensemble des facteurs qui en déterminent l'avènement, mais affirme catégoriquement que le stalinisme était inévitable. Kliamkine applique le même raisonnement à la situation contemporaine, qu'il ne considère pas comme une alternative entre différentes voies de développement, mais comme l'accomplissement historiquement nécessaire de la modernisation. Pour lui, admettre que cette modernisation comporte des alternatives historiques impliquerait la présomption que la Russie poursuit

¹ Igor' KLÂMKIN, « Desât' voprosov opponentam i samomu sebe » [Dix questions à mes contradicteurs et à moi-même], 27 décembre 1989.

² Cet enjeu fait l'objet de débats dans la science politique contemporaine. Pour la distinction entre un déterminisme *a minima* et un déterminisme au sens fort, ainsi que sur la difficulté de déduire le second du premier, voir Jacques LAGROYE, « L'épistémologie politique de Pierre Favre », 2006, p.1034.

une voie exceptionnelle, ce qu'il rejette d'emblée comme la plupart des intellectuels libéraux. Si, à l'inverse, l'on accepte l'idée que la Russie participe à l'histoire universelle, il en découle selon lui qu'elle est soumise aux mêmes nécessités historiques que les autres pays, en l'occurrence le passage à la démocratie par une transition autoritaire¹. Ses prises de position publiques en ce sens, bien qu'elles soient détachées de jugements de valeur, comportent donc tout de même une forte dimension normative, soit de restreindre le spectre des alternatives possibles. C'est d'ailleurs ce que lui reproche Youri Bourtine, lors d'une discussion des deux codirecteurs de l'hebdomadaire *Demokratiticheskaïa Rossia* : « Je note dans votre raisonnement une teinte de fatalisme historique : il n'y a que ce qui est et on ne peut le dépasser. Dans des époques comme les nôtres, c'est peu approprié. Je distinguerais tout de même les faits inévitables qu'il faut expliquer et ce qui dépend des gens, de leur disposition interne et de la mesure de leur activité. »² En somme, il y a une tension dans l'épistémologie de Kliamkine : alors même qu'il insiste sur la dissociation de l'explication scientifique et des jugements moraux, il reste attaché à un déterminisme fort, où la modernisation obéit à une nécessité historique qui ne permet pas de penser les alternatives autrement qu'en termes de règles et d'exceptions à la règle. À vouloir voir les choses telles qu'elles *sont* plutôt que telles qu'elles *devraient être*, Kliamkine en vient à ignorer ce qu'elles *pourraient être*.

2) Le mensonge à soi-même et la nécessité de dissocier la vie de la morale

Dans son projet de Constitution rédigé en 1989, Andreï Sakharov fait de la réalisation d'une « vie heureuse et pleine de sens » l'un des buts premiers de l'État³.

¹ Kliamkine s'exprime en ce sens lors d'une table ronde portant sur la part de liberté et de nécessité dans l'histoire, à partir de son article « Quel chemin mène à l'église ? » : Yakob BERGER, Ūrij BURTIN, Leonid VOLKOV, Renata GALCEVA, Aleksej ELYMANOV, Vladimir ILŪŠENKO, Igor' KLĀMKIN, Ūrij LEVADA, Nikolaj RAZUMOVIČ, Leonid SEDOV, Igor' ENGEL'GARDT, « Istorîâ - process ? Istorîâ - drama ? » [L'histoire comme processus ou comme drame ?], juillet 1988.

² Igor' KLĀMKIN, Ūrij BURTIN, « Čto možet i čego ne možet El'cin » [Ce que peut et ne peut pas Eltsine], p.9.

³ Andrej SAHAROV, « Konstituciâ SoŪza Sovetskih Respublik Evropy i Azii » [Constitution de l'Union des Républiques soviétiques d'Europe et d'Asie], 1989, art.2

Kliamkine, pour sa part, considère que la perestroïka ne doit *pas* poursuivre de fins morales, car elle repose précisément sur la séparation des sphères morale, politique et économique, artificiellement jointes dans la société totalitaire. Cet argument fait l'objet de son second grand article dans *Novyj Mir*, paru en février 1989 et intitulé « Pourquoi il est difficile de dire la vérité »¹. Une fois de plus, Kliamkine reprend l'un des thèmes du discours moral de l'époque - en l'occurrence la *pravda*, c'est-à-dire la vérité² - pour mieux le subvertir. D'entrée de jeu, il indique qu'il ne s'apprête pas à « grossir le rang des moralistes » et à écrire un sermon sur le fait que la politique doit s'accorder aux « principes du bien et aux indications de la conscience »³. Il ne veut pas non plus donner crédit au lieu commun qui dit que toute politique est fondée sur le mensonge. Ce qui l'intéresse, ce sont les conditions qui ont rendu possible l'institutionnalisation du mensonge en URSS à une échelle aussi catastrophique, et ce, par l'action d'un régime qui prétendait justement servir la vérité et abolir le « mensonge bourgeois »⁴. La réponse à cette énigme réside dans une « maladie » dont il retrace l'origine et les conséquences : le « mensonge à soi-même »⁵.

Le mensonge à soi-même, pour Kliamkine, c'est la croyance naïve au « chemin vers le royaume enchanté de la liberté, de l'égalité et de la fraternité »⁶. C'est la disposition à sacrifier les intérêts présents au nom d'un idéal qui doit se réaliser dans le futur. En soi, reconnaît Kliamkine, c'est là un penchant humain tout à fait normal, puisqu'il découle de l'insatisfaction à l'égard de la vie et du désir de la transformer. Nombreux sont les peuples qui, au XX^e siècle, ont succombé aux sirènes de ces grands idéaux, mais ils ont rapidement « dégrisé ». La spécificité de l'URSS, selon Kliamkine,

¹ Igor' KLÂMKIN, « Počemu trudno govorit' pravdu » [Pourquoi il est difficile de dire la vérité], février 1989.

² Sur le sens du concept de *pravda* et son usage par l'intelligentsia libérale, voir le chapitre 2.

³ Igor' KLÂMKIN, « Počemu trudno govorit' pravdu » [Pourquoi il est difficile de dire la vérité], p.204.

⁴ *Ibid.*, p. 205.

⁵ En russe : *samoobman*. L'article en question a pour sous-titre : « moments choisis de l'histoire d'une maladie ». *Ibid.*, p.204.

⁶ *Ibid.*, p.218

est de s'être pleinement engagée dans la réalisation d'un idéal, celui d'une société sans argent ni marché, qui n'avance que par la discipline et l'enthousiasme : « Personne avant nous n'a tenté de construire la vie, oubliant son salaire, son aisance personnelle et son indépendance au profit des lumières qui brillent au bout du tunnel, qui font rêver d'un monde où tous seront à leur aise, mais pour lesquelles il faut d'abord tout sacrifier et ne rien exiger dans l'immédiat. »¹ Conformément à l'argument qu'il avançait dans son article précédent, Kliamkine explique cette spécificité par les rapports de forces entre les différents groupes sociaux en URSS à la fin des années 1920. Le facteur le plus décisif, selon lui, réside dans la mentalité collectiviste et utopiste des masses paysannes déracinées qui migrent vers les villes dans le contexte de l'industrialisation accélérée : « Staline l'a emporté, car l'idéologie du communisme de guerre était plus familière aux millions de recrues de l'industrialisation que l'idéologie du marché et des relations monétaires. »² Pour Kliamkine, le stalinisme repose sur l'institutionnalisation d'une culture du mensonge à soi-même qu'il élève au niveau d'une doctrine d'État : « Le mensonge à soi-même des recrues des usines et des chantiers est devenue la norme idéologique, la plus haute forme de conscience. Son triomphe a été décrit dans les documents politiques et les manuels comme le triomphe de la 'révolution culturelle socialiste' ». ³ Le Parti stalinien pour reprendre les termes de Kliamkine, joue ainsi le rôle d'une « église de l'économie », d'un « monopole sur l'interprétation du travail quotidien et de toute la vie », d'un « ambassadeur du futur dans le présent », d'un « plénipotentiaire des idéaux et des buts », d'un intermédiaire « entre la base et la superstructure, entre l'économie et la conscience de l'homme, entre son travail et son âme, entre la réalité et l'idéal »⁴.

Or, selon Kliamkine, l'élévation des idéaux les plus nobles au statut de doctrine d'État cause la ruine de la morale, car cette dernière n'est possible que dans la réalisation

¹ *Ibid.*, p.219.

² *Ibid.*, p.229.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p.232-233.

de soi au temps présent. Le sacrifice de ce « présent » au nom de l'avenir ouvre la porte à toutes les compromissions morales :

Si tout ce qui se produit avec moi aujourd'hui est dépourvu de valeur morale autonome, si tout n'est qu'un moyen pour atteindre de grands buts, alors sont justifiés non seulement les inforts quotidiens du présent, mais aussi la trahison de la famille et des amis, et les crimes, et la peur généralisée, et le soupçon (lui aussi généralisé) qui se présente comme de la vigilance, et le mensonge, et les larmes des enfants qui sont coupables d'avoir des parents qui n'ont pas plu à quelqu'un.¹

Kliamkine donne à la morale un sens beaucoup plus étroit que celui qui est répandu dans le discours politique de cette époque. Plutôt qu'un ensemble de valeurs partagées, il y voit une disposition immanente et strictement personnelle de la conscience individuelle. Transposée dans le domaine politique, elle se pervertirait en une dangereuse utopie : « La vie sans présent », ce par quoi il entend une vie entièrement consacrée à la poursuite d'un idéal qui la dépasse, « est une vie dans un désert spirituel. C'est la transformation de l'idéal en abstraction, en mythe »².

La défense du « présent » n'implique pas de renoncer à tout idéal et de vivre au jour le jour, mais invite à poursuivre un autre genre d'idéal : « l'idéal moderne - l'idéal du développement autonome de l'individu »³. Et le moteur de cet idéal, pour Kliamkine, est une autre disposition naturelle de l'individu : l'intérêt personnel. L'objectif de la réforme politique, dans cette perspective, consiste à libérer les individus de leurs illusions collectivistes et égalitaristes. Commentant les premières réformes de Khrouchtchev, il écrit : « On a commencé à rendre aux gens leur présent, on a valorisé leur vie personnelle et leurs intérêts individuels. Timidement, prudemment, dans l'ombre, on a légalisé l'intérêt matériel. »⁴ Pour poursuivre cette initiative, il appelle la perestroïka à abandonner l'idéal d'égalité et « remplacer le 'il faut' impersonnel par un 'je veux'

¹ *Ibid.*, p.229.

² *Ibid.*, p.230.

³ *Ibid.*, p.236.

⁴ *Ibid.*, p.234.

personnel »¹. Une tâche qu'il n'hésite pas à qualifier de « révolution morale »² contre la culture du mensonge à soi-même.

Un peu plus d'un an plus tard, à l'été 1990, une table ronde ayant pour titre « Perestroïka et morale » donne l'occasion à Kliamkine de préciser sa pensée au sujet du rapport entre la morale, la politique et l'économie. Pour restaurer la morale, affirme-t-il alors, il faut la séparer des autres sphères de l'activité humaine. C'est seulement ainsi, ajoute-t-il, que l'on peut corriger l'erreur du régime soviétique, qui a fait de la morale la mesure de toute chose : « Le caractère paradoxal de notre développement après la révolution n'est nulle part sans doute aussi évident que dans l'anéantissement de la morale par la voie pour le moins originale de son élévation au-dessus des autres sphères et mesures de la vie humaine »³. Par conséquent, il s'oppose catégoriquement à l'idée, avancée par de nombreux intellectuels libéraux, selon laquelle l'économie de marché serait moralement supérieure à l'économie planifiée. C'est par exemple la position de l'économiste Nikolaï Chmeliiov, qui avait affirmé deux ans plus tôt, dans une phrase devenue célèbre : « ce qui est économiquement inefficace est immoral et, à l'inverse, ce qui est efficace est moral »⁴. Pour Kliamkine, cette idée trahit une propension typiquement totalitaire à lier l'économie et la morale :

Il semble que la « nouvelle pensée », c'est encore une fois la même conscience (soznanie) totalitaire, mais avec des signes inversés. Si auparavant on considérait qu'une économie ne pouvait être moralement fondée sur des rapports de marchandises et de monnaie, sur des rapports de marchés, que la morale était quelque chose de plus élevé que l'argent, alors maintenant il nous faut de plus en plus souvent entendre que l'humanité n'a jamais rien inventé de plus moral que l'argent. Nous avons devant nous le même type de raisonnement totalitaire, qui cherche à identifier l'éternel et l'absolu avec

¹ *Ibid.*, p.236.

² Kliamkine parle aussi de « perestroïka idéologique ». *Ibid.*, p.237.

³ GUSEJNOV, A., I. KLÂMKIN, A. TITARENKO, V. BIBLER, G. BATIŠEV, Ū. SOGOMONOV, L. MITROHIN, « Perestrojka i npravstvennost' » [Perestroïka et morale], table ronde, juillet 1990, p.7.

⁴ Nikolaj ŠMELĚV, « Novye trevogi » [Nouvelles inquiétudes], avril 1988, p.175. Pour plus de détails sur Chmeliiov et sa conception du marché, voir le chapitre 2.

*le transitoire et le relatif, ou pour parler plus concrètement, à identifier à nouveau, mais sur un nouveau mode, l'économie avec la morale. Sous le coup de l'indignation face à l'immoralité de l'économie administrative, ne nous jetons donc pas dans l'autre extrême qui consiste à déclarer que l'économie de marché, qui nous est pour le moment inaccessible, serait le synonyme de la morale. L'économie, c'est l'économie et la morale, c'est quelque chose de complètement différent.*¹

La tâche de la perestroïka, affirme-t-il, est de « démembrer » la totalité sociale. Il faut laisser la morale à la conscience individuelle ainsi qu'au domaine de l'art, qui se préoccupe de l'« éternel et de l'absolu » et accepter le caractère « temporaire et contingent » des domaines de l'économie et de la politique². Aussi contingents soient-ils d'un point de vue axiologique, ces domaines obéissent, selon Kliamkine, à des lois sociales et doivent, par conséquent, être organisés selon des modèles bien précis : le marché et, pendant la phase de transition, un pouvoir autoritaire. Comme son épistémologie, la pensée politique de Kliamkine procède d'un double mouvement qui détache la politique et l'économie de la morale, puis les rattache aux impératifs historiques de la modernisation.

3) La transition autoritaire et le rôle de l'opposition démocratique

Nous avons vu au chapitre 2 que pour l'immense majorité des intellectuels libéraux le marché constitue le mode normal et naturel de régulation de l'économie. Kliamkine en est lui aussi convaincu et il s'exprime à ce sujet de manière particulièrement tranchée : hors du marché, affirme-t-il, « il n'y a que la famine, le froid, avec les bouleversements et le sang qui les accompagnent »³. En matière d'organisation socio-économique, le choix lui paraît très simple : « Malheureusement, ou peut-être heureusement, le choix offert à l'homme contemporain n'est pas très riche. Il peut soit préférer une société bien organisée et économiquement efficace, que l'on appelle capitaliste, soit une société

¹ Igor' KLÂMKIN, & al., « Perestrojka i npravstvennost' » [Perestroïka et morale], p.7-8.

² *Ibid.*, p.7.

³ Igor' KLÂMKIN, « Oktyabrskij vybor prezidenta » [Le choix d'octobre du président], octobre 1990.

pauvre et chaotique que jusqu'à tout récemment nous appelions socialiste ».¹ Or, le passage à l'économie de marché ne correspond pas, selon lui, à la même étape de développement social que le passage à la démocratie : il faut d'abord imposer le marché, puis introduire la démocratie. Kliamkine appuie cette conclusion sur une analyse de la situation politique contemporaine en URSS, où il anticipe de fortes résistances populaires à l'introduction du marché :

*La démocratisation (...) ne favorise pas du tout les réformes. Disons que le réformateur propose l'introduction du marché. Pourra-t-il le faire en s'appuyant sur les masses ? Non, bien sûr ! 80 % de la population ne l'acceptera pas. Car le marché signifie la stratification, la différenciation selon les niveaux de revenus. Il faut beaucoup travailler pour bien vivre.*²

Kliamkine cite aussi l'expérience mondiale des transitions vers la démocratie pour démontrer qu'elle a toujours été rendue possible par la création préalable, contre la résistance populaire, d'un marché national. « Il n'y a aucune occurrence dans l'histoire de tous les peuples, déclare-t-il, d'un passage à l'économie de marché [qui soit] parallèle à la démocratisation »³. C'est pourquoi un despote éclairé est nécessaire afin de « libérer la vie économique des diktats de l'État, créer les régulateurs légaux des relations économiques et assurer les garanties juridiques de la propriété individuelle »⁴. Il cite en exemple Napoléon, qui bâtit un marché national et introduisit le Code civil par la force⁵.

Kliamkine insiste tout de même pour préserver certains aspects de la démocratie sous le règne de la main de fer. Nous avons vu au chapitre 2 que l'un des idéaux les plus importants pour les libéraux soviétiques est l'expression de la conscience personnelle.

¹, Nikolaj TRAVKIN, Galina STAROVOJTOVA, Mar'û LAURISTIN, Igor' KLÂMKIN, Andrej NUJKIN, Vâčeslav ŠOSTAKOVSKIJ, Gavriil POPOV, Otto LACIS, Ales' ADAMOVIČ, « Ot perestrojki k normal'noj žizni » [De la perestroïka à une vie normale], avril 1990, p.8.

² *Ibid.*

³ Igor' KLÂMKIN, Andranik MIGRANÂN & Georgij CELMS, « Nužna li železnaâ ruka ? » [Une main de fer est-elle nécessaire ?]

⁴ Igor' KLÂMKIN, « Čto nas ždet vperedi ? » [Qu'est-ce qui nous attend ?], p.12.

⁵ Igor' KLÂMKIN, Andranik MIGRANÂN & Georgij CELMS, « Nužna li železnaâ ruka ? » [Une main de fer est-elle nécessaire ?]

Kliamkine ne fait pas exception : « Que ferais-je dans ces circonstances, moi qui ai des convictions démocratiques ? (...) Je ne veux pas m'associer à n'importe quel dictateur, même s'il le devient pour le bien de la démocratie. Je veux pouvoir exprimer mon 'opinion démocratique' »¹. Cette préoccupation est à la source de son désaccord avec Migranian au sujet du rôle de l'opposition démocratique. Contrairement à ce dernier qui, comme nous le verrons, considère que la société civile ne doit pas se constituer en opposition « légale » ou « sérieuse » pendant la période de transition autoritaire², Kliamkine considère que la minorité démocrate qui s'est formée lors du Congrès d'URSS à l'été 1989 ne doit pas hésiter à se placer en opposition à Gorbatchev et à se doter d'un programme distinct. Mais contrairement à ce que souhaitent Sakharov et certains de ses collaborateurs du Groupe interrégional de députés, Kliamkine considère que la tâche de cette opposition démocratique ne consiste pas à accélérer le passage vers une démocratie pleine et entière, mais à renforcer le pouvoir personnel du réformateur. Cette stratégie est, selon lui, dictée par l'état des forces en présence : dans la mesure où l'opposition démocratique est trop faible pour prétendre au pouvoir, son utilité se limite à compenser la pression qu'exerce par ailleurs l'appareil bureaucratique sur le réformateur, dégageant ainsi pour ce dernier une plus grande marge de manœuvre : « seule l'expérience d'une pression constante de la gauche, seule la confrontation constante avec des exigences de l'« impossible » permet [au réformateur] de saisir la mesure réelle de ses propres possibilités »³. L'historien Léonide Batkine, dans son article en réplique à la proposition de la « main de fer », se montre sceptique : « Dans quel genre d'opposition le gentil Igor Moiseevitch se prépare-t-il donc à entrer ? Une opposition illégale ? Une opposition pas sérieuse ? A-t-il une idée des limites qui seront imposées à ses pensées dans ces circonstances ? N'est-ce pas en exil que nous devons conclure cette discussion en cas de

¹ *Ibid.* Pour Kliamkine, l'opinion peut être démocratique dans un système politique dictatorial. Il faut en conclure que le caractère démocratique de cette opinion repose sur les valeurs et idées qu'elle exprime.

² Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.169.

³ Igor' KLÂMKIN, « Čto nas ždet vperedi ? » [Qu'est-ce qui nous attend ?], p.9. L'« impossible », en l'occurrence, c'est le programme des démocrates radicaux tels que Sakharov. Rappelons par ailleurs que, selon la conception du spectre politique généralement admise à l'époque de la perestroïka, la gauche est représentée par les réformistes et la droite par les conservateurs, ce qui a pour effet de placer les partisans du marché à gauche et les communistes à droite.

victoire d'une énième dictature progressiste ? »¹ Mais Kliamkine ne voit pas le problème de la même manière. Pour lui, l'essentiel est de libérer la vie - morale et économique - de l'emprise totalitaire. Un an plus tard, il résume ainsi sa position dans les débats de l'époque :

*Dans cette situation, tout pousse objectivement [le réformateur] à tenter d'acquérir une certaine indépendance à l'égard de l'appareil en place et à commencer au même moment à former de nouvelles institutions de pouvoir. Cela n'est possible que par l'activation et la participation de la société, c'est-à-dire par la démocratisation. Sur ce point, je suis en désaccord avec ceux qui considèrent que la perestroïka a pris une mauvaise voie et qu'il fallait former une économie de marché à l'instar du modèle hongrois ou chinois. Mais je suis aussi en désaccord sur ce point avec un très grand nombre d'intellectuels de tendance libérale, qui ne voient pas que la démocratisation était dès le départ le moyen de renforcer le pouvoir personnel du réformateur et de le détacher des anciennes structures de l'appareil.*²

Lorsqu'il fait référence aux intellectuels libéraux qui favorisent la démocratisation pour elle-même, Kliamkine a sans doute en tête Sakharov et ses alliés du Groupe interrégional de députés. Lorsqu'il fait référence à ceux qui préfèrent le modèle chinois ou hongrois de la réforme autoritaire, il pense de toute évidence à Migranian.

¹ Leonid BATKIN, « Mertvyj hvataet živogo » [Le mort saisit le vif], septembre 1989, p.118. La mention d'une opposition « illégale » et « pas sérieuse » fait référence aux critères établis par Migranian pour l'activité politique sous un régime autoritaire, cités précédemment.

² Igor' KLÂMKIN, « Oktyabrskij vybor prezidenta » [Le choix d'octobre du président], octobre 1990, p.36.

B - *Migranian et la technocratie à l'occidentale*

Andranik Movsesovitch Migranian est un expert postsoviétique avant l'heure. En cette époque où les intellectuels soviétiques sont généralement perçus comme une élite morale, il intervient sur la place publique en se réclamant d'un savoir hautement spécialisé. Alors que la science politique n'existe pas encore en tant que discipline¹, il se déclare politologue. En cette époque pénétrée de moralisme, il défend une technocratie sans âme. Avant bien d'autres, il traite d'enjeux qu'il emprunte à la science sociale occidentale, tels que les « mécanismes du pouvoir politique » et la « construction de l'État ». Son principal intérêt pendant la perestroïka concerne les modalités de réforme du système politique dans le contexte du passage à la démocratie. À l'aube de la première session du Congrès d'URSS en 1989, il décrit ainsi son programme de travail :

*Il me semble que la principale tâche de notre politologie en ce moment est l'analyse des difficultés potentielles qui peuvent surgir lors de la réalisation des réformes, ainsi que des contradictions qui sont déjà immanentes au système politique et qui, sous l'influence de facteurs objectifs et subjectifs, peuvent se développer dans des directions non souhaitables pour la perestroïka.*²

Comme Kliamkine, Migranian se targue d'avoir une approche « lucide » et « sérieuse » de la perestroïka. Mais contrairement à Kliamkine, qui consacre de longs articles à argumenter en faveur d'une dissociation épistémologique de la politique et de la morale, Migranian analyse les différents mécanismes politiques comme si la question des valeurs et des principes ne méritait pas même d'être posée. C'est ce qui lui vaut d'être décrit comme un « Machiavel soviétique »³. Mais à ce titre, il faudrait préciser que Migranian partage cette approche « machiavélienne » avec un large courant de la science

¹ La science politique, comme discipline, est reconnue par l'État soviétique en 1989 et les premiers diplômes de doctorat sont remis en 1990. Les premiers départements et facultés de science politique sont créés dans la seconde moitié de l'année 1991. À PLAJS, « *Političeskaâ nauka v Rossii* » [La science politique en Russie], 1999, p.8. Pour la préhistoire de cette discipline, voir Archie BROWN, « *Political Science in the USSR* », 1986.

² Andranik MIGRANÂN, « *Dolgij put' k evropejskomu domu* », [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.175. La référence à « notre science politique » est encore un vœu pieu dans le contexte de l'époque, puisque la discipline n'existe pas encore.

³ Edward WALKER, « *Andranik M. Migranyan: A Soviet Machiavelli ?* », 1990.

politique occidentale qui fonde l'objectivité sur le principe de la neutralité axiologique. Migranian revendique d'ailleurs ouvertement cette filiation, citant abondamment dans ses articles des auteurs comme Max Weber et Karl Popper¹, mais aussi plusieurs politologues américains contemporains qui n'ont pas été traduits en russe et qu'il a étudiés dans le cadre de ses recherches. Migranian, en effet, est un chercheur spécialiste des États-Unis. Né en 1949, Migranian n'a pas été politisé pendant la Détente, comme les soixantards, mais pendant le contexte politiquement dépressif, mais idéologiquement laxiste du « socialisme réel » brejnévien. De nombreuses possibilités s'offrent alors à ceux qui, comme lui, ont en poche un diplôme du prestigieux Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) et qui affichent les marques de loyauté exigées par le pouvoir. Il obtient ainsi la permission d'effectuer plusieurs séjours à l'étranger et d'accéder aux ouvrages confinés aux « réserves spéciales » des bibliothèques. Ces expériences sont formatrices pour le politologue en devenir.

1) L'autonomie individuelle contre le perfectionnisme

Dans les six articles théoriques qu'il publie pendant la perestroïka, de même que dans ses multiples interventions dans la presse, Migranian est avare de commentaires au sujet de la morale. Pour lui, ce n'est tout simplement pas un enjeu politique prioritaire. Il est donc pour le moins curieux que la seule monographie qu'il publie à cette époque, parue en 1989, ait pour titre *Démocratie et morale*². Interrogé rétrospectivement à ce sujet, Migranian affirme avoir voulu se conformer aux exigences de l'éditeur, un éthicien, ainsi qu'à l'humeur de l'époque³. De fait, le livre ne porte qu'en partie sur la morale; la première moitié reprend le contenu d'un article paru deux ans plus tôt et qui portait sur les rapports entre l'individu, la société et l'État⁴. Dans cet article, Migranian critiquait

¹ Alexis de Tocqueville figure aussi parmi ses auteurs de prédilection, pour ses réflexions historiques sur les dangers des changements révolutionnaires. Nous y revenons plus loin.

² Andranik MIGRANÂN, *Demokratiâ i npravstvennost'* [Démocratie et morale], 1990.

³ Entrevue du 23 avril 2013.

⁴ Andranik MIGRANÂN, « Vzaimootnošeniâ mezdu individom, obšestvom i gosudarstvom v političeskoj teorii marksizma i problemy demokratizacii socializma » [Interrelations entre l'individu, la société et l'État dans la théorie politique marxiste et les problèmes de la démocratisation du socialisme], paru en juillet

l'idée d'une possible harmonie organique des intérêts des individus, de la société et de l'État sur la base d'un bien commun. Dans sa monographie, il poursuit cet argument et propose un large tour d'horizon historique afin de démontrer que le projet perfectionniste¹ d'amélioration de l'homme au sein d'une société harmonieuse implique la faillite de la démocratie ainsi que celle de la morale. De l'Antiquité au Moyen-Âge, explique-t-il, les philosophes se sont préoccupés de l'organisation de sociétés propres à « cultiver les meilleurs individus et le meilleur en chaque individu », ce pour quoi ils accordaient à l'État la « fonction honorable d'éduquer les citoyens à la vertu »². Il en donne pour exemple la République romaine, où fleurissait un « esprit de véritable civilité »³. Si Migranian reconnaît la noblesse de l'entreprise perfectionniste, il la condamne néanmoins comme une source de despotisme. Par contraste, il célèbre comme « un exploit colossal du génie humain »⁴ l'idée de l'autonomie de l'individu face à l'arbitraire de la société et de l'État, qu'il attribue à la « philosophie politique bourgeoise » des XVIII^e et XIX^e siècles. Selon cette théorie politique, qu'il qualifie de « libérale-démocrate », l'État doit être le protecteur des droits inaliénables des individus et le garant des conditions de réalisation de leurs intérêts égoïstes, de leurs potentialités, de leurs désirs et de leurs passions. Cette garantie repose sur la distinction entre l'État et la société civile, dont les rapports sont régulés par un système de pouvoirs et de contre-pouvoirs. Ce système, précise Migranian, ne vise pas à surmonter le conflit des passions individuelles et collectives, mais à lui donner un cadre légitime et institutionnel de manière à garantir la stabilité de l'État et le bien-être des citoyens. La fondation de la République américaine, à cet égard, lui semble un modèle inspirant. Citant avec approbation le journaliste américain George Will⁵ au sujet de la pensée politique de John

1987 dans *Voprosy filosofii*. Le lien avec cet article est indiquée par le sous-tire du livre *Démocratie et morale* : « L'individu, la société et l'État ».

¹ En philosophie politique, est dit « perfectionniste » un projet qui consiste à rendre les gens meilleurs par l'action de l'État. Sur la perestroïka comme un projet perfectionniste, voir le chapitre 1.

² Andranik MIGRANÂN, *Demokratiâ i npravstvennost'* [Démocratie et morale], p.50.

³ *Ibid.*, p.48.

⁴ Andranik MIGRANÂN, *Demokratiâ i npravstvennost'* [Démocratie et morale], p.55.

⁵ Migranian cite à de nombreuses reprises l'ouvrage de George Will *Statecraft as Soulcraft*, paru en 1984. L'auteur est un journaliste et commentateur politique conservateur qui a collaboré à la campagne de Ronald Reagan contre Jimmy Carter.

Madison, il écrit : « Le problème politique a été abordé [lors de la fondation des États-Unis] exclusivement sur le plan du contrôle des passions données par la nature, et non pas l'éducation d'un type de caractère dont le système politique pourrait avoir besoin »¹. La démocratie, dans cette perspective, ne repose pas sur le principe de la souveraineté populaire, mais sur la « légitimation (légalisation) du conflit et [sur] la capacité de chacun de se battre pour la conquête du pouvoir » - une idée qu'il attribue à Popper et, généreusement, à « tous les théoriciens de la démocratie de l'Âge moderne »². Le principal avantage de ce système politique, affirme-t-il, est d'éviter la tyrannie. En contrepartie, Migrantian reconnaît que ce système n'accorde que peu d'attention à la vertu et donne libre cours à l'égoïsme individuel. C'est précisément ce que cherche à corriger le marxisme, qui selon Migrantian renoue ainsi avec la vision antique et médiévale d'une unité organique de l'individu, de la société et de l'État. Mais en réalité, avertit-il, les États socialistes produisent des résultats contraires à leur noble ambition. Premièrement, l'abolition de la séparation des pouvoirs au nom d'une expression directe de la volonté populaire par les soviets conduit à un englobement de la société et de l'individu par l'État et donc à la négation de la démocratie. Le résultat est « une caserne, où la vie de l'homme ne consiste pas à réaliser des potentialités et capacités propres, mais à obéir servilement aux ordres venus d'en haut »³. Deuxièmement, la réglementation de l'activité humaine implique la négation de la responsabilité individuelle et, par là, l'épuisement de la morale. Sans renier ouvertement le marxisme - Migrantian prend soin de ménager les susceptibilités idéologiques de ses lecteurs - il les appelle à combattre l'égoïsme par une méthode qui, de toute évidence, est loin d'être marxiste : « la protection et l'élargissement de la sphère individuelle, autonome de la réglementation de la société et de l'État, afin que chaque individu ait la possibilité de faire des choix volontaires en accord avec ses capacités et penchants naturels »⁴. Il conclut son livre par la réaffirmation du principe d'interdépendance de la politique et de la morale - un lieu commun du

¹ Andranik MIGRANÂN, *Demokratiâ i npravstvennost'* [Démocratie et morale], p.53.

² *Ibid.*, p.10. Notons l'adéquation entre légitimité et légalité.

³ *Ibid.*, p.60.

⁴ *Ibid.*, p.62.

discours de cette époque -, mais c'est pour mieux le subvertir : la santé morale de la société découle selon lui de *l'inaction* de l'État dans la sphère morale :

L'histoire politique de l'Âge moderne nous autorise à affirmer que la démocratie et la morale sont mutuellement dépendantes. Dans toutes les autres formes de pouvoir, lorsque l'activité vitale de la société et de l'individu est réglementée, les notions telles que l'honneur, la conscience, la dignité, la miséricorde et les autres concepts moraux dépérissent ou sont déformés. Dans ces sociétés, l'État ou d'autres structures de pouvoir imposent des modèles et des normes de comportement déterminés et retirent à l'individu la responsabilité de ses actions. (...) Seul le système politique démocratique, qui distingue l'État et la société civile, donne la possibilité à l'individu de réaliser sa place dans la société et de prendre sur soi le fardeau de la liberté. Il peut ainsi faire des choix libres et prendre la responsabilité de ses actions, qu'il mesure à l'aune de valeurs morales qui ne sont pas seulement affichées, mais réellement élaborées dans l'activité commune des différentes personnes et communautés. C'est seulement dans ces circonstances que des valeurs sociales et morales comme la liberté, l'égalité, la justice, l'honneur et la dignité passent de la sphère de la philosophie morale vers la sphère de l'existence quotidienne de millions de gens et deviennent une part imprescriptible de leur mode de vie.¹

Comme Kliamkine, Migranian considère que la morale n'est possible qu'en condition de liberté individuelle, qui repose elle-même, comme le disait le libéral Benjamin Constant au début du XIX^e siècle, sur la «jouissance paisible de l'indépendance privée»². Quant à l'action de l'État, elle obéit à des considérations propres au domaine politique qui, pour Migranian, visent avant tout à la stabilité. C'est ce qui le rend extrêmement sceptique à l'égard de la possibilité d'une démocratisation immédiate du système politique.

¹ *Ibid.*, p.61-62.

² Benjamin CONSTANT, « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes », 1819.

2) La longue route vers la démocratie

Le système politique idéal que Migranian appelle de ses vœux est inspiré du modèle américain : un pouvoir présidentiel fort et élu par le peuple, accompagné d'une nette séparation des pouvoirs¹. Pour autant, il s'oppose catégoriquement à l'idée que l'on puisse « importer » la démocratie occidentale en URSS. Il exprime clairement cette position dans le cadre du débat qu'il engage avec l'historien Léonide Batkine en 1988. Au printemps de cette année, Batkine publie dans la revue intellectuelle *Vek XX i mir* un court article intitulé « Devenir l'Europe »², dans lequel il exprime une position résolument occidentaliste et appelle l'URSS à rattraper son retard sur la « civilisation contemporaine ». Batkine évoque l'exemple du Japon « qui lui aussi était un pays complètement arriéré et fermé », mais qui « a importé l'histoire mondiale et l'a replantée dans sa terre japonaise et (...) y a fait croître une variété locale de l'universel »³. Certes, Migranian s'accorde entièrement avec Batkine sur le fait que la modernisation ne connaît qu'une seule voie historique et qu'elle est tracée par l'Occident. Dans ses écrits, il insiste inlassablement sur le fait que les mécanismes politiques qu'il présente sont « universels » et que, bien qu'ils soient élaborés par la « philosophie bourgeoise », ils s'appliquent aussi bien en URSS que partout ailleurs dans le monde. Il s'oppose par contre résolument à l'idée que le retour vers le « monde civilisé » puisse s'accomplir par l'imitation directe des modèles politiques occidentaux. Quelques mois après la parution de l'article de Batkine, Migranian publie dans la même revue un article intitulé « Est-il facile de devenir l'Europe ? », dans lequel il s'attaque au « préjugé selon lequel la démocratie peut être exportée »⁴. Il y formule un argument qui revient très souvent dans ses articles de

¹ Migranian préfère le système politique américain aux systèmes anglais et français, où il lui semble que la séparation des pouvoirs n'est pas assez nette. Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.175.

² Leonid BATKIN, « Stat' Evropoj » [Devenir l'Europe], paru dans le numéro de juillet 1988. Repris dans le recueil d'articles de Batkine intitulé *Vozobnovlenie istorii*, 1991, p.287-296. Les passages cités ci-après sont tirés de cette seconde édition. Au chapitre 7, nous nous penchons plus en détail sur la pensée de Batkine et notamment sur les arguments qu'il avance dans cet article.

³ *Ibid.*, p.294-295.

⁴ Andranik MIGRANÂN, « Legko li stat' Evropoj ? » [Est-il facile de devenir l'Europe ?], décembre 1988, p.22. Migranian n'y mentionne pas Batkine, mais plusieurs indices laissent penser qu'il s'agit bel et bien d'une réplique, à commencer par le choix du titre et de la revue - Migranian publie habituellement dans des revues universitaires ou dans des revues intellectuelles plus prestigieuses comme *Kommunist*, *Voprosy*

l'époque, à savoir qu'aucun pays n'est jamais passé directement d'une société traditionnelle et absolutiste, telle qu'est à ses yeux la société totalitaire, vers « les valeurs et les institutions démocratiques ». La Grande-Bretagne, la Hollande et les pays d'Europe du Nord, affirme-t-il, « ont eu de la chance », car ce passage s'est effectué chez eux « de manière organique » pendant plusieurs siècles¹. Par contraste, la France lui paraît illustrer les conséquences néfastes d'un passage « à la course » vers la démocratie. S'appuyant sur Tocqueville, dont il voit là l'un des principaux enseignements, il dénonce la « tentative d'atteindre immédiatement la liberté comme la voie la plus sûre vers l'esclavage »². Il en veut pour preuve le fait qu'il a fallu à ce pays traverser, pendant 200 ans, « d'innombrables révolutions, dictatures, ochlocraties, renversements de la monarchie par la république et vice-versa » avant de finalement établir un système politique stable³.

En URSS comme partout ailleurs, affirme Migranian, le passage à la démocratie est confronté à deux grands dangers : la résistance de la bureaucratie et la polarisation sociale. Il consacre au premier de ces dangers un grand article, qui paraît en 1988 dans le recueil *Inogo ne dano*⁴ et qui s'intitule « Le mécanisme de freinage du système politique et les voies pour le dépasser »⁵. Ce « mécanisme de freinage », explique-t-il, c'est la « bureaucratie incontrôlée, toute-puissante et envahissante »⁶ qui s'oppose à la

filosofii ou *Novyj Mir*. Ce court article, dont le style quelque peu relâché semble indiquer qu'il fut écrit à la hâte, paraît à nouveau six mois plus tard dans *Novyj mir* sous une forme remaniée et largement enrichie : Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989.

¹ Andranik MIGRANÂN, « Legko li stat' Evropoj ? » [Est-il facile de devenir l'Europe ?], décembre 1988, p.22.

² *Ibid.*

³ *Ibid.* Cette stabilisation se produit selon lui lors de l'arrivée au pouvoir de l'alliance des socialistes et communistes en 1980, ce qui aurait donné naissance à un système bipartisan à l'américaine. Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.167.

⁴ Rappelons qu'il s'agit d'un recueil très influent dirigé par Youri Afanassiev et comportant des textes de 34 auteurs issus de l'élite de l'intelligentsia libérale.

⁵ Andranik MIGRANÂN, « Mehanizm tormoženiâ v političeskoj sisteme i puti ego preodoleniâ », 1988. Traduit dans la version française du recueil sous le titre « Comment surmonter le blocage du système politique ? ».

⁶ *Ibid.*, p.99.

démocratie. En apparence, Migranian n'avance pas là une thèse d'une grande originalité. Plusieurs de ses concepts sont déjà des lieux communs de la *publicistika* libérale de l'époque, notamment la dichotomie entre l'accélération et le freinage, celle entre la bureaucratie et la démocratie, la référence aux classiques du marxisme-léninisme pour défendre une perspective fort peu marxiste, etc. Mais derrière ce vocabulaire conventionnel, l'auteur propose une analyse originale. L'établissement du « totalitarisme » bureaucratique, pour lui, ne relève pas de l'accaparement du pouvoir par une nouvelle classe dominante - la nomenklatura - qui chercherait à préserver jalousement ses privilèges¹, mais d'un dysfonctionnement institutionnel du système politique : le manque de séparation des pouvoirs.² La faillite de la démocratie soviétique, affirme-t-il, résulte de la tentative d'imiter le modèle de la Commune de Paris par des soviets formés de représentants non professionnels incarnant à la fois le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Dépourvus de l'autonomie politique et financière nécessaire à l'exercice d'un contre-pouvoir, les soviets ont été transformés dès les années 1930 en de simples instruments d'approbation rituelle des décisions de la bureaucratie. Migranian dresse de Staline un portrait politique pour le moins surprenant de la part d'un intellectuel libéral de cette époque : plutôt qu'un criminel responsable de la perversion des valeurs universelles, il en fait un leader charismatique qui, en l'absence d'institutions politiques démocratiques, était seul en mesure de contenir la toute-puissance de la bureaucratie. La domination totalitaire de cette dernière, selon Migranian, se serait donc consolidée *après* le XX^e Congrès du Parti, en raison de l'absence de démocratie *et* de leader charismatique. C'est ainsi que se serait institutionnalisé le « mécanisme de freinage » du système politique, dont les effets néfastes se font aussi ressentir dans les sphères économique et

¹ Conformément à la thèse populaire à l'époque parmi les intellectuels libéraux et originellement avancée par Milovan Djilas dans son ouvrage de 1957, *Nomenklatura : la nouvelle classe dominante*, qui circule en samizdat en URSS.

² Les références de Migranian à Marx et Engels ne doivent pas faire perdre de vue que son analyse est tout à fait étrangère à « l'approche de classe » marxiste, qu'il rejette d'ailleurs explicitement dans un article paru un an plus tard. Il y explique que le totalitarisme annule les classes sociales et crée un rapport de soumission individuelle au pouvoir, ce pourquoi il « considère infondées les discussions à savoir quelle classe ou couche sociale soutenait le régime stalinien ». Il s'agit d'une critique implicite de la théorie historique de Kliamkine. Andranik MIGRANĀN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.168.

morale. Migrantian voit dans ce système l'origine de la décadence morale de la société soviétique :

Les conséquences néfastes du mécanisme de freinage dépassent le système politique et touchent toutes les sphères de l'activité de la société. Elles déforment le système économique, paralysent le fonctionnement normal des mécanismes économiques et empoisonnent la sphère morale de notre société. Un pouvoir sans limites aux mains des fonctionnaires conduit à l'ivresse du pouvoir, à la servilité, à la corruption, à la dilapidation des fonds de l'État. Cela mène à la dissolution de la morale, à l'aliénation des larges masses à l'égard du système politique et cela cause un dommage irréparable à nos idéaux socialistes.¹

Comme la majorité des autres intellectuels libéraux, Migrantian appelle donc à renverser le « système administratif de commandement » afin de libérer l'expression autonome des valeurs et des mécanismes du marché. Cependant, il insiste sur le fait que cela ne peut être fait de manière démocratique.

Le second danger que Migrantian appréhende au moment du passage à la démocratie, c'est celui de la « polarisation sociale » qui résulterait d'une émancipation politique trop rapide des masses populaires qui, en l'absence de mécanismes légaux de résolution des conflits, menaceraient la stabilité du système politique. Dans ses articles, Migrantian décrit les masses comme des éléments naturels - un « torrent impétueux »² - qui se déchaînent de manière chaotique, sans égard aux mesures « rationnelles » et « sérieuses » qu'exigent les circonstances. Leur engagement direct en politique, selon lui, est lourd de funestes conséquences :

¹ Andranik MIGRANÂN, « Mehanizm tormoženîâ v političeskoj sisteme i puti ego preodoleniâ » [Le mécanisme de frein du système politique et les voies de son dépassement], 1988., p.107-108. La mention de « nos idéaux socialistes » est ici strictement cosmétique. Ainsi que nous l'avons mentionné, l'approche de Migrantian n'a rien en commun avec le socialisme.

² *Ibid.* p.109. Migrantian partage en cela une vision des masses largement répandue au sein de l'intelligentsia libérale, comme des éléments naturels (*stihii*) imprévisibles et destructeurs. Nous avons vu au chapitre précédent que c'était aussi le propos de Gavriil Popov et de Youri Afanassiev, lorsqu'ils présentaient le MDG en juillet 1989 comme un soutien rationnel du pouvoir, par contraste avec l'activité chaotique des masses.

En situation de conflit, l'appel direct au peuple peut cependant être néfaste pour le destin de la perestroïka. L'expérience des révolutions française et russe montre que lorsque les conditions nécessaires ne sont pas réunies, lorsqu'une révolution par le haut est interrompue par un engagement massif par le bas et par l'adoption de mesures radicales de transformation sociale, elle se termine dans un bain de sang pour le peuple lui-même et par l'établissement d'un régime encore plus dur et tyrannique que celui qui avait précédé ces actions révolutionnaires par le bas.¹

Une position qu'il résume dans la fameuse entrevue conjointe avec Kliamkine quelques mois plus tard :

Les masses s'engouffrent dans la politique avec leurs propres intérêts, mais il n'y a pas de mécanisme qui permettrait de digérer et d'harmoniser tout cela. (...) Quand les masses tentent de résoudre des questions sérieuses, elles desservent souvent leurs propres intérêts en s'appuyant sur des humeurs populistes plutôt que sur des idées sérieuses. C'est pourquoi le réformateur sérieux ne doit pas compter sur les masses pour son succès.²

Migranian est à ce point inquiet des conséquences de la polarisation sociale qu'il affirme lui préférer un coup de force des « conservateurs » et un retour à la « stagnation »³. Cette angoisse à l'égard du peuple est nourrie par le spectacle de la campagne électorale et de la première session du Congrès d'URSS qui, selon lui, ont conduit à l'émergence de leaders « populistes » et « néo-bolcheviques » comme Eltsine⁴. Ce dernier, selon Migranian, profite du désarroi du peuple pour exciter le rejet de la nomenklatura et proposer des solutions « simples, rapides et efficaces » : mettre fin aux privilèges et réaliser l'égalité et la justice sociale. De tels leaders, affirme Migranian, « ne

¹ Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.183.

² Igor' KLÂMKIN, Andranik MIGRANÂN, & Georgij CELMS, « Nužna li železnaâ ruka ? » [Une main de fer est-elle nécessaire ?]. On notera les occurrences de l'adjectif « sérieux » dans le dernier passage - trois fois en deux phrases.

³ *Ibid.*

⁴ Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.184. Ironiquement, Migranian en vient plus tard à soutenir fermement Eltsine, lorsque ce dernier s'impose à l'automne 1991 comme le principal réformateur, après la déchéance politique de Gorbatchev.

peuvent pas moderniser le système, seulement le détruire »¹. Pour lui, ces voix radicales témoignent de « l'insuffisante préparation socio-économique et culturelle de la société »², car elles expriment des positions radicales qui ne peuvent être institutionnalisées au sein du système politique. Lors de la campagne électorale, affirme-t-il, « les candidats défendaient soit les intérêts de la nomenklatura, soit des positions anti-nomenklatura, mais ne s'appuyaient encore sur aucun intérêt plus ou moins sérieusement formalisé. Cela peut conduire à la polarisation. »³

On pourrait s'étonner de ce que Migranian ait des propos aussi durs au sujet du Congrès d'URSS et de la vie politique qui émerge en 1989, alors qu'il souligne par ailleurs l'importance d'un pouvoir législatif autonome et de la libre expression des intérêts conflictuels. À vrai dire, le modèle politique défendu par Migranian n'est pas si différent de celui décrit par Sakharov dans son projet de Constitution. Ce dernier s'inspire lui aussi du système politique américain et propose de fonder une démocratie représentative dotée d'une stricte division des pouvoirs. Le fait est que leur désaccord ne porte pas sur la *finalité* de la réforme politique, mais sur les *moyens* de sa mise en œuvre. À l'encontre d'une démocratisation rapide s'appuyant sur le peuple, Migranian prône une démocratisation graduelle qui s'appuierait sur l'appareil du Parti-État, une « démocratisation par le haut »⁴ inspirée des exemples de la Hongrie et de la Chine⁵. La

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p.182

³ *Ibid.*

⁴ Migranian propose ce concept dans le cadre d'une discussion à la Tribune de Moscou en novembre 1988. « Stenogramma obsuždeniâ proektov Zakona CCCP ob izmeneniâh i dopolneniâh Konstitucii CCCP i Zakona o vyborah narodnyh deputatov CCCP » [Sténogramme de la discussion des projets de loi de l'URSS sur les modifications et amendements à la Constitution de l'URSS et à la Loi sur les élections des députés du peuple d'URSS], dans *Bûlleten' "Moskovskoj tribuny"* (Bulletin de la Tribune de Moscou), no1, 1989, p.52.

⁵ On notera le silence de Migranian au sujet de la Pologne, pourtant considérée par de nombreux intellectuels libéraux comme le meilleur modèle à suivre. Le Groupe interrégional de députés invite ainsi Adam Michnik à parler de l'expérience politique de Solidarnosc lors d'une des rencontres préparatoires à la fondation du groupe, en juillet 1989, alors que la grève des mineurs bat déjà son plein en Russie. Solidarnosc venait alors de négocier le partage du pouvoir avec les dirigeants communistes suite à plusieurs vagues de grèves massives. Pour Migranian, une telle démocratisation « par le bas » est porteuse de beaucoup trop d'instabilité. Dans un article paru la même année, il évoque rapidement la Pologne comme un contre-exemple de réforme parce que cette dernière s'appuie sur une mobilisation populaire qui a fait

démocratisation, affirme-t-il inlassablement, doit s'effectuer sous la gouverne d'un pouvoir réformateur fort, stable, centralisé et éclairé par une conception d'ensemble des réformes. Un réformateur qu'il qualifie d'« autoritarisme éclairé »¹, de « leader charismatique »² et même de « dictateur »³. Il invoque à ce titre de nombreux exemples - l'Espagne, la Grèce, le Portugal, la Corée du Sud, le Brésil, l'Argentine, les Philippines « et peut-être bientôt le Chili »⁴ - illustrant la nécessité d'un tel pouvoir pour réaliser le passage vers la démocratie malgré la résistance de la bureaucratie et le risque de polarisation sociale.

3) Autoritarisme, totalitarisme et société civile

Pour Migranian, la démocratisation implique donc des entorses à la démocratie. À un journaliste qui lui objecte, reprenant le credo officiel, que la démocratie est à la fois le moyen et la finalité de la perestroïka, Migranian répond que l'« expérience de la civilisation mondiale » montre que ces deux moments ne sont pas synchrones : le passage du totalitarisme à la démocratie doit nécessairement passer par une période intermédiaire autoritaire. Le journaliste s'étonne candidement : totalitarisme et autoritarisme ne sont-ils pas des synonymes⁵ ? Pas du tout, rétorque Migranian, car l'autoritarisme admet l'expression conflictuelle des forces et des intérêts au sein de la société et de l'État, ce qui

perdre l'initiative aux leaders réformateurs et a fait reculer le pays. Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.171.

¹ Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989.

² Andranik MIGRANÂN, « Plebiscitarnaâ teoriâ demokratii Maksa Vebera i sovremennyj političeskij process » [La théorie plébiscitaire de la démocratie de Max Weber et le processus politique contemporain], juin 1989.

³ Igor' KLÂMKIN, Andranik MIGRANÂN, & Georgij CELMS, « Nužna li železnaâ ruka ? » [Une main de fer est-elle nécessaire ?].

⁴ Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.169-170.

⁵ Une adéquation fort commune, qui en dit long sur l'usage du concept de totalitarisme à l'époque. Sa diffusion rapide au cours de l'année 1989 et surtout 1990 a surtout un usage polémique qui vise à exprimer un rejet catégorique du système soviétique et ne repose pas sur une réflexion poussée sur la spécificité du régime totalitaire. À ce sujet, voir Alexander LUKIN, *The political culture of the Russian 'democrats'*, p.249-253.

créé les institutions et les valeurs nécessaires à un passage à la démocratie¹. Migranian revient à plusieurs reprises dans ses articles de l'époque sur cette distinction entre le totalitarisme et l'autoritarisme.

Le passage du totalitarisme à l'autoritarisme, explique Migranian, est garanti par la création de barrières institutionnelles à la toute-puissance de la bureaucratie. La première d'entre elles est la séparation des pouvoirs. Migranian suggère de créer des organes législatifs permanents, politiquement et financièrement indépendants, à tous les niveaux de pouvoir². Ces organes doivent être formés lors d'élections directes à candidatures multiples. Leur but, cependant, n'est pas l'expression de la souveraineté populaire. Migranian considère ces organes législatifs comme des contre-pouvoirs professionnels et non partisans qui donnent une voix à « l'élite de la nation » et visent à la représentation de « groupes d'intérêts ». Le modèle qu'il a en tête est celui des parlements européens et américain du XIX^e siècle, avant l'apparition des partis de masse³. C'est d'ailleurs pourquoi il ne considère pas que ces parlements soient incompatibles avec le maintien d'un système à parti unique⁴. L'adoption d'une Constitution et d'une Cour

¹ Selon Daniel Wikler, un professeur de philosophie à l'Université du Wisconsin qui a discuté à plusieurs reprises avec Migranian dans les années 1980, ce dernier est un « fervent partisan » de Jeane Kirkpatrick, ambassadrice des États-Unis aux Nations Unies de 1981 à 1985, dont il reprend l'idée que les régimes autoritaires sont préférables aux régimes totalitaires, car ils peuvent se transformer en démocraties. Daniel WIKLER, « Marxist Thought Finds an Unlikely Godmother », 15 octobre 1989.

² C'est-à-dire aux niveaux local, municipal, régional, républicain et pan-Union.

³ Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.177. Ailleurs, il prend position pour une représentation parlementaire qui viserait à sélectionner les personnes les plus capables de cerner les intérêts du pays - vision qu'il attribue à Edmund Burke et à John Stuart Mill -, contre une vision de la représentation comme expression de la volonté de l'électorat - idée qu'il associe au marxisme. Andranik MIGRANÂN, *Demokratiâ i nravstvennost'* [Démocratie et morale], p.32.

⁴ En 1988, Migranian affirme que, de toute manière, les partis sont en déliquescence dans les systèmes politiques occidentaux, où ils tendent à être remplacés par des groupes d'intérêts formés de professionnels. À la manière d'Alexandre Herzen et des populistes russes qui, au XIX^e siècle, croyaient en la possibilité de parvenir au communisme en sautant le capitalisme, Migranian propose donc de parvenir à une politique de groupes d'intérêts en sautant le multipartisme. Comme cet argument acrobatique n'est pas repris dans ses articles ultérieurs, il semble essentiellement servir à ménager la sensibilité des membres du Parti à une époque où la défense publique du multipartisme était encore scandaleuse. Il n'en demeure pas moins révélateur du type de représentation que, selon Migranian, doivent accomplir les organes législatifs. Andranik MIGRANÂN, « Mehanizm tormoženiâ v političeskoj sisteme i puti ego preodoleniâ » [Le mécanisme de frein du système politique et les voies de son dépassement], p.119-120.

constitutionnelle figure aussi parmi les barrières institutionnelles que Migranian propose de mettre en place¹. Ces dispositions visent à prévenir le basculement du pouvoir autoritaire dans le « despotisme » et l'« arbitraire » qui caractérisent les régimes où la politique est régie par la volonté de ses dirigeants plutôt que par des lois. Ce qui importe, en somme, ce n'est pas la légitimité démocratique du pouvoir, mais sa légalité, c'est-à-dire son encadrement institutionnel. Ce dernier ne serait cependant pas complet, selon Migranian, s'il ne reposait pas aussi sur une dernière barrière essentielle au pouvoir de la bureaucratie : l'institutionnalisation de la société civile.

Migranian est à la fois le plus célèbre défenseur de la main de fer et l'un des pionniers de la théorisation de la société civile en URSS. En soi, cela incite à remettre en cause l'idée fort répandue selon laquelle société civile et démocratie vont nécessairement de pair. Certes, la garantie légale de l'activité d'organisations autonomes est sans doute une condition nécessaire au fonctionnement d'une démocratie parlementaire, ainsi que le soulignent de nombreux dissidents soviétiques depuis les années 1970, mais elle n'en est pas une condition suffisante, car la libération de la contrainte de l'État n'implique pas la participation à la prise de décisions politiques. Migranian est très clair sur ce point, distinguant expressément les « valeurs et principes démocratiques » des « valeurs et principes libéraux » qui fondent la société civile. À la démocratie, il associe la valeur d'égalité et le principe d'une large participation de la population à l'exercice du pouvoir. À la société civile, il associe les valeurs d'individualisme et les droits et libertés individuels inaliénables qui fondent la liberté négative, c'est-à-dire « la liberté de l'individu vis-à-vis de l'ingérence de l'État et de la société »². Prenant l'histoire politique occidentale à témoin, il démontre que ces deux ensembles de valeurs et de principes n'ont pas toujours été liés. La Grande-Bretagne, par exemple, a d'abord « construit le

¹ *Ibid.*, p. 112. Cela dit, Migranian s'oppose à la proposition avancée par Sakharov et d'autres membres du Groupe interrégional de députés, à la fin de 1989, qui consiste à modifier immédiatement la Constitution soviétique afin de poser le cadre des réformes futures. Migranian considère cette initiative « inopportune » à cette « étape critique » du processus de passage vers la démocratie. Il propose plutôt de procéder à des amendements de la Constitution, une tâche qu'il souhaiterait voir confiée à un « conseil d'experts ». Andranik MIGRANĀN, « Demokratiā v teorii i istoričeskoj praktike » [La théorie et la pratique historique de la démocratie], janvier 1990, p.41.

² *Ibid.*, p.37.

mécanisme politique démocratique » sur une base aristocratique qui gardait les masses populaires hors de la politique. Pour Migranian, c'est là un enseignement universel : la première étape de la fondation d'une démocratie consiste à garantir « la liberté négative, priorisant clairement les valeurs libérales aux valeurs démocratiques, et en particulier la liberté sur l'égalité »¹. Cela relève à ses yeux d'une nécessité historique :

*En se fondant sur l'expérience de nombreux pays qui ont fait la transition vers un système politique démocratique, l'on peut je pense déduire la loi (zakonomernost') suivante. Le mécanisme démocratique est très fragile lors de la première étape de sa fondation et peut facilement être détruit par un large engagement des masses dans l'action politique, alors qu'elles ne possèdent pas suffisamment de culture générale et tout particulièrement de culture politique. La garantie de la liberté et de l'indépendance de l'individu particulier, qui découlent de la doctrine du libéralisme, rend nécessaire la création d'un mécanisme.*²

Le mécanisme en question comprend, en plus de la séparation des pouvoirs et du contrôle constitutionnel que nous avons évoqué précédemment, l'« institutionnalisation de la société civile », c'est-à-dire la garantie légale de l'organisation et de l'expression autonome d'intérêts individuels et collectifs. Comme plusieurs de ses contemporains, Migranian voit dans la multiplication des groupes informels³ le signe de l'émergence d'une société civile. Leur rôle, observe-t-il, consiste à exprimer les problèmes importants vécus par certaines catégories de citoyens ou par la société dans son ensemble, ainsi qu'à inciter le pouvoir à adopter les mesures appropriées. À cette fin, les actes de

¹ *Ibid*, p.40.

² *Ibid*. p.37. Dans ce passage, Migranian présente cette nécessité comme temporaire, propre à l'« étape initiale » de la réforme politique. Pourtant, il laisse entendre à d'autres moments que les valeurs libérales doivent *toujours* primer sur les valeurs démocratiques. Ainsi, il affirme que les « ajustements » qui ont été apportés aux XIX^e et XX^e siècles dans les pays occidentaux pour assurer une plus grande participation démocratique - notamment l'extension du droit de vote - trahissent un trop grand penchant en faveur de la démocratie et ignorent les valeurs du libéralisme, ce qui pourrait conduire au despotisme et au totalitarisme. Comme à son habitude, Migranian exprime son opinion en citant des spécialistes, soit dans ce cas « l'immense majorité des économistes, sociologues et politologues occidentaux » qui, à le croire s'entendent pour dire que la solution à la crise actuelle consiste à faire un virage « à droite », en faveur des valeurs fondamentales du libéralisme et aux dépens de la démocratie. *Ibid*. p.41

³ Soit les clubs - politiques ou non - qui se multiplient à partir de 1986 dans une relative tolérance de la part du pouvoir soviétique. À ce sujet, voir Carole SIGMAN, *Clubs politiques et perestroïka en Russie: subversion sans dissidence*, 2009.

désobéissance civile constituent à ses yeux des moyens efficaces pour exercer une pression sur la bureaucratie, surtout lorsqu'ils sont largement relayés par les médias¹. Dès 1988, Migranian propose de légiférer pour autoriser les actes de désobéissance civile, qu'il définit - invoquant « l'immense majorité des politologues » - comme des « actes publics, non violents, consciemment préparés, mais illégaux, qui visent habituellement à modifier la loi ou l'action des différents pouvoirs »². Il en donne pour exemple la mobilisation qui a débuté en 1987 à Leningrad pour protéger le patrimoine architectural de la ville et qui a forcé les autorités de la ville à expliquer leurs plans au sujet de la destruction de l'hôtel Angleterre. Migranian, cependant, ne partage pas l'empressement de nombreux activistes du mouvement informel à voir leur activité émancipée de toute contrainte, y compris dans la sphère politique. L'institutionnalisation de la société civile, soutient Migranian, se traduit nécessairement par l'expression publique de conflits sociaux qui, s'ils sont exacerbés, constituent une véritable menace pour la stabilité du système politique. C'est pourquoi il est à son avis essentiel que le réformateur conserve un pouvoir autoritaire « de correcteur et d'arbitre »³ qui lui permette de superviser le transfert graduel des pouvoirs vers la société civile. Concrètement, l'autoritarisme du réformateur implique de sérieuses restrictions à la participation politique :

*Certes, les droits politiques des citoyens et des organisations sociopolitiques seront réduits, une opposition légale sérieuse sera interdite et le comportement politique des citoyens et des organisations politiques sera sévèrement réglementé. À la différence du totalitarisme, cependant, où toute hétérodoxie (inakomyslie) et toute opposition politique sont interdites, l'autoritarisme autorise et détermine les limites de l'hétérodoxie permisible et de l'opposition légale.*⁴

À l'été 1989, en pleine grève des mineurs, Migranian propose que le Congrès vote la cession des pleins pouvoirs à Gorbatchev, afin qu'il forme un Comité de salut national

¹ Andranik MIGRANÂN, « Mehanizm tormoženiâ v politiĉeskoj sisteme i puti ego preodoleniâ » [Le mécanisme de frein du système politique et les voies de son dépassement], p.114.

² *Ibid.*, p.113

³ Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.169.

⁴ *Ibid.*, p.169-170.

et mette fin à toutes les autres institutions de pouvoir, y compris le Congrès et les soviets locaux¹.

4) Liberté morale et paternalisme

Pour Migranian, la pluralité² des intérêts et des idées admises dans la société civile est compatible avec l'existence d'un pouvoir absolu, car la pluralisation (*razmeževanie*) s'effectue à un rythme différent dans chacune des sphères de l'activité humaine. La sphère spirituelle est la première à s'émanciper du contrôle absolu de l'État. En URSS, ce processus qui débute avec la déstalinisation serait pour ainsi dire déjà achevé :

*Dans la sphère morale, nous sommes déjà passés à une démocratie dirigée et même presque une démocratie complète, comme le démontre la parution d'Inogo ne dano : chaque institution, chaque phénomène de notre société peut se présenter devant l'esprit critique du chercheur, indépendamment de l'opinion ou des décisions des puissantes forces de l'État.*³

Dans la sphère économique, cependant, la pluralisation des formes de propriété vient tout juste de commencer et sa mise en œuvre est impopulaire, ce qui constitue une raison de plus pour établir un pouvoir fort et centralisé.

Nous avons vu précédemment que Migranian conçoit la morale comme une disposition privée qui repose sur la possibilité pour les individus de prendre la responsabilité de leurs actions. Nous avons aussi vu que c'est au nom de ce principe

¹ Igor' KLÂMKIN, Andranik MIGRANÂN, & Georgij CELMS, « Nužna li železnaâ ruka ? » [Une main de fer est-elle nécessaire ?]

² Migranian parle de pluralité (*množestvennost'*) plutôt que de pluralisme.

³ Andranik MIGRANÂN, « Legko li stat' Evropoj ? » [Est-il facile de devenir l'Europe ?], décembre 1988, p.24. Ce passage est repris un an plus tard dans la version remaniée de cet article, mais, curieusement, la référence au recueil *Inogo ne dano* a disparu, remplacée par l'expression d'un espoir de voir bientôt complétée la démocratisation de la sphère morale. Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.171. Dans ce passage, il apparaît clairement que la démocratie, pour Migranian, réside essentiellement dans l'indépendance à l'égard de l'État. C'est pourquoi la démocratie dans le domaine moral peut être compatible, selon lui, avec le monopole du pouvoir politique.

d'autonomie individuelle que Migranian condamne la prétention des États socialistes à inculquer des qualités morales à leurs citoyens. Il peut sembler étonnant, dans ce contexte, qu'il déclare par ailleurs que le réformateur autoritaire doit agir de manière « éclairée » et « paternaliste »¹ afin de créer les mécanismes propres à l'acquisition de la « culture politique »² :

*Le pouvoir autoritaire doit aussi s'occuper pendant cette période [de transition] de la création du mécanisme politique démocratique en y faisant participer les représentants de différentes institutions de la société civile et en leur donnant progressivement des droits et des mandats tout en préservant pour soi un rôle d'arbitre et de correcteur. En d'autres mots, le pouvoir autoritaire doit garantir à cette étape la résolution des conflits d'intérêts par des procédures légales au sein des institutions politiques du pouvoir public, afin que la pratique de résolution légale des conflits pénètre le tissu de la culture politique.*³

Migranian ne donne pas de définition claire de ce que doit être cette culture politique. Le plus souvent, à l'instar du passage cité précédemment, il la décrit comme un ensemble de pratiques de modération et de respect de la loi. À d'autres occasions, cependant, il en donne une tout autre définition, chargée d'un contenu moral substantiel, soit un ensemble de valeurs partagées qui assurerait la cohésion sociale au-delà des intérêts particuliers. Il justifie ainsi la préservation d'un système à parti unique en arguant de « l'absence d'une culture politique suffisante qui exprimerait clairement et consciemment un accord (consensus) sur les valeurs et buts fondamentaux de la société au-delà des différents intérêts sociaux, nationaux, religieux, culturels ou autres »⁴. Migranian décrit la tâche du réformateur comme une entreprise *pédagogique* qui conduit la société vers sa maturité :

¹ Andranik MIGRANÂN, *Demokratiâ i npravstvennost'* [Démocratie et morale], p.56.

² Terme qu'il reprend sans doute des sciences sociales occidentales. Le concept de « culture politique » ne fait pas partie du vocabulaire soviétique usuel, qui lui préfère plutôt des concepts comme « conscience politique » ou « conscience sociale ».

³ Andranik MIGRANÂN, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], juillet 1989, p.169.

⁴ *Ibid.*, p.179.

[au terme de la transition autoritaire] prendra fin la période d'infantilisme de notre société, quand l'on pensait à sa place et que l'on formulait pour elle ses buts et ses tâches. Y succédera une période de maturité, lorsque la société deviendra suffisamment compétente et développée, lorsque les institutions de la société civile pourront efficacement formuler les buts et tâches et les réaliser elles-mêmes pour le bien de toute la société, à travers des mécanismes autonomes établis¹.

Le paternalisme que défend Migranian n'est pas du perfectionnisme. Quel que soit le contenu qu'il donne à la culture politique, Migranian ne considère pas qu'elle rende les gens meilleurs, mais simplement qu'elle est nécessaire au fonctionnement du système politique. Sa valeur, en somme, est strictement instrumentale aux besoins de l'État. Ce paternalisme, de plus, n'entrave pas le principe d'autonomie individuelle tel que le conçoit Migranian, soit la liberté de l'individu à l'égard de l'empiètement de l'État dans la sphère privée. Dans cette perspective, Migranian considère que l'individu n'est pas moins autonome parce qu'un État autoritaire lui interdit de participer à l'exercice du pouvoir et impose des mécanismes jugés utiles à la stabilité du système politique. L'exclusion - en principe temporaire - de la majorité de la population du domaine politique constitue au contraire, selon Migranian, la meilleure garantie de la préservation de la liberté individuelle contre la tyrannie des masses et le totalitarisme.

C - Conclusion : la fabrication politique et la libération de la vie

La réforme politique proposée par Migranian est un programme technocratique de création par l'État du cadre légal de la démocratie, à savoir la société civile et la séparation des pouvoirs. Il s'agit, en somme, d'un travail de *fabrication*. À l'instar de l'artisan, le réformateur doit « construire » les « mécanismes » des rapports entre l'individu, la société et l'État de telle manière à ce qu'ils correspondent au « modèle » qui lui est dicté par un savoir spécialisé, soit dans ce cas-ci l'expérience mondiale de la

¹ Andranik MIGRANÂN, « Mehanizm tormoženiâ v političeskoj sisteme i puti ego preodoleniâ » [Le mécanisme de frein du système politique et les voies de son dépassement], p.117.

transition vers le marché et la démocratie¹. La dimension autoritaire est intrinsèque à cette perspective technocratique : la possession du savoir spécialisé de l'artisan implique que seule une élite éclairée est en mesure de fonder le nouvel ordre politique et, de plus, qu'elle doit exercer une certaine violence sur le matériau afin de lui donner la forme recherchée. Kliamkine, à l'inverse, considère que le but de la réforme politique est de libérer les dispositions naturelles des individus - ce qu'il désigne comme la « vie » et le « présent » - de l'emprise de schémas artificiels et abstraits. Il présente cette libération comme une entreprise anti-technocratique : « La société normale que nous cherchons à atteindre ne doit pas être projetée et construite, de la même manière que l'on ne peut projeter et construire l'organisme et l'âme de chacun d'entre nous »². Dans cette optique, c'est bien la « vie » qui doit orienter la politique : « Ici j'aimerais être particulièrement précis : tant que nous danserons non pas à partir de la vie, mais du langage, auquel doit toujours correspondre la vie (...) alors sur notre terre il n'y aura ni aisance ni santé morale et nous serons gouvernés par des spécialistes de la linguistique idéologique.³ » En cela, Kliamkine partage la perspective morale anti-artificialiste et anti-idéologique qui est commune à la plupart des libéraux soviétiques à l'époque de la perestroïka⁴. Et pourtant, Kliamkine approuve les principales conclusions du programme technocratique de Migranian : l'instauration d'un despote éclairé, la restriction des libertés politiques et l'imposition des institutions de l'économie de marché et de la démocratie. Ce programme, du propre aveu de Kliamkine, ne correspond pas à ses « convictions démocratiques », mais il lui semble néanmoins inévitable étant donné l'expérience historique du passage vers la démocratie et la disposition des rapports de forces contemporains en URSS. Par un tel raisonnement, Kliamkine *anticipe* le changement d'attitude de la majorité de l'intelligentsia libérale à l'égard de la main de fer dans les années qui suivent.

¹ Sur la conception de la fondation d'un régime comme fabrication, voir Hannah ARENDT, « Qu'est-ce que l'autorité ? », p.146-147.

² Igor' KLÂMKIN, « Oktâbr'skij vybor prezidenta » [Le choix d'octobre du président], octobre 1990, p.4.

³ Igor' KLÂMKIN, « Trudnyj spusk s ziâjuščih vysot. Razmyšleniâ v kanun vyborov o vtorom S'ezde narodnyh deputatov SSSR i političeskoj situacii v strane » [La difficile descente des hauteurs béantes. Réflexions à la veille des élections sur la deuxième session du Congrès des députés du peuple de l'URSS et sur la situation politique dans le pays], 1990, dans *Trudnyj spusk s ziâjuščih vysot, op.cit.*, p.15.

⁴ Voir à ce sujet le premier chapitre.

À l'été 1989, lorsque paraît l'entrevue conjointe de Kliamkine et de Migranian, leur position provoque un scandale. Des centaines de lettres de lecteurs indignés parviennent à la rédaction de la *Literatournaïa gazeta*¹. « Je lisais et je n'en croyais pas mes yeux », écrit l'un d'eux. « J'ai d'abord cru qu'il s'agissait d'une blague du premier avril », écrit un autre. Pour plusieurs, l'idée de la main de fer constitue un évident retour en arrière. Un lecteur traite Migranian et Kliamkine de « dinosaure » et de « ptérodactyle », tandis qu'un autre les accuse de revenir aux pires heures du passé soviétique : « Je ne veux pas qu'une 'main de fer' m'entraîne vers un avenir rayonnant. Nous sommes déjà passés par là et l'avons payé bien assez cher. Car c'est précisément là que nous a emportés la 'super main de fer' (*sverhželeznaâ ruka*) de Staline »². Le journaliste qui compile les lettres de lecteurs observe d'ailleurs que la critique de la main de fer témoigne souvent d'une indignation morale qui laisse peu de place à la discussion :

*Celui qui défend passionnément la démocratie peut avoir, sans s'en douter, une conscience contaminée par le virus de l'autoritarisme. J'écris cela, car il y a hélas dans les lettres beaucoup trop de gros mots à l'endroit de ces auteurs qui ont osé exprimer un point de vue inhabituel et impopulaire. Il y a beaucoup trop de méfiance et de disposition à accuser de tous les péchés mortels ceux qui pensent différemment (inakomyslâšiâ). Je doute que ces attitudes soient compatibles avec une véritable conscience démocratique.*³

Comme c'est souvent le cas à l'époque, la position adverse est immédiatement soupçonnée de dissimuler des motifs égoïstes⁴. De nombreux lecteurs avancent que Migranian et Kliamkine ont été « achetés » ou qu'ils sont les marionnettes d'une

¹ Le journaliste rapporte que sur les centaines de lettres reçues, seules quelques unes se portent à la défense de Migranian et Kliamkine. Georgij CELMS « 'Doloj lûbogo diktatora!' » [À bas tout dictateur!], 27 septembre 1989, p.14. Tous les extraits de lettre cités ci-après sont tirés de cet article.

² *Ibid.* Le journaliste indique l'auteur de la lettre dont est extrait ce passage est un certain I. Švarc, de Rostov-sur-le-Don.

³ *Ibid.*

⁴ Nous avons vu au chapitre 2 que c'est une tendance que manifestent souvent les intellectuels libéraux à l'égard des positions de leurs adversaires. Puisque leurs propres propositions leur paraissent justifiées par l'expression sincère de leur conscience, celle de leurs adversaires intellectuels ne s'expliquent à leurs yeux que par l'hypocrisie.

« campagne » politique visant à préparer la société à l'établissement de la dictature¹. Pour la plupart des lecteurs de la *Literaturnaïa gazeta* et des intellectuels qui publient des répliques, l'idée de la main de fer est fondamentalement contraire à la perestroïka.

Si la main de fer apparaît alors à bien des libéraux soviétiques comme une idée inacceptable, ils ne sont pas foncièrement hostiles à plusieurs des arguments qu'utilisent Migranian et Kliamkine pour la justifier. Les intellectuels libéraux favorables à la consolidation des forces démocratiques derrière le réformateur partagent un même désir de renforcement du pouvoir exécutif et une même préoccupation à l'égard de la participation du peuple en politique. Gavriil Popov, député libéral vedette et bientôt dirigeant du Soviet de Moscou, est l'un de ceux qui soutiennent au printemps 1990 la création sur mesure pour Gorbatchev du poste de Président de l'URSS, qui élargit encore davantage les pouvoirs personnels dont il disposait en tant que Président du Soviet suprême. Et cela, bien que l'élection de Gorbatchev s'effectue à nouveau au vote indirect, c'est-à-dire qu'elle soit confiée aux députés du Congrès plutôt qu'aux urnes. Popov justifie son soutien au réformateur : « Il est impossible de créer un système politique efficace sans un pouvoir exécutif fort et indépendant »². D'autres députés radicaux dénoncent pour leur part l'introduction de la présidence comme un pas vers l'autoritarisme. Afanassiev déclare : « Qu'est-ce que [la présidence] a apporté, si ce n'est un saut insolite en direction de la domination autoritaire d'une certaine oligarchie, d'une certaine junte anonyme ? »³.

C'est dans ce contexte que paraît dans la revue *Vek XX i mir* un curieux article anonyme intitulé « Par la méthode forte... »⁴ qui se présente comme une « note

¹ C'est aussi l'hypothèse avancée par le sociologue Vladimir Shlapentokh dans son commentaire paru dans le *New York Times*. Vladimir SHLAPENTOKH, «Who's Behind the Coup Talk in Moscow ? », 23 septembre 1989.

² Cité par Igor TIMOFEYEV, « The Development of Russian Liberal Thought Since 1985 », p.86.

³ Ūrij AFANAS'EV, « Kolossal'nyj èksperiment zakončilsâ. Gipnoz èše dejstvet » [L'expérimentation colossale se termine, mais l'hypnose fonctionne toujours], 2 avril 1990.

⁴ [Anatolij ČUBAJS et al.] « Žestkim kursom » [Par la méthode forte...], juin 1990.

analytique préparée par les spécialistes de l'association de sciences socio-économiques de Leningrad ». Cette association regroupe des économistes néolibéraux menés par Anatoli Tchoubaïs, convaincus de la nécessité d'un passage accéléré à l'économie de marché - ce qu'ils appellent la conception du « grand saut » (*konceptciâ « bol'sogo skačka »*) - visant à l'atteinte de l'équilibre fiscal et à un passage immédiat à la propriété privée. Cet article peut être considéré comme la quintessence de l'approche technocratique de la perestroïka. Sans même tenter de justifier leur position par des arguments, les auteurs posent d'emblée le caractère « rationnel et opportun » de leur conception de la réforme économique, puis consacrent l'ensemble de l'article à exposer les mesures politiques qui doivent être prises pour garantir son succès. La mise en œuvre de ces réformes économiques, prévoient-ils, va susciter l'hostilité de la majorité de la population en raison de la forte baisse du niveau de vie, de l'augmentation des inégalités de revenu et de l'apparition du chômage de masse. Afin de conserver le contrôle sur le pays et sur le déroulement des réformes, affirment les auteurs, le gouvernement doit donc adopter des mesures autoritaires, telles que la censure de ses critiques et l'adoption de lois exceptionnelles contre les grèves. L'institution de la présidence soviétique, à leurs yeux, est un bon pas sur la voie de la concentration des pouvoirs. À l'instar de Migranian, les économistes de Leningrad considèrent par ailleurs que la société civile, dans la mesure où elle n'est pas contestatrice, est tout à fait compatible avec un pouvoir autoritaire. Elle permet de « préserver des exutoires politiques : le pluralisme et la glasnost pour tout ce qui ne concerne pas la réforme politique ». Mais contrairement à Kliamkine et Migranian, Tchoubaïs et ses collègues conseillent au gouvernement de ne pas rompre ouvertement avec la perestroïka démocratique, mais d'établir un « équilibre complexe » qui consisterait à se placer dans la continuité des réformes démocratiques tout en rompant en pratique avec leurs « programmes et promesses ».

Au moment de sa publication, dans une revue à faible tirage, cet article passe inaperçu. Un an plus tard, le programme de Tchoubaïs et de ses collègues inspire la politique officielle du gouvernement russe. Le hasard des jeux de coulisses conduit en effet ces économistes de Leningrad, en collaboration avec des économistes néolibéraux

de Moscou menés par Egor Gaïdar, à former l'équipe chargée par Eltsine de l'élaboration et de la réalisation de la réforme économique en Russie¹. Sans avoir été élu, Gaïdar est nommé premier ministre du gouvernement russe en novembre 1991 et Tchoubaïs, président du Comité sur la propriété d'État, puis vice-premier ministre en juin 1992. Eltsine n'hésite alors pas à recourir à des mesures autoritaires pour réaliser les réformes économiques impopulaires, mais ce faisant, il prend soin d'afficher son allégeance aux principes démocratiques de la perestroïka. Le renforcement de son pouvoir personnel, affirme-t-il alors, est la seule manière de garantir la victoire de la démocratie sur ses adversaires nationalistes et communistes. Sous ce jour « démocratique », la politique autoritaire du gouvernement russe s'attire le soutien de la plupart des intellectuels libéraux. Comme Kliamkine quelques années plus tôt, ils reconnaissent que cette politique ne respecte pas tous les principes que leur dicte leur conscience, mais ils la considèrent néanmoins comme *inévitabile*. Nous nous penchons plus en détail au prochain chapitre sur les motifs de ce retournement vers la main de fer.

¹ Sur les circonstances qui ont conduit ces économistes largement inconnus au sommet de l'État, voir les témoignages de plusieurs d'entre eux : Peter AVEN, Alfred KOKH, *Gaidar's Revolution. The Inside Account of the Economic Transformation of Russia*, 2015.

Chapitre 6 : Consolidation ou autonomie : le dilemme du mouvement démocratique (1990-1993)

—*Moi et mes proches sommes actuellement dans une situation complexe. Nous critiquons la politique d'Eltsine, car nous ne pouvons pas ne pas la critiquer, mais...*

—*Mais vous ne pouvez pas non plus la critiquer, à tout le moins au Congrès, car cela apporte de l'eau au moulin de l'opposition nationale-communiste?*

—*C'est à peu près ça.*

Youri Afanassiev, en entrevue, 1993¹

Nous avons vu au chapitre 4 que l'intelligentsia libérale se radicalise en 1989 dans le contexte de l'émergence d'une vie politique plurielle. La tenue d'élections compétitives, la vaste mobilisation populaire dans les grandes villes et dans les bassins miniers, l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est et, surtout, le refus obstiné des réformateurs du Parti d'écouter les conseils des intellectuels libéraux, incitent ces derniers à se placer de plus en plus ouvertement en opposition au système communiste. Désormais, il ne s'agit plus seulement de dénoncer l'héritage du stalinisme dans le « système administratif de commandement », mais de remettre directement en cause le Parti communiste, son idéologie et son monopole sur le pouvoir. Cette radicalisation, pour autant, n'implique pas l'opposition au pouvoir soviétique. Si Andreï Sakharov et plusieurs de ses proches du Groupe interrégional de députés (MDG)² considèrent que les mobilisations populaires permettent d'exercer une pression par le bas sur Gorbatchev, de nombreux libéraux soviétiques souhaitent avant tout consolider le pouvoir du réformateur soviétique, pour lui permettre de vaincre la résistance de ceux qu'ils considèrent comme les « forces conservatrices » au sein de l'appareil et dans la

¹ Ūrij AFANAS'EV, « Molčanie demokratičeskih "âgnât" » [Le silence des "agneaux" démocrates], 1993. Nous écrivons « proches » pour alléger la lecture, mais le terme *edinomyšlenniki* qu'utilise Afanassiev signifie plus précisément « ceux qui pensent comme moi ».

²Comme nous l'avons vu au chapitre 4, le MDG est une fraction parlementaire qui s'organise à l'été 1989 et qui agit comme la figure de proue de l'aile réformiste radicale jusqu'au début de 1990.

société¹. Pour eux, la formation d'une opposition à Gorbatchev implique une dangereuse division du camp réformiste, qui ferait le jeu de ses adversaires. L'intransigeance dont les libéraux soviétiques font généralement preuve dans leur combat contre le système communiste et contre ceux qu'ils considèrent comme ses serviteurs - les nationalistes et les communistes orthodoxes - contraste donc avec leur disposition à collaborer avec le pouvoir réformateur malgré leurs divergences de programmes et de principes, pour peu qu'il prête l'oreille à leurs conseils. La question du pouvoir² leur apparaît certes de plus en plus importante, mais elle demeure tout de même secondaire par rapport à la lutte essentielle qui oppose à leurs yeux la vérité et l'honnêteté au mensonge et à l'égoïsme. Dans le présent chapitre, nous verrons que, malgré les bouleversements idéologiques et institutionnels de la fin de la perestroïka, cette perspective morale constitue encore l'arrière-plan des principaux débats stratégiques des libéraux sur la nouvelle scène politique postsoviétique. À cette époque, le principal enjeu consiste à déterminer le rapport au pouvoir de la grande organisation de masse créée en 1990, la coalition Russie démocratique.

Quelques heures avant son décès en décembre 1989, Andreï Sakharov avait exprimé le souhait de voir les forces démocratiques du pays s'unir en un mouvement d'opposition appuyé sur de vastes mobilisations populaires. Un peu moins d'un an plus tard, ce mouvement prend forme. Les 20 et 21 octobre 1990, 1273 délégués de comités démocratiques locaux, les représentants de 10 partis politiques³ et de 31 organisations, ainsi que des délégués venus de 70 régions de Russie se réunissent à Moscou pour créer

¹ En fait fut le refus, par la majorité des membres du MDG, du recours à la grève politique proposée par Sakharov en décembre 1989 pour établir un rapport de force avec Gorbatchev.

² Question que nous avons définie au chapitre 4 comme celle qui consiste à déterminer *qui* doit mener les réformes et *comment*. Il s'agit, en d'autres termes, de la question des institutions et des modalités d'exercice du pouvoir.

³ Rappelons que le multipartisme a été formellement adopté en mars 1990 à la suite de l'abolition de l'article 6 de la Constitution soviétique stipulant le « rôle dirigeant » du Parti communiste. Cette mesure donne lieu à l'apparition d'une multitude de partis politiques, dont la plupart sont totalement insignifiants et disparaissent aussi rapidement.

la coalition Russie démocratique (*Demokratičeskâ Rossiâ*, ci-après DR)¹. À l'instar des larges mouvements sociaux d'Europe de l'Est², DR n'est pas un parti politique conçu pour l'activité parlementaire, mais une organisation souple qui vise à la plus large mobilisation possible³. Les dirigeants de DR - c'est-à-dire ceux qui siègent à ses deux Conseils de direction⁴ - viennent principalement de l'intelligentsia libérale moscovite. Certains d'entre eux, comme Youri Afanassiev et Gavriil Popov, sont déjà actifs en politique depuis le printemps 1989 et faisaient partie du MDG. Pour d'autres, comme Léonide Batkine et Youri Bourtine, l'élection à la tête de DR constitue un premier saut en politique. Le profil social des dirigeants de DR est cependant moins exclusif que ceux du MDG ou de la Tribune de Moscou⁵. Les prestigieux intellectuels que nous venons de mentionner collaborent désormais, comme nous le verrons plus loin, avec une nouvelle génération d'acteurs politiques libéraux qui se sont distingués au sein de DR par leurs capacités organisationnelles dans le cadre des campagnes électorales de 1989 et 1990. Ces divers groupes s'entendent sur une tâche commune : l'opposition au système communiste. Cette vocation claire, à défaut d'être substantielle, est la clé du succès de la coalition. Rapidement, elle s'impose grâce à ses impressionnantes capacités de mobilisation comme le principal véhicule du « mouvement démocratique », soit l'ensemble des forces politiques luttant sous la bannière de la démocratie contre le Parti communiste⁶. En 1990 et 1991, DR organise ainsi les plus grandes manifestations de

¹ Yitzhak BRUDNY, « The Dynamics of Democratic Russia », p.149. À ce sujet, voir aussi : Carole SIGMAN, « Russie démocratique : histoire d'une organisation politique », 1993.

² Tels que *Solidarnosc* en Pologne, le Forum civique en Tchécoslovaquie, *Sajudis* en Lituanie et les Fronts populaires d'Estonie et de Lettonie.

³ DR est plus décentralisée encore que ses homologues d'Europe de l'Est, puisque cette coalition autorise non seulement l'affiliation individuelle, mais aussi les affiliations collectives. Ce qui signifie que certains membres suivent d'abord les consignes de leurs organisations ou partis, qui sont eux-mêmes affiliés à DR.

⁴ L'action des comités locaux est coordonnée par deux organes de direction collective, soit le Conseil de coordination, qui agit comme organe exécutif et prend les décisions au jour le jour, ainsi que le Conseil des représentants, qui est le porte-parole de la coalition et qui est lui-même chapeauté par cinq coprésidents. Le Conseil des représentants regroupe les représentants des membres collectifs de DR, ainsi qu'un certain nombre de personnes élues à titre individuel. L'organe supérieur de DR est le congrès, qui se réunit une fois par année.

⁵ Nous avons évoqué au chapitre 4 les circonstances entourant la création de la Tribune de Moscou, le plus important et le plus prestigieux club de discussion de l'intelligentsia libérale de Moscou.

⁶ Pour cette raison, DR et le mouvement démocratique sont souvent désignés comme des synonymes, y compris par les auteurs que nous étudions. Bien que ce ne soit pas rigoureusement exact, nous suivons cet

l'histoire du pays¹. Ces mobilisations jouent un rôle déterminant dans la conquête du pouvoir par des députés radicaux vedettes, à commencer par Boris Eltsine, qui est élu à la tête du gouvernement de la Russie² en mars 1990, puis à la Présidence de Russie en juin 1991. La mobilisation de DR rend aussi possible l'élection de Gavriil Popov et d'Anatoli Sobtchak au sommet du pouvoir exécutif des villes de Moscou et de Leningrad. De plus, la légitimité populaire qu'apporte le soutien de DR à ces nouveaux dirigeants s'avère décisive dans l'issue du bras de fer qu'ils engagent contre Gorbatchev et le Parti communiste et qui se conclut par la mise en échec du putsch conservateur d'août 1991 et l'effondrement subséquent des institutions du pouvoir soviétique.

Les statuts de DR stipulent que son but est de « coordonner les forces démocratiques en opposition au monopole du Parti communiste sur l'État et sur la politique, afin de mener des campagnes électorales conjointes, de coordonner l'activité parlementaire ainsi que d'autres actions visant à la création d'une société civile »³. Or, il n'y a pas de consensus quant à la meilleure stratégie à adopter pour réaliser ces objectifs. Comme en 1989 au sein du MDG, l'intelligentsia libérale se divise au sein de DR entre les partisans de la consolidation du pouvoir réformateur et les partisans de la constitution d'une force politique autonome qui pourrait potentiellement entrer en opposition au pouvoir réformateur. Pour les premiers, la société civile doit collaborer avec le réformateur dans la lutte contre le système communiste et pour la démocratie, tandis que pour les seconds, la démocratie réside dans l'autonomie de la société civile par rapport à tout pouvoir, qu'il soit réformateur ou non⁴. L'issue de leur débat se révèle décisive pour

usage dans ce chapitre pour ne pas alourdir la lecture par de longues précisions sur les organisations démocratiques marginales qui mènent des luttes parallèles, soit les anarchistes, le Parti socialiste, l'Union démocrate-chrétienne et l'Union démocratique.

¹ Le record est établi lors de la manifestation du 10 mars 1991, qui réunit un demi-million de personnes à Moscou et beaucoup d'autres dans toutes les grandes villes du pays.

² Plus précisément, la présidence du Soviet suprême de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), ci-après « la Russie ».

³ Yitzhak BRUDNY, *Op. cit.*, p.50.

⁴ Ce débat a été désigné par des analystes de la politique de cette époque comme une division entre les « radicaux » - partisans d'une opposition au pouvoir réformateur - et les « modérés » - partisans d'un soutien au pouvoir réformateur. Pour Michael McFaul (*Russia's Unfinished Revolution*, 2001), l'usage de

le destin de la démocratie en Russie. La victoire des partisans de la consolidation au sein de DR en 1992 a pour effet de cristalliser la nouvelle scène politique postsoviétique dans une lutte binaire où s'affrontent deux camps irréconciliables, au mépris des lois et des procédures démocratiques. Un an plus tard, cette polarisation est finalement surmontée par la consolidation, avec le soutien de nombreux intellectuels libéraux, d'un régime super-présidentiel qui marginalise définitivement le mouvement démocratique et les intellectuels libéraux qui s'étaient engagés pour la perestroïka.

Dans ce chapitre, nous verrons tout d'abord que le mouvement démocratique qui se forme en 1990 autour de DR poursuit le plus souvent une stratégie de consolidation du pouvoir d'un réformateur issu de la nomenklatura - d'abord Gorbatchev, puis Eltsine -, alors même que ce mouvement se radicalise dans son opposition au système communiste par le rejet du socialisme et l'adoption du vocabulaire de la libération nationale. Nous verrons ensuite comment le débat au sein de DR sur la pertinence de former une opposition autonome éclate au grand jour à l'automne 1991 lorsque se pose la question du destin du mouvement démocratique dans la Russie postsoviétique. L'épisode le plus célèbre de ce débat est celui qui oppose la professeure de littérature Marietta Tchoudakova à l'historien Léonide Batkine, d'abord à la Tribune de Moscou puis dans la presse, alors que plusieurs intellectuels libéraux prennent position pour un camp ou pour l'autre. Fondamentalement, ce débat concerne le rôle du conflit politique en démocratie, mais il est posé - signe des temps - dans des termes moraux, chacun reprochant à l'autre de succomber à une forme de perdition (*blud*): Tchoudakova accuse ceux qui critiquent le réformateur de succomber à « la perdition dans la lutte », tandis que Batkine répond que ceux qui soutiennent inconditionnellement le réformateur succombent à la « perdition

ces termes découle de l'application au cas soviétique d'un modèle général de transition de l'autoritarisme vers la démocratie qui stipule que la libéralisation de la vie politique conduit nécessairement à l'apparition de groupes « radicaux » et « modérés ». Or, nous verrons que les soi-disant modérés soutiennent la consolidation du pouvoir réformateur en raison de la radicalité de leur combat moral pour la vérité et l'honnêteté, qui leur interdit toute concession ou discussion avec les nationalistes et les communistes, de même que toute prise en compte sérieuse des revendications populaires. Pour cette raison, il nous semble que les termes « radicaux » et « modérés » ne conviennent pas dans ce contexte. Dans ce chapitre, nous désignons plutôt les deux groupes de libéraux soviétiques qui débattent du rôle du mouvement démocratique à la fin de la perestroïka comme les « partisans de la consolidation » et les « partisans de l'autonomie ».

dans le conformisme ». Ce débat se conclut par la victoire décisive des partisans de la consolidation du pouvoir réformateur. Dans les mois qui suivent, le chaos provoqué par la désintégration des institutions soviétiques et par l'effondrement de l'économie conduit un grand nombre d'intellectuels libéraux à se radicaliser encore davantage, c'est-à-dire à redoubler d'intransigeance à l'égard des « adversaires » des réformes et de soutenir encore plus vivement la concentration du pouvoir dans les mains d'un réformateur « éclairé ». Plusieurs en viennent ainsi à accepter l'idée de la « main de fer » qu'ils avaient repoussée deux ans plus tôt¹, mais qui se présente désormais comme l'inévitable instrument de la victoire de la vérité et de l'honnêteté sur les reliquats hypocrites ou dogmatiques du système communiste.

A - 1990-1991 : La radicalisation dans le mouvement démocratique

L'intelligentsia libérale engagée dans la coalition DR se radicalise en 1990 et 1991 suivant une dynamique semblable à celle du MDG au cours de l'automne 1989. D'une part, elle s'oppose de plus en plus frontalement au système communiste et opère, ce faisant, deux impressionnants virages idéologiques qui confirment sa rupture avec le marxisme-léninisme : l'adoption du discours de la libération nationale et l'abandon du socialisme. D'autre part, les dirigeants de DR restent aux prises avec le même dilemme stratégique entre l'autonomie et la consolidation lorsqu'il s'agit de déterminer ses rapports avec le nouveau réformateur en Russie, Boris Eltsine. Et comme en 1989, la majorité des dirigeants de DR penchent en faveur d'une stratégie de soutien et de consolidation du pouvoir réformateur.

¹ Voir chapitre 5.

1) La radicalisation de l'opposition au système communiste : les deux virages idéologiques de 1990

Andreï Sakharov aurait sans doute été fort heureux de voir le mouvement démocratique s'organiser sous la forme de DR dans le courant de l'année 1990 et se placer en opposition à Gorbatchev quelques mois plus tard. Il aurait cependant été fort étonné par les deux grands virages idéologiques opérés par l'intelligentsia libérale à cette époque. Le premier de ces virages est la nouvelle valorisation de concepts portés jusqu'alors par l'opposition nationaliste, tels que la souveraineté russe et la libération nationale. Rappelons que l'intelligentsia libérale était en hostilité ouverte, au moins depuis 1987, avec l'intelligentsia nationaliste et que ces deux camps idéologiques s'invectivaient copieusement *via* leurs journaux respectifs¹. À partir du début 1990, cette distinction idéologique se fait cependant moins rigide, essentiellement pour des raisons qui tiennent à la conjoncture politique du moment. L'incapacité du MDG à imposer ses revendications à l'ordre du jour du Congrès d'URSS à l'automne 1989 conduit plusieurs de ses membres à opter pour une nouvelle stratégie : ils abandonnent l'arène parlementaire soviétique pour se replier sur la scène politique de la république de Russie, à partir de laquelle ils comptent établir un meilleur rapport de forces avec le pouvoir soviétique central. Ces députés s'inspirent en cela de l'exemple des pays baltes, qui obtiennent l'autonomie financière en juillet 1989, ce qui laisse miroiter la possibilité d'utiliser les institutions politiques des républiques comme de véritables lieux de pouvoir. Nombreux sont les députés du MDG qui se présentent donc aux élections de mars 1990, qui visent à choisir les députés à tous les niveaux législatifs - local, municipal, régional, national - de Russie. L'émulation de l'exemple des Fronts populaires baltes se traduit aussi par l'importation de leur discours politique, qui présente leur lutte contre le pouvoir central soviétique comme un combat contre l'impérialisme et pour l'affirmation de la souveraineté nationale. L'importation en Russie de ce discours nationaliste est aussi facilitée par l'implication importante, dans la campagne électorale de 1990, d'une

¹ À partir de 1988, le débat entre libéraux et nationalistes prend généralement la forme d'échanges d'insultes entre les revues nationalistes *Naš sovremennik* et *Molodaâ Gvardiâ*, d'une part, et les revues et journaux libéraux *Ogonëk* et *Moskovskie novosti*. Les échanges sont alors si virulents que Gorbatchev ressent le besoin d'intervenir pour calmer le jeu.

nouvelle génération d'acteurs politiques libéraux¹. Ce sont de jeunes universitaires et professionnels qui ne partagent pas la méfiance traditionnelle des soixantards² libéraux à l'égard la question nationale russe. À défaut de jouir d'une aussi grande présence médiatique que les célèbres intellectuels libéraux qui se réunissent à la Tribune de Moscou, ces nouveaux activistes se montrent très efficaces pour tout ce qui a trait à l'organisation de la mobilisation populaire. En plus de contribuer aux succès électoraux de DR³, ils lui apportent une couleur plus patriotique qu'illustre déjà le choix du nom « Russie démocratique ». Il faut cependant souligner que ce changement idéologique ne se traduit aucunement par un rapprochement avec les forces politiques du nationalisme russe. Malgré une certaine convergence thématique, DR se place systématiquement en opposition aux organisations nationalistes russes, qui défendent l'idée d'une voie particulière pour la Russie et la restauration des valeurs traditionnelles contre l'influence délétère de l'Occident et des minorités nationales. Les députés de DR qui défendent la « souveraineté nationale » de la Russie donnent à ce concept un tout autre sens que celui mis de l'avant par les mouvements nationalistes de plusieurs républiques soviétiques depuis le printemps 1989, puisqu'il n'en reprennent pas le projet d'affirmation culturelle nationale. En Russie, où les Russes peuvent difficilement prétendre au statut de minorité opprimée, les activistes de DR utilisent avant tout le concept de souveraineté nationale pour justifier la décentralisation des pouvoirs au profit des républiques afin d'y réaliser les réformes vers la démocratie et le marché que le pouvoir soviétique central tarde à engager.

¹ Parmi eux, citons Oleg Roumiantsev, Mikhaïl Astafiev et Viktor Aksioutchits, Iliia Konstantinov, Marina Salye, Sergueï Babourine, Sergueï Chakhraï, Bela Denisenko, Lev Ponomarev, Iliia Zaslavski et Gleb Yakounine. Pour une étude de la socialisation politique de cette cohorte d'acteurs politiques, voir Carole SIGMAN, *Clubs politiques et perestroïka en Russie*, chapitre 2.

² Ainsi que nous l'avons indiqué en introduction, la plupart des libéraux soviétiques que nous suivons dans cette thèse et dont l'implication dans la perestroïka remonte au moins à 1987 appartiennent à la génération des « soixantards » (*šestidesâtniki*), soit ceux qui se sont politisés dans le contexte de la déstalinisation khrouchtchévienne, à la fin des années 1950 et au début des années 1960.

³ Le bloc électoral réussit notamment à organiser deux grandes manifestations sur la place du Manège à Moscou en février 1990, la première attirant 200 000 personnes. Cette mobilisation porte ses fruits lors des élections. En plus de faire élire Boris Eltsine à la tête du Soviet suprême de Russie, le bloc électoral DR emporte 57 des 65 sièges à Moscou, 25 des 33 sièges à Leningrad et 7 des 9 sièges à Sverdlovsk. Il emporte aussi 282 des 499 sièges du Soviet de Moscou et 240 des 400 sièges du Soviet de Leningrad. Les candidats de DR obtiennent aussi la majorité aux soviets municipaux de six autres villes de Russie, dont Sverdlovsk, Tomsk et Ryazan.

Le deuxième virage idéologique qui marque le mouvement démocratique dans le courant de l'année 1990 est le passage du socialisme réformiste à l'anticommunisme. Là encore, les membres de Russie démocratique se montrent sensibles à l'exemple des Fronts populaires baltes, mais aussi des révolutions d'Europe de l'Est, qui ont démontré tout le potentiel d'une mobilisation fondée sur le rejet pur et simple du système communiste et de son idéologie, plutôt que sur l'espoir de sa rénovation. Une autre circonstance encourageant ce passage à l'anticommunisme est l'échec de la tentative menée par de nombreux députés du MDG, dont Eltsine et Afanassiev, de collaborer avec l'équipe de Gorbatchev dans le cadre d'un Parti communiste réformé. À cette fin, ces députés créent en janvier 1990 une « Plateforme démocratique » au sein du Parti communiste dans le but de le transformer en parti parlementaire démocratique après avoir provoqué une scission avec ses éléments plus conservateurs. Au début de juillet 1990, au XXVIII^e Congrès du Parti, Eltsine propose ainsi de renommer le Parti communiste d'Union soviétique « Parti du socialisme démocratique », d'y autoriser les fractions et d'y mener les réformes prônées par la Plateforme démocratique. Cette initiative est un échec : les forces conservatrices du Parti parviennent à bloquer la proposition d'Eltsine, à prévenir le schisme et à obtenir l'expulsion du Parti de plusieurs membres de la Plateforme démocratique. Dépités, plus de cinquante autres membres de cette Plateforme quittent alors le Parti dans un geste dramatique. Pressentant cette issue, Afanassiev avait déjà rendu sa carte de membre en avril. Désormais sans espoir de transformer le système communiste de l'intérieur, ces députés adoptent alors un discours résolument anticommuniste.

Ce changement idéologique n'est pas aussi soudain ni aussi profond qu'il ne le semble. Pour l'intelligentsia libérale engagée depuis quelques années pour la perestroïka, l'abandon du socialisme en 1990 constitue l'aboutissement d'un long processus de réinterprétation de ce concept qui en détache peu à peu le contenu sociopolitique et lui donne une portée morale universaliste qui, en fin de compte, n'a plus rien de

spécifiquement socialiste¹. L'évolution du discours politique de Youri Afanassiev est tout à fait typique de ce processus de dissolution du concept de socialisme par son universalisation. Un virulent critique du marxisme-léninisme officiel dès 1985, Afanassiev défend jusqu'en 1989 une conception du socialisme qu'il dit fidèle aux « véritables » principes léniniens, dont l'URSS se serait écartée au profit du stalinisme au moment de la collectivisation. Cette position, rappelons-le, n'avait rien de bien original à l'époque. Elle était d'ailleurs défendue par Gorbatchev lui-même. Mais Afanassiev va plus loin. Pour lui, il ne s'agit pas de réformer le système soviétique existant, mais de le renouveler en dépassant l'opposition avec le monde capitaliste, sur la base d'un dialogue avec les sciences sociales occidentales². À l'automne 1989, alors qu'il est l'une des figures les plus radicales du MDG, son programme politique comporte trois points : le passage au marché, le démantèlement de l'empire et le passage à la démocratie. Or, à cette époque, il soutient que ce programme est encore compatible avec le socialisme. Le sens qu'il donne à ce concept le dépouille cependant de tout son contenu socio-économique. Il affirme que le marché « n'est pas un concept capitaliste » et que, pour cette raison, il est tout à fait compatible avec le socialisme³. L'opposition même entre capitalisme et socialisme, avance-t-il, est une « division idéologique » dont il faut se défaire. Il précise d'ailleurs que le socialisme qu'il appelle de ses vœux n'a que peu à voir avec ce qui a été bâti en URSS, mais bien davantage avec des idéaux humanistes universels : « L'idée socialiste doit continuer de nous guider. Non pas dans sa version russe et bolchevique, plébéienne-révolutionnaire, mais dans une perspective plus large,

¹ Un processus que l'on peut aussi observer au sein de plusieurs mouvements communistes européens qui migrent progressivement vers la social-démocratie dans le courant des années 1970 et 1980, et quelques années plus tard chez Gorbatchev. Voir Jacques LÉVESQUE, « The Messianic Character of Gorbachev's 'New Thinking' : Why and What for? », 2004.

² Ūrij AFANAS'EV, « Perestrojka i istoričeskoe znanie », 1987. L'intérêt que porte Afanassiev aux sciences sociales occidentales découle largement de sa formation comme spécialiste de l'historiographie française. Tout au long de la perestrojka, il cultive d'ailleurs ses relations le monde universitaire français. En 1989, il dirige avec Marc Ferro un recueil rassemblant des contributions de chercheurs soviétiques et français sur une série de thèmes : Youri AFANASSIEV, Marc FERRO, *50 idées qui ébranlent le monde : dictionnaire de la glasnost*, 1989.

³ Comme plusieurs autres libéraux soviétiques à cette époque, Youri Afanassiev a alors en tête le modèle de la NEP, la politique initiée par Lénine au début des années 1920, qui combine la planification socialiste et l'économie de marché.

celle de Jésus-Christ, du Lénine tardif et de la social-démocratie contemporaine. »¹ Dans ce kaléidoscope de références idéologiques, la mention du « Lénine tardif » n'a certainement pas autant de poids que la social-démocratie, puisqu'Afanassiev présente du même souffle les modèles suédois et danois comme « le paradis » vers lequel l'URSS doit avancer, alors que Lénine n'a toujours eu que des mots durs pour la social-démocratie². Dans cette perspective, l'abandon de Lénine et du socialisme par Afanassiev au printemps 1990, en réaction à l'échec imminent de la Plateforme démocratique, est loin d'être une rupture majeure dans sa pensée politique. De fait, le programme d'Afanassiev n'a pas changé : il défend toujours le marché, la fin de l'impérialisme et la démocratie. Seulement Lénine et le socialisme n'y ont plus leur place. Au moment où il quitte le Parti communiste, il coupe tous les ponts idéologiques qui le liaient à celui-ci : il attribue à Lénine la responsabilité de la politique soviétique de terreur³ et désigne le socialisme comme une « idée délirante »⁴. Il se déclare toujours favorable au modèle social-démocrate, mais il insiste désormais pour le mettre en contraste avec le socialisme soviétique. Plus précisément, il se réclame de la tradition des « socio-démocrates et des constitutionnels-démocrates que Lénine et son successeur ont impitoyablement écrasés »⁵. Le modèle scandinave devient pour lui l'incarnation par excellence du « socialisme à visage humain », dans lequel, précise-t-il, « on peut difficilement identifier des traits du communisme de Marx, mais où sont clairement à l'œuvre les idéaux chrétiens et universels-humanistes » et qui correspond ainsi à un « capitalisme à visage humain » fondé sur l'« individualisme libéral »⁶. Un an plus tard,

¹ Ūrij AFANAS'EV, « Socialističeskaâ ideâ ostaetsâ putevodnoj » [L'idée socialiste nous guide toujours], juillet 1989.

² Jésus-Christ est mentionné comme une figure humaniste et non pas religieuse. Afanassiev n'accorde pas de rôle significatif à la religion dans son programme politique, économique et moral.

³ Ūrij AFANAS'EV, « Istočnik naprâžennosti - ošibočnaâ i opasnaâ politika » [La tension est causée par une politique erronée et dangereuse]. Discours prononcé le 12 mars 1990 à la troisième séance du Congrès des députés du peuple.

⁴ Ūrij AFANAS'EV, « Kolossal'nyj èksperiment zakončilsâ. Gipnoz èše dejstvuet » [L'expérimentation colossale se termine, mais l'hypnose fonctionne toujours]. Entrevue donnée le 2 avril 1990 au journal *Die Spiegel*.

⁵ *Ibid.*

⁶ Ūrij AFANAS'EV, « Mesto i zadači oppozicii v SSSR » [La place et les tâches de l'opposition en URSS], juin 1990.

Afanassiev associe son programme social-démocrate au « libéralisme politique et économique »¹ et définit ses convictions comme « radicales-libérales »².

L'abandon du socialisme et le passage au libéralisme en URSS ont été décrits par certains analystes comme une « transformation spectaculaire »³, une « révolution cognitive »⁴. Cela est sans doute vrai pour une grande partie de la population, qui n'avait pas remis en doute les principes du socialisme et qui est maintenant confrontée à sa critique radicale dans la presse soviétique⁵. Mais pour bien des intellectuels libéraux soviétiques, le rejet du socialisme et de ses symboles n'affecte *pas* de manière significative leur projet politique. En 1990 tout comme en 1989, ils aspirent à « rejoindre la civilisation mondiale » et à créer les conditions de réalisation des « valeurs universelles » par le passage à la démocratie et au marché. Seulement ce projet est désormais considéré comme libéral et non plus socialiste. Le changement rapide des étiquettes idéologiques et la grande fluidité de leur signification démontrent qu'elles servent avant tout, dans le contexte de la perestroïka, à signifier la distance relative de leur porteur avec le Parti communiste⁶. À ce titre, elles ne peuvent pas être considérées comme des indicateurs fidèles de la pensée politique. Dès lors que l'on se penche sur les propos de l'intelligentsia libérale au sujet d'un enjeu concret comme la question du pouvoir, il apparaît que la position de DR en 1990 et 1991, malgré tous ces bouleversements idéologiques, est en fait fort similaire à celle du MDG en 1989. Et comme à cette époque, le mouvement démocratique demeure divisé quant à savoir s'il

¹ Ūrij AFANAS'EV, « Miraži vlasti » [Les mirages du pouvoir], 10 mai 1991.

² Ūrij AFANAS'EV, « "DemRossiâ" dolžna ostat'sâ samostoâtel'noj » ["DemRossia" doit rester autonome], 19 juillet 1991. L'expression « radical-libéral » n'est pas une identité politique répandue à cette époque. Elle semble créée par Afanassiev pour signifier à la fois son rapport au pouvoir - radical, donc critique - et son orientation idéologique - libérale.

³ Igor TIMOFEYEV, « The Development of Russian Liberal Thought Since 1985 », p.91.

⁴ Peter REDDAWAY et Dmitri GLINSKY, *The Tragedy of Russian Reforms*, p.166.

⁵ Pour de nombreux témoignages rétrospectifs sur l'indignation et la désorientation provoquées par ce bouleversement idéologique, voir Svetlana ALEXIEVITCH, *La fin de l'homme rouge : ou le temps du désenchantement*, 2013.

⁶ Sur ce point, nous allons dans le même sens que Vladimir SOGRIN, *Političeskaâ istoriâ sovremennoj Rossii 1985-2001*, p.66-67 et Carole SIGMAN, *Les mutations de l'espace politique en Russie pendant la perestroïka*, p.386 et sq.

faut prioriser la consolidation du pouvoir réformateur ou la constitution d'une opposition autonome.

2) Opposition ou consolidation : le mouvement démocratique et le pouvoir réformateur en 1991

Nous avons vu au chapitre 4 qu'un grand nombre de libéraux soviétiques ont longtemps privilégié une stratégie de consolidation des forces démocratiques derrière un réformateur « éclairé », et ce, pour plusieurs raisons : un désintérêt initial pour la question du pouvoir, l'impératif de la victoire sur les « adversaires » des réformes et une certaine crainte de l'intervention des masses en politique. Dans le courant de l'année 1989, cependant, l'échec répété des tentatives de collaboration avec le pouvoir soviétique et le poids moral de Sakharov convainquent finalement une partie de l'intelligentsia libérale que le meilleur moyen de faire avancer les réformes est de faire pression sur Gorbatchev en constituant une opposition autonome dotée d'un programme propre et soutenue par de vastes mobilisations populaires, à l'instar de ce qui s'était produit en Pologne. Le décès soudain de Sakharov refroidit cependant ces ardeurs oppositionnelles et plusieurs députés démocrates qui appelaient à la grève politique en décembre 1989 tentent à nouveau, au printemps 1990, de consolider les forces démocratiques autour du réformateur, cette fois au sein de la Plateforme démocratique. Comme nous l'avons mentionné, c'est précisément l'échec de cette énième tentative de consolidation qui conduit à la création en octobre 1990 de la coalition Russie démocratique dans la perspective d'une opposition explicite au Parti communiste. De manière révélatrice, la vocation oppositionnelle de DR ne vise pas initialement Gorbatchev, auquel plusieurs intellectuels libéraux portent encore un profond respect, mêlé d'un espoir tenace de le voir s'allier au mouvement démocratique, en dépit de sa propension de plus en plus évidente à s'appuyer sur les éléments conservateurs du Parti¹. L'intervention sanglante de l'armée soviétique à

¹ À l'automne 1990, Gorbatchev accorde plusieurs concessions importantes aux conservateurs du Parti : il revient sur sa décision précédente et refuse le plan de réformes économiques - dit « plan de 500 jours » - proposé par le gouvernement russe, il limoge le ministre des Affaires étrangères Edouard Chevarnadze - considéré libéral - et nomme Boris Pugo au ministère de l'Intérieur et Gennadi Yanaev au poste de vice-président. Tous deux sont des figures ouvertement conservatrices du Parti qui participeront d'ailleurs au coup d'État raté d'août 1991. Cela n'empêche pas le journaliste Len Karpinski, de considérer la

Vilnius le 11 janvier 1991 fait cependant voler cet espoir en éclats, y compris chez les plus fidèles gorbatchéviens¹. Le 20 janvier, DR organise une manifestation qui rassemble près de 200 000 personnes sur la place du Manège à Moscou pour protester contre les événements en Lituanie. La coalition accorde désormais tout son soutien à Eltsine qui, à son tour, appelle à la démission de Gorbatchev. Cette stratégie oppositionnelle fait entrer DR dans un âge d'or qui voit sa popularité décupler². Le 10 mars 1991, la coalition établit un record historique en Russie en organisant une manifestation d'un demi-million de personnes à Moscou et plusieurs autres dans les grandes villes du pays pour demander la démission de Gorbatchev et de son gouvernement. À la fin mars, plusieurs centaines de milliers de mineurs du Donbass et du Kouzbass entrent en grève politique et avancent les mêmes revendications, laissant entrevoir la possibilité d'un renversement du pouvoir sur la base d'une grève politique générale³.

L'opposition à Gorbatchev et au Parti communiste, désormais unanime au sein de DR, dissimule pourtant un conflit larvé quant à la stratégie de la coalition à l'égard de son nouveau « champion » réformateur, Boris Eltsine. Bien que ce dernier doive sa survie politique au soutien de la coalition⁴, sa propre stratégie privilégie les ententes de coulisses

concentration des pouvoirs par Gorbatchev comme un signe positif de sa volonté de « briser la résistance du complexe militaro-industriel » et d'écarter ainsi les forces qui ralentissent les réformes. Ūrij RYŽOV, Galina STAROVOJTOVA, Aleksandr GEL'MAN, Ales' ADAMOVIČ, Ūrij LEVADA, Igor' KLĀMKIN, Aleksandr CIPKO, Ūrij ČERNIČENKO, Stanislav ŠATALIN, Len KARPINSKIJ, « Reforma vlasti: Verhovnyj sovet pokidaet avanscenu » [Réforme du pouvoir : le Soviet suprême quitte le devant de la scène], 16 décembre 1990, p.9.

¹ Dans un éditorial daté du 20 janvier 1991, Len Karpinski abandonne pour la première fois son soutien loyal à Gorbatchev et défend Eltsine, qui s'est porté à la défense de la Lituanie. Len KARPINSKIJ, « Vystrel v spinu » [Un tir dans le dos].

² Selon un sondage réalisé en mars 1991, 53 % de la population de Moscou fait confiance à DR, contre 11 % pour le PCUS. Une étude réalisée à l'été indique que la coalition jouit du soutien de 40 % de la population à l'échelle du pays. Yitzhak BRUDNY, *Op. cit.*, p.154.

³ Dans une entrevue réalisée en avril 1991, Afanassiev considère cette perspective comme une issue probable de la crise politique. Ūrij AFANAS'EV, Liliâ LAGUTINA, « Krutaâ liniâ » [La grande ligne].

⁴ Citons un exemple concret. Le 28 mars 1991 a lieu une séance exceptionnelle du Congrès de Russie dont le principal point à l'ordre du jour est de démettre Eltsine de ses fonctions à la tête de la république russe. Cette initiative vient de députés conservateurs, avec l'assentiment tacite de Gorbatchev. Or, le jour dit, DR organise une grande manifestation de soutien à Eltsine sous les murs du Kremlin, malgré l'interdiction expresse faite par Gorbatchev et l'encerclement de Moscou par l'armée. Non seulement les députés du Congrès n'osent pas démettre Eltsine, mais ils lui votent de nouveaux pouvoirs spéciaux.

à la mobilisation populaire, quitte à saper le travail de DR lorsqu'il ne lui semble plus utile. De nombreux exemples pourraient être cités pour illustrer cette attitude. Le plus marquant d'entre eux est sans aucun doute la signature par Eltsine et Gorbatchev, le 23 avril 1991, de l'accord dit de Novo-Ogarevo¹, qui vise à stabiliser l'Union soviétique en vue d'un traité de refondation des rapports entre le pouvoir central et les républiques. Cette signature, qui survient alors que la mobilisation populaire semble sur le point de renverser le pouvoir soviétique, provoque une onde de choc au sein de DR. Non seulement le texte de l'accord est jugé insuffisant par rapport aux revendications de la coalition, mais surtout il ruine son effort de mobilisation en opposition à Gorbatchev. Le protocole de l'accord prévoit en effet un moratoire sur les grèves et qualifie les activistes d'« instigateurs de grèves illégales »². Eltsine, en gage de bonne volonté envers son nouveau partenaire, va personnellement demander aux mineurs d'interrompre la grève, mettant ainsi fin à toute perspective d'une transformation politique par la pression populaire, « à la polonaise ». Au sein de DR, un débat s'engage pour revoir la position de la coalition à l'égard d'Eltsine : ne vaudrait-il pas mieux adopter une position autonome, quitte à entrer en opposition à Gorbatchev *et* Eltsine? L'option qui l'emporte est celle de la consolidation. Il est décidé que DR doit soutenir le réformateur démocrate afin d'assurer sa victoire face aux « conservateurs », notamment lors des élections au nouveau poste de président de la Russie, prévues en juin. Avec le soutien de DR, Eltsine obtient alors 57,31 % des votes, devançant largement ses concurrents. Après les élections, un groupe de dirigeants de DR, mené par Youri Afanassiev, Léonide Batkine et Youri Bourtine, propose d'adopter une position autonome qui permettrait de faire pression sur le président russe, afin de s'assurer qu'il agit de manière démocratique et qu'il réalise les réformes promises³. Alors que cette question menace de provoquer une scission au sein de la coalition, un événement imprévu provoque le ralliement immédiat des forces

¹ L'accord porte le nom du domaine situé dans la région de Moscou où a lieu la signature. Il est aussi connu sous le nom de l'« accord 9+1 », parce qu'il est signé par Gorbatchev et les dirigeants de neuf républiques soviétiques.

² Yitzhak BRUDNY, *Op. cit.*, p.152

³ Ils publient une lettre ouverte à Eltsine, lui demandant notamment de ne pas signer l'accord de Novo-Ogarevo et de le soumettre à un référendum. Ūrij AFANAS'EV, Lev TIMOFEEV, Leonid BATKIN, Vâceslav IVANOV, Ūrij BURTIN, Vladimir BIBLER, Elena BONNER, « Nikto do sih por ne smog vnâtno ob"âsnit' » [Personne jusqu'à maintenant n'a pu nous l'expliquer clairement], 8 août 1991.

démocratiques derrière Eltsine : le 19 août 1991, un groupe de hauts dirigeants soviétiques profitent des vacances de Gorbatchev en Crimée pour s'emparer du pouvoir et décréter l'état d'urgence afin de « sauver » l'URSS des réformes qui menacent son intégrité. Cette tentative de coup d'État s'effondre lamentablement après trois jours, en raison du refus de l'armée de recourir à la violence¹. Couronné comme le héros de la démocratie, Eltsine sort grand vainqueur de ces événements face à un Gorbatchev désorienté. Conscient de sa position de force, Eltsine obtient alors la dissolution du Parti communiste. Avec lui s'effondrent toutes les institutions politiques soviétiques : le Congrès d'URSS, le Soviet suprême, le Conseil des ministres. Jusqu'à la dissolution de l'URSS en décembre, Gorbatchev est *de facto* un président sans pays. Pour les activistes de DR, c'est la victoire tant attendue. Dans l'atmosphère d'euphorie qui suit les événements d'août, même les libéraux les plus critiques à l'égard d'Eltsine reconnaissent en lui leur héros. Un an plus tard, Bourtine en témoigne :

*Je me souviens des jours d'août de l'année dernière, d'abord douloureusement inquiétants, puis pleins d'un heureux enthousiasme. Pour la première fois de notre vie, nous avons alors ressenti une pleine unité avec les hauts dirigeants de Russie. Nous ne voulions pas nous souvenir de ce que nous leur reprochions précédemment. Nous les admirions, nous en étions fiers. C'étaient nos camarades de combat, c'était - pouvions-nous en douter? - notre pouvoir populaire et démocratique! Aucun gouvernement en Russie n'a jamais joui d'une telle confiance de la société!*²

Mais la lune de miel est de courte durée. À l'automne 1991, les débats reprennent de plus belle sur le nouveau rôle politique de DR et sur son rapport au gouvernement d'Eltsine. Quelle doit être la vocation du mouvement démocratique une fois que son principal adversaire, le Parti communiste d'URSS, a été vaincu? La question fait l'objet d'âpres débats. De fait, lors de son II^e congrès en novembre 1991, DR subit une première scission alors que plusieurs partis s'en retirent pour protester contre le soutien de la coalition à la dissolution de l'Union soviétique et contre son refus de se transformer en

¹ Sur les circonstances entourant le putsch, voir Kathy ROUSSELET, « Le coup d'État en Union soviétique : au-delà du mythe », 1991.

² Ūrij BURTIN, « Čužaa vlast' » [Un pouvoir qui nous est étranger], 1^{er} décembre 1992, p.12-13.

parti politique professionnel¹. Pour la majorité des membres, en effet, DR doit continuer d'agir comme une large coalition fondée sur la mobilisation populaire, afin de soutenir les réformes, de créer une société civile et de faire face à la menace « rouge-brun » - terme péjoratif par lequel on désigne à l'époque l'alliance des communistes et des nationalistes au Parlement. Toute la question consiste cependant à savoir comment y parvenir. Comme à l'automne 1989, l'intelligentsia libérale se divise alors entre les partisans d'une stratégie de consolidation du pouvoir réformateur et de soutien inconditionnel à Eltsine, et les partisans d'une stratégie de positionnement autonome, quitte à entrer en opposition avec le réformateur pour le forcer à respecter ses engagements. L'enjeu dépasse les considérations stratégiques liées à la conjoncture politique : les débats de l'automne 1991 expriment deux visions du conflit politique dans une société démocratique. Mais dans le discours de l'époque, cette question se présente dans des termes moraux. Dans le plus célèbre épisode de ces débats, des libéraux se reprochent mutuellement de succomber à deux formes opposées de « perdition » (*blud*): la perdition dans la lutte et la perdition dans le conformisme.

B - *Le débat de l'automne 1991 sur les deux formes de perdition*

Le 26 octobre 1991, Marietta Tchoudakova² prononce à la Tribune de Moscou un discours polémique qui, quatre jours plus tard, occupe une pleine page du journal à grand tirage *Literaturnaïa gazeta*, sous le titre « La perdition dans la lutte »³. Le sous-titre en précise d'emblée l'argument principal : « La lutte des démocrates entre eux est destructrice, elle mine la confiance du peuple ». En substance, l'auteur y affirme que les forces démocratiques devraient se rallier derrière Eltsine et son gouvernement afin de les aider à venir à bout de la résistance des forces conservatrices et à réaliser les réformes

¹ Ceux qui quittent la coalition à ce moment sont le Parti démocratique de Russie, dirigé par Nikolai Travkine, le Parti Constitutionnel-démocratique dirigé par Ilya Konstantinov et Mikhaïl Astafiev, et le Parti démocrate-chrétien dirigé par Viktor Aksioutchits.

² Professeure de la littérature, surtout connue pour ses travaux sur Mikhaïl Boulgakov. Née en 1937 à Moscou.

³ Mariëta ČUDAKOVA, « Blud bor'by » [La perdition dans la lutte], 30 octobre 1991. Les citations qui suivent sont tirées de cet article.

économiques. Pour ce faire, les démocrates doivent surmonter leur mauvais penchant pour l'opposition - la « perte dans la lutte » - et doivent se garder de critiquer publiquement Eltsine, même lorsqu'ils désapprouvent ses actions. Cet argument, explique Tchoudakova, lui est inspiré par l'indignation qu'elle a ressentie à la lecture d'un article de Léonide Batkine, paru quelques jours plus tôt dans la *Literaturnaïa gazeta*¹, dans lequel il soulevait l'hypothèse que Gorbatchev ait apporté un soutien tacite aux putschistes. Pourquoi accabler d'une critique aussi dure, s'insurge-t-elle, un homme qui a eu « la volonté personnelle et le courage personnel » de choisir de s'opposer aux putschistes? Cette critique injuste des grands hommes et des grandes actions, soutient-elle, est de toute évidence une survivance de la « méthode chicanière » adoptée par l'intelligentsia sous Staline² et qui consiste à exprimer uniquement de l'« émotion négative ». Cette attitude était évidemment justifiée à l'encontre du régime soviétique, affirme-t-elle, mais « la situation après Août [après l'échec du coup d'État] est nouvelle et exige un nouveau ton ». Maintenant que les forces démocratiques ont pris le pouvoir en Russie, les intellectuels devraient abandonner leur penchant pour l'opposition. Tandis que « les structures bolcheviques cherchent à se consolider (...) avec les forces nationalistes », soutient-elle, « les forces démocratiques doivent se rallier derrière le président Eltsine et, pour commencer, l'aider à réaliser les premières réformes radicales - et donc impopulaires ». C'est la « responsabilité personnelle »³ des démocrates, insiste Tchoudakova, que de préserver la confiance du peuple en la démocratie, car c'est « l'accomplissement le plus important des six dernières années ». Lors de son discours à la Tribune de Moscou, elle invite ce club politique de l'élite de l'intelligentsia libérale moscovite à mener le ralliement des forces démocratiques derrière Eltsine.

Pour Tchoudakova, les forces démocratiques doivent se consolider sur la base d'un fondement commun qu'un esprit critique trop exacerbé fait perdre de vue : « Nous

¹ Leonid BATKIN, « Čto že vse-taki proizošlo v avguste? » [Que s'est-il passé en fin de compte en août?], 16 octobre 1991.

² Tchoudakova reprend cette expression du journal d'Olga Freydenberg sur l'atmosphère de soupçon mutuel, de dénonciation et de haine, caractéristique de l'URSS de la fin des années 1940.

³ Mariëta ČUDAKOVA. « Blud bor'by » [La perte dans la lutte]. L'accent est de l'auteur.

sommes devenus insensibles au fait que le pouvoir totalitaire et le pouvoir démocratique (quelles que soient ses erreurs) diffèrent dans leur *essence*»¹. Elle appelle donc les démocrates à « s'unir avec les dirigeants russes sur n'importe quelle plateforme, même si ce n'est pas la meilleure des meilleures », ne serait-ce que parce qu'ils partagent une précieuse affinité :

De manière impardonnable, nous sommes en train de rater une rare et heureuse occasion : pour la première fois en six ans, sans parler l'époque « soviétique », nous observons une réelle affinité entre les forces démocratiques et les dirigeants russes, ce qui renforce le pouvoir de ces derniers. Ces dirigeants qui, en grande majorité, sont passés par le creuset du parti bolchevique, nourrissent un sincère dégoût à l'égard de ce parti et de ses méthodes. L'honnêteté et le courage personnel sont aussi des qualités précieuses dans notre pays! ».

Il ressort de ce passage que l'affinité entre les démocrates et les dirigeants russes a essentiellement un caractère moral, puisqu'elle tient aux qualités personnelles de ces derniers - l'honnêteté et le courage - et à leur opposition au système communiste honni. Pour Tchoudakova, cette affinité implique que les dirigeants russes incarnent, à défaut de la mettre pleinement en pratique, la cause défendue par l'intelligentsia libérale. Elle écrit : « ce sont les nôtres, c'est notre pouvoir, nous marchons sur le même sol et la pluie froide d'automne tombe sur nous du même ciel ». Le publiciste Youri Kariakine, qui prend parti pour Tchoudakova lors du débat à la Tribune de Moscou, considère que la question du rapport au pouvoir est déjà réglée : « J'affirme qu'il n'y a plus maintenant de problème de démocratie et de pouvoir. Vous, les démocrates, vous êtes le pouvoir. Vous, nous - c'est le pouvoir. [S'adressant à Léonide Batkine :] Cher Lenia, vous êtes le pouvoir maintenant et de vous dépendent Eltsine et le pouvoir actuel; il ne sert à rien d'attribuer des reproches - futurs ou présents - à qui que ce soit »².

¹ *Ibid* L'accent est de l'auteur.

² Propos rapportés par une journaliste présente à la MT. Galina KOVAL'SKAÂ, « Intelligenciâ i vlast' » [L'intelligentsia et le pouvoir], 3 novembre 1991, p.5.

Le soutien inconditionnel des libéraux aux dirigeants russes, en plus d'être motivé par une affinité d'« essence », est aussi justifié par des considérations stratégiques, soit la nécessité de préserver un front uni contre les « rouge-brun ». Cette stratégie repose elle-même sur une certaine interprétation de la lutte politique, qui en fait non pas la confrontation institutionnalisée d'une pluralité d'intérêts et de visions du monde, mais l'affrontement irréconciliable des forces démocratiques et de celles qui cherchent supposément à restaurer le totalitarisme¹. Pour l'écrivain Ales Adamovitch², qui soutient Tchoudakova à la Tribune de Moscou, il n'y a aucune raison pour les démocrates de rechercher une position indépendante, affirme-t-il, « lorsque la démocratie est la seule chance de sauver le pays et de nous sauver », sous-entendant par là que la démocratie réside dans la victoire politique des dirigeants démocrates³. Considérant la nécessité supérieure d'emporter la victoire dans cette lutte binaire, Tchoudakova demande à la presse démocratique d'abandonner son rôle critique à l'endroit du gouvernement : « Je rêve d'un moratoire sur toutes les émotions impertinentes pour tous ceux qui écrivent et parlent du présent et de l'avenir de la Russie ». Certes, elle reconnaît que cette limitation de la liberté d'expression ne correspond pas « aux standards du journalisme occidental », mais elle pense que cela est justifié lorsque l'on considère à quel point la situation y est différente : en Occident, ce genre de critique est « presque neutre », alors qu'en Russie il est dangereux, car il pourrait perturber le « peuple épuisé », qui perdrait alors confiance dans les forces démocratiques. « Les démocrates, conclut-elle, ne peuvent se permettre de conserver fièrement une distance à l'égard du gouvernement. La Russie ne comprendrait pas ».

¹ Cette vision bipolaire ne rend pas justice à la complexité du spectre politique. À cette époque, DR a au parlement deux concurrents réformistes (le Mouvement pour les réformes démocratiques, dirigé notamment par Gavriil Popov et Alexandre Yakovlev; l'Union civique, dirigée notamment par Alexandre Routskoï, ancien colistier d'Eltsine, et Nikolaï Travkine, ancien dirigeant de DR) et un adversaire direct (le Front de sauvetage national, dirigé par des nationalistes, des communistes, ainsi que d'anciens membres de DR comme Ilia Konstantinov et Mikhaïl Astafiev). Les membres de DR tendent à considérer tous ces groupes comme des résurgences du Parti communiste soviétique. Carole SIGMAN, « Russie démocratique : histoire d'une organisation », p.16-17.

² Né en 1927 dans la région de Minsk, Ales Adamovitch est un écrivain et publiciste, membre fondateur de la Tribune de Moscou.

³ Propos rapportés par Galina KOVAL'SKAÂ, *Op. cit.*

À la Tribune de Moscou, le discours de Tchoudakova est accueilli par des applaudissements enthousiastes¹. Sa position est cependant loin de faire l'unanimité. Elle fait immédiatement l'objet d'une vive réplique de la part de Léonide Batkine et d'autres intellectuels libéraux. Contre la critique de la « perte dans la lutte », ils dénoncent un autre péché, celui du conformisme. Yakov Berger² déclare : « Si l'on veut parler de péché et de perte, alors il y a bel et bien péché et perte. C'est la perte dans le conformisme, le péché qui consiste à rechercher l'accouplement (*soitie*) avec n'importe quel pouvoir. C'est un très ancien péché qui, malheureusement, existe toujours aujourd'hui »³. Les libéraux partisans de l'autonomie de DR avancent notamment des arguments stratégiques. Ils rappellent ce que plusieurs d'entre eux dénonçaient depuis le printemps 1991 et la signature de l'accord de Novo-Ogarevo, à savoir que les dirigeants « démocrates » russes n'agissent pas de manière démocratique. Youri Boldyrev⁴ déclare : « Dès que les nôtres sont arrivés au pouvoir, nous nous sommes rendu compte que leurs méthodes d'action étaient fort semblables aux méthodes de ceux qu'ils ont remplacés (...) les positions adoptées par les politiciens, malheureusement, sont souvent liées à leurs intérêts personnels élémentaires ». Pour cette raison, il apparaît essentiel d'exercer une pression par le bas sur le gouvernement pour qu'il ne succombe pas à ses penchants égoïstes, ou encore aux pressions de la nomenklatura.⁵ Batkine déclare : « Nous soutiendrons les dirigeants actuels s'ils mènent une bonne politique. Mais ils ne le feront pas sans une opposition puissante. On n'arrivera à rien sans un fort soutien par le bas, en particulier parce que ces mesures devraient être réalisées par une révolution par le bas. » Les contradicteurs de Tchoudakova avancent aussi des arguments de principe en faveur de l'autonomie de DR. Pour Batkine, le soutien inconditionnel au pouvoir est tout

¹ Tchoudakova est aussi soutenue par le publiciste Vassili Seliouline, mais la journaliste présente ne rapporte pas ses propos.

² Né en 1929 à Oufa, sinologue et participant régulier de la Tribune de Moscou.

³ Galina KOVAL'SKAË, *Op. cit.* Toutes les citations de ce paragraphe sont tirées de cet article.

⁴ Né en 1960 à Leningrad. Ingénieur et député du Congrès d'URSS.

⁵ Le rapprochement entre Eltsine et la nomenklatura, notamment avec ce que l'on appelle communément le « complexe militaro-industriel », est déjà en cours au moment où se déroule ce débat. Dès l'été 1991, Eltsine choisit comme colistier pour la campagne présidentielle le général Alexandre Routskoï, contre l'avis des dirigeants de DR. À partir de l'automne 1991, Eltsine favorise largement les membres établis de la nomenklatura dans ses nominations aux principales fonctions de l'État

simplement incompatible avec la vocation de l'intelligentsia : « Je suis désolé, mais l'intelligentsia est ainsi faite (...) elle ne peut pas ne pas être intelligente, critique, réflexive ». Pour Vladimir Bibler¹, l'autonomie de la société est une condition de possibilité de la démocratie : « Si la démocratie c'est le pouvoir, alors il n'y a pas de démocratie. Car la démocratie, c'est à la fois un pouvoir démocratique, une opposition démocratique, une presse démocratique et une société civile qui, par définition, ne correspond pas à l'État ».

Les arguments avancés par les protagonistes de ce débat reposent sur des visions différentes du conflit politique en démocratie. Pour Tchoudakova et les partisans de la consolidation du pouvoir réformateur, ce conflit se présente comme un affrontement binaire entre les « rouge-brun » et ceux qui incarnent la démocratie parce qu'ils partagent, malgré leurs divergences de vues et leurs pratiques plus ou moins démocratiques, une *essence* commune qui s'exprime par certaines dispositions personnelles comme l'honnêteté, le courage et le rejet catégorique du système communiste. Conformément à la perspective morale de l'intelligentsia libérale dont il a été question dans les chapitres de la première partie, ils considèrent que la question du pouvoir est relativement secondaire par rapport à la lutte qui oppose les gens honnêtes aux hypocrites et aux dogmatiques. Léonide Batkine et les partisans de l'autonomie de DR sont tout aussi intransigeants à l'égard du système communiste et de leurs adversaires nationalistes et communistes, mais ils considèrent que le conflit politique et la mobilisation populaire sont des conditions essentielles à l'institutionnalisation de la démocratie, et non pas des dangers qui menacent sa survie. Pour eux, la démocratie repose sur l'autonomie de la société à l'égard du pouvoir et non pas sur le pouvoir de ceux qui incarneraient l'« essence » démocratique².

¹ Né en 1918 à Moscou. Philosophe et participant régulier de la Tribune de Moscou.

² Nous nous penchons plus en détail au prochain chapitre sur les arguments de deux des principaux partisans de l'autonomie de DR, soit Youri Bourtine et Léonide Batkine.

À rebours de la proposition de Tchoudakova, plusieurs dirigeants de DR, dont Léonide Batkine, Youri Bourtine et Youri Afanassiev, cherchent à l'automne 1991 à transformer DR en un mouvement démocratique autonome et à institutionnaliser les ressorts de sa mobilisation populaire. Bourtine propose notamment la création sous l'égide de DR, d'un réseau de « comités de citoyens » afin de superviser le déroulement des réformes au niveau local, et de s'assurer notamment que la privatisation ne se fasse pas au seul profit de la nomenklatura¹. Lors du II^e Congrès de DR, qui se tient les 11 et 12 novembre 1991 à Moscou, les partisans de la stratégie de l'autonomie obtiennent une majorité de voix sur une série de points. Mais d'autres dirigeants de DR, en particulier Lev Ponomarev et Gleb Yakounine², cherchent pour leur part à engager la coalition dans une stratégie de soutien inconditionnel au gouvernement russe. Ils parviennent à repousser de deux mois - jusqu'en janvier 1992 - l'élection du Conseil de coordination de DR. Entre temps, ils reprennent à leur compte l'idée des comités de citoyens et, avec le soutien financier et logistique du gouvernement russe, ils la réalisent sous une toute autre forme. Sont ainsi créés en décembre 1991, sous l'égide de DR, les « Comités publics pour les réformes russes », qui doivent servir de courroies de transmission du gouvernement au niveau local³. Leur tâche, plus précisément, consiste à faire la promotion de la politique du gouvernement et à l'informer sur le déroulement des réformes. Lev Ponomarev est élu à la tête de ce réseau de comités, dont la coordination avec l'État est confiée à des figures haut placées du gouvernement russe⁴. Lorsque le Conseil des représentants de DR se réunit finalement les 18 et 19 janvier 1992, soit après le lancement de la thérapie de choc par le gouvernement, les partisans de la stratégie de

¹ Ūrij BURTIN, « U dviženiâ est' buduše, esli ono ne zamknetsâ v politike... » », 27 septembre 1991. Cette idée est formellement proposée par Léonide Batkine au Congrès de DR de novembre 1991. Vasilevsky and Pribylovsky, *Kto est' kto*, vol 3, p.488, cité par Peter REDDAWAY et Dmitri GLINSKY, *Op.cit.*, p.325.

² Ponomarev et Yakounine sont soutenus, au sein des deux Conseils dirigeants de DR, par Ilia Zaslavski, Vladimir Bokser, Mikhaïl Chneider et Kirill Ignatiev. Contrairement à Afanassiev, Batkine et Bourtine, ces figures dirigeantes de DR appartiennent à la nouvelle génération d'activistes démocrates, plus doués pour l'organisation que pour les débats politiques et théoriques. Ils sont issus, pour la plupart, de l'Union moscovite des électeurs (*Moskovskoe ob"edinenie izbiratelej*).

³ Pour une critique de la transformation que subit le projet original des comités de citoyens, voir Ūrij BURTIN, « Delo dlâ "Demokratičeskoj Rossii" », « L'affaire "Russie démocratique" », 30 janvier 1992.

⁴ Soit Anatoli Tchoubaïs, ministre et président du Comité sur la propriété d'État, Mikhaïl Poltoranine, ministre de l'information et Sergueï Stankevitch, conseiller d'État.

l'autonomie subissent une défaite aussi cuisante qu'imprévue. Alors que leurs propositions avaient attiré une majorité des voix deux mois plus tôt, ils sont pratiquement écartés des postes de direction. Seuls Youri Afanassiev et Marina Salié¹ sont réélus, tandis que plusieurs figures libérales connues, dont Léonide Batkine et Youri Bourtine², perdent leur place au Conseil de coordination. À leur place, sont élus des organisateurs politiques peu connus du public. Ponomarev, notamment, est élu coprésident. Désormais en position minoritaire au sein de la coalition³, les partisans de la stratégie de l'autonomie choisissent de suspendre leur participation à la coalition et de remettre publiquement en cause la légitimité de sa nouvelle direction, qu'ils accusent de manquer des qualités morales nécessaires à la pratique d'une « politique sérieuse » et d'ainsi compromettre « le nom et l'idée de la démocratie » aux yeux de la population.⁴ Le départ de ces figures célèbres, suivies par les membres du bloc social-démocrate de la coalition, produit une seconde scission en quelques mois⁵. Les partisans de l'autonomie du mouvement démocratique cherchent alors à refonder la coalition sur une nouvelle base, mais en vain. Au troisième Congrès de la coalition qui se tient en décembre 1992, leur position est formellement rejetée et ils sont expulsés de la coalition. Afanassiev, Batkine et Bourtine

¹ Née en 1934 à Leningrad, elle intègre DR via le Front populaire de Leningrad, où elle avait joué un rôle de premier plan.

² Mais aussi Bela Denisenko et Telman Gdlian.

³ Il est difficile d'évaluer le soutien respectif des membres de DR à la stratégie de la consolidation et à la stratégie de l'autonomie. Si l'on se fie au vote du Congrès de novembre, la stratégie de l'autonomie semble fort populaire auprès des membres. Mais alors, comment expliquer la défaite de presque tous ses défenseurs lors du Congrès de janvier ? Selon les témoignages de plusieurs participants à ce congrès, ce résultat résulterait d'une manipulation des votes (Peter REDDAWAY et Dmitri GLINSKI, *The Tragedy of Russian Reforms*, p.327). Une autre explication résiderait dans la transformation rapide de la conjoncture politique : la création des Comités publics pour les réformes russes a pu faire croire à certains membres de DR que le gouvernement russe s'apprêtait à accorder un réel pouvoir à la coalition.

⁴ Plus spécifiquement, ils accusent les dirigeants de DR issus de l'Association des électeurs de Moscou - Vladimír Bokser, Lev Ponomarev, Vera Kriger, Kirill Ignatiev, Mikhaïl Chneider, Ilya Zaslavski - de servir avant tout les intérêts de leur « chef », le maire de Moscou Gavriil Popov. Ce dernier avait quitté DR un an plus tôt et avait depuis tenté en vain de transformer la coalition en instrument du pouvoir exécutif. De guerre lasse, il avait tenté de créer une organisation concurrente, le Mouvement pour les réformes démocratiques. Ce dernier n'a jamais joué de rôle important, mais l'hostilité de Popov à l'égard de l'autonomie de DR était bien connue. Voir la lettre ouverte des protestataires : Ūrij AFANAS'EV, Leonid BATKIN, Ūrij BURTIN, Bèla DENISENKO « Nam nečego delat' v ètoj kompanii » [Nous n'avons rien à faire en cette compagnie], 30 janvier 1992,

⁵ Rappelons que la première avait été provoquée par le départ de démocrates étatistes comme Nikolai Travkine, Ilya Konstantinov et Viktor Aksioutchits en novembre 1991, qui s'opposaient à la dissolution de l'URSS et souhaitaient transformer DR en parti politique professionnel.

forment avec Vladimir Bibler, Elena Bonner et Lev Timofeïev le groupe « Initiative civique indépendante » qui publie dans le journal *Izvestia* des « déclarations » sur le cours de la vie politique. Mais dès 1992, la parole de ce groupe, comme celle de ses membres autrefois célèbres, est devenue inaudible. La stratégie de l'autonomie du mouvement démocratique, encore influente à l'automne 1991 au moment du débat sur les deux formes de « perdition », disparaît peu à peu du discours public. DR et la plupart des intellectuels libéraux actifs dans les médias s'engagent, de leur côté, dans une campagne de soutien inconditionnel à Eltsine, contribuant ainsi à reproduire sur la scène politique postsoviétique la vision morale binaire héritée de l'époque de la perestroïka, où deux camps s'affrontent dans une lutte irréconciliable, car chacun est convaincu d'être le seul détenteur de la vérité et de l'honnêteté face à des adversaires menteurs ou dogmatiques.

C - Dénouement : l'intelligentsia libérale et la main de fer d'Eltsine

En juin 1990, Anatoli Tchoubaïs et d'autres économistes libéraux de Leningrad avaient publié dans la revue *Vek XX i mir* une « note analytique » anonyme dans laquelle ils expliquaient que le réformateur devait recourir à des mesures autoritaires pour réaliser des réformes néolibérales impopulaires¹. À rebours du moralisme caractéristique du discours politique de l'époque, ces économistes ignoraient totalement la question de la moralité et même de la légitimité des réformes. Ils se montraient d'ailleurs remarquablement lucides quant aux difficultés qui attendaient le mouvement démocratique :

Le problème le plus douloureux pour les démocrates, qui sera aussi l'une de leurs principales lignes de division, sera leur attitude à l'égard des mesures antidémocratiques du gouvernement qui accompagneront inévitablement les réformes (l'interdiction de grèves, le contrôle sur l'information, etc.). Dans l'ensemble, la position des démocrates à l'égard des réformes sera vue par les couches populaires comme inconséquente, ce qu'utiliseront pleinement contre eux leurs adversaires politiques. L'affaiblissement et la

¹ [Anatolij ČUBAJS et al.] « Žestkim kursom... » [Par la méthode forte...], juin 1990. Voir le chapitre précédent pour une étude plus détaillée des mesures qui y sont proposées.

*perte d'influence du mouvement démocratique au cours des réformes mineront sa base sociale, ce qui ne sera pas sans conséquence.*¹

Pour faire face à cet inévitable essoufflement du mouvement démocratique, les auteurs de cet article suggéraient alors de procéder à une « institutionnalisation accélérée de l'idéologie économique et politique néolibérale, sur la base des forces démocratiques qui soutiennent le plus fortement les réformes économiques ». Un tel « mouvement », affirmaient-ils, aurait cependant une influence bien moindre sur l'opinion publique. Ils proposaient, en somme, de se débarrasser du mouvement de masse et de créer un « parti du pouvoir » plus restreint, plus cohérent et plus fidèle au pouvoir.

Suivant sans doute les conseils de son équipe d'économistes, le gouvernement russe s'emploie effectivement à partir de 1991 à miner l'autonomie de la coalition DR, qui lui a certes rendu de grands services, mais qui se montre difficile à contrôler. Tout d'abord, Eltsine annule les élections législatives. Ces dernières devaient se tenir à l'automne 1991, à l'instar de ce qui s'était produit dans plusieurs pays d'Europe de l'Est après l'effondrement du régime communiste. Cette décision peut sembler étonnante à première vue, car les sondages réalisés par DR indiquent que la coalition aurait emporté une majorité de sièges au Congrès de Russie, apportant à Eltsine un soutien parlementaire beaucoup plus important que celui dont il bénéficie alors auprès des députés en fonction. Mais un tel succès de DR aux législatives en aurait fait un partenaire incontournable au sein du camp réformiste, ce qui aurait impliqué une certaine forme de partage du pouvoir. Eltsine et ses conseillers choisissent de conserver au parlement des adversaires faibles - car peu légitimes - avec lesquels ils réalisent des ententes ponctuelles, plutôt que de partager le pouvoir avec un allié fort et autonome². Cette stratégie de marginalisation de DR permet aussi au gouvernement russe de se présenter devant les médias et les bailleurs

¹ *Ibid.*

² Le politologue Steven Fish résume la stratégie d'Eltsine en ces termes : « Un adversaire faible peut être moins gênant qu'un allié fort et indépendant ». *Democracy Derailed in Russia*, p.217. Michael McFaul va dans le même sens : « Pour les technocrates responsables des réformes économiques, des groupes populistes comme Russie démocratique auraient seulement compliqué leur tâche. Pour eux, la démobilisation de tous les groupes politiques facilite les réformes ». *Russia's Unfinished Revolution*, p.155.

de fonds occidentaux comme l'unique rempart contre la menace « rouge-brun », sans que des voix discordantes au sein de son propre camp ne viennent contester sa manière de pratiquer la démocratie.

Face au refus des membres de DR de dissoudre leur mouvement, le gouvernement russe tente de l'inféoder. En décembre 1991, comme nous l'avons mentionné, la création des Comités publics pour les réformes russes vise à mobiliser les réseaux locaux de DR au service du gouvernement russe. En 1992, DR se joint, avec quelques associations de moindre envergure, à une coalition lâche créée à l'initiative du gouvernement et menée par le premier ministre Gaïdar. Nommée « Choix démocratique », cette organisation a pour programme d'action un soutien inconditionnel au gouvernement russe. Cette issue, pourtant, n'était pas inévitable. Deux ans plus tôt, à l'été 1990, le jeune gouvernement libéral polonais avait lui aussi tenté d'inféoder les comités locaux du mouvement démocratique dans un parti soumis au pouvoir, mais ses efforts avaient été contrecarrés par un groupe d'intellectuels et de militants syndicaux, dirigé par Lech Walesa, prêt à défendre l'autonomie du mouvement de masse à l'égard du gouvernement¹. En Russie, par contraste, les partisans de la stratégie de l'autonomie de DR ne parviennent pas à s'imposer, face à la volonté de nombreux libéraux de soutenir la consolidation du pouvoir du réformateur. Ce soutien devient de plus en plus affirmé, alors que s'accroît la lutte entre le gouvernement et le parlement.

À la même époque, en effet, la scène politique se polarise autour d'un affrontement entre les branches exécutive et législative² de la jeune démocratie russe. Les mêmes députés qui, à l'automne 1991, avaient voté l'octroi de pouvoirs extraordinaires à Eltsine pour mener à bien les réformes économiques sont de plus en plus nombreux, en 1992 et en 1993, à critiquer le gouvernement et le président pour les effets sociaux catastrophiques de ces réformes. En mars 1993, 617 députés du Congrès de Russie - soit

¹ Voytek ZUBEK, « The Rise and Fall of Rule by Poland's Best and Brightest », 1992.

² C'est-à-dire entre la présidence et le gouvernement, d'une part, et le Congrès des députés du peuple de Russie et le Soviet suprême de Russie, d'autre part.

72 de moins que les deux tiers nécessaires - tentent sans succès de voter la destitution d'Eltsine. Plusieurs groupes nationalistes et communistes participent à ce mouvement de contestation, ce qui lui vaut l'épithète péjorative de « rouge-brun », ainsi que nous l'avons mentionné. En Lituanie et en Pologne, où les premières réformes produisent aussi un vaste mécontentement social, les libéraux perdent le pouvoir au profit d'une coalition d'ex-communistes en 1992 et 1993, initiant une tradition d'alternance démocratique qui se poursuit au cours des décennies ultérieures. Mais en Russie, la montée de l'opposition au gouvernement est largement perçue par l'intelligentsia libérale comme une menace existentielle, dans ce qui est vu comme une lutte à mort entre les partisans de la démocratie et ceux qui souhaitent le rétablissement du totalitarisme ou le passage au fascisme¹. La mobilisation populaire organisée par DR en soutien à Eltsine s'avère d'ailleurs décisive dans son bras de fer avec le Parlement russe².

La polarisation croissante de la scène politique postsoviétique en 1992 et 1993 renforce la conviction de nombreux intellectuels libéraux qu'il leur faut soutenir inconditionnellement Eltsine. Soulignons cependant que cette polarisation n'était pas inévitable et qu'elle résulte en partie de l'échec préalable de la transformation de DR en organisation autonome, qui aurait créé une situation politique plurielle où le gouvernement russe aurait été critiqué non pas seulement par les « adversaires » des réformes, mais aussi par une force politique favorable aux réformes. Quand les membres

¹ Il s'agit d'une évidente diabolisation de l'opposition parlementaire qui, comme nous le mentionnions précédemment, était largement formée d'anciens alliés d'Eltsine, qu'ils soient issus de la nomenklatura, comme Alexandre Routskoï (colistier d'Eltsine lors de l'élection présidentielle de 1991) et Rouslan Khasboulatov (nommé Président du Soviet suprême à l'initiative d'Eltsine), ou qu'ils soient d'anciens activistes de DR comme Sergueï Babourine, Ilia Konstantinov et Viktor Aksioutchits. Cette alternative est d'ailleurs dénoncée par les partisans de la stratégie de l'autonomie, dont Afanassiev : « Les pouvoirs actuels et les dirigeants de DR qui les soutiennent nous proposent un choix entre un 'bon' B. Eltsine et un 'mauvais' parlement, entre un gouvernement 'démocratique' et une menace 'rouge-brun'. Mais c'est un faux dilemme, car ce n'est rien de plus qu'un choix entre l'ancienne et la nouvelle nomenklatura. » Ūrij AFANAS'EV, « Prošel god » [Un an plus tard], 1992, p.11.

² Au moins en deux occasions. Lors du référendum d'avril 1993, DR se mobilise activement en faveur d'Eltsine, ce qui n'est sans doute pas étranger au bon résultat qu'il obtient malgré les importants coûts sociaux des réformes économiques. En octobre 1993, le soutien de DR à Eltsine dans l'affrontement violent avec les députés barricadés dans l'édifice du parlement conforte l'aura de légitimité démocratique du président, qui rend possible le soutien ouvert de la communauté internationale. Nous revenons plus loin sur le détail de ces événements.

de DR prennent parti pour la consolidation du pouvoir en 1992, ils font en quelque sorte une prophétie auto-réalisatrice : en refusant l'autonomie de la coalition, ils contribuent à structurer la vie politique postsoviétique selon un schéma binaire qui ne leur laisse plus d'autre choix que le soutien au pouvoir réformateur¹.

Les motifs qui inspirent ce choix stratégique, tels qu'ils s'expriment dans le débat sur les deux formes de « perdition », ont peu à voir avec les nouvelles idéologies qui émergent à cette époque au sein de l'intelligentsia libérale, soit l'idéologie néolibérale promue par l'équipe d'économistes du gouvernement russe et la théorie de la transition autoritaire défendue notamment par Andranik Migranian et Igor Kliamkine. Ces idéologies sont encore marginales en 1991-1993 chez les libéraux, qui sont surtout marqués par la perspective morale qu'ils exprimaient à l'époque de la perestroïka. Les intellectuels libéraux qui soutiennent Eltsine, en effet, ne le font pas au nom des impératifs du monétarisme ou de la modernisation, mais parce qu'ils considèrent la vie politique comme une lutte morale binaire entre les gens honnêtes et les gens corrompus. Ils soutiennent Eltsine parce qu'il incarne la démocratie à leurs yeux par ses qualités personnelles et parce qu'il lutte contre les « rouge-brun » dont les positions sont jugées immorales et mensongères. La démocratie, pour eux, repose avant tout sur le pouvoir des démocrates, avant d'être une procédure de distribution et d'exercice du pouvoir. De la même manière, de nombreux intellectuels libéraux appréhendent la dictature non pas sous la forme d'une concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme, mais comme le pouvoir des adversaires de la démocratie. C'est ce qu'affirmait Marietta Tchoudakova à l'automne 1991 et c'est aussi ce qu'affirment plusieurs intellectuels libéraux conviés par Youri Bourtine à une table ronde en mai 1992², qui réunit à la fois des partisans de la

¹ Le positionnement officiel de DR exerce à son tour une grande influence sur les activistes démocrates, ainsi qu'en témoigne l'un d'entre eux quelques années plus tard : « Il n'y avait pas de dilemme entre le soutien et le non-soutien d'Eltsine. On ne pouvait que le soutenir dans la mesure où il était la personnalité que Russie démocratique unanime (sic) soutenait. » Cité par Alexis BERELOWITCH et Michel WIEVIORKA, *Op.cit.*, p.74.

² Ūrij BURTIN, Leonid BATKIN, Vasilij SELŪNIN, Zoâ KRAHMAL'NIKOVA, Ūrij AFANAS'EV, Larisa PIÂŠEVA, Bèla DENISENKO, Vladimir LOPATIN, Leonid GORDON, Vladimir BIBLER, Valerij ABRAMKIN, Yakov BERGER, Dmitrij FURMAN, « Est' li u Rossii nadežda? » [Y a-t-il de l'espoir pour la Russie?], table ronde, mai 1992, p.209-256.

consolidation et de l'autonomie. Lors de cette table ronde, le publiciste Vassili Seliounine accuse ceux qui ont quitté DR pour créer une opposition démocratique d'être des « déserteurs », car leur départ divise les forces démocratiques. À ceux qui furent « les premiers et les plus célèbres tribuns » de DR, il demande « d'oublier leur fierté » et de se rallier au Président et au gouvernement. Selon Seliounine, le seul contrepoids possible à la dictature est un pouvoir exécutif fort soutenu par nouveau pouvoir législatif qui « ne freinerait pas les réformes, mais les accélérerait »¹. Pour y parvenir, il soutient l'initiative d'un référendum sur la tenue d'élections anticipées du Parlement. En somme, la concentration des pouvoirs dans les mains des démocrates constitue à ses yeux le meilleur remède contre la dictature. Le sociologue Lev Gordon a une vision similaire de la question du pouvoir, reprochant à ceux qui craignent le « bonapartisme » du président russe de se préoccuper de « détails tels que les formes de la privatisation et l'organisation du pouvoir exécutif » alors que le véritable enjeu réside dans la lutte entre les partisans et les adversaires de la restauration du socialisme d'État². Le sinologue Yakov Berger résume pour sa part le caractère binaire de la situation présente : « Soit l'on se déclare en opposition et l'on obtient - par des moyens légaux - l'évincement du pouvoir en place (...) et l'on favorise ainsi l'instauration d'une dictature rouge-brun, soit l'on prend tout de même parti, mais avec des réserves, en soutenant [le pouvoir en place]. Si l'on est pleinement conséquent, il n'y a pas de troisième voie. »³

Contrairement à des économistes comme Gaïdar et Tchoubaï, ou à des politologues comme Migranian et Kliamkine, la plupart des intellectuels libéraux qui soutiennent Eltsine ne prônent pas l'usage de la main de fer en tant que telle. Les moyens qu'ils privilégient, à défaut d'être tout à fait légaux et constitutionnels, sont démocratiques : mobilisation, référendum, élections anticipées, etc. Mais le prisme moral

¹ *Ibid.* p.217-218.

² *Ibid.*, p.236.

³ *Ibid.*, p.244. Berger semble avoir changé d'avis, puisqu'à l'automne 1991 il avait fortement critiqué la position de Tchoudakova à la Tribune de Moscou, comme nous l'avons vu précédemment. Nous ne connaissons pas les motifs de ce revirement, mais il pourrait être provoqué par l'exacerbation de la polarisation entre le gouvernement russe et l'opposition nationaliste-communiste au printemps 1992.

inaire à travers lequel ils analysent la vie politique et le soutien inconditionnel qu'ils accordent conséquemment à Eltsine justifie potentiellement toute action jugée nécessaire par ce dernier pour sauvegarder la démocratie de la menace « rouge-brun ». Ce glissement potentiel vers le soutien de mesures répressives illégales se réalise finalement lorsque se pose la question des suites à donner au référendum d'avril 1993, lors duquel la population est invitée à exprimer sa plus ou moins grande confiance à l'égard de la Présidence et du Parlement. Malgré l'ambiguïté des résultats du vote, qui n'atteignent pas le seuil requis pour convoquer des élections anticipées¹, un groupe d'intellectuels libéraux, parmi lesquels Marietta Tchoudakova, exhorte Eltsine à profiter de l'occasion pour dissoudre le parlement². Le président, après s'être assuré du soutien des gouvernements occidentaux et des institutions financières internationales, prononce effectivement la dissolution du Soviet suprême le 21 septembre 1993³, ce qui conduit une partie des députés à se barricader dans la Maison blanche, le siège du Parlement. Quelques jours plus tard, après plusieurs péripéties confuses et des affrontements violents, le conflit entre les pouvoirs exécutif et législatif se conclut par la reddition de la Maison blanche bombardée par les chars d'assaut⁴. Le lendemain, quarante-deux éminents représentants de l'intelligentsia libérale, parmi lesquelles Marietta

¹ La question « Faites-vous confiance au président de la Fédération de Russie » obtient 57,7 % de réponses affirmatives. La question « Approuvez-vous la politique socio-économique du président et du gouvernement de la Fédération de Russie » obtient 53 %. La question « Jugez-vous nécessaire la tenue d'élections anticipées du président de la Fédération de Russie » obtient 49,5 %. La question « Jugez-vous nécessaire la tenue d'élections anticipées des députés du peuple de la Fédération de Russie » obtient 67,2 %. La Constitution prévoit cependant que des élections anticipées exigent un taux de participation au référendum d'au moins 50 % de l'électorat, ce qui n'a pas été le cas.

² Viktoria Chokhina, rédactrice en chef du journal *Nezavisimaïa gazeta*, raconte bien des années plus tard la visite de ces intellectuels à la datcha d'Eltsine le 15 septembre 1993 et cite même les discours agressifs qu'ils ont tenus. Viktoriâ ŠOHINA, « Krov' na končike pera » [Du sang au bout de la plume], 4 octobre 2013. Elle n'indique toutefois pas ses sources.

³ La stratégie employée par Eltsine en octobre 1993 aurait été inspirée de l'exemple du coup d'État mené par le président péruvien Alberto Fujimori l'année précédente contre les pouvoirs judiciaire et législatif. Un conseiller d'Eltsine aurait consulté les conseillers de Fujimori avant la dissolution du Parlement. Le pari d'Eltsine était, à l'instar de son homologue péruvien, d'obtenir la bénédiction de la communauté internationale et d'accroître sa popularité par ces actions musclées. Barry SAUTMAN, « The Devil's Pay », p.141. Si les pays occidentaux se sont en effet empressés de soutenir Eltsine, ces événements n'augmentent pas sa popularité au pays, comme le montrent les résultats des élections législatives de décembre, dont il est question plus loin.

⁴ Selon la version officielle, les événements du début octobre ont causé 142 morts. Selon le journal *Nezavisimaïa Gazeta*, les victimes se compteraient par centaines. Cité par Michel ROCHE, *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie*, 2000, p.205.

Tchoudakova, mais aussi des participants de la première heure de la Tribune de Moscou comme Ales Adamovitch, Vassili Seliounine et Youri Tchernitchenko¹, rédigent une lettre de soutien à Eltsine dans laquelle ils exigent, au mépris des lois, d'en finir une fois pour toutes avec ce qu'ils qualifient d'opposition « anti-populaire ». Ces intellectuels et artistes demandent au président d'interdire tous les partis communistes ou nationalistes, de fermer tous les journaux « haineux » et de dissoudre tous les Soviets locaux ayant appuyé le Soviet suprême. Nous transcrivons ici un long passage de cette lettre célèbre, car elle est typique du raisonnement qui justifie le recours à la force :

Dieu merci, l'armée et les forces de sécurité sont restées du côté du peuple, ne se sont pas divisées et n'ont pas permis que cette aventure sanglante ne donne naissance à une guerre civile fatale. Mais s'il en avait été autrement? Nous n'aurions eu personne d'autre à accuser que nous-mêmes. Après le putsch d'août 1991, « pris de compassion », nous avons supplié le pouvoir de ne pas « se livrer à des vengeances », ne pas « punir », ne pas « interdire », ne pas « fermer », ne pas « se livrer à la chasse aux sorcières ». Nous voulions être bons, généreux, tolérants. Être bons... envers qui? Envers des assassins? Tolérants envers quoi? Envers le fascisme? Et les sorcières, ou, plus exactement, les vampires rouge-brun, devenus impudents à force d'impunité, recouvraient les murs de tracts empoisonnés sous les yeux de la milice, tracts où ils offensaient grossièrement le peuple, l'État, ses dirigeants légaux et où ils expliquaient avec délice comment ils nous pendraient. Que dire? Il n'est plus temps de parler. Il est temps d'apprendre à agir. Ces canailles n'entendent que la force. (...) Nous n'appelons ni à la vengeance ni à la cruauté, bien que le chagrin pour les nouvelles victimes innocentes et la colère à l'égard de leurs bourreaux de sang-froid emplissent nos cœurs (et, probablement, les vôtres). Mais... cela suffit ! Nous ne pouvons pas permettre que le sort du peuple, le sort de la démocratie dépendent ainsi d'une poignée d'escrocs idéologiques et d'aventuriers politiques. Cette fois, nous devons exiger fermement du gouvernement et du président qu'ils fassent ce qu'ils auraient dû faire depuis longtemps, mais qu'ils n'ont

¹ Parmi les autres célèbres signataires de cette lettre, citons des artistes engagés pour la démocratisation dès le début de la perestroïka : Bella Akhmadoulina, Victor Astafiev, Daniil Granine, Boulat Okoudjava, Anatoli Pristavkine, Lev Razgon; des directeurs de revues libérales de la perestroïka : Anatoli Ananiev, Gueorgui Baklanov; des critiques littéraires et publicistes rattachés au mouvement démocratique, comme Andreï Nouïkine; l'académicien Dmitri Likhatchev.

pas fait [suit une liste des mesures répressives]. L'histoire nous a donné encore une fois une chance de faire un grand pas vers la démocratie et la civilisation. Ne perdons pas cette occasion, comme nous l'avons déjà fait une fois !¹

Dans cette lettre ouverte, le rejet des valeurs de « tolérance », de « bonté » et de « générosité » ne marque pas un abandon des principes moraux². Il est justifié, au contraire, par l'impératif supérieur de la lutte contre le mal, incarné aux yeux des signataires par les députés du Parlement, qu'ils qualifient d'« assassins », de « fascistes », de « sorcières » et de « vampires ». Trois jours plus tard, paraît dans le journal *Nezavisimaïa gazeta* une seconde lettre, sans signataire cette fois, mais revendiquée par « l'assemblée de la société des démocrates de Moscou »³. En ouverture, cette lettre collective pose d'emblée le principe de l'incarnation de la démocratie en la personne d'Eltsine : « Voyant en vous le leader incontesté des changements démocratiques, autorisé par le peuple à exprimer sa volonté et ses intérêts supérieurs (...) ». De cette incarnation découlerait, selon les signataires, la légitimité d'exercer un pouvoir au-dessus de la loi. Les auteurs anonymes, en effet, insistent pour que l'interdiction de tous les « partis, fronts, organisations et leurs organes de propagande » ne soit pas confiée aux organes judiciaires « qui ont été et demeurent du côté des adversaires des réformes », mais soit imposée par des décrets présidentiels, au mépris de l'ordre constitutionnel. Les auteurs exigent aussi que soient réprimés non seulement les « organisateurs » et les « exécutants » du « soulèvement criminel », mais aussi ses « idéologues ». Les velléités de censure des positions dites immorales, depuis longtemps latentes chez l'intelligentsia libérale, trouvent ici une formulation explicite : « Retenant les leçons du passé, nous considérons nécessaire d'intenter des poursuites criminelles contre les théoriciens et idéologues du communo-fascisme, ceux qui lors des dernières années ont cultivé les idées du national-patriotisme, les ont implantées dans la conscience des gens et ont utilisé à cet

¹ « Pisateli trebuût ot pravitel'stva rešitel'nyh dejstvij », [Des écrivains exigent du gouvernement des actions décisives], 5 octobre 1993.

² Principes moraux que de nombreux signataires de la « Lettre des 42 » avaient notamment célébrés à la suite du décès de Sakharov quatre ans plus tôt.

³ Ce qui ne correspond à aucune organisation formelle, mais qui pourrait difficilement se constituer sans l'approbation tacite de DR. « Obrašenie sobraniâ demokratičeskoj obšestvennosti Moskvy k prezidentu Rossii B.N. El'cinu » [Appel de l'assemblée de la société démocratique de Moscou au Président de la Russie B. N. Eltsine], 8 octobre 1993.

effet les tribunes de tous les Congrès possibles et les pages de nombreuses publications nationales-patriotiques. »¹. Concrètement, cela impliquerait d'envoyer en prison les auteurs avec lesquels l'intelligentsia libérale mène une polémique depuis le début de la perestroïka². Pour reprendre les termes que nous avons utilisés au chapitre 2, cette lettre appelle en somme à la restriction du pluralisme des opinions au nom de la purification de la conscience sociale.

Après les événements d'octobre 1993, le président Eltsine concentre effectivement en ses mains tous les pouvoirs. Il en profite pour faire annuler la Constitution en vigueur et dissoudre la Cour constitutionnelle, mais il ne sévit pas contre les forces nationalistes et communistes ainsi que le recommandent les auteurs des deux lettres citées précédemment. Eltsine prend d'ailleurs bien soin de ne pas se revendiquer de la main de fer et préfère afficher sa fidélité aux idéaux moraux de l'époque de la perestroïka. C'est ce qu'illustre un échange à la télévision entre le réalisateur Eldar Riazanov et Boris Eltsine en novembre 1993. Riazanov, qui reproche poliment au président de ne pas avoir expliqué ses décisions à la population lors de la crise d'octobre, suggère que la qualité la plus importante en cette période de pouvoir absolu est l'« ouverture » (*otkrytost'*), ce par quoi il entend un contact régulier - mais unilatéral - entre le dirigeant et le peuple. Eltsine se renfrogne face à ce reproche et offre une réponse qui démontre sa parfaite maîtrise des codes du discours moral de l'époque :

En ce qui concerne les contre-pouvoirs, je peux maintenant vous dire avec précision et fermeté que je n'ai d'autre contre-pouvoir que ma conscience (sovest') - en voilà un contre-pouvoir. Même si on parle tous les jours à la télévision, on peut de toute manière rester intérieurement en désaccord avec ce que l'on déclare. Alors qu'on ne peut

¹ « Obrašenie sobraniâ demokratičeskoj obščestvennosti... », *Op.cit.*

² Deux jours plus tôt, l'académicien Dmitri Likhatchev – aussi signataire de la « Lettre des 42 » - déclare en entrevue que « la démocratie doit savoir se défendre face au déchaînement de la propagande néo-fasciste et du laxisme politique ». Pour cette raison, l'émission de télévision « 600 secondes » - qui adopte une ligne généralement nationaliste et qui est la seule à prendre parti pour le parlement lors des événements d'octobre 1993 – aurait dû selon lui être fermée trois ans plus tôt, car elle constitue « une honte face au monde civilisé et face aux esprits et aux âmes encore immatures ». Dmitri LIHACEV, « Pust' vyššej meroj dlâ nih budet večnyj pozor », 6 octobre 1993, cité par Vladislav ZUBOK, *D. S. Lihačev v obščestvennoj žizni Rossii konca XX veka*, 2001, p.136.

*pas échapper à sa propre conscience! Elle sera toujours derrière soi, en arrière de la tête... Ainsi, c'est ma propre conscience qui m'incite pendant cette période [en l'absence de contre-pouvoirs institutionnels] à ne prendre aucune décision qui serait suffisamment sérieuse pour influencer sur le destin de la Russie.*¹

Elsine fait appel ici à l'idée selon laquelle la politique doit être guidée par la conscience personnelle. Cette idée, comme nous l'avons vu au chapitre 1, est l'un des principaux ressorts de l'engagement politique de l'intelligentsia libérale. Eltsine tire cependant toutes les conséquences logiques du détachement de cet enjeu moral de la question du pouvoir : si la conscience doit régner sans partage, elle n'a pas besoin de contre-pouvoirs politiques. La démocratie, c'est la conscience démocratique au pouvoir. Le corollaire le plus évident de cette maxime est que ceux qui n'appuient pas Eltsine doivent être eux-mêmes dépourvus de conscience, que ce soit par égoïsme, par dogmatisme ou simplement par stupidité.

Plusieurs intellectuels libéraux protestent vivement contre la politique du président, qu'ils dénoncent comme une trahison des idéaux démocratiques². Il semble néanmoins que la majorité des intellectuels libéraux, de même que les activistes démocrates en général, soutiennent toujours Eltsine après les événements d'octobre 1993³ et votent lors du référendum de décembre en faveur de la nouvelle Constitution, qui accorde au

¹ « Iz interv'û B.N. El'cina 7 noâbrâ 1993 goda dlâ programmy Èl'dara Râzanova 'Mužskoj razgovor' » [Extrait de l'entrevue de B. N. Eltsine le 7 novembre 1993 pour le programme de Eldar Ryazanov 'Discussion entre hommes'], paru dans le journal *The New Times* le 29 septembre 2008.

² C'est le cas notamment des anciens dirigeants de DR qui étaient partisans de la stratégie de l'autonomie - Afanassiev, Batkine et Bourtine -, mais aussi d'Egor Ligachev, ancien directeur de *Moskovskye Novosti*, de Valeri Tretiakov, directeur de la *Nezavisimaïa Gazeta*. En signe de protestation, l'historien Mikhaïl Gefter démissionne pour sa part du Conseil présidentiel. L'organisation Memorial réalise pour sa part une enquête indépendante sur les victimes des événements d'octobre. Nous nous penchons plus en détail au chapitre suivant sur la pensée politique de deux des opposants libéraux à Eltsine, soit Youri Bourtine et Léonide Batkine.

³ Les entrevues réalisées l'année suivante par l'équipe des sociologues Alexis Berelowitch et Michel Wieviorka indiquent que les intellectuels d'orientation démocratique condamnent généralement l'attitude despotique d'Eltsine, mais la considèrent comme un mal nécessaire pour faire face à la menace rouge-brun. Alexis BERELOWITCH et Michel WIEVIORKA, *Les Russes d'en bas*, chapitre 8.

président un pouvoir presque sans partage¹. Cette Constitution est adoptée, malgré un taux de participation insuffisant pour valider le résultat du référendum, et elle est toujours en vigueur aujourd'hui. Quant aux élections législatives, qui se tiennent au même moment, elles se traduisent par un large vote de protestation au profit du parti nationaliste de Vladimir Jirinovski². Pour un intellectuel libéral comme Youri Kariakine, les résultats du vote confirment tous les soupçons au sujet de l'irrationalité du peuple. Commentant la soirée électorale en direct à la télévision, il déclare avec désespoir cette phrase devenue célèbre : « Russie, tu es devenue stupide ! » L'écrivain Fazil Iskander, engagé pour la démocratie depuis le début de la perestroïka, déclare à la suite des élections législatives :

*Je risquerais d'affirmer qu'un tel peuple n'a pas besoin de parlement, n'a pas besoin d'élections. Un tel peuple et ses élus (car on sait bien ce que peut élire un tel peuple) ne sont pas capables d'élaborer de nouvelles lois, de les rendre plus humaines, plus civilisées, plus raisonnables. [...] Il serait cent fois plus utile et meilleur marché de réunir une assemblée de la « crème » de la société russe, de ses élites morales et intellectuelles, qui choisiraient en leur sein les hommes aptes à diriger le pays pendant plusieurs années, en attendant l'arrivée des jeunes.*³

Au même moment, un nouveau parti nommé Yabloko se forme sur la base d'un programme libéral et démocrate en opposition à Eltsine. Mais en se présentant aux élections législatives de décembre 1993, ses membres choisissent d'accepter les nouvelles règles du jeu constitutionnel qui le condamnent, de même que tous les autres partis, à une position d'éternelle critique qui, en fin de compte, ne laisse pas d'autres options que la collaboration ou l'insignifiance⁴. Malgré certains succès électoraux

¹ Lors des entrevues qu'il réalise dans une douzaine de villes de Russie à partir de 1994, le politologue Steven Fish demande à près d'une centaine de politiciens comment ils ont voté au référendum de décembre 1993 sur la Constitution et presque tous ceux qui s'associent à une position prodémocratique disent avoir voté en sa faveur. Steven FISH, *Democracy Derailed in Russia*, p.219. Sur le caractère « superprésidentiel » de la Constitution, voir le chapitre 7 du même ouvrage.

² Le parti de Jirinovski obtient le plus de votes, avec 22,79 % des voix, devant le parti de Gaïdar et le Parti communiste.

³ Cité par Alexis BERELOWITCH et Michel WIEVIORKA, *Op.cit.*, p.54.

⁴ Le dilemme entre la collaboration et l'insignifiance est en quelque sorte la nouvelle version, dans le contexte de l'ordre constitutionnel fondé en décembre 1993, de l'alternative entre la consolidation et

initiaux, grâce au soutien de l'intelligentsia libérale appauvrie par les réformes économiques¹, ce parti ne parvient pas à briser l'héritage symbolique de DR, qui pose comme une évidence le fait qu'Eltsine incarne la démocratie et le libéralisme et que ces concepts doivent donc être jugés à l'aune de son action politique².

D - *Conclusion : consolidation et marginalisation*

En apparence, la victoire d'Eltsine à l'automne 1993 est aussi la victoire des libéraux : la menace « rouge-brun » est définitivement matée et le pouvoir des dirigeants « démocrates » est consolidé dans le cadre de la nouvelle Constitution. Mais les lendemains sont bien amers pour ceux qui ont soutenu Eltsine. Dès 1994, les dirigeants de DR doivent prononcer la dissolution de la coalition, minée par la démobilisation et abandonnée par le gouvernement russe, qui s'en désintéresse complètement à la suite de ses piètres performances aux élections de décembre 1993³. Plusieurs tentatives sont déployées lors des années subséquentes pour créer une nouvelle organisation à l'image de

l'opposition. Dans les années 1990, la principale distinction entre les partis libéraux russes réside ainsi dans leur rapport au pouvoir exécutif : tandis que Yabloko choisit l'opposition et sombre progressivement dans l'insignifiance puisque son importance dépend du degré d'attention que lui accorde le pouvoir, les partis libéraux créés à l'initiative du gouvernement russe (Choix de la Russie, Choix démocratique de la Russie, Juste Cause, l'Union des forces de droite) adoptent une stratégie de soutien et de collaboration avec le pouvoir, ce qui assure leur existence en dépit d'un très faible soutien populaire. Cette dualité des partis libéraux prend fin suite à la création par le Kremlin en 2000 d'un « parti du pouvoir », Russie unie. Tous les partis libéraux sont alors définitivement rayés de la carte électorale suite à leur cuisante défaite aux législatives de 2003. David WHITE, « Going their own way: The Yabloko Party's opposition to unification »

¹ *Ibid.* Les résultats électoraux de Yabloko sont en déclin depuis sa création : ils obtiennent 7,86 % du vote en 1993, puis 6,89 % en 1995, 5,93 % en 1999 et 4,3 % en 2003. Pour une analyse des causes de ce déclin, voir Françoise DAUCÉ, « Iabloko ou la défaite du libéralisme politique en Russie ».

² Une idée si fortement ancrée que l'oligarque Mikhaïl Khordorkovski, que l'on ne peut soupçonner de tout ignorer de la politique de son pays, écrit en 2004 dans un diagnostic sur la « crise du libéralisme russe » que l'une des erreurs des libéraux fut de ne pas critiquer les réformes d'Eltsine. Exactement comme si Yabloko n'avait pas soutenu cette position depuis plus de dix ans. Mihajl HODORKOVSKIJ, « Krizis liberalizma v Rossii », 2004.

³ Lors de ces élections, DR faisait partie du bloc électoral « Choix de la Russie », dirigé par Gaïdar et axé sur un soutien inconditionnel à Eltsine. Mais la coalition y était marginalisée et ses candidats figuraient généralement en deuxième ou troisième place sur les listes électorales, derrière les candidats soutenus par le gouvernement. Sur les 40 députés de Choix de la Russie élus en décembre 1993, seuls 7 sont rattachés à DR. Michael MCFAUL, « Russia's Choice : The Perils of Revolutionary Democracy », p.118.

DR¹, mais le nouvel ordre constitutionnel rend cette tâche presque impossible, car les pouvoirs extrêmement étendus qui sont accordés au président le prémunissent des pressions du pouvoir législatif et réduisent l'influence des mobilisations de masse. L'intelligentsia libérale, au même moment, constate avec désarroi la chute vertigineuse de l'ascendant qu'elle avait acquis sur l'opinion publique pendant la perestroïka. Détestés par la plus grande partie de la population qui les qualifie de *dermokraty*² et méprisés par la nouvelle élite politique affairiste qui n'a que faire de leurs idéaux, les intellectuels libéraux qui avaient dirigé le mouvement démocratique sont définitivement relégués aux marges de l'arène politique postsoviétique³. En 1994, la mobilisation de plusieurs d'entre eux contre la guerre en Tchétchénie est superbement ignorée par le gouvernement et par la population. Le temps de la prédominance de l'intelligentsia libérale sur la sphère publique est manifestement révolu et son projet politique, épuisé.

Ce dénouement n'était pas inévitable. L'expérience de la Pologne et de la Lituanie, par exemple, montre que la démobilisation de l'organisation de masse qui était porteuse du projet démocratique⁴ ne se traduit pas nécessairement par la marginalisation de ses principaux acteurs et la compromission durable de ses idéaux. Ce résultat, en Russie, s'explique notamment par la décision d'un grand nombre d'intellectuels libéraux soviétiques – dont plusieurs dirigeants de DR et certaines des figures les plus célèbres de l'intelligentsia – de soutenir la consolidation du pouvoir réformateur afin d'empêcher que la pression de la rue ou de l'opposition nationaliste-communiste ne mette un frein aux réformes. Le mouvement démocratique a été le principal véhicule de cette stratégie. Non seulement la coalition DR ne s'est pas dissoute après l'effondrement du pouvoir soviétique, mais elle a poursuivi la lutte révolutionnaire initiée pendant la perestroïka contre le système communiste en se plaçant inconditionnellement au service des

¹ En 1994, quelques libéraux proches du pouvoir - notamment Galina Starovoitova et Sergei Stankevitch - tentent de ressusciter DR, mais sans succès.

² Conjonction de *demokraty* (démocrates) et *dermo* (merde).

³ Sur la rotation des élites en Russie postsoviétique, voir David LANE et Cameron ROSS, *The Transitions from Communism to Capitalism : Ruling Elites from Gorbachev to Yeltsin*, 1999.

⁴ *Solidarnosc* en Pologne, *Sajudis* en Lituanie.

dirigeants russes. Les partisans de cette stratégie ont ainsi activement contribué à convaincre la population qu'Eltsine et son gouvernement constituaient la meilleure incarnation de leurs idéaux démocratiques, à défaut d'exercer le pouvoir de manière démocratique. Ils ont ainsi créé les conditions institutionnelles et symboliques - la concentration des pouvoirs et l'association de leurs idéaux à des politiques autoritaires et corrompues - de leur propre marginalisation politique et de l'épuisement de leur projet, soit le passage à la « civilisation » et l'avènement d'une société « normale » qui se développerait de manière naturelle sur la base de valeurs universelles.

Les débats examinés dans ce chapitre éclairent les causes de ce dénouement. Il appert, tout d'abord, que la stratégie de soutien à la concentration des pouvoirs dans les mains du réformateur repose sur des préférences argumentées. Elle n'est pas uniquement dictée par les circonstances. On pourrait penser, en effet, que la stratégie de soutien inconditionnel à Eltsine est déterminée par le contexte de l'affrontement binaire et irréconciliable – ce que plusieurs analystes désignent comme un « jeu à somme nulle »¹ - entre le pouvoir exécutif mené par Eltsine et le pouvoir législatif, dominé par les nationalistes et les communistes. Il est vrai que l'accentuation de cette polarisation en 1992 et 1993 conduit plusieurs libéraux à conclure que tous les moyens sont bons pour prévenir la chute d'Eltsine, qu'ils assimilent au renversement de la démocratie. Pourtant, le débat de l'automne 1991 sur les deux formes de « pertitions » montre que l'adoption de la stratégie de consolidation du pouvoir réformateur *précède* la polarisation de la vie politique postsoviétique entre la présidence et le parlement, qui ne se produit qu'au printemps 1992, soit après le lancement de la thérapie de choc². En fait, le refus de DR de se constituer en organisation politique autonome *favorise* la cristallisation de la vie politique postsoviétique en une lutte binaire entre deux camps irréconciliables. La possibilité de voir émerger une scène politique plurielle existe pourtant à l'automne 1991 et elle repose sur la constitution de DR en force politique autonome. Le fait que cette

¹ Michael MCFAUL, *Op.cit.*; Steven FISH, *Op.cit.*

² À l'automne 1991, le parlement n'est pas encore en opposition à Eltsine et vote même à l'unanimité l'octroi de pouvoirs extraordinaires au président pour mener à bien les réformes.

option n'ait finalement pas été retenue ne signifie pas qu'elle était condamnée à l'échec. La polarisation de la vie politique postsoviétique, en somme, n'est pas une fatalité, mais une potentialité qui a été encouragée par la stratégie des libéraux partisans de la consolidation, qui y ont ensuite vu la confirmation de la justesse de leur choix.

Quant aux motifs qui conduisent une partie importante de l'intelligentsia libérale à soutenir la concentration des pouvoirs dans les mains d'Eltsine en 1991-1993, ils ne découlent pas d'une conversion idéologique au néolibéralisme ou à la théorie de la transition autoritaire, dont les concepts n'apparaissent en fait à peu près jamais dans les discussions sur le positionnement du mouvement démocratique. Ce choix s'inscrit plutôt dans une vision de la politique encore profondément marquée par les idéaux, concepts et postulats qui sont caractéristiques de la perspective morale exprimée par l'intelligentsia libérale depuis plusieurs années. Il est remarquable, à cet égard, de relever la persistance, même après l'effondrement du Parti communiste et de l'État soviétique, d'une stratégie émancipatrice qui considère le passage à la démocratie et au marché avant tout comme le démantèlement d'un système communiste artificiel empêchant le développement naturel de la société sur la base de valeurs universelles¹. Dans la mesure où cet idéal est censé correspondre à la vérité scientifique et morale, le conflit politique est généralement perçu comme une lutte entre ceux qui sont honnêtes et ceux qui, par intérêt ou aveuglement, cherchent à préserver ou restaurer le système communiste. Pour Tchoudakova, Kariakine et bien d'autres, la démocratie ne réside pas tant dans un certain mode d'exercice du pouvoir que dans la victoire politique des dirigeants qui incarnent cet idéal. D'où l'importance essentielle, pour eux, de ne pas diviser le camp des démocrates, ce qui aurait pour effet de l'affaiblir dans leur lutte irréconciliable contre la menace des nationalistes et des communistes. C'est ce qui explique pourquoi la concentration des pouvoirs dans les mains d'une élite éclairée de dirigeants « démocrates », à leurs yeux, n'est pas incompatible avec l'établissement de la démocratie. Et c'est parce que leur affinité avec ces dirigeants repose sur une « essence », comme dirait Tchoudakova, davantage que sur

¹ Ainsi que l'observe le politologue Richard Sakwa : « la fin du monopole du PCUS a permis aux mouvements informels de prendre des formes plus structurées, mais ils sont demeurés marqués par une politique de l'insurrection ». *Russian politics and society*, 2008, p. 174.

un programme ou des pratiques, que ces intellectuels libéraux ont pu soutenir pour des raisons morales un programme politique et économique fondé sur le rejet de la morale en politique. En d'autres termes, les libéraux soviétiques favorables à la consolidation du pouvoir sont disposés à soutenir le pouvoir de dirigeants autoritaires parce que la structure du pouvoir importe moins à leur yeux que son caractère moral, qui se manifeste notamment par la défense de la conscience personnelle contre l'oppression d'un système communiste artificiel.

La perspective morale de l'intelligentsia libérale conditionne ses choix stratégiques, mais elle ne les guide pas à la manière d'une doctrine claire et univoque. La compréhension des dilemmes des libéraux soviétiques au sujet de leur rapport au pouvoir réformateur ne serait donc pas complète sans une étude des motifs qui conduisent certains d'entre eux à soutenir, en vain, la stratégie de l'autonomie du mouvement démocratique. Ces arguments, qui ont été rapidement abordés dans ce chapitre, méritent d'autant plus d'attention qu'ils ont été largement oubliés et, à ce titre, constituent l'un des héritages intellectuels perdus de la perestroïka. Il s'agit là de l'objet du prochain chapitre.

Chapitre 7 : Opposition démocratique : entre idéalisme et pragmatisme. Propositions oubliées

À la fin de la perestroïka, différentes tendances s'opposent au sein de la coalition Russie démocratique (DR). D'une part, les dirigeants pro-gouvernementaux de la coalition, comme Gleb Yakounine et Lev Ponomarev, se réclament du pragmatisme pour justifier les entorses à la démocratie qu'ils jugent nécessaires à la victoire sur la menace « rouge-brun ». Le pragmatisme, dans cette perspective, serait la marque d'une action politique professionnelle et mature, débarrassée des illusions naïves des idéalistes. D'autre part, Youri Bourtine et d'autres figures influentes de DR condamnent le pragmatisme et se réclament de l'idéalisme, affirmant que la politique est avant tout une question de principes. L'idéalisme, selon eux, implique de soumettre la pratique de la politique à de grands idéaux. Si l'on suit cette distinction entre pragmatisme et idéalisme, le soutien d'une grande partie des intellectuels libéraux à la concentration des pouvoirs dans les mains d'un réformateur « éclairé » en 1991-1993 marquerait une prise de distance avec leur perspective morale de l'époque de la perestroïka. C'est d'ailleurs la thèse défendue par l'historienne Marina Peunova dans un article sur le virage autoritaire de « l'intelligentsia critique russe » pendant la perestroïka. Le passage de cette intelligentsia de la « dissidence » à l'« obéissance » s'expliquerait selon elle par l'abandon de sa posture morale et critique traditionnelle au moment où elle se rapproche du pouvoir sous Eltsine¹.

Or, à y regarder de plus près, la distinction ainsi posée entre pragmatisme et idéalisme ne rend pas justice à la complexité de la situation. Tout d'abord, ce débat au

¹ Marina PEUNOVA, « From dissidents to collaborators : the resurgence and demise of the Russian critical intelligentsia since 1985 ». 2008. L'argument de cet article est affaibli par la propension de l'auteur à traiter de l'intelligentsia comme un bloc homogène, ce qui conduit à des généralisations abusives, comme celle qui fait de tous les soixantards des dissidents. Or, si la majorité des dissidents sont des soixantards, l'inverse n'est pas vrai. Pour d'autres observateurs de la politique russe, l'abandon de l'« idéalisme » de la perestroïka serait la marque d'un passage nécessaire vers une politique professionnelle. Par exemple : Lauren ATTAL, « Les démocrates russes depuis 1991. Évolution d'une espèce, perspectives de survie », 2000.

sujet du rapport au pouvoir ne doit pas être confondu avec un autre débat qui se déroule à la même époque sur la base des mêmes termes et qui concerne le rôle de l'intelligentsia dans la société postsoviétique. Il s'agit du conflit, bien exposé par l'historienne Jutta Scherrer, entre une conception professionnelle et pragmatique de l'intellectuel, comme expert détenteur d'un savoir spécialisé, et une conception idéaliste et traditionaliste de l'intellectuel, comme porteur d'une vision du monde bâtie sur l'étude des classiques¹. Le débat qu'observe Scherrer sur la déliquescence de la figure de l'intellectuel traditionnel après l'effondrement des institutions qui lui assuraient emploi et prestige, n'est pas propre à la Russie. Dans tous les pays postcommunistes, les élites intellectuelles autrefois entretenues par l'État socialiste – via les « unions créatives » et les instituts subventionnés – sont désemparées par la réorganisation du domaine de la connaissance sur la base des lois du marché². Le point essentiel, pour notre propos, est que ce débat entre les intellectuels pragmatiques et les intellectuels idéalistes, en Russie, ne recoupe *pas* le débat politique qui oppose à la même époque les partisans d'un soutien inconditionnel à Eltsine et les partisans d'une opposition démocratique. Parmi les intellectuels pragmatiques identifiés par Scherrer figurent notamment Youri Afanassiev, Gavriil Popov, Andreï Sakharov, Sergueï Stankevitch, Anatoli Soltchak, Egor Gaïdar, Mikhaïl Gefter, Sergueï Kovalev et Gennadi Bourboulis³, tandis que parmi les intellectuels idéalistes figurent Sergueï Averintsev, Boris Ouspenski, Dmitri Likhatchev et Daniil Granine. Nous énumérons tous ces noms afin de souligner que les partisans de la consolidation du pouvoir réformateur comprennent à la fois des intellectuels que Scherrer identifie comme des « pragmatistes » - Popov, Stankevitch, Soltchak, Gaïdar et

¹ Jutta SCHERRER, *Requiem für den roten Oktober – die russische Intelligenzija im Umbruch 1986-1996*, Nous remercions Gesine Wallem pour la traduction.

² Pour des textes qui abordent ce problème dans différents pays postcommunistes, voir le numéro spécial de *Studies in East European Thought* dirigé par Sergueï Oushakine en novembre 2009 : « Wither the Intelligentsia : The End of the Moral Elite in Eastern Europe ».

³ À cette liste, nous pourrions ajouter les sociologues Boris Doubine et Lev Goudkov, qui consacrent un livre en 1995 à la critique des « illusions littéraires et politiques » de l'intelligentsia, dont celle de chercher à façonner la société sur la base de valeurs et d'idées. Boris DUBIN et Lev GUDKOV, *Intelligenciâ : zametki o literaturno-političeskikh illûziâh* [Intelligentsia : remarques sur des illusions littéraires et politiques]. En cela, ils suivent la critique de l'intelligentsia russe de leur maître à pensée, le sociologue Youri Levada. Sur ce dernier, voir le chapitre 3.

Bourboulis¹ - et des « idéalistes » - Likhatchev et Granine². À l'inverse, trois « pragmatistes » figurent parmi les plus célèbres défenseurs d'une opposition démocratique - Afanassiev, Sakharov et Gefter. Ne serait-ce que pour cette raison, il importe de ne pas projeter sur le débat politique des distinctions conceptuelles relatives à cet autre débat contemporain portant sur le rôle de l'intelligentsia.

De plus, la distinction entre le pragmatisme et l'idéalisme laisse penser que les partisans de la consolidation écartent les considérations morales de leur engagement politique, tandis que les partisans de l'autonomie défendent un programme moraliste. Or, les choses sont plus compliquées. Nous avons déjà vu, au chapitre précédent, que le soutien inconditionnel à Eltsine de Tchoudakova, Kariakine, Likhatchev et bien d'autres s'appuie sur une vision morale binaire de la vie politique et sur une conception du pouvoir démocratique incarnant une certaine essence morale. Leurs arguments, en effet, n'ont que peu à voir avec les théories technocratiques des économistes qui dirigent le gouvernement qu'ils soutiennent. À l'inverse, les partisans d'une opposition démocratique ne sont pas tous des idéalistes prêts à sacrifier l'efficacité politique aux principes moraux. Si certains proposent de créer une « opposition morale », d'autres considèrent que l'opposition démocratique à Eltsine est une stratégie strictement pragmatique. Dans ce chapitre, nous nous penchons sur ces différentes propositions qui, il faut bien le reconnaître, ont été largement oubliées. En 1992, les partisans de la stratégie de l'autonomie du mouvement démocratique s'inclinent au sein de DR face aux partisans du soutien à Eltsine et, par la suite, ne jouent plus de rôle politique important. Parmi les plus célèbres d'entre eux, Afanassiev et Batkine quittent la politique active pour se consacrer entièrement à leurs tâches universitaires, tandis que Bourtine continue de commenter la politique en tant que journaliste, sans réussir à refonder DR sur une nouvelle base³. Aujourd'hui, peu de gens se souviennent de l'aile dissidente de DR qui

¹ Ces politiciens « démocrates » participent directement à l'établissement du despotisme éclairé.

² Tous deux sont signataires de la « Lettre des 42 », citée au chapitre précédent.

³ Bourtine décède en 2000 et Afanassiev, à l'automne 2015. Nous avons pu avoir un entretien avec ce dernier deux ans plus tôt. Batkine est toujours en vie. Nous le remercions d'ailleurs de nous avoir aidé à rassembler des informations sur la Tribune de Moscou.

cherchait à créer une opposition démocratique autonome. À notre connaissance, les arguments de ces auteurs n'ont fait l'objet d'aucune étude rétrospective, ni en Russie ni ailleurs. Il nous semble donc important de restituer leur réflexion, d'autant plus qu'elle présente un double intérêt pour notre propos. Premièrement, parce que cela permet de récuser l'idée, aujourd'hui largement répandue en Russie, selon laquelle le soutien à un autoritarisme « éclairé » et la compromission de la cause démocratique découlaient nécessairement de la pensée politique de l'intelligentsia libérale¹. Or, cette pensée politique n'est pas monolithique; elle comporte plusieurs tendances contradictoires parmi lesquelles celle qui l'a emporté n'était ni nécessairement la mieux argumentée ni nécessairement la plus populaire. Rappelons qu'Afanassiev, Batkine et Bourtine, avant d'être écartés de la lutte politique en 1992 dans les circonstances que nous avons vues, étaient des intellectuels très influents au sein du mouvement démocratique et que ce dernier constituait la principale organisation politique du pays à l'automne 1991, avec près de sept millions de sympathisants et 300 000 membres actifs. Les propos de ces intellectuels, par conséquent, sont donc loin d'être des idées confidentielles et marginales qui ne présenteraient qu'un intérêt archéologique. C'étaient de véritables options politiques qui, à défaut de l'avoir emporté, peuvent inspirer la pensée politique contemporaine - ou à tout le moins enseigner à ne pas commettre les mêmes erreurs. Deuxièmement, l'étude de ces idées contestatrices permet de mieux saisir, par comparaison, la relative spécificité de la voie choisie par DR et de nombreux intellectuels libéraux après 1991, tout particulièrement en ce qui concerne le rôle de la morale dans la justification de l'autoritarisme. Les idées de Youri Bourtine et de Léonide Batkine, en effet, illustrent des visions de l'opposition démocratique qui se distinguent dans leur rapport à la morale : le premier place ses espoirs dans la création d'une opposition morale et pourfend le pragmatisme des dirigeants russes, tandis que le second se revendique du pragmatisme et met en garde les démocrates contre une politique qui obéirait à des impératifs moraux. Le caractère exemplaire de cette distinction justifie que nous nous concentrons sur ces deux auteurs, laissant de côté la pensée d'Afanassiev, qui emprunte des arguments à ces deux perspectives.

¹ Nous avons présenté en introduction une série d'ouvrages dont la thèse va dans ce sens et qui relèvent de ce que nous avons appelé les interprétations de la désillusion.

A - *Bourtine et l'opposition morale*

Youri Bourtine s'accorde avec l'opinion dominante au sein de l'intelligentsia libérale quant aux objectifs finaux des réformes, soit l'instauration du marché et de la démocratie. Les divergences surgissent dès lors qu'il s'agit de déterminer les actions concrètes devant mener à ces fins. Il le reconnaît lui-même :

*[...] en ce qui concerne le programme de l'opposition démocratique, il faut avant tout distinguer les buts et les moyens pour les réaliser. En ce qui concerne les buts, ils sont depuis longtemps déterminés, écrits dans les documents de la majorité des organisations démocratiques, reconnus par la société et même revendiqués par le pouvoir. Leur essence réside en deux points qui sont liés : la propriété privée et la démocratie. Là-dessus il n'y a donc essentiellement pas de problème ou d'objet de désaccord avec la politique officielle. La question est celle des voies, du rythme, des étapes, des formes et des moyens de la transformation de la société totalitaire en société démocratique. La question est de savoir qui va accomplir cette transformation, comment et au service de quel intérêt. La question est : deviendrons-nous les maîtres de notre destin ou changerons-nous simplement de maîtres pour une durée indéterminée?*¹

À la question du pouvoir telle qu'elle se pose généralement aux libéraux soviétiques à partir de 1989- *qui doit gouverner et comment* - Bourtine ajoute deux autres enjeux : les intérêts que servent les réformes et la capacité du peuple à maîtriser son propre destin. Ces enjeux lui sont inspirés par sa vision de la société soviétique, qui serait divisée en deux classes aux intérêts contradictoires: le peuple, qui cherche à vivre libre, et la nomenklatura, qui cherche à dominer le peuple. Il analyse la société soviétique en ces termes :

[...] contrairement au capitalisme contemporain, où les distinctions sociales tendent à s'effacer de plus en plus, le « socialisme réel » est demeuré jusqu'à la fin de ses

¹ Ūrij BURTIN, Leonid BATKIN, Vasilij SELŪNIN, Zoâ KRAHMAL'NIKOVA, Ūrij AFANAS'EV, Larisa PIÂŠEVA, Bèla DENISENKO, Vladimir LOPATIN, Leonid GORDON, Vladimir BIBLER, Valerij ABRAMKIN, Yakov BERGER, Dmitrij FURMAN, « Est' li u Rossii nadežda? » [Y a-t-il de l'espoir pour la Russie?], table ronde, 29 mai 1992, p.254.

jours une société de classe. Non pas au sens où elle aurait deux classes et une classe intermédiaire, comme nous l'a enseigné notre camarade Staline. Une ligne de partage beaucoup plus importante est celle qui sépare les dirigeants de la bureaucratie du Parti, la « nomenklatura », la « nouvelle classe » (suivant M. Djilas), du reste des gens.¹

Comme de nombreux autres intellectuels libéraux politisés dans les années 1960 et marqués par les thèses sur la « nouvelle classe » bureaucratique des sociétés socialistes, Bourtine pense que la nomenklatura cherche sciemment à freiner les réformes vers la démocratie et le marché, car elles minent son pouvoir et les privilèges qui lui sont attachés. Cette perspective antibureaucratique s'accompagne chez lui d'une sensibilité particulière pour la cause du « peuple », à l'instar de ses modèles du passé, les *narodniki*². Pour lui, la perestroïka n'est démocratique que dans la mesure où elle procède d'une « révolution par le bas », c'est-à-dire pour le peuple et *par* le peuple. La démocratie et le marché constituent à ses yeux des mécanismes d'autorégulation politique et économique de la société; ils ne peuvent donc être instaurés par le haut, et surtout pas par la nomenklatura. Pour cette raison, Bourtine est l'un des premiers à s'opposer au projet gorbatchévien de consolidation démocratique sous la gouverne d'un réformateur éclairé, dénonçant dès 1989 « la nouvelle dictature bureaucratique du Parti avec à sa tête l'initiateur de la perestroïka »³. Pour lui, la consolidation des forces démocratiques autour du réformateur est impossible, car cela reviendrait à réconcilier l'irréconciliable : « les intérêts du peuple » et « les intérêts d'une bureaucratie corrompue et parasitaire ».⁴

La dichotomie que Bourtine envisage entre le peuple et la nomenklatura n'est cependant pas qu'une question d'intérêt. Lorsqu'il s'agit de juger les acteurs politiques et les forces qu'ils incarnent, les critères « objectifs » sur leur « nature sociale » se confondent étroitement avec des critères « subjectifs » sur leurs qualités morales. Sur ce

¹ Ůrij BURTIN, « Čužaâ vlast' » [Un pouvoir qui nous est étranger], 1^{er} décembre 1992, p.8.

² Généralement traduits par « populistes ». Ce terme ayant pris depuis une connotation tout à fait différente - et péjorative - en français, nous conservons ici le terme russe. Sur l'influence des *narodniki* sur les soixantards et notamment sur Bourtine, voir le chapitre 1.

³ Ůrij BURTIN, « Pis'mo A.D.Saharovu », 19 octobre 1989.

⁴ *Ibid.*

point, Bourdine partage avec la majorité de l'intelligentsia libérale une conception de la morale comme expression sincère de la conscience personnelle. Au chapitre 2, nous avons vu que cette conception motive le rejet des valeurs et arguments des adversaires des libéraux comme autant de signes d'hypocrisie. Ce refus moral de tout compromis avec les « ennemis de la démocratie », Bourdine les reporte contre celui qu'il considère comme leur chef : Gorbatchev. Si ce dernier n'est pas aimé du peuple, affirme-t-il en janvier 1991, c'est surtout pour ses « traits personnels », qu'il identifie comme « l'amour du pouvoir, la satisfaction de soi, la finauderie, le manque de sincérité, l'absence d'un vif intérêt pour les gens dans ses discours sans fin, la sécheresse morale »¹. Comme Staline et Hitler, déclare-t-il, Gorbatchev se distingue par « une totale liberté à l'égard des critères moraux en politique »². Un an plus tard, le concert d'hommages que la presse libérale rend à Gorbatchev au moment où il démissionne finalement de la présidence de l'URSS n'ébranle aucunement Bourdine, qui dénonce toujours « sa liberté à l'égard des règles morales, son hypocrisie, sa ruse, son mensonge, son indifférence à l'égard de la vie et du destin des gens ordinaires »³. À l'inverse, Eltsine lui apparaît alors comme « beaucoup plus humain que Gorbatchev »⁴. Quelques mois plus tard, Bourdine perd définitivement ses illusions à l'égard de la politique d'Eltsine. Il affirme que ce qu'il avait d'abord pris pour des « erreurs » de la part du président russe formait en fin de compte une politique cohérente. Cette politique, c'est la continuation de la « révolution par le haut » par le passage « de la partitocratie à la ploutocratie »⁵. C'est en somme la trahison du peuple et l'installation au pouvoir d'une nouvelle nomenklatura en alliance avec l'ancienne : « S'il fallait décrire en une phrase le caractère et les résultats de notre révolution d'août, ce serait la suivante : la révolution démocratique s'est dissoute, ses

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Ūrij BURTIN, « Gorbačev prodolžaetsâ » [Gorbatchev une fois de plus], mars 1992.

⁴ Ūrij BURTIN, « Gorbačev prodolžaetsâ » [Gorbatchev une fois de plus].

⁵ Ūrij BURTIN, « Čužaâ vlast' » [Un pouvoir qui nous est étranger], 1^{er} décembre 1992.

fruits ont été accaparés par la nouvelle et l'ancienne nomenklatura, et les espoirs du peuple ont à nouveau été trompés »¹.

1) « Commencer par soi »

Il ne suffit pas, selon Bourtine, de dénoncer le caractère ploutocratique du nouveau pouvoir en Russie. Il faut voir qu'il a été rendu possible par un phénomène plus profond et plus lourd de conséquences, à savoir la faillite morale des démocrates eux-mêmes. C'est nous, déclare-t-il à son lectorat qui appartient essentiellement à l'intelligentsia libérale, qui sommes les principaux responsables de la compromission de la démocratie aux yeux du peuple : « C'est notre faute et celle de personne d'autre si le mot 'démocrates' s'utilise maintenant soit entre guillemets, soit accompagné d'un 'soi-disant' ou tout simplement sous la forme injurieuse de 'dermokraty' »². Et c'est aussi par la faute des démocrates si les communistes et les nationalistes parviennent à se présenter comme les défenseurs du peuple³. Cette faillite morale des démocrates, Bourtine en voit le signe dans leur propension à concevoir la politique de manière « pragmatique », au détriment des impératifs de leur conscience :

*[...] nous avons appris qu'en politique il faut avant tout être « réalistes », que « la politique, c'est l'art du possible » (nos « politologues » ont si souvent répété cette phrase ces dernières années!), l'art pragmatique du compromis, du louvoisement, de l'équilibre, tandis que l'honnêteté, la sincérité et le caractère humain sont des illusions naïves et puérides qui sont inconvenantes dans la politique sérieuse.*⁴

Une « politique véritablement démocratique », insiste-t-il, ne peut être « ni amorale, ni 'morale à moitié' ni indifférente à la morale », car « c'est la qualité des moyens et non pas les buts qui détermine en fin de compte le résultat de toute activité

¹ Ūrij BURTIN et al., « Est' li u Rossii nadežda? » [Y a-t-il de l'espoir pour la Russie?], 29 mai 1992 , p.249.

² Ūrij BURTIN, « Gorbačev prodolžaetsâ » [Gorbatchev une fois de plus], mars 1992.

³ Ūrij BURTIN et al., « Est' li u Rossii nadežda? » [Y a-t-il de l'espoir pour la Russie?], p.252. 29 mai 1992

⁴ Ūrij BURTIN, « Gorbačev prodolžaetsâ » [Gorbatchev une fois de plus], mars 1992.

politique »¹. C'est pourquoi, poursuit-il, « Seule une politique honnête, fondée sur de solides principes moraux est capable d'être réellement efficace »². À partir de 1992, Bourtine insiste à de nombreuses reprises sur le fait que, en politique, les « principes » ont plus d'importance que les « programmes ». Les démocrates, selon lui, se préoccupent beaucoup trop des questions programmatiques : la démocratie doit-elle être sociale-démocrate ou libérale, la république doit-elle être présidentielle ou parlementaire ? À ses yeux, ces débats font ombrage à l'enjeu essentiel, à savoir les principes de l'action politique. Il prend soin de préciser qu'il n'entend par là ni des principes « impersonnels » comme celui de la division des pouvoirs, ni les principes dont se revendiquent les communistes orthodoxes comme Nina Andreïeva et qui ne sont en fait que des « dogmes officiels ».³ Les principes que Bourtine voudrait voir réactivés, c'est d'abord l'« autocontrôle éthique » et la capacité « de dire un 'non' décidé à la politocailerie, au verbiage, à la cupidité, au carriérisme ». Des principes qui seraient caractéristiques des gens au « tempérament de dissident » et en particulier de Sakharov, dont il appelle à suivre le « lumineux exemple »⁴. Ces principes, qui reposent sur l'harmonie de la conscience et des actes, sont largement considérés par les intellectuels libéraux comme les attributs nécessaires à la réalisation de soi, ainsi que nous l'avons vu au chapitre 3. Mais contrairement à plusieurs de ses proches, Bourtine considère que le respect de ces principes est aussi essentiel à l'exercice du pouvoir. De manière plus originale encore pour l'époque, il voit la source de ces principes dans un sentiment qui lui est manifestement inspiré par sa perspective *narodnik*, soit le devoir envers le peuple. Ce sentiment serait la garantie des principes moraux :

L'intelligentsia russe, en particulier depuis le temps de Tchernychevski et Pissarev, a toujours ressenti un sentiment de responsabilité envers le peuple, une « dette » impayée

¹ Ūrij BURTIN et al., « Est' li u Rossii nadežda? » [Y a-t-il de l'espoir pour la Russie?], p.252. 29 mai 1992

² *Ibid.*

³ Ūrij BURTIN, « Principy važnee programm » [Les principes sont plus importants que les programmes]. 1er juillet 1993. Rappelons que Nina Andreïeva est une professeure de chimie de Leningrad qui avait provoqué une commotion en 1988 en publiant une lettre ouverte dans laquelle elle critiquait la glasnost au nom de ses principes communistes. À ce sujet, voir le chapitre 2.

⁴ Ūrij BURTIN et al., « Est' li u Rossii nadežda? » [Y a-t-il de l'espoir pour la Russie?], 29 mai 1992, p.253-254.

à son égard, pour reprendre le mot de Tvardovski. Lorsque ce sentiment, qui nourrissait l'esprit des narodniki et des zemstvos, de Tchekhov, Korolenko, Tvardovski et Sakharov, s'est affaibli en nous, nous avons perdu notre immunité et sommes devenus vulnérables au virus de l'immoralité, de la vanité, de la superficialité, du verbiage et de la politicaillerie.¹

Bourtine semble présumer que ce sentiment de devoir envers le peuple découle nécessairement de l'expression de la conscience personnelle, puisque sa recommandation principale à tous les démocrates est de cultiver leur « être intérieur » de manière à faire des règles morales « la norme naturelle de leur comportement ». Plutôt que d'accuser les communistes, les nationalistes ou même Eltsine des maux que vit le pays, les démocrates doivent « commencer par soi, par un procès sur soi, par l'exemple personnel de leur désintéressement, de leur autolimitation, de leur absence de cupidité »². Et c'est seulement à cette condition qu'ils sauront retrouver la confiance du peuple. C'est pourquoi, insiste Bourtine, l'opposition démocratique qui doit émerger « doit avant tout être une opposition morale », qui avance des principes moraux avant tout programme politique³.

2) Un retour vers la dissidence

Nous avons vu au chapitre 1 que Bourtine, en 1987, reprochait aux intellectuels nationalistes de n'avoir qu'une vision partielle de la réalité lorsqu'ils attribuaient le déclin de la société à une faillite morale personnelle. Il n'est pas suffisant, écrivait-il alors, de simplement « commencer par soi » et de cultiver sa conscience personnelle, car cela ne porte pas atteinte à la cause sociale profonde qui est la condition de toutes les défaillances morales individuelles, cause qu'il désignait alors comme le stalinisme. Après

¹ Ūrij BURTIN, « Gorbačev prodolžaetsâ » [Gorbatchev une fois de plus], mars 1992. Dmitri Pissarev (1840-1968) est un critique littéraire et traducteur d'orientation révolutionnaire et nihiliste. Vladimir Korolenko (1853-1921) est un écrivain et journaliste d'inspiration *narodnik*.

² Ūrij BURTIN, « Gorbačev prodolžaetsâ » [Gorbatchev une fois de plus], mars 1992.

³ Ūrij BURTIN et al., « Est' li u Rossii nadežda? » [Y a-t-il de l'espoir pour la Russie?], 29 mai 1992, p.253.

l'effondrement de l'URSS, Bourdine continue de s'attaquer au système stalinien - qu'il désigne désormais comme du « socialisme d'État » - qui aurait persisté dans la Russie postsoviétique malgré tous les changements idéologiques et institutionnels, démontrant ainsi un remarquable pouvoir de métamorphose :

*Un système-serpent, qui peut rapidement jeter son ancienne peau (le marxisme-léninisme en particulier) et se glisser facilement dans une nouvelle. Un système-lézard, qui sème son poursuivant en ne lui laissant que sa queue dans les mains. Un système-garou, capable de changer son apparence selon son bon plaisir tout en conservant son essence.*¹

La première génération de politiciens démocrates, estime Bourdine, n'aurait pas été moralement « préparée » à diriger le pays, précisément parce qu'elle est issue de ce système stalinien « où la moralité était pour ainsi dire illégale et se cachait dans les coins »². En 1993, Bourdine affirme même que cette génération est déjà trop compromise et que le travail d'établissement de la démocratie doit « recommencer du début, à partir de zéro »³. Au regard de l'ampleur de cette tâche, les moyens identifiés par Bourdine paraissent cependant bien modestes. Si, de 1989 à 1991, il appelait à faire obstacle à Gorbatchev et au Parti communiste par une opposition politique appuyée sur une large mobilisation populaire et dotée d'un programme propre, il propose après 1991 de chasser les « ploutocrates » par une opposition morale sans programme précis, fondée sur l'expression publique de la conscience personnelle.

Cette proposition marque un retour vers la stratégie politique de la dissidence d'avant la perestroïka, qui dénonçait, par son exemplarité morale et sa parole protestataire, les infractions commises par le pouvoir soviétique à ses propres règles et

¹ Ūrij BURTIN, « Gorbačev prodolžaetsâ » [Gorbatchev une fois de plus], mars 1992. Bourdine consacre un article postérieur à l'étude de cette capacité de mutation du « système » : Ūrij BURTIN, « Oboroten' » [Loup-garou], novembre 1994.

² Ūrij BURTIN, « Principy važnee programm » [Les principes sont plus importants que les programmes], 1^{er} juillet 1993, p.162..

³ Ūrij BURTIN, « Teatr nominal'noj demokratii » [Le théâtre de la démocratie nominale], 1993.

valeurs, sans toutefois remettre ces dernières en question¹. De fait, ce sont bien des gens au « tempérament de dissident », comme dirait Bourtine², qui s'engagent à l'époque postsoviétique dans cette stratégie d'« opposition morale » au nouveau pouvoir, tout particulièrement dans la foulée de la Première Guerre de Tchétchénie³. Nombreux sont les observateurs occidentaux qui ont vu dans cet activisme une promesse pour la société civile et la démocratie russes. En l'absence de relais politiques permanents appuyés sur une forte légitimité populaire, toutefois, cette opposition morale et juridique s'est révélée bien fragile face aux assauts de l'État lorsque celui s'en est finalement lassé⁴. Notons enfin que la faiblesse de ce genre d'opposition donne des arguments à ceux qui, parmi les démocrates, redoutent l'impuissance de la conscience désarmée et pensent qu'il faut parfois savoir faire des entorses à ses principes pour mieux défendre la démocratie⁵.

¹ Il est ici question du courant dominant de la dissidence soviétique dans les années 1970 et 1980 : les défenseurs des droits humains (*pravozašitniki*).

² Ūrij BURTIN et al., « Est' li u Rossii nadežda? » [Y a-t-il de l'espoir pour la Russie?], p.254.

³ Ce sont souvent d'anciens dissidents soviétiques ou leurs enfants. La fille de Bourtine, par exemple, s'engage au moment de la première Guerre de Tchétchénie dans l'organisme Action civique (*Graždanskoe sodejstvie*), qui soutient les réfugiés venus de la zone de conflit. Elena Bourtina est aujourd'hui la vice-directrice de cette organisation.

⁴ Sur l'étouffement de cette « société civile » à la fin des années 1990 et dans les années 2000, voir Françoise DAUCÉ, *Une paradoxale oppression*, 2013, chapitres 1 et 2.

⁵ Une position que l'on retrouve non seulement chez les partisans inconditionnels d'Eltsine, que nous avons présentés plus haut, mais aussi chez certains de ses opposants. Youri Afanassiev, qui mène la fronde au sein de DR contre les tendances autoritaires d'Eltsine et qui appelle lui aussi à une restauration des critères moraux en politique, déclare en 1993 : « Je doute que dès demain la démocratie se répande par vastes torrents à travers les terres russes. Sur son chemin, des phénomènes autoritaires sont inévitables et parfois souhaitables. La société russe n'est pas moderne et le fondement autoritaire lui est naturel. Il est cependant important que cet autoritarisme soit éclairé et qu'il conduise la Russie vers la démocratie ». Ūrij AFANAS'EV, « Molčanie demokratičeskikh "agnât" » [Le silence des "agneaux" démocrates], 1993.

B - *Batkine et l'opposition pragmatique*

En mai 1992, les dirigeants démissionnaires de DR, partisans de la stratégie de l'autonomie, organisent une table ronde à l'Université d'État des sciences humaines de Moscou¹ pour discuter avec d'autres intellectuels libéraux des perspectives d'avenir du mouvement démocratique. Léonide Batkine ouvre la discussion par une analyse de la situation politique fort similaire à celle de Bourtine :

Il devient de plus en plus évident que nous revivons un rêve familial. Le pouvoir eltsinien répète, avec l'horrificante exactitude que l'on ne trouve que dans les rêves, tout ce qui s'est produit il y a peu sous Gorbatchev. Ce dernier était un réformateur du Parti qui personnifiait aux yeux du pays et du monde le mouvement vers l'avant, vers les réformes. Il y a aujourd'hui à la tête de la Russie un nouveau réformateur, Eltsine. (...) Avant, les soi disant démocrates déclaraient : que faire, Seigneur, il faut soutenir Gorbatchev, ou alors que Dieu nous garde! Maintenant ils s'exclament : rassemblons-nous autour d'Eltsine ou alors arriveront au pouvoir les Sterligov, Babourine, Astafiev, Anpilov et ce sera vraiment mauvais. Et pendant ce temps B. N. Eltsine louvoie comme Gorbatchev avant lui. Tout en continuant d'affirmer son attachement inébranlable aux réformes, il dérive de plus en plus vers la droite. Ce n'est pas la personnalité et les intentions subjectives d'Eltsine qui sont en jeu, mais la politique de « privatisation » au profit de la nomenklatura et au détriment de la population, les concessions au complexe militaro-industriel et à une politique internationale qui brouille la Russie avec ses voisins, ainsi que l'épanouissement « sous Eltsine » d'une idéologie de la restauration.²

Comme Bourtine, Batkine considère qu'Eltsine poursuit l'œuvre de Gorbatchev. Comme Bourtine, il dénonce la propension récurrente des démocrates à chercher la consolidation du pouvoir réformateur plutôt qu'à se constituer en opposition autonome.

¹ L'Université d'État des sciences humaines de Moscou (RGGU) est créée en mars 1991 par Youri Afanassiev. Après la dissolution du Parti, la RGGU s'installe dans les anciens locaux de l'École supérieure du Parti communiste, qu'elle occupe toujours.

² Leonid BATKIN et al., « Est' li u Rossii nadežda? » [Y a-t-il de l'espoir pour la Russie?], p.211. 29 mai 1992. German Sterligov, Sergueï Babourine, Mikhaïl Astafiev et Viktor Anpilov sont des hommes politiques de tendance nationaliste.

Mais contrairement à Bourdine, il est loin de penser que la solution réside dans une « opposition morale ». Pour Batkine, cette opposition existe déjà et le problème est précisément qu'elle n'est *que* morale. Il déclare au sujet du petit groupe qu'il forme avec ses collègues et amis : « nous sommes obligés, hélas, de passer dans l'opposition. Pour l'instant, ce 'nous' n'est que quelques personnes isolées, c'est pourquoi cette opposition a surtout un caractère idéal et moral. »¹ Le caractère moral de l'opposition est à ses yeux le signe de sa faiblesse, de son incapacité à se faire entendre du pouvoir. La position critique de Batkine au sujet du rôle de la morale en politique découle de sa conception originale de la politique, à la fois « pragmatique » et strictement démocratique - une combinaison rare pour l'époque.

1) La question ouverte du pouvoir

Léonide Batkine partage la perspective universaliste commune à la plus grande partie de l'intelligentsia libérale de cette époque, qui pose que la perestroïka doit mettre fin à la prétention de l'URSS - et de la Russie - à occuper une place exceptionnelle dans le monde et dans l'histoire et qu'elle doit conduire le pays vers la « civilisation mondiale ». Ce qui fait la spécificité de la vision de Batkine sur cette question, c'est qu'il considère que la nécessité historique de cette modernisation n'apporte pas de réponse positive à la question du pouvoir, mais au contraire *pose* cette question de manière démocratique, si bien qu'elle demeure *ouverte*. À défaut de faire l'objet d'une théorisation détaillée, cette idée de l'ouverture démocratique se retrouve à plusieurs moments dans ses écrits de l'époque de la perestroïka, que nous relevons ici.

Pour Batkine, l'ouverture de la question du pouvoir découle d'une séparation nette entre la société, domaine de formation des intérêts économiques, et la politique, domaine public de leur expression formelle et de leur confrontation. Dans son long article de 1988 dans le recueil *Inogo ne dano*, Batkine célèbre ainsi le « retour de la politique réelle et ouverte » comme la « condition la plus importante de la perestroïka », rendue possible

¹ *Ibid.*, p.212.

par la « désétatisation de la société ». C'est parce que l'État se détache de la société, explique-t-il, qu'il rend la politique possible :

Depuis la fin des années 1920 (...), la politique a disparu de la vie de notre société. La politique a disparu comme sphère moderne spécifique de l'activité humaine, dans laquelle se manifestent et s'affrontent les différences d'intérêts des classes et des groupes, se confrontent publiquement les positions et s'élaborent des compromis dynamiques. La politique a disparu et par conséquent tout est devenu politique¹.

La formule de la « perestroïka permanente de la perestroïka », qu'il propose dans cet article, implique donc davantage que la radicalisation du programme gorbatchévien : c'est la remise en cause permanente de la politique officielle comme condition d'existence de la vie politique. Pour un lecteur occidental, cela peut sembler évident, car dans les démocraties établies cette remise en cause relève de l'expérience quotidienne du conflit politique. Batkine le fait d'ailleurs remarquer : dans une société « pleine de vie », la polémique autour des réformes doit se poursuivre aussi longtemps que les réformes elles-mêmes, c'est-à-dire pour toujours puisque la société est perpétuellement en changement². Notons cependant que cette idée est originale parmi les libéraux soviétiques, qui souvent craignent que le conflit politique menace les réformes et cherchent pour cette raison à consolider le pouvoir du réformateur. Batkine s'attaque inlassablement à cette tentation de consolidation de la démocratie. Dans son article de 1988, il prend la défense des premiers activistes démocrates contre l'économiste Gavriil Popov³, qui les accusait de faire le jeu de la réaction en déstabilisant Gorbatchev⁴. À cela, Batkine répond d'abord par des considérations stratégiques : il faut nécessairement pousser le réformateur sur sa « gauche » si l'on ne veut pas qu'il devienne l'otage de ceux qui se trouvent à sa « droite » et qui, pour leur part, n'hésitent pas à faire pression

¹ Leonid BATKIN, « Vozobnovlenie istorii » [Le renouvellement de l'histoire], p.158. L'accent est de l'auteur.

² *Ibid.*, p.189.

³ Popov était déjà une vedette de l'intelligentsia libérale depuis son article du printemps 1987 dans lequel il proposait le concept de « système administratif de commandement ». À ce sujet, voir le chapitre 1.

⁴ L'article en question : Gavriil POPOV, Nikita ADŽUBEJ, « Pamât' i 'Pamât' » [La mémoire et 'Pamyat'], janvier 1988.

sur lui¹. Plus fondamentalement, Batkine soutient que le conflit des intérêts sur la place publique ne doit pas être interprété comme un symptôme d'instabilité, mais comme le signe de l'émergence d'une véritable vie politique dont les démocrates doivent tirer profit pour inciter le réformateur à mettre en œuvre les réformes promises.

Un an plus tard, à l'été 1989, Batkine offre une cinglante réplique à Andranik Migranian et à Igor Kliamkine, qui affirmaient que les réformes ne pouvaient être mises en œuvre que par une « main de fer ». Il oppose notamment à l'idée de la transition autoritaire un argument théorique qui poursuit l'idée de l'« ouverture » de la politique qu'il avait évoquée dans son grand article de l'année précédente. Ainsi, Batkine constate que la « question du pouvoir » - *qui décide et comment* - est finalement posée de manière explicite après la première session du Congrès d'URSS². Or, cette question, insiste Batkine, doit rester ouverte, parce que contrairement aux autres questions sociales, elle ne comporte pas de solution rationnelle :

*[la question du pouvoir] n'est pas seulement le problème le plus important, mais, pourrait-on dire, c'est le seul qui importe vraiment. Car tous les autres problèmes, même les plus graves, peuvent tous être réglés par des solutions rationnelles. Et nous connaissons déjà ces solutions, ne serait-ce que par l'expérience des autres pays. Quant à la question du mécanisme de transmission du pouvoir, elle ne peut d'aucune façon être résolue de manière rationnelle dans une situation historique transitoire comme la nôtre.*³

Dans la suite du texte, il apparaît que cette indétermination rationnelle est un trait qui dépasse la « situation historique transitoire » et qui est propre au domaine politique en général, ce qui le distingue notamment du domaine économique. Au sujet de ce dernier, Batkine a des idées semblables à celles qui sont largement répandues au sein de l'intelligentsia libérale. Il affirme que l'économie de marché émerge « du fondement

¹ *Ibid.*, p.171.

² Leonid BATKIN, « Ostanetsâ li vlast' u partii? » [Le Parti conservera-t-il le pouvoir?], 1^{er} septembre 1989, p.127.. L'accent est de Batkin. Ci-après, les numéros de pages indiqués pour cet article renvoient à la version qui paraît l'année suivante dans le recueil *Čerez ternii*.

³ *Ibid.* L'accent est de l'auteur.

naturel de la nature humaine et du niveau technique et économique contemporain » et que pour cette raison « elle ne requiert pas tant d'être 'créée' qu'autorisée »¹. Mais en ce qui concerne la politique, Batkine se refuse à tout déterminisme qui proposerait de résoudre une fois pour toutes la question du pouvoir. Il n'est pas relativiste pour autant. Il ne fait pas de doute, à ses yeux, que l'URSS doit importer le modèle occidental de la démocratie parlementaire. Cependant, il conçoit la démocratie dans une perspective agonistique, qui considère le conflit comme une donnée irréductible et même souhaitable² :

*Les historiens écriront : « en 1988-1989, la vie politique est revenue en URSS ». La question du pouvoir, bien sûr, n'est pas résolue, mais c'est bien cela qui est remarquable, dans la mesure où depuis 1918 elle était toujours résolue de manière absolument indiscutable. Aujourd'hui, pour la première fois, elle est d'une certaine manière posée. Dans les conditions du choix démocratique qui s'est accompli, cette question – de manière préliminaire, toutefois – devient normativement ouverte, c'est-à-dire qu'elle est effectivement une question permanente, et en ce sens elle est déjà réglée.*³

Le feu roulant des événements de la perestroïka ne laisse que peu de temps à Batkine, comme aux autres protagonistes du mouvement démocratique, pour approfondir ses idées, au-delà des « analyses-express » qu'il écrit « avec une rapidité fiévreuse en réponse à des situations concrètes »⁴. Deux ans après le débat sur la « main de fer », la dénonciation par Marietta Tchoudakova du penchant de Batkine pour la « perte dans la lutte » lui donne à nouveau l'occasion d'expliquer sa conception d'une démocratie qui laisserait ouverte la question du pouvoir. Il affirme comprendre les inquiétudes de son interlocutrice face à une potentielle « revanche de la réaction » et à la chute du pays dans le « chaos ». Il dit aussi « comprendre la soif d'entente sociale » et il reconnaît la

¹ Leonid BATKIN, « Měrtvyj hvataet živovo » [Le mort saisit le vif], septembre 1989, p. 124.

² Sur les conceptions agonistiques de la démocratie, voir Loïc BLONDIAUX, « Démocratie délibérative vs. démocratie agonistique? », 2008.

³ Leonid BATKIN, « Ostanetsâ li vlast' u partii? » [Le Parti conservera-t-il le pouvoir?], p.127. L'accent est de l'auteur.

⁴ C'est ainsi que Batkine désigne ses interventions de 1989 et 1990. « Tri sceny iz pervogo akta », p.402.

nécessité des compromis. Mais il soutient que le seul moyen pour parvenir à des compromis acceptables est une « lutte politique saine » et non pas une consolidation du pouvoir réformateur. Comme en 1988, il insiste sur l'importance de préserver l'autonomie de la société - comme beaucoup d'autres, il dit maintenant « société civile ». Cette dernière, affirme-t-il, ne doit en aucun cas se mettre au service de l'État, même s'il poursuit apparemment les causes les plus nobles¹. Aucune « affinité » n'autorise le mouvement démocratique à reconnaître, ainsi que l'affirme Tchoudakova, les dirigeants russes comme les « siens » :

Voilà 'notre' véritable habitude maudite : soit détester le pouvoir, soit déclarer notre 'affinité' avec lui, notre 'amour' à son égard (...) Je répondrai (...) qu'il n'y a pas une telle chose que notre pouvoir. Nulle part! En tout cas, pas en démocratie. Le pouvoir a sa fonction et son intérêt; et il est pleinement compréhensible et justifié dans son désir de diriger sans entraves. Les entraves, c'est nous, c'est-à-dire la société, au sein de laquelle les travailleurs, les syndicats, la presse, les entrepreneurs, les paysans, etc. ont chacun leur fonction et leur intérêt. « Notre démocratie », c'est ce qui correspond à tout ce champ de confrontation et de convergence d'intérêts, y compris l'intérêt spécifique du pouvoir exécutif. Mais il n'y a pas une telle chose que « notre pouvoir » (à moins de vivre sous le totalitarisme).²

Ce passage met en exergue le principal point de divergence de Batkine avec les partisans de la consolidation du pouvoir du réformateur : la démocratie ne peut s'incarner dans un pouvoir, puisqu'elle réside précisément dans l'ouverture permanente de la question du pouvoir. Cela signifie que la défense de la démocratie contre ses adversaires

¹ Batkine rapporte avoir eu un désaccord avec Sakharov au sujet de la neutralité de l'État. Cette divergence se manifeste au sujet du « droit au bonheur » que Sakharov indique à l'article 5 de son projet de Constitution. Pour Batkine, ce terme est non seulement superflu - car « il n'a pas de sens juridique » - mais dangereux, car il implique la possibilité pour l'État d'agir en instance de définition du bonheur. C'est pourquoi il propose la formulation suivante : « tous les gens ont le droit (...) au bonheur, *tel qu'ils le comprennent* ». Batkine raconte que Sakharov écoute cette remarque en silence, puis, souriant, déclare « Je voudrais qu'il y ait [dans la Constitution] de grands mots... ». La suggestion de Batkine n'est pas prise en compte dans la dernière version du projet. Anecdote rapportée par Leonid BATKIN, « O konstitucionnom proekte Andreâ Saharova » [Au sujet du projet constitutionnel d'Andreï Sakharov], 13 mars 1990, p.33.

² Leonid BATKIN, « Rossiâ na rasput'e » [La Russie à la croisée des chemins], 11 décembre 1991, p.3.

implique de cultiver le conflit des intérêts dans le domaine public, plutôt que de tenter de le résoudre au nom d'une noble cause.

Tchoudakova, rappelons-le, prônait un « moratoire » de la critique des dirigeants démocrates pour préserver la confiance du peuple dans la démocratie. Selon Batkine, ce soutien inconditionnel au pouvoir réformateur minerait le mécanisme par lequel la société civile peut réellement aider le pouvoir à résister aux pressions conservatrices et à réaliser les réformes promises. Batkine, qui croit encore à l'époque dans les promesses du président russe conclut : « J'affirme que nous aiderons les réformes du gouvernement Eltsine en agissant de manière intelligente, démocratique, en accord avec nos principes et, s'il le faut, en opposition. »¹ Tout comme Bourtine, Batkine insiste donc sur la nécessité pour l'opposition démocratique d'appuyer ses positions sur des « principes ». Le sens qu'il donne à ce terme est cependant loin des considérations de la conscience personnelle et de l'impératif moral de « commencer par soi ». Pour Batkine, les principes politiques sont des principes d'action et, pour cette raison, ils sont éminemment pragmatiques.

2) Le pragmatisme des principes démocratiques

Dans son article de 1988 sur le « renouvellement de l'histoire », Batkine s'en prend à la conception de la glasnost alors largement répandue au sein de l'intelligentsia libérale. La critique publique, disait-on alors, sert la démocratie en ce qu'elle purifie la société de ses déviances en la soumettant à l'expression de la vérité inspirée de la conscience - la Pravda². Cette nouvelle possibilité d'expression est éminemment précieuse, reconnaît Batkine, mais elle demeure bien fragile si elle ne se traduit pas par des changements institutionnels :

[...] quoi que l'on dise, le principal problème n'est pas « l'inertie en nous », ce n'est pas le fait que chacun doit commencer la perestroïka « à partir de soi ». Il y a dans

¹ *Ibid.*

² Voir chapitre 2.

ces clichés, bien sûr, de justes observations psychologiques, mais nous ne sommes pas idiots au point de remplacer la politique par la psychologie et espérer emporter la bataille contre la puissante machine bureaucratique par le travail sur soi. (...) Le plus important est de se préoccuper des procédures démocratiques et juridiques de résolution des conflits sociaux croissants : la bataille des opinions, des idées et des intérêts des différentes couches et groupes de notre société qui, heureusement, n'est pas ce « monolithe » que l'on imaginait, mais qui est bien réelle et vivante.¹

Il se méfie, de plus, de la critique morale qui ne se traduit pas par des changements réels et qui, par conséquent, nourrit l'apathie:

Si l'on peut dire la vérité à tout le pays, bien sûr, c'est déjà très bien! (...) Mais si cette vérité durement acquise, que nous sommes maintenant autorisés à crier dans le désert, ne change rien au caractère désertique du paysage (car avant nous pensions : il suffit de faire paraître la vérité, de la dire haut et fort pour que tous l'entendent), alors cela ne fait qu'augmenter l'apathie sociale. « D'accord, c'est paru. Et alors? Alors rien »²

Batkine met aussi ses collègues et amis en garde contre l'intransigeance morale qui fonde leur conception de la glasnost. Il s'attaque notamment à l'idée, alors très répandue parmi les intellectuels libéraux, selon laquelle la glasnost doit mettre fin au mensonge et aux « demi-vérités », terme par lequel on désigne les jugements nuancés qui ne répondent pas au critère suprême de la vérité factuelle et morale. Or, selon Batkine, une telle perspective binaire est dangereuse, car elle perpétue un principe de discrimination du discours et potentiellement de censure :

Et donc vive la glasnost. Mais quelle glasnost et pour quoi faire? Les réponses ne sont pas si simples qu'il n'y paraît. C'est devenu un lieu commun que de considérer que la demi-vérité est la pire forme de mensonge. On comprend qu'une vérité déformée, ne serait-ce qu'à « seulement » 1/100^e ou 1/1000^e, demeure un mensonge, aussi bien en politique qu'en science. C'est le principe même d'une déformation. Mais en politique, il

¹ Leonid BATKIN, « Vozobnovlenie istorii » [Le renouvellement de l'histoire], p.190.

² *Ibid.*, p.161.

*est possible que le problème ne réside pas dans le caractère immoral de ce principe, mais dans son institutionnalisation. (...) Car si les autorités interdisent de déformer la vérité, cela demeure terriblement dangereux pour la vérité, car cela implique que quelqu'un est chargé de déterminer les critères qui permettent de distinguer la vérité de ses déformations. Non, mieux vaut que chacun puisse mentir et que chacun puisse dénoncer le mensonge.*¹

La position de Batkine sur la glasnost est révélatrice du rôle qu'il accorde en démocratie aux vérités inspirées de la conscience personnelle. Pour lui, la démocratie n'est pas le régime du triomphe de la vérité sur le mensonge, mais le régime de l'institutionnalisation de l'inévitable conflit des intérêts. Nous avons vu au chapitre 5 qu'un tel rejet de la suprématie des critères moraux en politique est aussi caractéristique des défenseurs de la théorie d'une transition autoritaire vers la démocratie. Andranik Migranian et Igor Kliamkine, par exemple, s'accordent tous deux avec Batkine sur le fait que les grands principes moraux relèvent de domaines étrangers à la politique, soit le domaine intime de la conscience personnelle et le domaine spéculatif des réflexions sur la philosophie et sur l'art. Batkine écrit : « L'art et l'esprit ne sont rien de moins, mais bien sûr rien de plus que l'art et l'esprit. L'homme ne vit pas que de son esprit, qui est loin d'être indifférent à son pain quotidien. Le réveil de la presse et de la culture soviétiques sont en soi remarquables, mais il doit être le prélude à des changements sociaux plus vastes ».² Il prend ainsi position contre l'idée typiquement romantique, répandue chez de nombreux intellectuels soviétiques, selon laquelle l'art, parce qu'il est porteur d'idéaux supérieurs, doit guider l'action politique. Une idée qu'exprime, parmi d'autres, le journaliste Andreï Nouïkine : « Cela signifie d'ailleurs qu'à la littérature et à l'art en général incombe une immense responsabilité pour le développement économique, pour la modernisation industrielle, pour l'augmentation de la force de l'armée et pour beaucoup

¹ *Ibid.*, p.163.

² Leonid BATKIN, « Vozobnovlenie istorii » [Le renouvellement de l'histoire], p.163

d'autres choses. Non pas de manière directe, mais par son influence sur l'opinion publique, par la formation d'un climat moral dans le pays et dans le monde. »¹

Ce rejet de l'idée que la voix de la conscience doit guider la politique se présente, chez Batkine, comme chez Migranian et Kliamkine, comme un signe de « réalisme » et de « pragmatisme ». Mais contrairement à ces derniers, Batkine n'en défend pas moins la nécessité de suivre les principes démocratiques. Seulement pour lui, ces principes ne sont pas des idéaux qui émanent de la conscience personnelle, mais des principes d'action qui découlent des exigences mêmes de la politique. C'est pourquoi il s'insurge contre ceux qui, se targuant d'être pragmatiques, souhaitent limiter la démocratie. À Gavriil Popov qui, en 1988, demande aux activistes informels de modérer leurs demandes pour ne pas déstabiliser le réformateur, Batkine répond : « Il n'y a rien de plus *pragmatique* (je laisse sciemment de côté les aspects moraux et légaux) que de tranquillement satisfaire de telles revendications non violentes » émanant de la société, plutôt que d'attendre qu'elles prennent des formes illégales². Il est dans l'intérêt pratique du réformateur, avance-t-il, que d'accueillir l'émergence de la vie politique dans toute sa conflictualité, car elle mène plus sûrement aux réformes qu'un pouvoir « consolidé » dominant une société obéissante : un réformateur qui n'a pas de mobilisation à sa « gauche » devient nécessairement l'otage de la « droite »³.

Batkine s'insurge contre la prétention des nouveaux politologues⁴ à balayer les principes démocratiques au nom des impératifs historiques de la modernisation. Pour lui, la politique qui serait soumise à une nécessité qui la dépasse ne mérite pas même le nom de politique, et encore moins les épithètes « pragmatique » ou « réaliste »; elle n'est plus qu'opportunisme. Il appuie cet argument sur une apologie de l'« art du politique », dont

¹ Andrej NUJKIN, *Na tom stoju!.. Nravstvnynye orientiry v sevodnâšnej literature* [J'y tiens! Repères moraux dans la littérature d'aujourd'hui], 1991, p.23.

² Leonid BATKIN, « Vozobnovlenie istorii » [Le renouvellement de l'histoire], p.168.

³ *Ibid.*, p.171.

⁴ Rappelons que Migranian et Kliamkine se présentaient à l'époque comme des politologues.

on peut se demander si elle ne lui a pas été inspirée par ses lectures de spécialiste de la Renaissance italienne, tant cet « art » rappelle le concept machiavélien de *virtù*. Batkine la définit comme « la faculté de sentir et réaliser à chaque moment, dans chaque situation mobile, la *nouvelle* et nécessaire *mesure* du possible¹ ». Pour Batkine, le véritable homme politique ne doit pas se faire le serviteur d'une nécessité historique – la *fortuna*, pour poursuivre la comparaison avec Machiavel – qui le dépasse et qui se manifesterait par la présence ou l'absence de conditions historiques préalables à l'action. Réfléchissant à la célèbre phrase de Bismarck qui fait de la politique « l'art du possible », il écrit :

Nous voulons être réalistes. On nous a enseigné dès notre jeunesse que « la politique, c'est l'art du possible ». Cela signifie que dans cette sphère de l'activité humaine consacrée aux affaires de l'État, c'est agir en mauvais politiciens que de ne pas tenir compte des circonstances. Mais que faut-il entendre par le « possible » ? Et pourquoi un « art » est-il requis? Aucun art n'est nécessaire pour se plier aux circonstances; il suffit de poser les rames et de se laisser porter par le courant. Si ne pas tenir compte des circonstances est le fait d'un mauvais politicien, se plier à elles revient à ne pas être un homme politique du tout. Il s'agit d'opportunisme, de politicaillerie, d'habileté : tout ce que l'on voudra sauf de la politique au sens sérieux du terme.²

Certes, la pratique de la politique s'inspire souvent d'exemples éminents – Batkine, comme nous l'avons vu, n'a que de bons mots pour les démocraties parlementaires occidentales –, mais les principes qui la guident ne sont pas des impératifs moraux ou historiques qui justifieraient une résolution définitive de la question du pouvoir. Cela implique, premièrement, que nul dirigeant ne peut incarner la démocratie, indépendamment de ses actions. C'est pourquoi Batkine propose de soutenir Eltsine uniquement dans la mesure où ses actes sont démocratiques et non pas seulement pour son « honnêteté » et son « courage », pour reprendre les critères mentionnés par Tchoudakova. Cela implique, deuxièmement, que les principes démocratiques s'acquièrent par l'action politique et qu'ils sont donc potentiellement intelligibles à tous.

¹ Leonid BATKIN, « Vozobnovlenie istorii » [Le renouvellement de l'histoire], p.171 Nous suivons la traduction française dans *La seule issue, op.cit.*, p.482. C'est Batkine qui souligne.

² Leonid BATKIN, « Vozobnovlenie istorii » [Le renouvellement de l'histoire], p.172 Traduction tirée de Leonid Batkin, « Sombre optimisme », dans *La seule issue, op.cit.*, p.484.

C'est pourquoi Batkine, qui, par ailleurs, ne partage aucunement le sentiment de devoir envers le peuple d'un *narodnik* comme Bourtine, demeure résolument optimiste quant à l'émergence d'une culture politique démocratique en Russie et applaudit les mobilisations populaires. Aux nombreux intellectuels libéraux qui s'inquiètent de l'irrationalité et du chaos résultant de la participation des masses en politique, il répond avec confiance :

Le peuple a suffisamment de raison et d'émotion. Non pas le « peuple » (narod) dans son sens mythologique et rhétorique, mais, pour s'exprimer sans pathos trompeur, la population, nous les (différents) habitants du pays ne sommes finalement pas si inertes, stupides, ivrognes et disposés seulement à l'émeute insensée et impitoyable, mais colossalement matures politiquement depuis (...) mars dernier (...) C'est en particulier dans ces « meetings chaotiques » (pour le multipartisme, pour la presse indépendante, etc.) que croissent à nos yeux (certes pas partout et pas toujours) une nouvelle conscience démocratique et un nouvel esprit de décision. Le peuple n'a pas encore dit son dernier mot. S'il ne fallait croire qu'en une chose, je croirais en cela.¹

À l'instar de Bourtine, Batkine raille dans ce passage la célèbre sentence de Pouchkine sur l'émeute russe. Comme nous l'indiquons au chapitre 4, il s'agit d'un point commun du discours de l'intelligentsia libérale pour exprimer la peur de l'entrée des masses en politique.

Après la mort de Sakharov, l'intelligentsia libérale célèbre unanimement ses qualités morales : « notre amère conscience », un « prophète (...) qui ne voit pas toujours autour de lui, mais au loin », un homme d'« une haute moralité et spiritualité »². Youri

¹. Le mois de mars auquel Batkine fait référence dans ce passage est celui de 1989, qui a vu les premières grandes manifestations dans le cadre de la campagne électorale du Congrès d'URSS. Leonid BATKIN, « Eše odin obeskuraživaušij uspeh », p.154-155. Daté du 25 février 1990. Cet article était destiné, selon Batkine « à l'un de nos hebdomadaires les plus courageux », mais il a été refusé. Il paraît six mois plus tard dans les recueils *Vozobnovlenie istorii* [Le renouvellement de l'histoire] et *Čerez ternii* [À travers les ronces], accompagné d'un mot sur son contexte original de publication.

² Ce sont respectivement les mots de la rédaction de *Moskovskie novosti*, de Sergeï Averintsev et de Youri Kariakine, dans le dossier spécial que publie ce journal peu après la mort de Sakharov. « Andreï Saharovu - gor'koj sovesti našej », 17 décembre 1989, p.1-3.

Bourtine, comme nous l'avons mentionné, considère lui aussi Sakharov comme « un lumineux exemple » de respect inflexible des principaux moraux face aux compromissions des « pragmatistes ». C'est aussi de cette manière que les « pragmatistes » en question voient Sakharov, mais c'est pour mieux écarter ses propositions. Kliamkine, par exemple, balaie du revers de la main la position de Sakharov comme « un certain repère moral de la société, un idéal » qui n'indique pas de mécanisme politique concret pour parvenir à la démocratie et au marché¹. Batkine, pour sa part, refuse de qualifier les positions démocratiques de Sakharov d'idéalisme; ce serait faire un trop grand cadeau aux partisans de la transition autoritaire que de leur laisser le monopole du pragmatisme. Il réplique à Kliamkine : « En se basant sur les réalités contemporaines, Sakharov ne propose pas uniquement un repère 'moral', mais un repère politique pour cette période de transition. Chers collègues, il ne faut se faire d'illusion : les 'modèles' autoritaires sont contraires à ces repères, aussi bien moraux que pratiques. »² Après le décès de Sakharov, Batkine prend la plume pour dénoncer sa sacralisation en icône morale :

*On disait de lui qu'il était un « rêveur », un « Don Quichotte », un « idéaliste », qu'il ne pensait qu'à ce qui doit être et qu'il ne tenait pas compte de la réalité. Sakharov était en fait le plus réaliste, le plus pratique des politiciens. Il ne se basait pas seulement sur ce qui est moral, sur ce qui doit être. Il tenait compte des réalités quotidiennes russes à l'échelle du XX^e siècle. (...) C'est pourquoi il luttait pour une démocratie parlementaire libérale comme la forme de vie qui correspond à la production contemporaine, à la science contemporaine, au niveau contemporain de la société. Il était pratique et c'est pourquoi il voyait au-delà de notre situation d'aujourd'hui. Il est resté un réaliste, car il était absolument étranger à tout opportunisme.*³

Bourtine et Batkine invoquent donc tous deux l'héritage politique de Sakharov pour inciter les démocrates à former une opposition démocratique à Eltsine. Mais ce sont

¹ Andranik MIGRANÂN et Igor' KLÂMKIN, « Nužna li železnaâ ruka? » [Une main de fer est-elle nécessaire?], 16 août 1989.

² Leonid BATKIN, « Měrtvyj hvataet živovo » [Le mort saisit le vif], p.118.

³ Leonid BATKIN, « Čto nas ždet posle smerti Saharova? » [Qu'est-ce qui nous attend après la mort de Sakharov?], 17 décembre 1989, p.297-298.

deux figures bien différentes de l'ancien dissident, l'une « idéaliste » et l'autre « pragmatique », et elles inspirent des argumentations différentes. Tandis que Bourtine prône la constitution d'une opposition morale fondée sur le travail personnel de chacun sur sa conscience, Batkine refuse d'associer la démocratie à un impératif moral : elle réside à ses yeux dans la garantie des conditions pratiques de l'autonomie de la société vis-à-vis du pouvoir et, par là même, d'une politique ouverte et plurielle.

C - Conclusion : au-delà de la dichotomie pragmatisme-idéalisme

Il n'existe pas de consensus au sein des partisans d'une opposition démocratique à Eltsine quant au rôle de la morale en politique. Si Bourtine considère que cette stratégie repose sur une restauration de la morale dans la conscience de chacun, Batkine insiste pour ne pas laisser le monopole du pragmatisme aux partisans de la main de fer et conçoit la démocratie comme une procédure pratique indifférente à la qualité morale des citoyens. Il serait donc réducteur, dans ce contexte, d'opposer « l'idéalisme » de ceux qui critiquent Eltsine au « pragmatisme » de ceux qui le soutiennent inconditionnellement. En somme, la ligne de division au sujet du rôle de la morale en politique ne correspond pas à celle qui oppose les partisans de la consolidation et les partisans de l'autonomie du mouvement démocratique.

D'une part, Batkine et les théoriciens de la transition autoritaire, affirment – pour des raisons très différentes - l'importance de dissocier le domaine de la morale de celui de la politique. Pour Batkine, le domaine politique doit être autonome afin de préserver l'ouverture de la question du pouvoir. Pour Migranian, Kliamkine, Gaïdar et les autres partisans de la transition autoritaire, la politique doit se dégager de la morale afin de se conformer aux impératifs de la modernisation et de la stabilité de l'État. Mais il ne faut pas surestimer l'importance de ces visions anti-moralistes au sein de l'intelligentsia libérale. Car, d'autre part, la plupart des protagonistes libéraux du débat sur le rapport du mouvement démocratique au pouvoir réformateur affichent des divergences qui se situent essentiellement à l'intérieur de la perspective morale de l'intelligentsia libérale, dont ils

partagent les idéaux, les concepts et les postulats, au-delà de leurs désaccords. Pour Bourtine, comme pour Tchoudakova¹, la vie politique se présente comme une lutte binaire entre ceux qui incarnent les valeurs universelles –la démocratie et le marché - et ceux qui, par intérêt ou aveuglement, expriment des idées dogmatiques. La question du pouvoir, dans cette perspective, est l'instrument d'un enjeu bien plus fondamental : le retour à la civilisation ou le maintien du totalitarisme. L'essentiel, par conséquent, n'est pas tant la manière dont le pouvoir est exercé et le programme qu'il met de l'avant, mais la position que le pouvoir occupe dans cette lutte morale binaire. Tout comme Tchoudakova, Bourtine détermine son rapport au pouvoir sur la base d'une relative affinité morale qui ne connaît que deux possibilités, « notre pouvoir » (*naša vlast'*) ou « le pouvoir des autres » (*čůžaa vlast'*)², c'est-à-dire le pouvoir des adversaires dans cette lutte binaire. S'ils en viennent à prôner des stratégies politiques diamétralement opposées à partir de 1991, ce n'est donc pas parce que l'un est « pragmatique » et l'autre « idéaliste », mais parce qu'ils n'accordent pas la même priorité aux deux aspects moraux du projet politique de l'intelligentsia libérale de cette époque : la purification de la conscience sociale et la réalisation de soi par l'expression sincère de la conscience personnelle. Ou, pour le dire autrement, le passage à la civilisation et l'intégrité personnelle. Pour Tchoudakova, la victoire sur les forces « rouge-brun » exige de fermer les yeux sur les pratiques peu démocratiques du pouvoir réformateur. Pour Bourtine, un pouvoir qui n'est pas intègre ne peut être réformateur. L'un et l'autre refusent de transiger avec leurs idéaux : les signataires de la « Lettre des 42 » refusent tout compromis avec les « vampires » nationalistes-communistes; Bourtine dénonce les concessions d'Eltsine à la nomenklatura. Les valeurs sont différentes – Bourtine pourrait être dit de gauche pour sa défense des intérêts du « peuple » et Tchoudakova de droite pour son soutien à un gouvernement néolibéral –, mais leurs raisonnements respectifs s'appuient sur des postulats, concepts et idéaux communs, qu'ils héritent de la

¹ Nous traitons ici de Tchoudakova dans la mesure où ses positions sont emblématiques de celles partagées par de nombreux autres intellectuels libéraux, ainsi que nous l'avons montré au chapitre précédent.

² C'est le titre d'un article de Bourtine, dans lequel il affirme qu'il faut remplacer le pouvoir en place – Eltsine et son gouvernement – car, malgré ses prétentions démocratiques, il n'est pas « le nôtre ». Ūrij BURTIN, « Čůžaa vlast' » [Un pouvoir qui nous est étranger], décembre 1992.

perspective morale sur la politique partagée par de nombreux intellectuels libéraux pendant la perestroïka.

Conclusion

On voulait faire pour le mieux, mais on a fait comme d'habitude

Viktor Tchernomyrdine, 1993¹

A - Rappel de l'interrogation initiale

Cette recherche est inspirée d'un phénomène historique paradoxal, soit le soutien d'un grand nombre de figures célèbres de l'intelligentsia libérale à la concentration des pouvoirs dans les mains d'une élite « éclairée » à la fin de la perestroïka, contribuant ainsi à l'épuisement de la jeune démocratie qu'ils cherchaient à consolider. Par une victoire à la Pyrrhus, ces intellectuels triomphent de leurs adversaires politiques – les nationalistes et les communistes –, mais soutiennent par le fait même les conditions institutionnelles et symboliques de leur propre défaite, soit la consolidation d'un régime « superprésidentiel » et la compromission de leurs idéaux par voie d'association avec des politiques corrompues et autoritaires.

Ce phénomène soulève, du point de vue de la théorie politique, la question des conditions de fondation d'une démocratie. Il vient rappeler que ce régime, dont les principes relèvent de l'évidence pour la plupart des citoyens des pays occidentaux, doit faire l'objet d'un travail de fondation qui pose d'importants problèmes pratiques et théoriques. Certes, l'échec de la démocratisation signale souvent la victoire des adversaires de la démocratie, ou à tout le moins de ceux qui n'y trouvent pas leur intérêt. Mais il arrive parfois que la démocratie soit perdue *par ceux qui la font*. Dans ce cas, c'est la *manière* de fonder la démocratie qui porte en elle-même les germes de sa dégénérescence autoritaire. Pour expliquer ce genre de phénomène, il ne suffit pas d'identifier les facteurs structurels ou conjoncturels qui entravent la démocratisation; il faut aussi comprendre comment elle a été pensée par ceux qui y étaient favorables. L'une des questions qui se posent alors est de savoir comment établir un système politique

¹ Cette phrase de Tchernomyrdine, alors premier ministre de Russie, porte à l'origine sur les réformes monétaires de 1993. Elle est devenue la plus célèbre expression pour exprimer l'échec des réformes de la perestroïka et des années 1990.

stable à partir d'une société où s'affronte une pluralité de valeurs, d'opinions et d'intérêts. Dans les anciens pays du Bloc de l'Est et dans plusieurs anciennes républiques soviétiques, le passage à la démocratie s'est appuyé sur un relatif consensus autour d'un projet d'émancipation nationale et de retour à l'Europe. En Russie, où ces deux derniers projets sont souvent vus comme antithétiques, la société demeure divisée quant à la direction nécessaire des réformes. Le pluralisme et les procédures démocratiques, dans ces circonstances troubles, sont-ils des outils ou des obstacles à la fondation de la démocratie ? La victoire des démocrates peut-elle légitimer la répression de leurs adversaires ? L'expérience de pensée des intellectuels libéraux de la perestroïka est riche d'enseignements quant aux motifs et aux conséquences du recours à un despote « éclairé » pour fonder une démocratie.

B - La perspective morale de l'intelligentsia libérale à l'épreuve de la vie politique

1) Les apports d'une approche contextualiste axée sur les débats

Pour répondre à ces interrogations, nous nous sommes penchés sur la pensée politique d'un groupe d'auteurs qui sont au cœur des débats politiques de l'intelligentsia libérale de la perestroïka. Nous avons ainsi pu identifier les principaux enjeux discutés à cette époque dans la presse libérale et à la tête du mouvement démocratique. Les circonstances révolutionnaires propres à cette époque posent certaines difficultés méthodologiques. Les solutions que nous y apportons sont inspirées d'une méthode d'histoire intellectuelle contextualiste axée sur l'articulation conflictuelle des concepts, idéaux et postulats dans le cadre de débats publics. L'une de ces difficultés est l'extrême fluidité des identités politiques. Il n'est pas rare, par exemple, de voir d'ardents défenseurs du socialisme se transformer, en quelques mois à peine, en chantres du libéralisme. Une transformation spectaculaire qu'il faut éviter d'assimiler trop rapidement à une conversion, puisque l'identité politique, à cette époque, sert avant tout à marquer le soutien relatif au Parti communiste et à sa ligne officielle. Nous avons donc tenté de

montrer, au-delà de cette grande rupture qu'est l'abandon de la revendication du socialisme, les principaux axes des débats qui conditionnent les choix politiques de l'intelligentsia libérale, ce qui nous conduit à cerner des éléments de continuité tout au long de cette période. C'est le cas, par exemple, de la révolte romantique contre tout système politique artificiel, de la poursuite de l'idéal de réalisation harmonieuse de la personne, ou encore des velléités de consolidation du pouvoir réformateur. Ces éléments de continuité, pour autant, ne sont pas le signe de la permanence de l'« idéologie soviétique » ou d'une certaine culture atavique russe, mais de la prégnance de certains postulats et idéaux cultivés en situation de censure et de domination autoritaire, qui sont désormais mis à l'épreuve d'une vie politique pluraliste.

Une autre difficulté méthodologique réside dans la probable autocensure des auteurs étudiés. Contrairement à la censure, l'autocensure demeure importante tout au long de la perestroïka en raison du flou entourant les limites exactes du dicible et du répréhensible. L'étude de ce phénomène est d'autant plus complexe que le discours politique de l'époque est souvent contredit par les témoignages rétrospectifs de ses auteurs, qui tendent à gommer les contradictions et les paradoxes de leur pensée. Nous avons pris le parti de nous appuyer avant tout sur le discours public de l'époque, puisque c'est lui qui produit des effets politiques pendant la perestroïka. Ce choix méthodologique n'implique pas pour autant une lecture naïve des textes. Nous tâchons en effet de distinguer dans chaque texte les arguments originaux des marques superficielles de loyauté idéologique par le biais d'une comparaison avec divers types de discours, de même qu'avec les écrits antérieurs et ultérieurs de leur auteur. Cette méthode rend possible une étude substantielle de la pensée politique qui prend au sérieux le discours public, plutôt que de le réduire à un simple reflet de luttes de pouvoir ou d'intérêt. Cela nous conduit à accorder une attention toute particulière à un aspect omniprésent du discours politique de l'intelligentsia libérale, soit sa dimension morale. À première vue, cet aspect pourrait être considéré comme marginal, dans la mesure où il ne correspond pas aux propositions concrètes de réforme auxquelles on peut s'attendre de la part d'auteurs libéraux, pro-occidentaux et modernisateurs, qui nous semblent si proches. Dès

lors que l'on prend le discours public au sérieux, il nous faut cependant abandonner cette présomption de similarité et étudier le discours politique que les libéraux soviétiques portent sur la morale pour ce qu'il signifie et ce qu'il implique, non pas pour nous aujourd'hui, mais pour eux, dans le contexte de la perestroïka. Plus exactement, il s'agit de restituer la signification et la portée politique des différents discours qui font appel à la morale dans les débats sur les réformes de cette époque. Suivant cette approche, notre étude met en lumière *la perspective morale de l'intelligentsia libérale à l'épreuve de l'émergence de la vie politique pluraliste*. Dans le cadre de cette thèse, notre démarche comporte deux étapes : la description de cette perspective morale, telle qu'elle se cristallise à partir de 1987 à la confluence d'idéaux, postulats et arguments de diverses origines intellectuelles, puis l'étude de sa mise à l'épreuve dans le contexte de l'émergence d'une vie politique pluraliste. Nous en résumons ici les points principaux.

2) Une perspective morale

Dans les chapitres de la première partie de la thèse, nous avons vu que les libéraux soviétiques articulent un ensemble d'idéaux, de postulats et de concepts moraux relatifs à la politique. Ils prennent ainsi position quant à la signification et à la portée politique d'un enjeu largement reconnu à l'époque, soit la perception d'un déclin moral de la société soviétique, qui se manifesterait notamment par la diffusion du cynisme et de l'hypocrisie. La perestroïka, dans cette perspective, se présente pour les libéraux soviétiques comme un projet perfectionniste, en ce qu'il vise à créer les conditions politiques et économiques de l'épanouissement moral de chacun. La morale n'est certes pas le seul objet des réformes à leurs yeux, mais elle en constitue une part essentielle, à la fois condition et finalité des mesures adoptées dans les domaines politique et économique. Dans le discours politique de l'intelligentsia libérale, cette perspective morale se cristallise à partir de 1987 en opposition à deux projets perfectionnistes concurrents, l'un fondé sur l'intériorisation des valeurs socialistes et l'autre sur le retour aux valeurs traditionnelles russes.

La perspective morale des libéraux soviétiques ne repose pas sur un rejet des principes du socialisme. En fait, la grande majorité des libéraux soviétiques se revendiquent, à tout le moins jusqu'en 1990, d'un socialisme humaniste. Ils tirent de ce bagage intellectuel la quête universaliste de normes qui s'appliqueraient à l'humanité entière, ainsi que la foi dans le progrès, la raison et la modernité. Ils en héritent aussi de l'idéal romantique de la réalisation harmonieuse de la personne, que l'intelligentsia russe du XIX^e siècle opposait déjà au mode de vie « philistin » de la bourgeoisie émergente et que le régime soviétique a universalisé comme un impératif moral du socialisme. Les libéraux soviétiques sont cependant très critiques à l'égard de la perspective morale inscrite dans les documents officiels du marxisme-léninisme et qui est mise en œuvre par Gorbatchev pendant les deux premières années de la perestroïka. Ils dénoncent en particulier le projet prométhéen de création d'un homme nouveau par le renforcement du contrôle et de la mobilisation, déployés par le Parti-État au nom d'une idéologie scientifique. Les libéraux voient plutôt dans le « système administratif de commandement » - dont la plupart retracent l'origine dans le stalinisme, mais d'autres dans la Révolution d'octobre - la cause du déclin moral de la société soviétique. Dans une révolte typiquement romantique, ils dénoncent ce système comme un mécanisme artificiel qui entrave le développement naturel de la société et la réalisation harmonieuse de la personne. Cette apologie de valeurs éternelles aliénées par les « expérimentations sociales » soviétiques ne prend cependant pas la forme, comme chez les intellectuels nationalistes, d'une nostalgie pour les valeurs traditionnelles propres à la Russie, qu'il faudrait défendre contre l'influence délétère de l'Occident. Les libéraux soviétiques affirment plutôt que les normes morales qui garantissent le développement naturel de la société sont des « valeurs universelles » qui sont communes à tous les hommes, indifféremment de leur nationalité ou de leur classe sociale. Les pays occidentaux constituent à leurs yeux un stade plus avancé du développement historique et naturel de la société. À ce titre, les libéraux soviétiques considèrent ces pays comme des modèles dont les réformes doivent s'inspirer. C'est ainsi qu'ils prônent le passage à la démocratie parlementaire et au marché qui, selon eux, forment les conditions de l'épanouissement harmonieux de la personne dans une société qui se développe de manière naturelle.

Il y a une tension implicite dans la perspective morale des libéraux soviétiques. D'une part, l'idéal d'expression pleine et sincère de la conscience personnelle implique la reconnaissance dans la sphère publique du pluralisme des opinions. D'autre part, la promotion d'une définition substantielle des « valeurs universelles » comme unique fondement du redressement moral de la société implique la purification du discours public sur la base d'un critère de vérité absolue qui mine le pluralisme des opinions. Le monisme moral qui constitue le soubassement philosophique de cette entreprise de purification conditionne une vision morale binaire des conflits politiques – entre ceux qui expriment sincèrement la vérité et ceux qui, par intérêt ou aveuglement, profèrent des mensonges. Cette tension entre pluralisme des opinions et monisme moral donne au discours politique des libéraux soviétiques un caractère ambigu : libérateur par son refus de toute orthodoxie idéologique et de tout monopole sur la vérité, et en même temps intransigeant et moraliste dans sa propension à rejeter comme des mensonges les principes défendus par leurs adversaires communistes et nationalistes, qui d'ailleurs le leur rendent bien. En 1987 et 1988, alors que de virulents débats éclatent dans l'espace médiatique libéré par la glasnost, peu d'intellectuels libéraux perçoivent cette tension entre l'expression de la conscience et le triomphe de la vérité¹. Des décennies de lutte dans une sphère publique soumise à la censure et dans le samizdat contre le « mensonge organisé »² ont enraciné chez nombre d'entre eux l'idée selon laquelle l'expression de la vérité, si elle n'est pas entravée, peut éclairer les ignorants et inciter les menteurs à se taire. Certains libéraux, moins optimistes, doutent cependant que la population soviétique ait conservé les forces morales nécessaires pour reconnaître la vérité et comprendre l'intérêt vital de la perestroïka. C'est pourquoi ils soutiennent fermement Gorbatchev, dont le pouvoir réformateur leur paraît légitime dans la mesure où il est éclairé par leurs conseils. En vertu de cette stratégie initiale, qui précède les élections de 1989, la démocratisation passe par la consolidation du pouvoir du réformateur, afin de lui permettre de triompher de la résistance des « adversaires de la perestroïka » et de mettre

¹ Léonide Batkine fait à cet égard figure d'exception lorsqu'il déclare que la glasnost ne doit pas viser à faire triompher la vérité sur le mensonge, mais à libérer l'expression de la vérité *et* du mensonge. Leonid BATKIN, « Vozobnovlenie istorii » [Le renouvellement de l'histoire], 1988, p.161.

² L'expression est de Hannah ARENDT, « Vérité et politique », 1972.

en œuvre les réformes politiques et économiques qui doivent créer les conditions morales d'une démocratie pleine et entière.

3) L'épreuve de la vie politique

Rappelons qu'avant la perestroïka, l'expérience des intellectuels libéraux dans la vie politique consiste en des décennies d'efforts pour influencer les dirigeants soviétiques et pour mobiliser le soutien des pays occidentaux, dans l'indifférence presque complète de la population soviétique hors des cercles intellectuels. Dans ce contexte, on ne doit pas sous-estimer le choc que représente l'émergence d'une vie politique pluraliste et conflictuelle, ainsi que l'irruption des masses dans la vie publique. Dans les chapitres de la seconde partie de la thèse, nous avons vu comment la perspective morale de l'intelligentsia libérale est mise à l'épreuve de cette nouvelle expérience de la politique à partir de 1989.

La professeure de littérature Marietta Tchoudakova reconnaît en 1990 que les transformations de l'année précédente prennent la plupart des libéraux soviétiques au dépourvu, car elles mettent soudainement fin à ce qu'elle appelle le « confort de la violence », soit l'ensemble des habitudes acquises sous un pouvoir autoritaire. « Nos relations avec le pouvoir se sont compliquées après qu'il a dépassé le stade terroriste », écrit-elle. « Nos relations avec le public se sont compliquées, alors que la glasnost a donné lieu à une vive différenciation »¹. Le premier grand choc, en effet, est de constater que le relâchement de la censure ne conduit pas seulement à l'expression sincère de la vérité et au ralliement de la population derrière les « valeurs universelles », mais surtout à la polarisation de la sphère publique en un irréductible conflit de valeurs. À partir de 1987 et jusqu'à la fin de la perestroïka, ce conflit oppose surtout les libéraux aux nationalistes, qui critiquent eux aussi le système communiste, mais qui proposent une vision différente des réformes.

¹ Mariëta ČUDAKOVA « Natan Èjdel'man, istorik Rossii » [Natan Eidelman, historien de la Russie], décembre 1990, p.31.

Les deux autres grands chocs qui résultent de l'émergence de la vie politique pluraliste se produisent en 1989, avec la tenue des premières élections semi-démocratiques. La force de la mobilisation populaire, tout d'abord, prend les intellectuels libéraux par surprise. À leur plus grand étonnement, ils se retrouvent à la tête d'une vague de mécontentement à l'égard de Gorbatchev. Cette mobilisation prend notamment la forme de vastes manifestations dans les grandes villes et de grèves dans les bassins miniers. Plusieurs libéraux s'en réjouissent, à l'instar d'Andreï Sakharov qui voit là un moyen de faire avancer les réformes en exerçant une pression par le bas sur le réformateur. Mais de nombreux autres libéraux se montrent surtout préoccupés par l'irruption des masses sur la scène politique, dont l'action imprévisible et irrationnelle pourrait déstabiliser le réformateur et ainsi compromettre la perestroïka. Une inquiétude accentuée par l'apparition d'organisations de masses concurrentes, où se dessine déjà une alliance entre leurs adversaires communistes et nationalistes contre les tendances libérales de la perestroïka. L'année 1989 marque aussi le premier échec patent des tentatives de collaboration des intellectuels libéraux avec le pouvoir réformateur, qui se refuse à abandonner le monopole de la direction de la perestroïka. Tous ces bouleversements les conduisent à poser ouvertement la question du pouvoir, qui consiste non pas seulement à se demander si le pouvoir mène une bonne ou une mauvaise politique, mais *qui* doit exercer ce pouvoir et *comment*.

L'émergence *de facto* d'une vie politique pluraliste à partir de 1989 incite les libéraux soviétiques, comme tous les autres acteurs politiques, à revoir leur stratégie. La question la plus importante est celle de la nature de leurs rapports avec le pouvoir réformateur lorsque celui-ci refuse de collaborer et que se présente la possibilité de prendre la tête d'une vaste mobilisation populaire. Les arguments avancés par les libéraux soviétiques dans les débats portant sur cette question démontrent la prégnance de la perspective morale héritée des décennies précédentes, qui tend à réduire la pluralité des intérêts, des programmes et des valeurs à une lutte morale binaire entre les gens honnêtes et les défenseurs hypocrites ou dogmatiques du système communiste. L'ambivalence de la population soviétique, qui se montre généralement favorable à la démocratie, mais qui

craint les effets sociaux du passage à l'économie de marché, est considérée par bien des libéraux comme le symptôme de la persistance des structures mentales inculquées par le système soviétique. Un symptôme qui relève soit de l'endoctrinement ou d'une duplicité pathologique, ainsi que le soutient le sociologue Youri Levada. Loin de s'effacer avec l'émergence d'une vie politique conflictuelle, cette perspective morale est à la base de la radicalisation de l'intelligentsia libérale en 1989 et 1990, qui se traduit par une opposition de plus en plus vive au Parti communiste et à son idéologie, mais aussi par une quête plus urgente de consolidation du pouvoir réformateur, considéré comme le meilleur moyen de venir à bout du système communiste et de ses prétendus défenseurs.

La prégnance de cette perspective morale ne signifie pas que la pensée politique des libéraux soviétiques soit restée figée, insensible au cours des événements. Les débats de cette époque montrent aussi les tensions et transformations qui se manifestent au sein de l'intelligentsia libérale en réaction à l'émergence de la vie politique pluraliste. Deux nouvelles stratégies politiques sont mises de l'avant en 1989 et viennent sérieusement concurrencer l'option dominante de la démocratisation par la consolidation du pouvoir réformateur. La première vise à organiser un mouvement démocratique autonome qui serait appuyé sur une vaste mobilisation populaire et qui pourrait potentiellement entrer en opposition avec le pouvoir réformateur. Il ne s'agit pas de provoquer une révolution violente – une option que tous les libéraux soviétiques rejettent catégoriquement –, mais de négocier avec le réformateur sur une base renouvelée de partage du pouvoir. Cette stratégie s'apparente à celle utilisée par Solidarnosc en Pologne, notamment par le recours aux grèves politiques et par l'établissement d'une alliance entre l'intelligentsia et les ouvriers. En URSS, où les ouvriers sont perçus comme une classe foncièrement loyale au pouvoir, cette stratégie a longtemps été écartée par les intellectuels libéraux. Et pourtant, elle devient une possibilité réelle à partir de l'été 1989, alors que les mineurs du Kouzbass et du Donbass, à l'étonnement général, déclenchent une grève politique et soutiennent les députés radicaux issus de l'intelligentsia libérale. Par la suite, l'option d'une stratégie « à la polonaise » est évoquée à plusieurs reprises. D'abord en décembre 1989, quand Sakharov et plusieurs autres dirigeants du Groupe interrégional de députés

lancent un appel improvisé à une première grève politique générale. Puis, de manière beaucoup plus sérieuse au printemps 1991, quand la coalition Russie démocratique commence à coordonner ses actions d'opposition à Gorbatchev avec un vaste mouvement de grève. Ces deux initiatives sont notamment soutenues dans la presse et dans les organisations démocrates par les intellectuels libéraux Youri Afanassiev, Léonide Batkine et Youri Bourtine. Mais dans les deux cas, ces initiatives sont rapidement et très vivement dénoncées par un grand nombre de figures influentes de l'intelligentsia libérale, qui considèrent que la division des partisans des réformes fait nécessairement le jeu de leurs adversaires. Ils craignent aussi que ces mobilisations ne fassent sombrer le pays dans la guerre civile. Par conséquent, ils préfèrent soutenir la consolidation du pouvoir d'un réformateur « éclairé ». L'idée de faire pression sur le pouvoir sur la base d'un mouvement de masse autonome ressurgit une dernière fois quelque six mois plus tard, à l'automne 1991, lorsque plusieurs dirigeants de Russie démocratique – dont Afanassiev, Batkine et Bourtine - tentent en vain de modifier la politique de la coalition qui privilégie le soutien inconditionnel à Eltsine. Jamais plus, par la suite, l'intelligentsia libérale n'arrivera à mobiliser les masses aussi largement, à l'extérieur de son milieu social d'origine¹.

Au sein de l'intelligentsia libérale, la deuxième grande stratégie concurrente à celle de la démocratisation par la consolidation est celle de « la main de fer », qui implique non seulement de soutenir la consolidation du pouvoir du réformateur, mais de restreindre les libertés démocratiques récemment acquises afin d'assurer la mise en œuvre ordonnée des réformes. Cette stratégie politique émerge dans le débat public en réaction à l'irruption des masses en politique en 1989. Tandis que Sakharov souhaite accélérer la démocratisation pour faire avancer les réformes, Igor Kliamkine et Andranik Migranian proposent d'atteindre le même objectif en inversant le cours de la démocratisation. Le modèle invoqué, cette fois, n'est pas celui de la Pologne, mais celui de la Chine et de la

¹ Le parti libéral Yabloko des années 1990 et les mobilisations de 2012 se revendiquent de la « classe moyenne », mais s'appuient essentiellement sur une minorité éduquée qui vit dans les grandes villes. Stephen WHITE, « Going Their Own Way: The Yabloko Party's Opposition to Unification », 2005; Alexandre BIKBOV, « Classes moyennes: une étiquette commode pour les opposants russes », 2012.

Hongrie d'avant 1989, ainsi qu'une longue liste de transitions autoritaires vers la démocratie réalisées à d'autres époques dans d'autres régions du monde, de Napoléon à Pinochet. Les arguments de Migranian et de Kliamkine, qui prônent la dissociation complète de la morale et de la politique, choquent cependant un grand nombre d'intellectuels libéraux, qui ne sont pas prêts à sacrifier leur idéal d'expression sincère de la conscience personnelle au profit d'une hypothétique modernisation. À défaut d'obtenir l'appui convaincu de la majorité des intellectuels libéraux, la stratégie de la main de fer se présente finalement à un nombre croissant d'entre eux, quelques années plus tard, comme un mal nécessaire. L'effondrement du pouvoir soviétique, en effet, n'entame pas leur vision de la politique comme une lutte morale binaire, cette fois entre les dirigeants russes, qui incarnent la démocratie à défaut de la mettre en pratique, et la menace « rouge-brun » de l'opposition parlementaire communiste-nationaliste, assimilée à une survivance du système communiste. L'escalade de cette confrontation, à laquelle plusieurs libéraux contribuent en refusant que le mouvement démocratique n'adopte une position autonome, les conduit à soutenir, à l'automne 1993, la répression de l'opposition parlementaire et l'établissement d'une Constitution « super-présidentielle ». La concentration des pouvoirs leur paraît alors nécessaire afin d'assurer la mise en œuvre des réformes qui vont définitivement démanteler le système communiste et créer les conditions du retour à la civilisation. Ils contribuent ainsi à la consolidation d'un pouvoir formellement démocratique, mais dont les dirigeants sont effectivement protégés de tout mécanisme réel de contestation populaire ou d'alternance politique, avec les conséquences que l'on sait.

C - Conclusions et pistes de réflexion

En introduction, nous avons dit que la perestroïka est ce moment charnière où l'expérience soviétique devient à la fois trop similaire à la nôtre pour être étudiée comme un objet exceptionnel et trop différente pour lui appliquer directement des modèles universels. Cela est aussi vrai des libéraux soviétiques, qui occupent une position ambiguë dans l'histoire de la pensée politique contemporaine : s'agit-il d'un simple « rattrapage » sur le libéralisme occidental ou voit-on à l'œuvre une dynamique propre à

la société soviétique ? À vrai dire, les termes mêmes de ce dilemme peuvent induire en erreur s'ils se présentent comme une alternative binaire entre le changement et la continuité, entre la « nouvelle pensée » et l'idéologie soviétique, entre le libéralisme et le socialisme ou entre la résistance et le conformisme. Notre approche, en se détachant des identités politiques et des grandes catégories idéologiques pour examiner les idéaux, postulats et arguments moraux mis de l'avant dans les débats de l'époque, apporte une compréhension plus fine de la pensée politique des libéraux soviétiques et permet, par le fait même, de tirer certaines conclusions dont l'intérêt pour l'histoire de la pensée politique et pour la théorie politique dépasse le cadre particulier de la perestroïka.

1) Contre la présomption de similarité, pour une étude comparative de la tradition libérale

Si cette étude ne devait enseigner qu'une chose, ce devrait être, à tout le moins, de renoncer à la présomption de similarité entre la pensée politique des libéraux soviétiques et le libéralisme tel qu'il est communément défini en Occident. La propension des analystes occidentaux à projeter leurs propres idéaux sur ces intellectuels soviétiques, pour lesquels ils ont souvent une sympathie manifeste, contribue à nourrir à leur égard des attentes infondées qui sont ensuite fatalement déçues. Pourquoi donc ne s'organisent-ils pas en partis bien structurés dotés de programmes clairs quand ils en ont la possibilité ? Pourquoi sont-ils prêts à repousser la démocratisation au nom de la démocratie ? Pour répondre à ces questions, les analystes invoquent souvent des causes structurelles ou conjoncturelles. Ce faisant, ils n'accordent pas toujours suffisamment d'attention au fait que ces formes diffuses et anti-idéologiques d'engagement politique résultent d'une préférence explicite des libéraux soviétiques qui reflète les traits singuliers de leur pensée politique¹. Certes, cette présomption de similarité n'est pas

¹ Le politologue Steven Fish (*Democracy from Scratch*, 1995) explique la faiblesse organisationnelle et programmatique du mouvement démocratique par la contrainte structurelle imposée par l'État. L'exemple des bolcheviks et, à l'époque de la perestroïka, celui de l'Union démocratique, démontrent pourtant que la contrainte conduit parfois au résultat inverse, soit la constitution d'organisations doctrinaires et hautement disciplinées. Fish mentionne par ailleurs que l'organisation du mouvement démocratique est inspirée par un « hyperdémocratisme » qui résulte d'une méfiance profonde envers les partis (p.113-114), mais il n'en tient pas compte dans son explication structurelle de la stratégie du mouvement démocratique. Le politologue

dénuée de fondement, puisque les libéraux soviétiques avancent bel et bien des idées que l'on peut dire libérales, tels que la défense de la personne contre l'intervention de l'État, la démocratie représentative parlementaire, l'économie de marché, le constitutionnalisme, etc.¹ Il faut bien voir, cependant, que ces idées s'inscrivent dans une perspective morale qui diffère sensiblement du libéralisme occidental contemporain. À la même époque, aux États-Unis, John Rawls et ses émules défendent la thèse de la neutralité de l'État à l'égard de toute définition substantielle du Bien², tandis qu'en France, Claude Lefort affirme que la démocratie repose sur la « désintringation » entre les sphères de la loi et de la connaissance³. À l'inverse, les libéraux soviétiques font du triomphe de la vérité et des « valeurs universelles », auxquelles ils donnent une définition morale substantielle, l'une des conditions et des finalités de l'ordre politique. La démocratie, affirment-ils, ne peut s'ancrer que dans une société moralement saine, c'est-à-dire une société qui ne soit pas contaminée par le mensonge, l'hypocrisie et le cynisme. D'où l'importance, pour les libéraux soviétiques, de purifier la conscience sociale par la diffusion de la vérité morale et scientifique. De nombreux libéraux soviétiques vont d'ailleurs jusqu'à soutenir que le caractère démocratique du pouvoir politique ne réside pas tant dans son mode d'exercice que dans l'« essence » qu'il incarne, qui se manifeste par les qualités morales des dirigeants, ainsi que par leur opposition au système communiste et à ceux qui, supposément, le défendent. Leur vision de la finalité de la politique comporte aussi une dimension morale substantielle, qui vise à créer les conditions de réalisation d'un type humain qui se caractérise par l'harmonie personnelle de la conscience et des gestes. Le

Michael McFaul (*Russia's Unfinished Revolution*, 2001) explique la concentration du pouvoir des dirigeants « démocrates » à partir de 1991 comme un « mauvais calcul », une « erreur » (p.200) qui aurait consisté à négliger les réformes politiques au profit de réformes économiques jugées prioritaires. McFaul indique pourtant, par ailleurs, qu'Eltsine et son gouvernement ont sciemment cherché à consolider leur pouvoir, afin de se prémunir de la résistance populaire ou parlementaire aux réformes (p.150-155).

¹ Conformément au critère que nous avons présenté en introduction, nous disons que ces idées sont libérales dans la mesure où elles sont généralement reconnues comme telles par ceux qui se réclament du libéralisme.

² John RAWLS, *Political Liberalism*, 2005.

³ Claude LEFORT, « La question de la démocratie », 1986, p.28. Dans une perspective semblable, Pierre Manent écrit, quelques années plus tard : « L'homme moderne, l'homme démocratique, veut d'abord créer le cadre de sa vie, le cadre le plus neutre, le cadre le plus vide même, afin de pouvoir ensuite vivre d'autant plus librement. Il affirme la Science pour pouvoir mieux affirmer la Liberté. Et, bien sûr, il ne peut affirmer chacune qu'en affirmant leur séparation. » Pierre MANENT, *Cours familial de philosophie politique*, 2001, p.21.

projet moral de la perestroïka porté par les libéraux soviétiques, en somme, ne vise pas à assurer l'indépendance individuelle par la neutralité de l'État : c'est un projet perfectionniste confié à un pouvoir étatique réformateur afin de créer les conditions de la réalisation d'un bien moral substantiel par le démantèlement du contrôle administratif et idéologique du système communiste.

Que nous enseigne le cas des libéraux soviétiques sur l'histoire de la pensée politique contemporaine et, tout particulièrement, de la tradition libérale ? Si l'on considère le libéralisme comme une doctrine cohérente appuyée sur un ensemble de textes canoniques, alors les spécificités que nous avons relevées n'apportent rien à la réflexion contemporaine, puisqu'elles apparaissent simplement comme le signe de l'immatunité des libéraux soviétiques, qui s'expliquerait par des atavismes russes ou soviétiques. Une immatunité qui, de surcroît, serait destinée à s'estomper avec l'expérience politique et une plus étroite familiarisation avec les théories libérales occidentales. C'est l'interprétation qu'avance l'historien Igor Timofeyev dans un riche article sur l'évolution de la pensée libérale pendant la perestroïka. Cette interprétation, à notre avis, manque cependant de perspective historique, car elle repose sur une définition figée du libéralisme qui oblitère une grande partie de la complexité et des métamorphoses de la tradition libérale. Il nous semble plus fructueux, au contraire, de replacer les libéraux soviétiques au sein de cette tradition, afin d'en éclairer les développements complexes et les dimensions méconnues. Il s'agit là d'un travail qui nécessiterait de plus amples recherches, mais auquel notre étude fournit des pistes de réflexion.

Les intellectuels libéraux de la perestroïka sont loin d'être les premiers perfectionnistes de la tradition libérale. En Occident, les formes perfectionnistes de libéralisme, qu'elles soient hégéliennes, néo-aristotéliennes ou chrétiennes, ont été très influentes dans le passé et le demeurent aujourd'hui¹, malgré la popularité croissante des

¹ Un point que rappelle la philosophe Martha Nussbaum (« Perfectionist Liberalism and Political Liberalism », 2001, p.6), elle-même une théoricienne du libéralisme opposée au perfectionnisme. Les théoriciens libéraux perfectionnistes contemporains considèrent généralement que l'État doit activement

théories libérales anti-perfectionnistes dans la communauté universitaire occidentale et tout particulièrement aux États-Unis. La spécificité de l'intelligentsia libérale de la perestroïka, dans ce contexte, ne réside donc pas dans son perfectionnisme, mais dans le *genre* de perfectionnisme qu'elle met de l'avant, c'est-à-dire dans la définition qu'elle donne des valeurs morales substantielles dont la perestroïka doit créer les conditions de réalisation. En l'occurrence, il s'agit de valeurs typiquement romantiques, soit la réalisation d'une personnalité harmonieuse dans une société qui se développe de manière naturelle, sans intervention « artificielle ». Aux yeux des libéraux soviétiques, ces valeurs romantiques se présentent comme des valeurs universelles qui résultent du progrès de la civilisation et qui sont incarnées par les sociétés occidentales fondées sur l'économie de marché. L'originalité de cette position mérite d'être soulignée. Si les intellectuels libéraux de l'époque de la perestroïka ne sont pas les premiers libéraux dans l'histoire à témoigner d'une sensibilité romantique - pensons à Victor Hugo et à Alexandre de Humboldt -, ils constituent à notre connaissance les premiers¹ qui voient la réalisation des idéaux romantiques dans l'économie de marché moderne. Si, comme l'affirment Michael Löwy et Robert Sayre, le romantisme exprime une révolte contre les effets corrupteurs du capitalisme², il est paradoxal que les intellectuels libéraux de la perestroïka voient précisément dans l'économie de marché les remèdes aux maux qu'elle a elle-même produits. Ces intellectuels seront d'ailleurs nombreux, après l'effondrement de l'URSS, à être déçus par les conséquences de l'importation de l'économie de marché en Russie, qui va accentuer plutôt que mettre fin au déclin moral qu'ils observaient dans la société soviétique.

Pour le philosophe Nikolaï Plotnikov, la désillusion à l'égard des idéaux romantiques dans la Russie des années 1990 marque « la fin du XIX^e siècle pour la

promouvoir les conditions de l'autonomie des citoyens. Citons par exemple Marcel Gauchet en France, et Joseph Raz, dans le monde anglo-américain, qui parviennent toutefois à cette conclusion sur la base d'argumentations différentes.

¹ De même sans doute que les libéraux des autres pays socialistes, mais cela demande à être vérifié. Nous revenons plus loin sur l'intérêt de cette comparaison.

² Michael LÖWY, Robert SAYRE, *Révolte et mélancolie*, 1992.

culture russe »¹. Mais ces idéaux ne sont-ils seulement que les reliques d'un temps révolu ? Ne peut-on pas faire l'hypothèse que l'aspiration à la réalisation harmonieuse de la personne et au développement naturel de la société est un thème récurrent de la pensée politique moderne, et notamment de la tradition libérale, destiné à ressurgir en réaction aux tendances jugées aliénantes de la modernité, comme le règne de la rationalité instrumentale et la quantification du monde ? Notre étude de la pensée politique des libéraux soviétiques invite ainsi à une investigation comparée de la pensée politique qui en décloisonnerait le corpus d'auteurs canoniques pour se pencher sur le sens et la portée des arguments libéraux exprimés dans une diversité de contextes et d'époques, y compris au sein de régimes illibéraux. Une piste de recherche intéressante consisterait, par exemple, à comparer la pensée politique des libéraux soviétiques avec celle de leurs homologues des autres républiques soviétiques – des pays baltes, en particulier – et des pays communistes d'Europe de l'Est. Cela permettrait d'établir si les éléments perfectionnistes et romantiques que nous avons observés chez les libéraux soviétiques expriment une attitude propre à la modernité communiste ou s'ils s'appuient essentiellement sur l'héritage particulier de l'intelligentsia russe en URSS.

2) L'aporie de la fondation de la liberté

L'expérience de l'intelligentsia libérale pendant la perestroïka soulève une question théorique fondamentale : comment fonder politiquement la liberté ? De même que la liberté ne se résume pas à la libération, le passage à la démocratie ne se résume pas à la fin du despotisme. La démocratie est une forme de pouvoir basée sur des lois contraignantes et des institutions durables. Or, la fondation de ces institutions comporte inévitablement une part d'arbitraire, dans la mesure où elle interrompt le cours apparemment naturel de l'ordre établi et s'impose au détriment d'une pluralité d'autres options politiques. Comment surmonter cet arbitraire originel et fonder un pouvoir démocratique durable sans pour autant nier la liberté qui en est le principe ? Dans son livre sur la révolution moderne, Hannah Arendt suggère que la fondation de la liberté a

¹ Nikolai PLOTNIKOV, « La "personne" et le "sujet". La sémantique de la personnalité/personaltät dans l'histoire intellectuelle russe », 2011, p.240.

un double caractère, soit de fonder le pouvoir ainsi que l'autorité de ce pouvoir¹. Elle définit l'autorité comme un principe d'obéissance qui confère aux institutions et aux lois une validité que reconnaîtraient non seulement les contemporains de la fondation, qui ont connu le despotisme du régime précédent, mais aussi les générations futures. L'autorité inscrit donc le corps politique dans la durée. Elle est perçue comme un héritage, comme un principe *déjà-là* qui légitime l'ordre établi; elle se transmet comme une tradition². Pour cette raison, il est difficile de concevoir les circonstances de la fondation de l'autorité.

Les analystes qui ont étudié la perestroïka comme une révolution par le haut ou comme un pacte entre élites ont accordé beaucoup d'attention, à juste titre, à ce qu'Arendt désigne comme la fondation du pouvoir, soit la dimension institutionnelle du passage à la démocratie : la création d'un système de partis, la nature des rapports entre les différentes branches du pouvoir, le choix du type de Constitution, etc.³ Ces auteurs ne comptent pas la force relative de son autorité parmi les facteurs qui ont un impact sur le succès de la démocratisation, postulant apparemment que la démocratie est universellement désirable⁴. Or, les démocraties fondées dans les dernières décennies s'appuient invariablement sur un « récit de fondation », qui associe le nouveau régime à une source d'autorité qui le dépasse et transforme ainsi l'événement de sa fondation en un commencement⁵. En Europe de l'Est, la fondation de la démocratie libérale en 1989 puise son autorité dans la restauration d'un passé national précommuniste ainsi que dans le projet d'un retour à l'Europe, ce qui donne à ces révolutions l'apparence d'un

¹ Hannah ARENDT, *De la révolution*, 2013.

² Hannah ARENDT, « Qu'est-ce que l'autorité ? », 1972.

³ Par exemple Steven FISH, *Democracy from Scratch*, 1995; Steven FISH, *Democracy Derailed in Russia*, 2005; Michael MCFAUL, *Russia's Unfinished Revolution*, 2001.

⁴ Ou alors qu'elle constitue le point vers lequel tendent éventuellement tous les pays. Une téléologie que le politologue Michael McFaul soutient explicitement. Michael MCFAUL, « Russia's Protracted Transition from Communist Rule », 1999, p.112.

⁵ Gilles LABELLE, « Le 'préambule' à la 'Déclaration de souveraineté du Québec' : penser la fondation au-delà de la 'matrice théologico-politique' », 2009, en particulier p.664 pour une comparaison avec les préambules d'autres Constitutions démocratiques adoptées dans les dernières décennies.

« rattrapage » d'autant plus paradoxal qu'il crée en fait de toutes nouvelles institutions¹. En URSS, la fondation de l'autorité de la démocratie – au sens où l'entend l'intelligentsia libérale - est confrontée à de plus grands obstacles. Le passé précommuniste ne peut y servir de modèle et la cause du patriotisme peut plus difficilement y être mobilisée contre le communisme, puisque celui-ci n'a pas été imposé de l'extérieur. De fait, les libéraux soviétiques ont beaucoup plus de mal que leurs homologues d'Europe de l'Est ou des autres républiques soviétiques à convaincre leurs compatriotes de la nécessité de leur projet d'intégration au « monde civilisé ». Tout au long de la perestroïka, ils doivent composer avec l'attachement de la population aux idéaux socialistes d'égalité et de justice sociale, d'une part, et avec la virulente opposition des nationalistes à un rapprochement avec l'Occident, d'autre part. Le principe de la démocratie fait certes l'objet d'une large adhésion populaire, mais il ne va pas de soi que la démocratie que prônent les libéraux est supérieure à la « démocratie populaire » dont se revendique le régime et à la démocratie russe – ou slave – que défendent les nationalistes².

Les libéraux soviétiques sont pleinement conscients du fait que la démocratie se fonde non seulement sur des institutions, mais aussi dans les cœurs et les esprits. Dans cette perspective, l'importance qu'ils accordent à la morale découle moins d'une immaturité politique que du souci d'établir les institutions démocratiques sur des bases normatives solides. Si la société ne surmonte pas son hypocrisie et son cynisme systémique, affirment-ils régulièrement, si elle ne s'assainit pas sur la base des valeurs universelles, alors même les meilleures lois seront simplement « suspendues en l'air », comme dirait Sakharov³. En même temps, les libéraux considèrent que le système communiste corrompt la conscience personnelle et que cette dernière ne peut pleinement s'épanouir que dans la démocratie et le marché. Mais alors, comment créer dans la société soviétique les conditions morales du succès des réformes politiques et

¹ Jürgen HABERMAS, « What Does Socialism Mean Today ? The Rectifying Revolution and the Need for a New Thinking on the Left », 1990.

² Pour une proposition de démocratie fondée sur une base culturelle slave, voir Alexandre SOLJENITSYNE, *Comment réaménager notre Russie ?*, 1990.

³ Andrej SAHAROV, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka], 1988, p.127.

économiques, si ce sont précisément elles qui rendent possible le redressement moral ? Les libéraux soviétiques sont confrontés au problème classique de l'aporie de la fondation de la liberté, que Jean-Jacques Rousseau résumait en ces termes : « Pour qu'un peuple naissant pût goûter les saines maximes de la politique et suivre les règles fondamentales de la raison d'État, il faudrait que l'effet pût devenir la cause; que l'esprit social, qui doit être l'ouvrage de l'institution, présidât à l'institution même; et que les hommes fussent avant les lois ce qu'ils doivent devenir par elles. »¹

Les libéraux tentent d'abord de résoudre cette aporie par la persuasion. L'engagement constant et passionné de nombreux intellectuels libéraux dans les médias soviétiques témoigne de leur volonté d'agir comme une élite morale qui, dans le contexte de la glasnost, dénonce le mensonge et révèle la vérité, afin de contribuer à créer les conditions morales d'un approfondissement de la perestroïka. Le journaliste Len Karpinski exprime très clairement cette idée dans un article de 1988 :

*Qui réalise la perestroïka ? Les gens. Mais qui ou qu'est-ce qui referra les gens ? Le processus même de la perestroïka. Cela semble un cercle vicieux, mais on aperçoit déjà les issues. (...) La solution se dessine dans l'unité dialectique des deux principes : la refonte du système est amorcée par des gens qui y sont déjà prêts, car ils se sont formés sous la voûte du vieux système en tant que ses critiques convaincus, ses fermes opposants. Et maintenant que le système s'est mis en branle, des forces humaines nouvelles s'engagent dans le processus de la perestroïka. Et ainsi d'étape en étape. (...) Il s'agit ainsi d'une véritable révolution culturelle et psychologique qui touche les structures fondamentales de la conscience de millions de personnes et les aide à acquérir une pleine « capacité de jugement ».*²

Or, cette entreprise de persuasion, comme nous l'avons indiqué précédemment, n'obtient qu'un succès limité. Les libéraux parviennent effectivement à donner le ton de la vie publique sur plusieurs points – la démocratisation, la critique du stalinisme et du

¹ Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social*, 2001, p. 83

² Len KARPINSKI, « Počemu stalinizm ne shodit so sceny ? » [Pourquoi le stalinisme ne quitte-t-il pas la scène ?], 1988, p.663. L'accent est de l'auteur.

« système administratif de commandement » -, mais ils demeurent confrontés à la résistance acharnée de leurs adversaires communistes et surtout nationalistes, qui refusent de laisser aux libéraux le monopole du statut d'élite morale. À partir de 1989, c'est un trait courant du discours des libéraux que de reconnaître l'insuffisance de la persuasion. Len Karpinski écrit en 1990 : « Je me rappelle mes premières illusions [au sujet de la démocratie] avec un sourire amer. Il me semblait qu'il suffisait de révéler la vérité secrète pour que tous comprennent immédiatement et se lancent vers l'avant. »¹ Mais comment surmonter l'aporie de la fondation, si ce n'est par la persuasion ? Comment créer les conditions morales du fonctionnement des institutions démocratiques à partir d'une société jugée corrompue ?

La solution que privilégient finalement de nombreux intellectuels libéraux est celle de la violence fondatrice. L'écrasement de l'opposition parlementaire à l'automne 1993 est en effet l'acte fondateur du régime politique russe contemporain, que ces libéraux soutiennent dans l'espoir que les réformes, ainsi que le renouvellement des générations, viendront finalement à bout de la corruption morale héritée du système communiste. En cela, ces libéraux suivent, sans doute sans le savoir, les enseignements de Machiavel qui, contrairement à Rousseau, considère qu'il est possible de fonder la liberté par la violence. Les libéraux russes qui soutiennent inconditionnellement Eltsine en 1993 ne sont pas indifférents à la question morale. Mais comme Machiavel, ils en viennent à penser que « Jamais un esprit sage ne reprochera à quelqu'un d'avoir accompli une action extraordinaire pour organiser un royaume ou créer une république. Il faut que, si les faits l'accusent, les effets l'excusent »². Ce que ces libéraux ne semblent pas prévoir,

¹ Len KARPINSKIJ, Ūrij AFANAS'EV, « Sozdat' porâdok iz haosa » [Créer de l'ordre à partir du chaos], septembre 1990.

² MACHIAVEL, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, I. IX., p.209. Sur ce point, notre interprétation diverge de celle de Timour Atnachev (*Transformation of the Political Speech under Perestroika*, 2010), qui décrit la fin de la perestroïka comme un « moment anti-machiavélien » caractérisé par le rejet de la légitimité de l'action humaine au profit d'une foi aveugle en la *fortuna* historique. Il est vrai que le rejet de l'ingénierie sociale et la désillusion à l'égard de la persuasion par le discours sont des traits importants de la pensée politique de cette époque, mais ils s'accompagnent chez de nombreux libéraux par un soutien au volontarisme politique d'un réformateur éclairé. Ce double mouvement correspond à ce que nous avons décrit au chapitre 4 comme leur « radicalisation paradoxale », où le rejet du système communiste va de pair avec une quête de consolidation du pouvoir du réformateur.

contrairement à Machiavel, c'est qu'un régime fondé sur la violence doit régulièrement y avoir recours pour s'assurer l'obéissance du peuple. Le caractère autoritaire de la « démocratie » russe contemporaine est ainsi inscrit dans son acte de naissance, soit la concentration des pouvoirs dans les mains d'une élite « éclairée » afin de prémunir le nouveau pouvoir de la corruption de la société.

Le cas de la Russie postsoviétique enseigne une leçon importante quant à la fondation de la liberté, à savoir que la fondation du pouvoir démocratique est indissociable de la fondation de son autorité. Le succès de l'établissement d'une démocratie, par conséquent, ne dépend pas seulement de sa *forme* – les lois et les institutions –, mais aussi de la *manière* dont elle est fondée et des *raisons* qui prévalent à sa fondation. En Russie postsoviétique, les formes démocratiques sont constamment perverties par les efforts des dirigeants pour maintenir le régime malgré son manque flagrant d'autorité et pour faire oublier cette faiblesse originelle, pourtant bien réelle. À preuve, le fait que ses dirigeants, dont certains jouissent d'ailleurs d'une popularité enviable, n'aient jamais osé courir le risque d'une réelle compétition politique¹. Est-ce à dire que la fondation de la liberté est impossible dans les pays où, à l'instar de la Russie, la fondation du pouvoir démocratique ne peut s'appuyer sur une source d'autorité relativement consensuelle ? Le pluralisme des opinions, des valeurs et des intérêts, s'il ne peut être subsumé dans une cause supérieure comme la libération nationale, est-il un obstacle indépassable à la fondation de la liberté ? Les défenseurs des principes démocratiques sont-ils condamnés dans ces circonstances, à une opposition morale comme celle des dissidents soviétiques, sans espoir de donner naissance à des institutions durables ? Il nous semble que la pensée politique de certains intellectuels libéraux mentionnés dans cette thèse² esquisse une issue à cette alternative entre le manque d'autorité de la contrainte et le manque de pouvoir de la morale et, par le fait même,

¹ Sur cette faiblesse originelle du régime russe, que masquent ses déploiements de force, voir Stephen HOLMES, « Eltsine et Poutine : deux incarnations d'un même système », 2011.

² Il s'agit principalement de l'historien Léonide Batkine et du philosophe Vladimir Bibler. Nous avons consacré moins d'attention à ce dernier, car il est moins actif dans les débats de l'époque, mais sa pensée va aussi dans le sens d'une conception agonistique de la démocratie. Sur Batkine, voir le chapitre 7.

propose une solution à l'aporie de la fondation. Cette solution, qui n'est pas sans rappeler les réflexions de Hannah Arendt sur la Révolution américaine, consiste à tirer l'autorité de la démocratie de l'acte de fondation de son pouvoir¹. Le conflit politique, dans cette perspective, n'est pas considéré comme un obstacle à la consolidation du pouvoir démocratique, mais comme le processus par lequel se constituent à la fois ce pouvoir et les conditions morales de son exercice. C'est ce que propose Léonide Batkine, à qui nous laissons, sur ce point, le mot de la fin :

(...) il est vrai que, comme on nous le rappelle mille fois, nous n'avons toujours pas le terreau (počva) nécessaire [à une démocratie parlementaire], soit une société dans laquelle chacun serait avant tout une personne privée propriétaire, soit de ses forces et capacités, soit des moyens de production, de l'immobilier, etc. Or, la société civile, pour sa part, a besoin pour se développer de libertés démocratiques. Heureusement, nous avons déjà des éléments importants à partir desquels pourraient bientôt apparaître à la fois la démocratie, l'économie de marché et la société de citoyens, l'un grâce à l'autre et inversement, dans une permutation simultanée et dramatique des causes et des conséquences. On ne peut qu'être frappé par la vitesse fantastique avec laquelle, à partir de 1989, sur un terreau que l'on jugeait défavorable, ont poussé les premières racines (bien sûr, pas partout et pas toujours en profondeur) de la liberté de parole et de presse, de la liberté d'association et de grève, mais aussi les syndicats indépendants, les rudiments du multipartisme, les possibilités d'une pression citoyenne sur le pouvoir et des élections plus ou moins libres. (...) Indiscutablement, la Russie n'arrivera à la démocratie que par la démocratie. Par l'approfondissement de ses normes et habitudes.²

¹ Hannah ARENDT, *De la révolution*, 2013.

² Leonid BATKIN, « Rossiâ na raspút'e » [La Russie à la croisée des chemins], novembre 1991, p.16. L'accent est de l'auteur.

3) Un projet moral sans héritage

Pour les libéraux soviétiques, le projet moral de la perestroïka était la promesse d'une société enfin honnête où chacun pourrait se réaliser de manière harmonieuse, loin de l'hypocrisie et du mensonge du système communiste¹. Ce n'était pas un messianisme appelant à l'avènement du paradis sur terre, mais plutôt une puissante aspiration à finalement vivre en accord avec sa conscience dans un pays « normal » et « civilisé ». Et pourtant, depuis lors, le cynisme s'est élevé en Russie postsoviétique à de nouveaux sommets² et le moralisme des libéraux soviétiques semble rétrospectivement si ridicule qu'eux-mêmes ressentent souvent le besoin de s'en excuser ou d'en rire dans leurs mémoires ou en entrevues³. Dans la société russe contemporaine, la nostalgie tenace pour un passé soviétique fantasmé et la promotion frénétique du patriotisme sont d'ailleurs interprétées comme des efforts pour combler le vide idéologique et moral qui résulterait de l'effondrement de l'URSS et de ses symboles⁴. Comment le projet moral de l'intelligentsia libérale, soutenu à un certain moment par une partie importante de la population, a-t-il pu échouer si lamentablement qu'il ne laisse pas même derrière lui le souvenir d'un idéal perdu ? Ce que ce phénomène a d'exceptionnel, en effet, ce n'est pas l'épuisement de l'enthousiasme révolutionnaire et la montée d'une pensée conservatrice – de tels développements sont sans doute inévitables à la suite de bouleversements de cette ampleur –, mais le fait que l'extraordinaire bouillonnement intellectuel et politique de la perestroïka demeure sans héritage, sans postérité. Par contraste, la Révolution française est demeurée une source d'inspiration pour les républicains bien après la Restauration.

¹ Notre étude montre aussi que la perestroïka ne peut être uniquement saisie à partir de son résultat, comme s'il ne s'agissait que du prélude à l'effondrement du régime communiste et de l'État soviétique. La question de savoir si ce régime pouvait ou non être réformé, qui a déjà fait couler beaucoup d'encre (voir notamment : Stephen F. COHEN, « Was the Soviet System Reformable ? », 2004), ne doit pas faire oublier un fait indubitable : les dirigeants de ce pays, suivis par la majorité de l'intelligentsia, ont bel et bien tenté de le réformer. Ce serait confondre l'effet et la cause que de considérer leurs efforts comme de vaines tentatives de sauver un régime condamné, puisque ce sont précisément ces réformes qui ont créé les conditions de l'inévitabilité de son effondrement. La perestroïka, en somme, était un *projet*. Et, comme nous l'avons vu, ce projet comportait une importante dimension morale.

² Alexei LEVINSON, « Cynicism as a Ruling Ideology », 2013.

³ Par exemple Ūrij AFANAS'EV, « Šestidesâtniki: itogi bezdumnogo puti » [Soixantards : bilan d'un parcours insensé], 2011.

⁴ Sergueï OUSHAKINE, « In the State of Post-Soviet Aphasia: Symbolic Development in Contemporary Russia », 2000.

Deux siècles plus tard, en Europe de l'Est, les révolutions de 1989 sont souvent considérées avec la déférence que l'on accorde aux moments fondateurs. Nos observations personnelles indiquent que la perestroïka, par contraste, fait en Russie l'objet d'une répulsion ou d'un oubli presque généralisés, y compris chez ceux qui défendent les mêmes idéaux¹. Plutôt qu'un moment fondateur ou émancipateur, la perestroïka est associée au chaos et à l'effondrement de l'économie et de l'État, par un amalgame implicite avec les années 1990. La perestroïka semble aujourd'hui faire l'objet d'un puissant stigmat qui, en lui-même, mérite d'être étudié. Quels aspects de la perestroïka sont remémorés et lesquels sont tus ? Quelles leçons en ont été tirées et quelles alternatives ont été oubliées ? Un tel projet de recherche consisterait, entre autres, à étudier les interprétations rétrospectives que font de cette époque les intellectuels libéraux qui y ont directement pris part. Cela impliquerait de se pencher sur les matériaux récents – mémoires, entrevues, témoignages - que nous avons traités avec la plus grande circonspection dans la présente étude en raison de leur caractère anachronique, qui révèle une forte propension à réinterpréter les événements à la lumière de leurs résultats. Mais c'est précisément cette lumière anachronique du présent sur le passé qui est riche d'enseignements quant à la manière dont se perpétue – et se perd – l'héritage de la perestroïka.

¹ Voir nos remarques à ce sujet en introduction.

Bibliographie

Sources primaires

XXVII S'ezd Kommunističeskoj Partii Sovetskogo soûza. Stenografičeskij otčet [XXVII^e Congrès du Parti communiste d'URSS. Rapport sténographique], Moscou, Izdatel'stvo političeskoj literatury, 1986.

« Iz interv'û B.N. El'cina 7 noâbrâ 1993 goda dlâ programmy Èl'dara Râzanova 'Mužskoj razgovor' » [Extrait de l'entrevue de B. N. Eltsine réalisée le 7 novembre 1993 pour le programme de Eldar Ryazanov 'Discussion entre hommes'], *The New Times*, n° 39, 29 septembre 2008.

« O sozdanii politiko-kul'turnogo obšestvenogo kluba 'Moskovskaâ Tribuna' » [Sur la création du club social, politique et culturel 'Tribune de Moscou'], *Bûlleten' « Moskovskoj tribuny »*, n° 1, 1989.

« Obrašenie sobraniâ demokratičeskoj obšestvennosti Moskvj k prezidentu Rossii B.N. El'cinu » [Appel de l'assemblée de la société démocratique de Moscou au Président de la Russie B. N. Eltsine], 8 octobre 1993, repris dans *Nezavisimaâ gazeta*, 27 octobre 2000.

Pervyj s'ezd narodnyh deputatov SSSR. Stenografičeskij otčet [Premier Congrès des députés du peuple de l'URSS. Rapport sténographique], Moscou, Izdaniâ Verhovnogo soveta SSSR, 1989, 6 tomes.

« Pisateli trebuût ot pravitel'stva rešitel'nyh dejstvij », [Des écrivains exigent du gouvernement des actions décisives], *Izvestiâ*, 5 octobre 1993.

« Stenogrammma obsuždeniâ proektov Zakona CCCP ob izmeneniâh i dopolneniâh Konstitucii CCCP i Zakona o vyborah narodnyh deputatov CCCP » [Sténogramme de la discussion des projets de loi de l'URSS sur les modifications et amendements à la Constitution de l'URSS et à la Loi sur les élections des députés du peuple d'URSS], *Bûlleten' « Moskovskoj tribuny »*, n° 1, 1989.

ADAMOVIČ Ales, « Dodumyvat' do konca. Avtobiografiâ -1985 » [Penser jusqu'au bout. Autobiographie-85], dans *Vyberi – žizn'* [Choisis la vie], Minsk, Mastackaâ literatura, 1986, p.348-373.

AFANAS'EV Ūrij, « Govorim o prošlom, no rešaetsâ buduše socializma » [Nous parlons du passé, mais ce qui se décide est l'avenir du socialisme], *Moskovskie novosti*, 10 mai 1987, p.11, 13.

AFANAS'EV Ūrij, « Social'naâ pamât' čelovečestva » [La mémoire sociale de l'humanité], *Nauka i žizn'*, septembre 1987, p.56-59.

AFANAS'EV Ūrij (dir.), *Inogo ne dano* [La seule issue], Moscou, Progress, 1988.

AFANAS'EV Ūrij, « Perestrojka i istoričeskoe znanie » [La perestroïka et la connaissance historique], dans AFANAS'EV Ūrij (dir.), *Inogo ne dano*, Moscou, Progress, 1988, p.491-506.

AFANASSIEV Juri (dir.), *La seule issue*, Paris, Flammarion, 1989.

AFANAS'EV Ūrij et Marc FERRO (dir.), *50/50 : opyt slovarâ novogo myšleniâ* [50/50 : tentative de dictionnaire de la nouvelle pensée], Moscou, Progress, 1989.

AFANAS'EV Ūrij, Arkadij MIGDAL, Ūrij KARÂKIN, Ūrij ČERNIČENKO, Andrej SAHAROV, Ūrij BURTIN, Leonid BATKIN, Ūrij LEVADA, « Otkrytoe obrašenie kluba "Moskovskaâ tribuna" » [Lettre ouverte du club 'Tribune de Moscou'], *Bûlleten' « Moskovskoj tribuny »*, n° 1, 1989.

AFANAS'EV Ūrij, « Socialističeskaâ ideâ ostaetsiâ putevodnoj » [L'idée socialiste nous guide toujours], 29 juillet 1989, dans *Â dolžnen èto skazat'* [Je dois le dire], Moscou, PIK, 1991, [<http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/try1.htm>], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ūrij, « Imperiâ govorit na âzyke himičeskogo oružiâ » [L'empire parle la langue de l'arme chimique], 16 septembre 1989, dans *Â dolžnen èto skazat'* [Je dois le dire], Moscou, PIK, 1991, [<http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/try1.htm>], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, « PoloŹenie v strane » [La situation au pays], 23 septembre 1989, dans *Â dolŹnen èto skazat'* [Je dois le dire], Moscou, PIK, 1991, [<http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/try1.htm>], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, « Edinstvenno vernoe uèenie, i KGB - garant ego » [La vérité unique et son gardien le KGB], 31 octobre 1989, dans *Â dolŹnen èto skazat'* [Je dois le dire], Moscou, PIK, 1991, [<http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/try1.htm>], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, « Preobrazovaniâ otstaût ot tempov raspada » [L'effondrement est plus rapide que les changements], 21 décembre 1989, dans *Â dolŹnen èto skazat'* [Je dois le dire], Moscou, PIK, 1991, [<http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/try1.htm>], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, « Istoènik naprâŹennosti - ošiboènaâ i opasnaâ politika » [La tension est causée par une politique erronée et dangereuse], 12 mars 1990, dans *Â dolŹnen èto skazat'* [Je dois le dire], Moscou, PIK, 1991, [<http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/try1.htm>], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, « Kolossal'nyj èksperiment zakonèilsâ. Gipnoz eše dejstvuet » [L'expérimentation colossale se termine, mais l'hypnose agit toujours], 2 avril 1990, dans *Â dolŹnen èto skazat'* [Je dois le dire], Moscou, PIK, 1991, [<http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/try1.htm>], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, « Mesto i zadaèi oppozicii v SSSR » [La place et les tâches de l'opposition en URSS], juin 1990, dans *Â dolŹnen èto skazat'* [Je dois le dire], Moscou, PIK, 1991, [<http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom1/try1.htm>], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, Liliâ LAGUTINA, « Krutaâ liniâ » [La grande ligne], *Dialog*, avril 1991, p.43-51.

AFANAS'EV Ůrij, « MiraŹi vlasti » [Les mirages du pouvoir], 10 mai 1991, dans *Petlâ Elcina* [Le nœud d'Eltsine], [<http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom2/try.htm>], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, « "DemRossiâ" dolžna ostat'sâ samostoâtel'noj » ["DemRossia" doit rester autonome], 19 juillet 1991, dans *Petlâ Elcina* [Le nœud d'Eltsine],

[<http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom2/try.htm>], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, Lev TIMOFEEV, Leonid BATKIN, Vâčeslav IVANOV, Ůrij BURTIN, Vladimir BIBLER, Elena BONNER, « Nikto do sih por ne smog vnâtno ob"âsnit' » [Personne jusqu'à maintenant n'a pu nous expliquer clairement], 8 août 1991, dans *Petlâ Elcina* [Le nœud d'Eltsine], [[http://www.yuri-](http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom2/try.htm)

[afanasiev.ru/afanasev/tom2/try.htm](http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom2/try.htm)], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, « Prošel god » [Un an plus tard], dans BURTIN, Ůrij (dir.), *God posle Avgusta : Goreč' i vybor* [Un an après Août : amertume et choix], Moscou, Literatura i politika, 1992, p.7-14.

AFANAS'EV Ůrij, « Molčanie demokratičeskikh "âgnât" » [Le silence des "agneaux" démocrates], 1993, dans *Petlâ Elcina* [Le nœud d'Eltsine], [[http://www.yuri-](http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom2/try.htm)

[afanasiev.ru/afanasev/tom2/try.htm](http://www.yuri-afanasiev.ru/afanasev/tom2/try.htm)], consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, « Šestidesâtniki: itogi bezdumnogo puti » [Soixantards : bilan d'un parcours insensé], *Russkij žurnal*, 10 novembre 2011, [http://russ.ru/Mirovaya-povestka/SHestidesyatniki-itogi-bezdumnogo-puti#_ftn1] , consulté le : 29 septembre 2013.

AFANAS'EV Ůrij, Leonid BATKIN, Ůrij BURTIN, Bèla DENISENKO « Nam nečego delat' v ètoj kompanii » [Nous n'avons rien à faire en cette compagnie], *Demokratičeskaâ Rossiâ*, 30 janvier 1992.

ALEXIEVITCH Svetlana, *La fin de l'homme rouge : ou le temps du désenchantement*, Paris, Actes Sud, 2013.

AMBARCUMOV Evgenij, Len KARPINSKIJ, Vadim KOŽINOV, Mihail LOBANOV, Igor' ŠAFAREVIČ, « Revolûciâ: bolezni ili iscelenie » [La révolution : une maladie ou un remède?], table ronde, *Moskovskie novosti*, no51, 17 décembre 1989, p.12-13.

ANDREEVA Nina, « Ne mogu postupat'sâ principami » [Je ne peux transiger sur les principes], *Soveckaâ Rossiâ*, 13 mars 1988.

ANDROPOV Ūrij, «Učenie Karla Marksa i nekotorye voprosy kommunističeskogo stroitel'stva v SSSR » [L'enseignement de Karl Marx et quelques questions relatives à la construction du communisme en URSS], *Kommunist*, mars 1983.

[ÂKOVLEV Aleksandr] Texte non signé, « Principy perestrojki: revolûcionnost' myšleniâ i dejstvij » [Les principes de la perestroïka : une pensée et une action révolutionnaire], *Pravda*, 5 avril 1988.

ÂKOVLEV Aleksandr, *Sumerki* [Crépuscule], Moscou, Materik, 2005.

AKSENOV, Vassilij, Vladimir BUKOVSKIJ, Èduard KUZNECOV, Ūrij LÛBIMOV, Vladimir MAKSIMOV, Èrsnt NEIZVESTNYJ, Ūrij ORLOV, Leonid PLÛŜ, Aleksandr ZINOV'EV, Ol'ga ZINOV'EVA, « Pust' Gorbačev predostavit nam dokazatel'stva » [Que Gorbatchev nous montre des preuves], *Moskovskie novosti*, 29 mars 1987.

BATKIN Leonid, « Bezzakonnaâ kometa » [Une comète illégale], décembre 1987, dans *Vozobnovlenie istorii : razmyšleniâ o politike i kul'ture* [Le renouvellement de l'histoire : réflexions sur la politique et la culture], Moscou, Moskovskij rabočij, 1991, p.272-281.

BATKIN Leonid, « Stat' Evropoï » [Devenir l'Europe], mai 1988, dans *Vozobnovlenie istorii : razmyšleniâ o politike i kul'ture* [Le renouvellement de l'histoire : réflexions sur la politique et la culture], Moscou, Moskovskij rabočij, 1991, p.287-296.

BATKIN Leonid, « Vozobnovlenie istorii » [Le renouvellement de l'histoire], dans AFANAS'EV, Ūrij (dir.), *Inogo ne dano* [La seule issue], Moscou, Progress, 1988, p.154-191.

BATKIN Leonid, « Ostanetsiâ li vlast' u partii? » [Le Parti conservera-t-il le pouvoir?], 1989, dans *Vozobnovlenie istorii : razmyšleniâ o politike i kul'ture* [Le renouvellement de l'histoire : réflexions sur la politique et la culture], Moscou, Moskovskij rabočij, 1991, p.121-141.

BATKIN Leonid, « Mertvyj hvataet živogo » [Le mort saisit le vif], septembre 1989, dans *Vozobnovlenie istorii : razmyšleniâ o politike i kul'ture* [Le renouvellement de l'histoire : réflexions sur la politique et la culture], Moscou, Moskovskij rabočij, 1991, p.108-126.

BATKIN Leonid, « Dissident », *Znanie-sila*, novembre 1989, p.45-47.

BATKIN Leonid, « Čto nas ždet posle smerti Saharova? » [Qu'est-ce qui nous attend après la mort de Sakharov?], 17 décembre 1989, dans *Vozobnovlenie istorii : razmysleniâ o politike i kul'ture* [Le renouvellement de l'histoire : réflexions sur la politique et la culture], Moscou, Moskovskij rabočij, 1991, p.297-300.

BATKIN Leonid, « Ot avtora » [De l'auteur], mars 1990, dans *Vozobnovlenie istorii : razmysleniâ o politike i kul'ture* [Le renouvellement de l'histoire : réflexions sur la politique et la culture], Moscou, Moskovskij rabočij, 1991, p.3-10.

BATKIN Leonid, « Tri sceny iz pervogo akta » [Trois scènes du premier acte], dans PROTÁŠIK, A. (dir.), *Čerez ternii* [À travers les ronces], Moscou, Progress, 1990, p.402-433.

BATKIN Leonid, « O konstitucionnom proekte Andreâ Saharova » [Au sujet du projet constitutionnel d'Andreï Sakharov], 13 mars 1990, dans *Konstitucionnye idei Andreâ Saharova* [Les idées constitutionnelles d'Andreï Sakharov], Moscou, Novella, 1990, p.15-76.

BATKIN Leonid, « Čto že vse-taki proizošlo v avguste? » [Que s'est-il passé en août en fin de compte?], *Literaturnaâ gazeta*, n° 41, 16 octobre 1991, p.4.

BATKIN Leonid, « Rossiâ na rasput'e » [La Russie à la croisée des chemins], 11 décembre 1991, dans BURTIN, Ūrij (dir.), *God posle Avgusta : Goreč' i vybor* [Un an après Août : amertume et choix], Moscou, Literatura i politika, 1992, p.15-25.

BATKIN Leonid, « Važnaâ nota v idejnom orkestre » [Une note importante dans l'orchestre des idées], dans BURTIN Ūrij, « Ispoved' šestidesâtnika » [Confessions d'un soixantard], Moscou, Progress-Tradiciâ, 2003, p.601-603.

BATKIN Leonid, « Strannaâ tûr'ma istoričeskoj neobhodimosti » [L'étrange prison de la nécessité historique], dans *Priprastiiâ : izbrannye èsse i stat'i o kul'ture* [Passions : essais et articles choisis sur la culture], Moscou, RGGU, 2002, p. 232-248.

BATKIN Leonid, « O dviženii istorii v buduše » [Au sujet du mouvement de l'histoire vers le futur], *Neprikosnovennyj zapis*, no 85, n° 5, 2012.

BATKIN Leonid, *Èpisy moej obšestvennoj žizni* [Épisodes de ma vie publique], Moscou, Novyj hronograf, 2013.

BERGER Yakob, Ūrij BURTIN, Leonid VOLKOV, Renata GALCEVA, Aleksej ELYMANOV, Vladimir ILŪŠENKO, Igor' KLÂMKIN, Ūrij LEVADA, Nikolaj RAZUMOVIČ, Leonid SEDOV, Igor' ENGEL'GARDT, « Istoriâ - process? Istoriâ - drama? » [L'histoire comme processus ou comme drame?], *Znanie-sila*, juillet 1988, p.23-25.

BESTUŽEV-LADA I., N. BLINOV, V. ŽITENEV, O. KARPUHIN, V. LISOVSKIJ, È. MAKAREVIČ, N. SLEPCOV, *Naš molodoj sovremennik, dialogi i razmyšleniâ* [Notre jeune contemporain, dialogues et réflexions], Moscou, Politizdat, 1988.

BONNER Elena, « MDG i Sakharov » [Le MDG et Sakharov], *My - zdes'*, 2008, [<http://www.newswe.com/index.php?go=Pages&in=view&id=5796>], consulté le : 7 décembre 2015.

BONNER-SAHAROVA Elena, « Iz vospominanij » [Souvenirs], dans BATKIN, Leonid, *Konstitucionnye idei Andreâ Saharova* [Les idées constitutionnelles d'Andreï Sakharov], Moscou, Novella, 1990, p.77-84.

BURTIN Ūrij, « Priobšââ k opytu opyt : Tvardovskij : Ètapy duhovnogo puti » [Joindre l'expérience à l'expérience : Tvardovski : étapes d'un chemin moral], *Literaturnoe obozrenie*, juin 1986, p.52-54

BURTIN Ūrij, « Real'naâ kritika – včera i segodniâ » [La critique réelle, d'hier à aujourd'hui], *Novyj mir*, juin 1987, p.222-239.

BURTIN Ūrij, « Vam iz drugogo pokoleniâ » [À vous, d'une autre génération] , *Oktâbr'*, octobre 1987, p.191-202.

BURTIN Ūrij, « Vozmožnost' vozrazit' » [La possibilité d'objecter], dans AFANAS'EV Ūrij (dir.), *Inogo ne dano*, Moscou, Progress, 1988, p.468-490.

BURTIN Ūrij, « Izžit' Stalina ! » [Pour en finir avec Staline!], dans SENOKOSOV, Ūrij (dir.), *Surovaâ drama naroda : učenyje i publicisty o prirode stalinizma* [Le sombre

drame du peuple : savants et publicistes sur la nature du stalinisme], Moscou, Politizdat, 1989, p.6-13.

BURTIN Ůrij, « Ahillesova pȃta istoričeskoj teorii Marksa » [Le talon d'Achille de la thȃorie historique de Marx], *Oktȃbr'*, novembre 1989, p.3-25, dȃcembre 1989, p.3-48.

BURTIN Ůrij, « Na zlobu dnȃ » [ȃ chaud], PROTASŮIK, A. (dir.), *Čerez ternii* [ȃ travers les ronces], Moscou, Progress, 1990, p.434-456.

BURTIN Ůrij, « Gorbačev », *Nezavisimaȃ gazeta*, 17 janvier 1991.

BURTIN Ůrij et Igor' KLȃMKIN, « Peremirie ili primirenije? » [Armistice ou conciliation?], *Demokratičeskaȃ Rossiȃ*, 17 mai 1991, p.8-9.

BURTIN Ůrij et Igor' KLȃMKIN, « Čto mošet i čego ne mošet El'cin » [Ce que peut et ne peut pas Eltsine], *Demokratičeskaȃ Rossiȃ*, 19-26 juillet 1991, p.8-9.

BURTIN Ůrij, « U dviženii est' buduše, esli ono ne zamknetsȃ v politike... » [Le mouvement a de l'avenir s'il ne s'enferme pas dans la politique], *Demokratičeskaȃ Rossiȃ*, 27 septembre 1991.

BURTIN Ůrij, « Delo dlȃ "Demokratičeskoj Rossii" » [L'affaire "Russie dȃmocratique"], 30 janvier 1992, dans *Novyj stroj*, Moscou, Ėpicentr, 1995, p.143-148.

BURTIN Ůrij, « Gorbačev prodolžaetsȃ » [Gorbatchev une fois de plus], *Strana i mir*, mars 1992.

BURTIN, Ůrij (dir.), *God posle Avgusta : Goreč' i vybor* [Un an aprȃs Aoȃt : amertume et choix], Moscou, Literatura i politika, 1992.

BURTIN Ůrij, Leonid BATKIN, Vasilij SELŮNIN, Zoȃ KRAHMAL'NIKOVA, Ůrij AFANAS'EV, Larisa PIȃŠEVA, Bȃla DENISENKO, Vladimir LOPATIN, Leonid GORDON, Vladimir BIBLER, Valerij ABRAMKIN, Yakov BERGER, Dmitrij FURMAN, « Est' li u Rossii nadeždȃ? » [Y a-t-il de l'espoir pour la Russie?], table ronde, 29 mai 1992, dans BURTIN, Ůrij (dir.), *God posle Avgusta : Goreč' i vybor* [Un an aprȃs Aoȃt : amertume et choix], Moscou, Literatura i politika, 1992 p.209-256.

BURTIN Ůrij, « Čužaȃ vlast' » [Un pouvoir qui nous est ȃtranger], *Nezavisimaȃ gazeta*, 1^{er} dȃcembre 1992,

BURTIN Ůrij, « Principy važnee programm » [Les principes sont plus importants que les programmes], juillet 1993, dans *Novyj stroj*, Moscou, Èpicentr, 1995.

BURTIN Ůrij, « Teatr nominal'noj demokratii » [Le théâtre de la démocratie nominale], 1993 dans *Novyj stroj*, Moscou, Èpicentr, 1995, p.21-28.

BURTIN Ůrij, « Oboroten' » [Loup-garou], *Oktâbr'*, novembre 1994, p.172-179.

BURTIN Ůrij, *Novyj stroj O nomenklaturnom kapitalizme. Stat'i. Dialogi. Interv'û* [Le nouvel régime. Sur le capitalisme de la nomenklatura. Articles, dialogues, entrevues], Moscou, Èpicentr, 1995.

BURTIN Ůrij, *Ispoved' šestidesâtnika* [Confessions d'un soixantard], Moscou, Progress-Tradiciâ, 2003.

CELMS Georgij « 'Doloj lûbogo diktatora!' » [À bas tout dictateur!], *Literaturnaâ gazeta*, 39, n° 27 septembre 1989, p.14.

Centre Eltsine, « Interv'û s Ůriem Afanas'evym » [Interview avec Afanassiev], 17 décembre 2011, [<http://www.yeltsincenter.ru/decryption/intervyu-s-yuriem-afanasevym>], consulté le : 3 août 2015.

Centre Eltsine, « Interv'û s Âkovom Bergerom » [Entrevue avec Yakov Berger], 12 juillet 2012, [<http://www.yeltsincenter.ru/decryption/intervyu-s-yakovom-bergerom>], consulté le : 3 août 2015.

COHEN Stephen F. et VANDEN HEUVEL Katrina (dir.), *Voices of Glasnost. Interviews with Gorbachev's Reformers*, New York & London, W.W.Norton & Company, 1989.

ČERNÂEV Anatolij, *Šest' let s Gorbačevym* [Six années avec Gorbatchev], Moscou, Izdatel'skaâ gruppa « Progress », 1993.

[ČUBAJS Anatolij et al.] Texte non signé, « Žestkim kursom » [Par la méthode forte...], *Vek XX i mir*, juin 1990, p.15-19.

ČUDAKOVA Mariëtta « Natan Èjdel'man, istorik Rossii » [Natan Eidelman, historien de la Russie], *Znanie-sila*, décembre 1990, p.24-32.

ČUDAKOVA Mariëta, « Blud bor'by » [La perdition dans la lutte], *Literaturnâ gazeta*, n° 43, 30 octobre 1991, p.3.

DUBIN Boris, « Ot tradicii k igre : kul'tura v sociologičeskom proekte Ūriâ Levady » [De la tradition au jeu : la culture dans le projet sociologique de Youri Levada], *Novoe literaturnoe obozrenie*, n° 87, 2007.

DUBIN Boris, Lev GUDKOV, « Parallel'nye literatury: popytka sociologičeskogo opisaniâ » [Littératures parallèles : tentative de description sociologique], 1989, dans *Intelligenciâ: zametki o literaturno-političeskikh illûziâh* [Intelligentsia : remarques sur des illusions littéraires et politiques], Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Ivana Limbaha, 2009, p.65-103.

DUBIN Boris, Lev GUDKOV, *Intelligenciâ: zametki o literaturno-političeskikh illûziâh* [Intelligentsia : remarques sur des illusions littéraires et politiques], Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Ivana Limbaha, 2009.

EGOROV A., « Esli po sovesti - Inogo ne dano. O dvuh knigah publicistiki » [Selon sa conscience - La seule issue. Au sujet de deux recueils de publicistika], *Literaturnoe obozrenie*, octobre 1988, p.3-6.

ÈJDEL'MAN Natan « Optimizm istoričeskogo znaniâ » [L'optimisme du savoir historique], *Ogonëk*, octobre 1988, p.2-4, 28-29.

ÈJDEL'MAN Natan « Revolûciâ sverhu, - v Rossii » [La révolution par le haut en Russie], *Nauka i žizn'*, octobre 1988 - mars 1989.

FEDOSEEV Pëtr et al., *Naučnyĭ kommunizm : učebnik* [Communisme scientifique : manuel], Moscou, Politizdat, 1983.

GORBAČEV Mihajl, *Perestrojka i novoe myšlenie dlâ našej strany i dkâ vsego mira* [Perestroïka: de nouvelles vues pour notre pays et pour le monde], Moscou, Izdatel'stvo političeskoj literatury, 1987.

GORBAČEV Mihajl, *Izbrannye reči i stat'i* [Discours et articles choisis], Moscou, Izdatel'stvo političeskoj literatury, 7 tomes, 1990.

GUDKOV Lev, « Sociologija Ūriâ Levady » [La sociologie de Youri Levada], Polit.ru, 13 septembre 2007, [<http://polit.ru/article/2007/09/13/gudkov/>], consulté le : 28 mai 2014.

GUDKOV Lev, « The Archetype of the Leader », dans DE WAAL, Thomas, *The Stalin Puzzle. Deciphering Post-Soviet Public Opinion*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2013, p.29-46.

GUSEJNOV Abdusalam, « Bol'she morali, no ne moralizatorstva » [Plus de morale, pas de moralisation], dans ISKROV, M. (dir.), *Perestrojka i npravstvennost'* [Perestroïka et morale], Bakou, Azernešr, 1988, p.2-20.

GUSEJNOV, A., I. KLÂMKIN, A. TITARENKO, V. BIBLER, G. BATIŠEV, Ū.
SOGOMONOV, L. MITROHIN, « Perestrojka i npravstvennost' » [Perestroïka et morale], table ronde, *Voprosy filosofij*, juillet 1990, p.3-24.

HEWETT, Edward, Stephen COHEN, Gregory MASSEL, Peter REDDAWAY, Steven SHABAD, David SHIPLER, Andrej SAHAROV, Pavel BUNIČ, Ūrij AFANAS'EV, Nikolaj ŠMELEŪV, Igor' KLÂMKIN, Leonid BATKIN, Aleksandr GEL'MAN, Aleksandr AVELIČEV, Vitalij KOROTIČ, « Perestrojka : kto protiv? : Vzglâd s dvuh beregov okeana : materialy 'kruglogo stola' » [La perestroïka: qui est contre? Regard des deux rives de l'océan. Matériel d'une table ronde], *Ogonëk*, 50, décembre 1988, p.10-14.

HODORKOVSKIJ Mihajl, « Krizis liberalizma v Rossii » [La crise du libéralisme en Russie], *Vedomosti*, 29 mars 2004.

JOLY Elena, *La troisième mort de Staline : entretiens avec des intellectuels gorbatchéviens*, Paris, Actes Sud, 1988.

KANNUNIKOVOJ, V., *Esli po sovesti : sbornik pisatelej* [Selon sa conscience : recueil d'écrivains], Moscou, Hudožestvennaâ literatura, 1988.

KARÂKIN Ūrij, « Ne opozdat'! (Zametki publicista) » [Avant qu'il ne soit trop tard! (Remarques d'un publiciste)], dans KARÂKIN, Ūrij et V. PETROVSKIJ (dir.), *Vopros vseh voprosov. Bor'ba za mir i istoričeskie sud'by čelovečestva* [La question fondamentale. La lutte pour la paix et les destins historiques de l'humanité], Moscou, Progress, 1985, p.216-229.

KARÂKIN Ūrij, « Ne opozdat'! (Odna posylka – beskonečnost' sledstvij)» [Avant qu'il ne soit trop tard! (Une prémisse et des conséquences infinies)], dans *Puti v neznaemoe* [Chemins vers l'inconnu], Moscou, Sovetskij pisatel', 1986, p.4-39.

KARÂKIN Ūrij, « Stoit' li nastupat' na grabli? (Otkrytoe pis'mo odnomu Inkognito)» [Faut-il marcher sur le rateau? Lettre ouverte à un Incognito], *Znamâ*, septembre 1987, p.200-224.

KARÂKIN Ūrij, « "Ždanovskaâ židkost'" , ili protiv očernitel'stva » [L'eau de Jdanov, ou contre le dénigrement], dans AFANAS'EV, Ūrij (dir.), *Inogo ne dano* [La seule issue], Moscou, Progress, 1988, p.412-423.

KARÂKIN Ūrij, *Peremena ubeždenij : ot otslepleniâ k prozreniû* [Changement de convictions : de l'aveuglement à l'illumination], Moscou, Izdatel'stvo « Raduga », 2007.

KARPINSKIJ Len, « Socializm – èto prosto normal'naâ žizn' » [Le socialisme, c'est simplement une vie normale], *Vek XX i mir*, juillet 1987, p.36-43.

KARPINSKIJ Len, « Počemu stalinizm ne shodit so sceny? » [Pourquoi le stalinisme ne quitte-t-il pas la scène?], dans AFANAS'EV, Ūrij (dir.), *Inogo ne dano* [La seule issue], Moscou, Progress, 1988, p.648-670.

KARPINSKIJ Len, « Zdravyij smysl perestrojki » [Le bon sens de la perestroïka], *Vek XX i mir*, janvier 1989, p.14-17.

KARPINSKIJ Len, « Nravstvennost' i glasnost' » [Morale et glasnost], *Moskovskie novosti*, n° 21, 21 mai 1989, p.3.

KARPINSKIJ Len, « Konsolidaciâ čerez konflikt : rabočie berut delo v svoi ruki » [La consolidation par le conflit, les travailleurs prennent l'affaire en main], *Moskovskie novosti*, n° 31, 30 juillet 1989, p.8-9.

KARPINSKIJ Len, Ūrij AFANAS'EV, « Sozdat's porâdok iz haosa » [Créer de l'ordre à partir du chaos], *Moskovskie novosti*, n° 38, 23 septembre 1990, p.6.

KARPINSKIJ Len, « Vystrel v spinu » [Un tir dans le dos], *Moskovskie novosti*, n° 3, 20 janvier 1991, p.3.

KLÂMKIN Igor', « Kakaâ ulica vedët k hramu? » [Quel chemin mène à l'église?], *Novyj mir*, novembre 1987, p.150-188.

KLÂMKIN Igor', « Počemu trudno govorit' pravdu » [Pourquoi il est difficile de dire la vérité], février 1989, p.204-238.

KLÂMKIN Igor', Andranik MIGRANÂN, & Georgij CELMS, « Nužna li železnaâ ruka? » [Une main de fer est-elle nécessaire?], *Literurnaâ gazeta*, n° 39, 16 août 1989, p.10.

KLÂMKIN Igor', Andranik MIGRANÂN & Evgenij AMBARCUMOV, « Obojdemsa bez "železnoj ruki" » [Nous nous passerons de la 'main de fer'], *Literurnaâ gazeta*, n° 52, 27 décembre 1989, p.10.

KLÂMKIN Igor', « Desât' voprosov opponentam i samomu sebe » [Dix questions à mes contradicteurs et à moi-même], *Literurnaâ gazeta*, n° 52, 27 décembre 1989, p.10.

KLÂMKIN Igor', « Čto nas ždet vperedî? » [Qu'est-ce qui nous attend?], 2 juillet 1989, dans *Trudnyj spusk s ziâûsîh vysot* [La descente difficile des hauteurs béantes], Moscou, Pravda, 1990, p.3-10.

KLÂMKIN Igor', « Trudnyj spusk s ziâjuščîh vysot. Razmyšleniâ v kanun vyborov o vtorom S'ezde narodnyh deputatov SSSR i političeskoj situacii v strane » [La descente difficile des hauteurs béantes. Réflexions à la veille des élections sur la deuxième session du Congrès des députés du peuple de l'URSS et sur la situation politique dans le pays], dans *Trudnyj spusk s ziâûsîh vysot* [La descente difficile des hauteurs béantes], Moscou, Pravda, 1990, p.11-25.

KLÂMKIN Igor', « Do i posle prezidentskih vyborov » [Avant et après les élections présidentielles], juin 1990, dans *Trudnyj spusk s ziâûsîh vysot* [La descente difficile des hauteurs béantes], Moscou, Pravda, 1990, p.26-45.

KLÂMKIN Igor', « Oktyabrskij vybor prezidenta » [Le choix d'octobre du président], *Ogonëk*, n° 47, octobre 1990, p.4-7.

KLIGER S., « Publicistika-88 kak ob'ekt issledovaniâ » [La publicistika de 1988 comme objet de recherche], dans STRELCOVA, Ninel', *V svoem otečestve proroki? Publicistika*

perestrojki : lučšie avtory 1988 goda [Prophètes en leur pays? La publicistika de la perestroïka : les meilleurs auteurs de 1988], Moscou, Knižnaâ palata, 1989.

KOROTICH Vitaly et PORTER Cathy, *The New Soviet Journalism : the Best of the Soviet Weekly Ogonyok*, Boston, Beacon Press, 1990.

KOVAL'SKAÂ Galina, « Intelligenciâ i vlast' : Revolûcionnye demokrati i "vehovecy" na "Moskovskoj tribune" » [L'intelligentsia et le pouvoir], *Demokratičeskaâ Rossiâ*, 3 novembre 1991, p.5.

LÉNINE Vladimir, *Pour caractériser le romantisme économique. Sismondi et nos sismondistes nationaux*, 1897.

LEVADA Ūrij (dir.), *Est' mnenie! Itogi sociologičeskogo oprosa* [L'opinion existe! Bilans d'un sondage sociologique], Moscou, Progress, 1989.

LEVADA Ūrij (dir.), *Sovetskij prostoj čelovek* [L'homme soviétique ordinaire], Moscou, Mirovoj okean, 1993.

LEVADA Juri, *Entre le passé et l'avenir: l'homme soviétique ordinaire, enquête*, Paris, Presses de la FNSP, 1995.

LEVADA Ūrij, « Čelovek lukavyj: dvoemyslie po-rossijski » [L'homme rusé: la double-pensée à la russe], *Monitoring obšestvennogo mneniâ*, n° 1 (45), 2000, p.19-27.

LEVADA Ūrij, « Pokoleniâ XX veka: vozmožnosti issledovaniâ » [Les générations du XX^e siècle : possibilités de recherche], *Monitoring obšestvennogo mneniâ*, n° 5 (55), 2001, p.7-28.

LEVADA Yury, « Homo Praevaricatus: Russian Doublethink », dans BROWN, Archie (dir.), *Contemporary Russian politics: a reader*. Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 312–322.

LEVADA Ūrij, *Sočineniâ: Problema čeloveka* [Oeuvres : Le problème de la personne], Moscou, Izdatel' Karpov E.V., 2011.

LEVINSON Alexei, « Cynicism as a Ruling Ideology », *Open Democracy*, 22 octobre 2013, , [<https://www.opendemocracy.net/od-russia/alexei-levinson/cynicism-as-ruling-ideology>], consulté le : 15 avril 2016.

LIHAČĚV Dmitri, « Èkologiâ kul'tury » [Écologie de la culture], *Znanie-sila*, juin 1982, p.22-24.

LIHAČĚV Dmitri, « O Russkom » [De la russitude], *Novyj mir*, mars 1980, p.10-38.

LIHAČĚV Dmitri, *Pis'ma o dobrom i prekrasnom* [Lettres sur le bon et le beau], Moscou, Detskaâ literatura, 1985.

LIHAČĚV Dmitri, « Gomosfera - termin naših dneĭ » [L'homosphère, un concept d'aujourd'hui], *Ogonëk*, n° 36, 1984, p.17-19.

LIHAČĚV Dmitri, « I probil čas » [L'heure a sonné], *Literaturnaâ gazeta*, n° 1, 1er janvier 1987.

LIHAČĚV Dmitri, « Trevogi sovesti » [L'inquiétude de la conscience], dans KABANOV, Vâčeslav (dir.), *Zavisit ot nas : perestrojka v zerkale pressy* [Cela dépend de nous : la perestroïka dans le miroir de la presse], Moscou, Knižnaâ palata, 1987, p.215-223.

LIHAČĚV Dmitri, « Ot pokaâniâ - k dejstviû! » [Du repentir à l'action!], *Literaturnaâ gazeta*, 9 septembre 1987, p.2.

MELVILLE Andrei et LAPIDUS Gail W. (dir.), *The Glasnost Papers. Voices on Reform from Moscow*, Boulder, San Francisco, Oxford, Westview Press, 1990.

MIGRANÂN Andranik, « Vzaimootnošeniâ meždû individom, obšestvom i gosudarstvom v političeskoj teorii marksizma i problemy demokratizacii socializma » [Interrelations entre l'individu, la société et l'État dans la théorie politique marxiste et les problèmes de la démocratisation du socialisme], *Voprosy filosofii*, juillet 1987, p.75-91.

MIGRANÂN Andranik, « Mehanizm tormoženiâ v političeskoj sisteme i puti ego preodoleniâ » [Le mécanisme de frein du système politique et les voies de son dépassement], dans AFANAS'EV Ūrij (dir.), *Inogo ne dano* [La seule issue], Moscou, Progress, 1988, p.97-121.

MIGRANÂN Andranik, « Legko li stat' Evropoj? » [Est-il facile de devenir l'Europe?], *Vek XX i mir*, décembre 1988, p.22-25.

MIGRANÂN Andranik, *Demokratiâ i npravstvennost'* [Démocratie et morale], Moscou, Znanie, 1990.

MIGRANÂN Andranik, « Plebiscitarnâ teoriâ demokratii Maksa Vebera i sovremennyj političeskij process » [La théorie plébiscitaire de la démocratie de Max Weber et le processus politique contemporain], *Voprosy filosofii*, juin 1989, p.148-158.

MIGRANÂN Andranik, « Dolgij put' k evropejskomu domu » [Le long chemin vers la maison européenne], *Novyj mir*, juillet 1989, p.166-184.

MIGRANÂN Andranik, « Demokratiâ v teorii i istoričeskoj praktike » [La théorie et la pratique historique de la démocratie], *Kommunist*, janvier 1990, p.33-42.

NUJKIN Andrej, *Na tom stoû!.. Nravstvennyye orientiry v sevodnâšnej literature* [J'y tiens! Repères moraux dans la littérature d'aujourd'hui], Moscou, Sovetskij pisatel, 1991.

PISIGIN Valerij, « Graždanskoe soprotivlenie Lena Karpinskogo » [La résistance citoyenne de Len Karpinski], février 1996,

[<http://www.yabloko.ru/Themes/History/Pisigin/dinoz01.html>], consulté le : 17 septembre 2014.

POMERANCEV Vladimir, « Ob iskrennosti v literature » [De la sincérité en littérature], *Novyj mir*, décembre 1953, p.218-245.

POPOV Gavriil, « S točki zreniâ èkonomista. O romane Aleksandra Beka "Novoe naznačenie" » [Du point de vue d'un économiste. Au sujet du roman d'Alexandre Bek "Une nouvelle affectation"], *Nauka i žizn'*, avril 1987, p.54-65.

POPOV Gavriil, Nikita ADŽUBEJ, « Pamât' i 'Pamât' » [La mémoire et 'Pamyat'], *Ogonëk*, janvier 1988, p.188-203.

POPOV Gavriil, *Snova v opposicii* [De nouveau dans l'opposition], Moscou, Galaktika, 1994.

POPKOVA A. [pseudonyme de Larissa Piachtcheva], « Gde pyshnee pirogi » [Où les gâteaux sont les plus gros], *Novyj mir*, mai 1987, p.239-241.

PRIBYLOVSKIJ Vladimir, « Miting v Lužnikah » [Assemblée à Loujniki], *Panorama*, mai 1989, p.3.

PRIBYLOVSKIJ Vladimir, *Slovar' oppozicii: Nove političeskie partii i organizacii Rossii* [Dictionnaire de l'opposition : les nouveaux partis politiques et organisations de Russie], Moscou, Postfactum, 1991.

PROTAŠIK, A. (dir.), *Čerez ternii* [À travers les ronces], Moscou, Progress, 1990.

RAZBAŠ Andrej, *Deti XX s' ezda* [Les enfants du XX^e Congrès], film documentaire, 1988.

RYŽOV Ūrij, Galina STAROVOJTOVA, Aleksandr GEL'MAN, Ales' ADAMOVIČ, Ūrij LEVADA, Igor' KLÂMKIN, Aleksandr CIPKO, Ūrij ČERNIČENKO, Stanislav ŠATALIN, Len KARPINSKIJ, « Reforma vlasti: Verhovnyj sovet pokidaet avanscenu » [Réforme du pouvoir : le Soviet suprême quitte le devant de la scène], *Moskovskie novosti*, no50, 16 décembre 1990, p.8-9.

SAHAROV Andrej, « Razmyšleniâ o progresse, mirnom sosušestvovanii i intellektual'noj svobode » [Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle], 1968, dans *Trevogo i nadežda* [Inquiétude et espoir], Moscou, Inter-Verso, p.11-47.

SAHAROV Andrej, « Pamâtnâ zapiska » [Memorandum], juin 1972, Archives Sakharov, [http://www.sakharov-archive.ru/Raboty/Rabot_26.html], consulté le : 16 décembre 2015.

SAHAROV Andrej, « O pis'me Aleksandra Solženicyna "Voždâm Sovetskogo Soûza" » [Sur la lettre d'Alexandre Soljenitsyne "Aux dirigeants de l'Union soviétique"], 3 avril 1974, Archives Sakharov, [http://www.sakharov-archive.ru/Raboty/Rabot_30.html], consulté le : 16 décembre 2015.

SAHAROV Andrej, « O strane i o mire » [Sur le pays et sur le monde], juin 1975, Archives Sakharov, [http://www.sakharov-archive.ru/Raboty/Rabot_32.html], consulté le : 16 décembre 2015.

SAHAROV Andrej, « Otkrytoe pis'mo Prezidentu Akademii nauk SSSR A. P. Aleksandrovu » [Lettre ouverte au Président de l'Académie des sciences de l'URSS A. P. Alexandrov], octobre 1980, Archives Sakharov, [http://www.sakharov-archive.ru/Raboty/Rabot_40.html], consulté le : 16 décembre 2015.

SAHAROV Andrej, « Neizbežnost' perestrojki » [L'inévitabilité de la perestroïka], dans AFANAS'EV, Ūrij (dir.), *Inogo ne dano* [La seule issue], Moscou, Progress, 1988, p.122-134.

SAHAROV Andrej, « Plûralizm – èta konvergenciâ » [Le pluralisme, c'est la convergence], *Vek XX i mir*, janvier 1989, p.18-20.

SAHAROV Andrej, « Predvybornaâ platforma » [Plateforme électorale], février 1989, dans *Vospominaniâ* [Mémoires], Moscou, Prava čeloveka, 1996, p.570-574.

SAHAROV Andrej, « Za mir i progress » [Pour la paix et le progrès], *Moskovskie novosti*, n° 6, 5 février 1989, p.8.

SAHAROV Andrej, « V narode vseгда sohranâûtsâ nravstvennye sily» [Le peuple conserve toujours des forces morales], *Knižnoe obozrenie*, 7 avril 1989, p.6-7.

SAHAROV Andrej, « Vsâ vlast' sovetam ! » [Tout le pouvoir aux soviets!], *Vek XX i mir*, août 1989, p.9-12.

SAHAROV Andrej, *Gor'kij, Moskva, dalee vezde* [Gorky, Moscou, puis partout], dans *Vospominaniâ* [Mémoires], Moscou, Prava čeloveka, 1996, p.241-446.

SAHAROV Andrej, « Konstituciâ Soûza Sovetskikh Respublik Evropy i Azii » [Constitution de l'Union des Républiques soviétiques d'Europe et d'Asie], décembre 1989, dans BATKIN Leonid, *Konstitucionnye idei Andreâ Saharova* [Les idées constitutionnelles d'Andreï Sakharov], Moscou, Novella, 1990, p.4-14.

SAHAROV Andrej, « Vystuplenie na vstreče s kollektivom Uralmašzavoda» [Discours lors d'une rencontre avec les employés d'Ouralmachzavod], 15 septembre 1989, Archives Sakharov, [http://www.sakharov-archive.ru/Raboty/Rabot_71.html], consulté le : 16 décembre 2015.

SAHAROV Andrej, « Političeskaâ zabastovka » [La grève politique], 11 décembre 1989, dans *Demokratičeskaâ Rossiâ*, n° 6 (12), décembre 1989, p.2.

SAHAROV Andrej, « Poslednee vystuplenie » [Dernier discours], 14 décembre 1989, dans *Vospominaniâ* [Mémoires], Moscou, Prava čeloveka, 1996, p.589-590.

SARASKINA Lûdmila, Boris MOŹAEV, Ūrij AFANAS'EV, Leonid BATKIN, Len KARPINSKIJ, Grigorij PEL'MAN, Ūrij BURTIN, Andrej NUJKIN, Georgij KUNICYN, Anatolij ARSEN'EV « Barrikady perestrojki » [Les barricades de la perestroïka], table ronde, *Vek XX i mir*, février 1988, p.12-27.

SOLJENITSYNE Alexandre, *Comment réaménager notre Russie ? : réflexions dans la mesure de mes forces*, Paris, Fayard, 1990.

SOLŹENICYN Aleksandr, « Źit' ne po lži » [Vivre sans mensonge], *Vek XX i mir*, février 1989, p.22-24.

ŠEJNIS Viktor, « Uroki avgusta » [Les leçons d'août], 2006, Yabloko, [http://mosobl.yabloko.ru/news/uroki_avgusta_viktor_sheynis.html], consulté le : 14 janvier 2016.

ŠEVELEV Mihajl, « Len Karpinskij: ot nomenklatury do svobody » [Len Karpinski: de la nomenklatura à la liberté], 26 novembre 2009, Radio Svoboda, [<http://www.svoboda.org/content/article/1888603.html>], consulté le : 20 octobre 2014.

SHMELYOV Nikolay, « The Rebirth of Common Sense », dans COHEN Stephen F. et VANDEN HEUVEL Katrina (dir.), *Voices of Glasnost. Interviews with Gorbachev's Reformers*, New York & London, W.W.Norton & Company, 1989, p.140-156.

ŠMELĚV Nikolaj, « Avansy i dolgi » [Avances et dettes], *Novyj mir*, juin 1987, p.142-158.

ŠMELĚV Nikolaj, « Novye trevogi » [Nouvelles inquiétudes], *Novyj mir*, avril 1988, p.160-175.

ŠMELĚV Nikolaj, « Èkonomika i zdravijij smysl » [L'économie et le bon sens], *Znamâ*, juillet 1988, p.410-419.

ŠOHINA Viktoriâ, « Krov' na končike pera » [Du sang au bout de la plume], *Nezavisimaïa gazeta*, 3 octobre 2013, [<http://svpressa.ru/society/article/75138/>], consulté le : 4 octobre 2015.

TCHERNYCHEVSKI Nikolaï, *Que faire ?*, Moscou, Radouga, 1987.

TRAVKIN, Nikolaj, Galina STAROVOJTOVA, Mar'û LAURISTIN, Igor' KLÂMKIN, Andrej NUJKIN, Vâčeslav ŠOSTAKOVSKIJ, Gavriil POPOV, Otto LACIS, Ales' ADAMOVIČ, « Ot perestrojki k normal'noj žizni » [De la perestroïka à une vie normale], avril 1990, *Moskovskie novosti*, n° 16, 22 avril 1990, p.8-9.

VERHOVSKIJ Aleksandr, « Na Moskovskoj tribune » [À la Tribune de Moscou], *Panorama*, décembre 1989, p2.

VINOGRADOV Igor, « Možet li pravda byt' poètapnoj? » [La vérité peut-elle procéder par étapes ?], dans AFANAS'EV Ūrij (dir.), *Inogo ne dano*, Moscou, Progress, 1988, p.279.

VODOLAZOV Grigorij, *Idealy i idoly. Moral' i politika. Istoriâ, teoriâ, ličnye sud'by* [Idéaux et idoles. Morale et politique. Histoire, théorie, destins personnels], Moscou, Kul'turnaâ revolûciâ, 2006.

ZASLAVSKAÂ Tat'âna, « Čelovečeskij faktor razvitiâ èkonomiki i social'naâ spravedlivost' » [Le facteur humain de développement de l'économie et la justice sociale], 1986, dans KABANOV, Vâčeslav (dir.), *Zavisit ot nas : perestrojka v zerkale pressy* [Cela dépend de nous : la perestroïka dans le miroir de la presse], Moscou, Knižnaâ palata, 1987, p.118-131.

ZDRAVOMYSLOV Andrej, « O pričinah negativnyh âvlenij v usloviâh socializma » [Sur les causes des phénomènes négatifs du socialisme], dans ISKROV, M. (dir.), *Perestrojka i npravstvennost'* [Perestroïka et morale], Bakou, Azernešr, 1988, p.115-120.

ZVÂGEL'SKIJ R., « Fedor Burlackij: “Sud'ba dala mne šans” » [Fedor Bourlatski : “Le destin m'a donné une chance”], 2007,

[<https://web.archive.org/web/20130823004817/http://gra.rosadv.ru/magazine.php?m=60&a=3>], consulté le : 8 février 2016.

Dictionnaires et encyclopédies

Bol'šaâ sovetskaâ enciklopediâ [Grande encyclopédie soviétique], Moscou, Bol'šaâ sovetskaâ enciklopediâ, 2e édition, 52 tomes, 1949-1958.

Bol'shaâ sovetskaâ ènciklopediâ [Grande encyclopédie soviétique], Moscou, Bol'shaâ sovetskaâ enciklopediâ, 3e édition, 30 tomes, 1969-1978.

OŽEGOV Sergej et Natalâ ŠVEDOVA, *Tolkovyj slovar' russkogo âzyka : 80 000 slov i frazeologičeskijh vyraženiij* [Dictionnaire interprétatif de la langue russe : 80 000 mots et expressions phraséologiques], Moscou, ÈLPIS, 2005.

REY Alain (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2000.

ŠERBA, L, MATUSEVIČ, M et NIKITINA, S. et al., *Bol'shoj russko-francuzskij slovar' : 200 000 slov i slovosocetaniij* [Grand dictionnaire russe-français : 200 000 mots et expressions], Moscou, Russkij âzyk, 2002.

Sources secondaires

ADORNO Theodor, *Études sur la personnalité autoritaire*, Paris, Editions Allia, 2007.

ANDERSON Perry, « Russia's Managed Democracy », *London Review of Books*, janvier 2007, p. 3-12.

ANGENOT Marc, *L'histoire des idées*, Liège, Presses universitaires de Liège, 2014.

ÂNKELEVIČ Efrem, « Al'ternativy Saharova » [Les alternatives de Sakharov], dans BABENIŠEV, A. *Saharovskij sbornik* [Recueil Sakharov], Moscou, RGGU, 2011, p.314-340.

ALEXEYEVA Ludmila; et GOLDBERG Paul, *The thaw generation : coming of age in the post-Stalin era*, Boston, Little Brown, 1990.

ARENDRT Hannah, « Qu'est-ce que l'autorité ? », dans *La crise de la culture : huit essais de pensée politique*, Paris, Gallimard, 1972, p. 121-185.

ARENDRT Hannah, « Vérité et politique », dans *La crise de la culture : huit exercices de pensée politique*, Paris, Gallimard, 1972, p. 289-336.

ARENDRT Hannah, *De la révolution*, Paris, Gallimard, 2013.

ARON Leon, *Roads to the temple: Truth, memory, ideas and ideals in the making of the Russian revolution, 1987-1991*, New Haven, Yale University Press, 2012.

ASLUND Anders, « Gorbachev's Economic Advisors », *Soviet Economy*, 1987, vol. 3, n° 3, p. 246-269.

ATNASHEV Timur, *Transformation of the Political Speech under Perestroika Free agency, Responsibility and Historical Necessity in the Emerging Intellectual Debates (1985-1991)*, Thèse de doctorat en histoire, European University Institute, 2010.

ATNAŠEV Timur, « Idealy naučnoj ob"ektivnosti i čestnosti kak obosnovanie politiki glasnosti v perestrojku » [Les idéaux d'objectivité scientifique et d'honnêteté comme fondements de la glasnost pendant la perestroïka], 2013, *Gefter.ru*, [<http://gefter.ru/archive/10224>], consulté le : 17 mars 2015.

ATTAL Laurent, « Les démocrates russes depuis 1991. Évolution d'une espèce, perspectives de survie », *Slavica occitania*, 11, 2000, p.21-40.

AVEN Petr et KOKH Alfred, *Gaidar's Revolution : The Inside Account of the Economic Transformation of Russia*, Londres, I.B. Tauris, 2015.

BELL Duncan, « What is Liberalism ? », *Political Theory*, 2014, vol. 42, n° 6, p. 682-715.

BÉRARD-ZARZICKA Ewa, « Quelques propositions pour une perestroïka autoritaire », *Les Temps modernes*, 1990, vol. 523, p. 11-22.

BERELOWITCH Alexis, « Glasnost, presse et quotidiens », dans Marc FERRO (dir.), *L'état de toutes les Russies. Les Etats et les nations de l'ex-URSS*, Paris, La Découverte, 1993.

BERELOWITCH Alexis, « Crise ou permanence du système de valeurs en Russie », dans *De Russie et d'ailleurs: feux croisés sur l'histoire: Mélanges pour Marc Ferro*, Paris, Institut d'études slaves, 1995, p. 141-149.

BERELOWITCH Alexis, « Revues littéraires russes », dans *Encyclopædia Universalis*, [<http://www.universalis.fr/encyclopedie/revues-litteraires-russes/>], consulté le : 28 octobre 2014.

BERELOWITCH Alexis, « Union des écrivains soviétiques », dans *Encyclopædia Universalis*, [<http://www.universalis.fr/encyclopedie/union-des-ecrivains-sovietiques/>], consulté le : 28 octobre 2014.

BERELOWITCH Alexis et WIEVIORKA Michel, *Les Russes d'en bas: enquête sur la Russie post-communiste*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.

BERELOVIČ Aleksī, « Intellektualy i perestrojka » [Intellectuels et perestroïka], *Bulletin*, no5, Deutsches Historisches Institut Moskau, Matériaux de la conférence internationale des 13-15 novembre 2008, p.41-56.

BERELOVIČ Aleksī « Upušennyj šans » [Une chance ratée], *Polit.ru*, 30 septembre 2009, [<http://polit.ru/article/2009/09/30/berelovich/2009>], consulté le : 12 novembre 2015.

BERGMAN Jay, *Meeting the Demands of Reason: The Life and Thought of Andrei Sakharov*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2009.

BERLIN Isaiah, « Une décennie remarquable », dans *Les penseurs russes*, Paris, Albin Michel, 1984, p.157-261.

BERLIN Isaiah, « The Counter-Enlightenment », dans *The Proper Study of Mankind*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 1997, p. 243-268.

BERLIN Isaiah, « The Pursuit of the Ideal », dans *The Proper Study of Mankind*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 1997, p. 1-16.

BERLIN Isaiah, « Two Concepts of Liberty », dans *The Proper Study of Mankind*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 1997, p. 191-242.

BEVIR Mark, « Contextualism: From Modernist Method to Post-Analytic Historicism », *Journal of the Philosophy of History*, 2009, vol. 3, p. 211-224.

BIKBOV Alexander, « Classes moyennes: une étiquette commode pour les opposants russes », *Le monde diplomatique*, mai 2012, [<http://www.monde-diplomatique.fr/2012/05/BIKBOV/47672>], consulté le : 4 janvier 2013.

BLONDIAUX Loïc, « Démocratie délibérative vs.démocratie agonistique? Le statut du conflit dans les théories et les pratiques de participation contemporaines », *Raisons politiques*, 2008, vol. 30, n° 2, p. 131-147.

BOOBBYER Philip, *Conscience, Dissent and Reform in Soviet Russia*, New York, Routledge, 2005.

BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, vol. 62, n° 1, p. 69-72.

BOURDIEU Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, 1973, vol. 318, p. 1292-1309.

BOYM Svetlana, *Common places: mythologies of everyday life in Russia*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 1994.

BROWN Archie, *The Gorbachev Factor*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

BROWN Archie, « Did Gorbachev as General Secretary Become a Social Democrat? », *Europe-Asia Studies*, mars 2013, vol. 65, n° 2, p. 198-220.

BRUDNY Yitzhak, « Between Liberalism and Nationalism: The Case of Sergei Zalygin », *Studies in Comparative Communism*, 1988, vol. 21, n° 3/4, p. 331-340.

BRUDNY Yitzhak, « The Heralds of Opposition to Perestroika », dans E HEWETT et V WINSTON (dir.), *Milestones in Glasnost and Perestroika: Politics and People*, Washington D.C., Brookings Institutions, 1991, p. 153-189.

BRUDNY Yitzhak, « The Dynamics of « Democratic Russia, » 1990-1993 », *Post-Soviet Affairs*, 1993, vol. 9, n° 2, p. 141-170.

BRUDNY Yitzhak, *Reinventing Russia: Russian Nationalism and the Soviet State, 1953-1991*, Cambridge, Harvard University Press, 1998.

CHATTERJEE Choi et PETRONE Karen, « Models of Selfhood and Subjectivity : The Soviet Case in Historical Perspective », *Slavic Review*, 2008, vol. 67, n° 4, p. 967-986.

CHMATKO Natalia, « Les économistes russes entre orthodoxie marxiste et radicalisme libéral », *Genèses*, 2002, vol. 2, n° 47, p. 123-139.

COHEN Steven F., « Was the Soviet System Reformable? », *Slavic Review*, 2004, vol. 63, n° 3, p. 459-488.

CONSTANT Benjamin, *De la liberté des anciens comparée à celle des modernes*, Paris, Éditions Mille et une nuits, 2010.

DAUCÉ Françoise, « Iabloko ou la défaite du libéralisme politique en Russie », *Critique internationale*, 2004, vol. 22, n° 1, p. 25-34.

DAUCÉ Françoise, *La Russie postsoviétique*, Paris, La Découverte, 2008.

DAUCÉ Françoise, *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*, Paris, CNRS Éditions, 2013.

DE GEORGE Richard T., *Soviet Ethics and Morality*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1969.

DJILAS Milovan, *La nouvelle classe dirigeante*, Paris, Plon, 1957.

DOBSON Miriam, *Khrushchev's Cold Summer : Gulag Returnees, Crime, and the Fate of Reforms*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2009.

DOSSE François, *La marche des idées. Histoire des intellectuels - histoire intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2003.

DOUCETTE Courtney, « Sotsromantizm in the Age of Perestroika », Conférence prononcée lors du colloque *SotsRomantizm. Romantic Subversions of Soviet Enlightenment: Questioning Socialism's Reason*, Princeton, 9-10 mai 2014, [<http://sotsromantizm.princeton.edu/panel-7/>]. Consulté le : 12 octobre 2015.

DOUCETTE Courtney, « Remaking the Self to Remake Society: The Moral Foundations of Reform under Gorbachev », Conférence prononcée au Congrès annuel de l'ASEEES, 20 novembre 2015.

DOUCETTE Courtney, « The Soviet Past and the Path to Ethical Socialism: The Nina Andreeva Affair Reconsidered », Conférence prononcée à l'Université Rutgers le 22 mars 2016.

DUNHAM Vera, *In Stalin's Time: Middleclass Values in Soviet Fiction*, Cambridge; Londres; New York, Cambridge University Press, 1976.

DUNLOP John, « Soviet Cultural Politics », *Problems of Communism*, 1987, vol. 36, n° 6, p. 34-56.

ENGLISH Robert, *Russia and the Idea of the West: Gorbachev, intellectuals and the end of the Cold War*, New York, Columbia University Press, 2000.

ENGLISH Robert, « The Sociology of New Thinking: Elites, Identity Change, and the End of the Cold War », *Journal of Cold War Studies*, avril 2005, vol. 7, n° 2, p. 43-80.

FAVAREL-GARRIGUES Gilles et ROUSSELET Kathy, *La société russe en quête d'ordre: avec Vladimir Poutine ?*, Paris, Ed. Autrement, 2004.

FERRETTI Maria, « De l'engouement pour la liberté à l'apologie de l'autoritarisme », dans Martine GODET (dir.), *De Russie et d'ailleurs : feux croisés sur l'histoire : pour Marc Ferro*, Paris, Institut d'études slaves, 1995, p. 151-165.

FERRO Marc, *Les origines de la perestroïka*, Paris, Éd. Ramsay, 1990.

FIRSOV Boris, *Istoriâ sovetskoj sociologii. 1950-1980-e gody* [Histoire de la sociologie soviétique, des années 1950 aux années 1980], Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo evropejskogo universiteta v Sankt-Peterburge, 2012.

FISH Steven, *Democracy from Scratch: opposition and regime in the new Russian Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

FISH Steven, *Democracy derailed in Russia: the failure of open politics*, New York, Cambridge University Press, 2005.

FITZPATRICK Sheila, *Tear Off the Masks!: Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2005.

FREEDEN Michael, *Liberal Languages: Ideological Imaginations and Twentieth-Century Progressive Thought*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

GARCELON Marc, « The estate of change : The specialist rebellion and the democratic movement in Moscow , 1989-1991 », *Theory and Society*, 1997, vol. 26, p. 39-85.

GEL'MAN Vladimir, *Authoritarian Russia : analyzing post-Soviet regime changes*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2015.

GEROVITCH Slava, *From Newspeak to Cyberspeak: A History of Soviet Cybernetics*, Cambridge, Mass, MIT Press, 2002.

GESSEN Masha, *Dead Again: The Russian Intelligentsia After Communism*, London & New York, Verso, 1997.

HABERMAS Jürgen, « What Does Socialism Mean Today? The Rectifying Revolution and the Need for New Thinking on the Left », *New Left Review*, 1990, vol. 183, n° 1, p. 3-22.

HALFIN Igal et HELLBECK Jochen, « Rethinking the stalinist subject: Stephen Kotkin's « Magnetic mountain » and the state of Soviet historical studies », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 1996, vol. 44, p. 456-463.

HALFIN Igal, *From Darkness to Light: Class, Consciousness and Salvation in Revolutionary Russia*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000.

HALFIN Igal, *Terror in my soul : Communist autobiographies on trial*, Cambridge, Mass ; Londres, Harvard University Press, 2003.

HAMANT Yves, « Réforme et culture », *Politique étrangère*, 1987, vol. 52, p. 585-595.

HANSON Stephen, *Post-imperial democracies: ideology and party formation in Third Republic France, Weimar Germany, and post-Soviet Russia*, Cambridge, UK, Cambridge University Press, 2010.

HAYEK Friedrich Von, *La route de la servitude*, Paris, PUF, 1985.

HELLBECK Jochen, *Revolution on my mind: writing a diary under Stalin*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2006, 436 p.

HELLBECK Jochen et Nikolaj MIXAJLOV, (dir.) *Človek i ličnost' v istorii Rossii. Konec XIX- XX vek* [La personne et la personnalité dans l'histoire de la Russie. Fin du XIX^e-début du XX^e siècles], Saint-Pétersbourg, Nestor-Istoriâ, 2012.

HELLER Michel, *La machine et les rouages. La formation de l'homme soviétique*, Paris, Gallimard, 1985.

HOFFMANN David L., *Stalinist values : the cultural norms of Soviet modernity, 1917-1941*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2003.

HOLMES Stephen, « Eltsine et Poutine: deux incarnations d'un même système », 2011, La vie des idées, [<http://www.laviedesidees.fr/Eltsine-et-Poutine-deux.html>], consulté le : 5 février 2015.

HORVATH Robert, *The Legacy of Soviet Dissent: Dissidents, Democratisation and Radical Nationalism in Russia*, London & New York, Routledge, 2005.

KAGARLITSKY Boris, *Farewell Perestroika: a Soviet Chronicle*, London & New York, Verso, 1990.

KAGARLITSKY Boris, « A Step to the Left, a Step to the Right », dans Thomas LAHUSEN et Gene KUPERMAN (dir.), *Late Soviet Culture from Perestroika to Novostroika*, Durham et Londres, Duke University Press, 1993, p. 21-34.

KAGARLITSKY Boris, *Les intellectuels et l'État soviétique: de 1917 à nos jours*, Paris, PUF, 1993.

KHARKHORDIN Oleg, *The collective and the individual in Russia: a study of practices*, Berkeley, CA, University of California Press, 1999.

KIRČIK Olesâ, « Istorîâ kak èkonomnika, ili Putešestvie iz 1921-go v 1906-j čerez 1990-oj » [L'histoire comme économie, ou un voyage de 1921 en 1906 en passant par 1990], *Novoe literaturnoe obozrenie*, n° 83, 2007.

KOSELLECK Reinhart, *L'expérience de l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1997.

KOTKIN Stephen, *Magnetic mountain: Stalinism as a civilization*, Berkeley, University of California Press, 1995.

KOTKIN Stephen, *Armageddon Averted. The Soviet Collapse 1970-2000*, Oxford; New York, Oxford University Press, 2008.

KOZLOV Denis, *The Readers of Novyi Mir: coming to terms with the Stalinist past*, Cambridge, Mass ; Londres, Harvard University Press, 2013.

KRYLOVA Anna, « The Tenacious Liberal Subject in Soviet Studies », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 2000, vol. 1, n° 1, p. 140-144.

LABELLE Gilles, « Le Préambule à la Déclaration de souveraineté du Québec : penser la fondation au-delà de la « matrice théologico-politique »? », *Revue canadienne de science politique*, 2014, vol. 31, n° 4, p. 659-681.

LAGROYE Jacques, « L'épistémologie du politique selon Pierre Favre », *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n° 6, p. 1029-1039.

LANE David et ROSS Cameron, *The Transitions from Communism to Capitalism : Ruling Elites from Gorbachev to Yeltsin*, Basingtoke, Macmillan, 1999.

LAUGIER, Sandra (dir.), *La voix et la vertu. Variétés du perfectionnisme moral*, Paris, PUF, 2010.

LEDENEVA Alena, *Can Russia Modernize?: Sistema, Power Networks and Informal Governance*, Cambridge, Cambridge University press, 2013.

LEFORT Claude, *Un homme en trop : réflexions sur l'« Archipel du goulag »*, Paris, Éditions du Seuil, 1976.

LEFORT Claude, « La question de la démocratie », dans *Essais sur le politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1986, p. 17-32.

LÉVESQUE Jacques, « The Messianic Character of Gorbachev's 'New Thinking' : Why and What for? », dans Olav NJOLSTAD (dir.), *The Last Decade of the Cold War : From Conflict Escalation to Conflict Transformation*, Londres & New York, Frank Cass, 2004, p. 159-176.

LEWIN Moshe, *La grande mutation soviétique*, Paris, La Découverte, 1989.

LÖWY Michael et SAYRE Robert, *Révolution et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*, Paris, Payot, 1992.

LUKIN Alexander, *The Political Culture of Russian "Democrats"*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

MACHIAVEL, « Discours sur la première décade de Tite-Live », dans *Oeuvres*, Paris, Robert Laffont, 1996, p. 181-464.

- MAGUN Artemy, *La révolution négative. Déconstruction du sujet politique*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MANENT Pierre, *Cours familial de philosophie politique*, Paris, Gallimard, 2001.
- MCFAUL Michael, « Russia's Choice : The Perils of Revolutionary Democracy », dans Timothy COLTON et Jerry HOUGH (dir.), *Growing Pains. Russian Democracy and the Election of 1993*, Washington, D.C., Brookings Institution, 1998, p. 115-139.
- MCFAUL Michael, « Lessons from Russia's Protracted Transition from Communist Rule », *Political science quarterly*, 1999, vol. 144, n° 1, p. 103-130.
- MCFAUL Michael, *Russia's Unfinished Revolution: Political Change from Gorbachev to Putin*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2001.
- MIŁOSZ Czesław, *The Captive Mind*, New York, Vintage International, 1990.
- MITROHIN Nikolaj, *Russkaâ partiâ : dviženie russkih nacionalistov v SSSR : 1953-1985 gody* [Le Parti russe : le mouvement des nationalistes russes en URSS : 1953-1985], Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie, 2003.
- MÜLLER Jan-Werner, *Contesting Democracy : Political Ideas in Twentieth-Century Europe*, New Haven, Yale University Press, 2011.
- NIQUEUX Michel, « Discours essentialistes dans la Russie d'aujourd'hui, ou le retour de l'âme russe », colloque La Russie et l'Europe : autres et semblables, Université Paris Sorbonne – Paris IV, 10-12 mai 2007 [<http://institut-est-ouest.ens-lsh.fr/spip.php?article133>], consulté le : 12 novembre 2015.
- NIVAT Georges, « De la Russie libérée à la Russie libre », *Esprit*, 1996, vol. 223, p. 94-112.
- NUSSBAUM Martha, « Perfectionist Liberalism and Political Liberalism », *Philosophy and Public Affairs*, 2011, vol. 39, n° 1, p. 3-45.
- ORY Pascal et SIRINELLI Jean-François, *Les intellectuels en France: de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Perrin, 2004.

OUSHAKINE Sergueï, « In the State of Post-Soviet Aphasia: Symbolic Development in Contemporary Russia », *Europe-Asia Studies*, 2000, vol. 52, n° 6, p. 991-1016.

OUSHAKINE Sergueï, « Introduction: Wither the intelligentsia: the end of the moral elite in Eastern Europe », *Studies in East European Thought*, 19 novembre 2009, vol. 61, n° 4, p. 243-248.

PAPERNO Irina, *Stories of the Soviet experience : memoirs, diaries, dreams*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2009.

PARSONS Talcott, *The Social System*, New York, The Free Press, 1964.

PARSONS Talcott, *Sociétés. Essai sur leur évolution comparée*, Paris, Dunod, 1973.

PEUNOVA Marina, « From dissidents to collaborators: the resurgence and demise of the Russian critical intelligentsia since 1985 », *Studies in East European Thought*, 10 mai 2008, vol. 60, n° 3, p. 231-250.

PINSKIÏ Anatoly (dir.), *Posle Stalina: Pozdnesovetskaâ sub"ektivnost'* [Après Staline : subjectivité soviétique tardive], 1953-1985, à paraître en 2017.

PINSKY Anatoly, « The Origins of Post-Stalin Individuality: Aleksandr Tvardovskii and the Evolution of 1930s Soviet Romanticism », à paraître dans *Russian Review*

PIPES Richard, « Flight from freedom: What Russians think and want », *Foreign Affairs*, 2004, vol. 83, n° 3, p. 9-15.

PITTMAN Riitta H, « Perestroika and Soviet Cultural Politics : The Case of the Major Literary Journals », *Soviet Studies*, 2014, vol. 42, n° 1, p. 111-132.

PLAJS Â, « Političeskaâ nauka v Rossii » [La science politique en Russie], 1999.

PLOTNIKOV, Nikolaj et GAARDT Aleksandr (dir.), *Personal'nost'. Âzik filosofii v rusko-nemeckom dialoge* [La personnalité. Vocabulaire philosophique en dialogue russo-allemand], Moscou, Modest Kolerov, 2007.

PLOTNIKOV, Nikolaj, « Ot 'individual'nosti' k 'identičnosti' : istoriâ ponâtij personal'nosti v ruskoj kul'ture » [De l'individualité à l'identité: histoire du concept de personnalité dans la culture russe], *Novoe literaturnoe obozrenie*, vol. 91, 2008, p.64-83.

PLOTNIKOV, Nikolaj (dir.), « The Discourse of Personality in the Russian Intellectual Tradition », *Studies in East European Thought*, vol. 61, n°2-3, 2009.

PLOTNIKOV, Nikolaj, « Ponâtiâ 'gosudarstva' i 'ličnosti' v ruskoj intellektual'noj istorii » [Les concepts d'État et de personne dans l'histoire intellectuelle russe], dans HELLBECK Jochen et Nikolaj MIXAJLOV, (dir.) *Čelovek i ličnost' v istorii Rossii. Konec XIX- XX vek* [La personne et la personnalité dans l'histoire de la Russie. Fin du XIX^e-début du XX^e siècles], Saint-Pétersbourg, Nestor-Istoriâ, 2012, p.53-67.

PLOTNIKOV, Nikolai, « La 'personne' et le 'sujet'. La sémantique de la personnalité/personaltät dans l'histoire intellectuelle russe », *Cahiers de l'ILSL*, 29, 2011, p.230-249.

POCOCK John G. A., *Le moment machiavélien: : la pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, Paris, PUF, 1997.

POCOCK John G. A., *Political Thought and History: Essays on Theory and Method*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2009.

POLANYI Karl, *La grande transformation: aux origines économiques et politiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1982.

POPPER Karl, *La société ouverte et ses ennemis*, Paris, Éditions du Seuil, 1990-1991.

PUDAL Bernard, « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques », dans Antonin COHEN, Philippe RIUTORT et Bernard LACROIX (dir.), *Les Formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique. XVIIIe –XXe siècle*, Paris, PUF, 2006, p. 185-192.

RALEIGH Donald J., *Russia's Sputnik generation : Soviet baby boomers talk about their lives*, Bloomington, Indiana University Press, 2006.

RAWLS John, *Political liberalism*, New York, Columbia University Press, 2005.

RAZUVALOVA Anna, *Pisateli-«derevenšiki»: literatura i konservativnaâ ideologiâ 1970-h godov* [Les écrivains de village: la littérature et l'idéologie conservatrice des années 1970], Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie, 2015.

REDDAWAY Peter et GLINSKI Dmitri, *The tragedy of Russia's reforms: market bolshevism against democracy*, Washington, D.C., United States Institute of Peace Press, 2001.

REMICK David, *Lenin's tomb: the last days of the Soviet empire*, New York, Random House, 1993.

ROCHE Michel, *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie: la démocratie confisquée*, Montréal, L'Harmattan, 2000.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du contrat social*, Paris, Flammarion, 2001.

ROUSSELET Kathy, « Le coup d'État en Union soviétique : au-delà du mythe », *Politique étrangère*, 1991, vol. 56, n° 4, p. 951-958.

RUTLAND Peter, « Labor Unrest and Movements in 1989 and 1990 », dans Ed. A. HEWETT et Victor H. WINSTON (dir.), *Milestones in Glasnost and Perestroika: Politics and People*, Washington D.C., The Brookings Institution, 1991, p. 287-325.

SAKWA Richard, *Gorbachev and his Reforms*, Londres & New York, Prentice Hall, 1991.

SAKWA Richard, *Russian politics and society*, Londres, 2008.

SAUTMAN Barry, « The Devil to Pay. The 1989 Debate and the Intellectual Origins of Yeltsin's « Soft Authoritarianism » », *Communist and Post-Communist Studies*, 1995, vol. 28, n° 1, p. 131-151.

SCHERRER Jutta, *Requiem für den roten Oktober: Russland Intelligenzija im Umbruch 1986-1996*, Leipzig, Leipziger Uni.-Verl, 1996.

SCHERRER Jutta, « L'intelligentsia dans l'historiographie », *La revue russe*, 2008, vol. 30, p. 9-32.

SCHMITT, Carl, *Romantisme politique*, Paris, Librairie Valois, 1928.

SCOTT James C., *Domination and the arts of resistance : hidden transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1990.

SIGMAN Carole, « Russie démocratique : histoire d'une organisation politique », dans Roberte BERTON-HOGGE (dir.), *Les Partis politiques en Russie*, Paris, La Documentation française, 1993.

SIGMAN Carole, *Les mutations de l'espace politique en Russie pendant la perestrojka (1986-1991): Les clubs politiques informels de Moscou et leurs dirigeants*, thèse de doctorat en science politique soutenue à l'Université Paris I: Panthéon-Sorbonne, 2007.

SIGMAN Carole, *Clubs politiques et perestroïka en Russie: subversion sans dissidence*, Paris, Karthala, 2009.

SIMMEL Georg, *Philosophie de la modernité*, Paris, Payot, 1989.

SKINNER Quentin, « Meaning and understanding in the history of ideas », *History and Theory*, 1969, vol. 8, n° 1, p. 3-53.

SKINNER Quentin, *Visions of Politics. Volume I: Regarding Methods*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

SKORNICKI Arnault et TOURNADRE Jérôme, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015.

SHLAPENTOKH Vladimir, *Soviet ideologies in the period of glasnost: responses to Brezhnev's stagnation*, New York, Praeger, 1988.

SHLAPENTOKH Vladimir, *Public and private life of the Soviet people: changing values in Post-Stalin Russia*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

SHLAPENTOKH Vladimir, «Who's Behind the Coup Talk in Moscow? », *New York Times*, 23 septembre 1989.

SHLAPENTOKH Vladimir, *Soviet intellectuals and political power : the post-Stalin era*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

SOGRIN Vladimir, *Političeskaâ istoriâ sovremennoj Rossii 1985-2001 : ot Gorbačeva do Putina* [Histoire politique de la Russie contemporaine 1985-2001 : de Gorbatchev à Poutine], Moscou, Ves' mir, 2001.

SUTELA Pekka, *Economic Thought and Economic Reform in the Soviet Union*, Cambridge, Cambridge University press, 1991.

SUTELA Pekka et MAU Vladimir, « Economics Under Socialism : The Russian Case », dans Hans-Jürgen WAGENER (dir.), *Economic Thought in Communist and Post-Communist Europe*, New York, Routledge, 1998.

STRAUSS Leo, *La persécution et l'art d'écrire*, Paris, Gallimard, 2009.

ŠEJNIS Viktor, *Vzlět i padenie parlamenta : Perelomnye gody v rossijskoj politike (1985–1993)* [Essor et déclin du parlement : des années critiques de la politique russe (1985–1993)], Moscou, 2005

ŠUBIN Aleksandr, *Dissidenty, neformaly i svoboda v SSSR* [Dissidents, informels et liberté en URSS], Moscou, Vetche, 2008.

URBAN Michael, IGRUNOV Vyacheslav et MITROKHIN Sergei, *The rebirth of politics in Russia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

THOM Françoise, *La langue de bois*, Paris, Julliard, 1987.

TIMOFEYEV Igor, « The Development of Russian Liberal Thought since 1985 », dans Archie BROWN (dir.), *The Demise of Marxism-Leninism in Russia*, Basingtoke, Palgrave Macmillan, 2004, p. 51-118.

TOLZ Vera, *The USSR's Emerging Multiparty System*, New York, Praeger, 1990.

TULLY James, *Meaning and Context: Quentin Skinner and His Critics*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1989.

UHL Katharina, « 'Oppressed and Brainwashed Soviet Subject' [1] or 'Prisoners of the Soviet Self' [2]? Recent Conceptions of Soviet Subjectivity », *Bylye Gody*, 2013, vol. 8, n° 2, p. 4-10.

VAISSIÉ Cécile, « Claude Lefort et l'URSS : le 'principe de réalité' », p.133-144, 2015

VIBERT Stéphane, « Pravda: vérité et justice - Essai sur le devenir théologico-politique de la Russie », *Société*, 2004, vol. 24-25, p. 189-274.

VOLKOV Vadim, « Obščestvennost': zabytaâ praktika graždanskogo obščestva » [L'Obščestvennost' : une pratique oubliée de la société civile], *Pro et Contra*, 1997, p.77-91.

- VOLKOV Vadim, « The Concept of Kul'turnost': Notes on the Stalinist Civilizing Process », dans Sheila FITZPATRICK (dir.), *Stalinism: New Directions*, London & New York, Routledge, 2000, p. 210-230.
- VORONKOV Viktor, « Projekt šestkidesjatnikov: dviženie protesta v SSSR » [Projet soixantards: un mouvement de protestation en URSS], dans LEVADA, Ūrij (dir.), *Otcy i deti. Pokolenčeskij analiz sovremennoj Rossii* [Pères et fils. Analyse générationnelle de la Russie contemporaine], Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie, 2005, p.168-200.
- VOSLENSKI, Mikhail, *La nomenklatura, les privilégiés en URSS*, Paris, Belfond, 1980.
- WALKER Edward, « Andranik M. Migranyan: A Soviet Machiavelli? », *Soviet Observer*, 1, 1990.
- WALL Steven, « Perfectionism in Moral and Political Philosophy », dans *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, 2012, [<http://plato.stanford.edu/archives/win2012/entries/perfectionism-moral/>], consulté le : 15 octobre 2014.
- WAY Lucan, *Pluralism By Default : Weak Autocrats and the Rise of Competitive Politics*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2015.
- WEDEL Janine, *Collision and collusion: the strange case of western aid to Eastern Europe, 1989-1998*, New York, Palgrave, 2001.
- WEIGLE Marcia, *Russia's Liberal Project. State-Society Relations in the Transition from Communism*, Philadelphie, Pennsylvania State University Press, 1999.
- WHITE David, *The Russian democratic party Yabloko : opposition in a managed democracy*, Aldershot, England ; Burlington, VT, Ashgate, 2006.
- WIKLER Daniel, « Marxist Thought Finds an Unlikely Godmother », *New York Times*, 15 octobre 1989.
- WOLL Josephine, « Glasnost and Soviet Culture », *Problems of Communism*, 1989, vol. 38, n° 6, p. 40-50.
- YURCHAK Alexei, *Everything was forever, until it was no more: the last Soviet generation*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2006.

ZARETSKAÏA-BALSENTE Ioulia, « La censure à l'époque de la perestroïka : le passé surmonté ? De la symbiose forcée à la scission inévitable », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2002, vol. 33, n° 1, p. 113-147.

ZUBEK Voytek, « The threshold of Poland's transition: 1989 electoral campaign as the last act of a united solidarity », *Studies in Comparative Communism*, 1991, vol. 24, n° 4, p. 355-376.

ZUBEK Voytek, « The rise and fall of rule by Poland's best and brightest », *Soviet Studies*, 1992, vol. 44, n° 4, p. 579-608.

ZUBOK Vladislav, *Zhivago's children : the last Russian intelligentsia*, Cambridge, Mass, Belknap Press of Harvard University Press, 2009.

ZUBOK Vladislav, *D. S. Lihačev v obščestvennoj žizni Rossii konca XX veka* [D.S. Likhatchev dans la vie publique de la Russie de la fin du XX^e siècle], Saint-Pétersbourg, Evropejskij dom, 2011.

ZWEYNERT Joachim, « Economic Ideas and Institutional Change : Evidence from Soviet Economic Discourse 1987-1991 », *Europe-Asia Studies*, 2006, vol. 58, n° 2, p. 169-192.

Annexe : Principaux auteurs cités

Par souci de concision, nous limitons ces indications biographiques à la période étudiée dans cette thèse, soit de 1987 à 1993.

Ales Adamovitch (1927-1994)

Écrivain et publiciste d'origine biélorusse. Membre fondateur de la Tribune de Moscou. Élu au Congrès des députés du peuple d'URSS en 1989.

Youri Afanassiev (1934-2015)

Historien spécialiste de la Révolution française. Recteur à l'Institut d'archive et d'histoire de Moscou. Membre fondateur de la Tribune de Moscou et de l'organisation Memorial. En 1989, élu au Congrès des députés du peuple d'URSS et coprésident du Groupe interrégional de députés. En 1990 et 1991, l'un des fondateurs et dirigeants de la coalition Russie démocratique. Recteur de l'Université d'État des Sciences Humaines de Moscou, qu'il fonde en 1991.

Nina Andreïeva (1938-...)

Enseignante de chimie. En 1988, auteure d'une lettre ouverte dans laquelle elle critique la nouvelle tendance libérale de la perestroïka et qui provoque une onde de choc dans la vie publique soviétique.

Léonide Batkine (1932-...)

Historien spécialiste de la Renaissance italienne. Chercheur à l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences. Initiateur et membre fondateur de la Tribune de Moscou. En 1990 et 1991, l'un des dirigeants de la coalition Russie démocratique.

Youri Bourtine (1932-2000)

Publiciste et critique littéraire. Membre fondateur de la Tribune de Moscou. Membre de la direction de la coalition Russie démocratique. En 1991, codirecteur du journal *Demokratitcheskaïa Rossia*.

Nikolaï Chmeliiov : (1936-2014)

Économiste, écrivain et publiciste. Chercheur à l'Institut des États-Unis et du Canada. En 1989, élu au Congrès des députés du peuple d'URSS.

Youri Kariakine (1930-2011)

Publiciste, critique littéraire, spécialiste de Dostoïevski. Membre fondateur de la Tribune de Moscou. Élu au Congrès des députés du peuple d'URSS en 1989.

Len Karpinski (1929-1995)

Journaliste et publiciste. Membre fondateur de la Tribune de Moscou. Éditorialiste au journal *Moskovskie novosti* à partir de 1989.

Igor Kliamkine (1941-...)

Journaliste et philosophe, chercheur à l'Institut d'économie du système socialiste mondial. Codirecteur du journal *Demokratitcheskaïa Rossia*.

Youri Levada (1930-2006)

Sociologue. Membre fondateur de la Tribune de Moscou. À partir de 1988, directeur du département de recherches théoriques du Centre pansoviétique pour l'étude de l'opinion publique. À partir de 1992, dirige ce même centre, renommé Centre panrusse pour l'étude de l'opinion publique.

Dmitri Likhatchev (1906-1999)

Philologue, spécialiste de la littérature ancienne russe. À partir de 1986, directeur du département de la littérature ancienne russe à l'Institut de littérature russe, à Leningrad. Directeur de la Fondation soviétique de la culture, créée en 1987.

Andranik Migranian (1949-...)

Politologue, spécialiste de la politique américaine. Chercheur à l'Institut d'économie du système socialiste mondial.

Gavriil Popov (1936-...)

Économiste, recteur du département d'économie de l'Université d'État de Moscou. À partir de 1988, directeur du journal théorique *Voprosy èkonomii* (Questions d'économie). En 1989, élu au Congrès des députés du peuple. Coprésident du Groupe interrégional de députés. En 1990, élu président du Soviet municipal de Moscou. En 1991, élu maire de Moscou. La même année, cofondateur et codirigeant du Mouvement pour des réformes démocratiques, concurrent de la coalition Russie démocratique. Directeur de l'Université Internationale de Moscou, qu'il a fondée.

Andreï Sakharov (1921-1989)

Physicien et astrophysicien. Prix Nobel de la paix en 1975 pour son engagement pour la défense des droits de l'homme en URSS. Membre fondateur de la Tribune de Moscou et de l'organisation Memorial. . Élu au Congrès des députés du peuple en 1989. Coprésident du Groupe interrégional de députés.

Anatoli Tchoubaïs (1955-...)

Économiste, cofondateur du club politique « Perestroïka », à Leningrad. En 1991, nommé ministre responsable du comité d'État de la Fédération russe sur la gestion de la propriété d'État. En 1992, nommé vice-président aux questions de politique économique et financière. L'un des principaux théoriciens et artisans de la politique de privatisation.

Marietta Tchoudakova (1937-...)

Philologue, spécialiste de l'œuvre de Mikhaïl Boulgakov. Chercheure à l'Institut de littérature M. Gorki.

Alexandre Yakovlev (1923-2005)

Bras droit de Gorbatchev et généralement considéré comme l'idéologue de la perestroïka. Directeur du département de la propagande du Comité central en 1986 et membre du Politburo en 1987, dont il démissionne en 1990. En 1991, cofondateur et codirigeant du Mouvement pour des réformes démocratiques, concurrent de la coalition Russie démocratique.

Table des matières

Remerciements	1
Table des matières	4
Translittération	6
Introduction	7
A - La victoire à la Pyrrhus de l'intelligentsia libérale	10
B - Études de la pensée politique de l'intelligentsia libérale : du triomphalisme à la désillusion	17
C - Arguments	31
D - Méthode de sélection et d'analyse des textes	33
E - Structure de la thèse	52
Première partie	56
Chapitre 1 : L'intelligentsia libérale et l'enjeu moral de la perestroïka	57
A - La morale comme conscience cognitive	64
B - La morale comme conscience personnelle.....	84
C - La morale comme valeurs universelles	92
D - Conclusion	113
Chapitre 2 : Pluralisme des opinions et monisme moral	117
A - La vérité comme critère suprême du discours public	120
B - Vérité et glasnost : la purification de la conscience sociale.....	128
C - Conclusion	145
Chapitre 3 : L'idéal de la personnalité harmonieuse et la critique de la duplicité	149
A - L'idéal romantique de la ličnost'	154
B - Personnalité harmonieuse et duplicité pendant la perestroïka	163
C - Conclusion	178
Seconde partie	180
Chapitre 4 : La radicalisation paradoxale de 1989 : opposition au système et consolidation du pouvoir	181
A - La question du pouvoir avant les élections de 1989	186
B - La Tribune de Moscou : un « germe d'opposition » à vocation consultative...	197
C - La radicalisation de 1989	202
D - Conclusion : opposition au système et opposition au pouvoir	232

Chapitre 5 : Modernisation et main de fer : propositions pour dissocier la politique de la morale	239
A - Kliamkine : la vie contre les idéaux.....	243
B - Migranian et la technocratie à l'occidentale	260
C - Conclusion : la fabrication politique et la libération de la vie	278
Chapitre 6 : Consolidation ou autonomie : le dilemme du mouvement démocratique (1990-1993)	284
A - 1990-1991 : La radicalisation dans le mouvement démocratique	289
B - Le débat de l'automne 1991 sur les deux formes de perdition	300
C - Dénouement : l'intelligentsia libérale et la main de fer d'Eltsine.....	308
D - Conclusion : consolidation et marginalisation.....	320
Chapitre 7 : Opposition démocratique : entre idéalisme et pragmatisme. Propositions oubliées	325
A - Bourtine et l'opposition morale	329
B - Batkine et l'opposition pragmatique.....	337
C - Conclusion : au-delà de la dichotomie pragmatisme-idéalisme.....	350
Conclusion.....	353
A - Rappel de l'interrogation initiale	354
B - La perspective morale de l'intelligentsia libérale à l'épreuve de la vie politique	355
C - Conclusions et pistes de réflexion.....	364
Bibliographie	378
Annexe : Principaux auteurs cités	415
Table des matières.....	419